

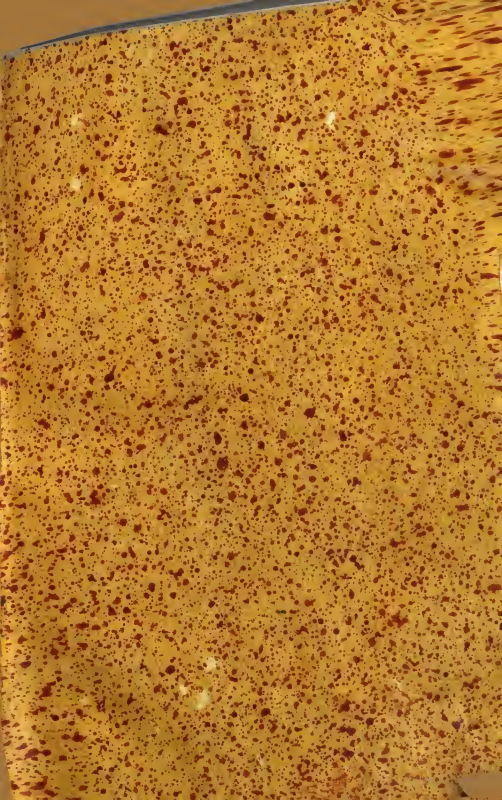


· BIBLIOTECA ·  
· LVCCHESI · PALLI ·



*Grande Sala D.S.*

*2 H-VII-1*



337



III 24 VII 1



LE GUIDE

DES JUGES MILITAIRES.

*Tous les exemplaires doivent être signés de l'auteur.*

*Seviers*

---

On trouve chez le même Libraire, éditeur du *Journal Militaire*, tous les *Registres* et *Etats* nécessaires à la comptabilité des Corps de toutes les armes, ainsi que les *Ouvrages*, *Décrets*, *Réglemens*, *Instructions militaires*, etc.

Il se charge, en outre, de procurer tous les autres *Ouvrages*, de quelques genres qu'ils soient, et de faire les abonnemens aux différens *Journaux*.

---

23014

LE GUIDE  
DES JUGES MILITAIRES,  
OU  
RECUEIL DES LOIS,  
ARRÊTÉS, ET AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT,

SUR LA LÉGISLATION CRIMINELLE-MILITAIRE, ET MARITIME;

PRÉCÉDÉ

D'une Analyse de cette législation, et de la Nomenclature alphabétique de tous les délits militaires et maritimes, accompagnée de la citation de la peine encourue, et de l'article de la loi qui la prononce;

PAR M. J. B. PERRIER,

Bachelier de l'Université Impériale, et Sous-chef du bureau des déserteurs, direction générale des revues et de la conscription, ministère de la guerre, membre de plusieurs Sociétés savantes.

---

PRIX 6 fr. ; 8 fr. *franc de port.*

---



A PARIS,

CHEZ MAGIMEL, Libraire pour l'Art Militaire, rue de Thionville, n° 9.

---

1811.



11000

---

DE L'IMPRIMERIE DE DEMONVILLE, RUE CHRISTINE.

---

---

## INTRODUCTION.

LES lois répressives des crimes et des délits militaires étaient éparses dans des recueils nombreux ; et par conséquent il était difficile de les réunir promptement , et de les avoir toutes sous les yeux à la fois. Cette difficulté devenait encore plus grande pour ceux des officiers et des membres des tribunaux militaires , que leur devoir appelle loin du centre de la France.

Cette réflexion m'a déterminé à rassembler tout ce qui peut servir à guider , éclairer et tranquilliser la conscience des juges militaires , et assurer aux justiciables de l'armée le maintien de leurs droits. Jusqu'à présent ; ces sortes de recueils pour les tribunaux militaires , n'ont été qu'un amas indigeste de lois et d'arrêtés étrangers à cette partie , et recueillis par des personnes peu versées dans la jurisprudence militaire. Enfin , et ceci suffirait pour justifier l'entreprise que je fais ; depuis que la France a reçu une nouvelle forme de gouvernement , il n'a été donné aucun de ces recueils. J'ai cru que ce serait servir l'armée et ses chefs , que de présenter un guide des juges militaires. Dix-sept ans d'exercice dans ceux des bureaux du ministère de la guerre , qui s'occupent exclusivement de cette partie , une assiduité continuelle à ces mêmes

travaux, et le désir sincère de servir l'humanité; tels sont mes titres à cette importante entreprise. Puissé-je avoir rempli l'attente des personnes qui se livrent à l'examen des questions judiciaires, et celle des officiers qui, appelés à siéger aux tribunaux militaires, desirent s'acquitter avec gloire et équité de leurs honorables fonctions, remplir les intentions de leurs chefs, et surtout celle du Souverain dont le nom est déjà uni à un Code destiné à régir l'Univers!

Voici la marche que j'ai suivie pour ce travail.

### *Plan de l'Ouvrage.*

J'ai fait imprimer toutes les lois nécessaires aux divers tribunaux militaires de l'armée de terre, d'après leur ordre de date, en employant un caractère plus petit pour les articles rapportés, mais dont on a besoin pour entendre les autres, et connaître l'esprit de l'ancienne législation. Dans la seconde partie, j'ai placé, dans le même ordre, tout ce qui a rapport aux lois pénales maritimes. Avec les lois, j'ai inséré les décrets, les arrêtés des anciens gouvernemens, les décrets impériaux, et les avis du conseil d'état, approuvés par S. M. I. et R.

Les lois sont précédées, 1°. d'une dissertation sur la justice en général, et sur l'application des lois au cas particulier; 2°. de la solution de plusieurs questions de droit; 3°. d'une nomenclature alphabétique des délits relatifs à chaque partie.

Pour faciliter la recherche de la loi, je l'ai toujours citée en marge, avec le titre et l'article; enfin, le numéro donné dans cet ouvrage à chaque loi, est toujours rappelé au haut de la page, et j'ai joint à cette édition une table chronologique des lois, et une table analytique de ces mêmes lois.



# TABLE CHRONOLOGIQUE

## DES LOIS PÉNALES MILITAIRES.

### ARMÉE DE TERRE.

| <u>Dates.</u>             | <u>N<sup>os</sup>.</u>                                                                                                                                                                                              | <u>Pages.</u> |
|---------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|
| <u>1790. 6 août.</u>      | <u>1. Décret de l'Assemblée nationale pour réprimer les séditions.</u>                                                                                                                                              | <u>89</u>     |
| 22 septembre.             | 2. <i>Idem</i> sur la procédure militaire.                                                                                                                                                                          | 91            |
| 14 septembre.             | 3. <i>Idem</i> sur la discipline militaire.                                                                                                                                                                         | 100           |
| <u>1791. 28 août.</u>     | <u>4. <i>Idem</i> contre la rébellion.</u>                                                                                                                                                                          | <u>104</u>    |
| <u>19 octobre.</u>        | <u>5. Loi. Code militaire.</u>                                                                                                                                                                                      | <u>106</u>    |
| 1792. 12 mai.             | 6. Décret sur le Code de procédure militaire.                                                                                                                                                                       | 111           |
| <u>17 mai.</u>            | <u>7. <i>Idem</i> Code pénal militaire.</u>                                                                                                                                                                         | <u>113</u>    |
| <u>1793. 28 mars.</u>     | <u>8. Décret qui détermine les mesures à prendre pour assurer le recrutement et les approvisionnements des armées, et pour prévenir et punir la désertion et la vente des armes par les soldats et volontaires.</u> | <u>115</u>    |
| <u>4 avril.</u>           | <u>9. Décret qui met en liberté les militaires détenus aux galères pour désertion antérieure à la déclaration de guerre.</u>                                                                                        | <u>117</u>    |
| 12 mai.                   | 10. Décret sur l'organisation des tribunaux criminels militaires.                                                                                                                                                   | 118           |
| <i>Idem.</i>              | 11. Décret. Code pénal militaire.                                                                                                                                                                                   | 127           |
| 27 juillet.               | 12. Décret contre les partisans de l'ennemi.                                                                                                                                                                        | 134           |
| <i>An 2. 26 frimaire.</i> | 13. Décret contre ceux qui touchent deux fois leur traitement.                                                                                                                                                      | 135           |
| 3 pluviose.               | 14. Décret sur l'organisation de la justice militaire.                                                                                                                                                              | 136           |
| 3 germinal.               | 15. Décret qui prescrit la manière de procéder, à l'égard des faux témoins, devant les tribunaux criminels militaires.                                                                                              | 152           |
| 3 floréal.                | 16. Décret relatif aux effets d'habillement et d'équipement qui auront été distraits par les militaires, et à la visite de leurs malles et paquets.                                                                 | 153           |
| 18 prairial.              | 17. Décret relatif aux dépositions des militaires cités comme témoins devant les tribunaux.                                                                                                                         | 154           |

|       | Dates.                       | N <sup>os</sup> .                                                                                                                                                                                                                                      | Pages. |
|-------|------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| An 3. | 13 brumaire.                 | 18. Loi qui applique aux officiers et fonctionnaires militaires qui, sans permission, retireront un militaire d'un bataillon pour l'employer dans leurs bureaux, la peine prononcée par l'article 20 de la quatrième section de la loi du 12 mai 1793. | 157    |
|       | 9 prairial.                  | 19. Loi qui prononce des peines contre les prisonniers de guerre qui sortiroient, sans permission du Gouvernement, des lieux fixés pour leur détention ou résidence.                                                                                   | 157    |
|       | 30 prairial.                 | 20. Loi qui détermine les peines à infliger à tous les individus qui, après avoir prêté serment à la république, auroient conspiré contre elle.                                                                                                        | 158    |
|       | 10 thermidor.                | 21. Loi portant amnistie en faveur des militaires qui ont quitté leurs corps pour rentrer dans l'intérieur.                                                                                                                                            | 159    |
|       | 23 thermidor.                | 22. Loi qui étend aux militaires contre lesquels il a été prononcé des peines pour fait de désertion dans l'intérieur, l'amnistie accordée par la loi du 10 thermidor, à ceux qui avaient abandonné leurs drapeaux.                                    | 162    |
|       | 23 thermidor.                | 23. Loi portant que, dans chaque corps, il pourra être accordé des congés.                                                                                                                                                                             | 163    |
|       | 2 <sup>e</sup> jour complém. | 24. Loi qui établit un nouveau mode pour le jugement des délits militaires.                                                                                                                                                                            | 165    |
| An 4. | 1 <sup>re</sup> vendémiaire. | 25. Loi contre les rebelles.                                                                                                                                                                                                                           | 167    |
|       | 4 brumaire.                  | 26. Loi additionnelle à celle qui établit un nouveau mode pour juger les délits militaires.                                                                                                                                                            | 168    |
|       | 4 frimaire.                  | 27. Loi qui proroge le délai de l'amnistie.                                                                                                                                                                                                            | 170    |
|       | 4 frimaire.                  | 28. Loi contenant des mesures pour empêcher la désertion.                                                                                                                                                                                              | 171    |
|       | 4 nivose.                    | 29. Loi qui détermine les peines à infliger aux embaucheurs et aux provocateurs à la désertion.                                                                                                                                                        | 171    |
|       | 4 nivose.                    | 30. Loi relative aux jugemens des déserteurs.                                                                                                                                                                                                          | 172    |
|       | 4 ventose.                   | 31. Arrêté qui abolit toutes les réquisitions en faveur des militaires.                                                                                                                                                                                | 173    |
|       | 17 germinal.                 | 32. Loi qui détermine les formalités à observer avant l'exécution des jugemens militaires.                                                                                                                                                             | 177    |
|       | 22 germinal.                 | 33. Règlement concernant la garde et la conservation des places de guerre.                                                                                                                                                                             | 178    |
|       | 22 prairial.                 | 34. Loi portant des peines contre les tentatives du crime.                                                                                                                                                                                             | 181    |
|       | 22 messidor.                 | 35. Loi qui fixe la compétence des conseils militaires.                                                                                                                                                                                                | 182    |

## TABLE CHRONOLOGIQUE.

5

| Dates.               | N <sup>os</sup> .                                                                                                                         | Pages. |
|----------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| An 4. 18 fructidor.  | 36. Loi qui détermine les cas dans lesquels il y a lieu à la révision des jugemens militaires.                                            | 182    |
| 21 fructidor.        | 37. Loi portant que le recours en cassation contre les jugemens des commissions militaires, est admissible pour cause d'incompétence.     | 183    |
| 24 fructidor.        | 38. Loi relative à la manière de juger les rebelles saisis dans un rassemblement armé.                                                    | 183    |
| 27 fructidor.        | 39. Loi portant que les prévenus des délits militaires ont le droit de se choisir des défenseurs dans le lieu où s'instruit la procédure. | 184    |
| n 5. 13 brumaire.    | 40. Loi qui règle la manière de procéder au jugement des délits militaires.                                                               | 184    |
| 21 brumaire.         | 41. Code des délits et des peines pour les troupes.                                                                                       | 190    |
| 15 nivose.           | 42. Arrêté concernant la nomination aux places de secrétaires des commandans de places.                                                   | 201    |
| 17 floréal.          | 43. Arrêté concernant les frais des conseils de guerre.                                                                                   | 201    |
| 18 floréal.          | 44. Arrêté sur le mode de procéder des tribunaux saisis d'une affaire susceptible de renvoi.                                              | 203    |
| 4 fructidor.         | 45. Loi additionnelle à celle du 13 brumaire an 5, sur la manière de procéder au jugement des délits militaires.                          | 204    |
| An 6. 4 vendémiaire. | 46. Loi relative aux préposés à la garde des détenus.                                                                                     | 207    |
| 18 vendémiaire.      | 47. Loi portant établissement des conseils permanens pour la révision des jugemens des conseils de guerre.                                | 209    |
| 17 vendémiaire.      | 48. Loi d'amnistie.                                                                                                                       | 213    |
| 15 brumaire.         | 49. Loi relative à la révision des jugemens militaires.                                                                                   | 214    |
| 24 brumaire.         | 50. Loi concernant l'exécution de celle relative aux déserteurs et aux réquisitionnaires.                                                 | 215    |
| 8 frimaire.          | 51. Arrêté qui établit des formules pour les jugemens des tribunaux militaires.                                                           | 216    |
| 11 frimaire.         | 52. Loi relative à la formation des conseils de guerre et de révision, dans les places de guerre investies et assiégées.                  | 230    |
| 28 germinal.         | 53. Extrait de la loi sur l'organisation de la gendarmerie.                                                                               | 230    |
| 29 prairial.         | 54. Loi relative à la nouvelle instruction des procès militaires en cas d'annulation.                                                     | 233    |
| 19 fructidor.        | 55. Loi relative au mode de formation de l'armée de terre.                                                                                | 233    |

|        | Dates.          | N <sup>os</sup> .                                                                                                                              | Pages. |
|--------|-----------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| An 6.  | 27 fructidor.   | 56. Loi relative aux attributions des conseils de guerre et de révision.                                                                       | 244    |
| An 7.  | 14 messidor.    | 57. Loi d'amnistie.                                                                                                                            | 245    |
|        | 27 messidor.    | 58. Loi relative aux congés et dispenses.                                                                                                      | 247    |
|        | 12 thermidor.   | 59. Arrêté relatif aux bagnes destinés aux soldats et marins condamnés aux fers.                                                               | 250    |
|        | 12 thermidor.   | 60. Loi qui autorise la délivrance de congés temporaires.                                                                                      | 251    |
|        | 14 fructidor.   | 61. Loi relative à l'établissement des conseils de guerre particuliers dans les départemens déclarés en état de troubles.                      | 253    |
| An 8.  | 17 pluviose.    | 62. Arrêté relatif au mode de juger les prisonniers de guerre étrangers.                                                                       | 254    |
|        | 17 ventose.     | 63. Loi qui met à la disposition du Gouvernement tous les François dont la vingtième année a été terminée le 1 <sup>er</sup> vendémiaire an 8. | 254    |
|        | 17 ventose.     | 64. Règlement relatif au complément de l'armée de terre.                                                                                       | 257    |
|        | 7 prairial.     | 65. Arrêté relatif aux appartemens affectés aux tribunaux militaires.                                                                          | 266    |
|        | 7 thermidor.    | 66. Arrêté relatif aux enfans de troupe et aux femmes à la suite de l'armée.                                                                   | 267    |
| An 9.  | 18 pluviose.    | 67. Loi relative à l'établissement des tribunaux spéciaux.                                                                                     | 270    |
| An 10. | 19 germinal.    | 68. Arrêté sur le mode de juger les inspecteurs aux revues.                                                                                    | 274    |
|        | 20 floréal.     | 69. Loi relative aux délits emportant la peine de la fêtrissure.                                                                               | 275    |
|        | 24 floréal.     | 70. Loi d'amnistie pour désertion.                                                                                                             | 277    |
|        | 8 prairial.     | 71. Arrêté d'organisation des compagnies de canonniers-gardes-côtes.                                                                           | 278    |
|        | 18 thermidor.   | 72. Extrait d'un arrêté sur les conscrits réputés déserteurs.                                                                                  | 285    |
| An 11. | 2 floréal.      | 73. Loi d'attribution de la connoissance de faux au tribunal criminel du département de la Seine.                                              | 286    |
|        | 6 floréal.      | 74. Loi relative à une levée de conscrits.                                                                                                     | 286    |
|        | 29 thermidor.   | 75. Arrêté contenant règlement sur les prisons militaires.                                                                                     | 288    |
| An 12. | 8 vendémiaire.  | 76. Avis du conseil d'état sur les attributions des conseils de guerre, relativement à la gendarmerie.                                         | 292    |
|        | 14 vendémiaire. | 77. Arrêté relatif à l'exécution de la loi du 24 brumaire an 6, contre la désertion.                                                           | 294    |
|        | 19 vendémiaire. | 78. Arrêté contenant des dispositions pénales et répressives contre la désertion.                                                              | 295    |

## TABLE CHRONOLOGIQUE.

7

|        | Dates.                    | N <sup>os</sup> .                                                                                                   | Pages. |
|--------|---------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| An 12. | 1 <sup>re</sup> frimaire. | 79. Arrêté portant amnistie pour désertion.                                                                         | 328    |
|        | 17 ventose.               | 80. Avis du conseil d'état, modifiant l'article 67 de l'arrêté du 19 vendémiaire an 12, relatif à la peine de mort. | 329    |
|        | 24 ventose.               | 81. Arrêté indiquant les causes qui font perdre la qualité de membre de la légion d'honneur.                        | 330    |
|        | 16 germinal.              | 82. Avis du conseil d'état, indiquant la responsabilité des conseils d'administration à l'égard du quartier-maitre. | 332    |
|        | 13 prairial.              | 83. Décret d'amnistie.                                                                                              | 333    |
|        | 17 messidor.              | 84. Décret relatif à l'établissement de commissions militaires pour le jugement des espions et embaucheurs.         | 337    |
|        | 17 messidor.              | 85. Décret qui change la dénomination des tribunaux criminels spéciaux.                                             | 338    |
|        | 30 thermidor.             | 86. Avis du conseil d'état, sur ce que l'on doit entendre par délits militaires.                                    | 339    |
| An 13. | 7 ventose.                | 87. Avis du conseil d'état relatif aux jugemens des commissions militaires.                                         | 340    |
|        | 19 ventose.               | 88. Décret concernant la résidence des forçats libérés.                                                             | 341    |
|        | 23 ventose.               | 89. Décret relatif aux chefs de complot de désertion.                                                               | 342    |
|        | 24 floréal.               | 90. Extrait du décret sur l'organisation des compagnies de réserve.                                                 | 343    |
|        | 8 fructidor.              | 91. Extrait du décret relatif à la levée de la conscription de l'an 14.                                             | 346    |
| An 14. | 8 vendémiaire.            | 92. Décret relatif aux chefs de complot de désertion.                                                               | 348    |
|        | 17 frimaire.              | 93. Décret relatif au jugement des délits commis par des prisonniers de guerre.                                     | 349    |
|        | 17 frimaire.              | 94. Décret pour indiquer le mode de compléter les commissions militaires et les conseils de guerre.                 | 350    |
| 1806.  | 4 janvier.                | 95. Avis du conseil d'état sur la compétence en matière de délits de classe commis par des militaires.              | 351    |
|        | 23 janvier.               | 96. Circulaire contre la désertion.                                                                                 | 352    |
|        | 28 février.               | 97. Décret sur la mise en jugement des préposés de l'administration des poudres et salpêtres.                       | 353    |
|        | 29 mars.                  | 98. Décret sur la répression des délits commis dans les établissemens militaires.                                   | 354    |

|       | Dates.        | N <sup>os</sup> .                                                                                                   | Pages. |
|-------|---------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| 1806. | 8 juillet.    | 99. Décret qui établit la direction générale des revues et de la conscription militaire.                            | 355    |
|       | 4 août.       | 100. Décret relatif au temps de nuit pendant lequel la gendarmerie ne peut entrer dans les maisons des citoyens.    | 357    |
|       | 9 août.       | 101. Décret relatif aux formalités à observer pour la mise en jugement des agents du Gouvernement.                  | 358    |
|       | 5 janvier.    | 102. Circulaire contre la désertion.                                                                                | 359    |
|       | 25 janvier.   | 103. Avis du conseil d'état sur la remise de l'amende en faveur des déserteurs qui ont obtenu leur grâce.           | 369    |
|       | 25 janvier.   | 104. Avis du conseil d'état, sur la manière de juger les gardes-magasins des vivres.                                | 370    |
|       | 16 février.   | 105. Avis du conseil d'état, sur le paiement des dépenses de prisonniers.                                           | 372    |
|       | 16 février.   | 106. Décret sur le mode de compléter les tribunaux militaires.                                                      | 373    |
|       | 16 février.   | 107. Décret sur le mode de juger les enrôlés volontaires déserteurs.                                                | 374    |
|       | 16 mars.      | 108. Avis du conseil d'état, sur le mode de juger les comptables destitués.                                         | 375    |
|       | 16 mars.      | 109. Décret relatif aux militaires détenus dans les bagnes pour désertion ou insubordination.                       | 376    |
|       | 8 avril.      | 110. Circulaire contre la désertion.                                                                                | 377    |
|       | 20 juin.      | 111. Décret d'amnistie pour désertion.                                                                              | 379    |
|       | 18 août.      | 112. Circulaire contre la désertion.                                                                                | 382    |
|       | 17 septembre. | 113. Loi qui proroge les attributions de la Cour de justice criminelle spéciale de la Seine, relativement aux faux. | 385    |
| 1807. | 3 novembre.   | 114. Décret sur la composition des conseils de guerre pour le jugement des majors.                                  | 385    |
| 1808. | 11 janvier.   | 115. Décret qui défend aux canonniers-gardes-côtes de se soustraire au service.                                     | 386    |
|       | 21 février.   | 116. Décret concernant le jugement des militaires prévenus de délits sous les drapeaux.                             | 387    |
|       | 7 mars.       | 117. Décret concernant les condamnés pour désertion, qui ne rejoignent pas après avoir obtenu leur grâce.           | 388    |
|       | 8 juin.       | 118. Décret relatif à l'établissement de nouveaux dépôts de conscrits réfractaires.                                 | 389    |

## TABLE CHRONOLOGIQUE.

9

|       | Dates.        | N <sup>os</sup> .                                                                                    | Pages. |
|-------|---------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| 1808. | 28 octobre.   | 119. Second décret relatif à l'établissement de dépôts de conscrits réfractaires.                    | 393    |
| 1809. | 15 janvier.   | 120. Décret sur la destination à donner aux déserteurs dont le corps est inconnu, ou hors de France. | 394    |
|       | 28 février.   | 121. Décret relatif au jugement des conscrits réfractaires.                                          | 395    |
|       | 7 juillet.    | 122. Décret qui ordonne la publication d'un article concernant la vente des armes.                   | 396    |
| 1810. | 8 janvier.    | 123. Décret sur les évasions des détenus aux hôpitaux.                                               | 397    |
|       | 10 février.   | 124. Extrait du Code pénal.                                                                          | 400    |
|       | 25 mars.      | 125. Décret portant amnistie pour désertion.                                                         | 408    |
|       | 30 juin.      | 126. Décret interprétatif de celui du 25 mars sur l'amnistie.                                        | 411    |
|       | 9 août.       | 127. Décret qui étend l'amnistie aux déserteurs hollandais.                                          | 412    |
|       | 17 septembre. | 128. Circulaire contre la désertion.                                                                 | 413    |

## ARMÉE NAVALE.

|        | Dates.                   | N <sup>os</sup> .                                                                            | Pages. |
|--------|--------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| 1790.  | 21 août.                 | I. Code pénal.                                                                               | 417    |
|        | 2 novembre.              | II. Décret qui modifie le Code pénal de la marine.                                           | 424    |
| 1791.  | 20 septembre.            | III. Code des Arsenaux.                                                                      | 425    |
| An 7.  | 13 thermidor.            | IV. Loi relative au recours en cassation et en révision.                                     | 430    |
| An 12. | 18 ventose.              | V. Arrêté portant établissement de conseils de guerre spéciaux pour la flottille.            | 432    |
|        | 5 germinal.              | VI. Arrêté relatif aux conseils de guerre maritimes spéciaux.                                | 438    |
|        | 1 <sup>re</sup> floréal. | VII bis. Arrêté additionnel à celui du 5 germinal an 12, concernant la désertion.            | 447    |
| An 13. | 9 messidor.              | VII. Décret contre le recèlement de marins déserteurs.                                       | 448    |
| 1806.  | 23 mai.                  | VIII. Décret pour la formation d'une cour martiale maritime dans le septième arrondissement. | 449    |
|        | 22 juillet.              | IX. Décret relatif à l'organisation des conseils de marine.                                  | 450    |

|       | Dates.       | N <sup>os</sup> .                                                                                 | Pages. |
|-------|--------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| 1806. | 12 novembre. | X. Décret contenant création et organisation des tribunaux maritimes.                             | 460    |
|       | 12 décembre. | XI. Extrait du décret contenant règlement sur le service du pilotage.                             | 470    |
| 1807. | 23 avril.    | XII. Décret relatif aux Français prévenus d'avoir été employés sur les vaisseaux ennemis.         | 473    |
|       | 23 avril.    | XIII. Décret qui désigne des officiers pour suppléans aux conseils de guerre spéciaux maritimes.  | 474    |
| 1808. | 14 mars.     | XIV. Décret pour la répression des vols commis dans les arsenaux.                                 | 475    |
|       | 19 octobre.  | XV. Décret relatif aux militaires et marins condamnés aux fers pour désertion ou insubordination. | 475    |
|       | 22 octobre.  | XVI. Décret relatif à la désertion des individus incorporés dans les bataillons de marine.        | 476    |

FIN DE LA TABLE CHRONOLOGIQUE.



LE GUIDE  
DES JUGES MILITAIRES.

---

ANALYSE  
DES LOIS PÉNALES MILITAIRES.

---

ARMÉE DE TERRE.

---

TITRE PREMIER.

CHAPITRE PREMIER.

*Justice en général.*

LA justice criminelle a pour objet la répression des crimes et des délits.

Cette répression appartient au souverain. Il délègue, à cet égard, une portion de son autorité à des magistrats qui l'exercent en son nom.

Si l'on passe des principes généraux aux principes applicables à la justice criminelle militaire, on reconnaît qu'elle a pour objet la répression des crimes et des délits militaires.

Les lois ont établi des règles fixes, pour la conduite des juges, dans la poursuite, l'instruction et le jugement des affaires criminelles militaires, comme pour les autres affaires. Ces règles sont telles, qu'il n'est jamais permis aux juges de s'en

écarter, parce que sur ces bases reposent la sûreté, la vie et la liberté des justiciables.

*Spécialité de la justice militaire.*

Constitution  
de l'an 8, art.  
85.

Les délits militaires sont soumis à des tribunaux particuliers, et à des formes particulières de jugement.

L'armée de mer est sous la direction du gouvernement.

*Principes généraux.*

Il est des principes qui sont communs à la justice criminelle ordinaire et à la justice criminelle militaire. Je vais d'abord les parcourir, ainsi que quelques maximes applicables à l'une et à l'autre procédure; j'examinerai ensuite ce qui est relatif à la spécialité des tribunaux militaires, et à la forme de procéder devant ces tribunaux.

*Définition des crimes.*

On appelle crime ou délit, toute action injuste et défendue par les lois, qui tend à blesser la société et à troubler la tranquillité publique.

*\* Moyen de les réprimer.*

Pour la répression des délits et des crimes, il faut considérer : 1°. les peines destinées à punir les crimes, 2°. l'époque ou la poursuite cesse de droit; 3°. la preuve nécessaire dans la poursuite.

*Des peines.*

Les peines établies pour la répression des crimes ou des délits militaires sont disséminées dans ce recueil.

Les délits et les crimes rangés par ordre alphabétique, reçoivent l'indication de la peine applicable à chacun, avec la citation du genre de peine, de sa durée, de l'article de la loi qui prononce cette peine, de la page où elle se trouve, enfin du numéro sous lequel la loi est imprimée dans ce recueil.

*De la prescription.*

D'après les lois criminelles ordinaires et maritimes, il ne peut plus être exercé aucune recherche contre un délit, après trois ans révolus, lorsque dans cet intervalle il n'a été fait aucune poursuite; et après six ans, quand dans le même intervalle il a été commencé quelque poursuite. Mais pour l'armée de terre une seule loi a établi la prescription. Elle porte : que les délits militaires qui n'auront pas été dénoncés et poursuivis dans l'espace de dix ans, à compter du jour qu'ils auront été commis, ou dont la poursuite après avoir été commencée, aura été suspendue pendant le même espace de temps, seront prescrits.

Loi du 22 septembre. 1790, art. 89, n° 2.

*De la preuve.*

La procédure judiciaire en matière criminelle, consiste à constater le délit et à découvrir l'auteur du crime pour lui infliger la peine qu'il mérite. L'ordre de la procédure exige donc que l'on constate d'abord l'existence ou corps du délit; car si le délit n'est constant, il est inutile d'en rechercher l'auteur.

*Information.*

L'information pour découvrir l'auteur du crime se fait par le résultat des interrogatoires de l'accusé, par l'audition des témoins, et par l'examen des pièces.

*Preuves par aveu.*

On doit remarquer que l'aveu d'un accusé ne suffit pas pour le faire déclarer coupable ; cependant souvent la conviction entre dans l'ame des juges militaires, qui réunissent à leurs fonctions celles de jurés, par les diverses réponses de l'accusé réunies aux dépositions des témoins et comparées aux indices du crime.

*Preuves testimoniales.*

Pour acquérir la preuve par l'audition des témoins, le juge doit peser avec soin toutes les circonstances qui peuvent appuyer ou affaiblir la déclaration du déposant, tels que son sexe, son âge, ses liaisons de parenté, d'affinité ou de domesticité, non seulement avec l'accusé, mais encore avec les personnes qui peuvent avoir intérêt à ce qu'il succombe ou à ce qu'il se dérobe à la justice.

*Preuves par indices.*

Les traces apparentes du délit ou indices doivent être précieusement recueillies, mais le juge doit être fortement en garde contre les impressions qu'elles peuvent faire sur sa conscience. Ce sont, presque toujours, les indices qui ont trompé certains juges, et produit ces arrêts funestes sur les-

quels l'humanité gémit, mais qui n'enlèvent rien du respect dû à la justice.

*De la justice militaire.*

Les délits que doivent réprimer les tribunaux militaires, sont les délits militaires.

Loi du 22 septembre 1790, art. 4, n° 2.

*Délits militaires.*

Ce sont ceux commis en contravention aux lois militaires.

*Définition du mot militaire.*

Par militaires, on entend les personnes composant l'armée, celles qui sont attachées à son service ou à sa suite.

Loi du 13 brumaire an 5, art. 9 et 10, n° 40.

*Division de ces délits.*

1°. Parmi les délits des militaires, on distingue ceux qui sont commis en contravention aux lois militaires, de ceux qui le sont en contravention aux lois générales de l'empire.

Avis du conseil d'état, du 30 th. an 12, n° 86.

2°. Parmi les délits des militaires, on distingue aussi ceux commis aux armées, dans les camps, cantonnemens, garnisons ou avec le corps, de ceux commis isolément, en congé ou loin du corps.

*Compétence.*

La connoissance de ceux de ces délits commis isolément, en congé, ou loin du corps, appartient aux tribunaux ordinaires; la connoissance des autres délits des militaires appartient aux tribunaux militaires.

*Idem.*

*Tribunaux militaires.*

Pour rendre la justice aux militaires de l'armée de terre, il existe quatre espèces de tribunaux ; savoir :

- 1°. Les conseils de guerre permanens ;
- 2°. Les conseils de révision ;
- 3°. Les commissions militaires ;
- 4°. Les conseils de guerre spéciaux.

## TITRE II.

## CHAPITRE PREMIER.

*Des conseils de guerre permanens.**De leur établissement.*

Loi du 13 brumaire an 5, n° 40.

Loi du 18 vendém. an 6, art. 19, n° 47.

Il est établi deux conseils de guerre permanens par chaque division de l'armée et par chaque division de l'intérieur.

*De leur composition.*

Loi du 13 brumaire an 5, art. 2, n° 40.

Le conseil de guerre est composé de sept membres ; savoir :

- Un colonel qui remplit toujours les fonctions de président ;
- Un chef de bataillon ou d'escadron ;
- Deux capitaines ;
- Un lieutenant ;
- Un sous-lieutenant ;
- Un sous-officier.

Les fonctions de rapporteur sont remplies par un capitaine, et celles de commissaire impérial par un autre capitaine.

Le greffier est au choix du rapporteur.

*Nomination.*

Ils sont nommés par le commandant en chef de la division. Loi du 13 brumaire an 5, art. 4 et 5, n° 40.

Il peut aussi nommer un substitut du grade indiqué par la loi du 27 fructidor an 6, sur la demande du président.

Ce commandant peut également changer tout ou partie des membres des conseils de guerre de sa division, pourvu que ce changement ne s'effectue pas pour le jugement d'un délit, à raison duquel le prévenu serait arrêté ou l'information commencée.

*Exemption de siéger.*

Nul membre nommé ne peut refuser sa nomination, à moins de maladie bien constatée, sous peine de destitution et de trois mois de prison. Idem, art. 6.

*Empêchement.*

Nuls parens ou alliés au degré prohibé par les lois ne peuvent siéger au même conseil de guerre. Idem, art. 7 et 8.

Nul parent d'un prévenu ne peut siéger au conseil chargé de juger ce prévenu.

*Division du travail.*

Les conseils de guerre permanens, créés les 13 brumaire an 5 et 18 vendémiaire an 6, sont autorisés à se partager les affaires, sauf l'adjonction d'un substitut-rapporteur et celle d'un commis-greffier au choix du rapporteur. Cependant, jamais les deux conseils ne peuvent se réunir pour l'instruction d'une procédure. Loi du 18 vendém. an 6, n° 52, et 27 fruct. an 6, n° 56.

*Variation des conseils de guerre.*

Lorsqu'il s'agit de juger certains officiers, les conseils changent de forme.

*Pour le général en chef.*

Loi du 4 fruct.  
an 5, art. 1<sup>er</sup>,  
n<sup>o</sup> 45.

S'il s'agit de juger un général d'armée, ce qui ne peut être que par ordre du gouvernement, le conseil de guerre est composé d'un général ayant commandé en chef les armées, de trois généraux de division, de trois généraux de brigade, d'un commissaire - ordonnateur, faisant les fonctions de commissaire impérial, et d'un adjudant-commandant ou d'un colonel faisant celles de rapporteur.

Le président est toujours le plus ancien général de division : le rapporteur est à son choix.

Le président, les juges et le commissaire impérial sont à la nomination de S. E. le ministre de la guerre, qui ne peut les prendre parmi les généraux employés sous l'accusé.

*Pour un général de division ou de brigade.*

*Idem*, art. 10. Si l'accusé est un général de division ou de brigade, le conseil de guerre sera composé d'après la loi du 13 brumaire an 5, excepté que le lieutenant, le sous-lieutenant et le sous-officier seront remplacés par trois officiers-généraux du grade du prévenu. Le rapporteur sera un chef de bataillon ou d'escadron.

Tout officier-général, prévenu d'un délit, ne pourra être jugé qu'au conseil de guerre de la division la plus à portée de la sienne.



*Pour les adjudans - commandans , colonels , majors ,  
chefs de bataillon ou d'escadron.*

Si l'un de ces officiers supérieurs est accusé d'un délit, le général ou commandant en chef le traduit au conseil de guerre de la même division. Alors le sous-lieutenant et le sous-officier du conseil de guerre ordinaire sont remplacés par deux officiers du grade du prévenu. Le président est toujours le plus ancien colonel.

Loi du 4 fruct.  
an 5, art. 12,  
n° 45.

*Pour les commissaires-ordonnateurs.*

Les commissaires-ordonnateurs accusés de délits militaires sont traduits, par ordre du général en chef, au conseil de guerre le plus à portée. Alors le lieutenant, le sous-lieutenant et le sous-officier sont remplacés par un ordonnateur et par deux commissaires des guerres.

Idem, art. 13.

*Pour les commissaires des guerres.*

Les commissaires des guerres prévenus d'un délit militaire, sont traduits, par le commandant de la division, à l'un des conseils de guerre de cette division. Pour ce cas, les trois juges le moins élevés en grade, sont remplacés par deux commissaires des guerres de première classe et un de deuxième classe.

Idem, art. 14.

*Pour les membres du corps des inspecteurs aux revues.*

Pour mettre en jugement, un inspecteur en chef, un inspecteur ou un sous-inspecteur aux revues accusé de délits, il faut toujours une décision préalable de S. E. le ministre de la guerre. C'est également S. E. qui nomme les membres du

Arrêté du 19  
germinal an 10,  
art. 1 et 2, n°  
68.

conseil de guerre, excepté le rapporteur qui est nommé par le président.

*Composition du conseil.*

*Pour un inspecteur en chef.*

Arrêté du 19  
germin. an 10,  
art. 4, n° 68.

Le conseil de guerre chargé de juger un inspecteur en chef aux revues, est composé d'un général de division qui préside ; de deux inspecteurs aux revues, dont un en chef ; de deux généraux de brigade et de deux colonels.

*Pour un inspecteur aux revues.*

*Idem*, art. 4.

Pour juger un inspecteur aux revues prévenu de délits, les membres du conseil sont, un général de brigade, président ; un inspecteur aux revues, un sous-inspecteur, deux colonels et deux chefs de bataillon ou d'escadron.

*Pour un sous-inspecteur aux revues.*

*Idem*, art. 4.

Le sous-inspecteur aux revues accusé de délits, est traduit au conseil de guerre formé comme celui pour l'inspecteur, excepté que l'inspecteur appelé pour juge, est alors remplacé par un sous-inspecteur.

*Du commissaire impérial.*

*Idem*, art. 5.

Dans tout conseil de guerre chargé de juger un membre du corps des inspecteurs aux revues, l'ordonnateur de la division, fait les fonctions de commissaire impérial.

*Conseils de guerre dans les cas particuliers.*

*Dans les places assiégées ou investies.*

Arrêté du 11  
frim. an 6, art.  
1 et 2, n° 52.

Dans les places de guerre investies ou assiégées, le commandant en chef de la place a le droit de

former les conseils de guerre et de révision , et de choisir les membres parmi les officiers et les sous-officiers de la garnison.

Ces conseils cessent au moment où cesse l'état de siège.

*Dans les départemens en état de trouble.*

Dans les départemens déclarés en état de trouble, le gouvernement peut faire établir un conseil de guerre indépendant de ceux de la division. Les membres peuvent être choisis parmi ceux des militaires ayant le grade requis par la loi du 13 brumaire an 5, retirés avec pension et ayant fait une ou plusieurs campagnes.

Arrêté du 14  
fract. an 7, art.  
1 et suiv. n° 61.

Ils peuvent se transporter sur les points du département où ils se croient le plus en sûreté.

Leurs jugemens sont soumis au conseil de révision de la division dont le département en état de trouble , ou la commune insurgée , font partie.

*Mode de composer le conseil à défaut d'officiers  
du grade requis.*

Dans les villes de l'intérieur , où il ne se trouve pas un nombre suffisant d'officiers du grade requis pour la formation des conseils de guerre et de révision permanens, on doit compléter ces tribunaux en mettant un officier-supérieur à la place du général, et un capitaine à la place de chaque officier-supérieur manquant. Dans ce cas , le conseil est toujours présidé par l'officier-supérieur le plus élevé en grade, et à grade égal , par le plus ancien de service dans ce grade.

Décret du 29  
frim. an 14, art.  
1 et 2, n° 94.

Décret du 16  
février 1807, n°  
104.

Enfin, si le nombre d'officiers du grade requis par l'article précédent ne pouvoit se compléter, dans les villes de l'intérieur de l'empire, alors on peut remplacer tout officier manquant, par un officier du grade inférieur, jusqu'à celui de sous-lieutenant, pourvu, toutefois, qu'il y ait toujours un officier-supérieur pour présider.

### *Des agents du gouvernement.*

Constitution de  
l'an 8, art. 75.  
Décret du 9  
août 1806, n°  
100.

Les agents du gouvernement, pour gestion dans leurs fonctions, ne peuvent être traduits aux conseils de guerre, avant que l'affaire n'ait passé au conseil d'état, à moins cependant qu'un ordre formel de S. M. I. et R. ne les y traduise.

### *Des membres de la légion d'honneur.*

Arrêté du 24  
ventôse an 12,  
art. 6, n° 81.

On ne peut faire exécuter aucune peine infamante prononcée contre l'un des membres de la légion d'honneur, qu'il n'ait été préalablement dégradé.

Cette dégradation se prononce dans les formes indiquées par l'arrêté du 24 ventôse an 12, sur le réquisitoire du rapporteur.

## CHAPITRE II.

### *De la compétence des conseils de guerre permanens.*

Loi du 13 brumaire an 5, art. 9, n° 40.

Sont justiciables des conseils de guerre permanens :

Loi du 30 prairial an 3, n° 20.

1°. Les militaires ; 2°. les personnes attachées à l'armée ou à sa suite ; 3°. les rebelles pris les armes à la main.

*Personnes attachées à l'armée.*

Sont réputés attachés à l'armée et à sa suite :

Loi du 13 brumaire an 5, art. 9, n. 40.

1°. Les voituriers , charretiers , muletiers et conducteurs de charrois , employés au transport de l'artillerie , bagages , vivres et fourrages de l'armée , dans les marches , camps , cantonnemens , et pour l'approvisionnement des places en état de siège ;

2°. Les ouvriers suivant l'armée ;

3°. Les gardes-magasins d'artillerie , ceux des vivres et fourrages pour les distributions , soit au camp , soit dans les cantonnemens , soit dans les places en état de siège ;

4°. Tous les préposés aux administrations pour le service des troupes ;

5°. Les secrétaires , commis et écrivains d'administrations et ceux des états majors ;

6°. Les agens de la trésorerie près les armées ;

7°. Les commissaires des guerres et les membres du corps des inspecteurs aux revues ;

8°. Les gens chargés de l'établissement et de la levée de la réquisition pour le service ou approvisionnement des armées , et ceux préposés à la répartition et perception des contributions militaires ;

9°. Les médecins , chirurgiens et infirmiers des hôpitaux militaires et ambulances ; les aides ou élèves des chirurgiens desdits hôpitaux et ambulances ;

10°. Les vivandiers , les munitionnaires et boulangers de l'armée ;

11°. Les domestiques au service des officiers et des employés à la suite de l'armée ;

Arrêté du 7 12°. Les femmes vivandières et blanchisseuses  
ther. an 8, art.  
13 et 17, n° 67. ayant leur nomination ;

Arrêté du 8 13°. Les gendarmes, pour délits relatifs au ser-  
vendém. an 12,  
n° 76. vice et à la discipline militaire.

Loi du 22 mes. Tout homme non compris dans cette nomen-  
an 4, art. 1, n°  
35. clature et non militaire ne peut être traduit au  
conseil de guerre, et s'il se trouve dans une affaire  
un seul accusé non militaire, il appelle les mili-  
taires aux tribunaux ordinaires.

### *Militaires absens.*

Avis du conseil Si un militaire accusé d'avoir commis un délit  
d'état, du 7 fruc-  
tid. an 12, n°  
86. n'était pas alors à ses drapeaux ou dans l'arron-  
dissement d'une armée, camp, cantonnement ou  
garnison, c'est-à-dire, s'il était isolé, en congé ou  
éloigné de son corps, il n'est plus justiciable des  
tribunaux militaires, il rentre sous la juridiction  
ordinaire. Cette compétence est fixée par les lois  
du 16 mai 1792, 13 pluviôse an 2, 2 complémen-  
taire an 3, 22 messidor an 4, 13 brumaire an 5,  
et par l'article 85 de la constitution de l'an 8.

### *Exception de compétence.*

Loi du 24 flor. Les militaires, même à leur corps, cessent  
an 10, n° 70. d'être justiciables des conseils de guerre perma-  
nents, 1°. pour le crime de faux ; 2°. pour l'em-  
bauchage ou espionnage ; 3°. pour la désertion ;

Arrêté du 17 mens, 4°. pour le crime d'attentat à la personne de Sa  
messidor an 12,  
n° 84 ; 19 vend.  
an 12, n° 78 ;  
constitution de  
l'an 8. Majesté et à la sûreté de l'empire.

Le faux est du ressort des cours de justice cri-  
minelle spéciale ; l'embauchage ou espionnage, des  
commissions militaires ; la désertion, des conseils  
de guerre spéciaux ; l'attentat au chef ou à la  
sûreté de l'empire, de la haute cour de justice.

### CHAPITRE III.

#### *De la manière de procéder devant un conseil de guerre permanent.*

##### *Arrestation de l'accusé.*

Dès qu'un justiciable du conseil de guerre permanent est prévenu d'un délit militaire, il doit être, à la diligence de ses supérieurs, mis en état d'arrestation, sous la garde d'une force suffisante.

Loi du 13 brumaire an 5, art. 11, n° 40.

Cette force en devient responsable.

Loi du 4 vend. an 6, art. 2, n° 46.

##### *Information.*

L'officier supérieur, qui a connoissance d'un délit commis par un justiciable du conseil de guerre permanent, ordonne au rapporteur de recevoir la plainte, s'il en existe une, et dans tous les cas, soit qu'il y ait plainte ou non, de commencer l'information.

Loi du 13 brumaire an 5, art. 12, n° 40.

##### *Opérations du rapporteur.*

Le rapporteur aidé du greffier, reçoit la plainte, s'il y a lieu, ensuite la déposition des témoins, la leur fait signer, ou fait mention des causes qui s'opposent à la signature ; il recueille et constate les preuves matérielles tendantes à prouver le délit ; interroge le prévenu, sur ses nom, prénoms, lieu de naissance, âge, profession, domicile et circonstances du délit.

Idem, art. 13 et suiv.

Il lui présente les preuves matérielles du délit, pour qu'il ait à déclarer s'il les reconnoît, et fait mention de la réponse.

Loi du 13 brumaire an 5, art. 16 et 17, n° 40.

S'il y a plusieurs prévenus du même délit, il les interroge chacun séparément.

L'interrogatoire est lu au prévenu, ainsi que le procès-verbal d'information. L'accusé est interpellé de signer ses réponses ; en cas de refus ou d'impossibilité de signer, il en est fait mention.

L'interrogatoire est toujours clos et signé par le rapporteur et le greffier.

### *Du défenseur.*

*Idem*, art. 19. Le rapporteur doit prévenir l'accusé qu'il a droit de se choisir un défenseur officieux ; à son refus, le rapporteur est tenu de lui en désigner un.

Le défenseur ne peut retarder la convocation du conseil ; mais on doit antérieurement lui fournir communication des pièces de la procédure.

### *Convocation du conseil de guerre.*

*Idem*, art. 22. Quand la procédure est suffisamment avancée, l'officier-commandant, sur l'avis qu'il en reçoit du rapporteur, doit, sans délai, convoquer le conseil de guerre permanent, qui siège toujours au lieu indiqué par le président, et celui-ci doit toujours désigner le local fixé par le gouvernement, à moins que des causes particulières et imprévues ne s'y opposent.

### *Opérations du conseil de guerre permanent.*

#### *Dépôt de la loi.*

*Idem*, art. 25. Le conseil assemblé, les lois doivent être déposées sur le bureau ; alors le président demande au rapporteur la lecture de l'information et des pièces tant à charge qu'à décharge.



*Présence de l'accusé.*

Après cette lecture, on amène l'accusé; il paraît devant ses juges, libre et sans fers, accompagné de son défenseur officieux. L'accusé est interrogé par le président, et, à moins qu'il ne soit personnellement interpellé, le défenseur peut répondre pour lui.

Loi du 13 brumaire an 5, art. 26 et 27, n° 40.

*Partie plaignante.*

Si la partie plaignante se présente, elle peut faire ses observations.

*Idem*, art. 28.

*Translation de l'accusé.*

Si l'accusé et son défenseur déclarent qu'ils n'ont plus rien à dire pour leur défense, l'accusé est reconduit par son escorte à la prison, et le défenseur reçoit l'ordre de se retirer.

*Idem*.

*Suite des opérations du conseil.*

Si les membres du conseil, de ce interpellés, n'ont aucune observation à faire, le président ordonne que tous les assistans se retirent; ensuite il passe aux opinions, recueille les voix, en commençant par le grade inférieur, et émet son opinion le dernier.

*Idem*, art. 29 et 30.

La question est ainsi posée : N... accusé d'avoir commis tel délit, est-il coupable ?

*Idem*, art. 31.

Si trois des sept membres du conseil de guerre permanent déclarent que l'accusé n'est pas coupable, il est mis sur-le-champ en liberté, à moins qu'il ne soit détenu pour autre cause.

Si cinq voix déclarent l'accusé coupable, le

commissaire impérial requiert l'application de la peine prononcée par la loi contre le délit.

*Application de la peine.*

Loi du 13 brumaire an 5, art. 33, n° 40.

Le président lit le texte de la loi, et prend l'avis des juges pour l'application de la peine.

Si cinq voix indiquent la même peine, elle est infligée, sinon l'avis le plus favorable à l'accusé est adopté.

*Prononcé du jugement.*

*Idem*, art. 35. La séance redevenue publique, le greffier et le rapporteur ayant repris leur place, le président rend à haute voix la décision du conseil sur la culpabilité de l'accusé, la fait inscrire au procès-verbal, lit de nouveau le texte de la loi, applique la peine prononcée par le conseil, et ordonne au rapporteur de faire exécuter le jugement.

*Dépôt des jugemens.*

*Idem*, art. 39. Le greffier écrit le jugement au bas du procès-verbal, en présence du conseil. Cet acte est signé de tous les membres, du rapporteur et du greffier.

La minute de toutes les procédures et des jugemens est inscrite sur un registre dont le président reste dépositaire; et au commencement de chaque mois, il est tenu d'envoyer à S. E. le ministre de la guerre copie certifiée des jugemens rendus dans le mois précédent.

*Exécution du jugement.*

*Idem*, art. 38. Muni de la copie du jugement, le rapporteur en fait lecture à l'accusé, en présence de la garde

assemblée sous les armes, et l'avertit que la loi lui accorde vingt-quatre heures pour se pourvoir en révision.

Ce délai expiré, s'il n'y a pas eu de pourvoi, le rapporteur requiert le commandant supérieur, au nom du conseil, de faire exécuter ce jugement; et il fait passer une copie du même jugement au conseil d'administration du corps de l'homme jugé.

## CHAPITRE IV.

### *Des témoins.*

#### *Audition des témoins éloignés.*

S'il arrivoit que des témoins militaires éloignés ne pussent être entendus au conseil de guerre, il faudroit alors avoir recours au mode prescrit par la loi du 18 prairial an 2. Loi du 18 prairial an 2, art. 3 et suiv. n.º 17.

#### *Série de questions.*

Le rapporteur rédige et communique à l'accusé une série de questions auxquelles il croit que le témoin doit répondre pour éclairer la religion des juges.

Si l'accusé a des observations à faire, le rapporteur en tient note et les fait signer par l'accusé.

#### *Envoi de la série.*

Il transmet cette série de questions au commandant supérieur du lieu où le témoin est employé militairement ou à S. E. le ministre de la guerre.

Les questions sont alors remises à un rapporteur qui, après avoir reçu les déclarations sur chacune

d'elles, les fait parvenir, ainsi répondues, au rapporteur qui les avoit rédigées.

Alors celui-ci communique les réponses à l'accusé, reçoit ses observations sur ces dépositions.

L'accusé et le rapporteur ont le droit de faire interroger une seconde fois, et de la même manière, les témoins.

### *Usage de ces dépositions.*

Les dépositions recueillies d'après cette loi, sont lues aux juges des tribunaux militaires, et considérées comme dépositions orales. Si les juges reconnoissent qu'elles leur suffisent, ils passent outre au jugement. Dans le cas contraire, il est sursis au jugement jusqu'à ce qu'il soit possible d'entendre les témoins en personne, ou bien jusqu'à ce que le gouvernement ait décidé qu'ils peuvent être assignés à comparoître en personne.

### *Des témoins absens qui ne veulent comparoître.*

Code de procédure criminelle.

Toute personne, quel que soit son état, qui, sans une excuse, ou autorisation légitime, refuserait d'accéder à la citation ou ordre de comparaître comme témoin, peut-être condamnée à l'amende et même à la prison.

### *Faux témoins.*

Code de procédure criminelle.

En cas de faux témoignage, s'il est évident, le président fait saisir le délinquant, et dresser procès-verbal, interroge l'accusé. S'il n'est pas militaire, il le renvoie devant ses juges naturels; s'il est militaire, il est traduit au conseil de guerre permanent, et jugé sur ce fait.

## CHAPITRE V.

*Police du conseil.*

La police de tout tribunal militaire appartient à son président. Loi du 13 brumaire an 5, art. 24, n° 40.

Si quelqu'un s'écarterait du respect dû au tribunal, le président pourrait le reprendre et le condamner à la prison jusqu'à quinze jours, selon la gravité de l'offense.

*Continuité du conseil.*

Le conseil de guerre permanent une fois assemblé, ne peut plus déssemparer, que les prévenus ne soient jugés ou renvoyés devant un autre tribunal, qui, d'après la loi, doit être saisi de l'affaire. Idem, art. 23;

*Publicité des séances.*

Les séances du conseil sont publiques; mais le nombre des spectateurs ne peut excéder celui du triple des juges. Idem, art. 24 et 29.

Les spectateurs ne peuvent entrer avec armes, cannes ou bâtons; ils doivent se tenir découverts et en silence.

Avant d'aller aux opinions, le président doit, d'après la loi, ordonner à tout le monde de sortir, ainsi qu'au rapporteur et au greffier.

*Observations.*

Telles sont les dispositions principales indiquées par les lois pour la tenue et la manière de procéder des conseils de guerre permanens. La plupart sont applicables aux autres tribunaux militaires de

l'armée de terre et de l'armée navale; cependant il sera bon de recourir au texte même des lois placées dans ce Recueil; de suivre exactement les formules adoptées par le gouvernement, auxquelles doivent s'adapter les changemens devenus nécessaires depuis l'établissement de l'empire.

Les tribunaux militaires doivent se rappeler que quand un accusé est traduit devant eux, et qu'il se trouve en même temps accusé d'un délit plus grave du ressort d'un autre tribunal, soit militaire, soit criminel civil, il doit être renvoyé d'abord devant cet autre tribunal; et que s'il est accusé à la fois d'un autre délit moins grave que celui porté au premier tribunal militaire; celui-ci doit d'abord juger le délit le plus grave, et en cas d'acquies ou de condamnation à une peine moins forte que celle encourue pour le délit moins grave, renvoyer devant le tribunal qui doit connaître de ce dernier délit.

## TITRE III.

### *Des conseils de révision.*

#### CHAPITRE PREMIER.

##### *Composition des conseils de révision.*

Loi du 18 vendém.  
dém. an 6, art.  
1, n° 47.

Il est établi un conseil de révision permanent, dans chaque division de l'armée, et dans chaque division de l'intérieur de l'empire.

Ce conseil est composé de cinq membres; savoir :

Un officier-général qui préside,

Un colonel,  
Un chef de bataillon ou d'escadron,  
Deux capitaines,  
Et un greffier.

Le rapporteur est pris parmi les membres du conseil de révision et choisi par eux.

Il y a près de ce conseil un commissaire-ordonnateur ou un commissaire des guerres de première classe, faisant fonctions de commissaire Impérial.

Les membres de ce conseil, ainsi que le commissaire impérial, sont choisis par les généraux ou commandans en chef les divisions, chacun dans son commandement respectif.

*Mode de remplacer les officiers en activité.*

A défaut d'un nombre suffisant d'officiers en activité, pour composer le conseil de révision, on y supplée par des officiers de grades correspondans, retirés par suite de réforme.

Loi du 18 ven.  
dém. an 6, art.  
5, n° 47.

*Exclusion du commandant en chef.*

Dans aucun cas, le commandant en chef qui a nommé les membres du conseil de guerre, ne peut être admis au conseil de révision.

*Idem.*

*Age requis pour être juge.*

Aucun militaire ne peut être membre du conseil de révision, s'il n'a trente ans accomplis, trois campagnes ou six ans de service.

*Idem, art. 6.*

*Conditions imposées aux juges.*

Loi du 18 vendém.  
an 6, art.  
7 et 8, n° 47.

Les membres du conseil de révision sont soumis, pour le refus, l'absence et la parenté, aux dispositions de la loi du 13 brumaire an 5, concernant les conseils de guerre permanens dont j'ai parlé dans le titre second.

Un juge du conseil de révision ne peut pas non plus rester pour prononcer sur un jugement rendu par un conseil de guerre permanent, où siégeait un de ses parens au degré prohibé par les lois; en ce cas, le commandant supérieur pourvoit à son remplacement momentané.

Les membres de ce conseil sont tenus de s'assembler, sur la convocation du président, au local qu'il désigne.

## CHAPITRE II.

*Compétence du conseil de révision.*

*Idem*, art. 11  
et 12.

Ce conseil est compétent pour réviser les jugemens prononcés par les conseils de guerre permanens, créés d'après les lois, et ce, sur le pourvoi formé en temps utile par le condamné ou par le commissaire impérial.

*Causes d'annulations.*

*Idem*, art. 16.

Le jugement du conseil de guerre permanent est annulé par le conseil de révision :

1°. Lorsque le conseil de guerre n'a pas été formé de la manière prescrite par la loi ;

2°. Lorsqu'il a outrepassé sa compétence, soit



à l'égard du prévenu, soit à l'égard des délits dont la loi lui attribue la connaissance;

3°. Lorsqu'il s'est déclaré incompétent pour juger un prévenu soumis à sa juridiction;

4°. Lorsqu'une des formes prescrites par la loi, n'a pas été observée, soit dans l'information, soit dans l'instruction;

5°. Lorsque le jugement n'est pas conforme à la loi, dans l'application de la peine.

*Epoque du pourvoi.*

Le délai pour se pourvoir en révision d'un jugement rendu par le conseil de guerre permanent, est de vingt-quatre heures, à partir de la lecture du jugement, qui doit être faite à l'accusé par le rapporteur.

Loi du 15 brumaire an 6, art. 8, n° 49.

Le rapporteur doit en outre prévenir l'accusé de cette disposition de la loi.

Passé ce délai, l'accusé ne peut plus être admis à se pourvoir.

Le commissaire impérial a vingt-quatre heures, pour se pourvoir d'office, après le délai accordé à l'accusé.

*Conseil de révision dans les places assiégées.*

Le conseil de révision établi dans les places assiégées, a la même compétence que les conseils de révision créés par la loi du 18 vendémiaire an 6.

Loi du 11 frim. an 6, art. 4, n° 52.

*Dans les départemens en état de trouble.*

La révision des jugemens rendus par le conseil de guerre permanent, établi extraordinairement

Loi du 14 fruct. an 7, art. 4, n° 61.

dans un département ou dans une ville en état de trouble, appartient au conseil de révision de la division dont ce département ou cette ville fait partie.

### CHAPITRE III.

#### *Mode de procéder en révision.*

##### *Envoi de la procédure.*

Loi du 18 ven-  
dém. an 6, art.  
13, n° 47.

Dans les vingt-quatre heures de la notification du pourvoi, le conseil de guerre envoie la procédure, avec copie du jugement, au président du conseil de révision.

##### *Convocation du conseil.*

*Idem.*

Le président est tenu de convoquer aussi-tôt les membres de ce conseil.

Une fois assemblé, le conseil de révision ne peut désemparer sans avoir donné sa décision.

##### *Opérations du conseil.*

*Idem*, art. 15  
et 16.

L'officier choisi parmi les membres, pour rapporteur, fait son rapport; les défenseurs des parties sont admis et peuvent faire toutes observations convenables. Le commissaire impérial fait son réquisitoire, auquel les défenseurs peuvent opposer leurs observations.

Le conseil de révision prononce à la majorité des voix l'annulation ou la confirmation du jugement.

*Renvoi de la procédure.*

En cas d'annulation pour cause d'incompétence, le conseil de révision renvoie le fond du procès au tribunal compétent.

Loi du 18 vendém. an 6, art. 17, n° 47.

*Renvoi à un conseil de guerre de la même division.*

En cas d'annulation pour autre cause, l'affaire est portée devant celui des deux conseils de guerre permanens de la division, qui n'a pas jugé primitivement l'affaire.

Loi du 27 fructid. an 6, art. 2, n° 56.

*Renvoi à une autre division.*

En cas d'annulation d'un jugement rendu par le second conseil de guerre permanent de la division dont faisait partie le premier conseil de guerre qui avait rendu primitivement un jugement annulé, l'affaire est renvoyée dans les trois jours devant le premier conseil de guerre permanent de l'une des divisions les plus voisines.

Loi du 29 prairial an 6, art. 1, n° 54.

La décision du conseil de révision, désigne alors ce conseil.

*Jugement annulé deux fois pour la même cause et attaqué de nouveau.*

Lorsqu'après une annulation, le second jugement est attaqué par les mêmes moyens que le premier, la question ne peut plus être agitée au conseil de révision.

Loi du 18 vendém. an 6, art. 23, n° 47.

Autrefois, dans cette circonstance, l'affaire était

Décret maritime du 12 novembre 1806, tit. 6, art. 58, note 1<sup>re</sup>, n° 3.

portée au corps législatif, mais depuis l'établissement de l'empire et l'organisation du conseil d'état, ces questions sont traitées en conseil d'état et décidées par S. M. I. et R.

### *Confirmation du jugement.*

Loi du 18 vendém. an 6, art. 22, n° 47.

En cas de confirmation du jugement, le conseil de révision renvoie les pièces du procès, avec copie de sa décision, signée de tous ses membres, au conseil de guerre dont le jugement est confirmé, afin qu'ils en fasse poursuivre l'exécution.

### *Délai pour l'envoi.*

*Idem.*

Le conseil de révision a trois jours pour faire l'envoi de la procédure, si l'affaire doit être portée dans une division voisine; mais si elle doit passer à un conseil de guerre permanent de la même division, l'envoi des pièces et de la procédure doit être fait en vingt-quatre heures, par le rapporteur, auquel on donne acte de sa remise.

Dans tous cas d'annulation, la décision seulement est adressée à S. E. le ministre de la guerre et au conseil de guerre permanent qui avait prononcé le jugement annulé.

## CHAPITRE IV.

### *De la police des conseils de révision.*

*Idem*, art. 10.

Les séances du conseil de révision sont publiques, mais le nombre des spectateurs ne peut excéder le triple de celui des juges.

Les spectateurs doivent s'y tenir chapeau bas et en silence.

Si quelqu'un s'écartait du respect dû au conseil, le président aurait le droit de le reprendre et de le condamner même à la prison jusqu'à quinze jours.

## TITRE IV.

### *Des commissions militaires.*

#### CHAPITRE PREMIER.

##### *Espèces de commissions.*

Il y a lieu à créer des commissions militaires de trois espèces ;

Décret du 14  
messidor an 12  
art. 1, n. 84.

La première pour juger les espions, les embau-  
cheurs et leurs complices ;

La seconde pour juger les délits commis par les  
prisonniers de guerre ;

La troisième pour juger les crimes commis par  
les condamnés aux travaux publics ou au boulet,  
mis dans les ateliers.

##### *Première espèce.*

##### *Sa composition.*

Elle est composée de sept membres , parmi les-  
quels il y a au moins un officier-supérieur.

Les membres de cette commission sont nommés  
par le général commandant la division et choisis  
parmi les officiers en activité.

*Idem.*

La commission est présidée par celui de ses membres le plus élevé en grade, et à grade égal, par le plus ancien dans ce grade.

Un des membres de la commission remplit les fonctions de rapporteur et a voix délibérative.

Un sous-officier, au choix du rapporteur, fait les fonctions de greffier.

### *Compétence de ces commissions.*

Décret du 17 messidor an 12. Elles connaissent du crime d'embauchage, d'espionnage, de la complicité de ces crimes.

### *Manière de procéder de ces commissions.*

Arrêt du conseil d'état, du 7 ventose an 13, n. 87. Elles se conforment, autant que possible, aux dispositions de la loi du 13 brumaire an 5.

En conséquence trois voix sur sept, suffisent pour l'absolution.

## CHAPITRE II.

### *Seconde espèce de commission militaire.*

Décret du 17 frimaire an 14, art. 1, n. 93. Le général commandant la division, dans l'arrondissement de laquelle a été commis un délit imputé à un prisonnier de guerre, réunit une commission composée d'un officier de gendarmerie, faisant fonction de rapporteur, et de cinq officiers; le président ayant au moins le grade de chef de bataillon.

*Compétence de cette commission.*

Elle connaît de tous les délits commis par des prisonniers de guerre, dans toute l'étendue de l'empire.

Décret du 17  
frimaire an 14,  
art. 1, n. 93.

CHAPITRE III.

*Troisième espèce de commission militaire.*

Elle est composée du commandant de la place et de quatre officiers supérieurs les plus anciens du grade le plus élevé.

Arrêté du 19  
vendém. an 12,  
art. 51 et 55,  
n. 78.

Le commandant de gendarmerie dans la place, fait les fonctions de rapporteur.

*Sa compétence.*

Cette commission connaît des délits graves commis par les condamnés contradictoirement aux travaux publics ou au boulet pour désertion.

*Idem.*

*Effets des jugemens des commissions.*

Les jugemens des commissions de la troisième espèce, ne peuvent s'exécuter qu'avec l'approbation du général commandant la division.

*Idem.*

Le recours en cassation contre les jugemens de toutes commissions militaires, n'est admissible que pour cause d'incompétence.

Loi du 21 fructid.  
an 4, art. 1,  
n. 37.

Cette disposition consacrée par la loi du 21 fructidor an 4, n'ayant jamais été rapportée, on doit la regarder comme en vigueur, d'après l'avis du conseil d'état, approuvé le 7 ventôse an 13, sur les commissions militaires, portant qu'en ma-

tière pénale , la dérogation ne peut être ni présumée ni supplée.

*Mode de compléter les commissions militaires.*

Les dispositions des décrets des 14 frimaire an 14 et 16 février 1807 , que nous avons relatées dans le chapitre premier , titre second , du présent ouvrage , sont applicables aux commissions militaires.

## TITRE V.

*De la désertion.*

### CHAPITRE PREMIER.

*Des conseils de guerre spéciaux.*

Arrêté du 19 vendém. an 12, art. 16, n. 78. La connaissance du crime de désertion , est attribuée particulièrement à des conseils de guerre spéciaux.

*Durée de leurs fonctions.*

*Idem*, art. 22. Ces conseils n'ont d'existence que pendant le temps qu'ils sont assemblés pour juger l'accusé ou les accusés de désertion traduits devant eux , et ils sont dissous aussitôt qu'ils ont prononcé sur le delit pour lequel ils ont été convoqués.

*Renouvellement des membres.*

*Idem*. Aucun des membres du conseil de guerre spécial ne peut plus être appelé de nouveau à un conseil de guerre spécial , qu'à son tour de rôle.



*Renouvellement du rapporteur.*

Le même officier ne peut remplir les fonctions de rapporteur dans deux affaires consécutives.

CHAPITRE II.

*Composition des conseils de guerre spéciaux.*

Le conseil de guerre spécial est composé de sept membres, savoir :

- Un officier supérieur ;
- Quatre capitaines ;
- Deux lieutenans.

Arrêté du 19  
Vendém. An 12,  
art. 17, n. 78.

*Rapporteur et greffier.*

Un officier d'état-major, ou de gendarmerie, ou de la garnison, ayant au moins le grade de lieutenant, fait les fonctions de rapporteur et de commissaire impérial; et un sous-officier à son choix, celles de greffier.

*Nomination des membres.*

Les membres du conseil de guerre spécial et le rapporteur sont nommés par le commandant d'armes ou du lieu ; et à l'armée, par le général de brigade sous les ordres duquel est le corps de l'accusé.

Idem, art. 18

Ils sont pris dans les différens corps de la garnison, et à l'armée, dans les différens corps sous les ordres du même général de brigade.

Ils sont commandés à tour de rôle et à l'ordre, par ledit commandant d'armes ou général de

brigade, la veille du jour ou le conseil doit se réunir.

S'il ne se trouve pour faire cette nomination que le corps de l'accusé, tous les membres sont pris dans ce corps, et s'ils ne suffisaient pas, il en serait appelé de la garnison la plus voisine. Cependant pour éviter des déplacemens nuisibles au bien du service, il arrive quelquefois que, par ordre supérieur, on envoie l'accusé dans la place la plus voisine, où il existe un assez grand nombre d'officiers pour composer le conseil de guerre spécial sans déplacer; mais alors, en cas de condamnation, le condamné est ramené à sa compagnie pour commencer à y subir sa peine.

#### *Dispense de siéger.*

Arrêté du 19  
vendém. an 12,  
art. 20, n. 78.

A moins de maladie bien constatée, ou autre empêchement légitime, nul officier ne peut refuser les fonctions de membre du conseil de guerre spécial, sous peine de destitution.

Il est évident, d'après cet article, que pour constater l'empêchement, l'officier doit joindre à son excuse un certificat authentique; et que, si c'est pour maladie, le certificat doit être signé de gens de l'art.

### CHAPITRE III.

#### *Compétence du conseil de guerre spécial.*

Idem, art. 16  
et 21.

Le conseil de guerre spécial connaît du crime de désertion contre les sous-officiers et soldats, conscrits réfractaires, sortis des dépôts, et autres qualifiés déserteurs par les lois, arrêtés ou décrets.

*Existence de la désertion.*

Il y a désertion :

- 1°. Quand le soldat ou sous-officier a abandonné son corps sans permission ; Arrêté du 19 vendém. an 12, art. 73 et 74, n. 78.
- 2°. Quand il n'a pas rejoint à l'expiration de son congé ; Arrêté du 19 vendém. an 12, n. 78.
- 3°. Quand le réfractaire a abandonné le dépôt ou son détachement depuis vingt-quatre heures ; Idem.
- 4°. Quand le suppléant d'un conscrit n'a pas rejoint ; Décret du 8 fructid. an 13, art. 38, n° 91.
- 5°. Quand un enrôlé volontaire ne s'est pas rendu à sa destination ; Loi du 19 frue-an 6, art. 11, n. 55. Décret du 16 févr. 1807, n. 107.
- 6°. Quand un canonnier sédentaire a changé de domicile sans autorisation ; Décret du 11 janv. 1808, n. 115.
- 7°. Quand un condamné contradictoirement, après avoir obtenu sa grace, ou fini la peine des travaux publics ne rejoint pas. Décret du 7 mars 1808, n° 117.

*De l'abandon du corps.*

*Pendant la guerre.*

- 1°. Est réputé avoir abandonné son corps, pendant la guerre, celui qui, à l'armée, ou dans une place de guerre, est absent sans autorisation depuis vingt-quatre heures; et en tout autre lieu depuis quarante-huit heures. Arrêté du 19 vendém. an 12, art. 73, n. 78.
- 2°. Est réputé n'avoir pas rejoint à l'expiration de son congé, celui qui, en temps de guerre, a dépassé de huit jours ledit congé.

*Pendant la paix.*

- 1°. Pendant la paix, sera réputé déserteur celui Idem, art. 74.

qui, ayant plus de six mois de service, aura abandonné son corps, depuis trois fois vingt-quatre heures, dans un camp ou dans une place de guerre, et depuis huit jours dans tout autre lieu, ou qui aura dépassé de quinze jours la durée de son congé;

2°. Celui qui, ayant moins de six mois de service, sera absent d'un camp ou d'une place de guerre depuis quinze jours, et de tout autre lieu depuis un mois;

3°. Celui qui, ayant moins de six mois de service, aura dépassé son congé d'un mois.

*Exception à cette faveur.*

Arrêté du 19  
vendém. an 12,  
art. 74, n. 78.

Sont privés de réclamer ce délai de faveur ceux qui désertent non individuellement, ou étant de service, ou emportant leur habit.

*Des circonstances aggravantes.*

Les circonstances aggravantes de la désertion, détaillées dans les lois y relatives et relatées dans cet ouvrage, doivent toutes être déduites de la désertion même; car, si elles étaient un délit étranger à la désertion, quoiqu'elles eussent été commises avec ce délit, elles ne pourraient être jugées qu'à un autre tribunal, selon leur nature même.

Je vais présenter quelques observations sur deux circonstances aggravantes de la désertion, comme méritant de fixer plus particulièrement l'attention.

*Du complot.*

Il y a complot toutes les fois que plusieurs pré-

venus se sont concertés, et ont combiné leurs moyens pour déserteur.

Le complot peut exister sans que la désertion soit consommée; mais, comme le crime ne doit pas se présumer, pour établir la plainte en complicité, il faut qu'il y ait des indices, des déclarations ou des écrits qui la dénotent.

### *Du chef de complot.*

Est réputé chef de complot celui qui excite ses camarades à passer à l'ennemi, aux rebelles ou à l'étranger, ou qui les excite à déserteur à l'intérieur.

Avis du conseil d'état, du 23 ventose an 13, n. 89. Décret du 8 vendém. an 14, n. 92.

Quand le chef de complot est inconnu, est réputé chef le plus élevé en grade; à grade égal, le plus ancien en grade; à égalité de grade et d'ancienneté de grade, le plus âgé. Le chef de complot est toujours puni de mort, lors même que la désertion n'a pas été effectuée.

### *Enlèvement d'armes.*

Le paragraphe 4 de l'article 67, titre 9, de l'arrêté du 19 vendémiaire an 12, porte: Tout déserteur qui aura emporté ses armes, ou celles de ses camarades, sera puni de mort.

Avis du conseil d'état, du 22 ventose an 12, n. 80.

Le conseil d'état, dans un avis approuvé par Sa Majesté, expliquant ce qu'on doit entendre par *ses armes*, a décidé qu'il n'y avait lieu à la peine de mort, qu'autant que le déserteur aurait emporté son arme ou ses armes à feu; une arme de son camarade, soit arme à feu, soit arme blanche, ou qu'il aurait emmené son cheval ou celui d'un militaire.

L'enlèvement de la baïonnette, ou de toute autre arme blanche, est considéré comme circonstance aggravante, donnant lieu à un accroissement de la peine du boulet, ou des travaux publics, encourue par la désertion.

## CHAPITRE IV.

### *Procédure devant le conseil de guerre spécial.*

#### *Plainte.*

Arrêté du 19  
vendém. an 12,  
titre II, art. 23,  
n. 78.

Tout chef de corps ou de détachement auquel appartient un prévenu de désertion, est tenu de porter plainte contre lui dans les vingt-quatre heures, sous peine de quinze jours d'arrêts forcés.

Cette plainte est portée, dans l'intérieur, au commandant d'armes ou du lieu; et, à l'armée, au général de brigade sous les ordres duquel est le corps.

Elle est inscrite, dans les vingt-quatre heures, sur les registres du conseil d'administration : le chef y fait annexer le récépissé qu'il en a tiré.

#### *Autorisation d'informer.*

*Idem*, art. 25.

Si le commandant d'armes ou supérieur permet l'information, il met au bas de la plainte : *Soit informé ainsi qu'il est requis.*

Décret du 8  
juillet 1806, n°  
99.

Dans le cas contraire, il met : *Il n'y a pas lieu à informer*, et fait connaître, dans les vingt-quatre heures, les motifs du refus au ministre d'état directeur-général des revues et de la conscription militaire, chargé maintenant de la poursuite des déserteurs, et qui prononce sans délai sur ce refus.

Si le commandant supérieur autorise l'information, il nomme le rapporteur au bas de la plainte.

*Information.*

Le rapporteur s'occupe d'instruire l'affaire, entend les témoins, interroge le prévenu ou les prévenus, et constate les preuves du délit.

Arrêté du 19 vendém. an 12, titre II, art. 26, n° 73.

*Observation.*

On peut procéder à l'information, au seul vu des pièces, quand il s'agit des enrôlés volontaires, des déserteurs condamnés qui, après avoir obtenu grace, ou subi leur peine, ne rejoignent pas, comme ils le devraient, et des déserteurs placés dans des dépôts de réfractaires. Alors, si l'on peut se procurer des témoins sans trop de difficultés, on en entend; mais, dans le cas contraire, on peut s'en passer, trois décrets ayant autorisé la procédure au vu des pièces.

Décrets du 16 février 1807, n° 107, et du 7 mars 1808, n° 117.

Décret du 15 janv. 1809, n° 120.

*Continuation de l'information.*

Les témoins font leur déclaration, la signent, s'ils savent signer. Ces déclarations sont toutes portées sur un cahier : les preuves du délit, s'il en existe, sont présentées à l'accusé.

Arrêté du 19 vendém. an 12, titre II, art. 30, n° 78.

*Réunion du conseil.*

L'information terminée, le conseil est assemblé. S'il ne trouve pas l'instruction complète, il ordonne un plus amplement informé. Si l'accusé de désertion est prévenu d'un autre délit plus

Idem, art. 34 et 35.

grave, le conseil de guerre le renvoie, ainsi que je l'ai dit plus haut, au tribunal compétent. Si le délit, autre que la désertion, est moindre, le conseil de guerre spécial prononce d'abord sur la désertion.

Excepté lorsqu'il y a lieu à un plus amplement informé, le conseil de guerre, une fois assemblé, ne peut plus désemparer sans juger.

#### *Opérations du conseil assemblé.*

Arrêté du 19 vendém. an 12, tit. III, art. 35, n° 78. Le conseil de guerre spécial entend la lecture de la procédure, fait introduire l'accusé, entend les témoins, s'il y a lieu, les conclusions du rapporteur et l'accusé.

#### *Question de culpabilité.*

Idem, art. 36 et 40. Le président, au nom et de l'avis du conseil, pose les questions de culpabilité qui résultent de la plainte.

#### *Délibération.*

Idem, art. 37. Le président, après que l'accusé a été reconduit à sa prison, fait sortir les spectateurs, ou se retire avec les autres juges dans une pièce voisine où ils délibèrent à huis clos, en présence seulement du rapporteur.

Chacun émet son opinion par écrit, et la signe; le président les recueille, en commençant par le grade inférieur, et émet son opinion le dernier.

Le jugement est rendu à la majorité des voix.



*Prononcé du jugement.*

Si l'accusé est acquitté, il est renvoyé à son corps pour y prendre son service. Arrêté du 19 vendém. an 12, tit. III, art. 39 et 40, n° 78.

S'il est déclaré coupable, il est condamné à la peine portée par le Code de la désertion et les lois y relatives, et toujours à quinze cents francs d'amende.

Le jugement doit rappeler les nom, prénoms, lieu de naissance, domicile, âge, grade, signalement, nom de père et de mère, indication du numéro du contrôle et de l'inscription du condamné ou de l'acquitté.

*Défense de changer les peines.*

Il est expressément défendu aux membres du conseil de guerre spécial, sous peine de forfaiture, de commuer ni de diminuer les peines prononcées contre les déserteurs. Idem, art. 41.

*Force des jugemens.*

Ils ne sont sujets ni à appel, ni à cassation, ni à révision; ils s'exécutent à la diligence du rapporteur, excepté en ce qui concerne l'amende, qui s'exécute à la diligence de la direction générale des revues et de la conscription militaire. Idem, art. 42.  
Décret du 8 juillet 1806, n° 99.

*Lieu de réunion du conseil.*

Dans l'intérieur, il se réunit chez le commandant d'armes ou à la mairie, aux frais de l'un ou de l'autre; à l'armée, sous une tente. Arrêté du 19 vendém. an 12, tit. III, art. 43, n° 78.

*Contumax.*

Loi du 3 pluv.  
an 2, titre 13,  
art. 14, n. 14.

Quand un accusé est contumax, on suit la même marche que pour les accusés présents, excepté ce qui suppose la présence de l'accusé : les formules sont les mêmes, à cette exception près.

Si le contumax se représente, ou est arrêté, le jugement et la procédure sont détruits. On procède à un nouveau jugement.

---

---

## DEUXIEME PARTIE.

### ARMÉE NAVALE.

---

#### PRINCIPES GÉNÉRAUX.

**L'ARMÉE** de mer est sous la direction du Gouvernemen- Constitution de  
t. 2, art. 47.

Sous la dénomination d'armée de mer ou d'armée navale, on comprend les hommes composant les équipages des bâtimens au service de Sa Majesté; les administrateurs et employés dans les ports, arsenaux et chantiers; les troupes à la solde du département de la marine; et toute personne embarquée sur un vaisseau pour y faire un service.

Cette portion des armées de l'empire a ses lois spéciales, ainsi que l'armée de terre; et les délits imputés aux hommes qui la composent, sont déférés à des tribunaux particuliers, et punis de peines indiquées dans le Code pénal maritime.

Si cependant un délit n'était pas prévu par le Code pénal maritime, il faudrait avoir recours au Code pénal militaire de l'armée de terre.

Loi du 20 sept.  
temb. 1791, tit.  
III, art. 2, n°  
III.

J'ai cru devoir commencer le travail sur les tribunaux maritimes, par celui qui concerne les conseils de guerre spéciaux de la flottille. Ils sont mixtes dans leur composition et pour leur compétence, c'est-à-dire, qu'il y entre des officiers de la marine et des officiers de l'armée de terre, et qu'ils connaissent des délits imputés à des hommes

de l'armée navale et de l'armée de terre; ce sera , pour ainsi dire , le lien qui attachera les observations de la première partie de cet ouvrage à celles de la seconde.

## TITRE PREMIER.

### *Des conseils de guerre spéciaux de la flottille.*

#### CHAPITRE PREMIER.

##### *Etablissement.*

Arrêté du 18 ventôse an 12, titre 1<sup>er</sup>, art. 1, n. V. Il est établi un conseil de guerre spécial pour chacune des grandes divisions de la flottille.

##### *Composition du conseil.*

Idem, titre II, art. 5. Ce conseil est composé de neuf membres , savoir :

- Un officier-général ou supérieur, président;
- Un colonel des troupes de terre;
- Un capitaine de vaisseau;
- Un chef de bataillon des troupes de terre;
- Un capitaine de frégate;
- Deux capitaines des troupes de terre;
- Deux lieutenans de vaisseau.

Selon que le prévenu appartient à l'administration de terre ou à celle de mer, un officier de la même administration, d'un grade égal ou supérieur à celui du prévenu, remplace un des capitaines de terre ou un des lieutenans de vaisseau.

L'officier-général ou supérieur est pris dans l'armée du prévenu.

Un officier d'état-major de la même armée et de la même arme, du grade de capitaine de terre ou de lieutenant de vaisseau, fait les fonctions de rapporteur et de commissaire impérial.

Un sous-officier remplit celle de greffier.

### *Nomination.*

Le président, le rapporteur et le greffier, sont nommés par le général commandant les troupes de terre, si l'accusé appartient à cette arme; et par le commandant de la flottille, s'il appartient à l'armée navale.

Arrêté du 18 vent. an 12, tit. II, art. 7, 8 et 9, n. V.

Les autres membres, dans l'un ou l'autre cas, sont pris à tour de rôle, en nombre égal, dans l'un et l'autre service, et dans les grades fixés ci-dessus.

Nul, sans motif légitime et légal, ne peut, sous peine de perdre son état, refuser l'une de ces fonctions.

## CHAPITRE II.

### *Compétence.*

Sont justiciables du conseil de guerre spécial de la flottille :

*Idem*, tit. 1<sup>er</sup>, art. 2, 3 et 4.

1<sup>o</sup>. Tout individu faisant partie de ses équipages;

2<sup>o</sup>. Toute personne y embarquée, pour délits commis pendant la durée de l'embarquement ;

3<sup>o</sup>. Quoique non embarqués, les officiers d'administration de terre et de mer, les employés et ouvriers attachés à la flottille ou aux établissemens en dépendans, établis dans les lieux où sont stationnées les grandes divisions de la flottille ;

4<sup>o</sup>. Les troupes de l'armée de terre et les admi-

nistrateurs y attachés, depuis le jour où ils auront l'ordre de s'embarquer, jusqu'à celui de leur débarquement.

*Mode de procéder.*

Arrêté du 18  
vent. an 12, tit.  
III, n° V.

Ce mode étant simple et se rapprochant de celui des conseils de guerre permanens, ou des conseils de guerre spéciaux de l'armée de terre, il suffira, après avoir observé ce qui est prescrit pour ces conseils, de lire attentivement l'arrêté du 18 ventose an 12, placé dans cet ouvrage.

### CHAPITRE III.

*Des peines.*

*Idem*, tit. IV. Les coupables de l'armée de terre sont condamnés aux peines portées par le Code pénal militaire.

Les coupables de l'armée navale, aux peines portées par le Code pénal maritime.

Cependant, il est spécifié que le marin qui déserte de la flottille, à vue de l'ennemi, est condamné à mort; et que l'abandon pendant trois jours du bâtiment, ou l'absence au moment du départ, constitue ce délit.

*Pouvoirs des juges.*

*Idem*, art. 34. Les juges de ce conseil ne peuvent, sous peine de forfaiture, commuer ni diminuer les peines portées aux Codes.

*Effets des jugemens.*

*Idem*, art. 35. Ces jugemens ne sont sujets ni à appel, ni à cassation, ni à révision.

Ils sont exécutés dans les vingt-quatre heures, à la diligence du rapporteur.

Si le condamné appartient à l'armée de terre, l'exécution a lieu à la tête du camp; s'il appartient à l'armée navale, sur le bâtiment du condamné.

Le commandant de la division de l'arme du condamné peut, après avoir pris l'avis des deux officiers les plus anciens des grades les plus élevés dans la division, suspendre le jugement, à charge d'en rendre compte, dans les vingt-quatre heures, à S. E. le ministre de la guerre ou de la marine.

## TITRE II.

### *De la désertion.*

#### CHAPITRE PREMIER.

##### *Des conseils de guerre maritimes spéciaux.*

###### *Composition.*

Le conseil de guerre maritime spécial est composé de sept juges, savoir :

Arrêté du 5  
germinal an 12,  
art. 1 et 2, n°

Un capitaine de vaisseau ou de frégate, président;

Quatre lieutenans;

Et deux enseignes.

Un lieutenant de vaisseau fait les fonctions de rapporteur et de commissaire impérial; et un agent comptable, celles de greffier.

*Nomination.*

Arrêté du 5  
germin. an 12,  
art. 3 et 4, n. VI.  
Arrêté du 1<sup>er</sup>  
flor. an 12, art.  
4, n. VI bis. Dé-  
cret du 23 avril  
1807, n. XIII.

Lorsque le prévenu de désertion n'aura pas une destination fixe, ou lorsqu'il sera embarqué sur un bâtiment ne faisant point partie d'une armée ou portion d'armée navale, commandée par un officier-général ou supérieur, les juges, le rapporteur et le greffier sont nommés par le préfet maritime.

Dans les rades, les colonies, lieux de relâche, dans les armées ou portion d'armée navale, ils sont nommés par l'officier-général ou supérieur commandant.

Ils sont choisis à tour de rôle parmi ceux présents dans le port ou parmi ceux embarqués sur les bâtimens des forces navales réunies sous le même pavillon.

A défaut, on en appellera du port le plus voisin ; et , pour éviter les retards, les lieutenans de vaisseau pourront être remplacés par des capitaines de frégate, les enseignes par des lieutenans, et les lieutenans par des enseignes. Enfin en cas de besoin, tous les officiers, le président excepté, peuvent être remplacés par des officiers d'artillerie de marine, du génie maritime, ou de l'administration de la marine.

## CHAPITRE II.

*Compétence.*

Arrêté du 5  
germin. an 12,  
art. 6, n. VI.

Ces conseils connaissent du délit de désertion, des circonstances aggravantes, de la complicité et de la provocation à la désertion. Ils jugent les officiers-mariniers, matelots et novices, embar-



qués ou levés pour être embarqués sur les bâtimens de l'état, accusés de désertion, et les personnes attachées à l'armée navale ou au service des ports et arsenaux, prévenus d'être fauteurs ou complices de la désertion.

*Lieu de réunion.*

Le conseil s'assemble, en rade, à bord du bâtiment du prévenu;

Arrêté du 5  
germin. an 12,  
art. 8, n. VI.

Dans le port, à bord de l'amiral ou dans un lieu désigné par le préfet maritime.

CHAPITRE III.

*De la forme de procéder.*

Pour éviter les doubles emplois, et attendu que l'arrêté du 5 germinal an 12, a été basé sur celui du 19 vendémiaire précédent, relatif à l'armée de terre, je ne parlerai ici que des dispositions du dernier arrêté qui s'écartent du premier.

*Idem*, art. 9.

1°. Sur la définition de la désertion;

Sont réputés déserteurs de marine, tous hommes compris dans la levée, qui ne se sont pas rendus au port d'armement, huit jours après celui fixé pour l'arrivée, ainsi que ceux qui désertent de l'hôpital ou de la caserne.

2°. Sur la dénonciation;

Elle se fait par le capitaine du bâtiment. Elle est portée à l'amiral ou à l'officier supérieur, lorsque le bâtiment fait partie d'une armée navale; et au préfet maritime, lorsque le bâtiment ne fait pas partie d'une armée navale, ou qu'il est dans le port en armement.

*Effet du jugement.*

Arrêté du 5  
germin. an 12,  
art. 41, a. VI. Les jugemens des conseils de guerre maritimes spéciaux, ne sont sujets ni à appel, ni à pourvoi en cassation, ni à révision, et sont exécutés dans les vingt-quatre heures à la diligence du rapporteur.

Le condamné à mort sera exécuté à bord de son bâtiment ou à bord de l'amiral.

Le condamné à la chaîne, entendra sa sentence à genoux ; il passera devant tous les marins, qui défilent ensuite devant lui.

Le condamné à la bouline, entendra sa sentence debout, et subira sa peine en présence de détachemens de marins. Quand il s'agit de la peine de mort, le préfet maritime ou l'officier-supérieur, après avoir pris l'avis des deux officiers les plus anciens en grade le plus élevé, peut suspendre l'exécution, à charge d'en rendre compte au ministre de la marine dans les vingt-quatre heures.

*Observation.*

Quant aux militaires de l'artillerie de marine et autres soldats de marine prévenus de désertion, ils sont jugés d'après l'arrêté du 19 vendémiaire an 12, les juges étant pris dans l'arme des accusés.

## TITRE III.

*De la répression des délits de l'armée navale.**Distinction.*

Loi du 21 août  
1790, n. I. Loi  
du 20 sep. 1791  
n°. III. Décret  
du 22 juil. 1806  
art. 1, n. IX.

On distingue pour l'armée navale les délits commis en mer et sur les vaisseaux, des délits commis

dans les arsenaux, ports ou autres établissemens maritimes.

## CHAPITRE PREMIER.

### *Des délits commis à bord des vaisseaux.*

Les délits commis en mer et sur les vaisseaux sont jugés, Décret du 22  
juil. 1806, art.  
1, n. LX.

1°. Par des conseils de marine;

2°. Par des conseils de justice;

3°. Par des conseils de guerre.

4°. Quant à la police de discipline, par le capitaine, sous l'autorité des commandans supérieurs.

### *Du conseil de marine.*

Le conseil de marine est composé du nombre d'officiers-généraux ou capitaines de vaisseau que S. M. juge à propos d'indiquer. Idem, tit. I,  
art. 1, n. LX.

Lorsqu'il s'agit d'examiner la conduite d'un officier-général, le conseil de marine n'est composé, autant que possible, que d'officiers-généraux.

### *Cas où il s'assemble.*

Le conseil de marine a lieu, lorsque S. M. estime du bien du service, de faire examiner la conduite des officiers-généraux, capitaines de vaisseau et autres, commandant ses escadres ou bâtimens. Idem.

Le président est le plus ancien des officiers; il assemble le conseil et nomme le rapporteur.

### *Devoir des juges.*

Ils sont tenus envers S. M. et envers leur conscience d'écarter tout préjugé et toute partialité. Idem.

Ils sont tenus, en outre, au secret le plus inviolable sur tout ce qui a été agité et délibéré parmi eux, et à ne point s'en entretenir après leurs opérations.

Le président doit leur rappeler ces devoirs.

*Du mode de procéder.*

Décret du 22  
juill. 1806, tit.  
I, art. 1, n. IX.

Celui qui doit être examiné se rend au conseil sur l'avis du président.

Le conseil examine alors sa conduite, les pièces produites pour et contre.

Les délibérations sont signées de tous les membres et prises à la pluralité des voix; et si les voix sont égales, celle du président est prépondérante : dans ce cas, il en est référé au ministre de la marine, qui doit prendre les ordres de S. M.

## CHAPITRE II.

*De l'exercice de la police et discipline à bord.*

*Idem*, tit. II,  
art. 16.

La police est exercée sur les bâtimens par les capitaines qui les commandent, sous l'autorité des commandans des armées navales, escadres ou divisions.

Les commandans et officiers commandant le quart ou la garde, peuvent prononcer les peines de discipline contre les délinquans.

Le commandant de la garnison d'un bâtiment a le même droit, à charge par lui d'en rendre compte au commandant du vaisseau, qui en fixe la durée.

Aucune peine plus grave que celle des fers ne peut être infligée en l'absence du capitaine, et par d'autres que par lui.

Tout commandant d'escadre peut suspendre et faire remplacer provisoirement les officiers sous ses ordres, à charge d'en rendre compte à S. E. le ministre de la marine.

Les commandans particuliers des bâtimens de S. M. ont le même droit, en en rendant compte, soit au commandant d'escadre, soit au préfet maritime, soit au ministre de la marine, selon le lieu où ils se trouvent.

### CHAPITRE III.

#### *Du conseil de justice.*

Tout délit emportant peine de la calle ou de la bouline est jugé par un conseil de justice.

Décret du 22  
juill. 1806, tit.  
III, art. 21 et  
suiv. n. IX.

#### *Composition.*

Il est composé de cinq officiers, y compris le président, nommés, autant que possible, parmi ceux embarqués à bord du bâtiment du prévenu.

L'agent comptable du bâtiment rédige le jugement, y fait mention du nombre de voix qui l'ont déterminé, ainsi que du délit et de ses circonstances.

#### *Manière de procéder.*

L'affaire s'instruit oralement, et le jugement est porté à la majorité des voix.

Si la peine encourue par le prévenu paraît devoir être plus grave que la calle ou la bouline, le conseil déclare que l'objet passe sa compétence, et le prévenu reste détenu jusqu'à ce que la déclaration soit parvenue à qui de droit.

Il est tenu à bord un registre particulier des jugemens.

*Exécution du jugement.*

Décret du 22  
juill. 1806, tit.  
III, art. 26 et  
suiv. n° IX.

Le capitaine a le droit de commuer en une peine plus légère d'un degré celle prononcée par le conseil.

Pour la tenue et l'exécution du jugement, qui doit être signé par tous les juges, si le capitaine n'est pas commandant supérieur, il prend les ordres du commandant en chef.

S'il ordonne l'exécution, le jugement est lu sur le pont par l'agent comptable, la garde sous les armes, et l'équipage assemblé gardant le silence.

## CHAPITRE IV.

*Des conseils de guerre.*

*Compétence.*

*Idem*, art. 33. Tous délits autres que la désertion, et sur lesquels il n'est pas pourvu par les dispositions précédentes, sont jugés par des conseils de guerre.

La lâcheté devant l'ennemi, la rébellion ou la sédition, et tous autres crimes commis dans un danger pressant, peuvent être punis sans formalité par le commandant ou par son ordre, sous sa responsabilité : dans ce cas, il dresse procès-verbal de l'événement et de la nécessité où il s'est trouvé, afin d'en justifier au conseil de marine.

Aucun officier ou autre ayant rang d'officier dans l'armée navale ne peut être traduit au conseil de guerre sans un ordre de S. M. l'Empereur. Cepen-

dant, lorsqu'il commet un délit, le préfet maritime ou le commandant en chef ou supérieur doit faire arrêter le délinquant, et constater les faits, à charge d'en informer aussitôt le ministre pour qu'il prenne les ordres de S. M.

Le conseil ne connaît que des crimes commis contre le service ou entre les officiers, matelots et soldats ; mais les crimes commis par ceux-ci contre les habitans sont déferés aux juges des lieux.

### *Convocation du conseil.*

Si l'accusé n'est pas officier ou n'a pas rang d'officier, le conseil de guerre est convoqué de suite par le commandant supérieur ou par le préfet maritime. Décret du 22 juill. 1806, tit. III, art. 35 et 36, n. IX.

En cas d'impossibilité de former à la mer un conseil de guerre, le commandant fait déténir le prévenu, et le remet avec les pièces, à la première occasion, à un préfet maritime ou un commandant de force navale.

Les capitaines généraux dans les colonies ont, à l'égard des conseils de guerre, les mêmes attributions que les préfets maritimes.

### *Composition des conseils de guerre.*

Le conseil de guerre est composé de huit juges au moins, y compris le président et un rapporteur faisant fonctions de procureur impérial, tous âgés de vingt-cinq ans accomplis. Idem, art. 39.

Les juges sont pris parmi les officiers-généraux et les plus anciens capitaines de vaisseau ou de frégate.

Les fonctions de greffier sont remplies par le

greffier du tribunal maritime , et à défaut , par un nommé d'office.

Si l'accusé est officier ou a rang d'officier , les juges et le rapporteur sont nommés par S. M. l'Empereur ; dans le cas contraire , ils sont nommés par le préfet maritime ou le commandant en chef.

### *De la forme de procéder.*

Décret du 22  
juill. 1806, tit.  
III, art. 43 et  
suiv. n. IX.

Le rapporteur reçoit la plainte , les dépositions des témoins , se fait aider du greffier , qui rédige le procès-verbal de chaque séance , interroge le prévenu , lui représente les preuves du délit , lui fait signer ses réponses : s'il y a plusieurs accusés , leurs interrogatoires et réponses sont écrits successivement et séparés.

On choisit un défenseur officieux , qui reçoit communication de la procédure : on assemble le conseil ; les juges doivent y être en uniforme , etc.

### *Effet du jugement.*

*Idem*, art. 74  
et 75.

Le jugement d'un conseil de guerre est exécuté dans les vingt-quatre heures , à moins d'un ordre contraire émané de S. M. Le greffier assiste et veille à l'exécution.

En cas de jugement entraînant la mort civile ou naturelle , s'il y a lieu de recourir à la clémence de l'Empereur , à la mer seulement , en pays étrangers ou dans les colonies , les capitaines-généraux ou commandans en chef sont autorisés à surseoir , en en rendant compte à S. E. le ministre de la marine , qui prend les ordres de S. M.



*Observation.*

Attendu que le reste des opérations de ces conseils de guerre, leur police, la manière de juger, et toute la procédure, sont, à quelque légère différence près, les mêmes que celles exigées pour les conseils de guerre de l'armée de terre, créés par les lois des 13 brumaire an 5 et 18 vendémiaire an 6; j'ai cru qu'il étoit superflu d'entrer dans des répétitions inutiles. On peut, à cet égard, consulter dans cet ouvrage les lois précitées, placées sous les n<sup>os</sup>. 40 et 47, et surtout le décret du 22 juillet 1806, n<sup>o</sup>. IX.

## TITRE IV.

*Des tribunaux maritimes.*

## CHAPITRE PREMIER.

Les cours martiales maritimes, établies dans les ports de Brest, Toulon, Rochefort et Lorient, ont été remplacées par des tribunaux maritimes. Décret du 12 nov. 1806, art. 1, n. X.

*Composition.*

Ces tribunaux sont composés de huit juges, y compris le président, d'un commissaire-rapporteur et d'un greffier. Idem, art. 2 et suiv.

Nul n'en peut être membre s'il n'a vingt-cinq ans accomplis.

Le président est un des contre-amiraux, et à défaut, l'officier le plus élevé en grade et le plus ancien, désigné par le préfet maritime.

Les juges sont deux capitaines de vaisseau, deux commissaires de marine, un ingénieur de la marine et deux membres du tribunal de première instance.

A défaut de capitaines de vaisseau, des capitaines de frégate; à défaut de commissaires de marine, des sous-commissaires; à défaut d'ingénieur, des sous-ingénieurs; à défaut de juges du tribunal, des suppléans; et à défaut de ceux-ci, des gradués dans l'ordre du tableau.

Les cinq premiers membres siègent par rang d'ancienneté et à tour de rôle; ils sont convoqués par le préfet maritime ou par celui qui le remplace. Pour les deux membres du tribunal de première instance, ils doivent être convoqués sur une demande officielle faite par le chef de marine, adressée au président.

Le commissaire-rapporteur et le greffier, dont les fonctions sont permanentes, sont nommés par S. M. l'Empereur.

Les tribunaux maritimes sont dissous aussitôt après le jugement.

## CHAPITRE II.

### *Compétence.*

Décret du 12  
nov. 1800, art.  
10, 11, 12 et 13,  
n. X.

1°. Ils connaissent de tous les délits commis dans les ports et arsenaux, relatifs à leur police et sûreté, ou au service de la marine.

2°. Ils en connaissent contre tous les auteurs, fauteurs et complices, encore qu'ils ne soient pas gens de guerre ou attachés au service de la marine.

3°. Leur juridiction s'étend sur les équipages

des bâtimens en armement, pour délits relatifs au service maritime, jusqu'à la mise en rade, et au désarmement, depuis la rentrée dans le port jusqu'au licenciement de l'équipage.

4°. Hors les trois cas ci-dessus, les prévenus sont renvoyés devant les tribunaux qui doivent ordinairement en connaître.

### CHAPITRE III.

#### *Forme de procéder.*

Le commissaire-rapporteur, soit d'office, soit sur plainte, aidé du greffier, dresse procès-verbal, fait citer les témoins; s'ils refusent de comparaître ou de déposer, il décerne mandat d'amener et mandat d'arrêt, en vertu duquel ils sont conduits devant lui ou traduits devant le tribunal maritime, pour y être condamnés aux peines portées par la loi du 11 prairial an 4. Décret du 12 nov. 1806, art. 14, n. X.

Après avoir entendu les témoins qui ont comparu, constaté le délit, interrogé le prévenu ou les prévenus, leur avoir fait signer l'interrogatoire, il le termine. Le prévenu choisit un défenseur, ou il lui en est nommé un d'office.

#### *Convocation du tribunal.*

Le préfet maritime, d'après le compte qui lui est rendu par le rapporteur, ordonne la convocation du tribunal. Les juges se rendent au lieu destiné, à l'heure de la matinée prescrite la veille par le président. Idem, art. 23.

#### *Opération et police du tribunal.*

Les seances sont publiques; le nombre des spec- Idem, art. 25.

tateurs ne peut excéder le triple de celui des juges, ils sont sans armes, cannes ni bâtons, chapeau bas et en silence. Le président peut condamner jusqu'à quinze jours de prison quiconque s'écarte du respect dû au tribunal.

La loi apportée, le rapporteur lit la procédure; ensuite l'accusé est introduit libre et interrogé; il répond par son défenseur, s'il le veut, excepté aux interpellations personnelles. Les témoins déposent, après serment prêté; répondent, s'il y a lieu, aux reproches des accusés et à leurs interpellations, ainsi qu'à celles du rapporteur et des juges.

Après cette opération, le rapporteur se résume, et conclut à la culpabilité de l'accusé, et, s'il y a lieu, à l'application de la peine.

L'accusé peut encore proposer des moyens de justification, le rapporteur les réfuter; l'accusé ou les accusés répondre encore; mais les plaidoiries ne peuvent s'étendre plus loin. Si la partie plaignante se présente, elle est admise.

Le greffier, pour assurer la régularité des opérations, rédige procès-verbal de chaque séance.

Le président, après s'être assuré que l'accusé n'a rien à ajouter à sa défense, si les membres le déclarent à la majorité des voix, prononce que la cause est instruite; le défenseur se retire, et l'accusé est reconduit en prison.

#### *Prononcé du jugement.*

Décret du 12  
nov. 1806, art.  
39, n. X.

Le président recueille les voix à huis clos, en commençant par le grade inférieur, et émet son opinion le dernier.

Les jugemens sont rendus à la majorité absolue ; en cas de partage , l'avis le plus doux prévaut.

Le jugement est signé de tous les membres , prononcé en présence de l'auditoire , et envoyé en expédition au ministre de la marine.

### *Exécution du jugement.*

Les jugemens des tribunaux maritimes sont exécutés dans les vingt-quatre heures , à moins du recours légal en révision , ou d'un ordre contraire émané de S. M. Décret du 12 nov. 1806, art. 44, n. X.

Le greffier est tenu de lire à la prison le jugement aux accusés , de les prévenir qu'ils ont vingt-quatre heures pour se pourvoir ; ensuite il assiste et veille aux exécutions , dont il dresse procès-verbal au bas du jugement.

Toutes les minutes sont remises au greffe de la marine , ainsi que les procédures , et déposées , à la fin de chaque année , au bureau de l'inscription de la marine.

## CHAPITRE IV.

### *Des contumax.*

Lorsque l'accusé n'a pu être arrêté ni constitué prisonnier , il est déclaré contumax , et la procédure est instruite contre lui , à la diligence du rapporteur. Idem, art. 49.

## CHAPITRE V.

### *Des délits et des peines.*

Les tribunaux maritimes se conforment , quant aux délits et aux peines , aux dispositions des titres Idem, art. 50.

II et III de la loi du 20 septembre 1791, sur l'organisation des cours martiales maritimes.

Les délits non prévus par cette loi sont punis d'après les lois pénales, suivies par les tribunaux criminels ordinaires.

Mais cette loi du 20 septembre 1791, porte que les délits non prévus dans la même loi, doivent être jugés d'après le Code des vaisseaux du 21 août 1790, et que dans les cas non prévus par ledit Code, ou dans le cas de peines qui ne peuvent s'exécuter à terre, on a recours aux décrets rendus ou à rendre pour les délits des troupes de terre. D'où il faut conclure que ce n'est qu'après avoir recherché dans ces lois militaires, qu'on doit recourir à celles pénales ordinaires.

## TITRE V.

### *De la révision.*

## CHAPITRE PREMIER.

### *De la composition du conseil.*

Décret du 12  
nov. 1806, art.  
5, §. X.

Le conseil de révision est composé du préfet maritime, du chef militaire, du chef d'administration, du président et du procureur impérial près le tribunal de première instance : en leur absence, par ceux qui les remplacent dans leurs fonctions.

Il se réunissent à la préfecture maritime.

*Compétence.*

Les jugemens rendus par les tribunaux maritimes, peuvent être soumis à la révision qui n'est ordonnée que pour violation de formes ou fausse application des lois pénales. Le recours en révision doit avoir lieu dans les vingt-quatre heures du prononcé du jugement, et peut être exercé soit par le commissaire-rapporteur, soit par l'accusé ou son défenseur.

Décret du 12 nov. 1806, art. 51, 52 et 53, n. X.

CHAPITRE II.

*Forme de procéder.*

Les pièces sont remises au conseil, qui examine dans les vingt-quatre heures si le jugement est conforme aux lois.

*Idem*, art. 51.

Si les membres du conseil décident que le jugement a été rendu dans les formes voulues par la loi, et que la peine est conforme aux dispositions qu'elle prescrit, ils approuvent et signent ce jugement, qui est exécuté dans les vingt-quatre heures.

S'ils prononcent à la majorité des voix que le jugement a été illégalement rendu, ils citent l'article violé et ordonnent la révision. Le préfet maritime convoque un autre tribunal, où il siège un nouveau président et de nouveaux juges, mais le rapporteur et le greffier restent les mêmes.

Il est procédé à un nouveau jugement.

*Observation.*

Si ce nouveau jugement est frappé de recours en révision, on suit la marche indiquée ci-dessus.

*Idem*, art. 58.

Décret du 12  
nov. 1806, art.  
68, note 1<sup>re</sup>.

Néanmoins, si le nouveau recours est fondé sur les mêmes moyens qui ont déterminé l'annulation du premier jugement, la question ne peut plus être agitée devant les officiers et magistrats du conseil de révision, avant qu'elle ait été soumise à. S. M. en conseil d'état, et lesdits magistrats sont tenus de se conformer à la décision de l'empereur.

## TITRE VI.

### *Des tribunaux dans divers ports de l'Empire.*

#### CHAPITRE PREMIER.

##### *Lieu et formation.*

Décret du 12  
nov. 1806, art.  
59, n. X.

Dans les ports et arsenaux autres que Brest, Toulon, Rochefort et Lorient, si le cas le requiert, il est établi un tribunal maritime, conformément aux dispositions ci-dessus.

A défaut de préfet maritime, ses fonctions à cet égard sont remplies par le chef du service de la marine.

Le président est pris parmi les officiers militaires les plus élevés en grade, présents dans le port.

A défaut de juges en nombre suffisant, ils sont remplacés par des officiers d'un grade inférieur à celui désigné par la loi, mais supérieur ou au moins égal à celui du prévenu, et à leur défaut par des gradués.

Le procureur impérial en première instance, et à son défaut, le substitut du magistrat de sûreté, fait les fonctions de rapporteur : un commis de la marine celles de greffier.



## CHAPITRE II.

### *De la révision.*

Les dispositions relatives à la révision des jugemens des autres tribunaux maritimes, sont communes à ceux-ci : le conseil est composé du chef du service de la marine, de deux officiers militaires et civils les plus élevés en grade, du président et du procureur impérial de première instance.

Décret du 12 nov. 1806, art. 65, n. X.

## TITRE VII.

### *Disposition sur les chiourmes et les bagnes.*

## CHAPITRE PREMIER.

### *Des tribunaux particuliers à ces établissemens.*

Les infractions à la police des chiourmes et des bagnes, et les délits y relatifs, sont portés devant des tribunaux maritimes spéciaux.

Décret du 8 nov. 1806, art. 66, n. X.

### *Composition.*

Le tribunal est composé :

*Idem.*

Du préfet maritime, président, ou de celui qui le remplace ;

De deux capitaines de vaisseau ou de frégate ;

D'un commissaire ou sous-commissaire de marine ;

D'un ingénieur ou sous-ingénieur de marine ;

Tous nommés par le préfet maritime ;

Du commissaire-rapporteur et du greffier, institués d'après les articles 6 et 7 du décret du 12 novembre 1806.

S'il n'existe pas de préfet maritime, et qu'il y ait un bague, le chef du service de la marine remplace le préfet.

## CHAPITRE II.

### *Mode de procéder.*

Décret du 8  
nov. 1806, art.  
69, n. X.

Il n'est rien changé à cet égard à la forme de procéder concernant la police des chiourmes et bagnes.

Dans aucun cas, ces jugemens ne sont soumis à révision.

Les lois sur les forçats continuent à s'exécuter ; seulement, tout forçat qui s'évade est condamné à vingt-quatre ans de fers ; et s'il est déjà condamné à cette peine, il sera mis à double chaîne pendant trois ans (1).

### *Fauteurs et complices.*

*Idem*, art. 71.

Tous fauteurs et complices d'évasion de forçats, sont justiciables des tribunaux maritimes spéciaux, dans lesquels on place deux juges de première instance, si les accusés sont étrangers au département de la marine.

---

(1) Voyez cependant le décret du 19 octobre 1808, n° XV.

---

## QUESTIONS DE DROIT.

Il existe plusieurs questions, dont les solutions sont éparées dans les lois anciennes et nouvelles ; mais attendu qu'elles peuvent être ignorées de plusieurs tribunaux militaires, je vais les indiquer succinctement.

*Sur le mode de juger les aliénés, les imbécilles et les maniaques.*

Si l'on traduit à un tribunal militaire un accusé qui ait donné ou qui donne des signes d'aliénation, d'imbécillité ou de manie, le président, après avoir pris l'avis des juges, prescrit à des gens de l'art appelés à cet effet, de constater l'état physique et moral de l'accusé. Si, d'après le procès-verbal, le tribunal reconnaît que la maladie est feinte, il passe outre au jugement.

Si au contraire elle est réelle, il fait remettre l'accusé à la disposition de l'autorité administrative, pour qu'il soit placé dans un hospice ou confié à sa famille.

*Des sourds ou muets volontaires.*

Si le tribunal acquiert la preuve que le prévenu qui refuse de répondre n'est ni sourd ni muet, ni dans l'impossibilité physique de se faire entendre, le président déclare à l'accusé que la ruse qu'il emploie n'arrêtera pas le cours de la justice ; et s'il persiste, il est passé outre à l'instruction et au jugement.

*Des pièces perdues ou détruites.*

Dans ce cas on recherche ce qu'il en reste en original ou copie authentique, et tout dépositaire d'une de ces pièces est tenu de s'en dessaisir, en échange d'une copie légale. S'il n'en reste aucune ni en original ni en copie, on procède pour les personnes non jugées définitivement, comme si ces pièces n'eussent jamais existé.

*Des gardes-côtes.*

Les gardes-côtes créés par l'arrêté du 8 prairial an 11, sont soumis à toutes les lois de la discipline militaire.

Ceux sédentaires, considérés comme gardes nationales en activité, ne peuvent changer de domicile sans autorisation supérieure.

*Ouvriers des manufactures d'armes.*

Les ouvriers inscrits militairement dans les manufactures d'armes, sont soumis, pour la discipline et la justice, aux lois et aux réglemens militaires.

*Compagnies de réserve.*

Attendu que le préfet du département exerce, à l'égard des soldats de ces compagnies, les droits et les fonctions de colonel, ces troupes sont sous la discipline militaire.

*Sur la désertion.*

Les prévenus de désertion arrêtés hors de France et près des bataillons ou escadrons de guerre, sont reconduits et jugés à cette portion du corps; s'ils sont arrêtés dans l'intérieur ou dans un lieu plus voisin du grand dépôt, ils sont reconduits et jugés à ce dépôt; à cet effet, on forme toujours une double procédure par contumace, de manière que l'un des doubles soit à l'armée et l'autre au dépôt. Si leur corps est inconnu ou hors de France, ils sont mis à un dépôt de réfractaires.

*De l'officier qui porte plainte.*

On doit éviter que l'officier qui porte plainte siège au conseil de guerre chargé de juger l'accusé.

*Du complot.*

Pour porter plainte en complicité, il ne suffit pas que les accusés aient déserté à la même époque, ou soient du même pays, il faut encore avoir des indices du complot.

*Des conscrits qui quittent en route.*

Les conscrits qui quittent en route avant d'avoir rejoint, s'il n'étaient ni d'un dépôt de réfractaires ni suppléans, ne sont point des déserteurs, mais des conscrits désobéissans.

*Des suppléans.*

Les suppléans qui désertent en route sont jugés à leur corps, où l'on entend pour témoins les cama-

rades du détachement; s'il n'en existe point, ils sont jugés au vu des pièces, ainsi que les enrôlés volontaires et les condamnés, qui ayant obtenu graco, ne rejoignent pas.

*Délits commis chez l'étranger.*

Tout coupable d'un délit emportant peine afflictive ou infamante commis chez l'étranger, est jugé et puni en France lorsqu'il y est arrêté.

FIN DE L'ANALYSE DES LOIS.

# NOMENCLATURE ALPHABÉTIQUE

## DES DÉLITS MILITAIRES.

| DÉLITS.                                                      | PEINES.                                  | DATE.<br>DE LA LOI. | ART. | Pag. | N°. |
|--------------------------------------------------------------|------------------------------------------|---------------------|------|------|-----|
| Abandon de son poste pour songer à sa propre sûreté. . . . . | mort. . . . .                            | 19 octob. 1791.     | 2    | 108  | 5   |
| Abandon de son poste pour se livrer au pillage. . . . .      | fers 5 ans. . . . .                      | 12 mai 1793. .      | 4    | 131  | 11  |
| Abandon de voitures. . . . .                                 | mort. . . . .                            | 27 juillet 1793. .  | 3    | 135  | 13  |
| Abattage et débit d'animaux contagieux. . . . .              | fers 20 ans. . . . .                     | 21 brum. an 5. .    | 8    | 197  | 41  |
| Absence à la générale. . . . .                               | prison 1 mois. . . . .                   | 21 brum. an 5. .    | 1    | 198  | 41  |
| Absence à la générale avec récidive.                         | prison 6 mois. . . . .                   | 21 brum. an 5. .    | 1    | 198  | 41  |
| Absence à la générale avec seconde récidive. . . . .         | fers 2 ans. . . . .                      | 21 brum. an 5. .    | 1    | 188  | 41  |
| Absence avec récidive lorsqu'on marche à l'ennemi. . . . .   | fers 2 ans. . . . .                      | 21 brum. an 5. .    | 2    | 198  | 41  |
| Absence illégale d'un commissaire des guerres. . . . .       | destitution. . . . .                     | 12 mai 1793. .      | 23   | 132  | 11  |
| Achat d'armes ou d'équipement.                               | emprisonnem. . . . .                     | 28 mars 1793. .     | 5    | 116  | 8   |
| Amputation des traits des chevaux.                           | mort. . . . .                            | 27 juillet 1793. .  | 3    | 135  | 13  |
| Assassinat. . . . .                                          | mort. . . . .                            | 12 mai 1793. .      | 18   | 131  | 11  |
| Assassinat pour dépouille. . . . .                           | mort. . . . .                            | 21 brum. an 5. .    | 7    | 194  | 41  |
| Attentat à la vie. . . . .                                   | mort. . . . .                            | 21 brum. an 5. .    | 3    | 194  | 41  |
| Attentat à la liberté ou à la sûreté.                        | prison 6 mois. . . . .                   | 12 mai 1793. .      | 18   | 131  | 11  |
| Attentat à la liberté avec vol ou voie de fait. . . . .      | fers 2 ans. . . . .                      | 12 mai 1793. .      | 18   | 131  | 11  |
| Attentat à la liberté avec assassinat.                       | mort. . . . .                            | 12 mai 1793. .      | 18   | 131  | 11  |
| Attroupement (chef d'). . . . .                              | mort. . . . .                            | 21 brum. an 5. .    | 5    | 198  | 41  |
| Attroupement (auteur d'). . . . .                            | mort. . . . .                            | 21 brum. an 5. .    | 5    | 198  | 41  |
| Avariées (réception de denrées).                             | prison 1 an. . . . .                     | 12 mai 1793. .      | 4    | 129  | 11  |
| Bous (Fabrication de faux). . . . .                          | fers 5 ans. . . . .                      | 12 mai 1793. .      | 5    | 129  | 11  |
| Changement de consigne proche l'ennemi. . . . .              | prison 6 mois. . . . .                   | 21 brum. an 5. .    | 12   | 199  | 41  |
| Chasse. . . . .                                              | correctionnellement. . . . .             | 4 janvier 1806. .   | 1    | 351  | 95  |
| Clameurs séditieuses. . . . .                                | mort. . . . .                            | 21 brum. an 5. .    | 2    | 192  | 41  |
| Commissaire des guerres négligent à dénoncer. . . . .        | destitution. . . . .                     | 12 mai 1793. .      | 21   | 132  | 11  |
| Commissaire des guerres prévaricateur. . . . .               | 6 mois de prison, ou fers 5 ans. . . . . | 12 mai 1793. .      | 22   | 132  | 11  |
| Complicité. . . . .                                          | même peine que le crime. . . . .         | 21 brum. an 5. .    | 19   | 200  | 41  |
| Complot de prisonniers de guerre.                            | mort. . . . .                            | 17 frim. an 14. .   | 3    | 340  | 93  |
| Congé falsifié. . . . .                                      | fers 5 ans. . . . .                      | 12 mai 1793. .      | 19   | 132  | 11  |

| DÉLITS.                                                         | PEINES.                                 | DATE<br>DE LA LOI. | Art.   | Pag. | N°. |
|-----------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|--------------------|--------|------|-----|
| Connivence du commissaire des guerres pour vol. . . . .         | fers 5 ans. . .                         | 21 brum. an 5.     | 2      | 196  | 41  |
| Connivence d'un administrateur, pour désertion. . . . .         | prison 2 ans. .                         | 24 brum. an 6.     | 1      | 215  | 50  |
| Connivence d'un gendarme avec un déserteur. . . . .             | fers 2 ans. . .                         | 4 frim. an 4. .    | 2      | 171  | 28  |
| Connivence des préposés à la garde des détenus condamnés. . . . | fers 2 ans. . .                         | 4 vend. an 6. .    | 9      | 208  | 46  |
| Consigne changée près l'ennemi sans en rendre compte. . . .     | prison 6 mois.                          | 21 brum. an 5.     | 12     | 199  | 41  |
| Consigne fautive compromettant la sûreté. . . . .               | mort. . . . .                           | 21 brum. an 5.     | 2      | 192  | 41  |
| Consigne forcée. . . . .                                        | fers 10 ans. . .                        | 21 brum. an 5.     | 13     | 199  | 41  |
| Consigne non exécutée proche l'ennemi. . . . .                  | fers 2 ans. . .                         | 21 brum. an 5.     | 11     | 199  | 41  |
| Contrefaçon de bons. . . . .                                    | fers 5 ans. . .                         | 12 mai 1793. .     | 5      | 129  | 11  |
| Correspondance avec l'ennemi sans permission. . . . .           | mort. . . . .                           | 21 brum. an 5.     | 2      | 192  | 41  |
| Dépouillement d'un mort, sans ordre. . . . .                    | fers 5 ans. . .                         | 21 brum. an 5.     | 5      | 194  | 41  |
| Dépouillement d'un vivant. . . .                                | fers 10 ans. . .                        | 21 brum. an 5.     | 6      | 194  | 41  |
| Dépouillement par un vivandier.                                 | peine double. .                         | 21 brum. an 5.     | 5 et 6 | 194  | 41  |
| Dépouillement avec mutilation ou assassinat. . . . .            | mort. . . . .                           | 21 brum. an 5.     | 7      | 194  | 41  |
| Désertion à l'intérieur. . . . .                                | trav. pub. 3 ans.                       | 19 vend. an 12.    | 72     | 309  | 78  |
| Désertion avec récidive. . . . .                                | boulet 10 ans. .                        | 19 vend. an 12.    | 69     | 308  | 78  |
| Désertion de l'armée ou d'une place de première ligne. . . .    | trav. pub. 5 ans.                       | 19 vend. an 12.    | 72     | 309  | 78  |
| Désertion d'un suppléant. . . . .                               | boulet 5 ans. .                         | 8 fruct. an 13.    | 58     | 346  | 91  |
| Désertion de service ou par dessus le rempart. . . . .          | trav. pub. 5 ans.                       | 19 vend. an 12.    | 72     | 309  | 78  |
| Désertion avec effets de l'état ou du corps. . . . .            | trav. pub. 5 ans.                       | 19 vend. an 12.    | 72     | 309  | 78  |
| Désertion avec effets de ses camar.                             | boulet 10 ans. .                        | 19 vend. an 12.    | 69     | 308  | 78  |
| Désertion à l'int. non individuelle.                            | trav. pub. 5 ans.                       | 19 vend. an 12.    | 72     | 309  | 78  |
| Désertion à l'ennemi. . . . .                                   | mort. . . . .                           | 19 vend. an 12.    | 67     | 308  | 78  |
| Désertion à l'étranger. . . . .                                 | boulet 10 ans. .                        | 19 vend. an 12.    | 69     | 308  | 78  |
| Désertion à l'étranger avec récidive.                           | mort. . . . .                           | 19 vend. an 12.    | 67     | 308  | 78  |
| Désertion après amnistie. . . . .                               | boulet 10 ans.                          | 20 juin 1807. .    | 9      | 380  | 111 |
| Désertion après grace. . . . .                                  | boulet 10 ans.                          | 7 mars 1808. .     | 1 et 2 | 388  | 117 |
| Désertion avec armes à feu. . . .                               | mort. . . . .                           | 22 vent. an 12.    | 1      | 329  | 80  |
| Désertion des travaux publics. .                                | boulet 10 ans.                          | 19 vend. an 12.    | 69     | 308  | 78  |
| Désertion du chef de complot. .                                 | mort. . . . .                           | 19 vend. an 12.    | 67     | 308  | 78  |
| Désertion en faction. . . . .                                   | mort. . . . .                           | 19 vend. an 12.    | 67     | 308  | 78  |
| Désertion de toute espèce. . . .                                | autre la peine, amende de 1500 franc. . | 19 vend. an 12.    | 56     | 306  | 78  |



| DÉLITS.                                                       | PEINES.                        | DATE<br>DE LA LOI.       | ART.   | Pag. | N°. |
|---------------------------------------------------------------|--------------------------------|--------------------------|--------|------|-----|
| Désobéissance combinée. . . . .                               | mort. . . . .                  | 21 brum. an 5.           | 3      | 198  | 41  |
| Désobéissance combinée des habitants du pays ennemi. . . . .  | mort. . . . .                  | 21 brum. an 5.           | 4      | 198  | 41  |
| Désobéissance d'une troupe (Chefs de). . . . .                | fers 10 ans. . . . .           | 21 brum. an 5.           | 6 et 8 | 199  | 41  |
| Désobéissance en face de l'ennemi. . . . .                    | mort. . . . .                  | 21 brum. an 5.           | 9      | 199  | 41  |
| Distraction d'habillement. . . . .                            | fers 5 ans. . . . .            | 3 floréal an 2.          | 1      | 153  | 16  |
| Distraction d'objets de service par un munitionnaire. . . . . | fers 5 ans. . . . .            | 21 brum. an 5.           | 4      | 197  | 41  |
| Distraction d'objets militaires par un garde-magasin. . . . . | fers 5 ans. . . . .            | 21 brum. an 5.           | 3      | 196  | 41  |
| Distribution de viande corrompue. . . . .                     | prison 3 mois. . . . .         | 21 brum. an 5.           | 9      | 197  | 41  |
| Distribution de viande dont le débit est prohibé. . . . .     | fers 3 ans. . . . .            | 21 brum. an 5.           | 8      | 197  | 41  |
| Double traitement. . . . .                                    | destitution et amende. . . . . | 26 frim. an 2.           | 3      | 135  | 13  |
| Embauchage. . . . .                                           | mort. . . . .                  | 21 brum. an 5.           | 1      | 193  | 41  |
| Enclouage du canon sans ordre. . . . .                        | mort. . . . .                  | 21 brum. an 5.           | 2      | 192  | 41  |
| Enlèvement d'un détenu. . . . .                               | détention. . . . .             | 4 vend. an 6. . . . .    | 14     | 208  | 46  |
| Eurêlement double. . . . .                                    | fers 5 ans. . . . .            | 12 mai 1793. . . . .     | 7      | 128  | 11  |
| Entremise d'achat d'armes. . . . .                            | pris. et amende. . . . .       | 28 mars 1793. . . . .    | 5      | 116  | 8   |
| Espionnage. . . . .                                           | mort. . . . .                  | 21 brum. an 5.           | 2      | 193  | 41  |
| Evasion des prisonniers de guerre. . . . .                    | fers 6 ans. . . . .            | 9 prairial an 3. . . . . | 1      | 157  | 19  |
| Falsification de congés. . . . .                              | fers 5 ans. . . . .            | 12 mai 1793. . . . .     | 19     | 132  | 11  |
| Falsification de consigne compromettant le poste. . . . .     | mort. . . . .                  | 21 brum. an 5.           | 2      | 192  | 41  |
| Falsification de farine. . . . .                              | fers 5 ans. . . . .            | 21 brum. an 5.           | 5      | 197  | 41  |
| Fauteur de désertion (Administrateur). . . . .                | prison 2 ans. . . . .          | 24 brum. an 6. . . . .   | 1      | 215  | 50  |
| Fauteur de désertion (Non administrateur). . . . .            | prison 1 an. . . . .           | 24 brum. an 6. . . . .   | 4      | 215  | 50  |
| Faux certificat de maladie. . . . .                           | fers 2 ans. . . . .            | 10 therm. an 3. . . . .  | 4      | 160  | 21  |
| Fraude chez un habitant. . . . .                              | prison 3 mois. . . . .         | 12 mai 1793. . . . .     | 17     | 130  | 17  |
| — avec menaces. . . . .                                       | prison 6 mois. . . . .         |                          |        |      |     |
| — avec voie de fait. . . . .                                  | fers 2 ans. . . . .            |                          |        |      |     |
| Fuite des prisonniers de guerre. . . . .                      | fers 6 ans. . . . .            | 9 prairial an 3. . . . . | 1      | 157  | 19  |
| Gage (Mise d'effets ou armes en). . . . .                     | fers 5 ans. . . . .            | 12 mai 1793. . . . .     | 13     | 130  | 11  |
| Incendie. . . . .                                             | mort. . . . .                  | 21 brum. an 5.           | 3      | 193  | 41  |
| Incendie des caissons pour signal à l'ennemi. . . . .         | mort. . . . .                  | 27 juillet 1793. . . . . | 1      | 134  | 12  |
| Infidélité dans le poids des rations. . . . .                 | fers 2 ans. . . . .            | 21 brum. an 5.           | 7      | 197  | 41  |
| Infidélité dans les états de troupe. . . . .                  | fers 5 ans. . . . .            | 21 brum. an 5.           | 2      | 196  | 41  |
| Inscription sous un faux nom. . . . .                         | fers 5 ans. . . . .            | 12 mai 1793. . . . .     | 18     | 132  | 11  |
| Insulte par le subordonné, avec propos ou geste. . . . .      | fers 5 ans. . . . .            | 21 brum. an 5.           | 15     | 200  | 41  |
| Insulte par le subordonné, avec voie de fait. . . . .         | mort. . . . .                  | 21 brum. an 5.           | 15     | 200  | 41  |

| DELITS.                                                                    | PEINES.                                   | DATE<br>DE LA LOI.   | Art.   | Pag. | N°. |
|----------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------|----------------------|--------|------|-----|
| Lâcheté en faction en présence de l'ennemi. . . . .                        | mort. . . . .                             | 21 brum. an 5.       | 4      | 190  | 41  |
| Lâcheté par abandon de ses armes dans une affaire. . . . .                 | fers 3 ans. . . . .                       | 21 brum. an 5.       | 7      | 199  | 41  |
| Manque à sa consigne près l'ennemi. . . . .                                | fers 2 ans. . . . .                       | 21 brum. an 5.       | 11     | 199  | 41  |
| Maraude. . . . .                                                           | exposition. . . . .                       | 21 brum. an 5.       | 1      | 195  | 41  |
| Maraude avec persistance ou récidive. . . . .                              | fers 5 ans. . . . .                       | 21 brum. an 5.       | 4 et 8 | 195  | 41  |
| Maraude par un employé. . . . .                                            | expulsion. . . . .                        | 21 brum. an 5.       | 6      | 195  | 41  |
| Maraude par un officier. . . . .                                           | prison 2 ans. . . . .                     | 21 brum. an 5.       | 11     | 196  | 41  |
| Maraude par un officier avec ses subordonnés. . . . .                      | fers 10 ans. . . . .                      | 21 brum. an 5.       | 11     | 196  | 41  |
| Maraude par un officier y conduisant sa troupe. . . . .                    | mort. . . . .                             | 21 brum. an 5.       | 11     | 196  | 41  |
| Maraude d'une troupe armée. . . . .                                        | fers 8 ans. . . . .                       | 21 brum. an 5.       | 9      | 196  | 41  |
| Maraude tolérée par l'officier. . . . .                                    | destitution, et<br>prison 3 mois. . . . . | 21 brum. an 5.       | 10     | 196  | 41  |
| Menaces du subordonné. . . . .                                             | fers 5 ans. . . . .                       | 21 brum. an 5.       | 15     | 200  | 41  |
| — avec voie de fait. . . . .                                               | mort. . . . .                             |                      |        |      |     |
| Mutinerie des prisonniers de guerre. . . . .                               | mort. . . . .                             | 17 frim. an 14.      | 3      | 349  | 93  |
| Négligence dans la garde des vivres. . . . .                               | prison 6 mois. . . . .                    | 21 brum. an 5.       | 6      | 197  | 41  |
| Négligence de l'administrateur pour la désertion. . . . .                  | prison 2 ans. . . . .                     | 24 brum. an 6.       | 6      | 216  | 50  |
| Négligence du commissaire des guerres à dénoncer. . . . .                  | destitution. . . . .                      | 12 mai 1793. . . . . | 21     | 132  | 11  |
| Négligence d'un chef à dénoncer le déserteur. . . . .                      | arrêts 15 jours. . . . .                  | 19 vend. an 12.      | 23     | 299  | 78  |
| Pillage à main armée. . . . .                                              | mort. . . . .                             | 21 brum. an 5.       | 1      | 193  | 41  |
| Provocation à la désertion par un particulier. . . . .                     | détent. , 9 ans. . . . .                  | 4 nivose an 4.       | 4      | 172  | 29  |
| Recèlement d'un déserteur. . . . .                                         | prison 2 ans. . . . .                     | 24 brum. an 6.       | 4      | 215  | 50  |
| Recèlement d'un soldat d'un autre corps. . . . .                           | prison 1 an. . . . .                      | 12 mai 1793. . . . . | 20     | 132  | 11  |
| Reddition d'une place sans brèche, ou assaut sans avis du conseil. . . . . | mort. . . . .                             | 21 brum. an 5.       | 2      | 192  | 41  |
| Refus formel de marcher à l'ennemi. . . . .                                | mort. . . . .                             | 21 brum. an 5.       | 9      | 199  | 41  |
| Résistance des prisonniers de guerre. . . . .                              | mort. . . . .                             | 17 frim. an 14.      | 3      | 349  | 93  |
| Retard à dessein du service des charrois. . . . .                          | fers 3 ans. . . . .                       | 12 mai 1793. . . . . | 9      | 130  | 11  |
| Révélation à l'ennemi du mot d'ordre. . . . .                              | mort. . . . .                             | 21 brum. an 5.       | 2      | 192  | 41  |
| Révolte combinée. . . . .                                                  | mort. . . . .                             | 21 brum. an 5.       | 3      | 198  | 41  |
| Révolte des habit. du pays ennemi. . . . .                                 | mort. . . . .                             | 21 brum. an 5.       | 4      | 198  | 41  |
| Sédition des hab. du pays ennemi. . . . .                                  | mort. . . . .                             | 21 brum. an 5.       | 4      | 198  | 41  |

| DÉLITS.                                            | PEINES.          | DATE<br>DE LA LOI. | ART. | Pag. | N°. |
|----------------------------------------------------|------------------|--------------------|------|------|-----|
| Sommeil d'un factionnaire près l'ennemi. . . . .   | fers 2 ans. . .  | 21 brum. an 5.     | 10   | 199  | 41  |
| Substitution de nom sur un congé.                  | fers 5 ans. . .  | 12 mai 1793. .     | 19   | 132  | 11  |
| Trahison. . . . .                                  | mort. . . . .    | 21 brum. an 5.     | 1    | 192  | 41  |
| Usage du congé d'autrui. . . .                     | fers 5 ans. . .  | 12 mai 1793. .     | 19   | 132  | 11  |
| Vente d'armes, habillemens ou équipemens. . . . .  | fers 5 ans. . .  | 12 mai 1793. .     | 13   | 130  | 11  |
| Vente de fourrage par l'employé.                   | fers 6 ans. . .  | 12 mai 1793. .     | 3    | 129  | 11  |
| Vente de rations de fourrage. .                    | prison 1 an. .   | 12 mai 1793. .     | 2    | 129  | 11  |
| Viol. . . . .                                      | fers 8 ans. . .  | 21 brum. an 5.     | 4    | 194  | 41  |
| Viol d'une fille de moins de 14 ans.               | fers 12 ans. . . | 21 brum. an 5.     | 4    | 194  | 41  |
| Viol suivi de mort. . . . .                        | mort. . . . .    | 21 brum. an 5.     | 4    | 194  | 41  |
| Violation de la consigne générale.                 | fers 10 ans. . . | 21 brum. an 5.     | 13   | 199  | 41  |
| Vol chez son hôte. . . . .                         | fers 10 ans. . . | 12 mai 1793. .     | 16   | 130  | 11  |
| Vol envers ses camarades. . . .                    | fers 6 ans. . .  | 12 mai 1793. .     | 12   | 130  | 11  |
| Vol de poudre ou autres munitions. . . . .         | fers 3 ans. . .  | 12 mai 1793. .     | 15   | 130  | 11  |
| Vol en augmentant l'effectif de la troupe. . . . . | fers 3 ans. . .  | 21 brum. an 5.     | 1    | 196  | 41  |
| Vol de fournitures de casernes.                    | fers 3 ans. . .  | 12 mai 1793. .     | 14   | 130  | 11  |
| Voie de fait envers le subordonné.                 | prison 1 an. .   | 21 brum. an 5.     | 16   | 200  | 41  |
| Voie de fait suivie de mort. . .                   | mort. . . . .    | 21 brum. an 5.     | 16   | 200  | 41  |
| Voie de fait du subordonné envers le chef. . . . . | mort. . . . .    | 21 brum. an 5.     | 15   | 200  | 41  |

## ARMÉE NAVALE.

| DÉLITS MARITIMES.                                             | PEINES.                           | DATE<br>DE LA LOI. | ART. | Pag. | N°. |
|---------------------------------------------------------------|-----------------------------------|--------------------|------|------|-----|
| Abandon d'un convoi par un officier. . . . .                  | mort. . . . .                     | 21 août 1790. .    | 36   | 421  | I   |
| Abandon du poste. . . . .                                     | attaché au grand<br>rûat. . . . . | 21 août 1790. .    | 20   | 419  | I   |
| Abandon du poste dans un combat.                              | la bouline. . .                   | 21 août 1790. .    | 22   | 420  | I   |
| Abandon du poste, dans le combat, par l'officier. . . . .     | destitution et<br>infamie. . . .  | 21 août 1790. .    | 23   | 420  | I   |
| Abandon du quart par l'officier. .                            | descente d'un<br>grade. . . . .   | 21 août 1790. .    | 21   | 420  | I   |
| Abandon d'un vaisseau par le commandant non le dernier. . . . | mort. . . . .                     | 21 août 1790. .    | 35   | 421  | I   |
| Blessure à un camarade. . . . .                               | la calée. . . .                   | 21 août 1790. .    | 31   | 421  | I   |
| Chef de révolte dans les armenaux.                            | chaîne 12 ans.                    | 20 sept. 1791.     | 10   | 429  | III |
| Clameurs alarmantes. . . . .                                  | galères 3 ans.                    | 21 août 1790. .    | 24   | 420  | I   |

| DÉLITS MARITIMES.                                           | PEINES.                                         | DATE<br>DE LA LOI. | ART. | Pag. | N <sup>o</sup> . |
|-------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|--------------------|------|------|------------------|
| Clameurs séditieuses et dange-<br>reuses. . . . .           | mort. . . . .                                   | 21 août 1790. .    | 24   | 420  | I                |
| Combinaison pour changer le ser-<br>vice. . . . .           | mis à la queue<br>de l'équipage.                | 21 août 1790. .    | 10   | 418  | I                |
| Complot contre le commandant<br>supérieur. . . . .          | galères maxi-<br>mum. . . . .                   | 21 août 1790. .    | 12   | 419  | I                |
| Complot contre un officier. . . .                           | galères 3 ans. .                                | 21 août 1790. .    | 11   | 418  | I                |
| Coups à un camarade avec arme<br>ou bâton. . . . .          | coups de corde<br>au cabestan 12.               | 21 août 1790. .    | 30   | 421  | I                |
| Dégâts commis à terre. . . . .                              | coups de corde<br>au cabestan 12.               | 21 août 1790. .    | 54   | 423  | I                |
| Dépouillement d'un prisonnier. .                            | coups de corde<br>au cabestan 14.               | 21 août 1790. .    | 52   | 423  | I                |
| Désertion à l'intérieur. . . . .                            | la bouline. . .                                 | 5 germ. an 12.     | 37   | 444  | VI               |
| Désertion à l'intérieur non indi-<br>viduelle. . . . .      | la bouline et<br>une course de<br>plus. . . . . | 5 germ. an 12.     | 39   | 445  | VI               |
| Désertion avec récidive. . . . .                            | chaîne 3 ans. .                                 | 5 germ. an 12.     | 34   | 444  | VI               |
| Désertion d'un bâtiment en par-<br>tance. . . . .           | la bouline et un<br>tour de plus.               | 5 germ. an 12.     | 39   | 445  | VI               |
| Désertion par un redevable à l'état.                        | chaîne 3 ans. .                                 | 5 germ. an 12.     | 34   | 444  | VI               |
| Désertion avec armes. . . . .                               | mort. . . . .                                   | 5 germ. an 12.     | 33   | 443  | VI               |
| Désertion avec effets de ses cama-<br>rades. . . . .        | chaîne 3 ans. .                                 | 5 germ. an 12.     | 34   | 444  | VI               |
| Désertion non individuelle. . . .                           | chaîne 4 ans. .                                 | 5 germ. an 12.     | 35   | 444  | VI               |
| Désertion étant de service. . . .                           | chaîne 4 ans. .                                 | 5 germ. an 12.     | 35   | 444  | VI               |
| Désertion non individuelle étant<br>de service. . . . .     | chaîne 5 ans. .                                 | 5 germ. an 12.     | 35   | 444  | VI               |
| Désertion à l'étranger en temps de<br>guerre. . . . .       | chaîne 6 ans. .                                 | 5 germ. an 12.     | 34   | 444  | VI               |
| Désertion à l'étranger en temps<br>ordinaire. . . . .       | chaîne 3 ans. .                                 | 5 germ. an 12.     | 34   | 444  | VI               |
| Désertion à l'étranger où l'on prend<br>du service. . . . . | chaîne 6 ans. .                                 | 5 germ. an 12.     | 35   | 444  | VI               |
| Désertion devant l'ennemi étant<br>de service. . . . .      | mort. . . . .                                   | 5 germ. an 12.     | 33   | 443  | VI               |
| Désertion du chef de complot. . .                           | mort. . . . .                                   | 5 germ. an 12.     | 33   | 443  | VI               |
| Désertion à l'ennemi. . . . .                               | mort. . . . .                                   | 5 germ. an 12.     | 33   | 443  | VI               |
| Désertion en vue de l'ennemi (de<br>la flottille). . . . .  | mort. . . . .                                   | 18 vent. an 12.    | 32   | 436  | V                |
| Désobéissance simple. . . . .                               | coups de corde.                                 | 21 août 1790. .    | 14   | 419  | I                |

| DÉLITS MARITIMES.                                                   | PEINES.                           | DATE<br>DE LA LOI.           | ART. | Pag. | N°. |
|---------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|------------------------------|------|------|-----|
| Désobéissance avec menaces et injures. . . . .                      | la calle. . . . .                 | 21 août 1790. .              | 15   | 419  | I   |
| Désobéissance formelle d'un officier. . . . .                       | descente d'un grade. . . . .      | 21 août 1790. .              | 18   | 419  | I   |
| Désobéissance d'un commandant en face de l'ennemi. . . . .          | mort. . . . .                     | 21 août 1790. .              | 19   | 419  | I   |
| Discours séditieux dans les arsenaux. . . . .                       | gêne 1 an. . . . .                | 20 sept. 1791.               | 10   | 429  | III |
| Evasion d'un marin condamné. . . . .                                | peine double. . . . .             | 19 octob. 1808.              | 1    | 475  | XV  |
| Falsification de registres. . . . .                                 | chaîne 10 ans. . . . .            | 20 sept. 1791.               | 12   | 429  | III |
| Feux défendus allumés. . . . .                                      | la calle. . . . .                 | 21 août 1790. .              | 28   | 420  | I   |
| Feux défendus dans les arsenaux. . . . .                            | gêne 3 ans. . . . .               | 20 sept. 1791.               | 15   | 429  | III |
| Jet de lest dans un port. . . . .                                   | amende 500 fr. . . . .            | 12 déc. 1806.                | 36   | 471  | XI  |
| Manque à sa mission volontairement. . . . .                         | mort. . . . .                     | 21 août 1790. .              | 38   | 422  | I   |
| Menaces contre un officier. . . . .                                 | galères 3 ans. . . . .            | 21 août 1790. .              | 16   | 419  | I   |
| Négligence à entretenir les feux. . . . .                           | la calle. . . . .                 | 21 août 1790. .              | 29   | 421  | I   |
| Négligence d'un pilote. . . . .                                     | interdiction 1 mois. . . . .      | 12 déc. 1806.                | 28   | 470  | XI  |
| Ordre illégal d'amener le pavillon. . . . .                         | mort. . . . .                     | 21 août 1790. .              | 25   | 420  | I   |
| Perte volontaire du bâtiment. . . . .                               | mort. . . . .                     | 21 août 1790. .              | 39   | 422  | I   |
| Perte du vaisseau par inexécution d'ordre. . . . .                  | prison 5 ans. . . . .             | 21 août 1790. .              | 42   | 422  | I   |
| Perte du vaisseau par ignorance du pilote. . . . .                  | galères 3 ans. . . . .            | 12 déc. 1806.                | 31   | 470  | XI  |
| Perte volontaire du vaisseau par le pilote. . . . .                 | mort. . . . .                     | 12 déc. 1806.                | 31   | 470  | XI  |
| Propos séditieux. . . . .                                           | fers sur le pont 6 jours. . . . . | 21 août 1790. .              | 9    | 418  | I   |
| Provocation à la désertion à l'étranger. . . . .                    | chaîne 3 ans. . . . .             | 1 <sup>re</sup> flor. an 12. | 48   | 448  | VI  |
| Provocation à la désertion à l'ennemi. . . . .                      | mort. . . . .                     | 1 <sup>re</sup> flor. an 12. | 47   | 447  | VI  |
| Provocation à la désertion à l'étranger en temps de guerre. . . . . | chaîne 6 ans. . . . .             | 1 <sup>re</sup> flor. an 12. | 48   | 448  | VI  |
| Récidive d'un marin qui a obtenu grâce. . . . .                     | fers 10 ans. . . . .              | 19 octob. 1808.              | 1    | 475  | XV  |
| Refus d'assistance. . . . .                                         | cassation. . . . .                | 20 août 1790. .              | 34   | 421  | I   |
| Révolte dans les arsenaux. . . . .                                  | chaîne 6 ans. . . . .             | 20 sept. 1791.               | 10   | 429  | III |
| Substitution de nom. . . . .                                        | prison 1 an. . . . .              | 20 sept. 1791.               | 13   | 429  | III |
| Suspension de poursuites de l'ennemi. . . . .                       | cassation. . . . .                | 21 août 1790. .              | 33   | 421  | I   |
| Trahisson. . . . .                                                  | mort. . . . .                     | 21 août 1790. .              | 13   | 419  | I   |
| Usurpation des fonctions de pilote. . . . .                         | prison 3 mois. . . . .            | 12 déc. 1806.                | 29   | 470  | XI  |
| Voie de fait de l'officier. . . . .                                 | interdiction et prison. . . . .   | 21 août 1790. .              | 32   | 421  | I   |
| Voie de fait contre l'officier. . . . .                             | mort. . . . .                     | 21 août 1790. .              | 17   | 419  | I   |

| DÉLITS MARITIMES.                                      | PEINES.                           | DATE<br>DE LA LOI. | ART. | Pag. | N°. |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------|--------------------|------|------|-----|
| Voie de fait envers les chefs des<br>arsenaux. . . . . | gène 5 ans. . .                   | 20 sept. 1791.     | 11   | 429  | III |
| Vol. . . . .                                           | coups de corde<br>au cabestan 12. | 21 août 1790.      | 43   | 422  | I   |
| Vol avec récidive. . . . .                             | la bonline. . .                   | 21 août 1790.      | 43   | 422  | I   |
| Vol avec effraction. . . . .                           | la calle. . . .                   | 21 août 1790.      | 44   | 422  | I   |
| Vol avec effraction par récidive.                      | galères 6 ans. .                  | 21 août 1790.      | 44   | 422  | I   |
| Vol et transport à terre de vivres.                    | la bouline. . .                   | 21 août 1790.      | 47   | 423  | I   |
| Vol de poudre. . . . .                                 | galères 3 ans. .                  | 21 août 1790.      | 49   | 423  | I   |
| Vol de poudre dans la soute. . .                       | galères 9 ans. .                  | 21 août 1790.      | 50   | 423  | I   |
| Vol de la caisse. . . . .                              | galères 9 ans. .                  | 21 août 1790.      | 48   | 423  | I   |
| Vol d'effets sur une prise ama-<br>rinée. . . . .      | coups de corde<br>au cabestan 12. | 21 août 1790.      | 51   | 423  | I   |
| Vol à l'arsenal. . . . .                               | carcan. . . . .                   | 20 sept. 1791.     | 3    | 428  | III |
| Vol par un surveillant. . . . .                        | chaîne 6 ans. .                   | 20 sept. 1791.     | 4    | 428  | III |

EXTRAIT du Code Pénal de 1810, page 400 et suiv. n.º 124.

| CRIMES ou DÉLITS.                                          | PEINES.                                                      | ART.        |
|------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|-------------|
| Armes portées contre la France. . . . .                    | mort. . . . .                                                | 75.         |
| Bigamie. . . . .                                           | travaux forcés. . . . .                                      | 340.        |
| Décoration portée sans titre. . . . .                      | emprisonnement. . . . .                                      | 259.        |
| Castration. . . . .                                        | travaux forcés. . . . .                                      | 306 et 325. |
| Commerce de comestibles par un fonction-<br>naire. . . . . | amende. . . . .                                              | 176.        |
| Costume ou uniforme porté sans titre. . .                  | emprisonnement. . . . .                                      | 259.        |
| Empoisonnement. . . . .                                    | mort. . . . .                                                | 302.        |
| Fabrication de faux certificats. . . . .                   | emprisonnement. . . . .                                      | 159 et 160. |
| Falsification de feuille de route. . . . .                 | emprisonnement, ban-<br>nissement ou réclu-<br>sion. . . . . | 156.        |
| Faux témoignage. . . . .                                   | travaux forcés ou peine<br>plus forte . . . . .              | 361.        |
| Intelligence avec l'ennemi. . . . .                        | mort. . . . .                                                | 77.         |
| Machination avec l'ennemi. . . . .                         | mort. . . . .                                                | 75.         |
| Meurtre. . . . .                                           | travaux forcés. . . . .                                      | 304.        |
| Meurtre avec circonstance aggravante. . .                  | mort. . . . .                                                | 304.        |
| Recèlement d'espion. . . . .                               | mort. . . . .                                                | 83.         |
| Refus de l'emploi de la force armée. . . .                 | emprisonnement. . . . .                                      | 234.        |
| Soustraction de dépôt. . . . .                             | travaux forcés. . . . .                                      | 169.        |

LOIS, DÉCRETS,  
ARRÊTÉS, ET AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT  
CONCERNANT  
LA LÉGISLATION CRIMINELLE  
MILITAIRE.

---

PREMIERE PARTIE.

---

ARMÉE DE TERRE.

---

N<sup>o</sup>. I.

DÉCRET de l'Assemblée nationale ,

DU 6 AOÛT 1790.

Art. 1. **L**es lois et ordonnances militaires actuellement existantes, seront exactement observées et suivies jusqu'à la promulgation très-prochaine de celles qui doivent être le résultat des travaux de l'Assemblée nationale sur cette partie.

2. Excepté le conseil d'administration, toutes autres associations délibérantes, établies dans les régimens, sous quelque forme et dénomination que ce soit, cesseront immédiatement après la publication du présent décret.

3. Le roi sera supplié de nommer des inspecteurs extraordinaires choisis parmi les officiers généraux, pour, en présence du commandant de chaque corps, du dernier capitaine, du premier lieutenant, du premier sous-lieutenant, du premier et du dernier sergent ou maréchal-des-logis, du premier et du dernier

caporal ou brigadier, et de quatre soldats du régiment, nommés ainsi qu'il va être dit, procédera à la vérification des comptes de chaque régiment depuis six ans, et faire droit sur toutes plaintes qui pourront être portées relativement à l'administration des deniers et à la comptabilité; à l'effet de quoi il sera tiré au sort dans chaque compagnie un soldat entre ceux sachant lire et écrire, et ayant au moins deux ans de service; et parmi ceux que le premier sort aura désignés, il en sera ensuite tiré quatre pour assister à cette vérification, de laquelle sera dressé procès-verbal, dont copie sera envoyée au ministre de la guerre.

4. Il ne pourra désormais être expédié de cartouche jaune et infamante à aucun soldat, qu'après une procédure instruite, et en vertu d'un jugement prononcé selon les formes usitées dans l'armée pour l'instruction des procédures criminelles et la punition des crimes militaires.

5. Les cartouches jaunes expédiées depuis le premier mai 1789, sans l'observation de ces formes rigoureuses, n'emportent aucune note ni flétrissure au préjudice de ceux qui ont été congédiés avec de semblables cartouches.

6. Les officiers doivent traiter les soldats avec justice, et avoir pour eux les égards qui leur sont expressément recommandés par les ordonnances, à peine de punition. Les soldats, de leur côté, doivent à leurs officiers et sous-officiers respect dans tous les cas, et obéissance absolue dans tout ce qui concerne le service; et ceux qui s'en écarteront seront punis suivant la rigueur des ordonnances.

7. A compter du jour de la publication du présent décret, il sera informé de toutes séditions, de tous mouvemens concertés qui auront lieu dans les garnisons et dans les corps, contre l'ordre et au préjudice de la discipline militaire. Le procès sera fait et parfait aux instigateurs, auteurs, fauteurs et participes de ces séditions et mouvemens; et par le jugement à intervenir, ils seront déclarés déchus pour jamais du titre de citoyen actif, traîtres à la patrie, infames, indignes de porter les armes, et chassés de leur corps; ils pourront même être condamnés, suivant l'exigence des cas, à des peines afflictives et corporelles, conformément aux ordonnances; à l'effet de quoi, le comité militaire présentera dimanche prochain un décret pour mettre l'Assemblée nationale en état de statuer sur l'organisation du conseil de guerre, et la forme d'y procéder.

8. Il est libre à tout officier, sous officier et soldat, après avoir obéi, de faire parvenir directement ses plaintes aux supérieurs, au ministre, à l'Assemblée nationale, sans avoir besoin de l'attache ou permission d'aucune autorité intermédiaire; mais il n'est permis sous aucun prétexte, dans les affaires qui n'intéressent que la police intérieure des corps, la discipline militaire et l'ordre du service, d'appeler l'intervention, soit des municipalités, soit des autres corps administratifs, lesquels n'ont d'action sur les troupes de ligne que par les réquisitions qu'ils peuvent faire à leurs chefs ou commandans.



N<sup>o</sup>. 2.

## DÉCRET de l'Assemblée nationale,

DU 22 SEPTEMBRE 1790.

Art. 1. Aucun homme de guerre ne pourra être condamné à une peine afflictive ou infamante, que par jugement d'un tribunal civil ou militaire, suivant la nature du délit dont il se sera rendu coupable.

2. Les délits civils sont ceux commis en contravention aux lois générales du royaume, qui obligent indistinctement tous les habitants de l'Empire. Ces délits sont du ressort de la justice ordinaire, quand même ils auroient été commis par un officier ou par un soldat.

3. Cependant, en temps de guerre, l'armée étant hors du royaume, les personnes qui la composent, celles qui sont attachées à son service ou qui la suivent, et qui seront prévenus de semblables délits, pourront être jugées par la justice militaire, et condamnées par elle aux peines prononcées par les lois civiles.

4. Les délits militaires sont ceux commis en contravention à la loi militaire, par laquelle ils sont définis : ceux-ci sont du ressort de la justice militaire.

5. Toute contravention à la loi militaire est une faute punissable; mais toute faute de ce genre n'est pas un délit; elle ne le devient que lorsqu'elle est accompagnée de circonstances graves énoncées dans la loi. Les fautes sont punies par des peines de discipline; les délits seuls peuvent l'être par des peines afflictives ou infamantes.

6. Il sera établi des cours martiales chargées de prononcer sur les crimes et délits militaires, en appliquant la loi pénale après qu'un jury militaire aura prononcé sur le fait.

7. Il y aura dans le royaume et à l'armée autant de cours martiales que de grands arrondissemens militaires, confiés à la surveillance d'un commissaire-ordonnateur. Chacun d'eux prendra désormais le titre de grand-juge militaire, commissaire-ordonnateur des guerres.

8. Les commissaires ordinaires des guerres prendront le titre de commissaires-auditeurs des guerres. Chacun d'eux sera chargé spécialement de la poursuite des délits militaires, commis dans l'étendue de son arrondissement particulier. Indépendamment de cette fonction locale, tous seront les assesseurs du grand-juge dans l'arrondissement duquel ils seront employés. Deux d'entre eux l'assisteront lorsqu'il tiendra la cour martiale; ce seront ceux dont la résidence sera la plus voisine du lieu où elle siégera.

9. Dans le cas où le grand juge militaire seroit empêché de remplir ses fonctions, il sera remplacé par le plus ancien commissaire-auditeur de son arrondissement, autre que celui chargé par l'article précédent de la poursuite du délit.

10. Afin de rendre le service plus prompt et plus sûr, notamment dans l'intérieur du royaume, où les troupes sont à de grandes distances les unes des autres, il sera nommé par le roi un nombre suffisant et déterminé de juges militaires suppléans, parmi les officiers retirés du service, ayant au moins dix ans de commission de capitaine, et domiciliés dans l'étendue du département ou du district pour lequel ils seront établis. Ces suppléans seront inamovibles, et rempliront les fonctions d'assesseurs à la cour martiale, lorsqu'ils seront plus près que les commissaires-auditeurs du lieu où elle devra siéger : ils n'auront point de traitement; mais leurs frais de voyage et de séjour leur seront remboursés.

11. L'écrivain de la place, dans les villes où il y en a d'établis, fera les fonctions de greffier de la cour martiale; dans les autres villes et lieux, ce sera le greffier de la commune : ni les uns ni les autres n'auront pour cet objet de traitement fixe, mais ils seront payés de leurs vacations à proportion des affaires et du travail. Lorsque l'armée sortira du royaume, le roi nommera le nombre d'écrivains nécessaires pour y remplir leurs fonctions de greffiers des cours martiales.

12. Tout commandant en chef dans une garnison ou dans un quartier, sera tenu de former un tableau de jurés pour sa garnison ou son quartier.

13. Ce tableau sera divisé en sept colonnes; savoir, 1<sup>o</sup>. celle des officiers généraux et des officiers supérieurs; 2<sup>o</sup>. celle des capitaines; 3<sup>o</sup>. celle des lieutenans; 4<sup>o</sup>. celle des sous-lieutenant et des adjudans; 5<sup>o</sup>. celle des sergens ou maréchaux-des-logis; 6<sup>o</sup>. celle des caporaux ou brigadiers; 7<sup>o</sup>. enfin celle des simples soldats, de quelque arme qu'ils soient. Les officiers et sous-officiers employés sans troupe, tels que ceux du génie et de l'artillerie, seront placés à leur rang dans la colonne de leur grade.

14. Les officiers généraux et supérieurs en activité, ayant autorité et commandement sur plusieurs garnisons ou quartiers, seront compris dans la première colonne du tableau de toutes ces garnisons ou quartiers, avec les officiers supérieurs employés dans chacune d'elles.

15. Dans la seconde colonne seront compris tous les capitaines de la garnison ou du quartier, quel que soit leur nombre; il en sera de même dans la troisième colonne, par rapport aux lieutenans; et dans la quatrième, par rapport aux sous-lieutenans et adjudans.

16. Il ne sera pas nécessaire de comprendre dans la cinquième colonne tous les sergens ou maréchaux-des-logis, il suffira d'en prendre jusqu'à concurrence du nombre le plus approchant de cent, soit en plus, soit en moins; en observant de les tirer également de toutes les compagnies.

17. On observera la même règle à l'égard des caporaux ou brigadiers, et encore par rapport aux simples soldats de toute arme, à cela près qu'autant qu'il sera possible, le nombre de ces derniers devra être porté au moins jusqu'à deux cents.

18. Ce sera le commandant de chaque compagnie qui remettra au commandant en chef la liste des sous-officiers et soldats de chaque compagnie qu'il jugera les plus dignes d'être placés sur le tableau des jurés.

19. Néanmoins aucun militaire, de quelque grade ou état qu'il soit, ne pourra être porté sur le tableau des jurés, s'il n'est âgé de vingt-cinq ans accomplis, s'il ne sait lire et écrire, et s'il n'a pas plus de deux ans de service.

20. Tous les ans au mois de novembre, et dans le cours de l'année, toutes les fois qu'il y aura lieu de changer la moitié du tableau des jurés, il sera renouvelé en entier par les soins du commandant en chef, qui en remettra une copie certifiée et signée de lui au greffier de la cour martiale, pour être conservée dans son dépôt.

21. On prendra sur le tableau des jurés les personnes nécessaires pour former le jury de l'accusation et le jury du jugement, suivant les règles qui vont être prescrites.

22. Le jury de l'accusation est celui qui doit déterminer s'il y a lieu à accusation : il sera composé d'une personne prise sur chacune des colonnes du tableau, et de deux personnes de plus prises sur la colonne du grade ou de l'état de l'accusé ; ce qui fera en tout neuf personnes.

23. Le jury du jugement est celui qui doit déterminer la condamnation ou la décharge de l'accusé. Il sera formé de quatre personnes prises sur chacune des sept colonnes, et de huit de plus prises sur la colonne du grade ou de l'état de l'accusé ; ce qui fera en tout trente-six personnes, qui seront ensuite réduites à neuf, au moyen des récusations que l'accusé sera tenu de faire, sans pouvoir alléguer aucun motif, et qui s'opéreront par la voie du sort, si l'accusé refuse de les proposer.

24. Chaque colonne doit être réduite au quart ; les récusations s'opéreront successivement sur chacune d'elles, en commençant par la première.

25. Lorsqu'il y aura plusieurs accusés, il sera ajouté au premier nombre de trente-six jurés, autant de huit personnes qu'il y aura de coaccusés, et ces huit personnes seront toujours prises sur la colonne du grade ou de l'état du coaccusé.

26. En pareil cas, chaque accusé, à commencer par le plus jeune, récusera d'abord huit personnes sur toute la colonne de son grade ou de son état, ce qui réduira le nombre des jurés à trente-six ; alors les récusations se proposeront sur chaque colonne, et d'une colonne à l'autre, par chacun des coaccusés alternativement, à commencer par le plus jeune, et ainsi de suite jusqu'à ce que chaque colonne soit réduite au quart.

27. Lorsqu'il s'agira de former, soit le jury de l'accusation, soit le jury du jugement, le commandant militaire en chef du lieu où se fera l'instruction du procès, et où se tiendra la cour martiale, désignera le nombre des jurés nécessaires dans chaque colonne, en suivant l'ordre de l'inscription sur chacune, et sans pouvoir l'intervertir. En cas d'absence, de maladie, ou d'autre légitime empêchement de quelqu'une des personnes désignées pour former le jury, son tour sera passé, mais censé rempli.

28. Il sera suppléé, au défaut d'une colonne, d'abord par la colonne immédiatement inférieure, et ensuite par la colonne immédiatement supérieure, sans qu'on puisse descendre plus bas ni monter plus haut. Si ce moyen est insuffisant, on aura recours à la garnison ou au quartier voisin pour avoir un suppléant, ou des suppléants du grade ou de l'état de ceux qu'ils seront appelés à remplacer.

29. Chaque commissaire-auditeur des guerres recevra les dénonciations qui lui seront faites par les chefs ou par toutes autres personnes, de tout délit prétendu commis par des militaires en activité. Il aura soin d'exiger du dénonciateur la déclaration circonstanciée des faits, la remise des pièces servant à conviction, et l'indication des témoins qui peuvent servir à la preuve ; la dénonciation sera signée par le dénonciateur, s'il sait signer, et s'il ne sait pas signer, par deux témoins en présence desquels elle devra être faite en pareil cas.

30. Le commissaire-auditeur des guerres sera tenu de rendre plainte, dans les vingt-quatre heures, de tous délits militaires prétendus commis dans l'étendue de son arrondissement, et qui seront parvenus à sa connoissance par voie de dénonciation, par la clameur publique ou autrement ; comme aussi de constater immédiatement, par procès-verbal, le corps et les circonstances du délit, s'il a laissé des traces permanentes.

31. Le commissaire-auditeur qui aura connoissance d'un délit militaire commis hors de son arrondissement, sera tenu d'avertir, sans aucun délai, celui de ses

cofrères dans l'arrondissement duquel ce délit passera pour avoir été commis, et de lui envoyer tous les renseignemens qu'il aura pu se procurer, notamment copie de la dénonciation, s'il en a reçu une.

32. Sera pareillement tenu le commissaire-auditeur qui aura connoissance d'un délit civil commis par des militaires dans son arrondissement, d'en avertir immédiatement tel magistrat civil qu'il appartiendra, du lieu dans lequel ce délit passera pour avoir été commis, et de lui envoyer tous les renseignemens qu'il aura pu se procurer, notamment copie de la dénonciation, s'il en a reçu une.

33. Le commissaire-auditeur qui sera dans le cas de porter une plainte, la rédigera par écrit, faisant mention du dénonciateur, s'il y en a un; il la présentera au commandant militaire en chef de la garnison ou du quartier dans lequel le délit aura été commis, et requerra de lui la convocation du jury de l'accusation, que le commandant sera tenu de convoquer sans délai.

34. Le jury de l'accusation s'assemblera dans la maison du commandant, mais hors de sa présence; il se rangera autour d'une table disposée à cet effet, à l'une des extrémités de laquelle se placera le commissaire-auditeur, ayant en face le greffier.

35. Le commissaire-auditeur annoncera que l'objet de cette assemblée est de déterminer si, ou non, il y a lieu à accusation contre un tel, à qui on impute tel crime ou délit militaire, qu'il énoncera dans les termes les plus précis et les plus clairs; ensuite il requerra des jurés le serment de donner leur avis en honneur et conscience; ce que tous les jurés seront tenus de faire à l'instant, en levant la main et prononçant : *Je le jure*.

36. Cela fait, le commissaire-auditeur fera entrer les témoins qu'il voudra produire à l'appui de sa plainte. Il fera connaître leurs noms, leur âge, leur état et qualité, ainsi que leur domicile, et requerra d'eux le serment de dire la vérité, toute la vérité, rien que la vérité; ce qu'ils seront tenus de faire à l'instant en levant la main et prononçant : *Je le jure*.

37. La plainte sera lue par le commissaire-auditeur, ainsi que les écrits à l'appui, s'il y en a : s'il existe des pièces prétendues de conviction, elles seront mises en évidence. Les témoins seront ensuite entendus sans que personne puisse les interrompre tant qu'ils parleront; mais après qu'ils auront tous parlé, l'auditeur et chacun des jurés pourront leur faire les questions qu'ils croiront propres à l'éclaircissement des faits, et auxquelles les témoins seront obligés de répondre.

38. Ils se retireront ensuite, et lorsqu'ils seront sortis, le commissaire-auditeur fera le résumé des dépositions, présentera ses observations sur le tout, et sortira lui-même avec le greffier, pour laisser les jurés former entre eux leur détermination.

39. Le juré de l'accusation sera averti par le commissaire-auditeur, qui, à cet effet, lui donnera lecture du présent article, qu'il a deux questions distinctes à résoudre.

La première, si le fait dont est plainte, en le supposant prouvé, constitue réellement un crime ou délit militaire.

La seconde, si les indices sont assez considérables pour faire soupçonner que le prévenu soit coupable, et qu'il y ait lieu à suivre la plainte.

40. Supposé que la première de ces questions soit décidée négativement, ou ne passera pas à la seconde; les jurés rapporteront que la plainte ne porte pas sur un délit militaire, et le commissaire-auditeur ne pourra pas lui donner de suites; seulement il sera obligé de l'envoyer à tel magistrat civil qu'il appartiendra, avec tous les renseignements qu'il aura pu se procurer.

41. Les jurés entre eux seront sous la présidence de la première colonne; ils opineront à voix haute, en commençant par le dernier de la dernière colonne, et ainsi de suite, en remontant. Ils seront les maîtres de motiver leurs avis dans le premier tour d'opinions qui aura lieu sur chaque question; ensuite il sera fait un second tour d'opinions, lors duquel les voix seront énoncées simplement par oui ou par non : la majorité absolue entre les neuf jurés fixera leur détermination.

42. Aussitôt qu'elle aura été prise, les jurés inviteront le commissaire-auditeur à rentrer avec le greffier, et leur feront part du résultat. Le greffier en fera mention sur le procès-verbal qu'il aura tenu de toutes les opérations précédentes. Le procès-verbal sera écrit au bas de la plainte, et signé, tant par les jurés que par l'auditeur et le greffier, qui restera dépositaire de toutes les pièces.

43. Dès que la délibération des jurés aura été ouverte, ils ne pourront se séparer sans l'avoir arrêtée et rapportée; mais s'il est nécessaire de tenir plusieurs séances pour la lecture des pièces, l'audition et l'examen des témoins, l'assemblée pourra se réajourner à la plus prochaine matinée. Le procès-verbal des opérations de chaque séance sera élos et signé à chaque séance.

44. S'il y a lieu de donner suite à la plainte, le commissaire-auditeur fera arrêter et constituer prisonnier l'accusé, s'il ne l'est pas déjà, en vertu des ordres de ses chefs, et des règles de la discipline militaire : s'il l'est, il le fera écrouer sur le registre de la prison; en même temps il lui fera donner copie certifiée, par le greffier, de la plainte et du procès-verbal, ou des procès-verbaux qui auront été dressés en exécution des articles 42 et 43. L'accusé sera pareillement averti qu'il est libre de prendre ou de demander un conseil.

45. La prison est une punition militaire pour les fautes de discipline; mais par rapport à l'homme prévenu ou accusé d'un délit, elle n'est plus qu'un lieu de sûreté; ainsi les chefs qui feront emprisonner quelqu'un comme prévenu d'un délit, ne pourront, sous aucun prétexte, aggraver sa détention en y ajoutant aucune espèce de peine ou de privation qui ne seroit pas indispensable pour la conservation de sa personne.

46. En envoyant au grand juge militaire copie de la plainte avec l'extrait du procès-verbal qui constate qu'elle doit être suivie en vertu de la détermination du jury, le commissaire-auditeur requerra du grand juge l'ordonnance nécessaire pour achever et compléter l'instruction.

47. Le jour, le lieu et l'heure auxquels le grand juge et ses assesseurs, ou leurs suppléans, devront tenir la cour martiale, seront fixés par cette ordonnance : elle portera réquisition au commandant militaire d'y faire trouver les jurés du jugement, et à l'auditeur d'y produire ses témoins, et d'y faire amener l'accusé ou les accusés. La cour martiale se tiendra toujours le matin, et dans le lieu où la première instruction aura été faite, s'il n'y a pas d'empêchement.

48. L'ordonnance du grand-juge sera communiquée au commandant militaire par le commissaire-auditeur, et notifiée, à sa diligence, tant à l'accusé qu'aux témoins.

49. Les témoins qui ne comparoîtront pas au jour indiqué, et qui ne seront pas proposer d'excuse légitime, seront cités une seconde fois à leurs frais, et s'ils ne comparoissent pas cette seconde fois, ils seront, en vertu de l'ordonnance du grand-juge militaire, appréhendés au corps, amenés et condamnés aux frais de leur arrestation et conduite, ainsi qu'à une amende qui ne pourra pas être moindre de la valeur d'une demi-once, ni plus forte que la valeur d'un mart d'argent.

50. Au jour et à l'heure indiqués par l'ordonnance du grand-juge militaire, lui et ses deux assesseurs, le commissaire-auditeur, le greffier, et toutes les personnes désignées pour le jury du jugement, se rendront dans une des salles de la maison commune du lieu où se tiendra la cour martiale, les portes ouvertes, en présence de tous ceux qui voudront y assister.

51. Le grand-juge prendra sa place à l'extrémité de la table disposée à cet effet ; ses assesseurs seront à ses côtés ; près d'eux, sur la gauche, le commissaire-auditeur, ayant à côté de lui le greffier : les personnes désignées pour le jury se rangeront à droite.

52. Le grand-juge annoncera l'objet de la tenue de cette cour martiale, pour juger l'accusation portée contre tel ou tels, à qui on impute tel délit. Il ordonnera de suite que l'auditeur produise ses témoins : ils seront appelés, et ils se rangeront sur la gauche à la suite du greffier ; après quoi le juge ordonnera d'amener l'accusé ou les accusés, qui se placeront, avec leurs conseils, à l'extrémité de la table, faisant face au grand-juge et à ses assesseurs. Tous pourront s'asseoir lorsqu'ils ne parleront pas.

53. Le grand-juge nommera les personnes désignées pour le jury du jugement, et avertira les accusés du droit qu'ils ont d'en récuser un certain nombre, sans être obligés, sans pouvoir même motiver leurs récusations ; de l'ordre à tenir en les proposant, et qu'il y sera suppléé par la voie du sort, dans le cas où les accusés refuseroient de les faire eux-mêmes : les accusés pourroient s'expliquer, à cet égard, par leur propre bouche, ou par l'organe de leurs conseils ; mais ils devront du moins exprimer qu'ils adoptent ce qui sera proposé en leur nom par leurs conseils.

54. Le greffier fera mention, sur son procès-verbal, des récusations. Le juré étant réduit au nombre compétent, le grand-juge requerra de ceux qui le composent de prêter serment, de donner leur avis en leur ame et conscience ; ce qu'ils seront tenus de faire en levant la main, et en prononçant : *Je le jure*.

55. Le commissaire-auditeur donnera lecture de la plainte et de toute la procédure antérieure, ainsi que des écrits venant à l'appui de la plainte, s'il en existe. Les pièces prétendues de conviction seront mises en évidence ; enfin, les témoins seront nommés et désignés l'un après l'autre par leur nom, âge, état, qualité et domicile.

56. Le grand-juge ordonnera aux témoins de prêter serment de dire la vérité, toute la vérité, rien que la vérité ; ce qu'ils seront tenus de faire en levant la main, et prononçant : *je le jure*.

57. Il sera libre aux accusés ou à leur conseil, non-seulement de proposer les motifs de suspicion qu'ils peuvent avoir contre le témoin, mais encore de faire telles observations qu'ils jugeront à propos sur son témoignage, même de lui proposer, pour l'éclaircissement des faits, telles questions qu'ils voudront, et auxquelles le témoin sera tenu de répondre : l'auditeur, les jurés et les juges.

pourront ensuite successivement demander au témoin les explications dont ils croiront la déposition susceptible.

58. Les témoins ayant tous été entendus et examinés l'un après l'autre, dans une ou plusieurs séances, suivant l'exigence des cas, l'auditeur établira le mérite de sa plainte par les divers témoignages qu'il recensera; il conclura à ce que l'accusé soit déclaré coupable, et condamné à la peine que la loi prononce pour son délit.

59. L'accusé ou les accusés pourront, soit par eux-mêmes, soit par l'organe de leurs conseils, proposer leurs moyens de justification, de défense ou d'atténuation : il sera libre au commissaire-auditeur de reprendre la parole après les accusés, et ceux-ci seront les maîtres de lui répondre à leur tour; mais les plaidoiries ne s'étendront pas plus loin, et il ne sera jamais accordé de duplique.

60. Lorsque l'accusé ou les accusés produiront des témoins, soit à l'appui des moyens de suspicion qu'ils auront proposés contre les témoins du plaignant, soit pour établir des faits tendans à leur justification ou à leur décharge, on ne pourra pas leur refuser d'entendre à l'instant ces témoins; et quand même l'accusé ou les accusés ne produiroient aucuns témoins pour établir des faits justificatifs qui paroîtroient concluans, et dont ils offriroient la preuve : cette preuve sera toujours admissible à la pluralité des voix du grand juge et de ses deux assesseurs, qui fixeront le délai dans lequel elle devra être faite.

61. Les mêmes formalités seront observées, tant pour l'audition et l'examen des témoins produits par les accusés, que pour l'audition et l'examen des témoins produits par le plaignant.

62. Le greffier de la Cour martiale rédigera le procès-verbal de chaque séance, de manière qu'il puisse servir à constater l'accomplissement ou l'inobservation de chacune des formalités qui doivent avoir lieu dans le cours de l'instruction, pour assurer la régularité du jugement.

63. Toutes les formalités ci-dessus prescrites étant remplies, toutes les questions incidentes à l'instruction du procès étant décidées, le grand-juge prendra la parole, et avertira les jurés qu'ils ont à prononcer sur deux questions qu'ils doivent traiter séparément : la première, de savoir s'ils sont convaincus que le délit militaire énoncé dans la plainte a été commis; la seconde, s'ils sont convaincus que ce soit par l'accusé que ce même délit ait été commis. En conséquence, le grand-juge sera tenu de donner lecture du présent article aux jurés.

64. Il présentera sur l'une et sur l'autre de ces deux questions les témoignages à charge et à décharge, et le degré de croyance plus ou moins grand dont ils lui paroîtront susceptibles. Il résumera les moyens pour et contre, faisant valoir ceux en faveur de l'accusé, quand même ils n'auroient été employés ni par lui ni par son conseil; il s'attachera, surtout dans les cas où le délit paroîtroit constant, aux termes de la loi, mais nù les circonstances dont il seroit environné pourroient faire penser que l'accusé est excusable ou non criminel, à fixer sur ces circonstances toute l'attention des jurés; il les exhortera à donner leurs avis dans leur ame et

conscience ; enfin il les invitera à passer dans une pièce voisine , où ils seront tenus de se retirer et de rester sans aucune communication au-dehors jusqu'à ce qu'ils aient formé leur résultat. En même temps , le commissaire-auditeur se retirera de son côté , et le grand-juge ordonnera que l'accusé ou les accusés soient reconduits en prison.

65. Les jurés , sous la présidence du premier de la première colonne , opineront à haute voix et séparément sur chacune des deux questions soumises à leur détermination ; le dernier de la dernière colonne parlant le premier , et s'ils de suite en remontant. Ils seront les maîtres de motiver leur avis dans le premier tour d'opinions qui se fera sur chaque question ; il sera fait ensuite un second tour, lors duquel les avis seront énoncés simplement par oui ou par non.

66. L'avis contraire à l'accusé ne peut être formé dans le jury du jugement que par la réunion des sept neuvièmes des voix des jurés.

67. S'il passe à la négative sur la première question qu'ils ont à décider , la seconde sera résolue , et les jurés rapporteront également que l'accusé n'est pas coupable.

68. Il est possible que l'accusé soit convaincu d'un fait que la lettre de la loi place au rang des délits militaires , mais que les circonstances environnantes servent d'excuse au coupable , et prouvent même que son intention n'a pas été criminelle ; il sera donc permis aux jurés , qui sont les juges du fait , de modifier leur rapport suivant les circonstances , en prononçant ainsi : *Coupable , mais excusable* ; ou bien ainsi : *Convaincu du fait , mais non criminel*. Ces modifications pourront être ajoutées au rapport , à la pluralité des deux tiers des voix des jurés.

69. Les jurés du jugement ayant formé leur résultat , en préviendront le grand-juge , et rentreront immédiatement après dans la salle d'audience , où , étant à leurs premières places , debout et découverts , tous les jurés leveront la main , et le premier de la première colonne dira : *Nous furons sur notre conscience et notre honneur , qu'après avoir observé scrupuleusement , dans notre délibération , les règles qui nous étoient prescrites par la loi , nous avons trouvé qu'un tel , accusé de tel fait , n'en étoit pas coupable* , ou bien , *qu'un tel accusé de tel fait , en étoit coupable , mais excusable* ; ou bien enfin , *qu'un tel , accusé de tel fait , en étoit convaincu , mais non criminel*.

70. Le greffier dressera sur-le-champ procès-verbal du rapport des jurés , qu'ils seront tenus de signer , après quoi ils se retireront.

71. La délibération entre le grand-juge et ses assesseurs commencera immédiatement après la retraite des jurés. Si ceux-ci ont rapporté que l'accusé n'étoit pas coupable , le jugement portera que l'accusé est déchargé de l'accusation , sans ajouter rien de plus. Si les jurés ont rapporté coupable , il sera dit que la loi condamne l'accusé à telle peine , et l'article de la loi sera cité , avec les motifs de son application. Il en sera toujours de même lorsque les jurés auront rapporté coupable , mais excusable ; et il sera déterminé dans la suite ce que les juges auront à faire en pareil cas. Enfin , si les jurés ont rapporté convaincu du fait , mais non criminel , l'accusé sera déchargé de l'accusation.

72. Il faut l'unanimité des voix des trois juges pour condamner à la mort ; la loi ne la prononce que dans cette présupposition ; et , en général , son intention est qu'on se réduise à la moindre peine , lorsque les circonstances font naître des doutes sur l'application de la peine la plus rigoureuse.

73. Pour condamner à toute autre peine que la mort , il suffit de la pluralité des voix ; mais si les juges diffèrent absolument d'opinions sur le genre de peines à prononcer , il en sera fait mention dans le jugement , et l'avis le plus doux prévaut.

74. Les jugemens de la cour martiale seront prononcés par le grand-juge en pré-



sence de tout l'auditoire. Avant la levée de l'audience, ils seront signés tant par le grand-juge que par ses deux assesseurs, et par le greffier.

75. Le greffier se transportera immédiatement après à la prison, où il donnera lecture de la sentence aux accusés, qui l'entendront debout et découverts. Le procès-verbal de lecture sera écrit au bas de la sentence, et signé seulement du greffier.

76. Dans tous les cas où l'effet d'un jugement de la Cour martiale n'est pas suspendu par la disposition précise de quelque loi, son exécution ne pourra être empêchée ni retardée sous aucun prétexte, et aura lieu le jour même, s'il y a peine de mort.

77. Le greffier ou tout autre officier public qui pourra être désigné à la suite, assistera et veillera aux exécutions, dont il dressera procès-verbal au bas de la sentence. Il sera très-attentif à ce que la peine ne soit aggravée par aucun accessoire, et que la volonté arbitraire de qui que ce soit ne puisse rien ajouter à la sévérité du jugement.

78. Lorsqu'un accusé n'aura pu être arrêté et constitué prisonnier en conséquence du rapport du juré de l'accusation, le commissaire-auditeur requerra du commandant militaire, qu'il nomme un curateur à l'accusé absent, parmi les militaires de son grade ou de son état; ce que le commandant sera tenu de faire. Le curateur, ainsi nommé, sera tenu de prendre un conseil.

79. La procédure s'instruira avec le curateur, comme elle se fût instruite avec l'accusé en personne; les dires et déclarations des témoins seront insérés tout au long dans le procès-verbal: les juges et les jurés redoubleront d'attention lorsqu'ils auront à prononcer sur le sort d'un homme qui ne se défend pas lui-même.

80. Si l'accusé absent est arrêté, ou s'il se constitue volontairement prisonnier dans le cours de l'instruction, elle sera recommencée avec lui, et tout ce qui aura été fait avec son curateur sera réputé non avenu.

81. Si l'accusé fugitif est condamné à des peines afflictives ou infamantes, la sentence sera exécutée en effigie; néanmoins l'accusé sera toujours admis à faire valoir ses moyens de défense, à sa justification, au cas qu'il soit arrêté ou qu'il se représente volontairement, dans quelque temps que ce soit.

82. Les auteurs et complices d'un délit militaire, encore qu'ils ne soient pas gens de guerre, pourront être poursuivis pardevant la cour martiale, conjointement avec l'homme de guerre accusé d'être le principal auteur du délit; mais dans tout autre cas ils ne pourront être traduits et jugés que dans les tribunaux ordinaires.

83. Lorsque la plainte contre un particulier non militaire sera liée à celle portée contre un militaire, l'instruction aura lieu suivant les règles ci-dessus prescrites, sauf les exceptions qui vont être déterminées.

84. Le jury de l'accusation sera composé de dix-huit personnes, dont neuf seront prises parmi les jurés civils, et à leur défaut parmi les notables habitants du lieu, à la désignation du magistrat civil.

85. Les dix-huit jurés voteront concurremment sur le mérite de la plainte portée, tant contre le militaire accusé que contre son coaccusé non militaire; et pour qu'il y ait lieu à accusation, il faudra la réunion de douze voix contre six.

86. Le jury du jugement sera pareillement composé de dix-huit personnes; et

conséquence, au tableau des jurés militaires, il sera joint une huitième colonne composée de trente-six jurés civils, ou, à leur défaut, d'autant de notables habitans du lieu non militaires, à la désignation du magistrat civil. Cette dernière colonne sera réduite, comme les autres à neuf personnes, par les récusations ou par la voie du sort.

87. Les récusations dans chacune des huit colonnes, se feront alternativement par le militaire accusé et par le coaccusé non militaire, suivant ce qui est prescrit par la seconde partie de l'article 26 du présent décret. S'il y a plusieurs coaccusés non militaires, on observera, à leur égard, les règles prescrites par les articles 25 et 26 du présent décret, par rapport aux coaccusés militaires; en telle sorte, que le droit de récusation appartenant à chaque coaccusé soit pleinement respecté, et que néanmoins le jury du jugement soit réduit à dix-huit personnes, dont neuf de chaque état.

88. Les dix huit jurés du jugement, voteront concurremment pour décharger ou pour condamner, tant les militaires accusés que les coaccusés non militaires, et la réunion des sept neuvièmes des suffrages, faisant quatorze sur dix-huit, sera nécessaire pour prononcer contre chacun des accusés.

89. Les délits militaires qui n'auront pas été dénoncés et poursuivis dans l'espace de dix ans, à compter du jour qu'ils auront été commis, ou dont la poursuite, après avoir été commencée, aura été suspendue pendant le même espace de temps, seront prescrits, et ne pourront plus être l'objet, ni d'aucune plainte, ni d'aucun jugement.

90. En attendant le décret par lequel l'Assemblée nationale se propose de définir les délits militaires, et de déterminer la nature des peines dont ils pourront être punis, les ordonnances actuellement existantes sur cette matière, seront provisoirement suivies et observées en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent décret.

## N<sup>o</sup>. 3.

### DÉCRET de l'Assemblée nationale,

DES 14 et 15 SEPTEMBRE 1790.

#### DISCIPLINE MILITAIRE.

Art. 1. Les punitions à infliger pour les fautes commises contre la discipline, par les officiers de tous grades, sous-officiers et soldats de toutes les armes, pourront être prononcées contre les délinquans d'un grade inférieur, par tous ceux qui seront revêtus d'un grade supérieur au leur, selon ce qui sera prescrit ci-après, à la

charge par eux d'en rendre compte dans les vingt-quatre heures, en observant la hiérarchie des grades militaires, conformément aux dispositions de détails que sa majesté prescrira par ses réglemens militaires.

2. Le commandant du corps, sur le compte qui lui en sera rendu tous les jours, pourra restreindre, infirmer, augmenter les punitions qui auront été prononcées par ceux sous ses ordres; mais il ne pourra pas en cela s'écarter des règles qui seront prescrites ci-après pour la nature ou la durée des punitions.

3. Tout subordonné, de quelque grade qu'il soit, et quelque fondé qu'il puisse se croire à se plaindre, sera tenu de se soumettre aussitôt à l'ordre qu'il recevra, ainsi qu'à la punition de discipline prononcée contre lui, par celui ayant droit de la lui ordonner; mais il lui sera permis, après avoir obéi, de réclamer auprès du conseil de discipline, dont il sera parlé ci-après, et dans les formes qui seront prescrites, la justice qu'il croira lui être due.

4. Les punitions à prononcer pour fait de discipline, seront déterminées, tant pour leur nature, que pour le *maximum* de leur durée, ainsi qu'il suit :

*Pour les soldats de toutes les armes.*

Les corvées de la chambre, celles du quartier, celles de la place, la consigne aux portes de la ville, lorsqu'elles seront libres, la consigne au quartier pour deux mois, la chambre de police pendant un mois, la baignon d'eau pour les ivragnes, jusqu'à la concurrence d'une chopine par jour, et pendant trois jours seulement, à l'heure de la garde montante, soit que l'homme soit détenu ou non, pour plus long-temps à la prison, cachot ou chambre de police.

La prison pendant quinze jours : elle pourra être aggravée par la réduction au pain et à l'eau, pendant trois jours de chaque semaine seulement; le cachot, pendant quatre jours au pain et à l'eau; le piquet pendant trois jours, et une heure chaque jour, mais sans charge de fusil, mousqueton, cuirasse ou manteau. Cette punition pourra être en outre de celle de la prison ou du cachot, où l'homme peut ainsi sera toujours détenu au moins pendant le temps qu'il devra le subir.

*Pour les caporaux ou les brigadiers, ainsi que pour les autres sous-officiers.*

La consigne aux portes de la ville, la consigne au quartier pour deux mois, les arrêts simples dans leur chambre pour un mois; la chambre de police pour le même temps, la prison pendant quinze jours, avec possibilité de réduction, au pain et à l'eau pendant trois jours de chaque semaine seulement.

Le cachot au pain et à l'eau pendant quatre jours.

*Pour les officiers de tous grades.*

Les arrêts simples dans leur chambre, pendant deux mois, recevant ou ne recevant personne, suivant les cas, et suivant l'ordre donné à cet effet. Les arrêts forcés dans la chambre, c'est-à-dire, avec sentinelle, ou autre moyen coercitif pendant un mois; la prison militaire pendant quinze jours.

5. Toutes les punitions dénommées ci-dessus, seront les seules qui pourront être infligées pour fait de discipline, et elles ne pourront être prolongées au-delà du terme fixé pour chacune, que par une décision précise du conseil de discipline, dont il sera parlé ci-après.

6. Seront réputés fautes contre la discipline, et mériteront d'être punis en conséquence, suivant les cas, toutes voies de fait coups, ou mauvais propos d'un supérieur, de quelque grade qu'il puisse être, vis-à-vis de son subordonné, ainsi que toute punition injuste qu'il auroit pu prononcer contre lui;

Tout murmure, mauvais propos ou défaut d'obéissance, pourvu qu'il ne soit pas accompagné d'un refus formellement énoncé d'obéir, de la part d'un subordonné quelconque vis-à-vis de son supérieur, quelque raison qu'il puisse se croire de s'en plaindre;

Les violations des punitions ordonnées. L'ivresse, pour peu qu'elle trouble l'ordre public ou militaire, et pourvu qu'elle ne soit pas accompagnée de désordre;

Tout dérangement de conduite, ou toutes dettes, pourvu qu'elles ne soient pas accompagnées de circonstances crapuleuses ou déshonorantes;

Les querelles, soit entre militaires, soit avec les citoyens ou habitans des villes et campagnes, lorsque ces dernières ne sont pas de nature à être portées devant les juges civils, et pourvu qu'il n'en résulte aucune plaie, et qu'on n'y ait pas fait usage d'armes ou de bâtons.

Les manques aux différens appels, exercices, revues, ou inspections.

Les contraventions aux règles de police ou ordres donnés; enfin, toutes les fautes contre la discipline, le service ou la tenue, provenant de négligence, de paresse ou de mauvaise volonté.

7. Les fautes ci-dessus énoncées seront toujours regardées comme plus graves, lorsqu'elles auront lieu pendant le temps du service ou sous les armes.

8. Le commandant, de quelque grade qu'il soit, qui sera reconnu avoir puni injustement un de ses subordonnés, le sera lui-même, en raison de la punition qu'il auroit ordonnée, ou du degré de son injustice.

9. Tout subordonné qui auroit accusé son supérieur de l'avoir puni injustement, si la plainte n'est pas fondée, sera condamné, s'il y a lieu, à une punition qui sera fixée par le conseil de discipline.

10. Les punitions de la consigne au quartier, des chambres de police des soldats, des arrêts simples dans la chambre, ne dispenseront pas les officiers, sous-officiers et autres qui y seront condamnés, de faire le service de la place et d'assister à tous les exercices du régiment, à charge par eux de reprendre leurs punitions, ou d'y être reconduits après la fin de leur service ou des exercices. La prison et le cachot, ainsi que les arrêts forcés pour les officiers, les chambres de police pour les officiers, les suspendront seuls des fonctions et du service de leurs grades, et les mettront seuls dans le cas de remettre leurs armes à ceux qui leur auront porté l'ordre de s'y rendre.

11. Les chambres de police où seront détenus les sous-officiers, seront toujours séparées de celles destinées aux soldats.

12. Les salles de discipline destinées aux sous-officiers, ainsi que celles des soldats, seront toujours garnies de fournitures comme les chambres des casernes, et ceux qui y seront détenus, vivront comme dans les chambrées, par les soins de leurs compagnies.

13. Les hommes détenus dans les prisons ou cachots, recevront de même l'ordinaire de leurs compagnies, et lorsqu'ils devront être au pain et à l'eau, il leur sera fourni ces jours-là une double ration de pain; le surplus de la portion de leur prêt destinée à l'ordinaire, seulement après l'acquiescement de la double ration de pain, appartiendra à leur compagnie en bonification d'ordinaire, comme indemnité de toute espèce de service fait pour eux.

14. Le conseil de discipline chargé, conformément à l'article 5 ci-dessus, de prononcer sur la prolongation des punitions au-delà du terme déterminé pour chacune d'elles, ou de recevoir les plaintes que des subordonnés pourroient avoir à porter contre leurs chefs, sera composé de trois officiers supérieurs, des trois premiers capitaines et du premier lieutenant du régiment. Ceux qui manqueroient seront remplacés par un pareil nombre du grade inférieur, ou de ceux qui les suivroient dans leurs colonnes. Ce conseil s'assemblera par ordre du commandant du corps toutes les fois qu'il sera nécessaire, et celui-ci ne pourra en refuser la convocation dans les vingt-quatre heures, lorsqu'il en sera requis, en raison d'une plainte qui pourroit lui être adressée.

15. Lorsque la plainte d'un subordonné portera contre un des officiers supérieurs du régiment, la plainte sera remise au commandant de la place, s'il y en a, ou sinon adressée au commandant de la division, lequel sera tenu de convoquer aussitôt un conseil de discipline, composé des sept plus anciens officiers du grade le plus élevé de la division, et étrangers au corps, autant qu'il sera possible.

16. Tout subordonné qui voudra porter plainte au conseil de discipline contre un de ses chefs, sera tenu de la donner par écrit, motivée dans ses différentes circonstances, de la signer, s'il sait écrire, et de la remettre ainsi au commandant du régiment.

17. Celui qui portera plainte, ainsi que celui contre lequel elle sera dirigée, seront entendus au conseil de discipline, et pourront, l'un et l'autre à leur volonté, choisir un défenseur dans l'intérieur même du régiment pour exposer leurs raisons.

18. Si le droit de l'ancienneté appelle au conseil de discipline un des officiers contre lequel la plainte auroit lieu, il sera tenu de s'en retirer, et il sera remplacé par celui qui le suivra dans la colonne.

19. Pour donner aux décisions de ce conseil de discipline toute la publicité nécessaire, il sera toujours tenu publiquement, et portes ouvertes; ceux qui y assisteront seront sans armes, debout, découverts, et en silence.

## N°. 4.

### DÉCRET de l'Assemblée nationale,

DU 28 AOUT 1791.

Art. 1. Lorsqu'une troupe sera en état de révolte, les moyens donnés par la loi seront incessamment mis en usage pour la faire cesser et parvenir au jugement des coupables.

2. Il sera tiré, par l'ordre du commandant en chef, un coup de canon pour avertir que l'ordre est troublé, et si dans le lieu il n'y a pas de canon, il sera fait une salve de mousqueterie; et ce signal sera répété de quart d'heure en quart d'heure, jusqu'à ce que l'ordre soit rétabli.

3. Les troupes réglées qui se trouveront dans le lieu où la révolte est déclarée, seront mises sous les armes; et en cas d'insuffisance, les officiers qui commanderont dans les divisions, feront marcher de proche en proche d'autres troupes réglées.

4. Les officiers municipaux du lieu seront incontinent avertis, et ils seront tenus aussitôt, à peine de forfaiture, de requérir la gendarmerie et les gardes nationales, lesquelles de même seront réunies et armées; et en cas d'insuffisance, d'appeler en aide les municipalités voisines.

5. La force suffisante étant rassemblée, il sera fait au-devant des casernes, s'il y en a, au devant de l'hôtel commun de ville, et sur la place d'armes, une proclamation en ces termes : *Avis est donné que la force publique va être déployée pour le soutien de la loi militaire : il est enjoint aux soldats révoltés de déposer leurs armes et de rentrer dans l'obéissance, à peine d'être traités comme ennemis publics*; et le lieu où ils devront se rendre sans armes, s'ils rentrent dans l'obéissance, leur sera indiqué par la proclamation.

6. Cette proclamation sera annoncée au bruit des tambours et autres instrumens militaires; elle sera faite par un commissaire des guerres, s'il y en a dans le lieu, ou par un officier que le commandant en chef commettra : elle aura lieu trois fois, de quart d'heure en quart d'heure, sur la place d'armes.

7. Si la troupe révoltée étoit réunie en pleine campagne, la proclamation seroit faite seulement en sa présence, trois fois, de quart d'heure en quart d'heure. Si elle étoit renfermée dans une ville ou dans une citadelle, et en possession des portes, la proclamation seroit faite à chaque porte, et trois fois de quart d'heure en quart d'heure à la dernière porte; et elle contiendrait l'invitation aux citoyens de se retirer dans leurs maisons.

8. Ceux qui, avant la seconde proclamation, rentreront dans l'obéissance, et se rendront sans armes au lieu qui leur aura été indiqué, subiront telle punition de discipline que les supérieurs trouveront bon d'ordonner. Ceux qui, après la seconde proclamation, mais avant l'emploi de la force, rentreront dans l'obéissance et se rendront sans armes au lieu indiqué, seront condamnés, les simples soldats, à un an d'arrestation; les officiers, sous officiers, à deux ans d'arrestation; et de plus cassés, à moins qu'ils ne soient convaincus d'avoir suscité, conseillé ou provoqué la révolte, auquel cas ils seront condamnés, les simples soldats à cinq ans de chaînes, et les officiers et sous-officiers à dix ans.

9. Après la dernière proclamation et même plutôt, si quelque agression est commise de la part des révoltés, le commandant disposera de la force rassemblée, ordonnera de faire feu, et prendra toutes les mesures qu'il jugera nécessaire pour soumettre la troupe révoltée.

10. Ceux qui auront attendu l'emploi de la force, et n'y auront pas succombé, seront punis; savoir, les officiers et sous-officiers, de mort, et les simples soldats, de vingt ans de chaînes.

11. Le commissaire des guerres, s'il y en a, ou l'officier commis par le commandant, l'un ou l'autre assisté de deux autres officiers de même commis, dressera procès-verbal successivement et à mesure, de tout ce qui se passera.

12. La troupe révoltée étant soumise, la cour martiale sera incontinent formée; le procès-verbal énoncé dans l'article précédent tiendra lieu de toutes déclarations du fait, sans l'intervention du jury, à l'égard de ceux qui auront été saisis par l'emploi de la force, et leur jugement sera prononcé et exécuté sans plus amples formes.

13. A l'égard de ceux qui étant rentrés dans l'obéissance, et ayant déposé leurs armes avant l'emploi de la force, auront néanmoins encouru la peine portée en l'article 8, il sera procédé contre eux dans les formes ordinaires; mais pour former le jury, le nombre

d'hommes nécessaires sera pris dans les autres corps de troupes réglées, et à défaut par les citoyens non soldats.

14. Dès que la Cour martiale sera formée, il sera fait une proclamation solennelle en ces termes : *Avis est donné, que la force est restée à la loi, et que tout rentre dans l'ordre accoutumé.* Le commandant en chef ordonnera aux gardes nationales de se retirer, et les troupes réglées seront envoyées à leurs postes.

---

## N<sup>o</sup>. 5.

Loi du 19 octobre 1791.

---

# CODE MILITAIRE.

---

## TITRE PREMIER.

### *De la Juridiction militaire.*

Art. 1. Les délits militaires consistent dans la violation, définie par la loi, du devoir militaire ; et la loi détermine les peines qui doivent y être appliquées.

2. Aucun fait ne peut être imputé à délit militaire, s'il n'est déclaré tel par la loi.

3. Nul n'est exempt de la loi commune et de la juridiction des tribunaux, sous prétexte du service militaire ; et tout délit qui n'attaque pas immédiatement le devoir ou la discipline, ou la subordination militaire, est un délit commun, dont la connoissance appartient aux juges ordinaires, et pour raison duquel le prévenu, soldat, sous-officier ou officier, ne peut être traduit que devant eux.

4. Nul délit n'est militaire s'il n'a été commis par un individu qui fait partie de l'armée : tout autre individu ne peut jamais être traduit, comme prévenu, devant les juges délégués par la loi militaire.

5. Si parmi deux ou plusieurs prévenus du même délit, il y a un ou plusieurs militaires, et un ou plusieurs individus non militaires, la connoissance en appartient aux juges ordinaires.



6. Si dans le même fait il y a complication de délit commun et de délit militaire, c'est aux juges ordinaires d'en prendre connoissance.

7. Si, pour raison de deux faits, la même personne est dans le même temps prévenue d'un délit commun et d'un délit militaire, la poursuite en est portée devant les juges ordinaires.

8. Lorsque les juges ordinaires connoissent en même temps, par la préférence qui leur est accordée, d'un délit commun et d'un délit militaire, ils appliqueront les peines de l'un et de l'autre si elles sont compatibles, et la plus grave si elles sont incompatibles.

9. Le condamné a droit de demander la cassation du jugement, et le commissaire-auditeur a le même droit ; mais la signification doit en être faite dans les trois jours qui suivent la lecture du jugement dont on lui donnera copie, s'il la demande ; et, dans les trois jours suivans, la procédure et le jugement doivent être envoyés au greffe du tribunal de cassation, pour en prendre connoissance dans la forme et les délais prescrits à l'égard des jugemens criminels en général.

10. En cas de prévarication de la part des juges, l'accusé a le droit de les prendre à partie, et de les citer au tribunal de cassation.

11. Tout général en chef pourra, à la guerre, faire un règlement pour le maintien du bon ordre dans son armée ; et ce règlement aura force de loi pendant la durée du commandement de ce général.

12. Les ordres de circonstance que donnera à la guerre un commandant en premier d'une troupe ou d'un corps détaché, auront force de loi pendant la durée de son commandement.

13. Les peines attachées aux délits prévus par le règlement du général en chef ou les ordres de circonstance du commandant en premier, ne pourront être appliquées que conformément à la loi, si elles s'étendent sur la vie, ou sur l'honneur, ou sur l'état du prévenu, mais sans recours à la cour de cassation.

14. On sera censé être en état de guerre, pour l'exercice de l'autorité accordée aux généraux en chef, aux commandans en premier, et pour l'application des peines, à raison du temps de guerre, après que la proclamation en aura été faite aux troupes ; et en temps de paix, tout rassemblement de troupes campées, ou cantonnées pour former un camp, sera censé être en état de guerre.

15. Il n'est pas dérogé, par les articles du présent décret, à l'article 3 de la loi du 22 septembre 1790, concernant la compétence des tribunaux militaires à l'égard des personnes qui suivent l'armée.

16. Par la dénomination de *militaire*, la loi entend tous les individus qui composent l'armée, sans aucune distinction de grade, de métier ou de profession.

## TITRE II.

*Des Délits et Peines.*

Art. 1. Tout soldat, tout sous-officier, tout officier qui, en cas d'alerte, d'appel ou de la générale, ne sera pas rendu à son poste au moment où la troupe prend les armes, pourra être puni d'une punition de discipline par le commandant de la troupe dont il fait partie, ou être soumis au jury d'accusation. Si le jury d'accusation trouve que les circonstances atténuent le délit; la punition en appartiendra au commandant de la troupe dont il fait partie; et s'il est soumis au jury de jugement, et déclaré coupable et non excusable, la peine est, en temps de guerre, d'être chassé du service.

2. Le militaire qui, à la guerre, ne se sera pas rendu à son poste, ou qui aura abandonné son poste pour songer à sa propre sûreté, sera puni de mort.

3. Le militaire qui, dans une place prise d'assaut, quittera son poste pour se livrer au pillage, sera puni de la peine exprimée par la proclamation du général qui aura commandé l'assaut.

4. Tout soldat trouvé endormi en faction ou en vedette sera puni d'une punition de discipline par le commandant de la troupe dont il fera partie, à moins que des circonstances aggravantes ne déterminent le commissaire-auditeur à le traduire devant la cour martiale.

Dans le cas où le prévenu serait traduit devant la cour martiale, et déclaré coupable, la peine est, en temps de paix de trois mois de prison, et, en temps de guerre, d'être puni de mort.

5. Tout commandant d'un poste, tout sergent d'un poste, ainsi que la sentinelle, qui sera convaincu d'avoir transmis de fausses consignes à la place de celles qu'il avoit reçues, sera puni de mort.

6. Le commandant d'une patrouille qui sera convaincu d'avoir perfidement caché au commandant de son poste les découvertes qu'il aura faites, sera puni de mort.

7. Le commandant d'un poste qui tairait perfidement à celui qui le relève les découvertes essentielles qu'il aura faites, soit par lui-même, soit par ses patrouilles, soit par toutes autres personnes, relativement à la défense du poste, sera puni de mort.

8. Le commandant d'un poste qui aura cru devoir s'écarter de sa consigne, en sera responsable au commandant de la troupe dont il fait partie; et si, traduit à la cour martiale, il est déclaré coupable, il sera puni de mort.

9. Un soldat en sentinelle ou en vedette, qui aura manqué à sa consigne, sera puni d'une punition de discipline par le commandant de la troupe dont il fait partie, à moins que des circonstances aggravantes ne déterminent le commissaire auditeur à le traduire à la cour martiale; et s'il est traduit à la cour martiale, et déclaré coupable, la peine est d'être puni de mort.

10. Tout soldat, sous-officier et officier qui aura quitté son poste sans la per-

mission de son commandant, sera puni d'une punition de discipline par le commandant de la troupe dont il fait partie, à moins que des circonstances aggravantes ne déterminent le commissaire-auditeur à le traduire à la cour martiale; et s'il est traduit à la cour martiale, et déclaré coupable, la peine est d'être puni de mort.

11. Tout soldat, sous-officier ou officier, convaincu d'avoir communiqué le secret du poste, ou le mot d'ordre, à quelqu'un qui n'en devoit pas avoir connoissance, sera puni de mort.

12. Tout militaire convaincu d'avoir insulté une sentinelle, de propos ou de gestes, la peine est, contre le simple soldat, d'un mois d'arrestation, de six semaines contre le sous-officier, et de trois mois contre l'officier.

Si l'insulte avoit été faite avec une arme quelconque, ou si elle consistoit en voies de fait, et que la sentinelle ne l'eût point tué, le délinquant sera puni de mort.

13. Tout militaire convaincu d'entretenir une correspondance dans l'armée ennemie, sans la permission par écrit du commandant de la troupe dont il fait partie, sera puni par ledit commandant d'une punition de discipline; et si la correspondance est une trahison, il sera puni de mort.

14. Tout militaire qui aura passé les postes avancés de l'armée, ou qui sera sorti d'une place assiégée sans la permission du commandant de la troupe dont il fait partie, sera puni conformément au règlement du général de l'armée ou du commandant de la place.

15. Tout militaire convaincu d'avoir été en marande, sera puni conformément au règlement du général de l'armée.

16. Tout subordonné qui ne s'est pas conformé sur-le-champ à un ordre de son supérieur, relatif au service militaire, sera, en temps de paix, puni de six mois de prison; et, en temps de guerre, toute désobéissance formelle sera punie de mort.

17. Si un subordonné est convaincu d'avoir menacé son supérieur de la parole ou du geste, la peine est d'un an de fers contre le soldat, de deux ans contre le sous-officier, et de deux ans de prison contre l'officier.

Si la menace a été accompagnée de quelque mouvement d'armes, la peine est, contre le soldat, de deux ans de fers, contre le sous-officier, de quatre ans, et contre l'officier d'être cassé, et de quatre ans de prison.

18. Si un subordonné est convaincu d'avoir frappé son supérieur, la peine est, contre le coupable, d'être puni de mort.

19. S'il y a révolte contre les supérieurs, la peine de la désobéissance combinée est, à l'égard de ceux qui l'ont suscitée, d'être punis de mort; et ceux qui l'ont partagée, d'être condamnés à dix de fers.

20. Si la désobéissance combinée consiste en résistance d'inertie, la peine contre les moteurs de cette révolte est de cinq ans de fers; et contre ceux qui ne se seront pas rendus à la troisième sommation du commandant, la peine est de deux ans de fers.

21. En cas d'attroupement, les supérieurs commanderont qu'on se sépare et que chacun se retire; et s'ils ne sont pas sur-le-champ obéis, ils nommeront ou désigneront ceux qu'ils jugeront être les auteurs de l'attroupement; et si les désignés ne rentrent pas.

aussitôt dans le devoir, ils seront dès-lors déclarés chefs de révolte, et subiront la peine énoncée dans l'article 19.

Si le rassemblement n'est pas dissous par le commandement fait au nom de la loi, les supérieurs sont autorisés à employer tels moyens de force qu'ils jugeront bons, sans préjudice des peines portées, et sans que les supérieurs puissent jamais être ni recherchés ni inquiétés pour raisons des moyens qu'ils auront employés pour que force demeure à la loi.

22. Dans le cas de la peine de prison par jugement de la cour martiale, le temps entier de la peine est distrait de celui du service.

23. Celui qui volera l'argent de l'ordinaire de ses camarades, celui qui vendra ou qui mettra en gage, en tout ou en partie, ses armes ou son habillement, ou son fourniment, sera puni de deux ans de fers.

24. Celui qui aura déserté en temps de paix, et n'étant pas de service, sera puni de trois mois de prison; s'il étoit de service, de six mois de prison; et s'il a déserté étant de faction, il sera condamné aux fers pour le temps qu'il aura encore à servir.

25. Celui qui aura déserté en temps de guerre, n'étant point de service, sera condamné à dix ans de fers; s'il étoit de service, à vingt ans de fers; et s'il étoit en faction lors de sa désertion, il sera puni de mort.

Et, dans tous les temps et tous les cas, celui qui sera convaincu d'être auteur d'un complot de désertion, sera puni de mort.

26. La loi accorde au militaire qui aura déserté, n'étant pas de service, et en temps de paix seulement, huit jours de repentir, pendant lesquels il peut revenir à ses drapeaux, ou prouver, par une déclaration authentique, que son intention est d'y revenir, et, en ce cas, la peine ne sera que d'une prison d'autant de jours qu'il en aura été absent; mais, s'il est arrêté pendant lesdits huit jours de repentir, il sera considéré et puni comme déserteur.

27. La peine d'être chassé emporte la dégradation civique; et l'expédition du jugement tiendra lieu de congé absolu à celui qui aura été chassé.

28. Le roi sera prié de donner tous réglemens nécessaires pour l'exécution du présent décret, qui aura force de loi dans nos colonies comme en Europe.

29. Le jury d'accusation s'assemblera toujours dans le lieu où le délit aura été commis; lorsqu'il n'y aura point d'emplacement, dans ce cas, il s'assemblera dans le chef-lieu de la cour martiale.

Le jury du jugement et la cour martiale s'assembleront toujours dans le chef-lieu de la cour martiale.

30. Dans le cas des articles 22 et 25 des décrets du 22 septembre 1790, le nombre des jurés, soit d'accusation, soit de jugement, ne sera point augmenté en raison des coaccusés qui excéderont le nombre de six.

31. Les membres de la gendarmerie nationale prévenus de délits, seront justiciables des tribunaux ordinaires; mais si le tribunal ordinaire décide que le délit dont le jugement lui est déféré est purement militaire, l'accusé sera renvoyé devant la cour martiale.

32. Dans ce cas, les jurés seront pris sur un tableau particulier, formé des seuls officiers, sous-officiers et cavaliers de la gendarmerie nationale.

N<sup>o</sup>. 6.

## DÉCRET de l'Assemblée nationale,

DES 11 et 12 MAI 1792.

## TITRE PREMIER.

*Des Tribunaux militaires à l'armée.*

Art. 1. Tous délits militaires ou communs, commis à l'armée pendant la guerre par les individus qui la composent, sans distinction de grade, de métier ou de profession, seront jugés par des cours martiales, ou par la police correctionnelle militaire, suivant la gravité du délit, conformément aux dispositions suivantes.

2. Tout prévenu d'un délit militaire ou d'un délit commun, dont la peine, s'il est trouvé coupable par le jury, doit être la privation de la vie ou de son état, sera traduit devant la cour martiale.

3. Tout prévenu d'un délit, ou d'une faute excédant celles de pure discipline, dont la connoissance est réservée par les lois militaires au conseil de discipline, et dont la punition ne devra être ni la privation de la vie ni celle de son état, sera traduit devant le tribunal de police correctionnelle militaire.

4. A l'armée, les cours martiales et les tribunaux de police correctionnelle militaire appliqueront aux délits militaires les peines énoncées dans le Code pénal militaire, ainsi que dans les réglemens que les généraux et commandans en chef sont autorisés à faire par l'article 11 de la loi du 19 octobre; les cours martiales et les tribunaux de police correctionnelle militaire appliqueront aux délits civils les peines énoncées dans les lois pénales ordinaires.

## TITRE II.

*Des Cours martiales.*

Art. 1. Conformément à ce qui est prescrit par l'article 7 de la loi du 29 octobre 1790, il sera établi dans chaque armée le nombre de cours martiales que le général d'armée aura jugé nécessaire.

2. La juridiction de chacune des cours martiales, dans la même armée, s'étendra, dans le royaume et hors du royaume, sur tous les militaires attachés à cette armée, et sur toutes les personnes attachées à son service ou qui la suivent.

3. Le siège habituel de chacune de ces cours sera déterminé par le général; en

sorte que , de chacun des points qu'occupera l'armée , on puisse promptement recourir à l'une d'elles. Cependant il sera libre au grand-juge d'ordonner le transport de la cour martiale hors du lieu où elle siège habituellement, toutes les fois que cette mesure pourra contribuer à la sûreté des prisonniers, à la prompte expédition des affaires, ou pour toute autre considération importante.

Les cours martiales à l'armée pourront tenir leurs séances partout, et même en plein air.

4. Les prévenus de délits qui devront être jugés par les cours martiales, seront traduits devant la plus prochaine, sur la plainte du commissaire-auditeur qui en aura été le plutôt averti, soit par une dénonciation expresse ou par la clameur publique, ou de toute autre manière.

5. La formation du tableau des jurés, établie par la loi du 29 octobre 1790, ne sera pas obligatoire à l'armée.

Le service de ces deux jurés sera rempli alternativement par tous les individus qui composent ou suivent les armées, sans qu'aucune raison puisse les en dispenser, de quelque arme, de quelque grade, de quelque profession qu'ils soient, soit qu'ils servent en corps ou par détachement, ou même hors de ligne.

On sera appelé pour le service des jurés, par le commandant militaire de la division. Lorsqu'il n'y aura qu'un seul régiment dans le lieu où les deux jurés devront être convoqués, le régiment fournira les jurés nécessaires, en prenant les plus anciens officiers, sous-officiers et soldats qui seront soumis à cet égard à un tour de service, et en suivant l'ordre des colonnes.

Lorsqu'il y aura deux régimens dans le lieu de la convocation, il sera nommé des jurés sur la totalité des deux régimens. Lorsqu'il y en aura trois, il en sera de même, jusques et compris le nombre de quatre régimens, nombre auquel on s'arrêtera, quel que soit celui des troupes comprises dans la même division; mais quand les quatre premiers régimens auront satisfait à cette obligation, on recommencera à nommer des jurés dans les régimens qui suivront.

Les officiers des états-majors des armées, les officiers et sous-officiers pris dans les détachemens envoyés aux armées, quelle que soit leur arme, seront, dans toute circonstance, nommés par l'officier qui se trouvera commander, en les prenant chacun à leur tour dans la colonne de leur grade.

Nul ne sera appelé pour les jurés, s'il n'a les qualités requises par l'article 19 de la loi du 29 octobre 1790.

6. Lorsque les prévenus seront militaires, quels que soient leur nombre et leur grade, le jury d'accusation sera formé par des militaires, à raison d'un par chacune des sept premières colonnes, et de deux du grade du prévenu. Lorsque les prévenus seront des personnes attachées au service de l'armée, ou étant à sa suite, quel que soit leur nombre, le jury d'accusation sera composé de neuf personnes, à raison d'une par chacune des sept colonnes militaires, et de deux prises à tour de rôle parmi les personnes du même état que l'accusé. Il en sera de même lorsque, dans le nombre des prévenus, il y aura des militaires et des personnes non militaires. Dans tous les cas, la majorité absolue entre les jurés d'accusation fixera leur détermination, ainsi qu'il est prescrit par l'article 41 de la loi du 29 octobre 1790.

7. Lorsque les accusés seront militaires, quels que soient leur nombre et leur grade, le jury du jugement sera formé d'après l'article 23 de la loi du 29 octobre. Lorsque les accusés seront des personnes attachées au service de l'armée, ou étant à sa suite, quel que soit leur nombre, il sera présenté pour le jury de jugement vingt-huit militaires, à raison de quatre par colonne, et huit personnes prises à tour de rôle, parmi celles attachées au service de l'armée ou étant à sa suite; ce qui donne le nombre de trente-six, qui, au moyen des récusations, se réduit à neuf, dont deux de l'état de l'accusé attaché à l'armée. Il en sera de même, lorsque, dans le nombre des accusés, quel qu'il soit, il y aura des militaires et des personnes non militaires. Dans tous les cas, les récusations seront proposées sur chacune des sept

colonnes, pour les réduire successivement au quart, conformément à ce qui est prescrit par l'article 24 de la loi du 29 octobre 1790; et s'il y a plusieurs accusés, les récusations seront proposées alternativement par chacun d'eux, à commencer par le plus jeune, ainsi qu'il est prescrit par la deuxième partie de l'article 26 de la loi du 29 octobre 1790.

### TITRE III.

#### *Des Juges de paix et de la Police correctionnelle militaire.*

Art. 1. Les commissaires-auditeurs qui, dans les cours martiales, resteront toujours chargés de la poursuite de tous les délits militaires, rempliront encore, dans les camps et les armées, les fonctions de juge de paix envers les gens de guerre et autres attachés à leur service, ou qui sont à leur suite.

2. Ils jugeront toutes les contestations qui pourront naître, d'après les principes de la police correctionnelle civile; ils jugeront aussi tous les délits qui n'emporteront pas la peine de la privation de la vie et de l'état des personnes: ils seront, en conséquence, assistés dans leurs jugemens par deux commissaires ordinaires des guerres, et, à leur défaut, par les deux capitaines qui, sur l'état de service, se trouveront être rentrés les derniers au camp.

3. Les jugemens des tribunaux de police correctionnelle militaire, non plus que ceux des cours martiales, ne seront sujets ni à l'appel ni à la cassation.

4. Les généraux d'armée, dans les réglemens que la loi les autorise à proclamer pendant la durée de la guerre, y classeront tous les objets qui doivent être soumis à la police correctionnelle, et jugés par les commissaires-auditeurs.

5. Le pouvoir exécutif fera publier une instruction détaillée, tant sur le service des cours martiales que sur le tribunal de police correctionnelle militaire dans les armées. Ce règlement, uniquement relatif au service en campagne, devra être conforme aux bases établies par le présent décret, et aux lois antérieures, tant sur la compétence des tribunaux militaires que dans le Code pénal, pour tout ce qui ne se trouve pas expressément abrogé.

### N<sup>o</sup>. 7.

#### *DÉCRET de l'Assemblée nationale,*

DU 17 MAI 1792.

Art. 1. Tout militaire, de quelque grade qu'il soit, qui se sera absenté de son camp, de sa garnison, de son quartier, sans congé, ordre ou démission acceptée, comme il sera dit ci-après, sera réputé déserteur.

2. Tout militaire, de quelque grade qu'il soit, déserteur à l'ennemi, sera puni de mort.

3. Tout militaire, de quelque grade qu'il soit, déserteur n'allant pas à l'ennemi, sera puni de la peine des fers; savoir, le soldat pour dix ans, le sous-officier pour quinze ans, et l'officier pour vingt ans.

4. Sera réputé déserteur à l'ennemi, tout militaire, de quelque grade qu'il soit, qui aura passé, sans en avoir reçu l'ordre, les limites fixées par le commandant du corps de troupes dont il fait partie.

5. Les congés dont devra être porteur tout militaire, de quelque grade qu'il soit, pour s'absenter de son camp, sa garnison ou son quartier, seront signés, pour les soldats et sous-officiers, par le commandant de leurs compaguies et par le commandant du corps; pour les officiers d'un corps, de quelque grade qu'ils soient, par le commandant du corps et par le chef de la division; pour les chefs des corps et officiers-généraux, par le général de l'armée dont ils font partie. Lesdits congés continueront à être visés par les commissaires des guerres.

6. Tout chef de complot de désertion, quand même le complot ne se seroit pas exécuté, sera puni de mort.

7. Lorsque des militaires de différens grades auront déserté ensemble, ou en auront formé le complot, le plus élevé en grade, ou à grade égal, le plus ancien de service sera présumé chef du complot.

8. Tout complice qui découvrira un complot de désertion, ne pourra être poursuivi ni puni à raison du crime qu'il aura découvert.

9. Les généraux détermineront, suivant les circonstances, les récompenses à accorder à ceux qui ramèneraient des déserteurs échappés à la surveillance des postes avancés.

10. Les officiers, de quelque grade qu'ils soient, qui donneront leur démission, ne pourront pas quitter les emplois qu'ils occupent dans l'armée, avant que cette démission ait été annoncée à l'ordre du camp, de la garnison ou du quartier, suivant ce qui sera dit ci-après.

Ceux qui s'absentent avant cette formalité, seront réputés déserteurs, et punis comme tels, suivant les cas prévus par les articles précédens.

11. La démission d'un officier, de quelque grade qu'il soit, sera toujours remise au commandant du camp, de la garnison du quartier, qui sera tenu de la faire publier à l'ordre le lendemain.

12. Les officiers démissionnaires, même après la publication à l'ordre mentionnée en l'article précédent, n'en devront pas moins être porteurs d'un congé militaire, pour se rendre aux lieux qu'ils se proposent d'habiter.

Ce congé fera mention de la démission.

13. Lesdits congés ne seront délivrés que lorsque les officiers démissionnaires auront remis tous les effets militaires, ainsi que les gratifications en avance qu'ils auroient touchées pour la campagne, sous peine de responsabilité réelle et pécuniaire contre les supérieurs signataires des congés.

14. Tout officier qui, après la publication du présent décret, et pendant la guerre, donnera sa démission sans cause légitime jugée pour les officiers des corps par les conseils d'administration,



et pour les autres officiers par les cours martiales, ne pourra plus à l'avenir occuper aucun grade dans l'armée, ni obtenir aucun traitement ou pension à raison de ses services militaires.

15. Dans les premiers jours de chaque mois, le pouvoir exécutif fera publier une liste de tous les militaires, de quelque grade qu'ils soient, qui auront déserté dans le mois précédent : elle contiendra, outre les noms des déserteurs, leur signallement, la désignation de leur grade, et le lieu de leur naissance; elle sera adressée à l'Assemblée nationale, et aux procureurs-généraux syndics de tous les départemens.

16. Le pouvoir exécutif adressera dans quinze jours, à l'Assemblée nationale et aux départemens, une liste de tous les officiers qui ont quitté leurs emplois sans démission, depuis la loi de l'amnistie.

---

## N<sup>o</sup>. 8.

### DÉCRET de la Convention nationale,

DU 28 MARS 1793,

*Qui détermine les mesures à prendre pour assurer le recrutement et les approvisionnemens des armées, et pour prévenir et punir la désertion et la vente des armes par les soldats et volontaires.*

Art. 1. Les communes accéléreront le recrutement le plus qu'il sera possible; elles feront connoître à chacun des citoyens inscrits pour marcher, leur destination, aux termes des articles 21 et suivans du titre premier du décret du 24 février dernier, sur le recrutement de l'armée, et de l'instruction adressée par le ministre de la guerre aux administrations de département. Aussitôt que lesdits citoyens seront arrivés à leur destination, ils feront passer à leur municipalité un certificat signé du commissaire des guerres, pour constater qu'ils se sont rendus à leur poste. Les communes ne seront déchargées de leur contingent, qu'en rapportant lesdits certificats.

2. Tout citoyen inscrit pour le recrutement, qui ne se rendroit pas directement à l'armée dans laquelle il doit entrer, ou qui, hors le cas d'un empêchement légitime, ne s'y rendroit pas au jour qui lui a été prescrit, qui rentreroit dans son domicile après l'avoir quitté pour partir, et avant le temps déterminé par la loi, sera sujet aux peines portées par le décret du 30 septembre 1791, contre les soldats des troupes de ligne qui abandonnent leurs drapeaux.

3. Les municipalités dans lesquelles lesdits citoyens rentreroient,

ou dans le territoire desquelles viendrait résider un militaire de quelque grade que ce soit, qui auroit abandonné son drapeau sans congé, seront tenues de les dénoncer sur-le-champ au ministre de la guerre, pour qu'ils soient poursuivis et punis suivant la rigueur des lois.

Les municipalités qui les auroient recelés et cachés, seront tenues de fournir à leurs frais, autant de volontaires qu'elles laisseroient habiter dans leur territoire de citoyens qui auroient refusé d'aller rejoindre leurs drapeaux, ou qui les auroient abandonnés.

4. La gendarmerie est mise en état de réquisition permanente, à l'effet de former des patrouilles sur les routes et chemins qui conduisent aux armées. Elle arrêtera tout militaire qui reviendrait de l'armée sans congé, ou qui se détournerait de la route qui lui a été donnée pour se rendre à l'armée; elle le constituera prisonnier, le renverra de brigade en brigade à son bataillon, pour que son procès lui soit fait.

5. Il est défendu à tout soldat de vendre ses armes ou son équipement, et à toute personne de les acheter. Les armes et équipements achetés en contravention à la loi, seront confisqués et portés aux arsenaux ou autres dépôts d'armes, pour être distribués aux troupes de la république. Le vendeur sera renvoyé à la police correctionnelle, pour être puni de la peine d'emprisonnement, aux termes du code de la police. Les acheteurs, entremetteurs et complices desdits achats y seront pareillement renvoyés, pour être punis par une amende qui ne pourra excéder 3,000 livres, outre la peine de l'emprisonnement, aux termes du code de la police.

6. Les ouvriers employés à la fabrication des armes et autres objets nécessaires à la défense de la république, n'ayant pas dû être compris dans le recrutement, les chefs des ateliers employés pour le service de la république, enverront au ministre de la guerre un état de ceux de leurs ouvriers qui étant employés depuis plus de six mois, auroient été compris dans le recrutement, et seroient partis pour l'armée. Le ministre de la guerre enverra ces états aux états-majors des armées, qui feront rechercher lesdits ouvriers, et les renverront à leurs ateliers, pour y continuer leurs travaux.

7. Dans le cas où les chefs d'ateliers et de manufactures auroient compris dans les états qu'ils remettent au ministre de la guerre des personnes qu'ils n'emploient pas réellement et utilement depuis six mois, ils seront condamnés à fournir, équiper et entretenir à leurs frais un volontaire pour la durée de la campagne, sans préjudice du service personnel que devra faire le citoyen qui aura été compris mal-à-propos dans l'état, et qui sera obligé de retourner à l'armée.

8. Les décrets précédemment rendus, notamment celui du 9 mars dernier, pour mettre à la disposition de la nation les chevaux qui

ne servent point à l'agriculture, au commerce ou à des besoins d'une nécessité reconnue, seront exécutés ; mais en y ajoutant : la Convention nationale décrète que lesdits chevaux seront retirés de fait par les administrateurs de district, et à Paris par la municipalité, pour servir, soit à l'artillerie, soit à la cavalerie, ainsi que toutes les provisions de fourrage et avoine qui auroient été faites pour leur nourriture.

9. Les chevaux, fourrages et avoine qui seront pris aux termes de l'article précédent, pour le service de la république, seront payés aux propriétaires, sur estimation faite à dire d'experts, en bons à valoir sur les contributions que peuvent ou pourront devoir lesdits propriétaires. Les receveurs d'impositions et de district recevront lesdits bons de la part de ceux auxquels ils auront été délivrés, et ils leur donneront quittance d'autant sur leurs contributions foncière et mobilière.

---

## N<sup>o</sup>. 9.

### DÉCRET de la Convention nationale,

DU 4 AVRIL 1793.

*Qui met en liberté les Militaires détenus aux galères pour désertion antérieure à la déclaration de guerre.*

La Convention nationale décrète que les militaires détenus aux galères pour désertion antérieure à la déclaration de guerre faite le 20 avril 1792, seront mis sur-le-champ en liberté ; abolit tout jugement rendu contre eux ; fait défenses de faire aucune poursuite contre ceux qui se sont rendus coupables du même délit avant ladite époque, et qui ne sont pas sortis du territoire de la république.

N<sup>o</sup>. 10.

## DÉCRET de la Convention nationale,

DU 12 MAI 1793,

*Sur l'Organisation des tribunaux criminels militaires.*

## TITRE PREMIER.

*Organisation des Tribunaux criminels militaires, pour les troupes de la république en temps de guerre.*

Art. 1. Il sera établi sans délai des tribunaux militaires pour toutes les troupes de la république.

2. Il y aura deux tribunaux pour chacune des armées de la république.

3. Chaque tribunal sera composé d'un accusateur militaire, d'un jury de jugement, de trois juges, qui appliqueront la loi, et d'un greffier, qui sera toujours au choix du premier juge.

4. Il y aura par deux brigades militaires un juge de paix militaire, qui fera les fonctions d'officier de police de sûreté dans les deux brigades, pour les délits prévus dans le Code pénal.

5. Dans le cas où plusieurs armées se trouveroient réunies sous un même commandement, chaque armée conservera les tribunaux militaires qui lui sont attribués.

6. Les trois juges seront pris parmi les juges de paix militaires les plus à portée, et à tour de rôle, pourvu qu'ils n'aient pris aucune part à l'instruction. Dans tous les cas, ce sera le plus ancien d'âge qui présidera.

7. Les juges seront renouvelés, autant que faire se pourra, à chaque vacation, c'est-à-dire après que les prévenus, pour lesquels ils auront été convoqués, seront définitivement jugés.

8. L'accusateur militaire et les juges de paix seront choisis par le conseil exécutif, et ratifiés par le comité de salut public; ils ne pourront être pris parmi les militaires, ni parmi les individus employés dans les armées.

## TITRE II.

*Fonctions des Officiers de police de sûreté.*

Art. 1. Le juge civil, faisant les fonctions d'officier de police de sûreté, recevra les dénonciations qui lui seront faites; il aura soin d'exiger du dénonciateur la déclaration circonstanciée des faits, la remise des pièces servant à conviction, et l'indication des témoins qui peuvent servir à la preuve: la dénonciation sera signée par le dénonciateur, s'il sait signer; et s'il ne le sait pas, par deux témoins, en présence desquels elle devra être faite en pareil cas.

2. L'officier de police de sûreté, après avoir entendu le prévenu, rendra plainte, s'il y a lieu, à l'accusateur militaire, dans les vingt-quatre heures, des délits prétendus commis dans l'étendue de son arrondissement, et qui seront parvenus à sa connaissance par voie de dénonciation, par la clameur publique, ou par toute autre voie légale; il constatera sans délai, par procès-verbal, le corps et les circonstances du délit, s'il a laissé des traces permanentes.

3. L'officier de police de sûreté qui aura connaissance d'un délit commis hors de son arrondissement, sera tenu d'avertir, sans aucun délai, celui de ses collègues dans l'arrondissement duquel ce délit passera pour avoir été commis, et de lui envoyer tous les renseignements qu'il aura pu se procurer, notamment la dénonciation, s'il en a reçu une.

4. Dans le cas où les généraux, officiers, sous-officiers ou toute personne attachée à l'armée ou à sa suite, négligeroient de maintenir la discipline dans leurs subordonnés, ou de dénoncer un délit commis par eux dont ils auroient connaissance, l'officier de police de sûreté sera tenu, de les poursuivre comme complices dudit délit.

5. Quand le juge civil, faisant les fonctions d'officier de police de sûreté, jugera qu'il y a lieu à accusation contre un prévenu, il appellera auprès de lui l'officier qui se trouvera commander en second le corps d'où sera le prévenu, ainsi que le plus ancien d'âge de son grade; et s'il arrive que le prévenu soit séparé de son corps, l'officier de police prendra toujours dans la troupe présente sur les lieux où se feront les poursuites, l'officier commandant, et un du grade du prévenu.

6. Dans ce cas, l'officier de police de sûreté leur communiquera les pièces, s'il y en a, ainsi que son procès-verbal, dans lequel seront les déclarations des témoins, et il sera mis à la majorité, au bas du procès-verbal, l'acte d'accusation, s'il y a lieu; et toute la procédure consistera dans le procès-verbal.

7. L'officier de police de sûreté veillera à ce que tout militaire quelconque, ou toute autre personne au service de l'armée ou à sa suite, prévenu d'un délit, soit mis provisoirement en état d'arrestation.

8. Dans le cas où l'arrestation n'auroit pas encore eu lieu au moment de la plainte, il requerra qui de droit en sa qualité d'officier de police de sûreté, pour qu'elle soit faite à l'instant.

9. S'il y a lieu à accusation, l'officier de police de sûreté décrètera un mandat d'arrêt.

10. L'acte d'accusation, dressé au pied du procès-verbal, sera de suite cuvoÿé à l'accusateur militaire.

11. Toute poursuite, dont l'attribution est donnée à l'officier de police de sûreté contre un prévenu, sera faite de suite, et terminée au plus tard dans les vingt-quatre heures.

12. Dans le cas où il ne se trouveroit pas d'officier de police de sûreté sur les lieux, et qu'il seroit à plus de trois lieues de distance, le commandant de la troupe le suppléera dans toutes ses fonctions, et s'assurera toujours du prévenu.

13. L'officier de police de sûreté se fera remettre par le commissaire des guerres attaché aux deux brigades dont la police lui est confiée, un tableau du jury de jugement, en sept colonnes, comme il sera dit ci-après.

## TITRE III.

### *Fonctions de l'Accusateur militaire.*

Art. 1. L'accusateur militaire est chargé de poursuivre les délits sur les actes d'accusation dressés comme il est dit *article 10 du titre II des Fonctions des officiers de police de sûreté*; et s'ils se trouvent défectueux, il pourra les refaire en son nom.

2. L'accusateur militaire surveillera, et même poursuivra extraordinairement, s'il y a lieu, pardevant le tribunal militaire, tout juge militaire faisant les fonctions d'officier de police de sûreté, qui négligeroit ou retarderoit la poursuite d'un délit, ou qui prévariqueroit dans ses fonctions.

3. L'accusateur militaire dénoncera et poursuivra pardevant le tribunal militaire, tous les généraux d'armée qui se trouveront dans les cas prévus dans le Code pénal.

4. La voie de dénonciation contre les généraux est également ouverte à tous les officiers et soldats, volontaires, et autres citoyens attachés aux armées.

5. Toute dénonciation quelconque pourra se faire, soit au conseil de discipline, soit pardevant l'officier de police, soit enfin pardevant l'accusateur militaire.

6. Le dénonciateur signera sa dénonciation : s'il ne sait ou ne peut signer, il en sera fait mention. Le dénonciateur pourra, s'il le veut, se faire accompagner de deux témoins, pour constater, s'il en étoit besoin, le refus qu'on feroit de recevoir sa dénonciation, et il se fera donner extrait de sa dénonciation.

7. Toute dénonciation faite, et dont les cas auront été prévus par le code pénal, sera de suite envoyée à l'officier de police de sûreté de la brigade du prévenu, qui fera, sans aucun délai, les poursuites nécessaires.

8. Si la dénonciation est dirigée contre le général d'armée ou le chef d'une division, l'officier de police de sûreté, à son défaut l'accusateur militaire, décernera contre le prévenu un mandat d'arrêt.

9. Dans le cas prévu par l'article précédent, l'information se fera dans les formes indiquées, et l'accusateur militaire convoquera, dans ce cas-là, six juges, qui devront composer le tribunal criminel.

10. La dénonciation sera présentée au tribunal. L'accusateur militaire et les té-

moins y seront entendus ; et si le tribunal juge à la majorité qu'il y a lieu à poursuivre, le président en dressera l'acte, et le fera passer au Corps législatif, à la diligence de l'accusateur militaire.

11. Le Corps législatif décidera s'il y a lieu à donner suite à l'accusation, et renverra l'affaire pardevant le tribunal qu'il jugera devoir en connaître.

12. Si l'accusateur militaire prévariquoit dans ses fonctions, ou s'il se rendoit coupable par défaut de surveillance, tout officier, soldat, volontaire, ou autres citoyens attachés aux armées, pourront le dénoncer dans les formes prescrites par les articles 5 et 6 du titre II.

13. Toute dénonciation faite contre l'accusateur militaire sera portée à un officier de police. Il informera dans les formes indiquées ; et, s'il y a lieu, il convoquera six juges, qui, dans ce cas aussi, devront composer le tribunal militaire.

14. Les informations faites sur le tout, la dénonciation sera portée au tribunal, et ce sera alors l'officier qui aura fait les premières poursuites qui remplira, pour ce fait seul, les fonctions d'accusateur militaire.

Si le tribunal juge à la majorité qu'il y a lieu à poursuivre, le président en dressera l'acte, et le fera passer au Corps législatif, qui décidera si l'affaire doit être suivie, et la renverra au tribunal qui devra en connaître.

## TITRE IV.

### *Composition du Jury de jugement.*

Art. 1. Chaque commissaire des guerres sera tenu d'avoir toujours chez lui, et de remettre à l'officier de police de sûreté, un tableau divisé en sept colonnes, ainsi qu'il suit :

#### S A V O I R ;

La première contiendra les officiers généraux et supérieurs de toute arme, confiés à sa police ; la deuxième, les capitaines ; la troisième, les lieutenans ; la quatrième, les sous-lieutenans et adjutans ; la cinquième, les sergens et maréchaux-des-logis ; la sixième, les caporaux et brigadiers ; la septième, les simples soldats. Les officiers et sous-officiers sans troupes, tels que ceux de l'artillerie et du génie, seront placés à leur rang dans les colonnes de leur grade.

2. Dans le cas où le prévenu ne seroit pas militaire, mais attaché à l'armée ou à sa suite, on ne prendra point de juré dans la colonne des officiers supérieurs ; les trois jurés manquant seroient de la profession ou état du prévenu.

3. Le commissaire des guerres sera tenu de remettre pour cet effet, à l'officier de police de sûreté, le tableau de tous les employés à l'armée ou à sa suite, qui se trouveront dans la division confiée à sa surveillance.

4. Il y aura dix-huit jurés de jugement, qui seront pris ainsi qu'il suit :

#### S A V O I R ;

Deux par chaque colonne, et les quatre autres dans la colonne du grade du prévenu, le tout à tour de rôle. Dans le cas où il ne se trouveroit pas sur les lieux une suffisante quantité d'officiers compris dans une des colonnes, on les remplaceroit par le grade immédiatement inférieur, indépendamment de ce qu'il doit fournir, et successivement il en sera de même pour tout autre grade. Dans tous les cas, celui qui remplacera d'une colonne à l'autre, sera regardé comme étant du grade qu'il remplace : ainsi, le cas où il ne se trouveroit que des sous-officiers et soldats, n'ar-

rèteroit pas la composition du jury ; on auroit seulement l'attention de maintenir la proportion établie en faveur du prévenu.

5. Dans aucun cas, le général en chef ou de division, et le commandant des corps d'où sera le prévenu, ne pourront être appelés comme jurés.

6. Sur ces dix-huit jurés de jugement, le prévenu pourra en exclure moitié par colonne ; et à défaut par lui d'en exclure, ce sera les neuf derniers jurés qui se retireront.

7. Le jury de jugement sera toujours pris dans les troupes, de quelque arme que ce soit, présentes sur les lieux où se feront les poursuites ; et dans le cas où il ne se trouveroit pas de quoi compléter ce jury, soit en officiers, de quelque grade que ce soit, soit en sous-officiers, caporaux, soldats, la gendarmerie et les invalides employés pourroient être appelés comme tels, en suivant les formes indiquées dans l'article 4 du présent titre.

8. Néanmoins aucun militaire, de quelque grade qu'il soit, ne pourra être appelé comme juré, s'il n'est âgé de vingt-cinq ans accomplis ; s'il ne sait lire ni écrire. et s'il n'a pas un an de service effectif.

9. L'accusateur militaire seul convoquera les jurés par la voie de l'officier de police, lequel fera passer la convocation au commissaire des guerres de sa division, ou, à son défaut, au commandant militaire.

10. Aussitôt que l'officier de police aura reçu de l'accusateur militaire la convocation du jury, il sera tenu de choisir dans les colonnes ceux qui devront composer le jury, et d'en envoyer la liste au commissaire des guerres le plus à portée, ou, à son défaut, au commandant militaire, qui les fera de suite avertir par écrit, suivant les formes militaires.

11. Aucun juré ne pourra se dispenser de se rendre à la convocation qui lui sera faite, à moins de maladie constatée, auquel cas le malade fera prévenir de suite l'officier de police, afin que le jury soit toujours complet.

12. Le jury sera renouvelé à chaque convocation.

13. Aucun juré ne pourra être ni parent, ni allié du prévenu, jusqu'au degré prohibé.

## TITRE V.

### *Procédure devant le Tribunal militaire.*

Art. 1. Nul ne peut être poursuivi devant le tribunal militaire et jugé, que sur une accusation faite dans les formes prescrites par l'article 5 du titre II.

2. Lorsque l'accusateur militaire aura reçu les notes de l'interrogatoire, ainsi que les éclaircissements qui auront été pris par l'officier de police de sûreté, en forme de procès-verbal, ainsi qu'il est dit dans l'article 5 du titre II, il sera tenu de les remettre au président du tribunal militaire.

3. Tout accusé pourra faire choix d'un ami pour lui servir de conseil dans ses défenses, sinon le président lui en désignera un ; mais le conseil ne pourra jamais communiquer avec l'accusé que lorsqu'il aura été entendu.

4. Les témoins seront tenus de comparoître sur l'assignation qui leur sera donnée, sous peine d'amende et de contrainte par corps, lesquelles peines seront prononcées par le tribunal à la réquisition de l'accusateur militaire.



5. Dans le cas où les témoins seroient obligés de se déplacer et demanderoient indemnité, ils seront taxés suivant un tarif qui sera dressé à cet effet, par les juges du tribunal militaire, et exécuté provisoirement jusqu'à ce que le corps législatif l'ait approuvé.

6. Les témoins assignés ou produits par l'accusé, seront entendus dans le débat.

7. L'accusateur militaire sera tenu, aussitôt après l'interrogatoire, de faire ses diligences de manière que l'accusé soit jugé, sans que l'instruction puisse être différée ou interrompue.

## TITRE VI.

### *De l'Examen de la conviction.*

Art. 1. En présence des juges, de l'accusateur militaire, des jurés et des citoyens qui ne pourront entrer que sans armes, sans cannes ni bâtons, l'accusé comparoîtra à la barre, libre et sans fers ; le président lui dira qu'il peut s'asseoir, lui demandera ses nom, âge et profession, et sa demeure, dont il sera tenu note par le greffier.

2. L'accusateur militaire avertira l'accusé d'être attentif à tout ce qu'il va entendre ; il ordonnera au greffier de lire l'acte d'accusation, après quoi il dira à l'accusé : *Voilà de quoi on vous accuse ; vous allez entendre les charges qui seront produites contre vous.*

3. L'accusateur militaire exposera le sujet de l'accusation ; il fera entendre les témoins, ainsi que la partie plaignante, s'il y en a.

4. Chaque témoin sera tenu de déclarer s'il est parent, allié, serviteur ou domestique du prévenu ; s'il connoissoit l'accusé avant le fait qui a donné lieu à l'accusation, et s'il entend parler de l'accusé présent.

5. A chaque déposition du témoin, le président demandera à l'accusé s'il veut répondre à ce qui vient d'être dit contre lui. L'accusé pourra, ainsi que ses conseils, dire tant contre les témoins que contre leur témoignage, ce qu'il jugera utile à sa défense.

6. Le conseil sera tenu de s'exprimer avec décence et modération.

7. Tous les effets trouvés lors du délit ou depuis, pouvant servir à conviction, seront représentés à l'accusé, et il lui sera demandé de répondre personnellement s'il les reconnoît.

8. A la suite des dépositions, l'accusateur militaire sera entendu ; la partie plaignante pourra demander à faire des observations à l'accusé, et ses conseils pourront leur répondre.

9. Le président résumera l'affaire, fera remarquer aux jurés les principales preuves pour et contre l'accusé; il terminera en leur rappelant avec simplicité les fonctions qu'ils ont à remplir, et posant, de l'avis des juges, distinctement les questions sur lesquelles ils ont à décider.

10. Le président mettra par écrit les questions suivant leur ordre, et les donnera au chef du jury, qui sera toujours le plus ancien d'âge.

11. Le président ordonnera aux jurés de se retirer dans une chambre voisine. Ils y resteront sans pouvoir communiquer avec personne.

12. Lorsque les jurés se trouveront en état de pouvoir donner leur déclaration, ils seront avertir l'accusateur militaire, lequel passera dans la chambre du conseil, où le chef du jury se rendra paréillemeot, et un juré du grade du prévenu. Les jurés successivement, et en l'absence les uns des autres, feront, chacun devant eux, leur déclaration particulière, de la manière qui va être expliquée.

13. Chaque juré prononcera sa déclaration dans la forme suivante : *Sur mon honneur et ma conscience, l'accusé est convaincu de tel fait, ou l'accusé n'est pas convaincu de tel fait.* Il pourra aussi ajouter : *l'accusé est excusable ou ne l'est pas.*

Il faudra les deux tiers de voix pour fixer la déclaration.

14. Cela fait, les jurés rentreront dans l'auditoire, et après avoir repris leur place, le président leur demandera si l'accusé est convaincu d'avoir, etc. etc.

15. Le chef du jury répondra : *Sur mon honneur et ma conscience, la déclaration du jury est : tel n'est pas convaincu, etc. ou bien, tel est convaincu, etc. ; tel est excusable, ou tel n'est pas excusable.*

Si le jury déclare que l'accusé est excusable, le tribunal prononcera la peine de discipline résultant du procès porté devant lui.

16. La déclaration sera requise par le greffier, signée de lui et de tous les juges.

17. Le jury ne pourra donner de déclaration sur un délit qui ne seroit pas porté dans l'acte d'accusation, quelle que soit la déposition des témoins.

18. Si l'accusé est déclaré non convaincu du fait porté dans l'acte d'accusation, et qu'il ait été inculpé sur un autre crime par les dépositions des témoins, le président, sur la demande de l'accusateur militaire, ordonnera qu'il soit arrêté de nouveau ; il recevra les éclaircissemens que le prévenu donnera sur ce nouveau fait, et s'il y a lieu, il délivrera un mandat d'arrêt, et renverra le prévenu, ainsi que les témoins, par devant l'officier de police de sûreté de la division du prévenu, qui procédera de suite à une nouvelle instruction.

19. Le tribunal criminel une fois assemblé, ne pourra dans aucun cas, se séparer, que les prévenus pour lesquels il aura été convoqué ne soient définitivement jugés.

## TITRE VII.

*Du Jugement et de l'exécution.*

Art. 1. Lorsque l'accusé aura été déclaré non convaincu, le président prononcera qu'il est acquitté de l'accusation, et ordonnera qu'il soit mis sur-le-champ en liberté.

2. Tout particulier ainsi acquitté, ne pourra plus être repris ni accusé pour raison du même fait.

3. Lorsque l'accusé aura été convaincu, le président, en présence des citoyens le fera comparoltre, et lui donnera connoissance de la déclaration du jury.

4. L'accusateur militaire fera sa réquisition au tribunal, pour l'application de la loi.

5. Les juges prononceront ensuite, et sans désemparer, la peine établie par loi, ou acquitteront l'accusé dans le cas où le fait dont il est convaincu, n'est pas défendu par elle; il sera libre aux juges de se retirer dans une chambre pour y délibérer.

6. Les juges donneront leur avis à haute voix en présence des citoyens, en commençant par le plus jeune, et en finissant par le président.

7. Si les juges étoient partagés pour l'application de la loi, l'avis le plus favorable à l'accusé sera suivi.

8. Le président, après avoir recueilli les voix, et avant de prononcer le jugement, lira le texte de la loi sur laquelle il est fondé.

9. Le greffier écrira le jugement, dans lequel sera inséré le texte de la loi lue par le président.

10. Le président prononcera à l'accusé son jugement de condamnation.

11. L'accusateur militaire fera exécuter le jugement dans les vingt-quatre heures, et aura à cet effet le droit de requérir l'assistance de la force publique.

12. Le silence le plus absolu sera observé dans l'auditoire; et si quelque particulier s'écartoit du respect dû à la justice, le président pourra le reprendre, le condamner à une amende ou même à garder prison jusqu'au terme de huit jours, suivant la gravité des faits.

13. Le tribunal criminel sera compétent pour prononcer les peines de discipline résultant des procès portés devant lui.

14. A l'égard des contumaces, ils seront jugés dans la même forme et de la même manière, sauf à recommencer la procédure dans le cas où le prévenu seroit arrêté et traduit devant le tribunal militaire.

15. Le tribunal militaire fera passer, à la diligence de l'accusateur militaire, le jugement de chaque condamné au ministre de la guerre.

16. Le président veillera à ce que le jugement soit lu dans les vingt-quatre heures, à la tête du corps dont sera le coupable.

17. A cet effet, l'accusateur militaire aura le droit de requérir le commandant du corps de rassembler sa troupe, qui dans ce cas se rassemblera sans armes.

## TITRE VIII.

### *Du lieu de la résidence de chaque tribunal militaire.*

Art. 1. Le commissaire ordonnateur en chef de chaque armée fera la répartition des tribunaux militaires de manière que les divisions soient les plus égales possible. A cet effet, il remettra à l'accusateur militaire un état nominatif des officiers de police de son arrondissement; et en cas de mutation, il sera tenu de les lui faire connaître.

2. Il y en aura toujours un au quartier général; l'autre dans le point le plus central des lieux occupés par les troupes, et qui sera indiqué par le général d'armée.

3. Le général d'armée, et, en son absence, le commandant en chef sera tenu de faire arrêter un local convenable et suffisant pour les audiences du tribunal militaire et pour loger l'accusateur militaire.

4. Le président et l'accusateur militaire seront tenus de se transporter partout où sera le prévenu, lorsque cette translation sera nécessaire pour accélérer le jugement; et, dans ce cas, le tribunal militaire se tiendra dans le lieu même où se trouvera le prévenu.

5. Il y aura toujours un poste au local choisi pour la tenue des audiences du tribunal militaire.

## TITRE IX.

### *Du traitement accordé aux officiers du tribunal militaire.*

Le traitement de l'accusateur militaire sera de six mille livres.

Celui de chaque officier de police aux armées sera de deux mille livres.

Il leur sera en outre payé à chacun pour le logement quatre cents livres.

Le greffier aura par jour de séances, trois livres en sus de la paie de son grade; ses frais de voyage lui seront payés par lieue sur le pied de vingt sous, ainsi que pour le retour.

Il sera passé à l'accusateur militaire, pour frais de bureaux, six cents livres.

\* Toutes ces dépenses seront acquittées chaque mois par le payeur général de l'armée, sur une ordonnance du commissaire ordonnateur.

## TITRE X.

*Costumes des officiers de police de sûreté aux armées, et de l'accusateur militaire.*

Habit bleu national, doublé de même; collet de même couleur rabattu, boutons en drap, veste et enlote de drap blanc, boutons de drap. Ils porteront un médaillon pareil à celui de juges de paix, sur le fond duquel seront gravés ces mots : OFFICIER DE POLICE MILITAIRE; une plume aux trois couleurs au chapeau. Lorsqu'ils feront les fonctions de juges, ils porteront l'épée et le ruban aux trois couleurs, en sautoir, comme les juges criminels ou civils.

Même costume pour l'accusateur militaire, avec cette différence, que le collet rabattu sera blanc, et qu'en fonction au tribunal, il aura un rha peau rond, et une plume noire autour; le ruban aux trois couleurs, et l'épée comme les autres juges.

## N°. II.

## DÉCRET de la Convention nationale,

DU 12 MAI 1793.

## TITRE PREMIER.

*Des Délits et Peines.*SECTION I.<sup>re</sup> De la désertion.

Art. 1. Tout militaire, c'est-à-dire, depuis le général d'armée jusqu'au soldat en volontaire inclusivement, ou tout autre employé, soit dans les armées, soit à leur suite, qui passera à l'ennemi ou chez les rebelles, sans y être autorisé par ses chefs, sera puni de mort.

2. Tout militaire qui désertera avec armes, chevaux et bagages, dans l'intérieur de la république, sera puni de dix ans de fers;

Et dans le cas où il seroit convaincu de vol fait à la troupe, de quelque nature qu'il soit, il sera puni de quinze ans de fers.

3. Tout militaire qui désertera dans l'intérieur de la république sera puni de cinq ans de fers; et s'il étoit de service, de dix ans.

4. Sera réputé déserteur dans l'intérieur de la république, tout militaire qui aura quitté son corps sans congé en bonne forme, ou tout autre employé dans les armées ou à leur suite, qui les abandonneroit sans une permission en forme de ses supérieurs.

5. Sera aussi réputé déserteur dans l'intérieur tout citoyen qui, s'étant fait inscrire pour servir dans les troupes de la République, aura reçu une route ou frais de conduite, et ne se sera pas rendu à sa destination dans le délai fixé; dans ce cas, il sera puni de cinq ans de fers, à moins qu'il ne justifie d'un empêchement légitime;

Et dans le cas où il se seroit rendu coupable de vols, de violation de domicile ou de personne, il sera puni de quinze ans de fers.

6. Sera réputé déserteur à l'ennemi tout militaire ou tout employé dans les armées qui aura passé, sans en avoir reçu l'ordre, les limites fixées par le commandant du corps dont il fait partie.

7. Tout citoyen qui se sera fait enregistrer seul sur le registre d'une section ou d'une municipalité, pour marcher aux armées en remplacement d'un autre citoyen, et qui après avoir reçu pour ce fait, soit de l'argent, soit son équipement ou habillement, seroit convaincu d'avoir été se faire enregistrer ailleurs pour le même objet, sera puni de cinq ans de fers.

8. Tout chef de complot de désertion à l'ennemi ou chez les rebelles, quand même le complot ne seroit pas exécuté, sera puni de mort; et si c'est à l'intérieur, de quinze ans de fers.

9. Lorsque des militaires de différens grades auront déserté ensemble ou en auront formé le complot, sans que le chef en soit connu, le plus élevé en grade, ou à grade égal, le plus ancien de service sera réputé chef du complot et puni comme tel.

10. Tout complice qui découvrira un complot de désertion, ne pourra être poursuivi ni puni à raison du crime qu'il aura découvert.

11. Tout embaucheur pour l'étranger ou pour les rebelles, sera puni de mort.

## SECTION II. *De la trahison.*

Art. 1. Tout militaire ou individu de l'armée, quel que soit son état ou son grade, convaincu de trahison, sera puni de mort.

2. Sont réputés coupables de trahison, les auteurs des délits ci-après détaillés :

### S A V O I R :

Tout individu qui, en présence de l'ennemi, sera convaincu de s'être permis des clameurs qui auroient jeté l'épouvante et occasionné le désordre dans les rangs;

Tout commandant d'un poste, ainsi que la sentinelle, qui auroient donné de fausses consignes;

Tout commandant d'une patrouille qui aura caché les découvertes qu'il aura faites;

Tout commandant d'un poste qui cacheroit à celui qui le relève les découvertes essentielles qu'il auroit faites, soit par lui-même, soit par ses patrouilles, soit par toutes autres personnes, relativement à la défense du poste;

Tout militaire convaincu d'avoir communiqué le secret du poste ou le mot d'ordre à quelqu'un qui n'en devoit pas avoir connoissance;

Tout militaire ou individu de l'armée qui entretiendra une correspondance avec l'armée ennemie, sans la permission par écrit de son commandant ou supérieur ;

Tout militaire, ou tout autre individu au service ou à la suite des armées, qui aura encloué ou mis hors de service, sans ordre ou sans motifs légitimes, un canon ou mortier, obusier ou affûts ;

Tout commandant d'une place attaquée qui, sans cause légitime et sans l'autorisation des corps administratifs, dont il justifiera au tribunal criminel militaire, aura consenti à la reddition de la place avant que l'ennemi ait fait brèche praticable, et qu'il ait soutenu trois assauts ;

Tout général d'armée, tout commandant de division ou commandant en chef de place en état de guerre, qui n'aura pas fait connaître au ministre les besoins de son armée, soit en vivres, soit en fourrages, soit en approvisionnement de guerre ;

Tout général d'armée ou commandant de division qui sera convaincu d'avoir pris des mesures pour faire tomber entre les mains des ennemis les magasins, les convois des armées, ou enfin toutes autres munitions de guerre ;

Tout général d'armée ou commandant de division qui sera convaincu d'avoir négligé d'employer tous les moyens qu'il avoit en son pouvoir pour assurer les magasins, la marche des convois, et garantir les munitions, lorsqu'ils seront tombés en tout ou en partie entre les mains des ennemis ;

Les généraux ou officiers prévenus des délits ci-dessus détaillés, seront poursuivis et jugés comme criminels de haute trahison par le tribunal à qui la connaissance en appartient, sans néanmoins déroger aux premières poursuites indiquées dans la loi du 12 mai, sur l'établissement des tribunaux militaires aux armées.

### SECTION III. *Du vol.*

Art. 1. Tout militaire qui, pour faire payer ou distribuer à sa troupe ce qui lui revient, sera convaincu d'avoir porté sur son état de situation sa troupe au-dessus de son nombre effectif, soit en route, soit à l'armée, soit en garnison, sera puni de six ans de fers, et condamné au remboursement de ce qu'il aura touché au-dessus de ce qui revenoit de droit à sa troupe.

2. Tout militaire ou commissaire des guerres qui, après avoir pris en nature les rations de fourrage que la loi lui accorde, sera convaincu de les avoir vendues à quelque habitant, sera destitué de son emploi et puni d'un an de prison.

3. Tout employé quelconque dans les administrations des équipages des différens services des armées, qui sera convaincu d'avoir vendu à son profit, ou distrait le fourrage qui lui aura été confié, sera puni de six ans de fers, et condamné à la restitution du prix du fourrage qu'il aura vendu ou distrait.

4. Tout préposé de ces mêmes administrations, qui sera convaincu d'avoir reçu, de connivence avec les distributeurs, des fouritures, grains ou fourrages de mauvaise qualité, sera chassé des armées, et puni d'un an de prison.

5. Tout agent ou employé dans ce genre de service, qui sera convaincu d'avoir fait de faux bons, et contrefait l'écriture de son supérieur, sera puni de cinq années de fers.

6. Tout préposé de ces administrations, qui sera convaincu d'a-

voir pris ou détourné ce que les voitures porteront, soit en pain, avoine, foin, paille ou farine, sera condamné à trois ans de fers, et à la restitution des objets pris ou détournés.

7. Tout préposé de ces administrations, qui sera convaincu d'avoir reçu dans les dépôts de l'armée ou en route, de mauvais fourrages, ou le non complet des rations, sera condamné à un an de prison, à moins que dans les vingt-quatre heures il n'en ait averti un de ses supérieurs ou les officiers municipaux du lieu.

8. Tout préposé de ces administrations ou conducteur, qui sera convaincu de s'être fait payer plus qu'il n'aura dépensé, soit dans les dépôts, auberges ou en route, sera puni de deux ans de fers.

9. Tout préposé de ces administrations ou conducteur, qui sera convaincu d'avoir retardé le service des charrois, sera puni de six mois de prison; et si c'est à dessein prémédité, il sera puni de trois ans de fers.

10. Tout distributeur de fourrages et de vivres, qui sera convaincu de quelque infidélité dans les distributions dont il est chargé, sera puni de trois ans de fers.

11. Tout garde-magasin quelconque, qui sera convaincu d'avoir fait quelque distraction des objets qui lui auront été confiés, sera puni de cinq ans de fers, et condamné à rembourser le montant des objets sonstraits ou échangés.

12. Tout militaire convaincu d'avoir volé l'argent de l'ordinaire de ses camarades, ou tout autre effet à eux appartenant, sera puni de six ans de fers.

13. Tout militaire qui vendra ou qui mettra en gage, en tout ou en partie, ses armes, son habillement, fourniment, ou son cheval ou équipement, le tout fourni par la nation, sera puni de cinq ans de fers.

14. Tout militaire qui sera convaincu d'avoir volé des fournitures de casernes ou effets de campement, sera puni de trois ans de fers.

15. Tout militaire ou tout autre individu au service ou à la suite de l'armée, qui sera convaincu d'avoir volé, soit de la poudre, soit boulets, soit toutes autres munitions ou effets d'artillerie, dans les parcs, magasins, dépôts ou convois, sera puni de trois ans de fers.

16. Tout militaire ou tout autre individu attaché à l'armée, qui sera convaincu d'avoir volé les personnes chez lesquelles il auroit logé, sera puni de dix ans de fers.

17. Tout militaire ou tout autre individu attaché à l'armée, qui sera convaincu d'avoir pris par fraude et sans payer, à boire ou à manger chez un habitant, soit en route, soit en garnison ou cantonnement, sera puni de trois mois de prison, de six mois si le



délit a été accompagné de menaces, et de deux ans de fers s'il y a eu voie de fait.

18. Tout militaire ou tout autre individu de l'armée qui sera convaincu d'avoir attenté, en quelque lieu que ce soit, à la sûreté ou à la liberté des citoyens, sera puni de six mois de prison; et s'il y a vol ou voie de fait, la peine sera de deux ans de fers; et en cas d'assassinat, il sera puni de mort.

#### SECTION IV. *De l'insubordination.*

Art. 1. Tout militaire, qui, en cas d'alerte, d'appel ou de la générale, ne sera pas rendu à son poste au moment où la troupe prend les armes, sera, pour la première fois, puni de trois mois de prison; pour la seconde fois, de six mois, destitué et déclaré incapable de servir dans les armées.

2. Tout militaire qui, à la guerre, ne sera pas rendu à son poste, sera puni de cinq ans de fers; et celui qui aura abandonné son poste pour songer à sa propre sûreté, sera puni de mort.

3. Tout militaire qui sera convaincu d'avoir, dans une affaire avec l'ennemi, abandonné ou jeté lâchement ses armes, sera puni de dix ans de fers.

4. Tout militaire qui, dans une place prise d'assaut, quittera son poste pour se livrer au pillage, sera puni de cinq ans de fers.

5. Tout soldat trouvé endormi en faction ou en vedette, dans les postes les plus près de l'ennemi, sera puni de mort.

6. Tout soldat trouvé endormi en faction ou en vedette, dans tous autres postes que ceux indiqués dans l'article précédent, sera puni de cinq ans de fers.

7. Tout commandant de poste qui prendra sur lui de changer sa consigne, sera traduit au tribunal criminel militaire; et s'il est déclaré coupable, il sera puni de mort.

8. Tout soldat en sentinelle ou en vedette, qui n'aura pas exécuté sa consigne, sera traduit au tribunal criminel militaire; et si les suites en sont devenues funestes, il sera puni de mort; sinon la tribunal appliquera la peine de discipline.

9. Tout militaire convaincu d'avoir insulté une sentinelle de propos ou de geste, la peine pour le simple soldat sera de deux ans de prison; pour le sous officier, de quatre ans; pour l'officier, de six ans; et s'il y a voie de fait, le coupable sera puni de mort.

10. Tout militaire qui sera convaincu de ne s'être pas conformé aux ordres de son supérieur, relatifs au service, sera destitué, mis pour un an en prison, et déclaré incapable de servir dans les armées de la république; et si c'est dans une affaire en présence de l'ennemi, il sera puni de mort.

11. Tout militaire convaincu d'avoir menacé son supérieur, de parole ou de geste, sera puni de deux ans de prison, destitué et déclaré incapable de servir dans les armées de la république; et s'il y a voie de fait, puni de mort.

12. Tout militaire qui sera convaincu d'avoir frappé son subordonné, sera destitué, puni de trois ans de prison, et déclaré incapable de servir dans les armées de la république, si ce n'est pour maintenir dans les rangs ceux qui fuiraient devant l'ennemi.

13. S'il y a révolte contre les supérieurs, la peine de la désobéissance combinée est à l'égard de ceux qui l'ont suscitée, d'être

punis de mort, et ceux qui l'ont partagée, d'être condamnés à dix ans de fers.

14. En cas d'attroupement, les supérieurs commanderont que l'on se sépare et que chacun se retire; et s'ils ne sont pas sur-le-champ obéis, ils nommeront les auteurs de l'attroupement; et si les désignés ne rentrent pas aussitôt dans le devoir, ils seront dès-lors regardés comme chefs de révolte et punis de mort.

15. Si le rassemblement n'est pas dissous par le commandement fait au nom de la loi, les supérieurs sont autorisés à employer tous les moyens de force qu'ils jugeront nécessaires, sans préjudice de la peine portée dans l'article précédent, qui, dans ce cas, tombera sur tous les révoltés.

16. Tout complice d'un délit subira la même peine que celui qui l'aura commis.

17. Tout dénonciateur d'un délit prévu par le Code pénal, qui sera convaincu d'avoir fait poursuivre sans preuves suffisantes un prévenu, sera lui-même, pour ce fait, poursuivi par l'accusateur militaire, et puni de la même peine qu'auroit supportée le dénoncé, s'il avoit été convaincu du délit porté dans la dénonciation faite contre lui.

18. Tout militaire qui sera convaincu de s'être fait inscrire sur le registre de l'état-major de son corps sous un faux nom, et qui, à dater de la publication de la présente loi, s'il est présent à son corps, n'aura pas fait rectifier l'erreur dans le délai de huit jours, sera puni de cinq ans de fers.

19. Tout militaire qui sera convaincu de s'être servi du congé d'un autre, ou d'y avoir fait substituer un autre nom que le sien, ou enfin tout autre faux, sera puni de cinq ans de fers.

20. A l'avenir tout commandant de troupes, autre que les officiers généraux, qui sera convaincu d'avoir reçu ou de garder sciemment dans sa troupe un volontaire ou soldat sorti d'un autre corps, sans qu'il soit porteur d'un congé en bonne forme, sera puni d'un an de prison, et destitué de son emploi.

21. Tout commissaire des guerres qui sera convaincu de n'avoir pas dénoncé un délit dont il auroit eu connoissance, sera destitué de son emploi, et déclaré incapable d'être appelé à aucune fonction civile ou militaire.

22. Tout commissaire des guerres qui sera convaincu d'avoir prévariqué dans l'exercice de ses fonctions administratives, sera destitué et puni au moins de six mois de prison, et au plus de cinq ans de fers; et si par une suite de cette prévarication, la sûreté de l'armée où le succès de ses opérations se trouvoit compromis, il sera puni de mort.

23. Tout commissaire des guerres qui s'absentera de son arron-

dissement sans l'ordre de son supérieur et sans en avoir prévenu le commandant en chef des troupes, sera destitué de son emploi, et déclaré incapable de servir dans les troupes de la république.

24. Les conseils de discipline seront aussitôt rétablis et tenus exactement.

25. Tous les cas non prévus dans le présent Code, et qui rentrent dans la loi du 21 septembre 1791, sur la discipline ordinaire, seront jugés conformément à cette loi.

26. Quant à ce qui n'est pas prévu, soit dans le présent Code, soit dans la loi sur la discipline militaire, le général d'armée est autorisé à y suppléer provisoirement par des réglemens particuliers, qui seront adressés sans délai au Corps législatif, sans qu'il puisse y être porté peine de mort.

#### SECTION V. *De la publication du présent Code.*

Art. 1. Chaque commandant de corps, aussitôt la réception du présent Code, sera tenu, sur sa responsabilité, de faire assembler sa troupe, et de le faire lire à la tête de chaque compagnie.

2. Cette lecture sera renouvelée, dans les mêmes formes, une fois tous les huit jours.

3. Tout commandant de corps qui sera convaincu de ne s'être point conformé aux deux articles précédens, sera, pour la première fois, puni d'un mois de prison; pour la deuxième fois, de trois mois, et pour la troisième fois, destitué de son emploi, et déclaré incapable de servir dans les armées de la république.

4. L'accusateur militaire et les commissaires des guerres veilleront à l'exécution des articles précédens, 1, 2 et 3 du présent titre, et prendront à partie ceux qui y contreviendront.

5. Les commissaires des guerres sont chargés de faire connoître le présent Code à tous les individus employés à l'armée ou à sa suite.

6. Le général d'armée se fera rendre compte par procès-verbal signé du conseil d'administration de chaque corps, de la présente publication, et en rendra lui-même compte, dans la huitaine de la réception de la présente loi, à la Convention nationale et au ministre.

7. Le ministre de la guerre est chargé de faire tenir sans délai un nombre d'exemplaires suffisant de la présente loi et du présent Code pénal militaire, à tous les officiers généraux, à tous les commandans de corps, à tous les commissaires des guerres, à tous les accusateurs et officiers de police, et de veiller, sur sa responsabilité, à son exécution la plus exacte.

SECTION VI. *De l'exécution des jugemens à mort.*

Art. 1. La condamnation à la mort s'exécutera militairement, comme il suit :

2. Il sera commandé quatre sergens, quatre caporaux et quatre fusiliers, les plus anciens de service pris à tour de rôle dans la troupe du prévenu, autant que faire se pourra, sinon toujours dans la troupe présente sur les lieux où l'exécution devra se faire.

3. On placera ces douze militaires sur deux rangs : ce sont eux qui seront chargés de faire feu sur le coupable quand le signal leur en sera donné par l'adjudant.

4. L'exécution se fera sur une place indiquée à cet effet, en présence de la troupe du prévenu, lorsqu'elle sera sur le lieu, qui sera rangée en bataille et sans armes, sinon en présence de la troupe qui aura fourni les tireurs.

5. Il y aura toujours un des juges du tribunal qui aura appliqué la loi, présent à l'exécution.

6. Il sera commandé un piquet de cinquante hommes en armes, pour conduire le coupable au lieu de son exécution ; la gendarmerie sera également commandée quand il y en aura : l'un et l'autre seront chargés, sous les ordres du commandant, de veiller au maintien de l'ordre et de la police qui doivent régner dans ces sortes d'exécutions.

N<sup>o</sup>. 12.

## DÉCRET de la Convention nationale,

DU 27 JUILLET 1793.

Art. 1. Tout individu qui, dans les armées françaises, sera convaincu d'avoir mis sous les caissons de l'artillerie des mèches artificielles pour produire une explosion, destinée en même temps à servir de signal aux ennemis, et à répandre la terreur dans l'armée de la république, sera soumis à la peine de mort portée par la loi, et fusillé à la tête de l'armée, d'après la déclaration d'un jury civil nommé à cet effet.

2. La même peine sera appliquée contre ceux qui se seront rendus coupables de vol ou de pillage sur les propriétés des citoyens.

3. Les conducteurs d'artillerie, de charrois, de vivres, d'hôpitaux ambulans et autres, qui, pouvant sauver leurs voitures et leurs chevaux, seront convaincus d'avoir abandonné ces mêmes voitures, leurs canons et caissons, et d'avoir coupé les traits de leurs chevaux pour fuir, ou de les avoir vendus ou livrés à l'ennemi, seront punis de la même peine.

---

## N°. 13.

*DÉCRET de la Convention nationale,*

DU 26 PRIMAIRE AN 2.

Art. 1. . . . .

2. . . . .

3. Tous fonctionnaires publics, civils et militaires, qui auront touché deux fois leurs traitemens, appointemens ou salaires, seront destitués et condamnés, outre la restitution de la somme induement touchée, au paiement du quadruple de cette somme, par forme d'amende.

4. Les fournisseurs, entrepreneurs ou régisseurs pour le service de la République, qui seront convaincus d'avoir obtenu, soit par eux-mêmes, soit par leurs agens, d'un ordonnateur quelconque, des sommes au-delà de celles qui leur reviennent en vertu de leurs marchés ou des besoins constatés de leurs services, seront condamnés à six ans de fers, et à une amende d'une somme égale à celle qu'ils auroient induement touchée.

N<sup>o</sup>. 14.

## DÉCRET de la Convention nationale,

DU 3 FLUVIOSE AN 2.

*Sur l'organisation de la justice militaire.*

## TITRE PREMIER.

*De la Juridiction militaire.*

Art. 1. La justice militaire sera composée des conseils de discipline, des tribunaux de police correctionnelle, et des tribunaux criminels militaires.

2. Les punitions à infliger pour les fautes commises contre la discipline par les officiers de tout grade, sous-officiers et soldats de toutes les armes, seront prononcées par ceux d'un grade supérieur à celui des délinquans, ou par les conseils de discipline, conformément aux lois précédentes.

3. Tout délit, de quelque nature qu'il soit, commis pendant la guerre, à l'armée ou dans les camps, cantonnemens ou garnisons qu'elle occupe, par les individus qui la composent, ou qui y sont employés ou attachés à sa suite, sera jugé par les tribunaux criminels militaires, ou par les tribunaux de police correctionnelle, suivant la gravité du délit, et conformément aux dispositions suivantes.

4. Lorsque plusieurs individus seront prévenus d'un même délit commis à l'armée, si un ou plusieurs des prévenus sont militaires, ou employés à l'armée, ou attachés à sa suite, le délit sera poursuivi devant les tribunaux militaires.

5. Tout délit excédant les fautes de pure discipline, mais dont la peine n'emporte ni la privation de la vie, ni celle de l'état du prévenu, sera jugé par les tribunaux de police correctionnelle militaire.

6. Tout délit dont la peine emporte la privation de la vie ou de l'état du prévenu, sera jugé par les tribunaux criminels militaires.

7. Les présidens et vice-présidens des tribunaux criminels, les accusateurs militaires et leurs substituts, ne pourront être poursuivis et jugés que devant les tribunaux ordinaires ou devant le tribunal révolutionnaire, suivant la nature du délit.

8. Les délits commis par les généraux en chef pendant l'exercice de leur commandement, de quelque nature qu'ils soient, seront jugés par le tribunal révolutionnaire, qui pourra prononcer des peines correctionnelles, s'il y a lieu.

9. Les généraux en chef ne pourront être arrêtés et traduits au tribunal révolutionnaire, qu'en vertu d'un décret de la Convention nationale, ou par ordre

de ses comités de salut public et de sûreté générale, ou enfin par un arrêté des représentans du peuple près les armées.

10. Les délits commis par les fournisseurs infidèles dans les fournitures faites pour les armées, seront jugés par le tribunal révolutionnaire, conformément à la loi du 29 septembre dernier.

## TITRE II.

### *Des conseils de discipline.*

Art. 1. Il sera établi dans chaque demi-brigade d'infanterie, et dans chaque régiment de troupes à cheval et d'artillerie, un conseil de discipline, composé, savoir, dans les demi-brigades d'infanterie et dans les régimens d'artillerie, d'un officier supérieur, un capitaine, un lieutenant, un sous-lieutenant, un sergent, un caporal et trois soldats ou canonniers; et dans les régimens de troupes à cheval, d'un officier supérieur, un capitaine, un lieutenant, un sous-lieutenant, un maréchal-des-logis, un brigadier et trois cavaliers.

2. En cas d'absence d'un ou plusieurs membres, ils seront remplacés par ceux qui les suivront, chacun dans son grade.

3. Les membres du conseil de discipline seront renouvelés tous les mois, et remplacés chacun dans son grade, en suivant l'ordre de la colonne, et commençant par le commandant du corps, pour les officiers supérieurs, et par le plus ancien de la colonne, pour les autres grades.

4. Lorsque partie des demi-brigades d'infanterie ou des régimens d'artillerie et de troupes à cheval se trouvera séparé du corps, il sera formé dans chaque bataillon, escadron ou détachement séparé, un conseil de discipline composé de neuf membres, d'après les bases prescrites par l'article premier, de manière qu'il y ait toujours trois soldats, deux sous-officiers et quatre officiers.

S'il ne se trouvoit point d'officiers, dans quelque grade que ce soit, ils seront remplacés dans le grade immédiatement inférieur.

5. Le conseil de discipline prononcera, conformément aux lois concernant la discipline militaire, sur la prolongation ou diminution des punitions infligées par les chefs à leurs subordonnés en grade, et il recevra les plaintes que les subordonnés pourroient avoir à porter contre les chefs, sans cependant qu'en aucun cas, les subordonnés puissent se dispenser d'obéir sur-le-champ à leurs supérieurs en grade, quelque sujet de réclamation qu'ils croient avoir.

6. L'officier supérieur qui se trouvera membre du conseil de discipline, le présidera toujours, et sera tenu de le convoquer dans les vingt-quatre heures, lorsqu'il en sera requis, sous peine de destitution.

7. Le commandant du corps n'assistera au conseil de discipline que lorsqu'il en sera membre; il pourra cependant le convoquer toutes les fois qu'il le croira convenable, ou lorsqu'il en sera requis à raison de quelque plainte qui lui sera adressée.

8. Tous les membres du conseil de discipline auront voix délibérative; les moins avancés en grade opineront les premiers; la pluralité l'emportera.

9. L'adjudant-major assistera au conseil de discipline, et y fera les fonctions de secrétaire, sans y avoir voix délibérative. En cas d'absence, il sera remplacé par un militaire choisi, à la pluralité des voix, par les membres du conseil de discipline.

## TITRE III.

*De la police correctionnelle.*

Art. 1. Il sera établi des tribunaux pour l'exercice de la police correctionnelle, dans toutes les armées de la république.

2. Ces tribunaux prononceront sur tous les délits excédant les fautes de pure discipline, et dont la punition ne doit être ni la privation de la vie ni celle de l'état du prévenu, s'il est jugé coupable.

3. Chaque tribunal de police correctionnelle sera composé d'un officier de police, qui le présidera toujours; d'un militaire du grade du prévenu et d'un citoyen qui sera désigné par le bureau municipal du lieu où le tribunal devra s'assembler; il y aura, en outre, un greffier qui sera pris sur les lieux et choisi par l'officier de police.

Il sera alloué au greffier trois livres par séance.

4. Il y aura un officier de police attaché au quartier-général de chaque armée; il en suivra tous les mouvemens, sans jamais s'écarter du lieu où se tiendra le quartier-général.

5. Il sera, en outre, attaché un officier de police à chaque division de l'armée.

Les officiers de police seront nommés par la Convention nationale, sur la présentation du comité de salut public, et seront âgés de vingt-cinq ans au moins.

6. Les officiers de police seront ambulans; ils suivront les divisions auxquelles ils seront attachés; ils parcourront successivement les différens points occupés par leurs divisions respectives, et se transporteront par-tout où leur présence sera nécessaire.

Ils auront cependant un domicile dans le lieu où se tiendra le commandant de leur division, et ils lui donneront avis de tous les mouvemens qu'ils feront, et des différens lieux où ils jugeront à propos de se transporter.

7. Les fonctions des officiers de police ne seront pas bornées aux divisions auxquelles ils seront attachés; leur surveillance s'étendra sur tous les militaires et sur tous les individus employés à l'armée, ou attachés à sa suite, ainsi que sur leurs complices, encore qu'ils soient étrangers à leurs divisions respectives et hors du territoire qu'elles occupent.

8. Les officiers de police seront installés par le tribunal criminel militaire attaché à chaque armée.

9. Dans le cas où un militaire ou autre individu employé à l'armée, et prévenu d'un délit, seroit amené devant l'officier de police, il le renverra en liberté, s'il le trouve innocent; le renverra au conseil de discipline, si l'affaire est de sa compétence; donnera le mandat d'arrêt, s'il est justement suspect d'un délit emportant privation de la vie ou de son état; enfin, le retiendra pour être jugé par le tribunal de la police correctionnelle, s'il s'agit d'un délit qui n'emporte ni la privation de la vie ni celle de l'état du prévenu.

10. L'officier de police formera le tribunal de police correctionnelle toutes les fois qu'il y aura des prévenus à juger: il requerra à cet effet la municipalité du lieu de désigner un citoyen pour l'assister, et convoquera le plus ancien militaire du grade du prévenu qui se trouvera sur les lieux, ou, en cas d'absence ou d'empêchement légitime, celui qui le suivra immédiatement.

11. Si l'armée est hors du territoire de la république, le citoyen qui doit être désigné par le bureau municipal, sera remplacé par un citoyen non militaire at-



attaché à l'armée, qui sera désigné par le commissaire des guerres ayant la police du lieu.

12. S'il ne se trouvoit pas sur les lieux un militaire du grade du prévenu, il sera remplacé dans le grade immédiatement inférieur.

13. S'il y a plusieurs individus de différens grades, prévenus d'un même délit, le militaire qui doit faire partie du tribunal de police correctionnelle, sera pris dans le grade du prévenu le moins avancé en grade.

14. Si le prévenu n'est pas militaire, l'officier de police appellera près de lui, pour former le tribunal de police correctionnelle, deux citoyens qui seront désignés par le bureau municipal du lieu, ou par le commissaire des guerres, si l'armée est hors du territoire de la république.

S'il y a plusieurs prévenus, que les uns soient militaires, et que les autres ne le soient pas, le tribunal sera formé, ainsi qu'il est prescrit aux articles précédens.

15. Les militaires et les citoyens appelés à la formation du tribunal de police correctionnelle, seront tenus de s'y rendre sur la convocation de l'officier de police militaire, sous peine de cinquante livres d'amende, et de la suspension des droits de citoyen, pendant six mois, contre ceux qui s'y refuseroient sans cause légitime.

Cette peine sera prononcée par le tribunal de police correctionnelle militaire.

16. Les séances du tribunal de police correctionnelle seront publiques. Lorsque l'officier de police voudra convoquer le tribunal, il en avertira la municipalité du lieu, qui sera tenue de fournir un local convenable.

17. Le prévenu sera interrogé publiquement; les témoins entendus en sa présence, et le jugement prononcé de suite, à la majorité absolue des voix. S'il y avoit trois avis, le plus doux l'emportera.

18. Le tribunal de police correctionnelle sera compétent pour prononcer les peines de discipline résultant des affaires portées devant lui.

19. Les jugemens des tribunaux de police correctionnelle militaire, ne seront point sujets à l'appel.

## TITRE IV.

### *De la police de sûreté.*

Art. 1. Les officiers de police militaire attachés à chaque armée, exerceront les fonctions de la police de sûreté.

2. Lorsqu'un officier de police militaire aura connoissance, par voie de dénonciation, par la clameur publique, ou par toute autre voie, d'un délit prétendu commis par un militaire ou autre individu employé à l'armée, ou attaché à sa suite, il se procurera tous les renseignemens nécessaires, fera amener le prévenu devant lui, l'interrogera, et rédigera procès-verbal de sa déclaration, ainsi que des renseignemens qu'il aura recueillis.

3. Si le délit est de nature à laisser des traces permanentes, l'officier de police se rendra incontinent sur les lieux, dressera un procès-verbal détaillé du corps du délit, de toutes ses circonstances, des traces qu'il aura laissées, et généralement de tous les renseignemens ou déclarations qui pourront servir à conviction ou à décharge.

4. Lorsqu'un délit laissant des traces permanentes aura été commis par un militaire ou autre individu attaché à l'armée, si l'officier de police militaire n'est pas sur les lieux, le juge de paix du canton, ou l'officier de gendarmerie qui en

aura connoissance, sera tenu de se rendre incontinent dans le lieu où le délit aura été commis, pour le constater et recueillir les renseignements et déclarations pouvant servir à conviction ou à décharge; il dressera du tout procès-verbal, qu'il enverra de suite à l'officier de police militaire, devant lequel il décernera un mandat d'amener contre le prévenu, s'il y a lieu.

5. Toute la procédure consistera dans les procès-verbaux portés aux articles 2 et 3; elle sera instruite et terminée dans les vingt-quatre heures.

## TITRE V.

### *De la Dénonciation.*

Art. 1. Tout citoyen qui aura connoissance d'un délit commis par des militaires ou autres individus employés à l'armée, ou attachés à sa suite, sera tenu d'en faire la dénonciation dans les vingt-quatre heures.

2. La voie de dénonciation contre les généraux est ouverte à tous les officiers et soldats, volontaires, ou autres citoyens attachés aux armées, et généralement à tout citoyen.

3. Toute dénonciation pourra être portée, soit à l'officier de police, s'il est sur les lieux, soit au président du conseil de discipline, soit au commandant du corps ou de la place, soit enfin à l'accusateur militaire.

4. L'officier de police recevra toutes les dénonciations qui lui seront faites: il exigera du dénonciateur la déclaration circonstanciée des faits, la remise des pièces servant à conviction, et l'indication des témoins qui peuvent servir à la preuve. La dénonciation sera signée par le dénonciateur, s'il sait signer, et s'il ne le sait pas, par deux témoins, en présence de qui elle devra être faite en pareil cas.

Il veillera à ce que les prévenus d'un délit soient mis provisoirement en état d'arrestation, s'il y a lieu.

5. Les témoins indiqués seront entendus sur-le-champ, et en présence de l'accusé, s'il est arrêté; les déclarations seront reçues par écrit, signées des témoins, s'ils savent signer, et par l'officier de police.

6. L'officier de police devant qui le prévenu comparaitra, ou sera amené, examinera sur-le-champ, et au plus tard dans les vingt-quatre heures; il recevra les éclaircissements qu'il voudra lui donner; et s'il en résulte qu'il n'y a aucun sujet à imputation contre lui, il le fera aussitôt remettre en liberté, et en rendra compte sur-le-champ à l'accusateur militaire.

7. L'officier de police et autres dénommés en l'article ci-dessus, seront tenus, sous peine de destitution, de recevoir toutes les dénonciations qui leur seront faites.

8. Le président du conseil de discipline, ou le commandant qui recevra une dénonciation, suppléera l'officier de police dans toutes les fonctions portées aux articles 4, 5 et 6 du présent titre. Il s'assurera du prévenu, s'il y a lieu, ou le fera

mettre en liberté, suivant les circonstances. Cependant, le mandat d'arrêt contre un général de division, ou un général de brigade, ne pourra être décerné que par délibération du président du tribunal et de l'accusateur militaire, qui devront être tous deux d'accord de la nécessité de cette mesure.

9. Le président du conseil de discipline, ou le commandant qui aura reçu la dénonciation d'un délit excédant les fautes de pure discipline, sera tenu d'en prévenir, dans les vingt-quatre heures, l'officier de police de la division.

10. La dénonciation, les pièces produites à l'appui, le procès-verbal, la déclaration des témoins et audition du prévenu, et généralement toutes pièces servant à conviction ou à décharge, seront déposés au conseil de discipline, entre les mains du secrétaire qui en tiendra registre.

11. Lorsque le conseil de discipline du corps où sert le prévenu, ne sera pas sur les lieux, ou lorsque le prévenu ne sera pas militaire, celui qui aura reçu la dénonciation remettra les pièces au greffe de la justice de paix du canton : si l'armée est hors du territoire de la république, à défaut du juge de paix, celui qui aura reçu la dénonciation conservera ces pièces, et dans tous les cas donnera sur-le-champ avis du tout à l'officier de police.

12. Le registre qui en sera tenu sera représenté à l'officier de police militaire, lors de sa tournée sur les lieux, et il se fera remettre toutes les pièces.

13. Si les éclaircissemens donnés par le prévenu n'ont pas détruit les inculpations portées contre lui, l'officier de police le fera juger par le tribunal de police correctionnelle, conformément aux dispositions du titre 3, si l'on s'agit d'un délit qui n'emporte pas la privation de la vie ou de l'état du prévenu ; ou le fera mettre en état d'arrestation provisoire, si le délit emporte la privation de la vie ou de l'état du prévenu.

14. Lorsque le président du conseil de discipline, ou le commandant qui aura reçu la dénonciation, auront jugé le prévenu innocent, et l'auront en conséquence mis en liberté, conformément à l'article 6, si l'officier de police, après avoir pris de nouveaux renseignemens, ou après avoir examiné les pièces qui lui auront été remises, trouve que les inculpations ne sont pas détruites, et que le prévenu a été mis mal-à-propos en liberté, il pourra faire amener le prévenu devant lui pour l'examiner de nouveau, et agir ensuite ainsi qu'il est porté aux articles 6 et 15 du présent titre.

## TITRE VI.

### *De l'accusation.*

Art. 1. Lorsque les éclaircissemens donnés par le prévenu n'auront pas détruit les inculpations, et qu'il s'agit d'un délit dont la peine doit être la privation de la vie ou de l'état du prévenu, l'officier de police appellera près de lui, dans les vingt-quatre heures de la remise des pièces, un citoyen qui sera à cet effet désigné par le bureau municipal, et le plus ancien militaire du grade du prévenu, qui se trouvera sur les lieux, et en cas d'absence ou d'empêchement légitime, celui qui suivra immédiatement, pour prononcer avec lui s'il y a lieu ou non à accusation.

2. Si l'armée est hors du territoire de la république, ou s'il ne se trouve pas sur les lieux de militaire du grade du prévenu, ou s'il y a plusieurs individus de différens grades, prévenus d'un même délit, ou enfin si les prévenus n'étoient pas tous militaires, l'officier de police se conformera à ce qui est prescrit par les articles 11, 12, 13 et 14 du titre III.

3. Les citoyens appelés en vertu des articles précédens, ne pourront être

parens ni alliés du prévenu, jusqu'au degré de cousin issu de germain inclusivement.

4. L'officier de police leur communiquera la dénonciation, les pièces au soutien, ainsi que son procès-verbal; il leur annoncera que l'objet de leur réunion est de déterminer si, oui ou non, il y a lieu à accusation contre un tel, prévenu de tel délit; il délibérera avec eux; l'arrêté pris à la majorité des voix, et signé de l'officier de police et des assistans, s'ils savent signer, sera mis au bas du procès-verbal, que l'officier de police enverra de suite à l'accusateur militaire.

5. S'il n'y a pas lieu à accusation, le prévenu sera mis de suite en liberté, et ne pourra plus être repris pour raison du même délit, à moins qu'il ne survienne de nouvelles charges. Si cependant, en déclarant qu'il n'y a pas lieu à accusation, la majorité des délibérans pense que le prévenu doit être poursuivi pour raison d'un délit de police correctionnelle, il sera envoyé devant le juge de police le plus voisin, pour être jugé dans la forme prescrite au titre III. Dans tous les cas, la procédure sera envoyée à l'accusateur militaire, pour y avoir recours en cas de besoin.

6. S'il est décidé qu'il y a lieu à accusation, l'acte d'accusation sera rédigé sur-le-champ, inscrit au bas du procès-verbal de la déclaration des témoins, et signé de l'officier de police et des deux assistans, s'ils savent signer, sinon, il en sera fait mention.

7. Aussitôt l'acte d'accusation rédigé, l'officier de police décernera le mandat d'arrêt contre le prévenu; il le fera traduire dans les prisons les plus voisines, et en instruira sur-le-champ l'accusateur militaire.

8. Si le prévenu n'a pas été arrêté, et qu'il y ait lieu à accusation; l'officier de police ordonnera son arrestation, et le procès s'instruira par contumace.

9. Si l'on parvient à arrêter le prévenu d'après les ordres donnés, il sera amené devant l'officier de police qui aura instruit contre lui, et la procédure sera de nouveau recommencée.

## TITRE VII.

### *Des tribunaux criminels militaires.*

Art. 1. Il sera établi un tribunal criminel militaire dans chacune des armées de la république.

2. La compétence de chaque tribunal s'étendra sur tous les militaires et sur tous les individus employés à l'armée, ou attachés à sa suite, prévenus de délits commis dans son arrondissement, et même sur les simples citoyens, dans les cas prévus par l'article 4 du titre premier.

3. Chaque tribunal criminel militaire sera composé d'un président, d'un vice-président, d'un accusateur militaire, d'un substitut de l'accusateur militaire, d'un jury de jugement, d'un greffier, et d'un commis greffier, qui sera choisi par le greffier.

4. Le président, le vice-président, l'accusateur militaire, son substitut et le greffier seront nommés par la Convention nationale, sur la présentation du comité de salut public. Ils ne pourront être pris ni parmi les militaires en activité, ni parmi les individus employés dans les armées, et seront âgés de vingt-cinq ans au moins.

5. Les tribunaux criminels militaires seront ambulans. Les membres qui les composeront se transporteront partout où besoin sera, pour l'accélération des jugemens et la sûreté des prévenus.

6. Le général, ou en son absence l'officier qui le remplacera, fera reconnaître à l'armée les membres du tribunal criminel : les troupes seront à cet effet rassemblées sous les armes, et il en sera dressé procès-verbal.

7. Le commissaire-ordonnateur en chef de l'armée sera tenu de faire disposer dans les lieux où le tribunal militaire jugera à propos de se transporter, un local convenable pour les audiences, et un logement pour les membres du tribunal : ce logement sera celui accordé au grade de capitaine. Il fera également disposer au quartier-général un local pour le greffe du tribunal. L'accusateur militaire fera toutes les réquisitions nécessaires à cet effet, et pourra même, en cas de besoin, les adresser aux municipalités des lieux, qui seront tenues d'y déférer, sous peine de destitution.

8. Il y aura toujours un poste au local choisi pour la tenue des audiences des tribunaux militaires.

9. Deux des gendarmes de police à l'armée seront toujours de service près le tribunal criminel militaire.

10. Dans les villes assiégées, le conseil de guerre nommera trois citoyens pour exercer provisoirement, pendant la durée du siège seulement, les fonctions de président, d'accusateur militaire et d'officiers de police. Leur salaire sera fixé par le conseil de guerre en raison du travail.

11. Les représentants du peuple envoyés près les armées pourront, lorsqu'ils le jugeront nécessaire pour l'expédition des affaires et l'accélération des jugemens, établir un second tribunal dans l'armée ; ils en nommeront les membres, en se conformant à l'organisation prescrite par la présente loi.

Ces tribunaux ne resteront en fonctions que le temps qui sera jugé nécessaire pour le bien du service.

## TITRE VIII.

### *Fonctions du président et du vice-président.*

Art. 1. Les fonctions du président et du vice-président sont d'entendre l'accusé, de lui désigner un conseil dans le cas où il n'en auroit pas choisi un, de dresser le tableau des jurés, de les convoquer, de les diriger dans les fonctions qui leur sont assignées, de leur exposer l'affaire, même de leur rappeler leur devoir, de poser les questions, faire l'application de la loi, présider à toute l'instruction, déterminer l'ordre entre ceux qui doivent parler, et maintenir la police dans l'auditoire.

2. Le président et le vice-président exerceront ces fonctions chacun séparément ; ils se distribueront le travail de manière que celui des deux qui aura formé le tableau des jurés d'une affaire, ne préside pas aux débats et au jugement de la même affaire, si ce n'est en cas de maladie ou autre empêchement légitime de l'un des deux.

## TITRE IX.

### *Fonctions de l'accusateur militaire et de son substitut.*

Art. 1. L'accusateur militaire est chargé de poursuivre les délits sur les actes d'accusation dressés au bas des procès-verbaux des officiers de police de sûreté, et s'il les trouve défectueux, de les refaire en son nom.

2. Il recevra les dénonciations qui lui seront faites contre les militaires et les individus employés aux armées ou attachés à leur suite; il les transmettra aux officiers de police, et veillera à ce qu'elles soient poursuivies suivant les formes établies ci-dessus.

3. L'accusateur militaire aura la surveillance sur tous les officiers de police attachés à l'armée; il leur rappellera leur devoir et leurs obligations, et veillera à l'exécution de la loi du 14 frimaire, contre ceux qui se seroient rendus coupables de négligence dans l'exercice de leurs fonctions; et, si d'office ou sur la dénonciation d'un particulier, il trouve qu'un officier de police est dans le cas d'être poursuivi, soit en vertu de ladite loi, soit pour tout autre délit, il décernera le mandat d'amener, le fera traduire devant lui, et après l'avoir entendu et avoir pris les renseignements nécessaires, il dressera l'acte d'accusation, s'il y a lieu, et poursuivra ensuite devant le tribunal criminel militaire, dans la forme indiquée pour les citoyens employés à l'armée.

4. L'accusateur militaire convoquera les jurés, d'après la cédula du président; il fera assigner les témoins, et pourra toujours faire au tribunal tous les réquisitoires qu'il jugera nécessaires.

Il sera chargé de faire exécuter les jugemens, et d'en envoyer une expédition au conseil exécutif, dans la décade.

5. Les officiers de police enverront chaque décade, à l'accusateur militaire, l'extrait des jugemens rendus durant le cours de la décade précédente, pour faits de police correctionnelle.

6. L'accusateur militaire pourra se faire représenter, toutes les fois qu'il le jugera convenable, l'état des militaires et individus employés à l'armée, détenus dans les prisons; il se fera rendre compte des motifs de leur détention, et surveillera tous les abus d'autorité et toutes les négligences.

7. L'accusateur militaire veillera à ce que les officiers de police lui rendent compte, conformément à ce qui est prescrit par l'article 6 du titre V, de toutes les dénonciations qui auront été portées devant eux; et si, d'après les renseignements qui lui seront parvenus, il juge qu'un prévenu de délit a été mis mal-à-propos en liberté, il pourra le faire traduire de nouveau devant l'officier de police le plus voisin, pour être poursuivi dans les formes prescrites par la présente loi.

8. Le substitut de l'accusateur militaire le remplacera dans toutes ses fonctions, en cas d'absence ou d'empêchement légitime; il assistera le vice-président dans l'interrogatoire des accusés et la formation du tableau des jurés; il assistera également, comme juge, aux audiences du tribunal, toutes les fois qu'il en sera requis.

## TITRE X.

### *Du Jury de jugement.*

Art. 1. Les fonctions des jurés de jugement seront de donner leurs déclarations sur les questions posées par le président.

2. Le jury de jugement sera composé de neuf jurés, dont cinq seront pris parmi les militaires qui se trouveront dans l'étendue de la commune où l'accusé devra être jugé, et les quatre autres parmi les citoyens de la même commune.

3. Lorsqu'il s'agira de former le jury de jugement, le président du tribunal criminel formera un tableau de dix-huit jurés, pour être présenté à l'accusé.

4. Pour la formation de ce tableau, le président choisira dix jurés parmi tous les

militaires qui se trouveront dans l'étendue de la commune où l'accusé devra être jugé, de manière qu'il y en ait toujours,

Deux pris parmi les officiers généraux et supérieurs, et les capitaines;

Deux parmi les lieutenants et sous-lieutenants;

Deux parmi les sergens et maréchaux-des-logis;

Deux parmi les caporaux et brigadiers;

Deux parmi les soldats.

Les chefs des états-majors, les commandans des corps et les commissaires des guerres seront à cet effet tenus, sous peine de destitution, de remettre aux présidens ou vice-présidens des tribunaux criminels militaires, à leur première réquisition, tous les états et renseignemens qui seront en leur pouvoir, et qui pourront être nécessaires à la formation du tableau.

5. Le président choisira les huit autres jurés parmi les citoyens de la même commune. La municipalité sera tenue, à cet effet, de lui en remettre la liste sous peine de destitution.

6. Les gendarmes nationaux et invalides employés, les officiers et sous-officiers sans troupes, pourront être pris pour la formation du tableau, chacun suivant son grade.

7. Si l'armée est hors du territoire de la république, les huit derniers jurés seront pris parmi les citoyens ou militaires employés à l'armée ou attachés à sa suite, sur la liste qui en sera fournie par le commissaire des guerres.

Si le prévenu n'est pas militaire, ces citoyens ne pourront être de la profession ou état du prévenu.

8. Dans le cas où il ne se trouveroit pas sur les lieux une suffisante quantité d'officiers ou sous-officiers compris dans l'une des colonnes, ils seront remplacés dans le grade immédiatement inférieur, indépendamment de ce qu'il doit fournir.

9. S'il n'y avoit pas sur les lieux un nombre suffisant de militaires pour compléter les dix jurés militaires qui doivent se trouver dans le tableau, il y sera suppléé par des citoyens de la commune, et dans le cas de l'article 7, par des citoyens non militaires employés à l'armée ou attachés à sa suite.

10. Le président présentera le tableau des dix-huit jurés à l'accusé, qui pourra en exclure moitié par colonne, c'est-à-dire un par chacune des cinq colonnes de militaires, et quatre dans la colonne des citoyens. A défaut par lui d'en exclure, les derniers de chaque colonne se retireront, et les neuf autres formeront le jury du jugement.

11. Lorsqu'il y aura plusieurs accusés, il sera ajouté à chacune des cinq colonnes de militaires qui doivent faire partie du tableau, autant de jurés qu'il y aura de coaccusés; il sera également ajouté à la colonne des citoyens un nombre de jurés quadruple de celui des coaccusés, en sorte que le tableau soit toujours augmenté de neuf jurés par chaque coaccusé.

12. Dans le cas de l'article précédent, chaque accusé, à commencer par le plus jeune, pourra exclure neuf jurés; savoir un par chacune des cinq colonnes de militaires, et quatre dans la colonne des citoyens.

A défaut de ces exclusions, les derniers de chaque colonne se retireront.

13. Le nombre des jurés ne sera point augmenté en raison des accusés qui excéderont le nombre de quatre; dans ce cas les accusés seront tenus de se soucier pour l'exclusion des jurés: faute par eux de s'entendre, ils ne pourront proposer que des récusations motivées, sur la validité desquelles il sera statué sur-le-champ par le vice-président, si c'est le président qui a formé le tableau, et par le président, si c'est le vice-président qui l'a formé.

14. Les opérations prescrites aux articles ci-dessus seront faites en présence de

l'accusateur militaire ou de son substitut, qui pourra toujours faire telles réquisitions qu'il jugera convenables.

15. Nul ne pourra être appelé comme juré, s'il n'est âgé de vingt-ann ans accom-  
plis; les militaires devront avoir au moins six mois de service effectif.

16. Dans aucun cas, le général en chef, le commandant de la place et le com-  
mandant du corps où sert le prévenu, ne pourront être appelés comme jurés.

17. Nul ne pourra être juré de jugement dans la même affaire où il aura prononcé  
sur l'acte d'accusation.

18. Les jurés ne pourront être parens ni alliés d'aucun des prévenus, jusqu'au degré  
de cousin issu de germain inclusivement.

19. Aussitôt que le tableau des neuf jurés de jugement aura été arrêté, le  
président remettra à l'accusateur militaire la cédule de convocation des jurés,  
dans laquelle il aura soin d'indiquer le jour, l'heure et le lieu où les jurés devront  
se rendre.

20. L'accusateur militaire convoquera de suite les jurés, et fera  
assigner les témoins aux mêmes jour, lieu et heure.

21. Les assignations aux témoins, et les avertissemens aux jurés,  
seront remis par les gendarmes nationaux ou par des militaires  
d'ordonnance, qui en rapporteront le reçu à celui qui les aura  
commis.

22. Les généraux, les commandans des corps et les commis-  
saires des guerres seront tenus, sous peine de destitution, de dé-  
férer sans délai à toutes les réquisitions qui leur seront adressées,  
soit par le président ou vice-président, soit par l'accusateur mili-  
taire ou son substitut, soit par les officiers de police.

Tout militaire, tout dépositaire de la force publique sera égale-  
ment tenu, sous les mêmes peines, de s'employer pour l'exécution  
des mandats qu'ils auront décernés.

23. Tout juré qui ne se sera pas rendu sur l'avertissement qui lui aura été donné,  
sera condamné à cinquante livres d'amende, et privé de l'exercice des droits de  
citoyen pendant six mois, à moins qu'il ne soit retenu par une maladie dûment con-  
statée, auquel cas il sera tenu de faire prévenir de suite l'accusateur militaire, afin  
qu'il fasse pourvoir à son remplacement.

24. Il sera formé un tableau pour chaque affaire; mais les mêmes jurés pour-  
ront être portés sur plusieurs tableaux, sans que nul puisse s'excuser d'en remplir  
les fonctions, sous le prétexte qu'il a déjà assisté à une ou plusieurs assemblées  
de jurés.

## TITRE XI.

### *De la procédure devant le tribunal criminel militaire.*

Art. Nul ne peut-être poursuivi devant le tribunal criminel militaire, que sur une  
accusation faite dans les formes prescrites.

2. Aussitôt que l'accusateur militaire aura reçu le procès-verbal de l'officier de  
police, il examinera l'acte d'accusation mis au bas, et s'il se trouve défectueux, il  
le referra en son nom.

3. L'accusateur militaire remettra, sans délai, le procès-verbal et les pièces au



président : il requerra eu même temps le transport du tribunal le plus prochainement possible au lieu où l'accusé devra être jugé.

4. Le président pourra même ordonner la translation de l'accusé dans tel lieu qu'il jugera convenable, lorsque l'accusateur militaire et lui seront d'accord sur l'utilité de cette mesure pour l'accélération du jugement, et pour éviter les inconvéniens des transports de témoins, ou pour toute autre considération importante.

5. Aussitôt l'arrivée du tribunal dans le lieu où l'accusé devra être jugé, le président ou le vice-président interrogera l'accusé en présence de l'accusateur militaire ou de son substitut; il fera tenir note de cet interrogatoire par le greffier.

6. Tout accusé pourra faire choix d'un conseil, sinon le président lui en désignera un; mais le conseil ne pourra jamais communiquer avec l'accusé que lorsqu'il aura été entendu.

7. L'accusateur militaire sera tenu, aussitôt après l'interrogatoire, de faire ses diligences, de manière que l'accusé soit jugé de suite et sans aucun retard; il requerra en conséquence la formation du jury de jugement, fera avertir les jurés et assigner les témoins.

## TITRE XII.

### *De l'examen et de la conviction.*

Art. 1. En présence des juges, de l'accusateur militaire, des jurés et des citoyens, qui ne pourront entrer que sans armes, sans cannes ni bâtons, l'accusé comparoîtra à la barre, libre et sans fers : le président lui dira qu'il peut s'asseoir, lui demandera ses nom, âge et profession, et sa demeure, dont il sera tenu note par le greffier.

2. Le président avertira l'accusé d'être attentif à tout ce qu'il va entendre; il ordonnera au greffier de lire l'acte d'accusation; après quoi il dira à l'accusé : *voilà de quoi on vous accuse; vous allez entendre les charges qui seront produites contre vous.*

3. L'accusateur militaire exposera le sujet de l'accusation; il fera entendre les témoins, ainsi que la partie plaignante, s'il y en a. Les témoins, avant de déposer, prêteront serment de parler sans haine et sans crainte, et de dire la vérité toute entière.

4. L'examen des témoins sera toujours fait de vive voix, et sans que leurs dépositions soient écrites.

Les témoins ne pourront jamais s'interpeller entre eux, ils seront entendus séparément. Cependant l'accusé pourra demander qu'ils soient entendus en présence les uns des autres; il pourra demander également que ceux qui ont déposé se retirent de l'au-

ditore, ou qu'un ou plusieurs d'entre eux soient introduits pour être entendus de nouveau séparément ou en présence les uns des autres.

L'accusateur militaire aura la même faculté.

5. Chaque témoin sera tenu de déclarer s'il est parent, allié, serviteur ou domestique de l'accusé, s'il le connoissoit avant le fait qui a donné lieu à l'accusation, et s'il entend parler de l'accusé présent.

6. A chaque déposition de témoin, le président demandera à l'accusé s'il veut répondre à ce qui vient d'être dit contre lui. L'accusé pourra, ainsi que son conseil, dire, tant contre les témoins que contre leur témoignage, ce qu'il jugera utile à sa défense.

7. Le conseil sera tenu de s'exprimer avec décence et modération.

8. Tous les effets trouvés lors du délit ou depuis, pouvant servir à conviction, seront représentés à l'accusé, et il lui sera demandé de répondre personnellement s'il les reconnoît.

9. A la suite des dépositions, l'accusateur militaire sera entendu. La partie plaignante pourra demander à faire des observations : l'accusé et ses conseils pourront leur répondre.

10. Le président résumera l'affaire, fera remarquer aux jurés les principales preuves pour et contre l'accusé ; il terminera en leur rappelant, avec simplicité, les fonctions qu'ils ont à remplir, et posera distinctement les questions sur lesquelles ils ont à décider.

L'accusé, son conseil et l'accusateur militaire pourront faire des observations sur la manière de poser les questions.

11. Le président mettra par écrit les questions suivant leur ordre, et les donnera au chef du jury, qui sera toujours le plus ancien d'âge.

12. Le président ordonnera aux jurés de se retirer dans une chambre voisine ; ils y resteront sans pouvoir communiquer avec personne.

13. Lorsque les jurés se trouveront en état de pouvoir donner leur déclaration, ils feront avertir l'accusateur militaire, lequel passera dans la chambre du conseil, où le chef du jury se rendra pareillement avec le juré le moins avancé en âge.

Les jurés successivement, et en l'absence les uns des autres, feront, chacun devant eux, leur déclaration particulière, de la manière qui va être expliquée.

14. Chaque juré prononcera sa déclaration dans la forme suivante : *Sur mon honneur et ma conscience, l'accusé est convaincu de tel fait, ou l'accusé n'est pas convaincu.*

L'opinion de quatre jurés suffira pour décider en faveur de l'accusé les questions posées par le président.

15. Lorsque la question de l'excuse n'aura pas été posée par le président, les jurés pourront également prononcer que l'accusé est excusable ; mais en ce cas, leur déclaration ne pourra être fixée en faveur de l'accusé sur cette question, qu'à la majorité absolue des voix.

16. La déclaration des jurés portant que l'accusé est excusable, sera motivée. Les motifs d'excuse seront réglés par les jurés à la majorité des voix.

17. Cela fait, les jurés rentreront dans l'auditoire; et après avoir repris leur place, le président leur demandera si l'accusé est convaincu d'avoir, etc.

18. Le chef du jury répondra : *Sur mon honneur et ma conscience, la déclaration du jury est ; tel n'est pas convaincu, etc. ; ou bien : tel est convaincu, etc. : tel est excusable, ou tel n'est pas excusable.*

19. Si le jury déclare que l'accusé est excusable, le président, le vice-président et le substitut de l'accusateur militaire se réuniront à l'instant; et après avoir pris lecture de la déclaration des jurés, ils entendront l'accusateur militaire, ainsi que l'accusé et son conseil, s'ils veulent parler, et prononceront ensuite, s'il y a lieu, la peine résultant du procès porté devant le tribunal; mais cette peine ne pourra, en aucun cas, excéder deux ans de prison.

20. La déclaration sera reçue par le greffier, signée de lui et de tous les juges.

21. Le jury ne pourra donner de déclaration sur un délit qui ne seroit pas porté dans l'acte d'accusation, quelle que soit la déposition des témoins.

22. Si l'accusé est déclaré non convaincu du fait porté dans l'acte d'accusation, et qu'il ait été inculpé sur un autre crime par les dépositions des témoins, le président, sur la demande de l'accusateur militaire, ordonnera qu'il soit arrêté de nouveau. Il recevra les éclaircissemens que le prévenu donnera sur ce nouveau fait; et, s'il y a lieu, il délivrera un mandat d'arrêt, et renverra le prévenu, ainsi que les témoins, devant le substitut de l'accusateur militaire (ou devant l'accusateur, si c'est le substitut qui a porté la parole), lequel entendra les témoins et le prévenu, et dressera l'acte d'accusation, s'il y a lieu, sans autre formalité.

23. Le tribunal criminel militaire une fois assemblé ne pourra, dans aucun cas, se séparer, que les prévenus pour lesquels il aura été convoqué ne soient définitivement jugés.

## TITRE XIII.

### *Du jugement et de l'exécution.*

Art. 1. Lorsque l'accusé aura été déclaré non convaincu, le président prononcera qu'il est acquitté de l'accusation, et ordonnera qu'il soit mis sur-le-champ en liberté.

2. Tout particulier ainsi acquitté ne pourra plus être repris ni accusé pour raison du même fait.

3. Lorsque l'accusé aura été déclaré convaincu, le président, en présence des citoyens, le fera comparaître, et lui donnera connoissance de la déclaration du jury.

4. L'accusateur militaire fera sa réquisition pour l'application de la loi. L'accusé et son conseil pourront faire des observations; le président prononcera ensuite la peine établie par la loi, ou acquittera l'accusé, dans le cas où le fait dont il est convaincu, n'est pas défendu par elle.

5. Si celui qui a présidé aux débats n'est pas d'avis de prononcer la peine dont l'accusateur militaire a requis l'application, le président, le vice-président et le substitut de l'accusateur militaire se réuniront de suite pour délibérer en commun et sans déssemparer. La déclaration des jurés leur sera lue; l'accusateur militaire sera de nouveau entendu; l'accusé et son conseil pourront faire des obser-

ventions, et les juges prononceront ensuite. Il leur sera libre de se retirer dans une chambre pour délibérer.

Si le substitut avait porté la parole dans une affaire, l'accusateur militaire sera appelé à sa place pour délibérer sur l'application de la loi.

6. Les trois juges donneront leur avis à haute voix, en commençant par le substitut de l'accusateur militaire, et finissant par celui qui aura présidé aux débats.

7. La délibération sera prise à la majorité des voix : s'il y avait trois avis, le plus favorable à l'accusé l'emportera.

8. Celui qui aura présidé aux débats, avant de prononcer le jugement, lira le texte de la loi sur lequel il est fondé.

9. Le greffier écrira le jugement, dans lequel sera inséré le texte de la loi lu par le président.

10. Le président prononcera à l'accusé son jugement de condamnation.

11. L'accusateur militaire fera exécuter le jugement dans les vingt-quatre heures, et aura à cet effet le droit de requérir l'assistance de la force publique.

12. Le silence le plus absolu sera observé dans l'auditoire ; et si quelque particulier s'écarteroit du respect dû à justice, le président pourra le reprendre, le condamner à une amende, ou même à garder prison jusqu'au terme de huit jours, suivant la gravité des faits.

13. Le tribunal criminel sera compétent pour prononcer les peines de discipline et de police correctionnelle résultant des procès portés devant lui ; mais, dans ce cas, le président, le vice-président et le substitut de l'accusateur militaire, ou l'accusateur, si le substitut a porté la parole dans l'affaire, se réuniront pour prononcer, après avoir pris lecture de la déclaration des jurés, et avoir entendu l'accusateur militaire, ou son substitut, ainsi que l'accusé et son conseil, s'ils veulent parler.

14. Les contumaces seront jugés dans la même forme et de la même manière, sauf à recommencer la procédure, dans le cas où le prévenu seroit arrêté et traduit devant le tribunal militaire.

15. Le président veillera à ce que le jugement soit lu dans les vingt-quatre heures à la tête du corps dont sera le coupable.

16. A cet effet, l'accusateur militaire aura le droit de requérir le commandant du corps de rassembler sa troupe, qui, dans ce cas, se rassemblera sans armes.

17. Les jugemens des tribunaux criminels militaires ne seront point sujets à cassation.

18. Dans les cas non prévus par les lois pénales militaires, les tribunaux criminels et de police correctionnelle militaire appliqueront les peines énoncées dans les lois pénales ordinaires, lorsque le délit s'y trouvera classé.

19. Le comité de la guerre fera incessamment un rapport à la Convention nationale sur les changemens à faire aux lois pénales militaires. En attendant que la

Convention y ait statué, les lois actuellement existantes seront suivies et observées en tout ce qui n'est pas contraire au présent décret.

20. Les tribunaux criminels ordinaires et les juges de paix civils connaîtront des délits commis par les militaires hors du territoire occupé par les armées, en se conformant en tout aux dispositions de la présente loi.

## TITRE XIV.

### *Du traitement accordé aux officiers de police et aux membres du tribunal militaire.*

Art. 1. Le traitement du président, du vice-président, de l'accusateur militaire et de son substitut, sera de 5000 livres chacun.

Il sera payé à l'accusateur militaire, pour frais de bureau, mille livres par année.

Le traitement du greffier sera de quatre mille livres, et celui du commis-greffier, deux mille livres.

Les frais de voyage des président, vice-président, de l'accusateur militaire, de son substitut, du greffier, de son commis, leur seront en outre payés sur le pied d'une livre dix sous par lieue chacun.

Le traitement de chaque officier de police sera de cinq mille livres, et il ne lui sera point alloué de frais de voyage.

Toutes ces dépenses seront acquittées chaque mois par le payeur-général de l'armée, sur une ordonnance du commissaire-ordonnateur.

2. L'accusateur militaire est chargé de pourvoir à la fourniture du papier, bois, chandelle et autres choses nécessaires à l'établissement du tribunal, les frais seront payés chaque mois par le payeur-général de l'armée, sur les états fournis par l'accusateur militaire, visé par le président, et ordonné par le commissaire-ordonnateur. Ces frais ne pourront excéder 200 liv. par mois.

3. Les officiers de police, les président, vice-président, l'accusateur militaire et son substitut, ne pourront boire ni manger avec aucun militaire ou employé à l'armée, sous peine de destitution.

4. Les membres du tribunal criminel militaire auront un journal qui contiendra la notice de leurs opérations et des voyages qu'ils feront; ils enverront, chaque décade, au comité de la guerre et au conseil exécutif, l'extrait de ce journal, contenant la notice des opérations qu'ils auront faites dans la décade précédente.

## TITRE XV.

### *Costume des officiers de police aux armées, et des membres des tribunaux militaires.*

Art. unique. Habit bleu national, donblure rouge, paremens et collet rouges, lieré blanc, veste et culotte de drap blanc, boutons jaunes, au milieu du bouton le faisceau de la liberté, et autour ces mots : *Police militaire*, pour les officiers de police et justice militaire; pour les membres du tribunal, le chapeau à trois cornes, avec un paoche aux trois couleurs.

Lorsqu'ils seront en fonctions, ils porteront le sabre et le ruban aux trois couleurs en sautoir, avec médaillon au bas du ruban, sur le fond duquel seront gravés ces mots : *Officier de police militaire*, pour les officiers de police; *Juge militaire*, pour les présidens et vice-présidens; *Accusateur militaire*, pour l'accusateur militaire et son substitut.

## N°. 15.

## DÉCRET de la Convention nationale,

DU 3 GERMINAL AN 2,

*Qui prescrit la manière de procéder à l'égard des faux témoins devant les tribunaux criminels militaires.*

Art. 1. L'article 41 du titre VII de la seconde partie de la loi du 16 septembre 1791, continuera d'être exécuté relativement aux personnes prévenues d'avoir porté faux témoignage devant les tribunaux criminels ordinaires, sans qu'il puisse être fait à cet égard aucune distinction entre les militaires et les non militaires.

2. En cas de déposition évidemment fautive devant un tribunal criminel militaire, le président sera tenu, soit d'office, soit sur la réquisition de l'accusateur public ou de l'accusé, d'en dresser procès-verbal, de faire arrêter sur-le-champ le prévenu de faux témoignage, de l'interroger, et de délivrer contre lui un mandat d'arrêt.

3. Si le prévenu est militaire, ou s'il est employé ou attaché à la suite de l'armée, il sera, en vertu de ce mandat d'arrêt et sans autre formalité, traduit au tribunal criminel militaire devant lequel il a déposé; et l'acte d'accusation sera, dans ce cas, dressé par le président.

4. Si parmi plusieurs témoins prévenus à la fois de fausse déposition dans la même affaire, un ou plusieurs sont ou militaires, ou employés à l'armée, ou attachés à sa suite, le délit sera poursuivi à l'égard de tous de la manière prescrite par l'article précédent.

5. Il en sera de même, quel que soit l'état du prévenu, lorsque la séance du tribunal militaire à laquelle il a déposé, aura été tenue hors du territoire français.

6. Dans tout autre cas, le prévenu non militaire et non employé ou attaché à la suite de l'armée, sera, par le mandat d'arrêt mentionné en l'article 2, renvoyé devant le directeur du jury du district dans l'étendue duquel il a déposé.

7. Les règles de compétence établies par la présente loi, auront également lieu relativement aux personnes prévenues d'avoir porté faux témoignage devant les tribunaux de police correctionnelle, soit militaires, soit ordinaires.

Mais dans ce cas, le mandat d'arrêt sera délivré par l'officier de police qui présidera le tribunal de police correctionnelle, et le prévenu ne sera traduit au tribunal criminel, soit ordinaire, soit militaire, qu'après avoir été mis en état d'accusation de la manière déterminée, soit par le titre premier de la seconde partie de la loi du 16 septembre 1791, soit par le titre VI de la loi du 3 pluviose, suivant les distinctions contenues aux articles précédens.

8. Les dispositions ci-dessus auront leur effet à l'égard des prévenus de faux témoignage, dont le procès ne sera pas encore jugé définitivement à l'époque de la publication de la présente loi.

N<sup>o</sup>. 16.

## DÉCRET de la Convention nationale,

DU 3 FLORÉAL AN 2,

*Relatif aux effets d'habillement et d'équipement qui auront été distraits par les militaires, et à la visite de leurs malles et paquets.*

Art. 1. Tout militaire qui distraira, sous quelque prétexte que ce soit, des effets d'habillement, d'équipement, d'armement ou de campement fournis par la République, encourra la peine de cinq ans de fers, prononcée par l'art. 13 de la loi du 12 mai 1793.

2. Lorsqu'un militaire, présent au corps, aura des envois à faire, soit par des voitures publiques, soit particulières, ou par telle voie que ce soit, autre que par les voitures attachées aux armées, il sera tenu d'en faire sa déclaration à la municipalité du lieu où il se trouvera.

3. Les malles ou paquets seront soigneusement visités et fermés, en présence du militaire et d'un officier ou sous-officier du détachement, par deux membres du conseil général de la commune, qui y apposeront le cachet de la municipalité, et délivreront un permis.

Dans le cas où il se trouveroit des effets d'habillement, d'équipement, d'armement ou de campement appartenant à la République, ils en feront la saisie.

4. Si l'armée se trouve hors du territoire de la République, le commissaire des guerres suppléera aux officiers municipaux; il ap-

posera sur les malles ou paquets le cachet de la République, et il fera mention sur le permis de l'endroit du départ.

5. Il est défendu à tous employés aux messageries et autres citoyens de se charger du transport d'aucun paquet appartenant à des militaires en activité de service, à moins que les conditions ci-dessus prescrites n'aient été remplies, et ce, à peine de deux ans de fers.

6. Tout citoyen qui facilitera de pareils envois au préjudice des dispositions ci-dessus, sera également puni de deux ans de fers.

7. Tous effets d'équipement ou d'armement saisis seront déposés, par les soins de la municipalité du lieu où se fera la saisie, à l'administration du district, qui en informera sur-le-champ le comité de la guerre de la Convention, et la commission du commerce et des approvisionnements.

8. Les commissaires des guerres qui, en vertu de l'article 4 ci-dessus, auront saisi des effets militaires, seront tenus de les déposer dans les magasins de l'armée, et d'en rendre compte aussitôt.

---

## N<sup>o</sup>. 17.

### DÉCRET de la Convention nationale,

DU 18 PRAIRIAL AN 2,

*Relatif aux dépositions des militaires cités comme témoins  
devant les tribunaux.*

Art. 1. Les militaires et les citoyens attachés aux armées ou employés à leur suite, dont le témoignage sera requis dans les affaires criminelles ou de police correctionnelle qui s'instruiront, soit devant un tribunal militaire de leur arrondissement, soit devant un tribunal ordinaire siégeant dans la place où ils seroient en garnison, seront entendus et donneront leurs déclarations de la même manière que les autres personnes citées en justice pour déposer.

2. Lorsque le témoignage de militaires, ou de citoyens attachés aux armées ou employés à leur suite, sera requis dans des affaires criminelles ou de police correctionnelle portées, soit devant un autre tribunal militaire que celui de leur arrondissement, soit



devant un autre tribunal ordinaire que celui de leur garnison, il sera procédé ainsi qu'il suit :

3. L'officier de police civile ou militaire, le directeur du jury, l'accusateur public ou militaire, qui jugera nécessaire de faire entendre des témoins de la qualité énoncée en l'article précédent, rédigera et communiquera au prévenu ou accusé la série des questions auxquelles il croira qu'il doit répondre : il tiendra note des observations du prévenu ou accusé, les lui fera signer, ou fera mention de la cause pour laquelle il n'aura pas signé, et adressera le tout à l'accusateur militaire de l'armée où ils seront employés, ou s'il l'ignore, à la commission de l'organisation et du mouvement des armées de terre, qui en fera l'envoi dans les trois jours à l'accusateur militaire dont il vient d'être parlé.

4. La même forme sera observée à l'égard des témoins de la qualité énoncée en l'article 2, que le prévenu ou accusé voudroit faire entendre pour sa justification, sauf qu'en ce cas le prévenu ou accusé pourra rédiger lui-même sa série de questions.

5. L'accusateur militaire à qui auront été adressées les questions et observations mentionnées dans les deux articles précédens, les fera de suite passer à l'officier de police de sûreté militaire le plus à portée des témoins à entendre; et il veillera à ce que cet officier reçoive, sans délai et par écrit, leurs déclarations sur chacune des questions qui lui auront été transmises, et à ce qu'il les fasse parvenir, sans le moindre retard, à l'officier de police, directeur du jury, ou accusateur public ou militaire, qui aura envoyé les questions et observations ci-dessus.

6. Immédiatement après avoir reçu ces déclarations, l'officier de police, directeur du jury, ou accusateur public ou militaire, les communiquera au prévenu ou accusé.

7. Il tiendra note des observations que le prévenu ou accusé fera sur ces déclarations et les lui fera signer, ou fera mention de la cause pour laquelle il ne les aura point signées.

8. Le prévenu ou accusé pourra, en conséquence de ces observations, requérir l'officier de police, directeur du jury, ou accusateur public ou militaire, de faire interroger une seconde fois les témoins qui auront donné ces déclarations.

L'officier de police, directeur du jury ou accusateur public ou militaire, pourra également d'office les faire interroger une seconde fois.

Dans l'un et l'autre cas, les règles prescrites par les articles 3, 4 et 5 pour la première audition, seront observées pour la seconde.

9. Pour l'exécution des articles précédens, les tribunaux criminels sont autorisés, nonobstant les articles 21 et 22 du titre VI de la seconde partie de la loi du 16 septembre 1791, à prononcer tous

délais nécessaires, soit sur la demande des accusés, soit sur les réquisitions des accusateurs publics.

10. Les déclarations données par écrit de la manière qui vient d'être déterminée, seront considérées comme dépositions orales,

Par les officiers de police,

Par les tribunaux de police correctionnelle,

Par les directeurs du jury,

Par les jurés d'accusation.

11. Dans les affaires portées devant les jurés de jugement, ces déclarations et les observations faites par l'accusé en conséquence des articles 3 et 7, seront lues publiquement lors du débat.

12. Après le débat et la position des questions auxquelles il donnera lieu, le président demandera aux jurés de jugement s'ils sont en état de prononcer sans entendre oralement les témoins, soit militaires, soit attachés aux armées ou employés à leur suite, dont les déclarations auront été lues.

13. Les jurés se retireront dans leur chambre, et décideront d'abord cette dernière question à la pluralité absolue des voix.

14. S'ils la décident pour l'affirmative, il passeront de suite à l'examen des questions du foud, telles qu'elles auront été posées par le président.

15. S'ils la décident pour la négative, ils rentreront sur-le-champ dans l'auditoire, et annonceront dans la forme ordinaire le résultat de leur délibération.

16. Dans ce cas, s'il s'agit d'un délit contre-révolutionnaire, le tribunal ordonnera que les témoins, soit militaires, soit attachés aux armées, ou employés à leur suite, seront assignés à comparoltre en personne, et que le débat sera entièrement recommencé devant les mêmes jurés, et à jour fixe.

Il ne pourra néanmoins faire citer les généraux en chef ou de division, qu'après y avoir été autorisé par le comité de salut public.

17. S'il s'agit d'un délit ordinaire, le tribunal déclarera qu'il est sursis à prononcer sur l'acte d'accusation, jusqu'à ce que les témoins, dont l'audition orale aura été jugée nécessaire, cessent d'être employés activement à l'armée, ou jusqu'à ce que le comité de salut public ait déclaré qu'ils peuvent être assignés à comparoltre en personne.

18. Les dispositions ci-dessus seront observées même dans les procès commencés avant la publication de la présente loi.

19. La présente loi ne sera adressée qu'aux tribunaux : son insertion au bulletin tiendra lieu de publication.

N<sup>o</sup>. 18.

*Loi qui applique aux officiers et fonctionnaires militaires qui, sans permission, retireront un militaire d'un bataillon pour l'employer dans leurs bureaux, la peine prononcée par l'article 20 de la quatrième section de la loi du 12 mai 1793.*

DU 13 BRUMAIRE AN 3.

Art. 1. La peine prononcée par l'article 20 de la quatrième section de la loi du 12 mai 1793, contre le commandant de troupe qui sera convaincu d'avoir reçu ou de garder sciemment dans sa troupe un soldat sorti d'un autre corps, sans qu'il soit porteur d'un congé en bonne forme, est applicable à tout officier, quel que soit son grade, commandant temporaire, commissaire des guerres et autre fonctionnaire militaire quelconque, qui retirera d'un bataillon un militaire pour l'employer dans ses bureaux, sans une permission par écrit des représentans du peuple aux armées, ou du comité de salut public.

2. Tous ceux qui ont, en ce moment, des militaires employés auprès d'eux sont tenus de les faire rentrer dans leurs bataillons respectifs, d'ici au premier nivose, à moins qu'avant cette époque ils n'aient été autorisés à les conserver.

N<sup>o</sup>. 19.

*Loi qui prononce des peines contre les prisonniers de guerre qui sortiroient, sans permission du Gouvernement, des lieux fixés pour leur détention ou résidence.*

DU 9 PRAIRIAL AN 3.

Art. 1. Tout individu fait prisonnier de guerre par les armées de la République et retenu en France comme tel, qui, sans permission du Gouvernement, sortira du lieu fixé pour sa détention ou sa résidence, sera puni de six années de fers.

S'il est trouvé dans le département de Paris, il sera puni de mort.

2. Tout prisonnier de guerre, même échangé, qui se trouve actuellement dans le département de Paris, sans ordre exprès du Gouvernement, est tenu d'en sortir dans les vingt-quatre heures de la publication du présent décret.

Passé ce délai, tout contrevenant au présent article sera puni de mort.

3. Les peines portées par le présent décret seront appliquées par une commission militaire de cinq membres, qui sera établie dans le chef-lieu du district de l'arrestation du contrevenant. Cette commission sera nommée par le général commandant la division dans l'arrondissement de laquelle elle devra tenir ses séances.

## N°. 20.

*Loi qui détermine les peines à infliger à tous les individus qui, après avoir prêté serment à la République, auroient conspiré contre elle.*

DU 30<sup>e</sup> PRAIRIAL AN 3.

### Art. 1. ....

2. Les individus qui, contre leur serment de soumission aux lois de la république, auront conspiré ou se seront armés contre elle, seront poursuivis comme rebelles.

3. Les chefs, commandans et capitaines, les embaucheurs et les instigateurs de rassemblemens armés sans l'autorisation des autorités constituées, soit sous le nom de *Chouans*, ou sous telle autre dénomination, seront punis de la peine de mort.

4. Les hommes armés, pris dans ces rassemblemens, s'ils sont déserteurs ou étrangers au département où ils seront pris, seront punis de la même peine.

5. Les habitans des campagnes, entraînés et surpris dans ces rassemblemens, et qui ne seront pas convaincus d'avoir participé aux assassinats, seront punis, suivant la gravité des cas, de deux, trois ou quatre mois de détention, et d'une amende égale à la moitié de leurs revenus; et leur liberté ne leur sera rendue que sous la caution de quatre citoyens connus, qui répondront de leur conduite.

6. Les prévenus arrêtés dans lesdits rassemblemens, seront tra-

dnits, par les ordres des commandans de la force armée, devant le tribunal militaire de la division, pour y être jugés dans le plus court délai.

7. Les prévenus d'avoir pris une part active à des révoltes depuis la pacification, arrêtés hors des rassemblemens et sans armes, seront traduits devant les tribunaux criminels de département; l'accusateur public dressera seul l'acte d'accusation, et ils seront jugés par le tribunal.

8. Les peines prononcées par l'article 4, seront appliquées aux chefs, commandans, capitaines et instigateurs, et celle de l'article 6 aux autres prévenus.

9. Les corps administratifs et militaires sont chargés d'assurer l'exécution du présent, et les représentans du peuple la surveilleront.

---

## N<sup>o</sup>. 21.

*Loi portant amnistie en faveur des militaires qui ont quitté leur corps pour rentrer dans l'intérieur, et injonction aux défenseurs, autres que ceux absens par congés, de rejoindre les drapeaux de la République dans le délai de dix jours.*

DU 10 THERMIDOR AN 3.

Art. 1. La Convention nationale n'attribuant qu'à un desir momentané de revoir leurs foyers la faute des militaires qui ont quitté jusqu'à ce jour leurs drapeaux pour rentrer dans l'intérieur, accorde une amnistie générale pour tous les délits relatifs à la désertion, pourvu que ce ne soit pas à l'ennemi ou à l'étranger, et sous la condition formelle que tous les militaires absens de leur corps sans autorisation, partiront dans le délai de dix jours, à compter de la publication du présent décret, pour rejoindre leurs drapeaux. Ceux qui n'ont encore rejoint aucun corps, se rendront à l'armée la plus voisine.

2. Les directoires de district sont tenus de leur expédier des routes pour les faire jouir des fournitures accordées par la loi aux militaires en route : ces fonctions seront remplies à Paris par les comités civils de section.

3. Sont exceptés de l'article premier les militaires de toute arme porteurs d'un congé de réforme ou absolu, et ceux employés par réquisitions émanées du comité de salut public pour les travaux

de l'agriculture, des manufactures ou autres objets d'utilité publique.

4. Sont également exceptés, mais jusqu'à leur rétablissement seulement, les militaires malades ou en convalescence, à la charge de faire constater leur état par les officiers de santé nommés à cet effet par les districts, et sous peine, pour ces officiers de santé, de deux années de fers, conformément à la loi du 22 vendémiaire de l'an second, s'ils avoient donné des certificats dont l'exposé ne fût pas véritable.

5. Toutes réquisitions ou permissions particulières, tous congés limités sont révoqués, à l'exception de ceux émanés du comité de salut public, ou en vertu de ses ordres. Les militaires qui en sont porteurs, seront tenus de partir sur-le-champ; ceux qui sont porteurs de congés limités émanés du comité de salut public, ou expédiés par la commission des armées de terre, en vertu des ordres du comité, seront tenus de partir à l'expiration desdits congés, mais sans que leur durée puisse être étendue au-delà du 30 fructidor prochain. A cette époque, les congés limités qui avoient un terme ultérieur, sont censés expirés.

6. Les charretiers attachés au service des transports militaires seront également tenus de rejoindre leurs équipages dans le même délai et sous les mêmes peines.

Les fils de fermiers ou cultivateurs qui avoient obtenu des exemptions de service militaire, sous l'obligation de fournir aux armées une voiture attelée de quatre chevaux, et qui n'ont pas rempli leur engagement, seront tenus de rejoindre leur corps sur-le-champ, à moins qu'ils ne préfèrent de fournir une voiture, conformément à leur engagement. Ils seront soumis aux mêmes peines, dans le cas où ils n'auroient pas obéi dans le temps prescrit.

7. A la réception du présent décret, les directoires de district nommeront des commissaires pour former, dans leur arrondissement, et par municipalité, trois états nominatifs; l'un, des citoyens qui, en vertu des articles 1, 5 et 6, seront dans le cas de rejoindre leur corps; le second, de ceux qui, porteurs de congés absolus, de réforme, ou de réquisitions du comité de salut public, ou soumissionnaires de voitures, doivent être exempts, aux termes des articles 3 et 6; le troisième enfin, de ceux dont le départ, en vertu des articles 4 et 5, doit être différé.

.....

Les comités civils des sections rempliront à Paris les formalités prescrites par cet article aux directoires de district.

8. Les agents nationaux des communes seront personnellement responsables des déclarations qu'ils feront à ce sujet aux commissaires nommés par le district pour le recensement des citoyens de réquisition. Ils en signeront les états, conjointement avec les com-

missaires. Tout délit à cet égard de la part des agens nationaux, sera puni de destitution et de deux mois de détention.

9. Les officiers de gendarmerie seront également appelés à la confection de ces états, et les signeront. Dans le cas où ils auroient toléré quelque abus ou négligence, ils seront destitués de leur emploi; et en cas de connivence prouvée, ils seront punis de deux années de fers.

10. Les directoires de district adresseront aux départemens les états nominatifs qu'ils auront formés en vertu de l'article 7, et remettront au commandant de la gendarmerie, dans leur arrondissement, une expédition des états n<sup>o</sup>. 1 et 3, portant les noms des citoyens tenus de rejoindre leur corps. Le commandant de la gendarmerie tiendra la main à leur départ, et en sera responsable sous peine de destitution.

11. Tous les individus compris dans les articles précédens, qui ne seront pas partis pour l'armée dans les dix jours qui suivront la publication du présent décret, ou qui s'écarteront de leur route, seront regardés comme déserteurs, arrêtés par la gendarmerie, et conduits de brigade à l'armée la plus voisine.

12. Tout individu qui recèlera sciemment un militaire sera condamné à deux mois de détention.

13. Pour établir la responsabilité des communes à cet égard, celles qui n'auront pas fait partir les volontaires qui, aux termes du présent décret, doivent rejoindre leur corps, seront tenues de fournir un homme de remplacement pour chaque volontaire qui ne sera pas parti.

Cet homme de remplacement sera tiré au sort parmi les jeunes gens non mariés, parvenus, depuis le 23 août 1793, à l'âge de dix-huit ans, et, à leur défaut, parmi ceux de vingt-cinq à trente ans.

14. Les directoires de district seront spécialement chargés de l'exécution du présent décret, et prendront les mesures qu'ils jugeront les plus propres à en assurer le succès. Ils adresseront au comité de salut public les états n<sup>o</sup>. 2 des citoyens de la réquisition exempts de marcher, et lui rendront, chaque décade, un compte des citoyens partis de chaque commune en vertu du présent décret.

Ils adresseront également à la commission des armées de terre un état détaillé, par commune, des citoyens partis pour l'armée, avec l'indication des corps où ils doivent se rendre.

15. La commission des armées de terre fera faire le déponillement de ces états par armée et par corps, et les adressera à chaque conseil d'administration, avec ordre de lui rendre compte, dans le mois, de ceux des citoyens portés auxdits états qui auroient rejoint, et de ceux qui n'auroient pas rejoint leur corps.

16. Les directoires de département nommeront un officier de santé pour faire la visite des hôpitaux du département, et constater l'état de tous les militaires qui s'y trouveront.

Ils auront attention de faire expédier sur-le-champ des billets de sortie

tous les volontaires qu'ils jugeront en état de supporter la route. Ces billets de sortie indiqueront la route que chaque volontaire devra tenir pour se rendre à son corps.

Dans les armées, les commissaires ordonnateurs en chef prendront également des mesures pour la prompte sortie des volontaires qui, sans aucun motif d'infirmité réelle, seroient restés dans les hôpitaux.

Les officiers de santé chargés de cette visite, en seront personnellement responsables. Il y aura peine de destitution contre ceux qui n'auroient pas rempli strictement leur devoir.

17. La commission du mouvement des armées de terre et celle des secours publics sont chargés de l'exécution du présent décret, chacune en ce qui la concerne.

---

## N<sup>o</sup>. 22.

*Loi qui étend aux militaires contre lesquels il a été prononcé des peines pour fait de désertion dans l'intérieur, l'amnistie accordée par la loi du 10 thermidor, à ceux qui avoient abandonné leurs drapeaux.*

DU 23 THERMIDOR AN 3.

Art. 1. L'amnistie accordée par la loi du 10 de ce mois aux militaires qui avoient abandonné leurs drapeaux, est étendue et appliquée à ceux qui ayant déserté dans l'intérieur de la République, ont été traduits au tribunal criminel militaire, et condamnés à la peine prononcée par la loi.

2. Tous ceux de ces déserteurs qui subissent en ce moment cette peine, et qui ne sont coupables que du délit de désertion dans l'intérieur, seront sur-le-champ mis en liberté, et renvoyés à leurs corps respectifs, pour y continuer leur service comme par le passé.

3. Il leur sera en conséquence expédié des routes pour leurs corps respectifs, avec les objets absolument indispensables pour leur voyage; et ceux d'entre eux qui s'écarteroient de leur route, seront privés de l'effet de l'amnistie, et rétablis de suite dans le même état où ils se trouvoient avant le présent décret.

4. Tout militaire qui sera dans le cas de profiter de la présente amnistie, quel que soit son grade, ne pourra prétendre à y être réintégré, et sera mis dans sa compagnie suivant l'ordre de l'époque où il aura rejoint, sans pouvoir se prévaloir de l'ancienneté de son service.



## N°. 23.

*Loi portant que, dans chaque corps de différentes armes, il pourra être accordé des congés à raison de deux hommes par cent, présens aux drapeaux.*

DU 23 THERMIDOR AN 3.

Art. 1. A dater du premier fructidor prochain, et jusqu'à nouvel ordre, il pourra être accordé des congés dans chaque corps des différentes armes, à raison de deux hommes par cent présens aux drapeaux, y compris les sous-officiers.

2. Les militaires détachés dans les dépôts et ateliers des différens corps, de quelque arme qu'ils soient, concourront entre eux à raison du même nombre.

3. Les officiers de tout grade et de toute arme concourront également entre eux et dans les corps dont ils feront partie, à raison d'un officier sur vingt, sans distinction de grade.

4. La durée de ces congés ne pourra excéder trois décades, non compris le temps de route déterminé pour aller et revenir.

5. La distribution de ces congés sera confiée aux conseils d'administration.

6. En conséquence, toutes les demandes de congés limités, seront présentées, pour les sous-officiers et soldats, au commandant de la compagnie, et pour les officiers, au chef du corps dont ils feront partie; ceux-ci les transmettront de suite, visées d'eux, au conseil d'administration, qui en fera dresser un état énonciatif des corps, noms, prénoms, grades et motifs.

7. Lorsque cet état aura été arrêté au jour fixé et annoncé par le conseil d'administration, ce conseil, après avoir apprécié les motifs, déterminera, dans la proportion énoncée ci-dessus, ceux qui lui paraîtront les plus susceptibles d'en obtenir, et les leur fera expédier de suite en bonne forme, approuvés par le commandant.

8. Les commissaires des guerres viseront les congés qui auront été délivrés, et expédieront des routes en conséquence; ils enverront exactement des doubles de ces routes à l'ordonnateur, qui les transmettra de suite à la commission de l'organisation et du mouvement des armées, laquelle en rendra compte au comité de salut public.

9. Ceux des militaires qui auront ainsi obtenu des congés, ne pourront, sous quel prétexte que ce soit, autre que celui de maladie bien et dûment constatée, obtenir de prolongation, et seront tenus, sous les peines déterminées par les lois, de rejoindre aussitôt après l'expiration de leurs congés.

10. Ils seront tenus, à leur arrivée dans les lieux où ils devront passer le temps de leurs congés, de se présenter, tant à la muu-

cipalité qu'aux généraux-commandans de place, aux officiers et sous-officiers de gendarmerie, ou commissaires guerres, dans les lieux où il s'en trouvera, à l'effet de faire viser les congés dont ils seront porteurs.

11. Les autorités civiles et militaires tiendront la main, sous leur responsabilité, au départ des militaires dont les congés seront expirés.

12. D'après les dispositions du présent décret, il est interdit à toute autorité, quelle qu'elle soit, sous peine de destitution, d'accorder aucun congé limité.

13. Dans tous les cas, il ne pourra être accordé de nouveaux congés qu'à fur et à mesure de la rentrée de ceux qui en avoient obtenu, et dans la même proportion.

14. Il ne pourra non plus être accordé de congés de convalescence à aucun militaire, de quelque grade qu'il soit, si ce n'est pour cause de maladie constatée, telle que la nécessité d'un congé de convalescence soit reconnue absolument indispensable.

15. A cet égard, les certificats de convalescence à délivrer ne seront plus établis d'après l'instruction du conseil de santé, en date du 2 nivose dernier. Cette instruction, qui est annulée, sera incessamment remplacée par une nouvelle, que le conseil de santé sera tenu de présenter au plutôt, en se renfermant dans les cas réels de convalescence ou de réforme. Jusqu'à l'époque où cette instruction aura été approuvée par le comité de salut public, les dispositions de l'article 4 du titre III de la loi du 2 thermidor sont maintenues; mais la nécessité de convalescence, pour les militaires à leurs corps, devra être caractérisée ensuite par les officiers de santé, et attestée par les conseils d'administration.

16. Quant aux militaires qui seront aux hôpitaux, la nécessité de convalescence sera déterminée par les officiers de santé de l'hôpital où ils se trouveront, de concert avec un officier de santé du lieu, désigné à cet effet par les districts ou municipalités.

17. Aucun militaire ne pourra être chargé de mission particulière de son corps, ni d'une autorité quelconque, à moins que l'objet n'en soit reconnu absolument indispensable pour le service, par les généraux en chef ou de division, et ne soit approuvé par les représentans du peuple, s'il s'en trouve sur les lieux.

N<sup>o</sup>. 24.*Loi qui établit un nouveau mode pour le jugement des délits militaires.*DU 2<sup>e</sup>. JOUR COMPLÉMENTAIRE AN 3.

Art. 1. Tout délit commis par un militaire, ou par tout autre individu attaché aux armées ou employé à leur suite, sera jugé à l'avenir par un conseil militaire.

2. Ce conseil militaire sera composé de trois officiers, dont un supérieur ou commandant, un capitaine, un lieutenant ou sous-lieutenant, de trois sous-officiers pris dans les deux grades de sergent et de caporal pour l'infanterie, de maréchal-des-logis et brigadier pour les troupes à cheval, et de trois soldats; il sera présidé par le plus élevé en grade.

3. Il sera nommé et convoqué, dès qu'il y aura des délits à juger, par le général le plus à portée, quel que soit son grade.

4. Le conseil de guerre prononcera sans discontinuer sur les délits qui lui seront soumis; son jugement sera inscrit sur un registre tenu à cet effet, et qui sera toujours déposé aux archives, et sous la garde du conseil d'administration des corps, pour y avoir recours et le reprendre dès qu'un nouveau conseil militaire sera convoqué. Le jugement sera signé de tous les membres du conseil, qui, en conséquence, devront savoir écrire pour y être appelés. Les jugemens des individus employés ou attachés à la suite des armées, seront inscrits dans les registres du corps le plus à portée, de quelque arme qu'il soit.

5. Le conseil de guerre nommera hors de son sein un secrétaire pris dans tel grade qu'il jugera convenable; il n'aura point voix délibérative.

6. Chaque conseil d'administration nommera à son choix, à raison d'un par bataillon pour l'infanterie, et dans la même proportion pour les autres armes, un capitaine pour remplir les fonctions de rapporteur près les conseils militaires, donner sur le compte des prévenus les renseignemens qu'il aura pu prendre, et produire contre eux ou à leur décharge toutes les pièces qui tendront à les convaincre ou à les justifier; il donnera ses conclusions, mais sa voix ne sera pas comptée.

7. Ces militaires seront en exercice pendant trois mois, après lequel espace de temps les conseils d'administration procéderont à une nouvelle nomination.

8. Dans le cas où l'un d'eux seroit obligé de voyager pour se rendre près d'un conseil militaire, si c'est un officier d'infanterie qui n'ait pas de cheval, il lui en sera fourni un; et l'étape, tant en vivres que fourrage, lui sera délivrée en route et tant qu'il sera près du conseil militaire.

9. Lorsqu'il s'agira d'un prévenu attaché aux armées ou employé à leur suite, un des militaires nommés pour remplir les fonctions de rapporteur, du corps le plus à portée, sera chargé d'instruire sur ce prévenu, et faire le rapport de son affaire près le conseil militaire.

10. Les militaires nommés pour remplir les fonctions de rapporteur, s'occuperont, sans le moindre délai, d'instruire sur le compte des prévenus dès qu'ils seront arrêtés, chacun dans leurs corps respectifs, afin d'être en état de faire leurs rapports au conseil militaire dès qu'il sera convoqué. Ils se partageront les rapports des prévenus qui sont attachés ou employés à la suite des armées.

11. Le prévenu sera acquitté ou condamné à la majorité des voix, excepté pour la peine de mort, à laquelle il ne pourra être condamné qu'à la majorité des deux tiers des membres, à défaut de laquelle la peine la plus douce prévaudra. Le président recueillera les voix en commençant par le grade inférieur; il ne pourra voter que le dernier. Les jugemens seront exécutés sans appel, immédiatement après avoir été rendus.

12. Le prévenu aura le droit de se donner un défenseur officieux, pris dans les militaires, s'il est militaire, et dans les employés ou attachés à la suite des armées, s'il en fait partie.

13. Les séances de ce conseil seront publiques; il pourra seulement se retirer pour délibérer; mais il reprendra ensuite sa séance, et le président prononcera le jugement à haute voix.

14. Celui qui sera convaincu de crimes d'assassinat, de viol, d'incendie et de vol fait avec effraction, attroupement ou violence, sera puni de mort.

15. Sera réputé vol fait avec attroupement, lorsqu'il sera commis par plus de deux individus réunis; et avec violence, lorsqu'il y aura des voies de fait contre les citoyens.

16. Lorsque le conseil militaire aura à prononcer sur les délits mentionnés à l'article 14, et dont la conviction emporte la peine de mort, le général pour ces cas seulement, nommera le double des membres qui devront le composer, le prévenu aura le droit d'en rejeter un nombre égal, et dans les mêmes grades, à celui qui devra former ce conseil militaire.

17. Le prévenu devra procéder à la réduction des membres aussitôt que la liste double lui en sera présentée. A son refus, les membres les plus âgés dans chaque grade formeront le conseil, et procéderont au jugement du prévenu.

18. S'il y a plusieurs prévenus, ils pourront se concerter pour réduire à moitié, et conformément à l'article 16, la liste double des membres proposés pour former le conseil militaire.

19. S'ils ne se concertent pas, le sort réglera entre eux le rang dans lequel se feront les exclusions; et, à leur refus, le conseil militaire se formera conformément à l'article 17.

20. Le conseil prononcera, sur tous les délits non énoncés en l'article 14, les peines portées au Code pénal militaire; il pourra cependant les commuer, et même les diminuer, suivant que les cas ou les circonstances en atténueront la gravité; il ne pourra jamais les augmenter.

21. Tout conseil militaire sera dissous dès qu'il aura prononcé sur les délits pour le jugement desquels il aura été convoqué; et aucun des membres qui l'auront composé ne pourra être appelé à être appelé à le suivre immédiatement.

22. Tout officier de quelque grade qu'il soit, ou sous-officier, et sur-tout celui qui commandera le corps ou le détachement dans lequel se trouveroient un ou plusieurs militaires qui seroient prévenus d'avoir commis quelque délit, et qui, après en avoir eu connoissance, ne les ferait pas arrêter et incarcérer pour être livrés au conseil militaire, subira trois mois de prison, et sera destitué, s'il est officier; et s'il est sous-officier, il sera, en outre de la peine de trois mois de

prison, dégradé et mis à la queue de la compagnie : ils seront jugés par un conseil militaire.

23. Extraits des jugemens continueront d'être adressés aux généraux, à la commission du mouvement des armées de terre, qui en rendra compte au comité militaire, et après l'établissement de la constitution, au ministre de la guerre.

24. En conséquence de l'institution des conseils militaires, les tribunaux militaires, ceux de police correctionnelle, les officiers de police, sont dès ce moment supprimés : les membres qui les composent seront payés, à dater du jour de la promulgation de la présente loi, d'un mois de traitement, et les commissaires des guerres sont tenus de leur délivrer à chacun une route pour retourner au domicile qu'ils choisiront, sauf à ceux qui en seront susceptibles, de se faire donner une retraite ou replacer par le comité de salut public dans les troupes de la République ou dans d'autres places à sa nomination.

25. Les conseils de discipline continueront à prononcer sur les fautes qui sont de leur compétence.

26. Il est dérogé à toute disposition contraire à celles contenues dans cette loi.

27. Les généraux et tous commandans militaires sont chargés, sous leur responsabilité personnelle, de l'exécution de la présente loi : ils sont spécialement tenus de la faire lire, à la tête des corps, à la parade, et de la faire afficher dans tous les corps-de-garde, casernes et postes fixes.

---

## N°. 25.

*Loi portant que les rebelles, ceux connus sous le nom de Chouans, etc., dont le jugement étoit attribué aux tribunaux militaires, seront jugés par les conseils militaires établis par la loi du deuxième jour complémentaire.*

DU 1<sup>er</sup> VENDÉMIAIRE AN 4.

Art. 1. Les rebelles, ceux connus sous le nom de *Chouans* ou sous toute autre dénomination, et tous ceux désignés par l'article 3 de la loi du 30 prairial, et dont le jugement étoit attribué par

cette loi aux tribunaux militaires, seront jugés par les conseils militaires établis par la loi du deuxième jour complémentaire.

2. Ils seront punis conformément à ce que prescrit ladite loi du 30 prairial, qui, excepté l'article 1.<sup>er</sup>, sera imprimée à la suite de la présente loi, pour être exécutée dans tout ce qui n'est pas contraire au présent décret.

3. Les membres qui devront former les conseils militaires pour les juger, et les militaires qui devront remplir les fonctions de rapporteur, seront pris dans les corps les plus à portée des individus à juger, de quelque arme qu'ils soient : leurs jugemens seront inscrits dans les registres de ces mêmes corps, et expédition en sera adressée à la municipalité du lieu de leur domicile, s'il est connu, et s'il ne l'est pas, à l'administration du département dans lequel le conseil de guerre aura été formé.

4. Les conseils militaires nommeront un défenseur officieux aux prévenus qui refuseront d'en nommer.

5. Les administrations, les généraux et tous commandans militaires, sont chargés spécialement de l'exécution du présent décret, dont l'insertion au Bulletin tiendra lieu de promulgation.

---

## N<sup>o</sup>. 26.

*Loi additionnelle à celle du deuxième jour complémentaire, qui établit un nouveau mode pour le jugement des délits militaires.*

DU 4 BRUMAIRE AN 4.

Art. 1. Les généraux, les chefs de brigade et les chefs de bataillon ou d'escadron, ne seront plus soumis à l'avenir au jugement des conseils de discipline, et toute faute de leur part sera punie par l'officier de tout grade supérieur.

2. Celui qui aura infligé la peine pour fait de discipline, sera tenu d'en rendre compte à l'officier supérieur sous les ordres duquel il est employé, qui, en cas de réclamation de la part de celui qui aura été puni, pourra juger si la peine a été infligée avec justice ; en conséquence, il aura le droit de l'atténuer ou de

l'augmenter, si le cas l'exige, et de punir l'officier qui auroit abusé de son pouvoir.

3. Le ministre de la guerre sera toujours, de droit, juge de toutes les réclamations des militaires pour cause de punition ; il aura le droit, soit d'atténuer ou d'augmenter la peine, et de punir l'officier qui l'aura infligée injustement.

4. Le ministre de la guerre aura le droit de punir le général en chef pour fait de discipline, en en rendant compte sur-le-champ au directoire exécutif, qui prononcera définitivement sur l'objet de la punition.

5. Tout délit commis par un des officiers supérieurs désignés en l'article premier, sera jugé par des conseils militaires formés conformément aux dispositions contenues aux articles ci-après ; et le général en chef et le ministre auront le droit de faire mettre provisoirement en état d'arrestation ceux qui en seront prévenus, en en rendant compte sur-le-champ au directoire exécutif ; ils auront le même droit sur tous autres militaires de tous grades, prévenus de quelque délit.

6. Pour juger un chef de bataillon ou d'escadron, le conseil militaire sera composé d'un officier général, d'un chef de brigade, de deux chefs de bataillon ou d'escadron, de deux capitaines, de deux lieutenants et d'un sous-lieutenant.

7. Pour juger un chef de brigade, le conseil militaire sera formé d'un officier général, de deux chefs de brigade, de deux chefs de bataillon ou d'escadron, de deux capitaines et de deux lieutenants.

8. Pour juger un général de brigade, le conseil militaire sera composé d'un général de division ou ayant commandé en chef, de deux généraux de brigade, de deux chefs de brigade, de deux chefs de bataillon, d'un capitaine du génie et d'un capitaine d'artillerie.

9. Pour juger un général de division, le conseil militaire sera formé d'un général de division ou ayant commandé en chef, de deux généraux de division, de deux généraux de brigade, de deux chefs de brigade, d'un chef de bataillon du génie et de d'un chef de bataillon d'artillerie.

10. Pour juger un général en chef, le conseil militaire sera composé d'un général commandant ou ayant commandé en chef, de trois généraux de division, de trois généraux de brigade, d'un chef de brigade du génie et d'un chef de brigade d'artillerie ; à défaut de général commandant ou ayant commandé en chef, le plus ancien de grade des trois généraux de division présidera, et il sera nommé de plus un chef de brigade d'infanterie ou de cavalerie.

11. Ces conseils nommeront leur secrétaire, et le prendront dans le grade qu'ils jugeront convenable.

12. Le général en chef, et, à son défaut, le général de division, nommera les officiers qui devront composer les conseils militaires pour juger les chefs de brigade et les chefs de bataillon ou d'escadron ; et le comité de salut public, ou le ministre de la guerre, lorsqu'il sera en activité, nommera les officiers qui devront composer les conseils militaires pour juger les généraux de tous grades, en en rendant compte au directoire exécutif.

13. Les officiers qui devront remplir les fonctions de rapporteurs dans les affaires concernant les officiers supérieurs, seront nommés, pour les chefs de brigade et les chefs de bataillon ou d'escadron, par le général en chef, et, à son défaut, par le général de division ; et pour les généraux, ils seront nommés par le comité de salut public, ou par le ministre de la guerre, quand il sera en activité. Il sera toujours pris dans les grades désignés en l'article premier.

14. Les prévenus dans les grades désignés par l'article premier, auront le droit de se choisir un défenseur officieux, et de le prendre dans tel grade militaire qu'ils jugeront convenable.

15. Tous citoyens complices des militaires seront jugés par les conseils militaires, comme ils l'étoient par les tribunaux militaires.

16. Toutes les dispositions prescrites par la loi du deuxième jour complémentaire, qui ne sont pas contraires à celles contenues dans la présente loi, sont également applicables aux conseils militaires qui devront juger les officiers supérieurs.

17. En conséquence, il est dérogé en tout ce qui seroit contraire aux dispositions contenues dans les présens articles additionnels, dont l'insertion au bulletin tiendra lieu de promulgation.

---

## N<sup>o</sup>. 27.

*Loi qui proroge le délai de l'amnistie accordée par les lois des 10 et 23 thermidor an 3, et abolit toutes réquisitions particulières.*

DU 4 PRIMAIRE AN 4.

Art. 1. Le délai de l'amnistie générale accordée par les décrets des 10 et 23 thermidor, an troisième, pour tout délit relatif à la désertion autre qu'à l'ennemi, à l'étranger ou chez les rebelles, est prorogé jusqu'au jour de la promulgation de la présente loi.

2. A dater de sa promulgation, toute délivrance de congés limités est suspendue jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné.

3. Tout congé limité, sous quelque prétexte que ce soit, sera expiré dix jours après la promulgation de la présente loi.

4. Jusqu'à ce qu'il en soit ordonné autrement, il ne sera plus accordé de congé de convalescence à aucun militaire; en conséquence, il sera formé près les armées des établissemens de convalescence.

5. Toute réquisition particulière est abolie. Il ne pourra plus en être délivré à l'avenir, sauf au directoire exécutif à employer les militaires pour objets indispensables d'utilité publique.

6. Tout militaire qui ne sera pas en route dix jours après la promulgation de la présente loi, pour se rendre à son corps, sera réputé déserteur, et puni comme tel.



N<sup>o</sup>. 28.*Loi contenant des mesures pour empêcher la désertion.*

DU 4 PRIMAIRE AN 4.

Art. 1. La surveillance contre la désertion, l'examen des passeports et congés des militaires ou autres citoyens employés près les armées, sont directement confiés à la gendarmerie nationale et aux commissaires près les administrations départementales et municipales, qui auront droit de requérir la force armée pour l'arrestation des déserteurs; et en cas de négligence à cet égard, ils seront punis de la destitution, et de plus forte peine, s'il y a lieu.

2. Tout militaire, quel que soit son grade, tout individu faisant partie de la gendarmerie nationale, qui aura reçu de l'argent ou des effets pour ne pas arrêter les déserteurs, sera condamné à deux années de fers.

N<sup>o</sup>. 29.*Loi qui détermine les peines à infliger aux embaucheurs et aux provocateurs à la désertion.*

DU 4 NIVÔSE AN 4.

Art. 1. Tout embauteur pour l'ennemi, pour l'étranger ou pour les rebelles, sera puni de mort.  
Ses biens seront confisqués.

2. Sera réputé embauteur, celui qui, par argent, par des liqueurs enivrantes, ou tout autre moyen, cherchera à éloigner de leurs drapeaux les défenseurs de la patrie, pour les faire passer à l'ennemi, à l'étranger ou aux rebelles.

3. Au moyen des dispositions ci-dessus, l'article 11 du Code pénal militaire, relatif aux embaucheurs, est rapporté.

4. Celui qui, sans être embaucheur pour l'ennemi, l'étranger ou les rebelles, engageroit cependant les défenseurs de la patrie à quitter leurs drapeaux, sera puni de neuf années de détention.

5. Celui qui, en donnant asile à un déserteur, chercheroit à le dérober aux poursuites et aux recherches ordonnées par la loi, sera puni de six mois d'emprisonnement au moins, de deux ans au plus.

6. Les prévenus des délits ci-dessus énoncés, seront jugés par un conseil militaire, conformément à la loi.

---

## N°. 30.

### *LOI relative au jugement des déserteurs, et à l'indemnité due pour les effets par eux emportés.*

DU 4 NIVÔSE AN 4.

Art. 1. Tout déserteur, pendant la durée de la guerre, sera jugé dans les trois jours qui suivront le rapport, et s'il est absent, condamné par contumace.

2. Lorsque le déserteur aura emporté des objets d'armement, d'habillement ou d'équipement, le jugement rendu contre lui par contumace ou autrement, en fixera le prix : il portera en outre, le montant des frais de recherche, de capture et de conduite de la personne du déserteur.

3. Une expédition du jugement sera adressée au commissaire du directoire exécutif près l'administration du département où le déserteur avoit son domicile.

4. Le commissaire près l'administration du département est tenu, dans les trois jours qui suivront la réception du jugement, de faire toutes les poursuites et diligences nécessaires pour obtenir, sur les biens-meubles ou immeubles du condamné, la somme à laquelle aura été fixée la valeur des objets emportés, et les dépenses occasionnées par la recherche, la capture et la conduite de sa personne.

5. Les sommes dont il est parlé aux articles précédens seront versées dans la caisse du receveur des contributions directes du département.

## N°. 31.

*EXTRAIT des registres des délibérations du directoire exécutif.*

DU 4 VENTOSE AN 4.

Art. 1. Toutes exemptions de réquisition , précédemment accordées sous quelque titre que ce soit , soit par les comités de gouvernement , soit par les représentans du peuple en mission , soit par les divers corps , les généraux , les commissaires des guerres , etc. , autres que celles délivrées par le ministre de la guerre en vertu d'arrêtés du directoire exécutif , conformément à la loi du 4 frimaire dernier , sont annulées.

2. Aucune demande d'exemption faite à une autorité quelconque , même celles appuyées par les certificats ou recommandations de ministres , de corps administratifs ou de tous autres fonctionnaires publics , ne pourra dispenser un jeune citoyen de la réquisition de se rendre sur-le-champ aux armées ; en conséquence , aucun commissaire ni fonctionnaire public , non plus que le ministre de la guerre , ne pourront suspendre le départ des citoyens qui ne s'appuieront que sur de semblables titres ; les agens chargés en chef de cet objet pourront seuls , sous leur responsabilité personnelle , lorsqu'ils le jugeront indispensable , leur accorder un délai qui ne pourra excéder l'époque du premier germinal prochain.

3. Tout citoyen de la réquisition étant tenu de servir en personne , il ne pourra se faire remplacer , ni en fournissant un ou plusieurs soldats armés et équipés , non plus que des chevaux et voitures , ni de toute autre manière que ce soit ; tout fonctionnaire public , civil ou militaire , qui autoriseroit directement ou indirectement de semblables remplacements , sera en conséquence poursuivi conformément aux lois , comme fauteur de la désertion.

4. Toutes exemptions délivrées par le ministre de la guerre , devant toujours faire mention de la date des arrêtés du directoire qui les ont autorisées , toutes celles qui ne se trouveroient pas revêtues de cette formalité , ainsi que de la signature des citoyens auxquelles elles auroient été accordées , signature dont au besoin il sera fait vérification , seront considérées comme non avenues.

5. Le ministre de la guerre remettra , dans le plus court délai , au directoire , un tableau de toutes les exemptions qu'il a fait ex-

pédier : ce tableau indiquera, par lettres alphabétiques, les noms des jeunes citoyens qui y seront compris, ainsi que les dates des arrêtés du directoire qui les auront autorisés; il sera fourni, chaque décade, des états supplémentaires qui seront rédigés dans la même forme : un double de ces états et tableau sera adressé à l'agent chargé en chef de faire rejoindre les jeunes gens de la première réquisition dans le département de la Seine : un extrait de ces états relatifs à chaque département, sera également envoyé aux commissaires du directoire exécutif près les diverses administrations départementales.

6. Tout citoyen arrêté comme faisant partie de la première réquisition, et qui présentera un acte de naissance, ou autre, constatant qu'il n'est pas de l'âge de cette réquisition, sera tenu de signer cet acte, et de déclarer, par écrit, qu'il lui appartient : dans le cas où cette déclaration, qui sera envoyée dans sa commune, seroit reconnue fausse, il sera poursuivi conformément aux lois.

7. Tous certificats d'officier de santé, portant exemption pour cause de maladie ou d'infirmités, sont annulés.

8. Dans la commune de Paris, et dans toutes celles au-dessus de vingt mille habitants, il sera nommé, par le commissaire du directoire exécutif près l'administration départementale, deux officiers de santé au moins, et six au plus, qui seront seuls et spécialement chargés de constater l'état des citoyens de l'âge de la réquisition, qui prétendront que des infirmités ou maladies les empêchent de se rendre aux armées.

Les officiers de santé seront toujours choisis, autant que faire se pourra, parmi ceux civils ou militaires salariés par la république.

9. Tout citoyen qui prétendra à l'exemption, se présentera, dans la décade qui suivra la publication du présent arrêté, chez deux desdits officiers de santé, qui, après avoir constaté son état, feront séparément la déclaration détaillée des infirmités de ce citoyen.

Il est expressément défendu à ces officiers de santé de communiquer ni au citoyen requérant, ni à tout autre, ni même à leur collègue, les motifs non plus que les résultats de leur opinion; ils adresseront, chacun de leur côté, ladite déclaration, close et cachetée, au commissaire du directoire exécutif près l'administration départementale.

10. Ce commissaire examinera, et fera examiner, s'il le juge nécessaire, par d'autres officiers de santé, ces diverses déclarations, et prononcera ensuite sur leur validité ou invalidité.

Il délivrera en conséquence des certificats portant exemption pour le délai de trois mois au plus.

Il adressera chaque mois au ministre de la guerre un état nominatif des citoyens à qui il aura délivré des certificats, ainsi que toutes les pièces à l'appui.

11. Dans le cas où il paroitroit au commissaire du directoire exécutif, qu'il y a dans la déclaration des officiers de santé abus ou connivence, il les dénoncera à l'accusateur public, pour être punis conformément aux lois, et en rendra compte au ministre de la guerre, pour qu'il soit pourvu, s'il y a lieu, à leur remplacement, comme fonctionnaires salariés par la république.

Des commissaires feront rejoindre, dans le plus bref délai, ceux des jeunes gens à qui ils penseront, d'après les déclarations des officiers de santé, ne pas devoir accorder des certificats d'exemption.

12. Dans chacune des communes de la république, au-dessus de deux mille habitans et autres que celles désignées dans l'article ci-dessus, il ne sera nommé qu'un seul officier de santé : les citoyens requérant pour obtenir l'exemption, seront tenus de se présenter à cet officier de santé et à celui d'une des communes voisines, qui lui sera indiquée par le commissaire du directoire près son administration municipale; ces officiers de santé devront agir ainsi qu'il est prescrit article 8, pour les communes plus peuplées.

La même forme sera adoptée et suivie dans les armées : un ou plusieurs adjudans-généraux, désignés par les généraux en chef, rempliront, dans chacune d'elles, les fonctions attribuées dans les départemens au commissaire du directoire exécutif.

13. Les déclarations qui seront délivrées par les officiers de santé qui en seront spécialement chargés, conformément aux articles précédens, ainsi que les certificats d'exemption donnés en conséquence par les commissaires près les administrations départementales, n'auront de valeur que pour trois mois au plus; après lequel temps ces certificats devront être renouvelés sur de nouvelles déclarations données par deux autres officiers de santé, en suivant les formes prescrites par les articles précédens.

14. Dans le cas où il seroit constaté par un certificat authentique de l'administration municipale, délivré d'après une réquisition formelle et par écrit du commissaire du directoire exécutif près cette administration, qu'un jeune citoyen ne peut, pour cause de maladie ou d'incommodité grave, se présenter devant les officiers de santé spécialement chargés de cet objet, le commissaire près l'administration départementale en désignera un particulier; la déclaration de cet officier de santé, visée par le commissaire près l'administration municipale, tiendra lieu, dans cette circonstance, de celles exigées, par l'article 8 ci-dessus, des deux officiers de santé; et sera en conséquence adressée au commissaire près l'ad-

ministration départementale, qui, au vu des pièces, délivrera, s'il y a lieu, un certificat d'exemption.

15. Les ministres, les commissaires du directoire exécutif, et tous les chefs des administrations ou entreprises civiles et militaires, seront tenus de faire porter les réformes qui doivent avoir lieu dans leurs bureaux et parmi leurs agens, sur les citoyens de l'âge de la réquisition; les uns et les autres seront personnellement responsables de toutes contraventions à cet égard.

16. Dans le cas où ces divers fonctionnaires publics jugeroient, lors desdites réformes, indispensable pour le service qui leur est confié, de conserver quelques citoyens de l'âge de la réquisition, précédemment exceptés par des arrêtés du directoire exécutif, ils en adresseront, sans délai, les noms au ministre de la guerre, avec les motifs qui auront fixé leur opinion, pour être soumis par lui au directoire.

17. Aucuns fonctionnaires publics, chefs d'administrations civiles et militaires, ni entrepreneurs d'un service quelconque pour la république, ne pourront dorénavant admettre dans leurs bureaux, ou employer comme agens, des citoyens de la première réquisition; il ne pourra non plus en être admis aucun dans la gendarmerie nationale, ni parmi les employés des douanes.

Tout citoyen qui contreviendra aux dispositions du présent article, sera considéré comme fauteur de la désertion, et poursuivi comme tel.

18. Les réformes, d'après les articles précédens, devant toujours tomber, dans les diverses administrations publiques, sur les citoyens de la première réquisition, chacun de ceux qui seront conservés sera tenu de joindre, chaque mois, à son certificat d'exemption accordé par le ministre de la guerre, un nouveau certificat du chef d'administration près de laquelle il sera employé : ce certificat, qui devra servir à constater qu'il continue son service et n'a point été réformé, sera également signé de lui. Tout fonctionnaire public à qui de semblables certificats seront présentés, pourra d'ailleurs en faire vérifier l'authenticité et l'exactitude.

19. Le ministre de la guerre est spécialement chargé de la prompte exécution du présent arrêté, ainsi que de faire poursuivre tous les déserteurs et tous ceux qui, d'après les différentes lois et arrêtés, doivent être regardés comme fauteurs de la désertion.

N<sup>o</sup>. 32.*Loi qui détermine les formalités à observer avant l'exécution des jugemens militaires.*

DU 17 GERMINAL AN 4.

Art. 1. Dans tous procès soumis à un conseil de guerre, conformément à la loi du deuxième jour complémentaire, le jugement qui interviendra avant de recevoir son exécution, sera transmis, avec toutes les pièces du procès, au général qui aura fait assembler le conseil de guerre, ou au général son successeur dans le commandement.

2. Ce général sera tenu de former sur-le-champ un conseil, composé des trois plus anciens officiers supérieurs sous ses ordres, et qui n'aurait pas fait partie du conseil militaire ; il fera passer à ces officiers les pièces ; ils examineront, dans les vingt-quatre heures, si le jugement est conforme aux lois, tant pour la forme que pour l'application de la peine.

3. Si ces officiers décident, à la majorité des voix, que le jugement a été rendu dans les formes déterminées par la loi, et que la peine n'est pas plus forte que celle qu'elle a appliquée au délit, les trois officiers approuveront le jugement, le signeront, et il sera exécuté dans les vingt-quatre heures.

4. Si les trois officiers chargés de l'examen du jugement, trouvent, à la majorité des voix, qu'il ait été illégalement rendu, ils en ordonneront la révision, fondée sur l'article de la loi, dont ils rapporteront le texte dans leur procès-verbal.

5. Dans ce cas, l'officier général sera tenu de convoquer sur-le-champ un nouveau conseil de guerre, dont le jugement sera soumis aux mêmes conditions.

6. Les dispositions des précédens articles sont applicables à tout jugement militaire rendu, en exécution de la loi du deuxième jour complémentaire, contre les personnes actuellement vivantes.

N<sup>o</sup>. 33.*EXTRAIT des registres des délibérations du directoire  
exécutif,*

DU 22 GERMINAL AN 4.

*Règlement concernant la garde et la conservation des places  
de guerre.*

Art. 1. En exécution de l'article 5 du titre I.<sup>er</sup> de la loi du 10 juillet 1791, les gardes et éclusiers des fortifications seront spécialement sous l'autorité des officiers du génie, qui sont les agens désignés par cet article ; ils ne recevront pour leur service d'autres ordres que de ces officiers, et seront soumis à toutes les lois relatives à la discipline militaire.

2. Le commandant de chaque place ou poste militaire sera tenu de faire afficher par-tout ou besoin sera, les articles 13, 14, 15, et jusqu'au 41 inclusivement, du titre I.<sup>er</sup> de la loi du 10 juillet 1791, concernant la conservation et la police des places fortes, lesquels seront suivis des articles 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17 et 18 du présent arrêté, et précédés d'une proclamation des autorités constituées. Les frais de ces affiches seront portés sur les dépenses de la fortification du chef lieu de chaque direction.

3. Les officiers du génie tiendront strictement la main à ce que les gardes et éclusiers des fortifications soient toujours revêtus de leur uniforme et armés de leur sabre. Ces officiers feront punir, conformément aux lois, ceux desdits gardes et éclusiers qui contreviendront à cet article.

4. Les gardes et éclusiers des fortifications sont chargés spécialement de la garde de tous les effets, terrains et établissemens militaires dépendans du service du génie. Ils doivent aussi surveiller les diverses constructions de détail pour réparations ou entretiens ordinaires.

5. Lorsque, d'après l'approbation du directeur, les gardes de fortifications seront employés à la surveillance directe d'ateliers de travaux considérables, ils recevront, en sus de leur traitement ordinaire, moitié de la journée du maître-ouvrier pendant la durée de ces mêmes travaux.

6. Pour faciliter le choix de citoyens qui puissent remplir les



conditions exigées par la loi du 10 juillet 1791, pour la nomination des gardes et éclusiers de fortifications, les directeurs du génie proposeront à ces emplois, non-seulement pour les places et postes soumis à leur direction, mais encore pour toutes autres places et postes situés sur le territoire de la république, sans attendre qu'ils aient connoissance d'emplois vacans; mais, dans tous les cas, les directeurs du génie auront soin de ne proposer que des citoyens ayant l'activité nécessaire à ce service, et sachant lire et écrire, et au moins les premiers élémens du calcul.

7. Les gardes et éclusiers de fortifications sont tenus de faire enregistrer leurs lettres de service aux greffes des tribunaux et de la municipalité, afin que leurs rapports soient reçus comme pièces authentiques contre les délinquans.

8. Dans toutes les places ou postes militaires où il se trouvera plusieurs gardes et éclusiers de fortifications, l'étendue fortifiée de la place ou du poste, les terrains, les établissemens militaires et les écluses seront partagés en sections, à raison du nombre des gardes et éclusiers, lesquels seront affectés au service spécial de chacune d'elles.

9. Il sera donné à chaque garde et éclusier des fortifications, un extrait de la loi du 10 juillet 1791, concernant leur service, et une instruction locale basée sur ladite loi et le présent arrêté. Cette instruction, rédigée par l'officier du génie, chargé en chef de la place, visée du directeur des fortifications, devra être approuvée par le ministre de la guerre.

10. Les gardes et éclusiers des fortifications rendront compte par écrit, chaque jour, à l'officier du génie en chef, de tout ce qui parviendra à leur connoissance concernant le service, et prendront ses ordres à cet égard. En cas d'événemens importans, ils en rendront compte sur-le-champ, et leurs rapports seront inscrits dans un registre destiné à cet usage.

11. Les commandans des différens postes de garde seront tenus de donner aide et main-forte aux gardes et éclusiers des fortifications, toutes les fois qu'ils en seront requis pour l'exécution de leur service.

Le présent article fera partie de la consigne affichée dans tous les corps-de-garde à portée des fortifications et établissemens qui en dépendent.

12. Dans le cas où les troupes en garnison dans une place ne seroient pas suffisantes pour fournir suivant les besoins à la garde des fortifications et établissemens militaires, il y sera suppléé, sur la réquisition du commandant de la place, par la garde nationale du lieu, et même, s'il est nécessaire, par celles des communes voisines. Cette garde supplémentaire sera soumise aux lois et réglemens de la discipline des troupes en garnison; et recevra, pour

chaque jour de service, la solde attribuée par l'article 35 du titre VIII de la loi du 2 thermidor an 2, et par celle du premier pluviôse an 4, aux gardes nationales mises en réquisition. Ladite solde sera acquittée par le payeur de la guerre, sur l'extrait de revue qui sera dressé à cet effet par le commissaire des guerres, d'après l'état nominatif qui lui en sera remis par le commandant de la place. La réquisition de cette garde supplémentaire ne pourra néanmoins avoir lieu que suivant l'avis ou la demande motivée du chef du génie, et le commandant de la place en rendra compte sur-le-champ au ministre de la guerre.

13. Pour éviter et prévenir toute espèce de dégradations, les gardes et éclusiers veilleront soigneusement à ne laisser paître aucuns bestiaux sur les remparts et terrains dépendans de la fortification; s'ils en trouvent, ils requerront la garde la plus voisine de les arrêter et de les mettre en fourrière. Les propriétaires seront responsables du dommage, conformément à l'article 25 du titre I<sup>er</sup> de la loi du 10 juillet 1791.

14. Tout individu qui causeroit des dégradations aux fortifications et bâtimens militaires, ou qui se rendroit coupable de vol ou de dévastation des effets et objets en dépendans, sera arrêté et conduit au corps-de-garde le plus voisin : il en sera rendu compte à l'instant au commandant de la place et à l'officier du génie en chef, pour qu'ils en poursuivent la punition et la réparation, conformément aux lois.

15. Si les délits étoient de nature grave et hors du cercle de la police civile ou de la discipline militaire, les commandans de place et directeurs des fortifications en rendroient compte au ministre de la guerre, qui prendroit les ordres du directoire exécutif à cet égard.

16. Il sera toujours remis à l'officier du génie en chef dans une place ou poste de guerre, une expédition de tout acte de jugement rendu concernant la conservation et la police de la place.

17. Dans toutes les places ou postes de guerre, les particuliers qui auront des décombres ou autres objets à déposer hors des postes et enceintes desdites places, seront tenus d'en prévenir l'officier du génie en chef, et de les conduire dans les lieux qu'il indiquera. En cas de contravention, lesdits décombres ou autres objets seront transportés aux frais du propriétaire, dans les lieux indiqués par le chef du génie, à moins qu'ils ne l'aient été à plus de cinq cents toises des glacis de la place, conformément aux articles 29, 30 et 34 du titre 1<sup>er</sup>. de la loi du 10 juillet 1791.

18. Tous terrains loués, dépendans des fortifications, ne pourront être labourés par les locataires, à peine de nullité de leur bail et de confiscation de la récolte, à moins d'une autorisation particulière du ministre de la guerre.

Les dits locataires ne pourront y faire aucun amas de fumiers,

fagots, fourrages, rapports de terres ou autres. Les gardes et éclusiers des fortifications veilleront particulièrement à ce que personne n'en dépose aux avenues des postes, barrières, passages, pont-levis ou dormans, entrées des villes, etc., le tout à peine de confiscation des objets formant lesdits amas, et de leur vente au profit de la république.

Le présent article sera inséré en entier dans les clauses des différens baux qui seront à faire, afin qu'aucuns n'en puissent prétendre cause d'ignorance. Il aura aussi son effet à l'égard des baux courans, s'ils ne sont pas revêtus de l'approbation spéciale du ministre de la guerre.

19. Le service des gardes et éclusiers des fortifications intéressant directement la sûreté et la conservation des places de guerre, ceux d'entre eux qui, faute de zèle, d'aptitude ou de moyens physiques ou moraux, ne rempliroient pas exactement leurs fonctions, seront remplacés d'après les comptes qui seront rendus au ministre de la guerre par les directeurs du génie.

Il sera pourvu à la retraite de ceux qui seront dans le cas de l'obtenir conformément aux lois.

20. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera imprimé au bulletin des lois; et il sera adressé aux commissaires du directoire exécutif près les administrations tant départementales que municipales, ainsi qu'à ceux près les tribunaux, aux commandans des places, aux officiers du génie et aux commissaires des guerres, pour que chacun, en ce qui le concerne, ait à s'y conformer ponctuellement, et tienne la main à sa pleine et entière exécution.

---

## N°. 34.

### *Loi portant des peines contre la tentative du crime.*

DU 22 PRAIRIAL AN 4.

Art. 1. Toute tentative de crime, manifestée par des actes extérieurs et suivie d'un commencement d'exécution, sera punie comme le crime même, si elle n'a été suspendue que par des circonstances fortuites, indépendantes de la volonté du prévenu.

N<sup>o</sup>. 35.*Loi qui fixe la compétence des conseils militaires.*

DU 22 MESSIDOR AN 4.

Art. 1. Nul délit n'est militaire, s'il n'a été commis par un individu qui fait partie de l'armée : tout autre individu ne peut jamais être traduit comme prévenu devant les juges délégués par la loi militaire.

2. Si parmi deux ou plusieurs prévenus du même délit, il y en a un ou plusieurs militaires, et un ou plusieurs individus non militaires, la connaissance en appartient aux juges ordinaires.

3. Dans les cas prévus par la présente résolution, les procédures déjà commencées pardevant les tribunaux militaires, seront, ainsi que les prévenus, renvoyés devant les juges ordinaires.

N<sup>o</sup>. 36.*Loi qui détermine les cas dans lesquels il y a lieu à la révision des jugemens militaires.*

DU 18 FRUCTIDOR AN 4.

Art. 1. La révision des jugemens militaires ne peut et ne doit être ordonnée que dans les deux cas seulement exprimés dans l'article 3 de la loi du 17 germinal dernier, c'est-à-dire, lorsqu'il y a violation des formes prescrites, ou lorsque la peine infligée est plus forte que celle que la loi applique au délit.

---

---

N<sup>O</sup>. 37.

*Loi portant que le recours en cassation contre les jugemens des commissions militaires, est admissible pour cause d'incompétence.*

DU 21 FRUCTIDOR AN 4.

Le recours en cassation contre les jugemens des commissions militaires, est admissible pour cause d'incompétence.

---

---

N<sup>O</sup>. 38.

*Loi relative à la manière de juger les rebelles saisis dans un rassemblement armé.*

DU 24 FRUCTIDOR AN 4.

La loi du 22 messidor an 4 ne porte aucune limitation ni dérogation aux dispositions de l'article 598 du code des délits et des peines, non plus qu'aux lois confirmées par ledit article, concernant les rebelles saisis dans un rassemblement armé.

N<sup>o</sup>. 39.

*Loi portant que les prévenus de délits militaires ont le droit de se choisir des défenseurs dans le lieu où s'instruit la procédure.*

DU 27 FRUCTIDOR AN 4.

Art. 1. L'article 12 de la loi du deuxième jour complémentaire de l'an 3, sur l'établissement des conseils militaires, est rapporté.

2. Tout prévenu d'un délit militaire, traduit devant un conseil militaire, aura le droit de se choisir un défenseur dans toutes les classes de citoyens, pourvu que ce soit sur le lieu où s'instruit la procédure.

N<sup>o</sup>. 40.

*Loi qui règle la manière de procéder au jugement des délits militaires.*

DU 13 BRUMAIRE AN 5.

Art. 1. Il sera établi pour toutes les troupes de la république, et jusqu'à la paix, un conseil de guerre permanent, dans chaque division d'armée, et dans chaque division de troupes employées dans l'intérieur, pour connoître et juger de tous les délits militaires.

2. Chaque conseil de guerre sera composé de sept membres, savoir :

D'un chef de brigade, lequel remplira toujours les fonctions de président,

D'un chef de bataillon ou chef d'escadron,

De deux capitaines,

D'un lieutenant,

D'un sous-lieutenant et d'un sous-officier.

Un capitaine fera les fonctions de rapporteur.

Le greffier sera toujours au choix du rapporteur.

3. Il y aura toujours près le conseil de guerre un capitaine faisant les fonctions de commissaire du pouvoir exécutif, tant pour l'observation des formes que pour l'application et l'exécution de la loi.

4. Les membres du conseil de guerre, le rapporteur et le capitaine chargé des fonctions de commissaire du pouvoir exécutif, seront nommés par le commandant en chef de la division; en cas d'empêchement légitime de quelqu'un de ses membres, il sera pourvu à son remplacement par le commandant.

5. Le commandant en chef de chaque division est autorisé à changer tout ou partie des membres du conseil de guerre, lorsqu'il le croira nécessaire pour le bien du service : ce changement ne pourra néanmoins avoir lieu pour le jugement d'un délit à raison duquel le prévenu sera arrêté ou l'information commencée.

6. A moins de maladie bien constatée, aucun officier ou sous-officier, nommé membre du conseil de guerre, ne pourra refuser sa nomination, sous peine d'être destitué et puni de trois mois de prison; le conseil de guerre sera compétent pour prononcer cette peine, dont l'application se fera sur l'ordre par écrit du président, qui sera tenu d'en rendre compte au ministre de la guerre.

7. Les parens et alliés au degré prohibé par la Constitution, ne peuvent être membres du même conseil de guerre.

8. Aucun parent du prévenu au degré prohibé par la Constitution, ne siègera comme juge au conseil de guerre; dans ce cas, il sera momentanément pourvu à son remplacement.

9. Nul ne sera traduit au conseil de guerre, que les militaires, les individus attachés à l'armée et à sa suite, les embaucheurs, les espions et les habitans du pays ennemi occupé par les armées de la république, pour les délits dont la connoissance est attribuée au conseil de guerre.

10. Sont seuls réputés attachés à l'armée et à sa suite, et comme tels, justiciables du conseil de guerre,

1<sup>o</sup>. Les voituriers, charretiers, muletiers et conducteurs de charrois, employés au transport de l'artillerie, bagagés, vivres et fourrages de l'armée, dans les marches, camps, cantonnemens, et pour l'approvisionnement des places en état de siège;

2<sup>o</sup>. Les ouvriers suivant l'armée;

3<sup>o</sup>. Les gardes-magasins d'artillerie, ceux des vivres et fourrages, pour les distributions, soit au camp, soit dans les cantonnemens, soit dans les places en état de siège;

4<sup>o</sup>. Tous les préposés aux administrations pour le service des troupes;

5<sup>o</sup>. Les secrétaires-commis et écrivains des administrateurs, et ceux des états-majors ;

6<sup>o</sup>. Les agens de la trésorerie près les armées ;

7<sup>o</sup>. Les commissaires des guerres ;

8<sup>o</sup>. Les individus chargés de l'établissement et de la levée des réquisitions pour le service ou approvisionnement des armées, et ceux préposés à la réparation et perception des contributions militaires ;

9<sup>o</sup>. Les médecins, chirurgiens et infirmiers des hôpitaux militaires et ambulances ; les aides ou élèves des chirurgiens desdits hôpitaux et ambulances ;

10<sup>o</sup>. Les vivandiers, les munitionnaires et boulangers de l'armée ;

11<sup>o</sup>. Les domestiques au service des officiers et des employés à la suite de l'armée.

11. Tout justiciable du conseil de guerre, prévenu d'un délit militaire, sera mis aussitôt en état d'arrestation sous la garde d'une force suffisante, qui en répondra.

12. L'officier supérieur commandant sur le lieu, qui, par voie de plainte, notoriété publique ou autrement, aura connoissance certaine d'un délit commis par un militaire ou autre justiciable du conseil de guerre, ordonnera sur-le-champ au capitaine faisant les fonctions de rapporteur, de recevoir la plainte, s'il en est fait une, de faire sur-le-champ l'information, d'entendre les témoins, d'interroger le prévenu, et de lui rendre compte. A défaut de plainte, il sera également procédé à l'information.

13. Après avoir reçu la plainte, le rapporteur recevra la déposition des témoins ; s'il y a des preuves matérielles du délit, il les constatera. Les témoins signeront leurs déclarations ; s'ils ne savent signer, il en sera fait mention.

Dans le cas où les témoins refuseroient de déposer, ou de signer leur déposition, il sera passé outre à l'interrogatoire du prévenu.

14. Pour l'information, comme pour le reste de la procédure jusqu'au jugement définitif, le rapporteur se fera aider du greffier.

15. Après avoir constaté le corps et les circonstances du délit, et reçu la déposition des témoins, il interrogera le prévenu sur ses nom, prénom, âge, lieu de naissance, profession et domicile, et sur les circonstances du délit ; s'il y a des preuves matérielles du délit, elles seront représentées au prévenu, pour qu'il ait à déclarer s'il les reconnoît.

16. S'il y a plusieurs prévenus du même délit, chacun d'eux sera interrogé séparément.

17. L'interrogatoire fini, il en sera donné lecture au prévenu,



afin qu'il déclare si ses réponses ont été fidèlement transcrites, si elles contiennent vérité, et s'il y persiste, auquel cas il signera s'il ne peut ou ne veut signer, il en sera fait mention, et l'interrogatoire sera clos par la signature du rapporteur et celle du greffier. Il sera pareillement donné lecture au prévenu du procès-verbal d'information.

18. Les interrogatoires et réponses des prévenus du même délit, seront inscrits de suite sur un seul et même procès-verbal, et séparés seulement par leurs signatures et celles du rapporteur et du greffier.

19. Après avoir clos l'interrogatoire, le rapporteur dira au prévenu de faire choix d'un ami pour défenseur.

Le prévenu aura la faculté de choisir ce défenseur dans toutes les classes des citoyens présents sur les lieux : s'il déclare qu'il ne peut faire ce choix, le rapporteur le fera pour lui.

20. Dans aucun cas, le défenseur ne pourra retarder la convocation du conseil de guerre.

21. Il sera donné au défenseur communication du procès-verbal d'information, de l'interrogatoire subi par le prévenu, et de toutes les pièces tant à charge qu'à décharge envers ledit prévenu.

22. Le rapporteur rendra compte aussitôt à l'officier commandant, de l'état de la procédure; et sur-le-champ ledit officier-commandant convoquera le conseil de guerre, qui se tiendra toujours au lieu indiqué par le président.

23. Le conseil de guerre, une fois assemblé, ne pourra désespérer avant que les prévenus pour lesquels il aura été convoqué ne soient définitivement jugés.

24. Les séances du conseil de guerre seront publiques, mais le nombre des spectateurs ne pourra excéder le triple de celui des juges; ils ne pourront entrer avec armes, cannes ni bâtons; ils s'y tiendront chapeau bas et en silence; et si quelqu'un d'entre eux s'écartoit du respect dû au tribunal, le président pourra le reprendre, et le condamner à garder prison jusqu'au terme de quinze jours, suivant la gravité du fait.

25. Le conseil étant assemblé, le président fera apporter et déposer devant lui, sur le bureau, un exemplaire de la loi : le procès-verbal fera mention de cette formalité indispensable. Il demandera ensuite au rapporteur la lecture du procès-verbal d'information, et celle des pièces à charge comme à décharge envers le prévenu.

26. Lecture faite du procès-verbal et des pièces, le président ordonnera que l'accusé soit amené devant le conseil : l'accusé paraîtra devant ses juges, libre et sans fers, accompagné de son défenseur; l'escorte restera en dehors de la salle du conseil, ou elle y sera introduite, selon que le président en ordonnera.

27. Le président interrogera l'accusé, lequel répondra par lui ou par son défenseur, excepté sur les questions auxquelles il sera interpellé de répondre personnellement.

Les membres du conseil pourront faire des questions à l'accusé.

28. Si la partie plaignante se présente au conseil, elle y sera admise et entendue; elle pourra faire ses observations, auxquelles l'accusé répondra, ou son défenseur, pour lui; après quoi, le président demandera à l'accusé et à son défenseur s'ils n'ont rien à ajouter pour leur défense; sur leur réponse négative, il leur ordonnera de se retirer: l'accusé sera reconduit à la prison par son escorte.

29. Le président demandera aux membres du conseil s'ils ont des observations à faire; sur leur réponse, et avant d'aller aux opinions, il ordonnera que tout le monde se retire: les membres du conseil opineront à huis clos, en présence seulement du capitaine faisant les fonctions de commissaire du pouvoir exécutif.

30. Le président posera la question ainsi qu'il suit: *N....., accusé d'avoir commis tel délit, est-il coupable?*

Il recueillera les voix, en commençant par le grade inférieur: il émettra son opinion le dernier.

31. Dans le cas où trois membres du conseil déclareroient que l'accusé n'est pas coupable, il sera mis sur-le-champ en liberté, et rendu à ses fonctions.

32. Si le conseil déclare, à la majorité de cinq voix, que l'accusé est coupable, l'officier faisant les fonctions de commissaire du pouvoir exécutif requerra l'application de la peine prononcée par la loi contre le délit; le président lira le texte de la loi, et prendra l'avis des juges pour l'application de la peine, qui sera déterminée par la majorité de cinq voix.

33. Dans le cas où la majorité de cinq voix ne se réuniroit pas pour l'application de la peine, l'avis le plus favorable à l'accusé sera adopté.

34. Les opinions ainsi recueillies, le président fera rouvrir la porte du conseil; le rapporteur et le greffier reprendront leur place.

35. Le président, après avoir rendu à haute voix et fait inscrire au procès-verbal la décision du conseil sur la culpabilité de l'accusé, lira de nouveau le texte de la loi, et appliquera la peine prononcée par le conseil.

36. Le jugement de condamnation ainsi prononcé, le président ordonnera au rapporteur de faire ses diligences pour qu'il soit mis de suite à exécution.

Le greffier, en présence du conseil, écrira le jugement motivé

au pied du procès-verbal, qui sera ensuite clos et signé de tous les membres du conseil, du rapporteur et dudit greffier.

37. Dans le cas prévu par l'article 31 ci-dessus, le procès-verbal sera terminé par le renvoi ou la décharge d'accusation et la mise en liberté du prévenu, clos et signé comme il vient d'être dit.

38. Le rapporteur, muni de la copie du jugement, ira de suite en faire lecture à l'accusé, en présence de la garde rassemblée sous les armes. Aussitôt après cette lecture, le rapporteur se rendra auprès de l'officier-commandant; il lui donnera communication de la sentence, et le requerra, au nom du conseil, de donner les ordres sur-le-champ pour le lieu et l'heure de l'exécution, et le nombre d'hommes en armes qui devra s'y trouver.

39. Dans les trois jours qui suivront l'exécution, le rapporteur sera tenu de faire passer copie certifiée du jugement de chaque condamné, au conseil d'administration du corps dont il faisoit partie, afin qu'il soit pourvu de suite à sa radiation définitive de tout état et contrôle de solde, masse, fournitures et décompte.

40. La minute de toutes les procédures instruites et des jugemens rendus en conséquence par le conseil de guerre, sera inscrite sur un registre coté et paraphé avec soin, dont le président restera dépositaire. Il sera envoyé au commencement de chaque mois, par le président, au ministre de la guerre, copie certifiée de tous les jugemens rendus par le conseil de guerre pendant le mois précédent.

41. Dans la quinzaine de la réception des copies des jugemens dont l'envoi est prescrit par l'article précédent, le ministre de la guerre sera tenu de les notifier aux municipalités du domicile des condamnés, et de s'en faire accuser, par les agens municipaux, la réception et notification aux familles desdits condamnés.

42. A dater de la publication de la présente loi, les conseils et commissions militaires établis en vertu de la loi du second jour complémentaire de l'an 3, seront et demeureront supprimés.

N<sup>o</sup>. 41.*CODE des délits et des peines, pour les troupes de la République.*

DU 21 BRUMAIRE AN 5.

## TITRE PREMIER.

*De la désertion à l'ennemi.*

Art. 1. Tout militaire ou autre individu attaché à l'armée et à sa suite, qui passera à l'ennemi sans une autorisation par écrit de ses chefs, sera puni de mort.

2. Sera réputé déserteur à l'ennemi, et comme tel puni de mort, tout militaire ou autre individu attaché à l'armée et à sa suite, qui, sans ordre ou permission par écrit de son supérieur, aura franchi les limites fixées par le commandant de la troupe dont il fait partie, sur les côtés par lesquels on pourroit communiquer avec l'ennemi.

3. Sera également réputé déserteur à l'ennemi, et puni de mort, tout militaire ou autre individu attaché à l'armée et à sa suite, qui sortira d'une place assiégée ou investie par l'ennemi, sans en avoir obtenu la permission par écrit du commandant de la place.

4. Tout militaire qui, étant en faction ou en vedette, en présence de l'ennemi, aura, sans avoir rempli sa consigne, abandonné son poste pour ne songer qu'à sa propre sûreté, sera puni de mort.

5. Tout militaire ou autre individu employé à l'armée et à sa suite, qui sera convaincu d'avoir excité ses camarades à passer chez l'ennemi, sera réputé chef de complot, et puni de mort, quand même la désertion n'auroit point eu lieu.

6. Lorsque des militaires auront formé le complot de passer à l'ennemi, et que le chef du complot ne sera pas connu, le plus élevé en grade des militaires complices, ou à grade égal le plus ancien de service, sera réputé chef du complot, et puni comme tel.

Si le complot a été formé seulement par des employés à la suite de l'armée, le plus élevé en grade, et à grade égal le plus ancien de service, sera réputé chef du complot, et puni comme tel.

7. Tout complice qui révélera un complot ne pourra être poursuivi ni puni à raison du crime qu'il aura découvert.

## TITRE II.

### *De la désertion à l'intérieur.*

Art. 1. Tout militaire qui sera convaincu d'avoir déserté de l'armée ou d'une place de première ligne sur la frontière menacée ou exposée, pour se retirer dans l'intérieur de la république, sera puni de cinq ans de fers.

2. Tout militaire convaincu d'avoir déserté de l'armée ou d'une place de première ligne, étant de service, sera puni de sept ans de fers; s'il a déserté étant en faction ou en vedette, la peine sera de dix ans de fers. Dans l'un ou l'autre de ces deux cas, la désertion avec armes et bagages sera punie de quinze ans de fers.

3. Sera réputé déserteur à l'intérieur, et puni comme tel, suivant les circonstances du délit, tout militaire qui, à l'armée, aura manqué aux appels faits d'un lever du soleil à l'autre, sans une permission par écrit de ses chefs, ou sans un congé dans les formes prescrites par les lois militaires.

4. Sera également réputé déserteur à l'intérieur, et puni comme tel, suivant les circonstances du délit, tout militaire qui, sans permission ou congé, comme il vient d'être dit; aura manqué aux appels pendant un intervalle de trente-six heures dans une place de première ligne.

5. Sera aussi réputé déserteur à l'intérieur, et puni suivant la gravité des circonstances du délit, tout militaire qui, sans congé ou permission, ainsi qu'il est dit ci-dessus, aura dépassé les limites fixées par le commandant, du côté opposé à celui de l'ennemi, soit au camp, soit au cantonnement, soit à une place en état de siège,

6. Tout militaire ou autre individu attaché à l'armée et à sa suite, hors le territoire de la république, convaincu d'avoir recelé la personne d'un déserteur, d'avoir favorisé son évasion, ou de l'avoir soustrait aux recherches et poursuites ordonnées par la loi, sera regardé comme complice du déserteur, et condamné à la même peine.

7. Tout habitant de l'intérieur de la république qui sera convaincu d'avoir recelé la personne d'un déserteur, d'avoir favorisé son évasion, ou de l'avoir, de quelque autre manière, soustrait aux recherches et poursuites ordonnées par la loi, sera dénoncé à l'accusateur public de son département, poursuivi devant le tribunal criminel, et puni de deux ans de gêne, et de deux ans de fers s'il a recelé le déserteur avec armes et bagages.

Tout habitant du pays ennemi occupé par les troupes de la république, dans le cas prévu par l'article précédent, sera puni de la même peine que le déserteur, suivant la gravité des circonstances de la désertion.

## TITRE III.

*De la trahison.*

Art. 1. Tout militaire ou autre individu attaché à l'armée ou à sa suite, convaincu de trahison, sera puni de mort.

2. Sont réputés coupables de trahison,

1.<sup>o</sup> Tout individu qui, en présence de l'ennemi, sera convaincu de s'être permis des clameurs tendant à jeter l'épouvante et le désordre dans les rangs ;

2.<sup>o</sup> Tout commandant d'un poste, toute sentinelle ou vedette, qui, en présence de l'ennemi, soit à l'armée, soit dans une place assiégée, aura donné de fausses consignes, lorsque, par suite de cette faute, la sûreté du poste aura été compromise ;

3.<sup>o</sup> Tout commandant d'une patrouille à l'armée ou dans une place assiégée, qui, envoyé en présence de l'ennemi pour faire quelque découverte ou reconnaissance locale, aura négligé d'en rendre compte, ou bien n'aura pas exécuté ponctuellement l'ordre qui lui étoit donné, lorsque, par suite de sa négligence ou de sa désobéissance, le succès de quelque opération militaire se sera trouvé compromis ;

4.<sup>o</sup> Tout commandant d'un poste à l'armée en présence de l'ennemi ou dans une place assiégée, qui n'auroit pas rendu compte à celui qui le relève des découvertes qu'il auroit faites, soit par lui-même, soit par ses patrouilles, lorsque, par suite de son silence la sûreté du poste se sera trouvée compromise ;

5.<sup>o</sup> Tout militaire convaincu d'avoir communiqué le secret du poste ou le mot d'ordre à l'ennemi ;

6.<sup>o</sup> Tout militaire ou autre individu attaché à l'armée et à sa suite, qui entretiendrait une correspondance dans l'armée ennemie sans la permission par écrit de son supérieur ;

7.<sup>o</sup> Tout militaire ou autre individu attaché à l'armée ou à sa suite, qui, sans ordre de son supérieur, ou sans motif légitime, auroit encloné ou mis hors de service un canon, mortier, obusier ou affût ; ainsi que tout charretier ou conducteur qui, dans une affaire, dérouté ou retraite, en présence de l'ennemi, auroit, sans ordre de son supérieur, coupé les traits des chevaux, brisé ou mis hors de service aucune pièce du train ou équipage confié à sa conduite ;

8.<sup>o</sup> Tout commandant d'une place assiégée, qui, sans avoir pris l'avis ou contre le vœu de la majorité du conseil militaire de la place (auquel devront toujours être appelés les officiers en chef de l'artillerie et du génie), aura consenti à la reddition de la place avant que l'ennemi y ait fait brèche praticable, ou qu'elle ait soutenu un assaut ;

9°. Tout commissaire-ordonnateur, ou autre en faisant les fonctions, qui n'auroit pas pourvu aux distributions de vivres et fourrages, ordonnées pour toutes les parties du service confié à sa surveillance, lorsqu'il en avoit les moyens, ou qui auroit négligé ou refusé d'instruire le général en chef de l'armée, ou d'une division détachée de l'armée, des besoins en ce genre de ladite armée ou division, si, par suite de cette prévarication, le salut de l'armée ou le succès de ses opérations a été compromis.

## TITRE IV.

### *De l'embauchage et de l'espionnage.*

Art. 1. Tout embaucheur ou complice d'embauchage pour une puissance en guerre avec la république, sera puni de mort.

2. Tout individu, quel que soit son état, qualité ou profession, convaincu d'espionnage pour l'ennemi, sera puni de mort.

3. Tout étranger surpris à lever les plans des camps, quartiers, cantonnemens, fortifications, arsenaux, magasins, manufactures, usines, canaux, rivières, et généralement de tout ce qui tient à la défense et conservation du territoire et à ses communications, sera arrêté comme espion, et puni de mort.

## TITRE V.

### *Du pillage, de la dévastation et de l'incendie.*

Art. 1. Tout militaire ou autre individu attaché à l'armée et à sa suite, convaincu de pillage à main armée ou en troupe, soit dans les habitations, soit sur les personnes, soit dans les propriétés des habitans de quelque pays que ce soit, sera puni de mort.

2. Sera également puni de mort tout militaire ou autre individu attaché à l'armée et à sa suite, qui sera convaincu d'avoir porté le ravage et le dégât, à main armée ou en troupe, sur les propriétés des habitans de quelque pays que ce soit, sans l'ordre par écrit du général ou autre commandant en chef.

3. Tout militaire ou autre individu attaché à l'armée et à sa suite, qui sera convaincu d'avoir mis le feu aux magasins, arsenaux, maisons rurales ou d'habitation, ou à toute autre propriété publique ou particulière, moissons ou récoltes faites ou à faire, en quelque pays que ce soit, sans l'ordre par écrit du général ou autre commandant en chef, sera puni de mort.

4. Tout militaire ou autre individu attaché à l'armée et à sa suite, convaincu d'avoir attenté à la vie de l'habitant non armé, à

celle de sa femme ou de ses enfans, en quelque pays et lieu que ce soit, sera puni de mort.

Le viol commis par un militaire ou tout autre individu attaché à l'armée et à sa suite, sera puni de huit ans de fers. Si le coupable s'est fait aider par la violence ou les efforts d'un ou de plusieurs complices, ou si le viol a été commis sur une fille âgée de moins quatorze ans, la peine sera de douze ans de fers.

Si la fille ou la femme violée est morte des excès commis sur sa personne, le coupable sera puni de mort.

5. Tout militaire qui, hors le cas d'un ordre donné par le général ou autre commandant en chef, sera convaincu d'avoir, pendant ou après une action et sur le champ de bataille, dépouillé un homme tué au combat, sera puni de cinq ans de fers.

La peine sera de dix ans de fers pour le vivandier ou autre individu non militaire convaincu du même délit.

6. Tout militaire convaincu d'avoir, pendant ou après une action et sur le champ de bataille, dépouillé un homme mis hors de combat, mais encore vivant, sera puni de dix ans fers.

La peine sera de vingt ans de fers pour le vivandier ou autre individu non militaire convaincu du même délit.

7. Tout individu qui, en dépouillant un homme mis hors de combat, mais encore vivant, sera convaincu de l'avoir mutilé ou tué pour s'assurer de sa dépouille, sera puni de mort.

8. Tout vivandier ou autre individu attaché à l'armée et à sa suite, qui aura acheté, recélé, ou qui sera de toute autre manière détenteur ou dépositaire de la dépouille enlevée à un homme dans les cas prévus par les articles 5, 6 et 7 ci-dessus, sera chassé de l'armée, camp ou cantonnement, tous ses effets, marchandises et argent seront saisis; lesdits effets et marchandises seront vendus à l'encan, et le produit du tout sera appliqué au profit des hôpitaux et ambulances de l'armée.

9. Seront pareillement saisis et vendus à l'encan tous les effets et marchandises du vivandier ou autre individu condamné pour un des faits de pillage, dévastation, incendie et spoliation prévus et spécifiés au présent titre, et le produit en provenant sera appliqué au profit des hôpitaux et ambulances de l'armée.

10. A l'égard des effets reconnus pour avoir appartenu aux hommes dépouillés sur le champ de bataille, ils seront vendus, et le prix en provenant sera déposé dans les caisses des conseils d'administration des corps respectifs, soit de ces mêmes hommes, soit de ceux qui auront été condamnés pour le fait de spoliation, pour être le produit desdits effets remis aux familles qui les réclameront.

Les effets provenant des militaires condamnés à mort, pour



le fait de spoliation prévu par l'article 7 ci-dessus seront pareillement vendus, et les deniers en provenant rendus aux familles qui les réclameront.

## TITRE VI.

### *De la maraude.*

Art. 1. Tout sous-officier ou volontaire; ou tout autre individu attaché à l'armée et à sa suite, qui, s'étant introduit dans la maison, cour, basse-cour, jardin, parc ou enclos fermé de murs, et généralement dans toute propriété close de l'habitant, sera convaincu d'y avoir pris, soit bétail, soit volaille, viande, fruits, légumes, ou tout autre comestible ou fourrage, sera condamné à faire deux fois le tour du quartier que son corps occupera, soit au camp, soit au cantonnement, au milieu d'un piquet bordant la haie, le reste de la troupe étant dehors et sous les armes : il portera ostensiblement la chose dérobée, ayant son habit retourné, et sur la poitrine un écriteau apparent, portant le mot *maraudeur*, en gros caractères.

Si la chose dérobée ne peut être portée par le maraudeur, après avoir fait les deux tours avec l'habit retourné et l'écriteau seulement, il sera exposé pendant trois heures en avant du centre ou sur la place du quartier, ayant près de lui la chose dérobée, l'habit et l'écriteau, comme il est dit. Il sera maintenu en cette exposition par une garde suffisante.

2. Si le maraudeur a escaladé les murs ou forcé les portes, il fera trois tours, et subira une heure de plus d'exposition.

3. Sera condamné aux peines ci-dessus tout militaire ou autre individu attaché à l'armée et à sa suite, convaincu d'avoir pris du bétail gardé à la corde ou en troupeau dans le champ de l'habitant.

4. La récidive dans les délits de maraudage ci-dessus spécifiés, de la part des militaires, sera punie de cinq années de fers.

5. Tout sous-officier convaincu de maraudage dans l'un des cas prévus par les articles 1, 2 et 3 ci-dessus, sera cassé, indépendamment de la peine prononcée pour le délit.

6. Tout employé à la suite de l'armée, convaincu de maraudage dans l'un des cas prévus par les articles 1, 2 et 3 ci-dessus, sera chassé de son emploi : ce qui sera échu de ses appointemens ou salaires, lui sera retenu à concurrence du prix de la chose dérobée, et payée au propriétaire, le tout indépendamment de la peine encourue pour le fait de maraude.

7. Tout vivandier ou autre individu attaché à l'armée et à sa suite, non entretenu des fonds de la république, convaincu de ma-

raudage, sera puni de cinq ans de fers, et condamné à restituer au propriétaire le double du prix de la chose dérobée, même par voie de saisie et vente de ses marchandises et effets jusqu'à concurrence de la somme due pour restitution.

8. Tout militaire ou employé à la suite de l'armée, et entretenu des fonds de la république, convaincu de persistance dans un délit de maraudage, ou de refus d'obéir au supérieur qui auroit voulu s'y opposer, sera puni de cinq ans de fers.

9. Tout délit de maraudage, commis en troupe à main armée, sera puni de huit ans de fers.

10. Tout officier convaincu de ne s'être point opposé à la maraude faite en sa présence, ou qui s'y étant inutilement opposé, n'aura pas aussitôt dénoncé à l'officier supérieur le délit et ses auteurs, sera destitué et puni de trois mois de prison.

11. Tout officier qui, oubliant ce qu'il doit, en sa qualité, au maintien de la discipline et de l'honneur militaire, sera convaincu d'un délit de maraude, sera destitué, chassé du corps, puni de deux ans de prison, déclaré incapable d'occuper aucun grade dans les troupes de la république, et déchu de tout droit à la pension ou récompense, à raison de son service antérieur.

S'il a commis le délit avec ses subordonnés, il sera puni de dix ans de fers; s'il a conduit sa troupe à la maraude, il sera puni de mort.

12. Sera destitué et puni d'un an de prison tout officier qui aura acheté ou reçu de ses subordonnés aucuns objets provenant de la maraude.

## TITRE VII.

### *Du vol et de l'infidélité dans la gestion et manutention.*

Art. 1. Tout militaire ou employé à la suite de l'armée, qui, pour faire payer à sa troupe ou à ses subordonnés ce que la loi leur accorde, sera convaincu d'avoir porté son état de situation au-dessus du nombre effectif présent, sera puni de trois ans de fers, et condamné à restituer ce qu'il aura touché au-delà de ce qui revenoit à sa troupe ou à ses subordonnés.

2. Tout commissaire des guerres convaincu de connivence avec le militaire ou l'employé qui auroit fait un état de paie ou de distribution porté au-dessus du nombre effectif présent, sera puni de cinq ans de fers, et condamné à restituer les sommes payées ou les fournitures délivrées sur son ordonnance au-delà de ce qui revenoit de droit à la troupe comprise audit état.

3. Tout garde-magasin, distributeur ou manutentionnaire des vivres et fourrages pour les emmagasinemens et distributions à faire

à l'armée et dans les places en état de siège, tout voiturier, charretier, muletier ou conducteur de charrois employé au transport de l'artillerie, bagages, vivres et fourrages de l'armée, qui sera convaincu d'avoir vendu ou détourné à son profit une partie des objets confiés à sa garde, manutention ou conduite, sera puni de cinq ans de fers, et condamné à la restitution desdits objets.

4. Tout munitionnaire ou boulanger de l'armée qui sera convaincu d'avoir détourné ou vendu à son profit, soit des farines; soit du bois, ou des ustensiles destinés à alimenter son service, sera puni de cinq ans de fers, et condamné à la restitution desdits objets.

5. Tout munitionnaire ou boulanger de l'armée qui sera convaincu d'avoir altéré ses farines par l'introduction de matières étrangères ou évidemment malfaisantes, ou d'en avoir introduit d'une qualité inférieure à celle fournie par les administrations, sera puni de cinq ans de fers.

6. Tout munitionnaire ou boulanger qui sera convaincu d'avoir, par sa négligence, laissé gâter ou corrompre les grains ou farines confiés à sa manipulation, sera puni de six mois de prison, et condamné au remplacement des objets déperis par sa négligence.

7. Tout munitionnaire ou boulanger de l'armée convaincu d'infidélité dans le poids des rations de pain, sera puni de deux ans de fers, et condamné à une amende quadruple du prix des rations de pain par lui fournies dans la même distribution.

8. Tout munitionnaire chargé de la fourniture et distribution de la viande aux armées, convaincu d'avoir fourni et distribué des viandes dont le débit est prohibé par les réglemens de police, sera puni de trois ans de fers.

S'il a abattu et débité des animaux atteints de maladie contagieuse, il sera puni de vingt ans de fers.

Dans l'un et l'autre cas, il sera condamné au remplacement des viandes réprouvées.

9. Tout munitionnaire chargé de la fourniture et distribution de la viande aux armées, qui aura débité et distribué des viandes gâtées ou corrompues, sera puni de trois mois de prison et de six mois si le fait provient de sa négligence. Dans l'un et l'autre cas, il sera condamné au remplacement, à ses frais, de la viande réprouvée.

10. Tout munitionnaire chargé de la fourniture et distribution de la viande aux armées, qui sera convaincu d'avoir distribué à faux poids, sera puni de deux ans de fers, et condamné à une amende quadruple du prix des viandes par lui débitées dans la même distribution.

11. Tout manutentionnaire de légumes et fourrages, qui sera con-

vaincu d'avoir , par défaut de soiu , laissé gâter ou avarier ces objets , sera puni de six mois de prison , et condamné au remplacement des quantités déperies par sa faute.

12. Tout distributeur de légumes et fourrages à l'armée et dans les places en état de siège , convaincu d'infidélité dans la mesure ou dans le poids des rations , sera puni de deux ans de fers.

## TITRE VIII.

### *De l'insubordination.*

Art. 1. Tout militaire ou autre individu employé au service de l'armée , qui , lorsque la générale aura été battue , ne se sera pas rendu à son poste , sera , pour la première fois , puni d'un mois de prison ; pour la seconde fois , de trois mois , et destitué de son grade ou emploi. Le simple volontaire , dans ce second cas , sera puni de six mois de prison.

Dans le cas d'une seconde récidive , le coupable sera puni de deux ans de fers.

2. Tout officier qui , devant marcher à l'ennemi , ne se sera pas rendu à son poste , sera destitué , puni de trois mois de prison , et déclaré incapable de remplir aucun grade dans les armées de la république.

Si c'est un sous-officier , il sera puni de deux mois de prison , cassé de son grade , et réduit à la paie de simple volontaire.

Si c'est un simple volontaire , il sera puni d'un mois de prison.

Enfin , si c'est un employé attaché au service de l'armée , il sera destitué de son emploi , et puni d'un mois de prison.

La récidive de la part du sous-officier ou volontaire sera punie de deux ans de fers.

3. La révolte ou la désobéissance combinée envers les supérieurs emportera peine de mort contre ceux qui l'auront suscitée , et contre les officiers présens qui ne s'y seront point opposés par tous les moyens à leur disposition.

4. La révolte , la sédition ou la désobéissance combinée de la part des habitans du pays ennemi occupé par les troupes de la république , seront punies de mort , soit que la désobéissance se soit manifestée contre les chefs militaires , soit que la révolte ou sédition ait été dirigée contre tout ou partie des troupes de la république.

Sera puni de la même peine tout habitant du pays ennemi convaincu d'avoir excité le mouvement de révolte , sédition ou désobéissance , quand même il n'y auroit pas autrement pris part , ou que ses efforts pour l'exciter auroient été sans succès.

5. En cas d'attroupement de la part des militaires ou autres in-

dividus attachés à l'armée et à sa suite, les supérieurs commanderont, au nom de la loi, que chacun se retire. Si le rassemblement n'est pas dissous par le commandement fait au nom de la loi, les supérieurs sont autorisés à employer tous les moyens de force qu'ils jugeront nécessaires pour le dissiper. Les auteurs dudit attroupeement (au nombre desquels seront toujours compris les officiers et sous-officiers qui en feront partie), seront aussitôt saisis, traduits au conseil de guerre et punis de mort.

6. Toute troupe qui aura abandonné en masse et sans ordre supérieur le poste où elle étoit de service, sera déclarée en révolte. Dans ce cas, les officiers et sous-officiers, ou, à leur défaut, les six plus anciens de service faisant partie de la troupe, seront saisis, traduits au conseil de guerre, et punis de dix ans de fers, à moins qu'ils ne déclarent les vrais auteurs du délit, sur lesquels seront alors dirigées les poursuites, et qui subiront la peine de mort, comme chefs de révolte.

7. Tout militaire convaincu d'avoir, dans une affaire avec l'ennemi, jeté lâchement ses armes, sera puni de trois ans de fers.

8. Toute troupe qui, étant commandée pour marcher ou donner contre l'ennemi, ou pour tout autre service ordonné par le chef, aura refusé d'obéir, sera déclarée en révolte, et traitée conformément aux dispositions de l'article 6 ci-dessus.

9. Tout militaire ou autre individu attaché à l'armée, qui, étant commandé pour marcher ou donner contre l'ennemi, ou pour tout autre service ordonné par le chef, en présence de l'ennemi et dans une affaire, aura formellement refusé d'obéir, sera puni de mort.

10. Tout militaire trouvé endormi en faction ou en vedette dans les postes les plus près de l'ennemi ou sur les fortifications d'une place assiégée ou investie, sera puni de deux ans de fers.

11. Tout militaire qui, étant en faction ou en vedette dans les postes les plus près de l'ennemi ou sur les fortifications d'une place assiégée ou investie, sera convaincu de n'avoir point exécuté sa consigne, sera puni de deux ans de fers.

12. Tout commandant d'un poste devant l'ennemi ou dans une place assiégée, qui sera convaincu d'avoir changé la consigne donnée, sans en avoir sur-le-champ rendu compte au commandant en chef, sera puni de six mois de prison.

13. Tout militaire convaincu d'avoir forcé ou violé la consigne générale donnée pour la troupe, soit au camp, soit au cantonnement, quartier, garnison ou caserne, sera puni de dix ans de fers.

14. Toute violation d'une consigne générale, commise par une troupe, sera poursuivie comme acte de désobéissance combinée; les chefs et instigateurs de ce délit, ainsi que les officiers qui y auroient pris part, seront punis de dix ans de fers.

Si la violation de la consigne a été faite à main armée par une

troupe, il en sera usé à son égard conformément aux dispositions de l'article 6 du présent titre.

15. Tout militaire convaincu d'avoir insulté ou menacé son supérieur, de propos ou de gestes, sera puni de cinq ans de fers; s'il s'est permis des voies de fait à l'égard du supérieur, il sera puni de mort.

16. Tout militaire qui, hors les cas de défense naturelle et ceux de ralliement de fuyards devant l'ennemi, ou de dépouillement des morts ou des blessés sur le champ de bataille, prévus par les articles 5, 6 et 7 du titre V du présent Code, sera convaincu d'avoir frappé son subordonné, sera destitué de son grade, puni d'un an de prison, et déclaré incapable d'occuper aucun grade dans les troupes de la république.

Si la mort s'est ensuivie des mauvais traitemens, le coupable sera puni de mort.

17. Lorsque, par une coupable négligence, la force armée aura laissé évader un prévenu de délit militaire, confié à sa garde, les officiers, sous-officiers, et les quatre volontaires plus anciens de service faisant partie de la force armée, seront poursuivis et punis de la même peine que le prévenu auroit dû subir, sans néanmoins que cette peine puisse excéder deux ans de fers. Si, dans le débat, le véritable auteur du délit est découvert, il en portera seul la peine, qui pourra être étendue à trois années de fers.

18. Toute force armée qui se sera opposée, par quelque moyen que ce soit, à la traduction, poursuite et jugement ou exécution d'un coupable de délit militaire, sera réputée en révolte, et traitée comme telle, conformément aux articles 3, 5 et 6 du présent titre.

19. Tout complice d'un délit subira la même peine que celui qui aura commis le délit.

20. Dans tous les cas ou, d'après les dispositions du présent Code, la peine du délit emporte celle de destitution, cette dernière peine sera formellement prononcée par la sentence de condamnation.

21. Toute condamnation d'un militaire à la peine des fers emportera dégradation aussitôt après la sentence rendue.

22. Tout délit militaire non prévu par le présent Code, sera puni conformément aux lois précédemment rendues.

23. Tout général d'armée, tout commandant en chef de troupes, reste autorisé à faire tous les réglemens de simple discipline correctionnelle qu'il jugera nécessaires au maintien de l'ordre et de la subordination des militaires et autres individus au service des troupes soumises à son commandement.

N<sup>o</sup>. 42.

*ARRÊTÉ du Directoire exécutif, concernant la nomination aux places de secrétaires des commandans amovibles des places de guerre, etc.*

DU 15 NIVÔSE AN 5.

Art. 1. Les secrétaires des commandans amovibles des places de guerre, désignés dans l'arrêté du 11 brumaire dernier, les portiers ou consignés des places de guerre, et les concierges des prisons militaires, ne pourront à l'avenir être choisis que parmi les militaires qui auront servi dans la guerre actuelle, et qui auront droit à une retraite.

2. Les uns et les autres seront commissionnés par le ministre de la guerre; les premiers sur la proposition qui lui en sera faite par les commandans amovibles, et les autres par les commandans des divisions militaires.

Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera imprimé au Bulletin des lois.

N<sup>o</sup>. 43.

*ARRÊTÉ du Directoire exécutif, concernant les frais occasionnés par l'établissement et les opérations des conseils de guerre.*

DU 17 FLORÉAL AN 5.

Art. 1. Le rapporteur, le commissaire du directoire et les membres du conseil de guerre seront tenus d'exercer gratuitement leurs fonctions; mais ils recevront, ainsi que le greffier, s'il est militaire, le traitement d'activité fixé par la loi à leur grade respectif.

Lorsqu'ils seront obligés de voyager, il sera fourni un cheval à ceux d'entre eux qui n'en auroient pas, et l'étape en fourrage.

2. Les militaires et les commissaires des guerres appelés en témoignage ne pourront prétendre, à raison de leur déplacement, à aucune indemnité; ils recevront seulement le traitement d'activité fixé par la loi à leur grade respectif.

3. Les citoyens non militaires, et les employés à l'armée ou attachés à sa suite, auxquels la république ne paie directement aucun traitement d'activité, recevront, lorsqu'ils seront appelés en témoignage, une indemnité qui sera fixée par le capitaine-rapporteur ou par le conseil de guerre, et qui ne pourra être moindre d'une livre, ni au-dessus de deux livres cinq décimes par jour, soit de séjour, soit de voyage.

4. Les employés à l'armée ou attachés à sa suite, qui reçoivent directement de la république un traitement d'activité, continueront à en jouir lorsqu'ils seront appelés en témoignage; mais ils n'auront droit à aucune autre indemnité.

5. Il sera alloué 15 livres par mois au capitaine-rapporteur pour les frais de papier, plumes, encre, canifs, écritaires, et autres menues fournitures de bureau du greffe.

6. Le greffier recevra une indemnité du 12 livres pour la totalité des actes qu'il rédigera dans une même affaire, soit auprès du rapporteur, soit auprès du conseil de guerre, y compris la transcription de la minute de la procédure sur le registre à ce destiné, et les copies que le président et le rapporteur sont chargés de transmettre au ministre de la guerre et au conseil d'administration du corps dont fait partie celui qui aura été jugé.

7. Le commissaire-ordonnateur de la division fera fournir au conseil de guerre,

1.<sup>o</sup> Les effets et ustensiles, bois et lumières nécessaires aux séances et au greffe du conseil de guerre;

2.<sup>o</sup> Il fera rembourser au président du conseil, le montant du prix des registres destinés à l'inscription des pièces et jugemens du procès;

3.<sup>o</sup> Il fera également payer les frais de port de lettres et paquets adressés au capitaine-rapporteur, au commissaire du pouvoir exécutif, et aux membres du conseil de guerre, à la charge par eux de représenter les enveloppes ou adresses de ces pièces;

4.<sup>o</sup> Enfin, il ordonnera le paiement des frais d'impression de jugement: les conseils de guerre auront soin cependant d'éviter ces frais autant qu'il sera possible, et, en conséquence, de n'ordonner l'impression que de ceux de ces jugemens qui seront d'une importance majeure.

8. Toutes dépenses autres que celles ci-dessus indiquées, seront et demeureront à la charge de ceux qui les auront ordonnées.

9. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent arrêté.



N<sup>o</sup>. 44.

*ARRÊTÉ du Directoire exécutif, qui prescrit aux tribunaux criminels et correctionnels saisis d'une procédure par option, renvoi, ou règlement de juges, de donner avis de leur décision ou jugement au tribunal criminel de l'arrondissement du lieu du délit.*

DU 18 FLORÉAL AN 5.

Art. 1. Lorsque, par l'exercice du droit d'option accordé par les articles 298, 303, 563 et 569 du Code des délits et des peines, par des réglemens de juges ou par des renvois prononcés soit en cas de suspicion légitime, soit en cas d'annulation des premiers jugemens, des prévenus ou des accusés seront traduits devant un officier de police judiciaire, un directeur du jury d'accusation ou un tribunal criminel étrangers au département du lieu du délit, les commissaires du pouvoir exécutif près le tribunal correctionnel et près le tribunal criminel, chacun en ce qui le concerne, seront tenus, dans le délai d'une décade, à compter de l'expiration du délai pour se pourvoir en cassation, si le recours au tribunal de cassation n'a pas été exercé, ou à compter du jour où l'expédition du jugement du tribunal de cassation qui rejète la requête du condamné leur sera parvenue, de donner avis au commissaire du pouvoir exécutif près le tribunal criminel, auquel l'instruction avoit été ou auroit été portée suivant les règles ordinaires, de la décision ou jugement rendu par le tribunal criminel.

2. Ces avis seront déposés aux greffes des tribunaux criminels respectifs, pour y recourir au besoin; et il en sera fait mention, par forme d'observations additionnelles, dans les états sommaires de jugemens qui s'impriment et s'affichent tous les mois, en exécution de l'arrêté du directoire exécutif du 2 pluviôse dernier.

N<sup>o</sup>. 45.

*Loi additionnelle à celle du 13 brumaire an 5 ,  
sur la manière de procéder au jugement des délits  
militaires.*

DU 4 FRUCTIDOR AN 5.

Art. 1. Lorsqu'un général d'armée sera prévenu d'un délit spécifié au Code pénal militaire, le directoire exécutif le fera traduire dans le délai de dix jours, par le ministre de la guerre, devant un conseil de guerre, pour y être jugé suivant les formes prescrites par la loi du 13 brumaire dernier, portant établissement de conseils de guerre pour toutes les troupes de la république.

2. Le conseil de guerre, dans le cas prévu par l'article précédent, sera composé d'un général ayant commandé en chef les armées de la république, de trois généraux de division, et de trois généraux de brigade, d'un commissaire du pouvoir exécutif, et d'un rapporteur : le plus ancien général de division présidera.

3. Les fonctions de commissaire du pouvoir exécutif seront remplies par un commissaire-ordonnateur : le rapporteur sera au choix du président, qui ne pourra le prendre que parmi les adjudans-généraux ou les chefs de brigade.

4. Aucun des membres du conseil de guerre, dans le cas prévu par l'article 1.<sup>er</sup>, ne pourra être pris parmi les officiers-généraux employés sous le commandement du prévenu.

5. Les officiers-généraux qui, dans le cas prévu par l'article 1.<sup>er</sup>, devront faire partie du conseil de guerre, ainsi que celui d'entre eux qui devra le présider, seront désignés par le ministre de la guerre, qui ne pourra les prendre qu'à tour de rôle, et par ordre d'ancienneté de grade, sur le tableau des officiers-généraux employés dans l'armée et dans les divisions militaires de l'intérieur le plus à portée. Le commissaire du pouvoir exécutif sera nommé par le ministre de la guerre.

6. Le ministre de la guerre sera tenu d'envoyer au plus ancien officier général employé dans l'armée ou dans les divisions militaires de l'intérieur d'où il aura tiré les membres du conseil, le tableau par ordre d'ancienneté de grade, des officiers-généraux employés dans lesdites armées ou divisions, avec l'indication en marge de ceux qu'il aura désignés pour composer le conseil de guerre, ainsi que de celui qui devra le présider, et du lieu où ils devront s'assembler. En cas d'erreur ou omission dans la désignation des

membres, l'officier-général auquel l'état aura été envoyé, en préviendra le ministre, qui sera tenu de le rectifier aussitôt; il en préviendra également le président, qui surseoirà à la convocation du conseil, jusqu'à ce que sa composition ait été faite conformément à la loi.

7. Le ministre de la guerre indiquera dans l'armée ou dans l'une des divisions militaires de l'intérieur la plus à portée du prévenu (hors l'étendue de son commandement), le lieu qui présentera le plus de facilité pour la réunion des membres du conseil, afin que leur service ordinaire éprouve le moins d'interruption possible. Cette indication par le ministre, sera notifiée à chacun des membres désignés, avec ordre de s'y rendre à jour fixe et dans le plus court délai.

8. Le plus ancien général de division désigné membre du conseil et devant le présider, fera choix aussitôt d'un rapporteur, conformément à l'article 3; il lui ordonnera de se rendre de suite au lieu indiqué pour la tenue du conseil, et, dans les vingt-quatre heures de son arrivée, de commencer l'information conformément à la loi du 13 brumaire dernier. L'information faite, le président convoquera le conseil pour procéder à l'instruction et au jugement.

9. Le ministre de la guerre fera traduire à l'avance le prévenu au lieu indiqué pour la réunion des membres du conseil de guerre.

10. Lorsqu'un général de division ou un général de brigade sera prévenu d'un délit militaire, il sera traduit au conseil de guerre par ordre du général ou commandant en chef de l'armée. Dans ces cas, le lieutenant, le sous-lieutenant et le sous-officier qui, aux termes de la loi du 13 brumaire dernier, font partie du conseil de guerre permanent, seront remplacés par trois officiers-généraux du grade du prévenu; ces trois officiers seront désignés par le général ou commandant en chef de l'armée, et pris à tour de rôle, par ancienneté de grade, dans toute l'armée ou dans tout le commandement (la division du prévenu exceptée). Le conseil de guerre sera présidé par le plus ancien officier général; les fonctions de rapporteur seront remplies par un chef de bataillon ou d'escadron.

11. Aucun officier-général prévenu d'un délit militaire ne pourra être traduit qu'au conseil de guerre de la division d'armée, ou division militaire de l'intérieur, le plus à portée de celle à laquelle il est attaché.

12. Lorsqu'un adjudant-général, un chef de brigade, chef de bataillon ou d'escadron, sera prévenu d'un délit militaire, il sera traduit, par ordre du général ou commandant en chef de la division à laquelle il est attaché, au conseil de guerre de la même division. Dans ce cas, le sous-lieutenant et le sous-officier qui,

aux termes de la loi du 13 brumaire dernier, font partie du conseil de guerre permanent, seront remplacés par deux officiers supérieurs du grade du prévenu; ces officiers seront désignés par le général ou commandant en chef de la division, et pris à tour de rôle, par ancienneté de grade, dans toute la division. Le conseil sera présidé par le plus ancien chef de brigade.

13. Dans le cas où un commissaire-ordonnateur seroit prévenu d'un délit prévu par le Code militaire, il sera traduit, par ordre du général ou commandant en chef de l'armée, au conseil de guerre le plus à portée : le lieutenant, le sous-lieutenant et le sous-officier faisant partie de ce conseil, seront remplacés par un commissaire ordonnateur et deux commissaires ordinaires des guerres, lesquels seront désignés par le général ou commandant en chef de l'armée, et pris à tour de rôle, par ancienneté de grade pour le général de brigade, et par ancienneté de commission pour les commissaires des guerres. Le conseil sera présidé par le général de brigade.

14. Lorsqu'un commissaire ordinaire des guerres sera dans le cas de prévention d'un délit militaire, il sera traduit au conseil de guerre de la division à laquelle il est attaché, par le général ou commandant en chef de la même division. Dans ce cas, le lieutenant, le sous-lieutenant et le sous-officier seront remplacés par deux commissaires ordinaires de première classe et un de deuxième classe, qui seront désignés par le général ou commandant en chef de la division, et pris à tour de rôle, en suivant l'ordre d'ancienneté de commission. En cas d'insuffisance de commissaires des guerres dans sa division, le général ou commandant en chef demeure autorisé à y suppléer par des commissaires pris dans les divisions le plus à portée.

15. Lorsqu'un officier-général, un officier supérieur ou un commissaire des guerres prévenu d'un délit militaire, se trouvera dans l'intérieur de la république, et qu'il n'y aura pas de possibilité de réunir un nombre suffisant de grades correspondans pour composer le conseil de guerre ainsi qu'il est prescrit ci-dessus, le ministre de la guerre le fera traduire au conseil de guerre d'une division d'armée le plus à portée du prévenu : dans ce cas, le conseil de guerre sera convoqué par le général ou commandant de la division où sera traduit le prévenu; cet officier-général ordonnera dans le conseil les remplacements prescrits par la présente résolution, conformément au grade et à la qualité du prévenu.

16. Les dispositions de l'article 6 du titre I.<sup>er</sup> de la loi du 13 brumaire dernier, sont applicables à tous les membres qui doivent composer le conseil de guerre, dans les cas prévus par la présente résolution.

17. Dans tous les cas prévus par la présente résolution, les prévenus seront poursuivis et jugés conformément aux dispositions de la loi du 13 brumaire dernier.

N<sup>o</sup>. 46.*Loi relative aux préposés à la garde des détenus.*

DU 4 VENDÉMAIRE AN 6.

Art. 1. Les huissiers, gendarmes, gardiens, concierges, geoliers et tous autres préposés à la conduite ou à la garde des individus mis en arrestation, détenus ou condamnés, sont responsables de l'évasion desdits individus, soit qu'ils y aient connivé, soit qu'ils n'aient été que négligens.

2. En sont également responsables les citoyens composant la force armée servant d'escorte ou garnissant les postes établis pour la garde des détenus.

3. En cas d'évasion d'un ou plusieurs individus arrêtés ou détenus, celui qui étoit chargé en chef de leur garde dans la maison d'arrêt, de justice, ou dans la prison; celui qui étoit chef de l'arrestation ou de la conduite, et le commandant de l'escorte ou du poste, s'il y en a un, seront tenus d'en dresser procès-verbal, à peine d'une amende qui ne pourra être moindre de vingt-cinq francs, ni excéder cent cinquante francs; elle sera prononcée pour le simple défaut de procès-verbal, indépendamment des peines ci-après, relatives à l'évasion.

4. L'original de ces procès-verbaux sera adressé à l'accusateur public près le tribunal criminel de département, et copie certifiée en sera envoyée, par ceux qui sont tenus de les dresser, à l'autorité ou au fonctionnaire public qui a ordonné l'arrestation, la conduite ou la détention. Sur cette copie, ou même d'office, sur bruit public, ce fonctionnaire dénoncera l'évasion au directeur du jury, qui sera tenu, sous peine de forfaiture, de présenter sans retard un acte d'accusation contre les huissiers, geoliers, gardiens, concierges, chefs de gendarmes, d'escorte ou de poste, ou tous autres responsables de l'évasion. Cet acte sera porté à la première assemblée du jury.

5. Tout officier de police judiciaire, sur la connoissance qu'il aura par bruit public, ou de quelque manière que ce soit, d'une évasion, fera saisir et arrêter ceux qui, par les articles 1 et 2 ci-dessus, en doivent répondre : il les fera conduire devant le directeur du jury, s'il y en a un sur les lieux, ou, à défaut, devant le juge de paix. Un mandat d'arrêt sera lancé contre les prévenus, soit qu'on ait pu les arrêter ou non.

6. S'il y a lieu à accusation, et que le jury de jugement trouve que les accusés sont convaincus de négligence ou de connivence avec les détenus évadés, le tribunal criminel prononcera les peines suivantes :

7. Pour le cas de négligence, un emprisonnement de six mois, si le détenu évadé étoit inculpé d'un délit n'emportant point peine afflictive ;

Un emprisonnement d'un an, si le délit étoit susceptible de peine afflictive.

8. Si le détenu évadé étoit condamné aux fers ou à la mort, les prévenus convaincus de négligence subiront, dans le premier cas, un an de fers ; dans le second, deux ans.

9. S'ils sont convaincus de connivence, ils seront condamnés à deux ans de fers, lorsque le délit dont l'évadé étoit prévenu n'emportera point peine afflictive ; et à quatre ans de fers, si le délit est susceptible de peine afflictive.

10. Si l'évasion par connivence est d'un condamné à mort, la peine sera de douze ans de fers ; elle sera de six ans, si l'évadé n'étoit condamné qu'aux fers.

11. Toutes les fois qu'il sera intervenu condamnation à quelque une des peines ci-dessus, ceux qui les auront encourues seront destitués ou cassés par leurs supérieurs ou chefs, lesquels disposeront de leurs places ou les feront remplir, conformément aux règles et usages sur ce établis.

12. La déclaration des jurés qu'il n'y a pas lieu à accusation, ou que les geoliers, gardiens et autres préposés à la garde des détenus ne sont pas coupables, ne prive pas de la faculté de les destituer ceux qui en ont le droit.

13. Si les évadés viennent à être repris dans les six mois de leur évasion, la durée de l'emprisonnement ou des fers prononcée contre les préposés à leur garde et autres responsables, sera diminuée de moitié.

Cette diminution n'aura point lieu pour le cas de connivence.

14. Les personnes étrangères à la garde des détenus, qui seront convaincues d'avoir préparé ou aidé leur évasion, seront condamnées, pour ce seul fait, à deux mois d'emprisonnement, si le détenu évadé n'étoit point inculpé d'un délit emportant peine afflictive.

L'emprisonnement sera de quatre mois, si le délit imputé étoit susceptible de peine afflictive ;

Et si l'évadé étoit condamné à la détention, aux fers ou à la mort, la peine sera de deux ans de détention, sauf plus grande peine en cas de bris de prison, force, violence et attroupemens, lesquels seront réprimés par les peines prononcées dans le Code pénal.

La peine du bris de prison, contre les individus non détenus sera celle qui est prononcée par l'article 8, section 4 du Code pénal.

15. Les administrateurs municipaux, et tous autres ayant la police des maisons d'arrêt, de justice, et des prisons, ne pourront faire passer dans les hospices de santé, sous prétexte de maladie, les détenus, que du consentement, pour les maisons d'arrêt, du directeur du jury; pour les maisons de justice, du président du tribunal criminel; et pour les prisons, de l'administration centrale du département, si elle siège dans le lieu où se trouvent les prisons: à défaut, l'on prendra l'avis et consentement du commissaire du pouvoir exécutif auprès de la municipalité.

16. Dans le cas où la translation dans les hospices de santé sera reconnue nécessaire, il sera pourvu dans les hospices à la garde des détenus ou prisonniers, à la diligence de ceux qui auront autorisé et consenti la translation.

17. Toutes les lois et dispositions contraires à la présente résolution sont rapportées (1).

---

## N<sup>o</sup>. 47.

### *Loi portant établissement des conseils permanens pour la révision des jugemens des conseils de guerre.*

DU 18 VENDÉMAIRE AN 6.

Art. 1. Il sera établi pour toutes les troupes de la république, un conseil de révision permanent, dans chaque division d'armée, et dans chaque division de troupes employée dans l'intérieur.

2. Le conseil de révision sera composé de cinq membres, savoir :

D'un officier-général, qui présidera;

D'un chef de brigade;

D'un chef de bataillon ou d'escadron;

De deux capitaines;

Et d'un greffier, qui sera toujours au choix du président.

Le rapporteur sera pris parmi les membres du conseil, et choisi par eux.

3. Il y aura près le conseil de révision un commissaire-ordon-

---

(1) Voyez article 237 du Code pénal de 1810.

nateur, ou un commissaire ordinaire des guerres de la première classe, faisant les fonctions de commissaire du pouvoir exécutif.

4. Les généraux d'armée, les généraux ou commandans en chef des divisions de troupes dans l'intérieur, nommeront, chacun dans leur commandement respectif, les membres du conseil de révision, ainsi que le commissaire-ordonnateur ou ordinaire des guerres chargé d'y remplir les fonctions de commissaires du pouvoir exécutif.

Ils demeurent également autorisés à pourvoir au remplacement momentané de ceux des membres du conseil qui se trouveroient empêchés par des motifs légitimes.

5. A défaut d'un nombre suffisant d'officiers admissibles au conseil de révision dans une division de troupes employée dans l'intérieur, le commandant en chef de cette division demeure autorisé à y suppléer par des officiers de grades correspondans, retirés chez eux par suite de réforme ou suppression, et ayant servi dans la guerre de la liberté. Dans aucun cas, le commandant en chef de la division qui a nommé les membres du conseil de guerre, ne sera admis au conseil de révision.

6. Aucun militaire ne sera membre du conseil de révision, s'il n'est âgé de trente ans accomplis, s'il n'a fait trois campagnes devant l'ennemi, ou s'il n'a six ans de service effectif dans les armées de terre ou de mer.

7. Les dispositions des articles 6, 7 et 8 de la loi du 13 brumaire an 5, sont applicables aux membres du conseil de révision.

8. Nul ne pourra participer à la révision du jugement d'un conseil de guerre auquel son parent ou allié au degré prohibé par l'article 207 de la Constitution, aura siégé comme juge. Dans ce cas, il sera momentanément remplacé, ainsi qu'il est prescrit par l'article 4 ci-dessus.

9. Le conseil de révision sera toujours convoqué par le président, et dans le local qu'il désignera.

10. Les séances du conseil de révision seront publiques ; mais le nombre des spectateurs ne pourra excéder le triple de celui des juges : ils s'y tiendront chapeau bas et en silence ; et si quelqu'un d'eux s'écartoit du respect dû au conseil, le président pourra le reprendre, et le condamner à garder prison jusqu'au terme de quinze jours, suivant la gravité du fait.

11. Le conseil est chargé de réviser (sur la demande du commissaire du directoire exécutif, ou celle des parties, par elles ou leurs défenseurs) les jugemens rendus par les conseils de guerre établis par la loi du 13 brumaire, et ceux rendus par les conseils militaires depuis le 17 germinal an 4, qui n'auroient pas été soumis à la révision.

12. En cas qu'il n'existe pas de pourvoi de la part des parties,



le commissaire du pouvoir exécutif pourra se pourvoir d'office ; cependant , en cas d'acquiescement des prévenus , il n'aura que vingt-quatre heures de délai pour notifier son pourvoi au greffe du conseil de guerre.

13. Dans les vingt-quatre heures de la notification du pourvoi , le conseil de guerre enverra les pièces de la procédure , avec copie de son jugement , au président du conseil de révision , qui sera tenu de convoquer aussitôt les membres de ce conseil.

14. Le conseil de révision , une fois assemblé pour prononcer sur la validité d'un jugement , ne pourra désenquêter avant d'avoir donné sa décision.

15. Les défenseurs des parties seront admis au conseil , s'ils s'y présentent : ils pourront , après le rapport , faire toutes observations pertinentes ; ensuite le commissaire du pouvoir exécutif fera ses réquisitions , auxquelles les défenseurs seront admis à faire des observations s'ils le croient nécessaire , et le conseil procédera au jugement.

16. Le conseil de révision prononcera à la majorité des voix l'annulation des jugemens , dans les cas suivans ; savoir :

1<sup>o</sup>. Lorsque le conseil de guerre n'a point été formé de la manière prescrite par la loi ;

2<sup>o</sup>. Lorsqu'il a outre passé sa compétence , soit à l'égard des prévenus , soit à l'égard des délits dont la loi lui attribue la connaissance ;

3<sup>o</sup>. Lorsqu'il s'est déclaré incompétent pour juger un prévenu soumis à sa juridiction.

4<sup>o</sup>. Lorsqu'une des formes prescrites par la loi n'a point été observée , soit dans l'information , soit dans l'instruction ;

5<sup>o</sup>. Enfin , lorsque le jugement n'est pas conforme à la loi dans l'application de la peine.

17. Le conseil de révision ne peut connaître du fond de l'affaire ; mais il est tenu d'annuler le jugement lorsqu'il est attaqué d'un des vices spécifiés en l'article précédent.

18. Si la nullité du jugement résulte du défaut de compétence , le conseil de révision renvoie le fond du procès au tribunal qui doit en connaître. Dans tout autre cas , il le renvoie au conseil de guerre spécialement établi dans chaque division , ainsi qu'il est dit ci-après , pour qu'il y soit procédé à une nouvelle information et instruction.

19. Il sera établi , conformément à la loi du 13 brumaire an 5 , dans chaque division d'armée , et dans chaque division de troupes dans l'intérieur , un second conseil de guerre permanent , pour connaître et juger tous les délits militaires , en cas d'annulation des jugemens par le conseil de révision de la division.

20. Les lois des 13 brumaire et 4 fructidor an 5 sont communes

à ces conseils de guerre. L'article 5 de la présente leur est pareillement applicable.

21. Dans aucun cas, les membres des conseils de guerre établis par la loi du 13 brumaire, ne pourront se réunir, pour l'instruction de la procédure, avec ceux établis par la présente.

22. En cas de confirmation du jugement, le conseil de révision renvoie les pièces du procès, avec copie de sa décision, signée de tous ses membres, au conseil de guerre dont le jugement est confirmé, lequel est tenu d'en poursuivre l'exécution dans les délais et aux termes de la loi du 13 brumaire.

En cas d'annulation, l'envoi des pièces du procès et de la décision du conseil, se fait dans les vingt-quatre heures, au tribunal indiqué par l'article 19 ci-dessus. L'envoi de la décision seulement se fait tant au ministre de la guerre qu'au conseil de guerre dont le jugement est annulé.

La transmission des pièces et de la décision du conseil se fait par le rapporteur, auquel il doit être donné acte de la remise, pour sa décharge.

23. Lorsqu'après une annulation, le second jugement sur le fond est attaqué par les mêmes moyens que le premier, la question ne peut plus être agitée au conseil de révision ;

Elle est soumise au corps législatif, qui porte une loi à laquelle le conseil de révision est tenu de se conformer.

24. Aucune décision ne sera prise par le conseil de révision, sans qu'au préalable le président n'ait fait apporter et déposer sur le bureau un exemplaire tant de la loi du 13 brumaire an 5, que de celle qui statue sur la composition des conseils de guerre pour le jugement des officiers-généraux et autres, et de la présente. Le registre des séances constatera cette formalité indispensable, et il en sera fait mention sur les copies de la décision du conseil, à transmettre, soit au conseil de guerre, soit à un autre tribunal.

25. La décision du conseil de révision sera motivée.

26. Le directoire exécutif est chargé d'envoyer aux conseils de guerre et de révision des modèles de jugemens et de décisions conformes aux dispositions de la loi du 13 brumaire et de la présente.

N<sup>o</sup>. 48.

## LOI d'amnistie.

DU 17 VENDÉMAIRE AN 6.

Art. 1. L'amnistie est accordée pour tous les délits militaires commis antérieurement à la présente, autres que ceux de désertion à l'ennemi, de trahison, d'embauchage et d'espionnage, de fabrication ou de vente de faux congés; de pillage, dévastation ou incendie prémédité et à main armée; de vol et d'infidélité dans la gestion et manutention; de viol, d'assassinat; de chef de révolte ou désobéissance combinée envers les supérieurs, et de chef de complots tendant au renversement de la république et de la constitution de l'an 3.

2. Les déserteurs à l'intérieur non détenus, sont tenus de se présenter dans deux décades de la publication de la présente, devant le commissaire du directoire exécutif près l'administration du département où ils se trouvent, pour être envoyés à l'une des armées désignées par le directoire; passé lequel délai, ils seront poursuivis et punis suivant la rigueur des lois.

3. Les militaires détenus et non jugés pour des délits qui ne sont pas exceptés par l'article premier, recevront des commissaires du directoire exécutif près les administrations centrales, chacun dans son arrondissement, des ordres de route pour leur destination.

4. Ceux desdits militaires qui ne se rendront pas à leur destination dans le temps fixé par leur ordre de route, à moins d'empêchement légitime, seront considérés comme déserteurs à l'ennemi, et punis comme tels.

5. Les militaires, dans le cas de l'article 3, qui ne voudront pas jouir du bienfait de l'amnistie, en feront la déclaration au commissaire du directoire exécutif, et seront jugés par les conseils de guerre.

6. Les militaires condamnés par jugement pour délits autres que ceux exceptés par l'article 1<sup>er</sup>, pourront être employés par le directoire exécutif dans les armées de terre et de mer, suivant qu'il sera jugé convenable au bien du service.

N<sup>o</sup>. 49.*Loi relative à la révision des jugemens militaires.*

DU 15 BRUMAIRE AN 6.

Art. 1. La faculté de se pourvoir en révision, accordée par l'article 11 de la loi du 18 vendémiaire dernier, contre les jugemens militaires rendus depuis le 17 germinal an 4, est étendue à tous les jugemens rendus par les conseils militaires depuis leur établissement.

2. Les individus condamnés par jugement militaire avant le 18 vendémiaire, qui voudront se pourvoir, sont tenus d'en faire la demande dans les deux mois qui suivront la proclamation de la présente : passé ce délai, ils n'y seront plus admis.

3. Cette demande sera adressée et notifiée au greffe du conseil de révision de la division militaire dans l'arrondissement de laquelle ils se trouveront.

Le greffier en tiendra note sur un registre destiné à cet effet.

4. Le président du conseil s'adressera, en cas de besoin, au ministre de la guerre, pour se procurer les pièces et tous les renseignemens concernant les demandes en révision.

5. En cas de confirmation du jugement, le conseil de révision, indépendamment de l'envoi qu'il est tenu de faire de sa décision au ministre de la guerre, et au conseil de guerre qui a rendu le jugement, en fait passer une expédition à l'individu condamné.

6. En cas d'annulation, le conseil renvoie le prévenu avec sa décision et les pièces du procès, pour qu'il soit procédé à une nouvelle information et instruction, devant le conseil de guerre le plus à portée d'entendre les témoins et de vérifier les faits.

7. Les individus condamnés par jugement militaire depuis le 18 vendémiaire dernier jusqu'à la publication de la présente, qui n'avoient pas notifié leur pourvoi, auront deux décades pour le faire, à partir de ladite publication.

8. Le délai pour se pourvoir en révision des jugemens à rendre par les conseils de guerre, est de vingt-quatre heures, à partir de la lecture du jugement qui doit être faite par le rapporteur à l'accusé : passé ce délai, l'accusé ne peut plus être admis à se pourvoir.

Le rapporteur est tenu , après la lecture , d'avertir l'accusé de cette disposition , et d'en faire mention au pied du jugement.

9. Le commissaire du pouvoir exécutif n'a également que vingt-quatre heures pour se pourvoir d'office , après le délai accordé à l'accusé.

---

## N<sup>o</sup>. 50.

### *Loi concernant l'exécution de celles relatives aux déserteurs et aux réquisitionnaires.*

DU 24 BRUMAIRE AN 6.

Art. 1. Tout administrateur de département ou de canton , officier de police judiciaire , accusateur public , juge , commissaire du directoire exécutif , tout individu faisant partie de la gendarmerie nationale , qui n'exécutera pas ponctuellement , en ce qui le concerne , les lois relatives aux déserteurs , aux fuyards de la réquisition , et à leurs complices , ou qui en empêchera ou entravera l'exécution , sera puni de deux années d'emprisonnement.

2. Tout fonctionnaire public convaincu d'avoir favorisé la désertion , empêché ou retardé le départ des déserteurs et des citoyens de la réquisition , soit par des écrits , soit par des discours , sera , outre l'emprisonnement , condamné à une amende qui ne pourra être moindre de cinq cents francs , ni excéder deux mille francs.

Il sera , de plus , destitué de ses fonctions.

3. Tout officier de gendarmerie conpable de négligence dans l'exercice de ses fonctions envers les déserteurs , les fuyards de la réquisition et leurs complices , pourra être destitué par le directoire exécutif.

4. Tout habitant de l'intérieur de la république convaincu d'avoir recélé sciemment la personne d'un déserteur ou réquisitionnaire , ou d'avoir favorisé son évasion , ou de l'avoir soustrait d'une manière quelconque aux poursuites ordonnées par la loi , sera condamné , par voie de police correctionnelle , à une amende qui ne pourra être moindre de trois cents francs , ni excéder trois mille francs , et à un emprisonnement d'un an.

L'emprisonnement sera de deux ans , si le déserteur ou réquisitionnaire a été recélé avec armes et bagages.

En conséquence le premier paragraphe de l'article 7 du titre II de la loi du 21 brumaire an 5 , portant la peine de deux ans de gêne et deux ans de fers , est abrogé.

5. Celui qui aura reçu chez lui un déserteur ou réquisitionnaire fugitif, ne sera point admis à proposer comme excuse valable, que ledit déserteur ou réquisitionnaire étoit entré chez lui en qualité de serviteur à gages, à moins qu'il ne l'ait préalablement présenté à l'administration municipale de son canton, pour l'interroger, examiner ses papiers et passe-ports, et s'assurer par tous les moyens possibles qu'il n'étoit point dans le cas de la désertion ni de la réquisition.

6. La négligence des administrateurs à cet égard, sera punie conformément à l'article 1<sup>er</sup>.

En cas de connivence pour favoriser la désertion, les peines portées par l'article 2 leur seront appliquées.

7. Ceux qui seroient convaincus d'avoir fait de fausses déclarations à l'administration de canton pour favoriser la désertion, seront poursuivis et punis des mêmes peines que les recéleurs.

## N<sup>o</sup>. 51.

### EXTRAIT des registres du Directoire exécutif.

DU 3 FRIMAIRE AN 6.

Le directoire exécutif, vu les sept formules qui lui ont été présentées par le ministre de la justice, pour servir de modèles de jugemens et de décisions aux conseils de guerre et aux conseils de révision, créés par les lois du 13 brumaire et du 4 fructidor de l'an 5, et par celle du 18 vendémiaire dernier,

Approuve ces sept formules dans leur contenu; ordonne, en vertu de l'article 26 de la loi du 18 vendémiaire dernier, qu'elles servent de modèles de jugemens et de décisions aux conseils de guerre et aux conseils de révision, et qu'elles demeureront annexées au présent arrêté.

Le présent arrêté sera imprimé en nombre d'exemplaires suffisant pour fournir au besoin des conseils de guerre et de révision.

Les ministres de la justice et de la guerre sont chargés de son exécution, chacun en ce qui le concerne.

Pour expédition conforme, le président du directoire exécutif, *signé* P. BARRAS; par le directoire exécutif, le secrétaire général, *signé* LAGARDE.

## F O R M U L E S.

*Observations générales.*

Soit qu'un jugement absolve, soit qu'il condamne, le rapporteur ne doit le faire exécuter dans toutes ses dispositions, que lorsque les délais accordés soit au condamné, soit au commissaire du pouvoir exécutif, pour se pourvoir en révision, sont expirés; le rapporteur ne manquera pas de constater au bas du jugement, le jour et l'heure de la lecture dudit jugement à l'accusé (1).

## P R E M I È R E F O R M U L E.

JUGEMENT portant condamnation, rendu par le conseil de guerre permanent de la. . . . . division militaire (ou de l'armée. . . . .)

## AU NOM DU PEUPLE FRANÇOIS.

Ce jourd'hui (*mettre la date du mois et l'année*) de la république française, une et indivisible;

Le conseil de guerre (*comme dans le titre*), créé en vertu de la loi du 13 brumaire de l'an 5, composé conformément à cette loi, des citoyens (*mettre les noms et les grades des sept membres du conseil*), le citoyen (*le nom et le grade du capitaine-rapporteur*), faisant les fonctions de capitaine-rapporteur, et le citoyen (*le nom et le grade du commissaire du pouvoir exécutif*), faisant celle de commissaire du pouvoir exécutif, tous nommés par le général de division (*mettre le nom du général*), commandant cette division; assisté du citoyen (*le nom du greffier*), greffier, nommé par le rapporteur.

Lesquels aux termes des articles 7 et 8 de la même loi, ne sont parens ou alliés ni entre eux, ni du prévenu, au degré prohibé par la constitution.

Le conseil, convoqué par l'ordre du commandant, s'est réuni dans le lieu ordinaire de ses séances (*particulariser ce lieu*), à l'effet de juger (*mettre ici les noms, état et profession de l'accusé, son lieu de naissance et son signalement*), accusé de (*énoncer ici le délit, ou les délits s'il y en a plusieurs*).

(1) Voir l'observation, page 229.

La séance ayant été ouverte, le président a fait apporter par le greffier et déposer devant lui sur le bureau un exemplaire de la loi du 13 brumaire de l'an 5, et a demandé ensuite au rapporteur la lecture du procès-verbal d'information, et de toutes les pièces tant à charge qu'à décharge envers l'accusé, au nombre de (*mettre ici le nombre des pièces*).

Cette lecture terminée, le président a ordonné à la garde d'amener l'accusé, lequel a été introduit libre et sans fers devant le conseil, accompagné de son défenseur officieux.

Interrogé de ses nom, prénoms, âge, profession, lieu de naissance et domicile, a répondu se nommer (*mettre ici la réponse de l'accusé*).

Après avoir donné connoissance à l'accusé des faits à sa charge, lui avoir fait prêter interrogatoire par l'organe du président; (*si le conseil a jugé à propos d'entendre des témoins, on mettra : avoir entendu séparément les témoins à charge. S'il y a une partie plaignante qui ait comparu, il faudra ajouter : après avoir entendu la partie plaignante, qui lui a ou qui lui ont été publiquement confrontées. S'il y a des témoins à décharge, on ajoutera : avoir pareillement entendu les témoins à décharge. S'il y a des pièces de conviction, on ajoutera : représenté les pièces de conviction*).

Où le rapporteur dans son rapport et ses conclusions, et l'accusé dans ses moyens de défense, tant par lui que par son défenseur officieux, lesquels ont déclaré l'un et l'autre n'avoir rien à ajouter à leurs moyens de défense, le président a demandé aux membres du conseil s'ils avoient des observations à faire : sur leur réponse négative, et avant d'aller aux opinions, il a ordonné au défenseur et à l'accusé de se retirer. L'accusé a été reconduit par son escorte à la prison; le rapporteur, le greffier et les citoyens assistant dans l'auditoire se sont retirés sur l'invitation du président.

Le conseil délibérant à huis clos, seulement en présence du commissaire du pouvoir exécutif, le président a posé les questions ainsi qu'il suit :

Le nommé (*mettre le nom et le prénom de l'accusé*), qualifié ci-dessus, accusé de (*rappeler ici clairement le délit*), est-il coupable ?

*Nota.* S'il y a plusieurs délits, il faudra poser pour chacun la question de culpabilité; il faudra aussi poser cette question pour chacun des accusés, s'ils sont plusieurs.

Les voix recueillies en commençant par le grade inférieur, le président ayant émis son opinion le dernier, le conseil de guerre permanent déclare, à la majorité de cinq ou de six voix sur sept



(ou à l'unanimité, si le cas y échoit), que (le nom et le prénom de l'accusé) est coupable.

Sur quoi le commissaire du pouvoir exécutif a fait son réquisitoire pour l'application de la peine. Les voix recueillies de nouveau par le président dans la forme indiquée ci-dessus ;

Le conseil de guerre permanent, faisant droit sur ledit réquisitoire, condamne à l'unanimité (ou à la majorité de cinq ou six voix sur sept). Dans le cas de l'article 23 de la loi du 13 brumaire de l'an 5, il faudra ainsi rédiger la condamnation : Le conseil de guerre permanent, faisant droit sur ledit réquisitoire, et se déterminant pour la peine la plus douce, conformément à l'article 23 de la loi du 13 brumaire de l'an 5, trois membres ayant voté pour la peine de (rappeler ici la peine) et quatre pour celle de (rappeler ici l'autre peine), condamne le nommé (le nom, le prénom, l'état et le grade du condamné) à la peine de (mettre la peine), conformément à l'article (désigner l'article du code), ainsi conçu (relater tout au long l'article).

(Si le jugement doit être imprimé, on mettra ce qui suit : Ordonne en outre l'impression, l'affiche et la distribution du présent jugement au nombre de. . . . . exemplaires.) Enjoint au capitaine-rapporteur de lire de suite le présent jugement au condamné, en présence de la garde assemblée sous les armes, de l'avertir que la loi lui accorde un délai de vingt-quatre heures pour se pourvoir en révision, et au surplus de faire exécuter ledit jugement dans tout son contenu (1).

Ordonne en outre qu'il en sera envoyé, dans les délais prescrits par l'article 39 de la loi du 13 brumaire, à la diligence du président et à celle du rapporteur, une expédition tant au ministre de la guerre qu'au général de division ; (si le condamné étoit attaché à un corps, on ajoutera : et au conseil d'administration du corps du condamné).

Fait, clos et jugé sans désenparer, en séance publique, à (le lieu de la commune), les jour, mois et an que dessus ; et les membres du conseil ont signé, avec le rapporteur et le greffier, la minute du jugement.

(Les juges, le rapporteur et le greffier signent ici).

(1) Le commissaire du pouvoir exécutif a quarante-huit heures, depuis la lecture du jugement du condamné, pour se pourvoir en révision.

## DEUXIÈME FORMULE.

JUGEMENT portant *absolution*, rendu par le conseil de guerre permanent de la. . . . . division militaire (ou de l'armée. . . . .)

## AU NOM DU PEUPLE FRANÇOIS.

Cejourd'hui (mettre la date du mois et l'année) de la république françoise, une et indivisible.

Le conseil de guerre (comme dans le titre), créé en vertu de la loi du 13 brumaire de l'an 5, composé, conformément à cette loi, des citoyens (mettre les noms et les grades des sept membres du conseil), le citoyen (mettre le nom et le grade du capitaine-rapporteur) faisant les fonctions de capitaine-rapporteur, et le citoyen (le nom et le grade du commissaire du pouvoir exécutif) faisant celles de commissaire du pouvoir exécutif, tous nommés par le général de division (mettre le nom du général), commandant cette division; assisté du citoyen (le nom du greffier), greffier nommé par le rapporteur;

Lesquels, aux termes des articles 7 et 8 de la même loi, ne sont parens ou alliés ni entre eux, ni du prévenu, au degré prohibé par la constitution;

Le conseil, convoqué par l'ordre du commandant, s'est réuni dans le lieu ordinaire de ses séances (particulariser ce lieu), à l'effet de juger (mettre ici les noms, état et profession de l'accusé, son lieu de naissance et son signalement), accusé de (énoncer ici le délit, ou les délits, s'il y en a plusieurs).

La séance ayant été ouverte, le président a fait apporter par le greffier et déposer devant lui sur le bureau un exemplaire de la loi du 13 brumaire de l'an 5, et a demandé ensuite au rapporteur la lecture du procès-verbal d'information, et de toutes les pièces tant à charge qu'à décharge envers l'accusé, au nombre de (mettre ici le nombre des pièces).

Cette lecture terminée, le président a ordonné à la garde d'amener l'accusé, lequel a été introduit libre et sans fers devant le conseil, accompagné de son défenseur officieux.

Interrogé de ses nom, prénom, âge, profession, lieu de naissance et domicile, a répondu se nommer (mettre ici la réponse de l'accusé).

Après avoir donné connoissance à l'accusé des faits à sa charge, lui avoir fait prêter interrogatoire par l'organe du président; (Si le conseil a jugé à propos d'entendre les témoins, on mettra :

avoir entendu séparément les témoins à charge. *S'il y a une partie plaignante qui ait comparu, il faudra ajouter : après avoir entendu la partie plaignante qui lui a ou qui lui ont été publiquement confrontées. S'il y a des témoins à décharge, on ajoutera : avoir pareillement entendu les témoins à décharge. S'il y a des pièces de conviction, on ajoutera : et représenté les pièces de conviction).*

Où le rapporteur dans son rapport et ses conclusions, et l'accusé dans ses moyens de défense tant par lui que par son défenseur officieux, lesquels ont déclaré l'un et l'autre n'avoir rien à ajouter à leurs moyens de défense, le président a demandé aux membres du conseil s'ils avoient des observations à faire ; sur leur réponse négative, et avant d'aller aux opinions, il a ordonné au défenseur et à l'accusé de se retirer. L'accusé a été reconduit par son escorte à la prison ; le rapporteur, le greffier et les citoyens assistant dans l'auditoire, se sont retirés sur l'invitation du président.

Le conseil délibérant à huis clos, seulement en présence du commissaire du pouvoir exécutif, le président a posé les questions ainsi qu'il suit :

Le nommé (*mettre le nom et le prénom de l'accusé*), qualifié ci-dessus, accusé de (*rappeler ici clairement le délit*) est-il coupable ?

*Nota.* S'il y a plusieurs délits, il faudra poser pour chacun la question de culpabilité ; il faudra aussi poser cette question pour chacun des accusés, s'il sont plusieurs.

Les voix recueillies en commençant par le grade inférieur, le président ayant émis son opinion le dernier, le conseil de guerre permanent déclare que le nommé (*mettre le nom, le prénom, l'état et le grade*) n'est pas coupable. Sur quoi le commissaire du pouvoir exécutif ayant été entendu, les voix recueillies de nouveau par le président dans la forme indiquée ci-dessus (1).

Le conseil de guerre permanent déclare que (*mettre ici les noms et le grade de l'accusé*) est acquitté de l'accusation dirigée contre lui, conformément aux articles 31 et 37 de la loi du 13 brumaire, ainsi conçus (*relater ici en entier ces deux articles*) ; ordonne qu'il sera de suite mis en liberté, et rendu à ses fonctions (*si c'est un militaire attaché à un corps, au lieu de, et rendu à ses fonctions, on mettra, et renvoyé à son corps pour y continuer son service*) ;

---

(1) Trois voix en faveur de la non-culpabilité, suffisent pour que le conseil la prononce ; les quatre autres voix, réunies ou séparées, n'empêchent pas cette décision. Si le conseil de guerre avait à condamner un ou plusieurs accusés, et à en acquitter d'autres, il devoit combiner le prononcé ci-dessus avec celui de la formule précédente.

ordonne, en outre, qu'expédition du présent jugement sera transmise au ministre de la guerre, à la diligence du président; charge le capitaine-rapporteur d'en donner de suite lecture à l'acquitté, en présence de la garde assemblée sous les armes (1).

FAIT, clos et jugé sans désenparer, en séance publique, à ( *le lieu de la commune* ), les jour, mois et an que dessus, et les membres du conseil ont signé, avec le capitaine-rapporteur et le greffier, la minute du jugement.

( Les juges signent ici ),

### *Observation sur les deux précédentes formules.*

Si le conseil de guerre qui prononce l'absolution ou la condamnation est celui créé d'après les articles 19 et 20 de la loi du 18 vendémiaire de l'an 6, il faudra mettre dans tous les endroits où l'on parle dudit conseil: *Le second conseil de guerre permanent*. Il faudra mettre aussi, *créé en vertu des articles 19 et 20 de la loi du 18 vendémiaire de l'an 6*, au lieu de *créé en vertu de la loi du 13 brumaire de l'an 5*. Ensuite après ces mots, à l'effet de juger un tel, accusé de tel délit, on ajoutera, *le jugement rendu contre lui (ou en sa faveur, s'il avoit été acquitté) par le conseil de guerre de la division, le (rappeler la date du premier jugement), ayant été annulé par une décision du conseil de révision, en date du (rappeler la date de la décision)*

### TROISIÈME FORMULE.

JUGEMENT rendu par le conseil de guerre formé en exécution de la loi du 4 fructidor an 5.

### AU NOM DU PEUPLE FRANÇOIS.

Cejourd'hui ( *la date du jour et l'année* ) de la république française, une et indivisible,

Le conseil de guerre ( *désigner ici l'armée ou la division* ), créé en vertu des lois du 13 brumaire et du 4 fructidor an 5, composé des citoyens ( *mettre les noms et les grades des sept membres du conseil* ), le citoyen ( *mettre le nom et le grade du rapporteur* ), faisant les fonctions de rapporteur, et le citoyen ( *le nom et le grade ou la qualité du commissaire du pouvoir exécutif* ), faisant

---

(1) Le commissaire du pouvoir exécutif n'a que vingt-quatre heures pour se pourvoir en révision d'un jugement qui acquitte, après le délai accordé à l'accusé.

celles de commissaire du pouvoir exécutif, tous nommés par (*mettre ici soit le ministre de la guerre, soit le général en chef de l'armée de....., soit le général de division commandant la..... division*).

(*Observez toutefois que lorsqu'il s'agit de juger un général en chef, et que par conséquent le ministre de la guerre indique les membres du conseil, il faudra mettre ci-dessus, le citoyen nommé rapporteur par le président du conseil; assisté du citoyen (mettre le nom du greffier), greffier nommé par le rapporteur;*

Lesquels, aux termes des articles 7 et 8 de la loi du 13 brumaire an 5, ne sont parens ou alliés ni entre eux, ni du prévenu, au degré prohibé par la constitution.

Le conseil, convoqué par l'ordre du (*mettre ici le nom et le grade du convoquant*), s'est réuni à (*mettre le nom de la commune*), dans (*particulariser le lieu de la séance*), lieu indiqué par le ministre de la guerre, ou le général en chef, ou enfin le général de division, pour y tenir ses séances, à l'effet de juger, etc. (*Pour le reste, si le jugement condamne, il faudra suivre la première formule; et l'on suivra la seconde, si le jugement absout*).

#### DES CONTUMAX.

Lorsque l'accusé sera contumax, les conseils de guerre créés par les lois du 13 brumaire, du 4 fructidor an 5 et du 18 vendémiaire an 6, omettront des formules tout ce qui suppose l'accusé présent, et tout ce qui ne peut se faire qu'en sa présence; ils feront mention dans le jugement qu'il est contumax : du reste, comme la loi ne met aucune différence pour les formalités à suivre entre les accusés présens et les contumax, il faudra suivre les formules.

#### QUATRIÈME FORMULE.

DÉCISION (1) *du conseil permanent de révision de la. . .*  
(le n°. de la division) *division militaire (ou de*  
*l'armée de. . . . .)*

#### AU NOM DU PEUPLE FRANÇOIS.

Le conseil permanent de révision de la (*qualifier la division comme dans le titre*) division, composé, en exécution de la loi du 18 vendémiaire de l'an 6, des citoyens (*mettre ici les noms et qua-*

---

(1) Décision du conseil permanent de révision, pour infirmer un recours en révision, lorsqu'il n'a pas été fait dans les délais fixés par la loi.

*lités des membres*) tous cinq nommés par le général (*mettre ici le nom et le grade du général*), et réunissant les conditions exigées par l'article 6 de la même loi, assisté de (*mettre ici le nom du greffier*) greffier nommé par le président, en présence du (*mettre ici la qualité et le nom du commissaire*), faisant les fonctions du commissaire, du pouvoir exécutif d'après la nomination du même général, s'est réuni, sur la convocation du président, dans le lieu ordinaire de ses séances, pour procéder sur la demande en révision (*indiquer ici celui qui s'est pourvu en révision*) du jugement rendu le (*mettre la date du jugement*), contre ou en faveur de (*mettre les noms des condamnés ou acquittés*).

Après que la séance a été ouverte, le président a fait apporter et déposer sur les bureaux les lois des 13 brumaire et 4 fructidor de l'an 5 sur l'organisation des conseils de guerre, ainsi que celle du 18 vendémiaire de l'an 6 sur l'organisation des conseils de révision; il a ensuite ordonné au greffier de lire l'acte de recours en révision.

Sur quoi, le conseil, après avoir entendu les défenseurs officieux (*s'ils se présentent*) et le commissaire du pouvoir exécutif; considérant que ce recours n'a pas été fait dans les délais fixés par la loi (*rappeler ici l'époque du recours, le temps que le réclamant avait pour se pourvoir, et l'article de la loi qui rejette ce recours*), déclare qu'il n'y a pas lieu de statuer; ordonne que le susdit jugement aura sa pleine et entière exécution, et charge le rapporteur de se conformer aux dispositions du premier paragraphe de l'article 22 de la loi du 18 vendémiaire de l'an 6. (*Si le jugement ainsi confirmé par défaut de recours en temps utile, a été rendu par un conseil militaire, au lieu de ces mots, et charge le rapporteur de se conformer, etc., il faudra mettre ceux-ci, et charge le rapporteur de transmettre au ministre de la guerre une copie de la présente décision*).

FAIT, jugé et prononcé sans désenparer, en séance publique, à (*le nom de la commune*), le (*mettre la date*); et les cinq juges ont signé, avec le greffier, la minute du jugement.

(Ici les juges signent).

## CINQUIÈME FORMULE.

DÉCISION (1) *du conseil permanent de révision de la . . . .*  
 (le n<sup>o</sup>. de la division) *division militaire (ou de*  
*l'armée d. . . . .)*

## AU NOM DU PEUPLE FRANÇOIS.

Le conseil permanent de révision de la (*qualifier la division comme dans le titre*) division, composé, en exécution de la loi du 18 vendémiaire de l'an 6, des citoyens (*mettre ici les noms et qualités des membres*), tous cinq nommés par le général (*mettre ici le nom et le grade du général*), et réunissant les conditions exigées par l'article 6 de la même loi; assisté de (*mettre ici le nom du greffier*), greffier nommé par le président, en présence du (*mettre ici la qualité et le nom du commissaire*), faisant les fonctions de commissaire du pouvoir exécutif d'après la nomination du même général, s'est réuni, sur la convocation du président, dans le lieu ordinaire de ses séances, pour procéder, sur la demande (*indiquer ici celui qui s'est pourvu en révision*), à la révision du jugement rendu le (*mettre la date du jugement*) contre ou en faveur de (*mettre les noms des condamnés ou des acquittés*).

Après que la séance a été ouverte, le président a fait apporter et déposer sur le bureau les lois des 13 brumaire et 4 fructidor de l'an 5, sur l'organisation des conseils de guerre, ainsi que celle du 18 vendémiaire au 6, sur l'organisation des conseils de révision; il a ensuite ordonné au greffier de lire l'acte de recours en révision. Sur quoi, le conseil, après avoir entendu les défenseurs officiels (*s'ils se présentent*) et le commissaire du pouvoir exécutif, considérant que ce recours a été fait dans les délais fixés par la loi, a dit qu'il y avait lieu de statuer.

Alors le greffier a donné lecture de toutes les pièces de la procédure; au nombre de (*mettre le nombre des pièces*). Cette opération terminée, le citoyen (*mettre le nom du rapporteur*), l'un des membres du conseil, nommé rapporteur de cette affaire par décision du (*mettre la date de la décision*), a été entendu; le commissaire du pouvoir exécutif a fait ses réquisitions.

Le conseil, après avoir délibéré, faisant droit auxdites réquisitions (*si la décision n'est pas conforme aux réquisitions, mettez : sans avoir égard auxdites réquisitions*); vu que le conseil de guerre

---

(1) Décision du conseil permanent de révision, pour confirmer un jugement du conseil de guerre ou militaire.

(ou militaire, dans le cas où le jugement auroit été rendu par un conseil militaire) étoit compétent, que l'information et l'instruction ont été régulièrement faites, et que la loi a été bien appliquée, déclare à la majorité absolue (ou à l'unanimité, si le cas y échoit), que le susdit jugement est confirmé et qu'il aura sa pleine et entière exécution.

Le rapporteur demeure chargé de transmettre au conseil de guerre la présente décision, avec toutes les pièces de la procédure.

(Si le jugement avoit été rendu par un conseil militaire, au lieu de, le rapporteur demeure chargé de transmettre au conseil de guerre, il faudra mettre, le rapporteur demeure chargé de transmettre au ministre de la guerre une copie de la présente décision).

Ainsi jugé, prononcé sans déssemparer, en séance publique, à (le nom de la commune), le (mettre la date du mois et l'année); et les juges ont signé tous cinq, avec le greffier, la minute du jugement.

(Les juges et le greffier signent ici).

#### SIXIÈME FORMULE.

CONSEIL *permanent de révision* (1) *de la. . . . (le n<sup>o</sup>. de la division) division militaire (ou de l'armée d. . . . .)*

#### AU NOM DU PEUPLE FRANÇOIS.

Le conseil permanent de révision de la (*qualifier la division comme dans le titre*) division, composé, en exécution de la loi du 18 vendémiaire de l'an 6, des citoyens (*mettre ici les noms et qualités des membres*), tous cinq nommés par le général (*mettre ici le nom et le grade du général*), et réunissant les conditions exigées par l'article 6 de la même loi, assisté de (*mettre ici le nom du greffier*), greffier nommé par le président, en présence de (*mettre ici le nom et la qualité du commissaire*), faisant les fonctions de commissaire du pouvoir exécutif d'après la nomination du même général, s'est réuni, sur la convocation du président, dans le lieu ordinaire de ses séances, pour procéder, sur la demande (*indiquer ici celui qui s'est pourvu en révision*) à la révision.

---

(1) Décision du conseil permanent de révision, pour annuler un jugement du conseil de guerre ou militaire,



du jugement rendu le (*mettre ici la date du jugement*), contre ou en faveur de (*mettre les noms des condamnés ou des acquittés*).

Après que la séance a été ouverte, le président a fait apporter et déposer sur le bureau les lois des 13 brumaire et 4 fructidor de l'an 5, sur l'organisation des conseils de guerre, ainsi que celle du 18 vendémiaire de l'an 6, sur l'organisation des conseils de révision; il a ensuite ordonné au greffier de lire l'acte de recours en révision. Sur quoi, le conseil, après avoir entendu les défenseurs officieux (*s'ils se présentent*) et le commissaire du pouvoir exécutif; considérant que ce recours a été fait dans les délais fixés par la loi, a dit qu'il y avoit lieu de statuer.

Alors le greffier a donné lecture de toutes les pièces de la procédure, au nombre de (*mettre le nombre des pièces*). Cette opération terminée, le citoyen (*mettre le nom du rapporteur*), l'un des membres du conseil, nommé rapporteur de cette affaire par décision du (*mettre la date de la décision*), a été entendu; les défenseurs de (*le nom des parties*) ont présenté leurs observations (*omettre ce qui précède dans les cas où les défenseurs ne se présenteroient pas*); le commissaire du pouvoir exécutif a fait ses réquisitions. Considérant que (*tel acte de l'instruction*) qui a précédé (ou, *si c'est le jugement seul qui est nul*, considérant que le jugement rendu par le conseil de guerre ou militaire le (*la date du jugement*) contre ou en faveur de (*le nom des condamnés ou des acquittés*) (*motiver ici la nullité en citant le fait d'une part, et de l'autre, l'article entier de la loi qui a été violée*), annule (*désigner ici soit le jugement, soit l'acte nul dans l'instruction ou dans la procédure, et annuler, par suite, tout ce qui s'est ensuivi*), en vertu des articles 16 et 17 de la loi du 18 vendémiaire, ainsi conçus (*relater tout au long les deux articles dont il s'agit*); renvoie les accusés devant le conseil de guerre créé d'après les articles 19 et 20 de la même loi, et charge le rapporteur de transmettre dans les vingt-quatre heures, à ce conseil, la présente décision, avec toutes les pièces : charge également ledit rapporteur d'adresser copie de ladite décision tant au ministre de la guerre qu'au conseil de guerre qui a rendu le jugement ainsi annullé. (*Si c'est un conseil militaire qui a rendu le jugement annullé, comme il n'existe plus, l'envoi de la décision ne sera fait qu'au ministre de la guerre*).

(*Si le jugement a été annullé pour incompétence, alors dans le dispositif du jugement, au lieu de ces mots, renvoie les accusés, etc., il faudra mettre ceux qui suivent : Renvoie les accusés devant le tribunal criminel qui en doit connoître, et charge le rapporteur de transmettre dans les vingt-quatre heures, à qui de droit, la présente décision avec toutes les pièces de la procédure; charge également ledit rapporteur d'adresser copie de ladite décision tant au ministre de la guerre qu'au conseil de guerre qui a rendu le jugement ainsi annullé.*

Fait, jugé et prononcé sans désenparer, en séance publique, à ( *le nom de la commune* ), le ( *mettre la date du mois et l'année* ); et les juges ont signé tous cinq, avec le greffier, la minute du jugement.

( Ici les juges et le greffier signent ).

#### SEPTIÈME FORMULE.

DÉCISION (1) *du conseil permanent de révision de la . . .*  
( *le n°. de la division* ) *division militaire ( ou de*  
*l'armée. . . . . )*

#### AU NOM DU PEUPLE FRANÇOIS.

Le conseil permanent de révision de la ( *qualifier la division comme dans le titre* ) division, composé en exécution de la loi du 18 vendémiaire de l'an 6, des citoyens ( *mettre ici les noms et qualités des membres* ), tous cinq nommés par le général ( *mettre ici le grade et le nom du général* ) et réunissant les conditions exigées par l'article 6 de la même loi; assisté de ( *mettre ici le nom du greffier* ), greffier nommé par le président, en présence de ( *mettre ici la qualité et le nom du commissaire* ), faisant les fonctions de commissaire du pouvoir exécutif, s'est réuni, sur la convocation du président, dans le lieu ordinaire de ses séances, pour procéder sur la demande ( *indiquer ici celui qui s'est pourvu en révision* ), à la révision du jugement rendu le ( *mettre la date du jugement* ), contre ou en faveur de ( *mettre le nom des condamnés ou des acquittés* ).

Après que la séance a été ouverte, le président a fait apporter et déposer sur le bureau les lois des 13 brumaire et 4 fructidor de l'an 5, sur l'organisation des conseils de guerre, ainsi que celle du 18 vendémiaire de l'an 6, sur l'organisation des conseils de révision; il a ensuite ordonné au greffier de lire l'acte de recours en révision. Sur quoi le conseil, après avoir entendu le défenseur officieux, ( *s'il se présente* ) et le commissaire du pouvoir exécutif; considérant que ce recours a été fait dans les délais fixés par la loi, a dit qu'il y avoit lieu de statuer.

Le conseil de révision, vu l'article 23 de la loi du 18 vendémiaire de l'an 6, ainsi conçu ( *relater cet article* ), et attendu que le pre-

---

(1) Décision portant renvoi au corps législatif d'une affaire dans laquelle le second jugement est attaqué au fond par les mêmes moyens que le premier déjà annulé.

Nota. Maintenant le renvoi se fait à Sa Majesté en Conseil d'Etat, par l'intermédiaire du ministre de la guerre.

mier jugement rendu dans l'affaire du nommé (*mettre le nom de l'accusé*), a été cassé et annullé pour (*indiquer la cause de l'annulation*), et que le second est attaqué pour le même vice;

Le conseil, à la majorité (ou à l'unanimité) des voix (*suivant le cas*), ordonne, conformément à l'article 23 ci-dessus cité, qu'il en sera référé au corps législatif, et qu'en conséquence les pièces de la procédure et les copies des jugemens et décisions intervenus dans cette affaire seront envoyés au ministre de la guerre, et que les choses demeureront en l'état où elles sont jusqu'à ce que la loi ait été portée;

Enjoint au rapporteur de mettre à exécution la présente décision dans le délai de vingt-quatre heures.

Fait, clos et prononcé, sans désenparer, en séance publique, à (*le lieu de la séance et de la commune*), le (*la date*); et les membres du conseil ont signé avec le greffier.

( Les juges et le greffier signent ici ).

Approuvé par le directoire exécutif, le 8 frimaire an 6 de la république française une et indivisible.

Pour expédition conforme, le président du directoire exécutif, signé, P. BARRAS, par le directoire exécutif, le secrétaire général, signé LAGARDE.

### Observation.

Ces formules ne sont pas suivies entièrement; les tribunaux militaires se conforment à l'article 141 du senatus-consulte organique du 28 floréal an 12, ainsi conçu : Les expéditions exécutoires des jugemens seront rédigées ainsi qu'il suit :

NAPOLÉON, par la grace de Dieu et les constitutions de l'Etat, Empereur des François (1), à tous présens et à venir, SALUT :

La cour de . . . ou le tribnnal (*si c'est un tribunal de première instance*) a rendu le jugement suivant :

(*Ici copier l'arrêt ou le jugement*). Mandons et ordonnons à tous huissiers, sur ce requis, de mettre ledit jugement à exécution; à nos procureurs généraux, à nos procureurs près les tribunaux de première instance, d'y tenir la main; à tous commandans et officiers de la force publique, de prêter main-forte, lorsqu'ils en seront légalement requis (2).

(1) Roi d'Italie, et Protecteur de la Confédération du Rhin.

(2) On met en titre : *Au nom de l'Empereur et Roi*; au lieu de Commissaire, etc., on met *Procureur impérial*; et au lieu de Citoyen on met *Monsieur*.

N<sup>o</sup>. 52.*Loi relative à la formation des conseils de guerre et de révision dans les places de guerre investies et assiégées.*

DU 11 FRIMAIRE AN 6.

Art. 1. Dans toute place de guerre investie et assiégée, il sera formé des conseils de guerre et de révision, dont les membres seront pris sur la désignation du commandant en chef de la place, parmi les officiers et sous-officiers de la garnison.

2. La durée de leurs fonctions ne pourra excéder celle de l'état de siège.

3. Les présidens de ces conseils adresseront au ministre de la guerre, aussitôt qu'il leur sera possible, copie certifiée des jugemens rendus.

4. Les lois relatives aux conseils de guerre et de révision permanens, sont communes à ceux établis par la présente, en tout ce qui n'y est pas contraire.

N<sup>o</sup>. 53.*EXTRAIT de la loi relative à l'organisation de la gendarmerie.*

DU 28 GERMINAL AN 6.

## TITRE VIII.

*Police et discipline.*

Art. 97. Les officiers, sous-officiers et gendarmes seront justiciables des tribunaux criminels, pour les délits relatifs au service de la police générale et judiciaire dont ils sont chargés; et des conseils de guerre pour les délits relatifs au service et à la discipline militaire.

98. Si l'officier, sous-officier ou gendarme est accusé tout-à-la-fois d'un délit militaire et d'un délit relatif au service de la police générale ou judiciaire, la connoissance appartiendra au tribunal criminel, qui appliquera, s'il y a lieu, les peines portées au code pénal militaire, quand, pour raison du délit militaire, les officiers, sous-officiers et gendarmes auront encouru une peine plus forte que celle résultant du délit relatif au service de la police générale, ou de tout autre délit qui ne seroit point militaire par sa nature.

99. Les officiers, sous-officiers et gendarmes seront soumis, chacun en ce qui les concerne, aux réglemens de discipline militaire, et aux peines que les supérieurs sont autorisés à infliger pour les fautes de service.

100. Il sera rendu compte aux supérieurs, en suivant la hiérarchie des grades, de toutes les punitions qui auront été infligées, ainsi que des motifs.

101. Tout officier, sous-officier ou gendarme auquel il aura été accordé un congé ou permission de s'absenter, qui n'aura pas rejoint son poste à l'expiration de son congé, et qui aura outre-passé ce terme de dix jours, sera réputé déserteur à l'intérieur; comme tel, traduit au conseil de guerre, et puni conformément aux dispositions du code pénal militaire, à moins d'empêchemens légitimes, dont il sera tenu de justifier par des certificats authentiques des agens municipaux, visés par le commissaire du directoire exécutif, ou de maladies constatés par des certificats des officiers de santé, visées par les mêmes autorités civiles.

102. Tout officier, sous-officier ou gendarme qui aura quitté son poste sans permission, et qui n'aura pas rejoint dans les deux jours à compter de sa disparition, sera réputé déserteur à l'intérieur, et puni comme tel.

103. Les autres peines portées au code pénal militaire contre les crimes et délits militaires, seront applicables aux membres de la gendarmerie nationale qui seront convaincus de ces crimes et délits, pour raison desquels ils auront été traduits soit devant le conseil de guerre, soit devant le tribunal criminel, d'après les dispositions de l'article 98 du présent titre.

## TITRE X.

### *Des moyens d'assurer la liberté des citoyens contre les détentions illégales et autres actes arbitraires.*

165. Tout officier, sous-officier ou gendarme qui donnera, signera, exécutera ou fera exécuter l'ordre d'arrêter un individu, ou qui l'arrêtera effectivement, si ce n'est en flagrant délit ou dans les cas

N<sup>o</sup>. 54.*Loi relative à la nouvelle instruction des procès, en cas d'annulation de jugemens rendus par des conseils de guerre.*

DU 29 PRAIRIAL AN 6.

Art. 1. En cas d'annulation d'un jugement rendu par un conseil de guerre établi par l'article 19 de la loi du 18 vendémiaire dernier, le prévenu sera renvoyé, dans les trois jours, avec les pièces du procès et la décision du conseil de révision, devant le premier conseil de guerre d'une des divisions militaires les plus voisines, pour qu'il soit procédé à une nouvelle instruction.

2. La décision du conseil de révision désignera le conseil de guerre auquel le renvoi doit être fait.

3. La disposition de l'article premier est applicable aux jugemens rendus depuis le 18 vendémiaire dernier, et qui se trouvent dans le cas prévu par le même article.

Le directoire exécutif prendra les mesures nécessaires pour envoyer, sans délai, les prévenus devant les conseils de guerre des divisions militaires les plus voisines de celles où ils ont été jugés.

N<sup>o</sup>. 55.*Loi relative au mode de formation de l'armée de terre.*

DU 19 FRUCTIDOR AN 6.

Le conseil des cinq cents, après avoir entendu le rapport d'une commission spéciale, et les trois lectures qui lui ont été faites dans les séances des 2 et 14 thermidor dernier, et du premier fructidor, du projet de résolution relatif à la formation de l'armée de terre;

## TITRE II.

*Des enrôlemens volontaires.*

6. Les François qui depuis l'âge de dix-huit ans accomplis, jusqu'à ce qu'ils aient trente ans révolus, desiront s'enrôler volontairement pour servir dans l'armée de terre, se font inscrire sur un registre particulier tenu à cet effet par les administrations municipales, qui dressent verbal de cette inscription : ce verbal indique les noms, prénoms, l'âge, la taille, le domicile des enrôlés, et contient leur signalement.

Ces administrations n'inscrivent que les citoyens porteurs d'un certificat de bonne conduite, signé de l'agent municipal de leur commune et du juge de paix de leur canton, ou de l'administration municipale et du juge de paix de leur commune.

7. Les citoyens qui, d'après les lois, sont destinés au service de la marine, ne peuvent pas être inscrits pour servir dans l'armée de terre.

8. Les enrôlés volontaires ne reçoivent aucune somme à titre d'engagement, et sont tenus de servir en temps de paix, quatre ans dans les troupes de terre; et de plus, en temps de guerre, jusqu'au moment où les circonstances permettent de délivrer des congés absolus. Ils peuvent désigner le corps et l'arme dans lesquels ils desiront servir, pourvu que d'ailleurs ils aient la taille et les autres qualités requises.

9. Ceux qui, indépendamment du certificat prescrit par l'article 6, sont porteurs d'un congé absolu, constatant qu'ils ont servi au moins quatre ans dans les troupes de la république, peuvent se faire inscrire sur le registre des enrôlemens volontaires, jusqu'à l'âge de quarante ans révolus.

10. Les administrations municipales font parvenir des expéditions des enrôlemens volontaires au ministre de la guerre, ainsi qu'aux commissaires des guerres de leurs arrondissemens ou de leurs départemens respectifs; elles donnent aux enrôlés des feuilles de route jusqu'au lieu de la résidence desdits commissaires des guerres, et ceux-ci les continuent jusqu'au lieu où est le corps pour lequel chaque volontaire a été enrôlé.

11. Tout françois enrôlé volontairement, est par cela même, en tout ce qui concerne le service et l'obligation de servir, soumis, pour la forme des jugemens, et la nature des peines, aux lois particulières rendues pour l'armée de terre.

Ceux qui ne sont pas rendus à leur destination dans le délai prescrit, sont poursuivis et punis comme déserteurs.

12. Tous les défenseurs de la patrie sont admis à contracter des enrôlemens volontaires immédiatement après les quatre ans de service prescrit par l'article 8 de la présente loi. La durée de ces enrôlemens est de deux années chaque fois qu'ils sont renouvelés, et ils peuvent l'être jusqu'au moment où, d'après les lois, ces défenseurs obtiendroient leur retraite : ils sont reçus par les conseils d'administration des corps.

13. Tout enrôlement volontaire fait soit au corps, soit devant les administrations municipales, doit être signé par l'enrôlé. S'il ne sait pas signer, il en est fait mention au registre.

14. Les défenseurs de la patrie qui seront admis à continuer leur service conformément à l'article 12, recevront une haute-paie d'un franc par mois pendant les quatre premières années; de deux francs par mois pendant les quatre suivantes; et de trois francs par mois pendant tout le temps qu'ils continueront à servir.

Cette haute-paie cessera pour ceux qui seront parvenus au grade de sous-lieutenant, et attendu qu'il est dû un milliard aux défenseurs de la patrie qui auront fait la guerre de la liberté, elle ne commencera à être acquittée à ceux qui y auront droit, qu'un an après la paix générale.

### TITRE III.

#### *De la conscription militaire.*

15. La conscription militaire comprend tous les François depuis l'âge de vingt ans accomplis jusqu'à celui de vingt-cinq ans révolus.

16. Ne sont pas compris dans la conscription militaire,

1°. Les François de l'âge déterminé par l'article précédent qui appartiennent actuellement à l'armée de terre;

2°. Ceux du même âge qui étoient mariés avant le 23 nivôse dernier;

3°. Ceux du même âge qui ayant été mariés avant la même époque, seroient devenus veufs ou auroient divorcé, pourvu qu'ils aient des enfans;

4°. Ceux du même âge qui étoient officiers ou sous-officiers, et qui ont été renvoyés comme surnuméraires; mais ils restent dans l'obligation de rejoindre, jusqu'à ce qu'ils aient quatre années de service effectif, ou qu'ils aient dépassé l'âge de la conscription : le temps qu'ils passent dans leurs foyers compte comme service effectif, et lorsqu'ils sont rappelés, ils ne peuvent être contraints à servir que dans le grade qu'ils avoient déjà;

5°. Ceux du même âge qui sont porteurs de congés absolus : ceux qui n'auroient obtenu des congés absolus que comme ayant été in-



dûment forcés de prendre les armes avant l'âge de la réquisition, ne sont pas dispensés de la conscription militaire; ils doivent au contraire y être compris d'après leur âge, mais le temps du service qu'ils auroient déjà fait leur sera précompté ;

6°. Ceux du même âge qui sont, d'après les lois, destinés ou employés au service de la marine, inscrits, immatriculés ou brevetés comme tels ; mais ceux qui cesseroient d'appartenir au service de la marine avant l'âge de vingt-cinq ans révolus, rentreront et seront compris dans la conscription militaire pour l'armée de terre.

17. Les défenseurs conscrits sont divisés en cinq classes : chaque classe ne comprend que les conscrits d'une même année. La première classe se compose des François qui, au premier vendémiaire de chaque année, ont terminé leur vingtième année ;

La seconde classe se compose de ceux qui, à la même époque, ont terminé leur vingt-unième année ;

La troisième classe comprend ceux qui, à la même époque, ont terminé leur vingt-deuxième année ; ainsi de suite, classe par classe, année par année.

18. Il n'est apporté, dans le cours de l'année, aucun changement dans la division des classes : de manière que le François qui a terminé sa vingtième année, n'est compris dans la conscription militaire que le premier vendémiaire suivant ; et que celui qui a terminé sa vingt-cinquième année, y reste compris jusqu'à la même époque.

19. Les défenseurs conscrits de toutes les classes sont attachés aux divers corps de toutes armes qui composent l'armée de terre ; ils y sont nominativement enrôlés, et ne peuvent pas se faire remplacer.

20. D'après la loi qui fixe le nombre des défenseurs conscrits qui doivent être mis en activité de service, les moins âgés dans chaque classe sont toujours les premiers appelés pour rejoindre leurs drapeaux. Ceux de la seconde classe ne sont appelés au corps que quand ceux de la première classe sont tous en activité de service ; ainsi de suite, classe par classe.

21. Il est délivré aux défenseurs conscrits de la cinquième classe non en activité de service, des congés absolus, dans le cours du mois de vendémiaire qui suit l'époque à laquelle ils ont terminé leur vingt-cinquième année : ceux qui sont en activité de service, reçoivent, en temps de paix, leurs congés absolus à la même époque ; ils sont, en temps de guerre, soumis aux lois de circonstances rendues sur les congés.

22. La solde n'est payée aux défenseurs conscrits que lorsqu'ils sont en activité de service.

23. Les défenseurs conscrits attachés à un corps ; mais non en

activité de service, continuent à exercer leurs droits politiques de citoyens, et font le service de la garde nationale sédentaire; ils ne sont soumis aux lois militaires que lorsqu'ils sont désignés pour entrer en activité de service.

## TITRE IV.

### *Mode d'exécution.*

24. Dans le mois de la publication de la présente loi, il sera formé, par les administrations municipales de commune et de canton, des tableaux sur lesquels seront inscrits tous les François de leur arrondissement qui, en vertu des titres précédens, seront compris dans la conscription militaire pour l'armée de terre.

Ces tableaux seront faits séparément, classe par classe; et chacun d'eux ne comprendra que les conscrits d'une même classe : ils indiqueront les nom, prénoms, l'ân, le mois, le jour de naissance, la taille, la profession et la commune du domicile du conscrit.

25. Avant l'expiration du même mois, les administrations municipales adresseront aux administrations centrales de département, des copies certifiées de ces tableaux.

26. D'après ces tableaux particuliers, et dans le mois suivant, les administrations centrales formeront également classe par classe, dans le même ordre, dans la même forme et avec les mêmes indications, les tableaux généraux des conscrits de leurs départemens respectifs, et elles en enverront, sans délai, des copies certifiées au ministre de la guerre.

27. A l'avenir, chaque année, dans la première décade de vendémiaire, les administrations municipales dresseront dans la même forme, le tableau des François de leurs arrondissemens respectifs qui, dans le courant de l'année précédente, auront terminé leur vingtième année; après quoi elles délivreront des congés absolus à ceux des conscrits qui, n'étant point en activité de service, auront à cette époque terminé leur vingt-cinquième année.

28. Dans le courant de vendémiaire de chaque année, les administrations municipales adresseront aux administrations centrales de leurs départemens respectifs, des copies certifiées du tableau prescrit par l'article précédent.

29. D'après ces tableaux particuliers, et dans le courant du mois de brumaire de chaque année, les administrations centrales de département formeront, dans le même ordre, dans la même forme et avec les mêmes indications, le tableau général des défenseurs conscrits de leurs départemens respectifs, et en adresseront des copies certifiées au ministre de la guerre.

30. Si les administrations municipales ou de département négligeoient de former et d'envoyer les tableaux de conscription dans les délais et formes indiqués par la présente loi, il sera nommé des commissaires extraordinaires pour la confection de ces tableaux : ces commissaires seront payés et les frais en seront supportés personnellement par les administrateurs des communes, cantons ou départemens en retard.

Ces commissaires extraordinaires seront nommés, et leur paiement sera réglé et ordonné par voie administrative ; savoir, par les administrations centrales, contre les administrations municipales ; et par le ministre de la guerre, contre les administrations centrales.

Et néanmoins, afin que la république ait toujours le même nombre de défenseurs conscrits, la cinquième classe des conscrits dans les communes, cantons ou départemens en retard, ne sera dégagée de l'obligation de service que du moment où le tableau de la première classe aura été formé.

31. Les François qui, à l'époque de la formation des tableaux, seront absens de leur domicile ordinaire, y seront conscrits comme présens, à moins qu'ils ne déclarent à l'administration municipale qu'ils préfèrent être conscrits sur les tableaux du lieu de leur nouveau domicile, et qu'il ne justifient de leur conscription.

32. Ceux qui négligeroient ou refuseroient de se présenter pour se faire inscrire et donner aux administrations municipales tous les renseignemens nécessaires sur leurs nom, prénoms, âge, taille, profession et lieu de naissance, pourront être inscrits au tableau de la première classe comme n'ayant que vingt ans un jour, et par conséquent comme étant les premiers à marcher.

33. Les tableaux particuliers de cantons et de communes resteront publics au secrétariat des administrations municipales ; tout citoyen aura le droit d'en prendre communication, et de réclamer contre les omissions.

34. Tout conscrit pourra également réclamer contre les erreurs qui auroient été commises à son préjudice ; mais dans ce dernier cas, les réclamations ne pourront être faites que dans le mois qui suivra la confection du tableau de canton ou de commune contre lequel on réclamera ; après ce délai, aucune réclamation ne sera reçue : celles qui auront été faites dans le délai prescrit, seront jugées administrativement et sans délai par les administrations centrales de département, sur l'avis des administrations municipales.

Leurs décisions seront provisoirement exécutées, sauf le recours au ministre ou au directoire exécutif, dans les formes prescrites par la constitution.

Il sera, dans tous les cas, donné avis de ces décisions au ministre de la guerre, afin qu'il puisse faire sur les tableaux qu'il a en main les rectifications nécessaires, s'il y a lieu.

35. Tous les trois mois, les administrations municipales feront parvenir aux administrations centrales du département, l'état des conscrits qui seroient morts dans l'intervalle d'un trimestre à l'autre : cet état indiquera les noms, prénoms, l'an, le mois, le jour de naissance, le canton du domicile de ceux qui sont morts. D'après ces états, les administrations centrales feront, sur le tableau général des conscrits du département, les changemens nécessaires, et les enverront ensuite au ministre de la guerre, qui en prendra note sur le tableau général des conscrits de la république.

36. Le directoire exécutif donnera les instructions et enverra les modèles nécessaires pour que les tableaux prescrits soient rédigés d'une manière régulière et uniforme dans toutes l'étendue de la république.

37. D'après les tableaux qui lui seront adressés par les administrations centrales de département, le ministre de la guerre formera, sans distinction de canton ou de département, mais toujours classe par classe, le tableau général de tous les conscrits de la république. Ce tableau indiquera aussi les nom, prénoms, l'an, le mois, le jour de naissance, la taille, la profession, le canton et le département du domicile de chaque conscrit.

L'ordre d'inscription dans ce tableau se réglera par l'âge : les moins âgés seront inscrits les premiers, en telle sorte qu'un jour de plus ou de moins soit pris en considération pour déterminer le rang de chaque conscrit.

38. En l'an 7, aussitôt après la formation du tableau général des défenseurs conscrits de la république, le ministre de la guerre fera, classe par classe, la répartition de ces défenseurs dans les différentes armes et dans les différens corps, eu égard à leur incomplet respectif, en telle sorte que dans chaque corps il se trouve des conscrits de tous les âges et de toutes les classes.

Les années suivantes, le ministre de la guerre ne répartira que les nouveaux conscrits formant la première classe entrante, en remplacement de la cinquième classe sortante.

39. Le ministre de la guerre adressera, sans délai, aux administrations centrales de département, l'état de répartition des défenseurs conscrits de leurs départemens respectifs dans les divers corps de l'armée : cet état indiquera l'arme et le corps auxquels seront attachés les défenseurs conscrits.

40. Les administrations centrales feront imprimer cet état de répartition ; elles l'adresseront aux administrations municipales pour le publier et afficher ; elles en enverront des exemplaires à toutes les autorités civiles et militaires du département.

41. Le ministre de la guerre adressera également à chaque corps l'état des défenseurs qui, d'après la répartition faite, lui auront été destinés ; cet état indiquera les nom, prénoms, l'an, le mois,

le jour de naissance, la taille, la profession, le canton et le département du domicile de chaque défenseur.

42. Si, pour maintenir les différens corps de même arme sur un pied à peu près égal, les circonstances exigeoient des mutations dans cette répartition, le ministre de la guerre pourra changer la destination déjà donnée aux défenseurs conscrits; mais, en ce cas, il leur en sera donné avis sans délai par l'intermédiaire des administrations centrales et municipales de leur domicile.

43. Les états de répartition faits et adressés par le ministre de la guerre conformément aux articles 38 et 39, ainsi que les états de mutation qu'il pourroit faire et envoyer conformément à l'article précédent, seront déposés aux archives du département, et soigneusement gardés, pour y recourir au besoin.

44. Lorsqu'une loi aura ordonné une levée de défenseurs conscrits, et fixé le nombre de ceux qui doivent être mis sur pied, le directoire exécutif se fera représenter, par le ministre de la guerre, le tableau général des défenseurs conscrits de toute la république; il les comptera, en commençant par les moins âgés, conformément à l'article 20, jusqu'à concurrence du nombre dont la levée aura été ordonnée: il prendra le nom du conscrit qui, par cet ordre, se trouvera le dernier appelé, comme étant le plus âgé de tous ceux qui doivent être mis sur pied.

Les nom, prénoms, le canton, le département du domicile, l'an, le mois, le jour de naissance de ce conscrit, seront solennellement publiés dans toute la république, par une proclamation du directoire exécutif.

45. Aussitôt que le nom et l'âge de ce conscrit auront été ainsi proclamés, tous les conscrits de la république, du même âge ou d'un âge inférieur, seront censés appelés par la loi, et seront, en conséquence, obligés de joindre leurs drapeaux.

46. A cet effet, les administrations centrales de département, sur le tableau général des conscrits de leurs départemens respectifs, feront le relevé et formeront la liste de tous ceux qui seront tenus de joindre, comme étant d'un âge égal ou inférieur à celui du conscrit dont le nom et l'âge auront été proclamés par le directoire exécutif.

47. Ces listes seront adressées, par les administrations centrales, aux administrations municipales, pour être solennellement publiées et affichées: il en sera également envoyé des copies à tous les tribunaux et à toutes les autorités civiles et militaires du département.

Les administrations municipales et les tribunaux les feront enregistrer, pour y recourir au besoin.

48. Les défenseurs conscrits compris dans ces listes, qui ne se trouveroient pas dans la commune où ils ont été conscrits à l'époque

où ces listes sont publiées et affichées , ne pourront pas se prévaloir de leur absence pour se soustraire aux obligations et aux peines imposées par la présente loi.

49. Les commissaires du directoire exécutif près les administrations centrales de département , sont expressément chargés de faire partir, d'après les ordres et les instructions du ministre de la guerre, les défenseurs conscrits appelés par la loi : ils correspondront , à cet égard , avec les commissaires du directoire exécutif près les administrations municipales ; et les uns et les autres feront toutes les réquisitions qu'ils jugeront convenables , aux autorités civiles et militaires.

50. Nulle autorité constituée , nulle administration civile ou militaire ne peut mettre en réquisition , ni retenir pour un emploi quelconque , un conscrit qui , d'après son âge , doit entrer en activité de service : n'est pas même , à cet égard , réputé service militaire , celui des commis ou employés dans les bureaux des ministres , dans ceux des commissaires des guerres ou autres administrateurs , entrepreneurs ou agens militaires.

51. Les demandes de dispense pour cause d'infirmité ou d'incapacité de servir , seront faites et jugées dans les formes qui seront établies par une loi particulière ; mais ceux qui les formeront , devront toujours être compris dans les tableaux de la conscription militaire.

52. Les conscrits voyageant dans l'intérieur de la république , se muniront de passe-ports qui indiqueront la classe des conscrits dans laquelle ils sont compris , et le corps auxquels ils sont attachés.

Ceux qui fixeront leur domicile dans un département autre que celui où ils auront été conscrits , seront tenus de faire connaître , tous les six mois , le lieu de leur nouvelle résidence à l'administration municipale du canton ou de la commune où ils ont été conscrits.

53. Les conscrits appelés par la loi qui ne se seront pas rendus à leur corps dans le délai prescrit , ne pourront pas être compris au rôle de la garde nationale sédentaire ; s'ils y sont déjà inscrits , ils en seront rayés ; et en conséquence , ils seront privés de l'exercice des droits de citoyen : ils seront , en outre , poursuivis et punis comme déserteurs ; leur signalement sera adressé , par le ministre de la guerre , à tous les chefs de division de la gendarmerie de la république.

54. A compter du 1<sup>er</sup>. nivose an 7 , nul François ayant été ou étant sujet à la conscription , ne sera admis à l'exercice des droits de citoyen dans aucune assemblée politique , ni à aucune fonction publique , ni à aucun service salarié des deniers de la république , s'il ne rapporte , 1°. un extrait authentique de sa conscription ;

2<sup>o</sup>. un certificat des administrations municipale et centrale du département de son domicile, constatant qu'il n'a pas été appelé pour être mis en activité de service aux armées de terre, conformément à la présente loi, ou un certificat du conseil d'administration de son corps, qui prouve qu'il est en activité de service, ou un congé absolu en bonne forme, ou une dispense légale de service.

55. A compter de la même époque, nul François, dans le cas de l'article précédent, ne sera admis à recueillir une succession, en tout ou en partie, soit en ligne directe, soit en ligne collatérale, ni à recevoir directement ni indirectement aucuns legs, pensions, donations, institutions, ou autres avantages, de quelque nature qu'ils soient, qu'en satisfaisant aux conditions prescrites par l'article précédent.

56. Tous ceux qui signeront de faux certificats, seront considérés comme fauteurs et complices de désertion, et punis de cinq années de fers.

57. En cas de réforme, elle tombera sur les défenseurs conscrits les plus âgés. Ceux qui néanmoins voudroient continuer leur service par enrôlement volontaire, conformément à l'article 12 de la présente loi, y seront admis.

58. Tout défenseur volontaire ou conscrit qui auroit été congédié, peut être rappelé à son tour, d'après son âge, si le besoin l'exige, et s'il n'a pas déjà fait quatre années de service ou dépassé l'âge de la conscription.

59. A l'avenir il ne pourra être accordé de congés absolus qu'à ceux qui auront servi pendant le temps prescrit par la présente loi, ou pour cause de blessures ou infirmités légalement constatées.

Les signataires de congés délivrés en contravention au présent article, seront considérés comme fauteurs et complices de désertion et punis de cinq années de fers.

## TITRE V.

### *Dispositions générales.*

60. Il sera statué, par une loi particulière, sur les congés absolus à délivrer en temps de guerre, lorsque le directoire exécutif fera connoître au corps législatif que les circonstances permettent d'en délivrer : jusqu'à cette époque, il n'en sera accordé que pour cause d'infirmités ou de blessures légalement constatées.

61. A dater du jour de la publication de la présente loi, nul citoyen françois ne pourra être promu au grade d'officier, s'il n'a servi trois ans en qualité de soldat ou de sous-officier, excepté dans le corps du génie et dans l'artillerie,

dont le mode d'avancement sera réglé par une loi particulière, excepté encore pour des actions d'éclat sur le champ de bataille.

62. Il sera créé dans tous les corps, aussitôt que les circonstances le permettront, des écoles d'instruction pour les officiers, sous-officiers et soldats : l'organisation de ces écoles sera déterminée par une loi particulière.

---

## N°. 56.

### *Loi relative aux attributions des conseils de guerre et de révision.*

DU 27 FRUCTIDOR AN 6.

Art. 1. Les conseils de guerre établis par l'article 19 de la loi du 18 vendémiaire an 6, connoîtront, concurremment avec ceux créés par la loi du 13 brumaire an 5, de tous les délits militaires.

2. En cas d'annulation d'un premier jugement, le conseil de révision fait, conformément à l'article 22 de la loi du 18 vendémiaire, l'envoi des pièces et de sa décision au conseil de guerre de la même division qui n'a pas connu de l'affaire.

3. Si, d'après l'exposé du capitaine-rapporteur près chaque conseil de guerre, sur la quantité et la nature des affaires dont il est chargé, il est jugé nécessaire de lui adjoindre provisoirement un ou plusieurs substituts pour accélérer la marche de la justice, le président du conseil en fait la demande au commandant en chef de la division, qui nomme ces substituts.

Les substituts sont pris dans le grade de capitaine ou dans celui de lieutenant.

La durée des fonctions de substitut ne peut excéder trois mois ; après ce délai, ils peuvent être continués ou remplacés au besoin, sur la demande du président du conseil de guerre.

4. Pareillement, s'il est jugé nécessaire d'adjoindre au greffier près chaque conseil de guerre un ou plusieurs commis, le capitaine-rapporteur les nomme.

La durée de leurs fonctions est la même que celle des substituts du rapporteur.

5. Le conseil de révision distribue entre ses membres, le président excepté, les rapports à faire sur les jugemens soumis à la révision.



6. Le chef de l'état-major d'une division ne peut être membre des conseils de guerre ni du conseil de révision.

7. Toutes dispositions de loi contraires à la présente, sont abrogées.

---

## N°. 57.

### *Loi relative à l'amnistie accordée aux militaires qui ont déserté à l'intérieur, ou n'ont pas rejoint leurs drapeaux.*

DU 14 MESSIDOR AN 72

Art. 1. Il est accordé une amnistie aux sous-officiers et soldats qui, prévenus, accusés ou convaincus d'avoir déserté leurs drapeaux, ne sont point sortis du territoire de la république, ou de celui occupé par les armées françaises; à la charge par eux de rentrer en activité de service. En conséquence, toutes plaintes portées, toutes poursuites exercées ou jugemens rendus à l'occasion du délit de désertion à l'intérieur, seront regardés comme non-avenues.

2. Ceux desdits sous-officiers ou soldats qui sont détenus à l'occasion du délit de désertion à l'intérieur, seront, aussitôt la publication de la présente, mis en liberté; il leur sera délivré des feuilles de route pour se rendre dans un des corps de l'armée active.

3. Les sous-officiers ou soldats qui, prévenus, accusés ou convaincus de désertion à l'intérieur, ne sont point détenus, se présenteront, dans le courant de la décade qui suivra la publication de la présente, à l'administration municipale, ou au commissaire des guerres le plus voisin de leur domicile actuel; ils y déclareront qu'ils veulent profiter du bénéfice de la présente loi.

4. Les administrations municipales ou les commissaires des guerres qui recevront la déclaration des sous-officiers ou soldats, leur remettront, conformément aux instructions qui leur seront adressées de suite par le ministre de la guerre, une feuille de route pour se rendre à un corps de l'armée active, sans néanmoins qu'on puisse induire du présent article, ni des précédens, que les sous-officiers conservent aucun droit sur les places qu'ils ont abandonnées.

5. Les sous-officiers et soldats qui ont passé d'un corps dans un autre, sont également admis à jouir du bénéfice de la présente loi; ils continueront leurs services dans le corps auquel il appartiennent actuellement, et ils conservent le grade qu'ils y occupent: ils feront leur déclaration au conseil d'administration du corps auquel ils sont attachés.

6. Les réquisitionnaires appelés par les lois antérieures, et notamment par celle du 23 fructidor an 6, et qui n'ont pas encore rejoint leurs drapeaux, sont compris dans l'amnistie: ils se conformeront aux dispositions de l'article 3 de la présente; il leur sera délivré des feuilles de route, conformément à l'article 4.

7. Sont également compris dans l'amnistie les conscrits appelés par les lois des 3 vendémiaire et 28 germinal an 7, et qui n'ont pas encore rejoint les corps ou les dépôts pour lesquels ils étoient destinés.

Ils pourront être admis dans les bataillons auxiliaires.

8. Les sous-officiers, soldats, réquisitionnaires et conscrits admis à profiter du bénéfice de la présente, justifieront, dans les trois mois qui suivront sa publication, de leur arrivée à un des corps de l'armée; ils se conformeront pour cela au règlement du ministre de la guerre qui sera fait sur cet objet.

9. Ceux qui, appelés à profiter du bénéfice de la présente, ne se conformeront pas aux dispositions qu'elle contient, seront considérés, poursuivis et punis comme déserteurs.

10. Les officiers-généraux commandant les divisions militaires, sont spécialement chargés de surveiller le départ des conscrits et des réquisitionnaires, et de prendre les mesures les plus promptes et les plus efficaces à ce sujet, d'après les renseignemens qui seront fournis par les commissaires centraux, et conformément aux instructions du ministre la guerre.

11. Toutes dispositions contraires à la présente sont rapportées.

N<sup>o</sup>. 58.*Loi relative aux congés absolus, et aux dispenses et exemptions du service militaire.*

DU 27 MESSIDOR AN 7.

Art. 1. Tous congés absolus, toutes dispenses et exemptions de service militaire, soit provisoires, soit définitives, accordés depuis le 23 août 1793 jusqu'à ce jour, à des conscrits ou réquisitionnaires, sont déclarés nuls, quels qu'en soient les motifs, sauf à ceux qui les avoient obtenus, à réclamer de nouvelles dispenses, s'il y a lieu, pour les causes et dans les formes prescrites par la présente loi.

2. Sont exceptés des dispositions de l'article précédent,

1.<sup>o</sup> Les congés absolus de réforme délivrés par les conseils d'administration des corps pour cause de blessures ou d'infirmités contractées au service;

2.<sup>o</sup> Les congés et dispenses définitives accordés jusqu'à ce jour à des citoyens qui sont actuellement mariés ou veufs;

3.<sup>o</sup> Les congés absolus délivrés à des officiers ou sous-officiers; et, à cet égard, les destitutions d'officiers et sous-officiers, ainsi que leurs démissions acceptées dans les cas où elles étoient autorisées, vaudront comme congés absolus.

En aucun cas, la destitution ou démission d'un conscrit promu au grade d'officier avant le terme fixé par la loi, ne peut tenir lieu de congé.

3. Ceux qui sont porteurs des congés ou dispenses mentionnés en l'article précédent, sont tenus de les faire viser et enregistrer par l'administration municipale de leur domicile, dans le mois qui suivra la publication de la présente, si cela n'a pas déjà été fait; à défaut de quoi lesdits congés ou dispenses seront considérés comme non avenus.

4. Il n'est rien changé aux dispositions des lois, en ce qui concerne les conscrits mariés avant le 23 nivose an 6, et les réquisitionnaires et autres militaires mariés avant le premier germinal de la même année, non plus qu'à l'article 11 de la loi du 23 fructidor an 6, concernant les conscrits et réquisitionnaires.

5. Il y aura dans chaque département un jury pour prononcer sur les dispenses de service militaire qui pourroient être demandées, pour cause d'infirmité ou d'incapacité, par ceux dont les

congés ou dispenses se trouvent annullés, et par tous autres réquisitionnaires, conscrits ou militaires actuellement appelés à la défense de la patrie.

6. Ce jury sera composé des trois plus anciens capitaines désignés par le directoire exécutif pour l'organisation des bataillons auxiliaires ou des compagnies franches dont la formation est ordonnée par la loi du 14 du présent.

7. Aussitôt que les trois capitaines qui doivent composer le jury seront réunis dans le lieu de leur destination, l'administration centrale en instruira les citoyens par un avis publié dans les cantons et communes : ceux qui se croiroient dans le cas d'être dispensés, se présenteront devant le jury dans la décade qui suivra cette publication.

8. Le jury s'adjoindra deux officiers de santé pris sur les lieux, et choisis de préférence parmi ceux salariés par la république ; il procédera à ses opérations publiquement, dans le lieu désigné par l'administration centrale, en présence du commissaire du directoire exécutif près la même administration, ou d'un administrateur chargé d'en faire les fonctions.

9. Les officiers de santé feront leur rapport verbalement, et sans déplacer, conjointement ou par avis séparé ; et le jury prononcera de suite ; après avoir entendu le commissaire du directoire, sur chaque demande, sans que le jury soit tenu de déférer à leurs avis.

10. Nulle dispense de service militaire ne sera accordée que pour des défauts de conformation, blessures, mutilations ou infirmités habituelles, et autant que celui qui en est atteint sera reconnu hors d'état de porter les armes.

11. Si le jury reconnoît dans le réclamant des infirmités qui ne produisent qu'un empêchement momentané, il fixera le délai après lequel le réclamant sera tenu de rejoindre.

12. Si un individu a des défauts de conformation ou des blessures ou mutilations qui le mettent d'une manière patente hors d'état de se transporter devant le jury, l'administration municipale de son domicile lui en délivrera une attestation visée par le commissaire du directoire.

Au vu de cette attestation, le jury nommera sur les lieux deux commissaires pour dresser un rapport circonstancié de l'état du réclamant ; et, d'après ce rapport, il accordera ou refusera la dispense.

13. Si un individu est atteint d'une maladie grave qui le mette momentanément hors d'état de se transporter devant le jury, il en demandera l'attestation à l'administration municipale de son domicile, qui la lui délivrera, s'il y a lieu, d'après un rapport circonstancié d'un officier de santé nommé par elle, après avoir entendu le commissaire du directoire exécutif.

D'après cette attestation, le jury fixera le délai après lequel le réclamant sera tenu de joindre.

14. Nulle dispense de service ne pourra être accordée par le jury qu'à l'unanimité des suffrages.

Le certificat en sera délivré à ceux qui les obtiendront, signé par tous les membres du jury, visé par le commissaire du directoire exécutif.

Le délai pour joindre les drapeaux sera accordé à la majorité des suffrages; mais, en aucun cas, il ne pourra être de plus de trois mois.

15. Le jury dressera procès-verbal de ses opérations sur un registre qu'il tiendra à cet effet : ce procès-verbal sera signé par tous les membres du jury, par les officiers de santé qu'il aura employés, et par le commissaire du directoire. Ce registre sera déposé au secrétariat de l'administration centrale du département, aussitôt que les opérations du jury seront terminées.

16. Le jury terminera ses opérations au plus tard dans le mois de sa formation.

17. Dans la décade qui suivra le dépôt du registre, le commissaire du directoire exécutif près l'administration centrale en enverra une expédition au ministre de la guerre : il enverra, dans le même délai, au commandant de la gendarmerie, la liste, 1<sup>o</sup>. de ceux auxquels il aura été délivré des dispenses de service; 2<sup>o</sup>. de ceux auxquels elles auront été refusées; 3<sup>o</sup>. de ceux auxquels il aura été fixé un délai pour se rendre aux armées.

Il adressera en même temps aux administrations municipales le tableau particulier des citoyens de leur arrondissement auxquels il aura été accordé des dispenses, avec indication des motifs. Ce tableau sera publié par les administrations municipales; et il restera affiché dans les temples décadaires et dans les lieux des séances des administrations.

18. Le ministre de la guerre pourra nommer des commissaires extraordinaires, pris dans les départemens, pour vérifier la légitimité des dispenses accordées, et, sur le rapport de ces commissaires, annuler celles qui lui paraîtront mal fondées ou abusives; mais, en aucun cas, ces commissaires, ni le ministre, ni le directoire exécutif, ne pourront en délivrer eux-mêmes.

19. Les membres des administrations municipales, les commissaires du directoire exécutif et les officiers de santé, qui, par de faux rapports ou par tout autre voie, auroient favorisé des citoyens pour les soustraire indûment au service militaire, ou pour les faire dispenser de joindre leurs drapeaux dans le délai fixé par la loi, seront poursuivis par la voie de police correctionnelle, et punis d'une amende qui ne pourra être moindre de cinquante francs, ni excéder cinq

cents, et d'une détention qui ne pourra être moindre de trois mois, ni excéder deux ans.

Les membres des jurys, dans les même cas, seront traduits devant un conseil de guerre pour être destitués, et condamnés en outre aux mêmes peines.

20. Les officiers de santé non salariés par la république, qui auront été employés par le jury, seront payés sur le trésor public, à raison d'un franc par visite.

Le paiement sera effectué par les payeurs des départemens, d'après les états dressés par le commissaire du directoire exécutif près l'administration centrale, visés par le commissaire des guerres et ordonnancés par le commissaire-ordonnateur, sur les fonds affectés aux dépenses imprévues de la guerre. ]

---

## N°. 59.

*ARRÊTÉ du Directoire exécutif, contenant désignation des bagnes où seront envoyés les soldats et marins condamnés aux fers.*

DU 12 THERMIDOR AN 7.

Art. 1. A compter du premier fructidor prochain, les soldats et marins qui seront condamnés aux fers pour insubordination seulement, ne seront plus envoyés dans les bagnes de Brest, Rochefort, Toulon et Lorient.

2. Les condamnés seront conduits, aussitôt après leur jugement, dans les bagnes établis au Havre et à Nice, par les arrêtés des 7 fructidor an 6, et 9 brumaire an 7, qui continueront d'être exécutés.

3. Les ministres de la marine et des colonies, de la guerre, de l'intérieur et de la police générale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera imprimé au bulletin des lois.

## N°. 60.

*Loi qui autorise la délivrance de congés temporaires à trois mille défenseurs de la patrie, exerçant un des arts relatifs à la fabrication des armes.*

DU 12 THERMIDOR AN 7.

Art. 1. Le directoire exécutif est autorisé à faire délivrer des congés temporaires à trois mille défenseurs de la patrie, pris d'abord parmi ceux qui sont actuellement employés dans les manufactures ou ateliers de réparation d'armes de guerre, et subsidiairement parmi ceux d'entre eux qui, antérieurement au premier vendémiaire an 6, exerçoient notoirement un des arts relatifs à la fabrication ou à la réparation desdites armes de guerre.

2. Ces congés seront accordés par les conseils d'administration des corps militaires respectifs; d'après l'état nominatif et désignatif que le ministre de la guerre leur adressera. Cet état indiquera la manufacture ou l'atelier de réparation d'armes de guerre dans lequel chaque défenseur de la patrie appelé doit se rendre pour y travailler à la confection ou à la réparation desdites armes.

3. Les conseils d'administration ne pourront faire délivrer les congés dont l'état leur aura été adressé par le ministre, que lorsqu'il leur aura été produit un certificat en bonne et due forme, délivré par une administration municipale, duquel il résultera que le défenseur de la patrie exerceoit lui-même, comme ouvrier, avant le premier vendémiaire an 6, et a exercé depuis un des arts relatifs à la fabrication ou à la réparation des armes de guerre : il ne pourra non plus en faire délivrer à des citoyens qui, appelés aux armées par des lois antérieures, n'auroient point rejoint les drapeaux, ou obtenu une réquisition, ou exemption, ou congé en bonne forme, délivré par les autorités constituées compétentes.

4. Le conseil d'administration, en délivrant son congé temporaire au défenseur de la patrie, lui remettra un ordre et une feuille de route expédiés par un commissaire des guerres, pour se rendre à la manufacture ou atelier de réparation d'armes qui lui aura été désigné par le ministre de la guerre.

5. Le conseil d'administration notifiera la délivrance de chaque congé temporaire demandé par le ministre au commissaire du directoire exécutif près l'administration municipale du lieu où chaque

défenseur de la patrie devra se rendre pour y travailler à la fabrication ou réparation des armes de guerre.

6. Le défenseur de la patrie qui aura obtenu un congé temporaire pour travailler à la fabrication ou réparation des armes de guerre, se présentera, au moment de son arrivée dans le lieu qui lui aura été désigné, au commissaire du pouvoir exécutif et au commandant de la gendarmerie nationale de l'arrondissement, qui, tous les deux, viseront et inscriront ledit congé temporaire.

7. Tout défenseur de la patrie qui, après avoir obtenu un congé temporaire pour travailler à une manufacture ou atelier de réparation d'armes de guerre, n'y sera pas rendu dans la décade qui suivra celle où d'après sa route il devoit y arriver, sera considéré comme déserteur, poursuivi et puni comme tel. Il en sera de même de celui qui abandonnera ladite manufacture avant d'y avoir été autorisé par le ministre de la guerre.

8. Le défenseur de la patrie, porteur de l'un desdits congés, sera tenu de se présenter de même, le premier décade de chaque mois, aux fonctionnaires publics ci-dessus désignés, et de leur produire un certificat sur papier libre, duquel il constera qu'il a constamment travaillé pendant le mois précédent à la fabrication ou réparation des armes de guerre.

Tout porteur de congé temporaire, qui ne remplira pas les formalités ci-dessus prescrites, sera de suite, d'après les ordres du commandant de la gendarmerie ou la réquisition du commissaire du directoire exécutif, arrêté et conduit à son corps.

9. Le commandant de la gendarmerie est tenu de s'assurer par lui-même, ou par ses subordonnés, de l'assiduité au travail des défenseurs de la patrie employés aux manufactures d'armes de guerre, et de faire arrêter et conduire à leurs corps respectifs ceux qui ne travailleront pas avec assiduité. Ils rendront compte au ministre de la guerre des ordres ou réquisitions qu'ils auront donnés à cet effet.

10. Les fonctionnaires publics ci-dessus désignés sont tenus de même de faire arrêter et conduire à leurs corps respectifs les défenseurs de la patrie, qui, porteurs de congés pour travailler à la confection ou réparation des armes de guerre, s'adonneroient à tout autre travail.

Ne pourront être considérés comme s'occupant de la fabrication ou réparation des armes, et devront être renvoyés à leurs corps respectifs, les défenseurs de la patrie qui seroient employés dans les manufactures ou ateliers de réparation d'armes de guerre en qualité d'entrepreneurs, commis, teneurs de livres, portiers, concierges, emballeurs, hommes de peine.

11. Le directoire exécutif adressera chaque décade, à l'un et à l'autre conseil, le tableau des congés qui auront été accordés. Ce



tableau indiquera les nom, prénoms et surnom de chaque individu, le département et le lieu de sa naissance, son âge, sa profession, le corps militaire dont il fait partie, la manufacture ou l'atelier d'armes où il doit se rendre pour y travailler. Ces tableaux seront successivement imprimés et distribués aux membres des deux conseils.

---

## N°. 61.

*Loi relative à l'établissement des conseils de guerre particuliers dans les départemens déclarés en état de troubles.*

DU 14 FRUCTIDOR AN 7.

Art. 1. Lorsqu'un département sera déclaré en état de troubles civils, ou renfermera une ou plusieurs communes déclarées en cet état, et sujettes aux dispositions de la loi du 24 messidor an 7, le directoire exécutif est autorisé à y faire établir spécialement un conseil de guerre, indépendant et séparé de celui de la division militaire, pour juger, dans l'étendue de ce département, les délits dont la connoissance est attribuée aux conseils de guerre.

2. Les membres de ces conseils pourront être pris et choisis parmi les militaires des grades exprimés en l'article 2 de la loi du 13 brumaire an 5, retirés avec la pension nationale, et ayant fait une ou plusieurs campagnes dans la guerre de la liberté.

3. Ils pourront, pour instruire et juger, se transporter dans les points du département qu'ils jugeront pourvoir le mieux à leur sûreté personnelle, et obvier le plus efficacement aux dangers de la translation des prévenus.

4. La révision de leurs jugemens appartiendra au conseil de révision de la division militaire où le département se trouvera situé.

5. Il n'est au surplus rien innové, soit à la compétence, soit aux formes établies par les lois antérieures.

N<sup>o</sup>. 62.*ARRÊTÉ relatif au mode de jugement des prisonniers de guerre étrangers (1).*

DU 17 PLUVIOSE AN 8.

Art. 1. Les prisonniers de guerre étrangers sont justiciables des conseils de guerre pour tous les délits dont ils pourroient se rendre coupables, excepté les cas de révolte à main armée, auquel cas ils seront jugés par des commissions militaires.

2. Les ministres de la guerre et de la justice sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au bulletin des lois.

N<sup>o</sup>. 63.*Loi qui met à la disposition du gouvernement tous les François dont la vingtième année a été terminée le premier vendémiaire an 8.*

DU 17 VENTOSE AN 8.

Art. 1. Tous les François qui ont terminé leur vingtième année au premier vendémiaire dernier, et qui, depuis cette époque, forment la première classe de la conscription militaire, sont à la disposition du gouvernement, pour être mis en activité de service à mesure que les besoins de l'armée le requerront.

2. Les réquisitionnaires et les conscrits de toutes les classes, qui ne pourroient supporter les fatigues de la guerre, et ceux qui seront reconnus plus utiles à l'état, en continuant leurs travaux ou leurs études, qu'en faisant partie de l'armée, seront admis à se faire remplacer par un suppléant.

3. Les réquisitionnaires et les conscrits indigènes qui seront jugés

---

(1) Voyez le décret du 17 frimaire an 14.

incapables de supporter les fatigues de la guerre, obtiendront des congés définitifs, sans condition de remplacement.

Ne pourront être considérés comme indigens les réquisitionnaires et conscrits qui paieront eux-mêmes ou dont les pères et mères paieront plus de 50 francs pour toutes leurs contributions directes réunies.

4. Tous les réquisitionnaires et conscrits autres que ceux désignés dans les articles 5 et 6 ci-après, qui ont précédemment obtenu des congés ou des exemptions pour cause de maladies, d'infirmités ou d'incapacité au service militaire, seront tenus, ou de rejoindre leurs corps respectifs, ou de se faire remplacer par un suppléant; ou de payer 300 francs pour l'habillement et l'équipement des conscrits nouvellement appelés par la loi.

5. Les réquisitionnaires et les conscrits indigens sont exceptés des dispositions de l'article ci-dessus. Seront considérés comme indigens ceux qui ne paieront point eux-mêmes, ou dont les pères et mères ne paieront pas plus de 50 francs pour toutes leurs contributions directes réunies.

6. Sont aussi exceptés des dispositions de l'article ci-dessus, les réquisitionnaires et conscrits qui ont obtenu des congés de leurs corps militaires respectifs, pour cause de blessures ou d'infirmités contractées à la guerre.

7. Les réquisitionnaires et conscrits appelés par l'article 4, et qui ne sont pas dans l'un des cas prévus par les articles 5 et 6, seront dénoncés et poursuivis comme déserteurs, s'ils n'ont pas rempli, avant le 15 germinal prochain, l'une des trois obligations qui leur sont imposées par l'article 4 ci-dessus.

8. L'article 55 de la loi du 19 fructidor an 6, est rapporté.

9. Outre les peines prononcées par les articles 53 et 54 de la loi du 19 fructidor, tout déserteur sera condamné à une amende de 1500 francs.

10. Le tribunal civil du domicile du déserteur, rendra exécutoire la condamnation à l'amende, sur le vu du jugement du conseil de guerre.

Ce jugement lui sera adressé par le rapporteur près dudit conseil.

11. Le commissaire du gouvernement près le tribunal civil adressera, dans les vingt-quatre heures, à la régie de l'enregistrement, le jugement du tribunal : cette régie sera chargée de la perception de l'amende ci-dessus ordonnée; elle en poursuivra le paiement par les voies ordinaires de justice, et même, s'il y a lieu, par la vente d'une suffisante quantité de biens-meubles et immeubles du condamné.

Dans le cas où le condamné à l'amende n'aura pas, au moment de sa condamnation, une suffisante quantité de biens pour

acquitter les 1500 francs, la régie pourra, dans tous les temps, pour le paiement de ladite amende, faire saisir et vendre, jusqu'à due concurrence, tous les biens-meubles et immeubles qui écherront au condamné, de quelque nature et à quelque titre que ce soit.

12. Il sera tenu au trésor public un compte particulier des sommes provenant des condamnations ci-dessus.

Ces sommes seront destinées à remplacer, par des enrôlemens volontaires, les déserteurs condamnés.

13. Les peines prononcées par la loi du 24 brumaire an 6, contre les fonctionnaires publics convaincus d'avoir négligé de faire exécuter les lois relatives aux déserteurs et aux réquisitionnaires, sont applicables à ceux qui négligeroient de faire exécuter les lois, les réglemens militaires, et les arrêtés des consuls relatifs aux conscrits.

Les peines prononcées par les articles 4, 5, 6 et 7 de la même loi, sont applicables aux François non-fonctionnaires, qui seront convaincus d'avoir recélé sciemment la personne d'un conscrit, d'avoir favorisé son évasion, ou de l'avoir soustrait, d'une manière quelconque, aux poursuites ordonnées par les lois.

14. Le *maximum* des amendes prononcées par ladite loi du 24 brumaire an 6, est fixé à 1500 francs, et le *minimum* à 500 francs.

15. Le paiement des amendes prononcées contre les fonctionnaires publics, ou les François non fonctionnaires, en exécution de la loi du 24 brumaire an 6, et de la présente, sera poursuivi, ainsi qu'il est dit dans l'article ci-dessus, et le produit en sera destiné aux objets prévus dans l'article 12.

## N°. 64.

## RÈGLEMENT relatif au complément de l'armée de terre.

DU 17 VENTOSE AN 8.

## TITRE PREMIER.

*Appel de trente mille conscrits pour l'armée de réserve.*

Art. 1. Les conscrits mis à la disposition du Gouvernement par la loi du 17 ventose an 8, fourniront pour l'armée de réserve un détachement de trente mille hommes.

2. Le ministre de la guerre adressera au préfet de chaque département, dans les trois jours de la réception du présent arrêté, l'état sommaire du nombre des conscrits que le département doit fournir pour l'armée de réserve, à raison de sa population.

3. Dans les trois jours de la réception de l'ordre du ministre, chaque préfet adressera aux sous-préfets du département, l'état sommaire du nombre de conscrits que chaque arrondissement doit fournir.

4. Chaque sous-préfet adressera, dans les trois jours de la réception de l'ordre du préfet, à chacun des maires de son arrondissement, l'état sommaire des conscrits que chaque municipalité devra fournir. Si les sous-préfets jugent nécessaire de réunir deux ou un plus grand nombre de municipalités, à l'effet de fournir conjointement un ou plusieurs conscrits, ils détermineront les lieux de ces réunions, et nommeront le maire sous l'autorité duquel l'opération devra se faire.

5. Dans aucun cas, les François incapables de servir, désignés dans l'article 3 de la loi du 17 ventose an 8, ne concourront au complément du contingent que chaque municipalité devra fournir; en conséquence, leurs noms seront extraits de la liste, d'après l'ordre que le maire en donnera. La décision du maire sera transmise par lui au sous-préfet, qui la transmettra, avec son avis, au

général commandant en chef la division militaire, chargé de prononcer définitivement.

6. Les conscrits absens de leurs domiciles au moment où le contingent devra être fourni, ne pourront être portés sur la liste des individus qui doivent concourir à fournir le contingent demandé à leur municipalité.

7. Les François de l'âge de la conscription absens de leur domicile ordinaire, seront compris parmi les individus destinés à fournir le contingent demandé à la municipalité où ils résideront au moment où le contingent sera fourni.

8. Tout conscrit absent de son domicile ordinaire au moment où le contingent sera fourni, sera tenu d'adresser, dans le cours de floréal, au maire du lieu de ce domicile, la preuve qu'il a concouru à fournir au contingent : à défaut de cette preuve, le conscrit absent sera, sur la dénonciation du maire, déclaré par le préfet être appelé à servir. Si, dans le cours de prairial, le conscrit absent n'adresse au sous-préfet la preuve qu'il a joint un dépôt de conscrits, ou si sa famille ne fait dans cet intervalle admettre un suppléant pour le remplacer, le maire sera tenu de dénoncer ledit conscrit au rapporteur du conseil de guerre de la division militaire, chargé de le poursuivre et faire punir comme déserteur.

9. Les conscrits désignés pour servir, se réuniront, le plutôt possible, au chef-lieu de leurs départemens respectifs, pour être passés en revue et dirigés vers la ville de Dijon, quartier-général de l'armée de réserve.

10. Ils seront habillés, armés et équipés au quartier-général de l'armée de réserve.

11. Ils recevront cinquante centimes pour leur subsistance, par chaque journée de séjour au chef lieu du département. Ils recevront, pour leur subsistance, soixante-quinze centimes par jour de route. Cette somme leur sera payée de dix en dix jours, et d'avance, par les soins, d'après les revues et sur les ordonnances des commissaires des guerres employés dans les départemens qu'ils traverseront.

12. Tout conscrit qui, aux termes de la loi du 17 ventose au 8, voudra jouir de la faculté de se faire remplacer par un suppléant, sera rendu avec son suppléant, le 10 germinal prochain, au chef-lieu de son arrondissement. Il se présentera au sous-préfet, chargé par l'article 4 du titre III du présent arrêté, de juger s'il peut être remplacé, et si son suppléant est admissible.

13. Si, au moment de son arrivée au quartier-général de l'armée de réserve, le détachement de chaque municipalité ne se trouve pas composé d'un nombre d'individus égal à celui des conscrits appelés, le préfet du département à qui il en sera donné avis par le chef de l'état-major général de l'armée de réserve, donnera des ordres

à sa municipalité de faire partir de suite un nombre de conscrits de la même municipalité égal à celui des conscrits manquans. Ces conscrits seront désignés ainsi qu'il est prescrit ci-dessus.

14. Tous les conscrits qui sont mis en activité de service par les articles ci-dessus, qui ne se rendront pas aux lieux prescrits et aux époques fixées, seront dénoncés au conseil de guerre de la division militaire, par les maires, sous-préfets, préfets, et par l'état-major de l'armée de réserve. Ceux desdits fonctionnaires qui négligeront de faire la dénonciation ci-dessus, et les rapporteurs qui négligeront de poursuivre les individus dénoncés, seront eux-mêmes dénoncés au ministre de la guerre, chargé de les faire poursuivre et punir conformément aux lois du 24 brumaire an 6, et du 17 ventose an 8.

15. Les suppléans qui ne se rendront point dans les dépôts, ou qui s'en absenteront sans autorisation légale, seront de même dénoncés, poursuivis et condamnés conformément aux lois relatives aux déserteurs. Les conscrits qu'ils devoient remplacer, seront tenus en outre, conformément à l'article 14 du titre III du présent arrêté, ou de marcher eux-mêmes, ou de fournir un nouveau suppléant.

16. Il sera choisi par le préfet de chaque département, des capitaines, lieutenans ou sous-licutenans réformés, pour servir de chefs et de guides aux conscrits : ils en nommeront un pour cinquante conscrits, deux pour cent ; ainsi de suite. Ces officiers jouiront, pendant trois mois, du traitement d'activité de leurs grades respectifs : ils recevront de plus, lorsqu'ils seront en route, l'indemnité d'étape accordée aux officiers de leur grade. Ils sont autorisés à requérir, s'il y a lieu, la gendarmerie nationale et les colonnes mobiles, pour surveiller la marche des conscrits.

## TITRE II.

### *Réquisitionnaires et conscrits qui ont précédemment obtenu des congés ou des exemptions de service.*

Art. 1. Dans les dix jours qui suivront la réception du présent arrêté, le maire de chaque ville, bourg ou village, adressera au préfet du département un état nominatif de tous les réquisitionnaires et conscrits de son arrondissement qui ont obtenu des congés ou des exemptions de service, par quelque autorité et sous quelques motifs qu'ils aient été délivrés.

Le préfet adressera de suite une copie dudit état au général commandant la division militaire dans laquelle le département est compris.

2. Le maire adressera en même temps, à chacun desdits réquisi-

tionnaires et conscrits de son arrondissement municipal, un extrait de la loi du 17 ventose an 8, relative aux réquisitionnaires et conscrits qui ont obtenu des exemptions ou des congés; il leur adressera aussi une copie ou un exemplaire du présent arrêté.

3. Chaque réquisitionnaire ou conscrit sera tenu, dans les dix jours de la réception de l'avis du maire, de présenter ou faire présenter au sous-préfet de son arrondissement, ou un récépissé du receveur-général du département, ou de l'un de ses préposés, de la somme de 300 francs, ou un suppléant destiné à le remplacer; ou les preuves qu'il est dans l'un des cas d'exception prévus dans les articles 5 et 6 de la loi du 17 ventose an 8, ou dans les n.<sup>o</sup> 1, 2, 3, 4 et 6 de l'article 16 de la loi du 19 fructidor an 6, ou dans les n.<sup>o</sup> 2, 3 et 4 de la loi du 23 fructidor an 6.

4. Les sous-préfets feront partir de suite pour le chef-lieu du département, les suppléans qu'ils auront admis. Ils adresseront aussi, sans nul délai, à leurs préfets respectifs, les récépissés de la somme de 300 francs que les réquisitionnaires et conscrits leur auront fait parvenir. Ils adresseront aux généraux commandant les divisions militaires respectives, les pièces que leur auront remises ceux desdits réquisitionnaires et conscrits qui prétendront avoir droit aux exemptions prononcées par les articles 5 et 6 de la loi du 17 ventose an 8, ou par les numéros ci-dessus cités des lois des 19 et 23 fructidor an 6. Ils joindront à ce dernier envoi leur avis sur les droits des pétitionnaires. Ils adresseront enfin auxdits généraux, l'état nominatif des réquisitionnaires et conscrits qui auront fourni des suppléans, ou payé la somme de 300 francs.

Les commandans des divisions militaires jugeront si les congés accordés par les corps doivent être confirmés, et si les réquisitionnaires et conscrits qui prétendront être en même temps indigens et incapables de servir, doivent obtenir un congé définitif sans remplacement.

Lesdits généraux adresseront aux sous-préfets les congés définitifs des réquisitionnaires et conscrits qui auront fourni des suppléans, ou payé la somme de 300 francs; ils leur en adresseront pour ceux qu'ils auront jugé devoir en obtenir, en exécution des articles 5 et 6 de la loi du 17 ventose an 8, ou des numéros ci-dessus rapportés des lois des 19 et 23 fructidor an 6, ils leur transmettront enfin l'ordre de faire joindre ceux des réquisitionnaires et conscrits qu'ils n'auront pas jugé être dans l'un des cas prévus par les susdits articles.

5. Tous ceux des réquisitionnaires et conscrits ci-dessus désignés, qui, au terme fixé par l'article 3, n'auront point rempli l'une des obligations qui leur sont prescrites, seront, dans les trois jours suivans, déclarés, par le sous-préfet, déchus du bénéfice de la loi du 17 ventose an 8, et, en conséquence, tenus, d'après l'ordre que leur en donnera le sous-préfet, de se rendre, dans la



décade, au chef-lieu du département, pour de là passer dans un dépôt de conscrits.

Tous ceux desdits réquisitionnaires et conscrits qui ne feront point parvenir dans la décade suivante, à leurs sous-préfets respectifs, des certificats constatant leur présence au chef-lieu du département, seront dénoncés par eux au conseil de guerre de la division pour être poursuivis et punis comme déserteurs.

6. Les sous-préfets feront signifier aux réquisitionnaires et conscrits dont les congés n'auront pas été confirmés par les généraux de division, l'ordre de fournir, dans la décade un suppléant, ou un récépissé de 300 francs. Ceux qui, au terme fixé, n'auront pas rempli l'une desdites conditions, seront, dans les trois jours suivans, déclarés déchus du bénéfice de la loi du 17 ventose an 8, et en conséquence soumis aux dispositions de l'article 5.

7. Les préfets adresseront au directeur du trésor public, les récépissés qui leur auront été remis par les réquisitionnaires et conscrits, en exécution de l'article 3 du présent arrêté.

8. Il sera tenu, dans les bureaux du trésor public, un compte séparé des sommes qui y auront été versées soit par les amendes payées par les déserteurs, soit par les fonctionnaires ou autres François condamnés comme fauteurs ou complices de désertion, soit enfin par les réquisitionnaires et conscrits qui, ayant précédemment obtenu des exemptions ou des congés, auront versé 300 francs, dans le trésor public.

### TITRE III.

#### *Relatif au mode de remplacement.*

Art. 1. Les réquisitionnaires et conscrits de toutes les classes, appelés au service en exécution des lois, qui ne pourroient supporter les fatigues de la guerre, et ceux qui seront reconnus plus utiles à l'état en continuant leurs travaux et leurs études qu'en faisant partie de l'armée, seront, conformément à la loi du 17 ventose an 8, admis à se faire remplacer.

2. Les réquisitionnaires et les conscrits indigens qui seront jugés incapables de supporter les fatigues de la guerre, obtiendront, conformément à la loi du 17 ventose an 8, des congés sans condition de remplacement.

Nul ne pourra être considéré comme indigent, s'il paie lui-même, ou si ses père et mère paient, pour leurs impositions directes et leurs patentes réunies, plus de 50 francs de contribution.

3. Pour être admis comme suppléant, il faut être François, être âgé de dix-huit ans au moins et de quarante au plus, avoir au

moins un mètre soixante-cinq centimètres (cinq pieds un pouce), être d'une constitution forte, d'une santé robuste, et n'être soi-même ni réquisitionnaire ni conscrit.

4. Les sous-préfets jugent, après avoir pris l'avis des maires, si un conscrit ou réquisitionnaire doit être admis à se faire remplacer; ils jugent seuls si les suppléans sont admissibles.

5. Tout conscrit ou réquisitionnaire qui, se jugeant dans l'un des cas prévus par la loi du 17 ventose an 8, prétendra avoir le droit d'obtenir un congé sans remplacement, adressera au sous-préfet l'extrait du rôle de ses contributions *foncière, mobilière et personnelle, et le taux de sa patente*; il lui adressera aussi le rôle de toutes les contributions de ses père et mère, ainsi que le *taux de leur patente s'il y a lieu* : il lui adressera en même temps les *certificats qui constateront ses infirmités*. Le sous-préfet, après avoir vérifié les faits, transmettra les pièces, avec son avis, au général commandant la division militaire, qui prononcera définitivement.

6. Tout conscrit qui voudra obtenir la faculté de se faire remplacer, adressera au sous-préfet de son arrondissement, 1.<sup>o</sup> une pétition dans laquelle il fera connoître ses droits à jouir de la permission de se faire remplacer; 2.<sup>o</sup> un extrait, en forme, de la promesse de lui servir de suppléant, qui lui aura été faite, devant un notaire public, par un individu réunissant les conditions prescrites ci-dessus : cette promesse relatara les nom et surnoms du suppléant, indiquera sa taille et sa profession, fera connoître le nom de ses père et mère, le lieu de leur domicile et du sien, et contiendra son signalement; 3.<sup>o</sup> l'extrait des registres civils constatant l'âge du suppléant; 4.<sup>o</sup> le congé absolu du suppléant, s'il a servi dans les troupes de la république; 5.<sup>o</sup> un récépissé du receveur-général du département, ou de l'un de ses préposés, constatant que le pétitionnaire a déposé entre ses mains une somme de cent francs, destinée à l'habillement et équipement de son suppléant.

7. Le sous-préfet, après avoir vérifié les faits exposés dans la pétition, examiné les qualités physiques et politiques du suppléant, et visé les autres pièces ci-dessus exigées, prononcera sur la demande du pétitionnaire.

8. Lorsque le sous-préfet aura jugé que le pétitionnaire peut être admis à fournir un suppléant, qu'il a rempli toutes les conditions prescrites ci-dessus, et que le suppléant les remplit aussi, il leur en donnera acte. De suite il fera partir le suppléant, et adressera le récépissé du receveur-général au commandant du dépôt dans lequel le conscrit doit se rendre. Il transmettra son arrêté au ministre de la guerre, cet arrêté, motivé, sera appuyé des pièces justificatives.

9. Lorsque le sous-préfet jugera que le pétitionnaire ne peut

être admis à fournir un suppléant, il lui donnera l'ordre de se rendre de suite à son corps; et dans le cas où il ne jugera pas le suppléant admissible, il accordera un délai d'une décade au pétitionnaire pour en présenter un nouveau : si, pendant cette décade, le pétitionnaire ne présente point et ne fait pas admettre un suppléant, il sera déchu de son droit d'en fournir, et tenu de partir de suite pour joindre son corps.

10. Les conscrits et les réquisitionnaires actuellement réunis sous les drapeaux, qui désireront se faire remplacer, adresseront leur demande au conseil d'administration de leur corps, dans les formes prescrites ci-dessus. Quoique le conseil leur ait accordé la faculté de se faire remplacer, ils ne pourront quitter leur corps que du moment où leurs suppléans auront joint les drapeaux, et auront été admis par le chef de la demi-brigade ou du régiment. Dans ce cas, les suppléans voyageront à leurs frais ou à ceux du conscrit remplacé : il en sera de même du conscrit.

11. Tout réquisitionnaire ou conscrit appelé en exécution des lois, qui n'a point encore joint un corps militaire, et tous ceux qui, en ayant joint un, s'en sont absentés, sont tenus de se rendre, avant le 15 germinal, au chef-lieu du département de leur domicile, ou d'obtenir, avant cette époque, la faculté de se faire remplacer par un suppléant. Au 15 germinal prochain, les conscrits et les réquisitionnaires qui ne seront pas porteurs, ou d'un congé en bonne et due forme, ou d'un arrêté de remplacement, seront déchus du droit de présenter un suppléant, et poursuivis et punis comme déserteurs.

12. Les suppléans seront inscrits sur le contrôle du corps dans lequel ils devront servir, sous leurs noms et prénoms ordinaires; mais ils porteront pour surnom celui du conscrit dont ils seront les suppléans, et seront militairement désignés par ce surnom.

13. Le conscrit qui se sera fait remplacer par un suppléant, restera sur le tableau des conscrits, et n'obtiendra de congé définitif qu'en justifiant, ou que son suppléant est mort sous les drapeaux, ou qu'il a obtenu son congé absolu pour cause de blessures ou d'infirmités contractées au service, ou qu'il a servi le nombre d'années fixé par la loi du 19 fructidor an 6.

14. Toutes les fois qu'un suppléant sera rayé du contrôle de son corps, pour toute autre cause que celles spécifiées dans l'article 13 ci-dessus, le conseil d'administration de ce corps adressera au préfet de la résidence du conscrit remplacé, l'avis de faire joindre ledit conscrit, ou de le contraindre à se faire remplacer dans un mois au plus tard. Les préfets seront tenus de faire, à cet effet, toutes les diligences prescrites par les réglemens militaires.

15. Dans aucun cas, le suppléant ne pourra être tenu à servir au-delà du terme prescrit au remplacé.

## TITRE IV.

*Relatif aux moyens de faire joindre les réquisitionnaires, les conscrits, et leurs suppléans.*

Art. 1. Les généraux commandant en chef les divisions militaires, et les officiers-généraux employés sous leurs ordres, sont spécialement chargés du soin de faire rejoindre les réquisitionnaires et conscrits appelés, tant par les lois antérieures que par celle du 17 ventose an 8.

2. Lesdits commandans, et les officiers-généraux sous leurs ordres, sont aussi spécialement chargés, sous leur propre responsabilité, de faire connoître au ministre de la guerre tous les fonctionnaires publics qui négligeront de faire exécuter les lois et arrêtés du gouvernement relatifs aux déserteurs et réquisitionnaires et conscrits; ils sont chargés de dénoncer aux commissaires du gouvernement près les tribunaux, tous les autres François prévenus d'être dans l'un des cas prévus par les lois du 24 brumaire an 6, et du 17 ventose an 8: ils sont aussi spécialement chargés de dénoncer et faire dénoncer aux conseils de guerre, tous les réquisitionnaires et conscrits qui doivent l'être, en exécution des lois et des arrêtés du gouvernement.

Lesdits officiers-généraux se mettront à portée de justifier au ministre de la guerre, de leurs diligences à cet égard.

3. Les préfets adresseront aux généraux commandant les divisions militaires, l'état de tous les réquisitionnaires et conscrits appelés à la défense de la patrie par les différentes lois, et par les arrêtés du gouvernement.

Lesdits états seront rédigés ainsi qu'il est prescrit par l'arrêté du 14 pluviôse dernier.

4. Les commandans des dépôts dont il sera fait mention ci-après, adresseront aussi auxdits commandans des divisions militaires, l'état nominatif, canton par canton, de tous les réquisitionnaires et conscrits qui seront arrivés au dépôt. Ces états seront rédigés, ainsi qu'il est prescrit par le susdit arrêté du 14 pluviôse dernier.

5. Dès que les commandans de divisions militaires auront reçu les états mentionnés ci-dessus, ils chargeront nominativement un ou plusieurs officiers de gendarmerie de chaque département, de se transporter dans les différens cantons de leurs départemens respectifs, pour assurer le départ des conscrits, des réquisitionnaires et de leurs suppléans.

6. Lesdits commandans de division leur adresseront un état rédigé, canton par canton, contenant le nom et le domicile des Fran-

cois qui, appelés à la défense de la patrie, n'auront point rejoint le dépôt, ou satisfait aux lois et réglemens relatifs au remplacement.

7. L'officier de gendarmerie fera arrêter et conduire au chef-lieu du département, tout réquisitionnaire, conscrit et suppléant en retard ; et il dénoncera au rapporteur près le conseil de guerre de la division, tout réquisitionnaire, conscrit et suppléant absent de son corps et de ses foyers.

8. Le capitaine de la gendarmerie de chaque département est spécialement chargé de la surveillance des conscrits et des réquisitionnaires pendant leur réunion au chef-lieu du département.

9. Il veillera à leur discipline et police, et à ce qu'ils soient mis en route vers les dépôts ci-après désignés, dès qu'ils seront réunis au nombre déterminé par le ministre de la guerre, et qui, dans aucun cas, ne pourra dépasser celui de cinquante.

10. Les officiers de gendarmerie qui négligeront l'exécution des dispositions ci-dessus, seront, à la diligence des généraux de division et des préfets, dénoncés au ministre de la guerre, et, s'il y a lieu, au conseil de guerre, pour être poursuivis et punis conformément aux lois du 24 brumaire an 6 et du 17 ventose an 8.

11. Les conscrits recevront, d'après les ordres du ministre de la guerre, dans le chef-lieu de leurs départemens respectifs, les objets de petit équipement qui leur seront nécessaires pour se rendre dans les dépôts qui leur sont assignés.

12. Il sera établi six dépôts généraux pour tous les réquisitionnaires et conscrits autres que ceux qui sont appelés en exécution de l'article 1<sup>er</sup>. de la loi du 17 ventose an 8.

Le ministre de la guerre est chargé d'indiquer à chaque administration centrale, celui des dépôts vers lequel les conscrits et les réquisitionnaires de son arrondissement doivent être dirigés.

13. Le ministre de la guerre désignera un officier général qui sera spécialement chargé du commandement de chaque dépôt ; il indiquera à cet officier le nombre des conscrits qu'il doit destiner pour chaque arme : cet officier consultera, autant qu'il sera possible, le vœu et le desir des réquisitionnaires et conscrits, pour le choix de l'arme dans laquelle ils devront entrer.

Le ministre adjoindra à cet officier général un nombre d'officiers et sous-officiers suffisant pour la discipline, police et instruction des conscrits réunis dans lesdits dépôts.

14. Les conscrits et réquisitionnaires devant être armés, habillés et militairement équipés dans les dépôts, le ministre de la guerre est chargé de donner des ordres afin que lesdits dépôts soient pourvus de subsistances, d'armes, d'habits et des objets nécessaires à l'équipement militaire desdits réquisitionnaires et conscrits.

15. Les réquisitionnaires et conscrits passeront des dépôts dans

les corps de l'arme pour laquelle ils auront été destinés , sur les ordres du ministre, d'après le besoin des corps et le degré d'instruction qu'ils auront acquis.

16. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

---

## N°. 65.

### *ARRÊTÉ relatif aux appartemens qui devront être affectés au service des tribunaux militaires.*

DU 7 PRAIRIAL AN 8.

Les consuls de la république , le conseil d'état entendu ,  
Arrêtent :

Art. 1. Il sera affecté à chaque tribunal militaire , dans les quartiers , casernes ou pavillons militaires , ou dans les édifices destinés au logement des commandans d'armes , un appartement composé de deux pièces :

Une pour les séances du tribunal , et une pour son secrétariat et ses archives réunis.

Nul individu attaché à un tribunal militaire , ne pourra loger dans l'une ou l'autre desdites pièces , ni obtenir ailleurs de logement en sadite qualité.

2. Dans les villes où il n'y aura point de quartier , de casernes ou de pavillons militaires , et où il sera impossible de placer les conseils de guerre et de révision dans l'édifice destiné au logement du commandant d'armes , il sera par les soins du commissaire-ordonnateur des guerres , loué , pour chaque tribunal militaire , un appartement conforme à ce qui est prescrit par l'article 1<sup>er</sup>.

3. Les tribunaux militaires conserveront les appartemens qu'ils occupent actuellement , si lesdits appartemens n'ont que l'étendue fixée par l'article ci-dessus , et s'ils ne font pas partie d'une maison nationale susceptible d'être louée ou vendue. Dans tout autre cas , lesdits appartemens seront , de suite , ou réduits à l'étendue ci-dessus prescrite , ou remis à la disposition du ministre des finances.

4. Les commissaires des guerres et les officiers du corps du génie employés en chef dans les divisions militaires , seront responsables de la prompte et stricte exécution du présent arrêté.

5. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent arrêté , qui sera inséré au bulletin des lois.

## N°. 66.

*ARRÊTÉ relatif aux enfans de troupe et aux femmes  
à la suite de l'armée.*

DU 7 THERMIDOR AN 8.

Les consuls de la république arrêtent :

Art. 1. A dater du 1<sup>er</sup>. vendémiaire prochain , il pourra être admis dans chaque compagnie de l'armée , deux enfans de troupe à la solde militaire.

2. Il y aura deux classes dans la solde des enfans de troupe ,

1°. Demi - solde , vêtemnt et logement ;

2°. Deux tiers de soldc , vêtement , logement , pain et chauffage.

Il ne pourra jamais y avoir plus de la moitié des enfans de troupe qui jouissent de la solde de la seconde classe.

3. Nul enfant de troupe ne sera , dans aucun cas , admis à la solde de première classe , et de celle-ci ne passera à la solde de seconde classe , que sur la présentation du chef du corps et la décision écrite de l'inspecteur aux revues.

4. Nul enfant de troupe ne sera admis à la solde de première classe , ou à une augmentation de solde , qu'à dater du premier jour du premier mois de chaque trimestre.

5. Ne seront admis parmi les enfans de troupe , que les enfans mâles qui auront atteint leur deuxième année , et qui seront issus de légitime mariage d'une femme attachée à un corps militaire en qualité de blanchisseuse ou vivandière , avec un défenseur de la patrie actuellement en activité de service , ou mort à la guerre , de ses blessures.

6. Toutes les fois qu'il y aura concurrence pour une place d'enfant de troupe , vacante dans la première classe , la préférence sera donnée dans l'ordre suivant.

Il ne sera présenté d'enfant de sous-officier que lorsqu'il n'y aura point d'enfant de soldat , de caporal ou brigadier , admissible ; d'enfant d'officier , que lorsqu'il n'y aura point d'enfant de sous-officier admissible.

Dans chaque classe , on donnera la préférence ,

1°. Aux enfans orphelins de père et de mère ;

2°. Aux enfans orphelins de père ou de mère seulement.

Si deux ou plusieurs enfans réunissent des conditions semblables, on donnera la préférence à ceux qui auront le plus de frères ou de sœurs; et enfin, en cas d'égalité, à ceux dont les pères et les mères auront le plus de droit à la reconnaissance nationale par leurs services.

7. Les places d'enfant de troupe de la seconde classe seront données par les chefs des corps aux enfans de la première classe qui auront fait le plus de progrès dans la lecture, l'écriture, l'arithmétique, la natation, la course, les exercices militaires et gymnastiques, et dans un métier utile aux armées.

8. Les enfans de troupe seront sous la surveillance directe d'un des officiers du corps, nommé à cet effet par le chef de brigade; cet officier sera secondé par deux sous-officiers et quatre caporaux ou brigadiers.

L'officier, les sous-officiers et les caporaux ou brigadiers chargés des enfans de troupe, seront toujours choisis parmi les plus instruits, les plus distingués par leur conduite et leurs mœurs. Ils seront spécialement chargés de leur enseigner à lire, à écrire, à calculer, nager, courir, etc.; ils seront aussi chargés de leur instruction militaire, et de la surveillance de leur institution morale; ils seront enfin chargés de veiller à ce qu'ils profitent des leçons qu'on leur donnera pour apprendre un art ou métier utile aux armées. Ceux desdits officiers, sous-officiers, caporaux ou brigadiers, qui se feront remarquer par un zèle éclairé et soutenu, seront désignés pour obtenir un prompt avancement.

9. Dès que les enfans de troupe auront atteint leur seizième année, ils seront admis à contracter un enrôlement volontaire, et dès-lors ils jouiront de la solde entière, et cesseront de compter parmi les enfans de troupe.

10. Les enfans de troupe qui auront fait des progrès dans la musique, pourront, dès l'âge de quatorze ans, être admis dans la musique du corps; et dès-lors ils cesseront d'être employés comme enfans de troupe, et jouiront de la solde entière.

Nul enfant de troupe ne pourra, avant seize ans, être employé comme tambour.

11. Les maîtres-ouvriers attachés au corps seront obligés d'avoir toujours, comme apprentis, chacun au moins deux enfans de troupe.

12. Si, en exécution des réglemens militaires antérieurs, il existoit dans les corps des enfans de troupe précédemment admis à la solde entière, ils continueront à la toucher; mais il en sera fait mention expresse dans les livrets de revue.

13. Les dispositions de la loi du 30 avril 1793, concernant les femmes à congédier des armées, seront exécutées suivant leur forme et teneur; en conséquence, il ne pourra y avoir à la suite des corps



que celles qui seront réellement employées au blanchissage et à la vente des vivres et boissons.

Le nombre des femmes à la suite de chaque bataillon, ne pourra, sous aucun prétexte, être porté au-delà de quatre, et de deux par escadron.

Le nombre des vivandières et blanchisseuses à la suite du quartier-général de l'armée et des quartiers-généraux de division, ne pourra, dans aucun cas, excéder celui des corps qui composeront ladite armée.

14. S'il existe à la suite des corps ou des quartiers-généraux, un plus grand nombre de femmes que celui qui vient d'être déterminé, le chef de brigade choisira celles qui devront être attachées aux bataillons ou escadrons; le chef de l'état-major général choisira celles qui devront être attachées aux quartiers-généraux.

Ils donneront la préférence à celles qui, mariées à des soldats ou à des sous-officiers actuellement en activité de service, seront reconnues pour être en même temps les plus actives, les plus utiles aux troupes, et celles dont la conduite et les mœurs sont les plus régulières.

15. Toute femme qui, actuellement à la suite d'un corps ou d'une armée, n'aura pas été admise, ainsi qu'il vient d'être dit, en qualité de blanchisseuse ou vivandière, sera congédiée, et il lui sera donné vingt centimes par lieue pour se rendre dans son domicile, et fait défense de s'approcher de l'armée de plus de quatre lieues. Celles qui, ayant été ainsi congédiées, se trouveront, après une décade, dans un rayon de quatre lieues de l'armée, seront considérées et traitées ainsi qu'il est prescrit par l'article 42 de la loi du 10 juillet 1791.

16. Les veuves des officiers, sous-officiers et soldats qui, ayant perdu leurs maris par suite des événemens de la guerre, seront actuellement à la suite des corps ou des états-majors, et qui ne seront pas conservées comme blanchisseuses ou vivandières, se retireront aussi dans leurs foyers, pour y jouir des secours qui leur sont accordés par la loi du 14 messidor an 6. Il leur sera délivré des feuilles de route, sur lesquelles elles recevront, dans les lieux de logement militaire, le logement et la ration d'étape en nature, pour elles et pour chacun de leurs enfans qui n'auront pas été compris parmi les enfans de troupe.

Les enfans orphelins de père et de mère desdits officiers, sous-officiers et soldats, qui ne seront pas placés parmi les enfans de troupe, seront aussi, à la diligence des chefs de corps, renvoyés dans leurs domiciles respectifs, pour y jouir des secours qui leur sont accordés par la susdite loi. Il leur sera délivré une feuille de route, sur laquelle ils recevront le logement et la ration d'étape.

17. Quoique les femmes qui seront autorisées à rester à la suite

des corps et des états-majors, n'aient droit à aucune solde ni distribution, les inspecteurs aux revues ne s'en feront pas moins fournir un état désignatif de leur âge, de leur profession et de leur signalement. Ils délivreront à chacune d'elles un extrait certifié de cet état; cet extrait leur servira de carte de sûreté dans l'étendue de l'armée. Celles qui ne seront point pourvues de cette carte, seront congédiées; et si elles sont, après une décade, trouvées dans un rayon de quatre lieues de l'armée, elles seront considérées et traitées ainsi qu'il est prescrit par l'article 42 de la loi du 10 juillet 1791.

18. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera imprimé au Bulletin des lois.

---

## N<sup>o</sup>. 67.

### *Loi relative à l'établissement des tribunaux spéciaux.*

DU 18 PLUVIÔSE AN 9.

---

## TITRE PREMIER.

### *Formation et organisation du tribunal.*

Art. 1. Il sera établi, dans les départemens où le gouvernement le jugera nécessaire, un tribunal spécial pour la répression des crimes ci-après spécifiés.

2. Ce tribunal sera composé du président et des deux juges du tribunal criminel, de trois militaires ayant au moins le grade de capitaine, et de deux citoyens ayant les qualités requises pour être juges : ces derniers, ainsi que les trois militaires, seront désignés par le premier consul.

3. Le commissaire du gouvernement près le tribunal criminel, et le greffier du même tribunal, rempliront leurs fonctions respectives de commissaire du gouvernement, et de greffier près le tribunal spécial.

4. Dans le cas où le gouvernement jugera nécessaire d'établir un tribunal criminel spécial dans le département de la Seine, les trois juges qui, par l'article 2, doivent être pris dans le tribunal cri-

minel, seront choisis par le gouvernement dans les deux sections dont il est composé.

Le gouvernement pourra, dans ce même cas, établir un commissaire autre que celui du tribunal criminel.

5. Le tribunal spécial ne pourra juger qu'en nombre pair, à huit ou à six au moins : s'il se trouve sept juges à l'audience, le dernier, dans l'ordre déterminé par l'article 2, s'abstiendra.

## TITRE II.

### *Compétence.*

6. Le tribunal spécial connoitra des crimes et délits emportant peine afflictive ou infamante, commis par des vagabonds et gens sans aven, et par les condamnés à peine afflictive, si lesdits crimes et délits ont été commis depuis l'évasion desdits condamnés, pendant la durée de la peine, et même avant leur réhabilitation civile.

7. Il connoitra aussi du fait de vagabondage et de l'évasion des condamnés.

8. Le tribunal connoitra, contre toutes personnes, des vols sur les grandes routes, violences, voies de fait, et autres circonstances aggravantes du délit.

9. Il connoitra aussi, contre toutes personnes, des vols dans les campagnes et dans les habitations et bâtimens de campagne, lorsqu'il y aura effraction faite aux murs de clôture, au toit des maisons, portes et fenêtres extérieures, ou lorsque le crime aura été commis avec port d'armes et par une réunion de deux personnes au moins.

10. Il connoitra de même, contre toutes personnes, mais concurremment avec le tribunal ordinaire, des assassinats prémédités.

11. Il connoitra également, contre toutes personnes, mais exclusivement à tous autres juges, du crime d'incendie et de fausse monnaie; des assassinats préparés par des attroupemens armés; des menaces, excès et voies de fait exercés contre des acquéreurs de biens nationaux, à raison de leurs acquisitions; du crime d'embauchage, et de machinations pratiquées hors l'armée, et par des individus non militaires, pour corrompre ou suborner les gens de guerre, les réquisitionnaires et conscrits.

12. Il connoitra des rassemblemens séditieux contre les personnes surprises en flagrant délit dans lesdits rassemblemens.

13. Si, après le procès commencé pour un des crimes ci-dessus mentionnés, l'accusé est inculpé sur d'autres faits, le tribunal spécial instruira et jugera, quelle que soit la nature de ces faits.

14. Il n'est point dérogé aux lois relatives aux émigrés. ne pourra néanmoins le tribunal spécial suspendre l'instruction et le jugement des procès de sa compétence, quand même il y auroit des prévenus d'émigration dans le nombre des accusés.

### TITRE III.

#### *Poursuite, instruction et jugement.*

15. Tous les crimes attribués par le titre II au tribunal spécial, seront poursuivis d'office et sans délai par le commissaire du gouvernement, encore qu'il n'y ait pas de partie plaignante.

16. Les plaintes pourront être reçues indistinctement par le commissaire du gouvernement, par ses substituts, par les officiers de gendarmerie ou de police qui seront en tournée, ou résidant dans le lieu du délit.

Elles seront signées par l'officier qui les recevra : elles le seront aussi par le plaignant ou par un procureur spécial; et si le plaignant ne sait ou ne peut signer, il en sera fait mention.

17. Tous officiers de gendarmerie et tous autres officiers de police qui auront connoissance d'un crime, seront tenus de se transporter aussitôt partout où besoin sera; de dresser sur-le-champ, et sans déplacer, procès-verbal détaillé des circonstances du délit, et de tout ce qui pourra servir pour la décharge ou conviction, et de décerner tous mandats d'amener, selon l'exigence des cas.

18. Les procès-verbaux seront envoyés ou remis, dans les vingt-quatre heures, au greffe du tribunal, ensemble les armes, meubles, hardes et papiers qui pourront servir à la preuve; et le tout fera partie du procès.

19. S'il y a des personnes blessées, elles pourront se faire visiter par médecins et chirurgiens qui affirmeront leur rapport véritable; et ce rapport sera joint au procès.

Le tribunal pourra néanmoins ordonner de nouvelles visites par des experts nommés d'office, lesquels prêteront serment, entre les mains du président, ou de tel autre juge par lui commis, de remplir fidèlement leur mission.

20. Tous officiers de gendarmerie, tous officiers de police, tous fonctionnaires publics, seront tenus d'arrêter ou faire arrêter les personnes surprises en flagrant délit, ou désignées par la clameur publique.

21. Tous officiers de gendarmerie ou de police seront tenus, en arrêtant un accusé, de faire inventaire des effets et papiers dont cet accusé se trouvera saisi, en présence de deux citoyens domiciliés dans le lieu le plus proche de celui de la capture, lesquels, ainsi

que l'accusé, signeront l'inventaire, sinon déclareront la cause de leur refus, dont il sera fait mention, pour être le tout remis, dans trois jours au plus tard, au greffe du tribunal.

Il sera laissé à l'accusé copie dudit inventaire, ainsi que du procès-verbal de capture.

22. A l'instant même de la capture, l'accusé sera conduit dans les prisons du lieu, s'il y en a; sinon aux plus prochaines; et, dans trois jours au plus tard, à celles du tribunal.

Les officiers de gendarmerie et de police ne pourront tenir l'accusé en chartre privée dans leurs maisons ou ailleurs.

23. Vingt-quatre heures après l'arrivée de l'accusé dans les prisons du tribunal, ils sera interrogé : les témoins seront entendus séparément, et hors de la présence de l'accusé; le tout, par un juge commis par le président.

24. Sur le vu de la plainte, des pièces y jointes, des interrogatoires et réponses, des informations, et le commissaire du gouvernement entendu, le tribunal jugera sa compétence sans appel : s'il déclare ne pouvoir connoître du délit, il renverra, sans retard, l'accusé et tous les actes du procès pardevant qui de droit; dans le cas contraire, il procédera, également sans délai, à l'instruction et au jugement du fond.

25. Le jugement de compétence sera signifié à l'accusé dans les vingt-quatre heures; le commissaire du gouvernement adressera, dans le même délai, expédition du jugement au ministre de la justice, pour être le tout transmis au tribunal de cassation.

26. La section criminelle du tribunal de cassation prendra connoissance de tous jugemens de compétence rendus par le tribunal spécial, et y statuera, toutes autres affaires cessantes.

27. Ce recours ne pourra, dans aucun cas, suspendre l'instruction ni le jugement; il sera seulement sursis à toute exécution, jusqu'à ce qu'il ait été statué par le tribunal de cassation.

28. Après le jugement de compétence, nonobstant le recours au tribunal de cassation, et sans y préjudicier, l'accusé sera traduit à l'audience publique du tribunal. Là, et en présence des témoins, lecture sera donnée de l'acte d'accusation dressé par le commissaire du gouvernement, les témoins seront ensuite successivement appelés. Le commissaire du gouvernement donnera ses conclusions; après lui, l'accusé ou son défenseur sera entendu.

29. Le débat étant terminé, le tribunal jugera le fond en dernier ressort, et sans recours en cassation.

Les vols de la nature de ceux dont il est parlé dans les articles 8 et 9, seront punis de mort. Les menaces, excès et voies de fait exercés contre les acquéreurs de biens nationaux, seront punis de la peine d'emprisonnement; laquelle peine ne pourra excéder trois

ans, ni être au-dessous de six mois, sans préjudice de plus forte peine en cas de circonstances aggravantes.

Quant aux autres délits spécifiés dans le titre II, le tribunal se conformera aux dispositions du code pénal du 25 septembre 1791.

30. A compter du jour de la publication de la présente loi, tous les détenus pour crimes de la nature de ceux mentionnés dans le titre II, seront jugés par le tribunal spécial : en conséquence, il est enjoint à tous juges de les y renvoyer, avec les pièces, actes et procédures déjà commencées; et néanmoins, en cas de condamnation, on n'appliquera aux crimes antérieurs à la présente loi, que les peines portées contre ces délits par le code pénal.

31. Le tribunal spécial demeurera révoqué de plein droit, deux ans après la paix générale.

---

## N<sup>o</sup>. 68.

### *EXTRAIT des registres des délibérations des consuls de de la république.*

DU 19 GERMINAL AN 10.

Les consuls de la république, sur le rapport du ministre de la guerre, le conseil d'état entendu arrêtent.

Art. 1. Les inspecteurs en chef aux revues, les inspecteurs et sous-inspecteurs ne pourront être traduits devant un conseil de guerre qu'en vertu d'une décision du ministre de la guerre.

2. Les inspecteurs en chef, inspecteurs et sous-inspecteurs seront traduits pardevant le conseil de guerre de la division de l'intérieur ou de l'armée, dont le quartier-général ou le chef-lieu sera le plus voisin de celui de la division où ils exerçoient leurs fonctions.

3. Le ministre de la guerre désignera les membres qui devront composer le conseil de guerre destiné à juger un membre du corps des inspecteurs aux revues. Il désignera aussi le commissaire du gouvernement; le président nommera le rapporteur.

4. Le conseil de guerre destiné à juger un inspecteur en chef sera composé d'un général de division, président, de deux inspecteurs, dont un en chef, de deux généraux de brigade et de deux chefs de brigade.

Le conseil de guerre, pour un inspecteur, sera composé d'un général de brigade, président, d'un inspecteur et d'un sous-in-

specteur aux revues, de deux chefs de brigade et de deux chefs de bataillon ou d'escadron.

Pour un sous-inspecteur, le conseil sera présidé par un général de brigade. Il sera composé de deux sous-inspecteurs, deux chefs de brigade, deux chefs de bataillon ou d'escadron.

5. Les fonctions de commissaire du gouvernement seront remplies par l'ordonnateur de la division où siègera le conseil de guerre.

Les fonctions de rapporteur seront remplies par un adjudant-commandant ou chef de brigade employé dans la division.

Les officiers-généraux, les inspecteurs et sous-inspecteurs, les chefs de brigade, de bataillon ou d'escadron, membres du conseil de guerre, seront pris parmi les officiers du même grade, employés dans la division : ils seront nommés à l'ancienneté.

Si la division où siège le conseil de guerre ne peut fournir un assez grand nombre d'officiers de chaque grade, le ministre les choisira dans la division dont le chef lieu sera le plus voisin ; mais toujours à l'ancienneté.

Dans aucun cas, nul des membres du conseil de guerre ne pourra être pris parmi les individus employés dans l'arrondissement auquel l'inspecteur étoit attaché : le plus ancien de service des inspecteurs en chef sera de droit membre du conseil de guerre destiné à juger un inspecteur en chef.

6. Les lois des 13 brumaire et 5 fructidor an 5, relatives aux moyens de procéder aux jugemens des délits militaires, sont applicables aux conseils de guerre ci-dessus, en tout ce qui n'est point contraire au présent arrêté.

## N°. 69.

*Loi relative aux délits emportant peine de flétrissure, et aux tribunaux spéciaux qui en auront la connoissance.*

DU 23 FLORÉAL AN 10.

Art. 1. Tout individu qui aura été repris de justice pour un crime qualifié tel par les lois actuellement subsistantes, et qui sera convaincu d'avoir, postérieurement à sa première condamnation, commis un second crime emportant peine afflictive, sera condamné à la peine prononcée par la loi contre ledit crime, et en outre à être flétri publiquement, sur l'épaule gauche, de la lettre R.

2. La connoissance de la contrefaction ou altération des effets publics, du sceau de l'état, du timbre national, du poinçon servant à marquer l'or et l'argent, des marques apposées, au nom du gouvernement, sur toute espèce de marchandises, et, en général, la connoissance de tout crime de faux en écritures publiques ou privées, ou d'emploi fait d'une pièce qu'on savoit être fausse, appartiendra à un tribunal spécial composé de six juges, qui devront nécessairement concourir au jugement.

3. Dans les villes où il y a un tribunal criminel et un tribunal civil de première instance, le président et deux juges de chacun de ces tribunaux formeront le tribunal spécial; et, en cas d'empêchement des uns et des autres, ils seront respectivement remplacés par leurs suppléans ordinaires.

Dans les lieux où il n'y a qu'un tribunal criminel, le président, les juges et leurs suppléans s'adjoindront, pour compléter le nombre de six juges, un ou plusieurs hommes de loi pris parmi ceux que le premier consul aura désignés à cet effet.

4. Dans les départemens où il n'y a pas de tribunaux spéciaux institués en exécution de la loi du 18 pluviôse an 9, le tribunal mentionné aux articles 2 et 3 ci-dessus, connoitra, en outre, 1<sup>o</sup>. du crime de fausse monnoie; 2<sup>o</sup>. du crime d'incendie de granges, meules de blé, et autres dépôts de grains.

5. La poursuite, l'instruction et le jugement des délits mentionnés dans les articles 2 et 4, auront lieu conformément aux dispositions contenues au titre III de la loi du 18 pluviôse an 9 : le tribunal ordonnera toutes les vérifications qui pourront éclairer sa décision.

6. Tout individu condamné pour l'un des crimes énoncés en l'article 2, ou pour celui de fausse monnoie, sera, dès la première fois, et outre la peine prononcée par le Code pénal, flétri publiquement, sur l'épaule droite, de la lettre *F*.

7. La présente loi n'aura d'effet, à l'égard de la flétrissure, en cas de récidive, que jusqu'à l'époque où la déportation pourra y être substituée, conformément à ce qui est prescrit par l'article premier du titre II de la seconde partie du Code pénal, du 25 septembre 1791; et quant au surplus de ses dispositions, que jusqu'à l'époque où la loi du 18 pluviôse an 9 cessera d'être exécutée.



## N°. 70.

*Loi portant amnistie pour crime de désertion à l'intérieur, commis, avant le premier floréal an 10, par des sous-officiers ou soldats des troupes de la république.*

DU 24 FLORÉAL AN 10.

Art. 1. Le crime de désertion à l'intérieur est remis et pardonné à tous sous-officiers et soldats des troupes de la république qui s'en sont rendus coupables avant le premier floréal présente année.

2. Les sous-officiers et soldats qui jouiront du bénéfice de la présente amnistie, et qui auroient été sujets à la conscription, en vertu de la loi du 19 fructidor an 6, et autres subséquentes, seront tenus de reprendre et continuer leur service pendant le temps prescrit par la loi sur la conscription.

3. Tous sous-officiers et soldats des troupes de la république, détenus dans les maisons de force et de justice, ou condamnés aux fers pour le seul crime de désertion, seront, dans le mois qui suivra la promulgation de la présente loi, mis en liberté.

4. Les sous-officiers et soldats de toute arme qui ont déserté d'un corps pour entrer dans un autre, continueront leur service dans le corps où ils se trouveront.

5. Les déserteurs seront tenus, dans le mois qui suivra la publication de la présente loi, de faire, chez le commandant d'armes de la ville la plus prochaine du lieu où ils se trouveront, la déclaration de l'intention où ils sont de profiter du bénéfice de la loi d'amnistie. Il leur en sera donné acte par ledit commandant; et, dans le cas où ils desircroient ou devroient reprendre leur service, le commissaire des guerres de la place leur délivrera une feuille de route, avec trois sous (1) par lieue pour se rendre à leur destination.

6. Les déserteurs qui auront profité de l'amnistie pourront être reçus dans les corps où ils desireront prendre du service.

7. Les sous-officiers et soldats de toute arme, qui sont actuel-

---

(1) Quinze centimes.

lement absens de leurs corps par congés limités, ne pourront se dispenser de les rejoindre à l'expiration desdits congés, sous prétexte de la présente amnistie, à peine aux contrevenans d'être punis suivant la rigueur des lois sur la désertion, qui continueront d'être exécutées suivant leur forme et teneur.

---

N<sup>o</sup>. 71.**ARRÊTÉ** *contenant organisation des compagnies de canonniers gardes-côtes.*

DU 8 PRAIRIAL AN 10.

Le gouvernement de la république, sur le rapport du ministre de la guerre, le conseil d'état entendu, arrête ce qui suit :

**TITRE PREMIER.***Organisation des compagnies.*

Art. 1. La garde et le service des batteries établies sur les côtes de la république et îles françoises en Europe, seront confiés à cent compagnies de canonniers-gardes-côtes, réparties dans les directions d'artillerie ci-après; savoir: Bruges, une; Lille, deux; Saint-Omer, quatre; le Havre, huit; Cherbourg, douze; Brest, dix-huit; Nantes, quatorze; la Rochelle, treize; Baïonne, une; Perpignan, deux; Montpellier, trois; Toulon, dix neuf; Corse, trois.

2. Chaque compagnie de canonniers-gardes-côtes sera composée d'un capitaine, un lieutenant, un sergent-major garde-magasin principal, quatre sergens, huit caporaux, huit appointés, deux tambours et quatre-vingt-seize canonniers.

3. Les officiers seront nommés par le premier consul, et choisis parmi les officiers ayant servi, soit dans l'artillerie de terre, soit dans celle de la marine, soit dans les anciennes compagnies de gardes côtes, soit parmi les officiers réformés des autres armes, et qui jouissent du traitement de réforme, ou d'une solde de retraite.

Les sergens, caporaux et appointés seront choisis par les capitaines.

4. Les préfets désigneront aux communes de leurs départemens le nombre de canonniers qu'elles devront fournir, d'après les ins-

tructions qui seront adressées aux préfets par le ministre de la guerre.

Les hommes désignés devront n'avoir pas moins de vingt-cinq ans ni plus de quarante-cinq : ceux qui auroient moins de cinq pieds, ou des infirmités, ne seront pas reçus.

On choisira, de préférence, les militaires qui ont obtenu leur congé ou leur retraite pour blessures ou infirmités provenant des événemens de la guerre, et qui ont encore les facultés nécessaires pour le service.

5. Les hommes admis dans les compagnies de canonniers-gardes-côtes devront y servir pendant cinq années consécutives, ils pourront, tous les cinq ans, renouveler leur engagement, jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de cinquante ans.

6. L'organisation des compagnies sera faite par le directeur ou sous-directeur d'artillerie de l'arrondissement, ou par un officier d'artillerie désigné par le directeur.

7. Indépendamment des cent compagnies de canonniers-gardes-côtes créées par l'article 1<sup>er</sup>. du présent arrêté, il en sera formé vingt-huit autres sous la dénomination de compagnies des *canonniers-gardes-côtes sédentaires*, qui seront établies; savoir : à Belle-Isle, cinq; à Ouessant, une; à l'île de Groix, deux; à l'île de Brehat, deux; à l'île de Batz, une; aux Sept-Isles, une; à l'Isle-Dieu, deux; à l'île de Noirmoutiers, deux; à l'île de Rhé, quatre; à l'île d'Oleron, quatre; à l'île d'Elbe, quatre.

Ces compagnies seront toutes composées des habitans du pays, et seront considérées comme gardes nationales. En temps de guerre maritime, elles feront le même service que les autres compagnies de canonniers - gardes - côtes, et jouiront, à titre d'indemnité, pour chaque jour de service aux batteries et sur les côtes, savoir :

|                                           |             |
|-------------------------------------------|-------------|
| Les sous-officiers et canonniers, de..... | 0 fr. 50 c. |
| Les capitaines .....                      | 3    00     |
| Et les lieutenans, .....                  | 2    00     |

Au moyen de cette indemnité, il ne leur sera accordé aucune autre solde ni fourniture.

8. Il y aura un adjudant de côte par chaque direction d'artillerie dans l'arrondissement de laquelle seront établies des compagnies de canonniers-gardes-côtes. Il sera chargé de la surveillance du service et du maintien de la discipline des compagnies gardes-côtes : il correspondra directement avec les généraux commandant les divisions et départemens, et avec les commandans d'armes et directeurs d'artillerie.

Ces adjudans seront pris parmi les chefs de bataillon ou d'escadron réformés, et de préférence parmi ceux qui ont servi dans l'artillerie.

Ils passeront une fois chaque mois , et un jour de dimanche , la revue des compagnies de canonniers - gardes - côtes de leur arrondissement. Si une compagnie est formée d'hommes appartenant à plusieurs communes , la revue aura lieu par escouade.

Dans les directions où il y aura plus de dix compagnies , les adjudans de côtes pourront avoir un ou deux adjoints , suivant les besoins du service : ces adjoints seront pris parmi les adjoints d'état-major.

9. L'uniforme des canonniers - gardes - côtes sera composé d'un habit de drap bleu national , paremens bleus , revers et retroussis vert de mer , doublure de serge et cadis blanc , gilet et culotte de tricot vert de mer , chapeau bordé de laine noire , bouton de métal jaune , timbré d'une ancre , d'un canon et d'un fusil.

Les distinctions relatives aux différens grades des officiers et sous-officiers seront les mêmes que dans l'infanterie.

10. L'armement consistera , pour chaque sergent ou canonnier , en un fusil , une baïonnette et une giberne ; le tout des mêmes forme , largeur , longueur et proportion que celles de l'infanterie.

11. Il sera fourni , tous les cinq ans , un habillement complet à chaque sous-officier et canonnier-garde-côtes , qui ne pourra être porté que pendant le temps de service et les jours de revue ; le reste du temps , il sera déposé , ainsi que l'armement , à la maison commune , sous la responsabilité du maire ou de celui qui le remplacera.

12. Les officiers de canonniers - gardes - côtes auront rang entre eux du jour de leurs lettres ou brevets. Ceux qui auront précédemment servi dans les troupes de ligne conserveront le rang des grades qu'ils y avoient , et marcheront entre eux à grade égal pour le service de la côte , suivant les dates de leurs anciennes lettres , commissions ou brevets.

13. Toutes les fois que les canonniers-gardes-côtes seront réunis à des détachemens de troupes de ligne pour la défense des batteries ou forts , les capitaines de canonniers seront sous les ordres des capitaines de troupes de ligne ; mais les lieutenans desdites troupes seront commandés par les capitaines des canonniers - gardes - côtes qui seront détachés auxdites batteries et forts.

## TITRE II.

### *Service et traitement en temps de guerre maritime.*

14. Il sera affecté à chaque batterie , en temps de guerre maritime , un garde-magasin , qui sera pris parmi les canonniers vétérans , ou parmi les sous-officiers ayant leur retraite.

Il jouira d'un logement le plus près possible de la batterie ; il devra savoir lire et écrire, et recevra des ordres immédiats des sous-directeurs et officiers d'artillerie en résidence.

15. Le gardien aura un inventaire des pièces, munitions et attirails d'artillerie dont il sera chargé, il tiendra un état exact de celles remises en consommation, par jour et date, pour les représenter lorsqu'il en sera requis.

Il enverra l'état de ces remises et consommations au directeur d'artillerie, aux époques qui seront désignées.

16. Les munitions destinées aux services des canons et mortiers ne seront délivrées que pour les consommations des batteries auxquelles elles seront affectées; et il ne pourra en être transporté ailleurs que sur les ordres du commandant du département, du directeur ou sous-directeur d'artillerie.

17. Le mouvement et le transport des munitions seront faits par les canonniers-gardes-côtes; et s'il faut quelque secours extraordinaire pour exécuter le travail, les communes fourniront les hommes et les chevaux nécessaires, sur la réquisition des capitaines des compagnies.

18. En l'absence des officiers, les canonniers-gardes côtes et leurs sous-officiers seront subordonnés au gardien de la batterie, et exécuteront ce qu'il leur ordonnera sur les objets concernant le service de l'artillerie.

19. Les gardiens feront tous les jours, le matin et le soir, visite des batteries et magasins; ils auront la plus grande attention à ce que les magasins soient propres et bien rangés, à tenir les poudres sèchement et en sûreté dans lesdits magasins, et répondront de la conservation des effets et munitions.

20. Dès qu'un gardien apercevra qu'il y a des réparations à faire dans les magasins dont il est chargé, il en donnera avis au commandant de la batterie, et en fera un état qu'il adressera au directeur de l'artillerie.

21. Les gardiens se trouveront toujours à la batterie lorsque la garde relevera; ils vérifieront si l'ancienne garde remet en bon état, à la nouvelle, les effets qui lui auront été consignés.

Pour que chaque gardien puisse faire exactement cette vérification, il aura un double de la consigne qui devra être donnée par le directeur d'artillerie; avec un état des effets et ustensiles de ladite batterie, et s'il manque quelques articles, ou qu'il y en ait d'endommagés, le gardien en rendra compte au directeur d'artillerie et au commandant du département.

22. Le service des compagnies de canonniers-gardes-côtes sera réglé par l'officier général commandant de la division : les détachemens qui seront faits aux batteries seront relevés au moins tous les quatre jours; et si les circonstances exigeoient plus de quatre jours

de service par le même détachement, il seroit pourvu à la solde desdits détachemens, jusqu'au jour exclusivement auquel il seroient relevés, sur le pied fixé ci-après.

23. Chaque capitaine de canonniers formera, pour les batteries auxquelles sa compagnie sera attachée, un rôle à trois colonnes, dont la première contiendra le nom desdites batteries et le calibre des pièces; la seconde, le nom des canonniers, et la troisième, celui de leur demeure.

Ce rôle sera remis à l'officier d'artillerie qui sera chargé du service des batteries où devra servir la compagnie.

24. Il y aura à chaque batterie, à la charge du gardien, un contrôle des sous-officiers et canonniers destinés au service de la batterie. Il sera présenté par le gardien à l'adjudant de côte, au directeur ou sous-directeur d'artillerie, lorsqu'ils viendront à la batterie, et à tout autre officier d'artillerie qui y sera envoyé pour commander ou faire exercer et manœuvrer les canonniers.

25. Les canonniers gardes-côtes qui seront commandés pour le service des batteries, s'y rendront armés, et seront conduits par leurs officiers ou sous-officiers, selon qu'ils marcheront par compagnie ou par escouade : en cas d'alarme, ils y marcheront sans armes, et le plus promptement possible; leurs armes seront transportées des magasins aux batteries sur des voitures qui seront fournies par les communes.

26. Il sera établi des sentinelles à toutes les batteries. Le nombre en sera réglé en raison de celui des canonniers qui y seront de service, et des objets sur lesquels il y aura à veiller.

27. Les sentinelles ne laisseront faire aucune dégradation aux batteries; elles empêcheront qu'il n'en soit enlevé aucun effet; elles ne laisseront entrer dans lesdites batteries que les officiers de service, et autres personnes qui seront connues ou qui auront des permissions par écrit du commandant ou du directeur d'artillerie, elles arrêteront et feront connoître les troupes qui se présenteront, soit pour relever les canonniers de service, soit pour en augmenter le nombre, et telle autre troupe que ce soit; elles avertiront le commandant de tout ce qu'elles apercevront à la mer et sur la côte, et qui leur paroitra mériter attention.

28. Il sera fait, le jour et la nuit, des rondes et des patrouilles au dehors des batteries et sur la côte, tant pour la sûreté desdites batteries, que pour empêcher qu'il ne se passe rien de préjudiciable au service.

29. Il y aura à chaque batterie une consigne particulière, relative à la position, à l'étendue et à l'importance desdites batteries : et cette consigne sera donnée par le commandant du département.

30. Les canonniers-gardes-côtes qui seront aux batteries, y

feront l'exercice du canon une fois par jour; on aura soin de les instruire dans les exercices de la charge qui convient à chaque calibre.

31. On ne tiendra ni canon ni mortier chargés dans les batteries, à moins que l'ordre n'en ait été donné par le commandant : on ne chargera les bombes que dans le besoin; mais elles seront d'avance rendues propres à recevoir la poudre, et seront empilées l'œil en bas, pour qu'elles ne s'emplissent ni d'eau ni terre.

32. Il ne sera tiré des batteries aucun coup de canon ni de mortier, soit pour souffler les pièces, soit pour les épreuves ou pour les saluts, sans un ordre par écrit, qui sera représenté avec l'état des consommations.

33. Les canonniers seront tenus à l'entretien de la batterie à laquelle ils seront attachés, répareront en gazonnage les parapets, merlons et épaulements de terre; arracheront les herbes qui pourroient les dégrader; tiendront propres les plates-formes, et entretiendront les rigoles pour l'écoulement des eaux.

34. La solde des compagnies de canonniers-gardes-côtes, en temps de guerre, est réglée ainsi qu'il suit :

|                         |     |        |              |
|-------------------------|-----|--------|--------------|
| Au capitaine.....       | 100 | fr. 00 | c. par mois. |
| Au lieutenant.....      | 66  | 66     |              |
| Au sergent-major.....   | 1   | 00     | par jour.    |
| A chaque sergent.....   | 0   | 80     |              |
| A chaque caporal.....   | 1   | 65     |              |
| A chaque appointé.....  | 0   | 60     |              |
| A chaque tambour.....   | 0   | 60     |              |
| A chaque canonnier..... | 0   | 50     |              |

Au moyen de ce traitement, les sous-officiers et canonniers seront tenus de se pourvoir de pain et autres subsistances pendant le temps de leur service.

35. Ce traitement sera payé sur un contrôle nominatif, signé par les capitaines, lieutenans et sergens-majors des compagnies, qui en seront responsables.

Ce contrôle sera fait par triple expédition, dont une sera adressée au directeur d'artillerie, une au quartier-maitre, dont il sera parlé ci-après, et l'autre à l'inspecteur aux revues de la division.

36. Il sera établi, dans chaque direction d'artillerie, un quartier-maitre, nommé par le premier consul, qui sera chargé de tous les détails de la comptabilité des compagnies des canonniers-gardes-côtes.

Il fournira un cautionnement qui sera réglé, pour chaque direction en considération du nombre des compagnies qui y seront employées.

Son traitement sera de 1800 francs.

37. Le service des compagnies gardes-côtes, pendant la guerre, sera compté comme celui qu'elles pourroient rendre aux armées.

En temps de paix, chaque année sera comptée pour une demi-année.

Les sous-officiers auront droit à l'admission de leurs enfans à l'école de Compiègne.

### TITRE III.

#### *Service et traitement en temps de paix.*

38. Une batterie pour chaque compagnie sera conservée en temps de paix. Il sera fourni un logement à proximité au sergent major qui en aura la garde. Le capitaine sera tenu de résider dans la commune la plus voisine de cette batterie.

39. Les canonniers-gardes-côtes seront réunis tous les ans, dans la saison la plus favorable, et pendant dix jours, aux batteries conservées. Les officiers de la direction leur feront faire l'exercice du canon et des boulets rouges. Il y aura toujours à ces exercices un officier d'artillerie de la direction, et, le plus souvent possible, un sous-directeur, ou le directeur lui-même. Pendant ces dix jours, les compagnies de canonniers-gardes-côtes recevront une solde extraordinaire, conformément à l'article 34 du présent arrêté.

40. Toutes les fois que la garde nationale prendra les armes, les canonniers auront la droite et seront censés former les grenadiers de la garde nationale, qui marchera à leur secours, et se portera aux batteries lorsque les circonstances l'exigeront.

41. Lorsque les canonniers-gardes-côtes seront requis par la gendarmerie nationale ou par les préfets ou sous préfets, ils recevront la solde extraordinaire fixée par l'article 34.

42. Les directeurs ou sous-directeurs d'artillerie réuniront tous les ans, à un point central de la direction, les officiers, sergens et caporaux de cinq compagnies, pour les exercer aux manœuvres de force, à celles de chaque espèce de bouche à feu, et au tir des bombes et des boulets rouges.

Ils recevront, pendant le temps de cette réunion, la solde réglée par l'article 34.

43. Les compagnies de canonniers-gardes-côtes jouiront pendant la paix, à titre d'indemnité, du traitement ci-après ;

#### S A V O I R :

|                        |                        |
|------------------------|------------------------|
| Le capitaine. ....     | 600 fr. <i>par an.</i> |
| Le lieutenant. ....    | 400                    |
| Le sergent-major. .... | 150                    |



|                       |                |
|-----------------------|----------------|
| Chaque sergent.....   | 72 fr. par an. |
| Chaque caporal.....   | 54             |
| Chaque appointé.....  | 45             |
| Chaque tambour.....   | 45             |
| Chaque canonnier..... | 36             |

Au moyen de ce traitement, les sous-officiers et canonniers se fourniront de chaussure, linge et autres objets de petit équipement.

44. Le traitement de l'adjudant de côte sera, en temps de paix, de 2,000 francs; il sera de 3,000 francs en temps de guerre.

45. Le ministre de la guerre, le directeur de l'administration de la guerre, les ministres de la marine et du trésor public, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au bulletin des lois.

## N<sup>o</sup>. 72.

### EXTRAIT de l'arrêté du 18 thermidor an 10.

Art. 20. Les individus désignés (comme conscrits) qui ne se présenteront pas à l'inspection du capitaine de recrutement, seront déclarés déserteurs, poursuivis comme tels, et remplacés.....

29. La gendarmerie escortera le convoi de conscrits depuis le lieu de leur départ jusqu'à leur arrivée à leurs corps. ....

Le commandant de cette escorte fera un procès-verbal sur chacune des désertions ou évasions qui pourront arriver; il en donnera avis au commandant de la compagnie, qui ordonnera la poursuite du déserteur, et rendra compte au premier inspecteur-général.

32. Dès l'instant où un conscrit remis aux officiers de recrutement, aura manqué à l'appel, le chef de son corps ou de son détachement en prévendra le ministre de la guerre, l'inspecteur-général de la gendarmerie, le préfet et le capitaine du recrutement de son arrondissement. Chacune de ces autorités donnera des ordres aux autorités qui lui sont subordonnées, à l'effet de faire arrêter le déserteur, et de le traduire à son corps, pour y être poursuivi et puni suivant la rigueur des lois (1).

(1) Cette législation ne se suit plus à l'égard des conscrits, depuis la loi qui a appelé les conscrits de l'an 11; mais on a cru devoir conserver les dispositions de cet arrêté.

N<sup>o</sup>. 73.

*Loi qui attribue au tribunal criminel du département de la Seine, la connoissance de tous les crimes de faux dans lesquels le trésor public sera intéressé.*

DU 2 FLORÉAL AN II.

Art. 1. Le tribunal criminel du département de la Seine, connoitra, pendant cinq ans, exclusivement à tous autres tribunaux, contre toutes personnes, de tous les crimes de faux, soit en effets nationaux, soit sur les pièces de comptabilité qui intéressent le trésor public, en quelque lieu que le faux ait été commis ou que l'on ait fait usage des pièces fausses.

2. Le tribunal criminel du département de la Seine se formera en tribunal spécial, pour le jugement de ces affaires, procédera conformément aux lois des 18 pluviôse an 9 et 23 floréal an 10.

3. A compter de la publication de la présente loi, tous les détenus pour crimes de la nature de ceux qui sont désignés à l'article premier, seront renvoyés devant le tribunal criminel du département de la Seine, avec les pièces et les procédures déjà commencées.

N<sup>o</sup>. 74.

*Loi relative à une levée de conscrits de l'an 11 et de l'an 12.*

DU 6 FLORÉAL AN II.

Art. 1. Il sera levé trente mille conscrits pris sur la conscription de l'an 11, et trente mille sur la conscription de l'an 12; ils seront destinés à compléter l'armée sur le pied de paix.

2. Il sera également levé trente mille conscrits de l'an 11, et vingt mille de l'an 12, pour rester en réserve, et être unique-

ment destinés à porter l'armée au pied de guerre, si cela devenoit nécessaire.

3. Les conscrits de l'an 12 ne pourront, sous aucun prétexte, être appelés avant l'époque du premier vendémiaire an 12.

4. Les départemens fourniront leur contingent, conformément au tableau annexé à la présente.

5. La répartition entre les arrondissemens et les municipalités sera, ainsi que les désignations, exécutée conformément aux dispositions de la loi du 28 floréal an 10.

6. Les conscrits ne pourront être ni appelés ni désignés pour faire partie du contingent, que dans la municipalité de leur domicile.

7. Tout conscrit absent au moment de la désignation, ou qui ne pourra se rendre à l'assemblée prescrite pour ladite désignation, devra y être représenté par son père ou l'un de ses proches parens, et à leur défaut par un citoyen nommé d'office par le maire.

8. Tout conscrit absent qui aura été désigné pour faire partie du contingent, aura un mois pour se présenter devant le capitaine du recrutement.

Celui qui, à l'expiration du délai d'un mois, ne se sera point présenté, ou n'aura point fait admettre un suppléant, sera sur la plainte du capitaine de recrutement, déclaré, par le préfet ou sous-préfet, conscrit *réfractaire*.

9. Le préfet ou sous-préfet adressera, dans les trois jours, son arrêté au commissaire du gouvernement près le tribunal de première instance de l'arrondissement.

Le commissaire requerra, dans le même délai, contre le conscrit réfractaire, et contre ses père et mère, comme civilement responsables, la condamnation à l'amende portée par la loi du 17 ventose an 8, avec l'impression et l'affiche du jugement aux frais du condamné.

Le tribunal prononcera sans déssemparer.

Le commissaire du gouvernement adressera, dans les trois jours, le jugement au directeur de l'enregistrement et du domaine, chargé de poursuivre le paiement de l'amende, ainsi qu'il est prescrit par les articles 10 et 11 de la susdite loi.

Le commissaire du gouvernement adressera aussi des copies du jugement au capitaine du recrutement, et au commandant de la gendarmerie du département chargé de faire rechercher ledit conscrit et de le faire conduire au dépôt qui sera désigné par le gouvernement.

10. Tout conscrit condamné comme réfractaire, sera conduit de brigade en brigade dans un dépôt militaire, pour y être à la disposition du gouvernement pendant cinq ans, et employé dans les

corps militaires que le gouvernement déterminera et qui seront soumis à une discipline particulière.

11. La même procédure sera observée et les mêmes peines prononcées contre tout conscrit désigné qui ne rejoindra point à l'époque qui lui aura été prescrite, le corps dans lequel il devra être incorporé.

12. Tout conscrit condamné comme réfractaire qui n'aura pas été arrêté et conduit au dépôt dans le mois qui suivra le jugement rendu contre lui, sera, sur la demande du capitaine du recrutement, et d'après les ordres du préfet, remplacé par sa municipalité : en conséquence il sera fait une nouvelle désignation.

13. Pourront être admis comme suppléans, les conscrits de la classe de l'année et des années antérieures, non désignés, ou désignés seulement pour la réserve, pourvu qu'ils aient la taille et les autres qualités requises, et qu'ils soient nés et domiciliés dans l'étendue de l'arrondissement.

Les individus qui se seront fait remplacer par un membre de la réserve, seront inscrits dans ladite réserve au lieu et place de leur suppléant.

14. Le conscrit qui aura un frère faisant, comme conscrit, partie de l'armée active, celui qui sera fils unique d'une veuve, et l'aîné de frères orphelins, pourront, s'ils le demandent, être désignés pour former la réserve.

## N°. 75.

### *ARRÊTÉ contenant règlement sur les prisons militaires.*

DU 29 THERMIDOR AN II.

#### *Frais de geolage.*

Art. 1. Les frais de geolage fixés à deux centimes et demi par homme et par jour, et à trois centimes trois quarts pour les prisons de Paris, seront acquittés sur les ordres du directeur de l'administration de la guerre, et imputés sur les fonds généraux d'administration, soit que les militaires appartiennent ou n'appartiennent point à un corps.

2. Cette dépense sera établie, à la fin de chaque mois, par un état nominatif des militaires qui auront été détenus pendant le cours du mois. Lorsque le militaire n'appartiendra à aucun corps, ou

que son corps ne sera point désigné sur le registre d'écrou, le concierge fera mention, dans la colonne d'observation, du nom du gendarme qui l'aura conduit en prison.

3. Cet état, fait en double expédition, après avoir été signé du concierge, certifié du président du conseil de guerre ou du commandant d'armes de la place, vérifié et arrêté par le commissaire des guerres, et à son défaut par le maire, sera remis au commissaire-ordonnateur de la division, qui en ordonnancera la dépense sur les fonds qui seront mis à sa disposition par le directeur de la guerre.

*Paille de couchage.*

4. La paille de couchage pour les militaires détenus, continuera d'être fournie à raison de six kilogrammes (douze livres) par homme, et renouvelée tous les dix jours, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 26 floréal an 10, pour les prisons établies près des conseils de guerre.

Mais à l'égard des militaires voyageant sous l'escorte de la gendarmerie, cette fourniture sera calculée par cinq journées de détention dans les prisons de passage, de manière que cinq journées ne donnent lieu au paiement que de six kilogrammes de paille.

5. La paille sera fournie, dans les prisons établies près des conseils de guerre et dans celles de passage, par les soins des secrétaires des municipalités.

Quant aux prisons de discipline dans l'enceinte ou près des casernes, elle sera fournie par les entrepreneurs des lits militaires.

*Pain.*

6. Le pain sera fourni aux militaires détenus; et à ceux voyageant sous l'escorte de la gendarmerie.

Il n'en sera fourni qu'une ration simple aux militaires mis en jugement et détenus dans les prisons établies près des conseils de guerre.

Les militaires voyageant sous l'escorte de la gendarmerie, n'ayant point d'autres alimens, recevront une double ration par jour.

7. Cette fourniture sera faite par les munitionnaires ou entrepreneurs des vivres.

8. A la fin de chaque mois, les concierges remettront aux préposés des vivres, deux états nominatifs des militaires qui auront été détenus pendant le mois; l'un relatif à ceux qui n'auront dû recevoir que la simple ration; l'autre relatif à ceux qui ont dû recevoir la double ration.

en conséquence, à la fin de chaque mois, un état nominatif des militaires appartenant à chaque corps, qui auront été détenus dans le courant du mois.

Cet état indiquera les jours d'entrée et de sortie.

Lorsqu'il aura été revêtu des formalités prescrites par l'arrêté du 26 floréal an 10, il sera remis en double expédition au payeur, qui en acquittera le montant, pour la retenue en être exercée dans le cas et dans les proportions prévues par ledit arrêté.

14. La retenue à exercer sur les militaires détenus dans les prisons de Paris, et dont les corps ne feront point partie de la garnison de Paris, ne sera que de quinze centimes; le surplus de la retenue sera imputé sur les fonds affectés à la solde, d'après l'autorisation qui en sera donnée au payeur général par le ministre de la guerre.

#### *Prisons de Paris.*

15. L'article 15 de l'arrêté du 26 floréal, portant *qu'il ne sera rien innové à ce qui concerne les prisons militaires de Paris*, les dispositions de l'article 14 dudit arrêté, sont déclarées communes aux concierges de la prison dite *de l'Abbaye*, et de celle dite *de Montaigne*.

16. . . . .

17. Toutes les autres dispositions de l'arrêté du 26 floréal auxquelles il n'est pas dérogé par le présent arrêté, seront exécutées selon leur forme et teneur.

18. Les ministres de la guerre et du trésor public, et le directeur de l'administration de la guerre, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au bulletin des lois.

## N°. 76.

*EXTRAIT du registre des délibérations du conseil d'état.*

DU 8 VENDEMAIRE AN 12.

## A V I S.

Le conseil d'état, qui d'après le renvoi fait par le gouvernement, a entendu le rapport de la section de législation sur celui du grand-juge ministre de la justice, ayant pour objet d'expliquer le sens des articles 97 et 98 de la loi du 28 germinal an 6, sur l'organisation de la gendarmerie, à l'effet d'arrêter les usurpations des conseils de guerre de la vingt-cinquième division militaire, qui se déclarent compétens pour juger les délits commis par les gendarmes hors de l'exercice de leurs fonctions, et de faire remettre à la disposition du tribunal criminel du département de Sambre et Meuse, le gendarme prévenu d'avoir, hors de ses fonctions militaires, mutilé à coups de sabre un citoyen, lequel est mort de ses blessures ;

Vu l'article 97 de la dite loi du 28 germinal an 6, portant que « les officiers et gendarmes seront justiciables des tribunaux criminels, pour les délits relatifs au service de la police générale et judiciaire dont ils sont chargés ; et des conseils de guerre, pour les délits relatifs au service et à la discipline militaire ; »

Et l'article 98, ainsi conçu :

« Si l'officier, sous-officier ou gendarme est accusé tout-à-la-fois d'un délit militaire et d'un délit relatif au service de la police générale ou judiciaire, la connoissance en appartiendra au tribunal criminel, qui appliquera, s'il y a lieu, les peines portées au Code pénal militaire, quand, pour raison du délit militaire, les officiers, sous-officiers et gendarmes auront encouru une peine plus forte que celle résultant du délit relatif au service de la police générale, ou de tout autre délit qui ne seroit point militaire par sa nature ».

Vu l'information et le jugement rendu, le 13 messidor dernier,

par le deuxième conseil, de guerre de la vingt-cinquième division militaire, qui se déclare compétent pour juger, sur le motif que « le militaire n'étoit point de service pour la police générale ou « judiciaire lorsqu'il a commis les voies de fait ».

Est d'avis qu'il n'y a point de doute, d'après les termes même des articles 97 et 98 de la loi du 28 germinal an 6, que les attributions des conseils de guerre sont restreintes aux seuls délits relatifs au service et à la discipline militaire; que dans tous les autres cas, et même dans ceux où il y auroit complication d'un délit militaire et d'un délit relatif au service de la police générale, la connoissance en appartient aux tribunaux criminels ordinaires, et qu'en conséquence le deuxième conseil de guerre de la vingt-cinquième division militaire doit se dessaisir de l'affaire, et la remettre au tribunal criminel du département de Sambre et Meuse, séant à Namur.

Pour extrait conforme,

*Le secrétaire général du conseil d'état, J. G. LOCRÉ.*

Approuvé à Saint-Cloud le 13 vendémiaire an 12.

*Le premier consul, signé BONAPARTE.*

Par le premier consul, *le secrétaire d'état,*

*Signé HUGUES B. MARET.*



N<sup>o</sup>. 77.

*ARRÊTÉ relatif à l'exécution de la loi du 24 brumaire an 6, établissant des peines contre les fauteurs de désertion, et contre les fonctionnaires publics qui négligent l'exécution des lois sur le recrutement de l'armée.*

DU 14 VENDÉMAIRE AN 12.

Le gouvernement de la république, sur le rapport du ministre de la guerre ;

Vu le texte de la loi du 24 brumaire an 6, établissant des peines contre les fauteurs de désertion, et contre les fonctionnaires publics qui négligent l'exécution des lois sur le recrutement de l'armée ;

Le conseil d'état entendu arrête :

Art. 1. Tous fonctionnaires publics civils et militaires qui auront obtenu des indices tendant à prouver qu'un fonctionnaire public, ou autre citoyen, a encouru les peines portées par la loi du 24 brumaire an 6, devront, à peine d'être eux-mêmes poursuivis, conformément à l'article premier de la loi, adresser sans retard ces indices, et les pièces à l'appui, au commissaire du gouvernement près le tribunal criminel du département où le prévenu est domicilié.

2. Dans le jour qui suivra celui de la réception, le commissaire du gouvernement près le tribunal criminel, fera passer ces pièces à son substitut près le tribunal de première instance du domicile du prévenu.

Le substitut saisira de suite le tribunal correctionnel, qui, toutes affaires cessantes, procédera et prononcera, s'il y a lieu, les peines portées par la loi mentionnée ci-dessus ; sauf néanmoins l'exécution de l'article 75 de la constitution, concernant les agens du gouvernement.

3. Le substitut instruira le commissaire du gouvernement près le tribunal criminel, des poursuites et jugemens en cette matière, et celui-ci en rendra un compte particulier au grand-juge, ministre de la justice.

4. Le grand-juge, ministre de la justice, les ministres de la guerre, de la marine et de l'intérieur, sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

## N°. 78.

*ARRÊTÉ concernant les dépôts de conscrits déclarés réfractaires; la composition et la compétence des conseils de guerre spéciaux, la procédure devant ces conseils, et les peines contre la désertion.*

DU 19 VENDÉMAIRE AN 12.

Le gouvernement de la république, sur le rapport du ministre de la guerre, le conseil d'état entendu,

Arrête :

## TITRE PREMIER (1).

*Des dépôts de conscrits qui, n'ayant pas rejoint leurs corps, auront été déclarés conscrits réfractaires en exécution de la loi du 6 floréal an 11.*

Art. 1. En exécution de l'article 10 de la loi du 6 floréal an 11, il sera établi onze dépôts militaires pour les conscrits qui, en vertu de ladite loi, auront été condamnés comme réfractaires.

2. Ces dépôts seront établis dans les places ci-après désignées :

La citadelle de Lille, pour les conscrits de la 1.<sup>re</sup>, de la 16.<sup>e</sup>. et de la 24.<sup>e</sup>. division;

La citadelle de Givet-Charlemont, pour les 2.<sup>e</sup>. et 25.<sup>e</sup>. divisions;

La place de Luxembourg, pour la 3.<sup>e</sup> et la 4.<sup>e</sup>;

La citadelle de Strasbourg, pour la 5.<sup>e</sup> et la 26.<sup>e</sup>;

La citadelle de Besançon, pour les 6.<sup>e</sup>, 18.<sup>e</sup> et 19.<sup>e</sup>;

La place de Briancçon, pour les 7.<sup>e</sup>, 8.<sup>e</sup>, 9.<sup>e</sup> et 23.<sup>e</sup>;

La citadelle de Perpignan, pour la 10.<sup>e</sup>;

La citadelle de Bayonne, pour les 11.<sup>e</sup> et 20.<sup>e</sup>;

La place de Saint-Martin-de-Ré, pour les 12.<sup>e</sup>, 13.<sup>e</sup>, 21.<sup>e</sup> et 22.<sup>e</sup>;

Le château de Caen, pour les 14.<sup>e</sup> et 15.<sup>e</sup>;

La citadelle d'Alexandrie, pour la 27.<sup>e</sup>.

(1) Voyez les décrets des 8 juin et 28 octobre 1808.

3. Les conscrits qui seront conduits dans lesdites places, seront divisés en compagnies, composées de cent soixante hommes, officiers et sergens non compris.

Chacune de ces compagnies sera commandée par les officiers et sous-officiers ci après désignés; savoir :

- 1 Capitaine,
- 1 Lieutenant,
- 2 Sous-lieutenans,
- 1 Sergent major,
- 1 Fourrier,
- 8 Sergens.

Ces officiers et sous-officiers seront fournis, pour chaque compagnie, par un des corps d'infanterie stationnés dans l'une des divisions formant l'arrondissement du dépôt, au choix du général commandant la division où le dépôt sera établi.

Ces officiers et sous-officiers jouiront d'un supplément de traitement égal au tiers de leur solde.

4. Les conscrits de chaque compagnie seront divisés en seize escouades : à la tête de chacune d'elles sera placé un caporal pris dans son sein, au choix du commandant de la place sur la présentation de trois sujets, faite par le commandant de la compagnie.

5. Ces conscrits recevront le pain comme les autres troupes ; ils recevront la même solde, sauf les deniers de poche, qui seront mis en masse, et tenus à la disposition du général commandant la division, pour être employés comme il sera dit ci-après.

6. Ils seront logés dans une caserne particulière, et n'auront que des demi-fournitures.

7. Ils seront constamment consignés dans leurs casernes, n'en sortiront qu'en troupe pour les corvées, les exercices et les travaux : lorsqu'ils auront obtenu la permission de sortir individuellement, ils seront toujours accompagnés par un sous-officier.

8. La garnison fournira toutes les gardes, les plantons, rondes et patrouilles nécessaires pour la police et la sûreté du dépôt : il sera fourni, de plus, par les dépôts de gendarmerie des départemens formant chaque arrondissement, le nombre de brigades nécessaire pour prévenir l'évasion des conscrits réfractaires.

9. Les dépôts de conscrits ne se trouveront jamais aux exercices et manœuvres de la garnison, ne feront point le service avec elle.

10. Leurs vêtemens auront la forme et les couleurs affectées à l'infanterie, mais sans paremens, collet ni revers distinctifs.

Leur unique coiffure sera un bonnet de police : leurs cheveux seront constamment tenus extrêmement courts. Ils auront des fusils sans baïonnette.

11. Les conscrits seront, pour les fautes légères, condamnés,

par leurs officiers et sergens, aux mêmes punitions de discipline que le reste des troupes ; mais la durée en sera toujours augmentée.

Pour les fautes graves, ils seront déferés à un conseil composé du commandant de la place, du capitaine et du lieutenant de la compagnie. Ce conseil prononcera les punitions qu'il jugera les plus propres à réprimer les coupables ; le tout d'après l'instruction qui sera rédigée par le ministre de la guerre.

Pour les délits, ils seront déferés aux conseils de guerre institués par la loi du 13 brumaire an 5 ; et pour la désertion, ils seront traduits à un conseil de guerre spécial, formé dans la place du dépôt, et organisé ainsi qu'il sera dit ci-après.

12. Il ne sera formé une seconde compagnie dans chaque dépôt, que du moment où la première sera complétée.

Lorsqu'il y aura deux compagnies formées, le commandement du dépôt appartiendra au capitaine de la première compagnie formée.

13. Le général commandant la division aura la faculté de faire relever, aussi souvent qu'il le jugera convenable, tout ou partie des officiers et sous-officiers attachés au dépôt. Ils seront relevés de droit, lorsque le corps dont ils feront partie sortira des divisions formant l'arrondissement du dépôt.

14. Les conscrits seront occupés chaque jour, ou à leur instruction militaire, ou à des corvées dans les arsenaux, ou à la réparation des fortifications de la place, ou à d'autres travaux qui seront ouverts à cet effet. Ils ne recevront pour ces travaux ni soldé ni traitement ; mais on tiendra note de ceux qui montreront le plus de zèle pour s'instruire et d'activité dans les travaux. Ces notes seront, lors de la revue, remises à l'inspecteur du dépôt.

15. Chaque dépôt sera inspecté, une fois chaque trimestre, par un officier supérieur ou général délégué à cet effet par le général commandant la division.

Cet officier prendra des notes sur l'instruction, la tenue et la conduite de chaque conscrit, et les adressera au général divisionnaire.

Le général commandant la division inspectera lui-même, deux fois par an, chaque compagnie ; et, d'après les comptes qu'il recevra des capitaines, et les renseignements qui lui auront été transmis par les inspecteurs qu'il aura nommés, il désignera ceux d'entre les conscrits réfractaires qui lui paroîtront dignes d'être incorporés dans l'armée. Ceux que, d'après son rapport, le ministre de la guerre aura jugés tels, seront conduits par des officiers et sous-officiers de la compagnie du dépôt, au corps de troupes à pied ou à cheval que le général divisionnaire déterminera, d'après les instructions du ministre de la guerre.

Le général divisionnaire pourra accorder des gratifications à ceux

des conscrits réfractaires qui auront rempli, avec le plus d'intelligence et de fermeté, les fonctions de caporal, ou qui se seront fait distinguer par leur instruction et leur activité dans les travaux. Ces gratifications seront prises sur la masse des deniers de poche.

## TITRE II.

### *Composition et compétence des conseils de guerre spéciaux.*

16. Tout sous-officier et soldat accusé de désertion, et tout conscrit condamné comme réfractaire, qui, après avoir été traduit au dépôt, sera accusé de désertion, sera jugé par un conseil de guerre spécial.

17. Le conseil de guerre spécial sera composé de sept membres ; savoir :

Un officier supérieur,  
Quatre capitaines,  
Deux lieutenans,

Un officier d'état-major, ou de gendarmerie, ou de la garnison, ayant au moins le grade de lieutenant, fera les fonctions de rapporteur et de commissaire du Gouvernement ; et un sous-officier à son choix, celles de greffier.

18. Les membres du conseil de guerre, et le rapporteur, seront nommés par le commandant d'armes ou du lieu ; et à l'armée, par le général de brigade sous les ordres duquel sera le corps de l'accusé.

19. Les membres du conseil de guerre seront pris dans les différens corps de la garnison ; et à l'armée, dans les différens corps sous les ordres d'un même général de brigade. Ils seront commandés à tour de rôle et à l'ordre par ledit commandant d'armes ou général de brigade, la veille du jour où le conseil devra se réunir.

S'il n'y avoit dans la place, ou sous les ordres du général de brigade, que le corps de l'accusé, les membres du conseil de guerre spécial seroient tous pris dans ce corps ; et s'il n'y en avoit pas assez pour former ledit conseil, il en seroit appelé un nombre suffisant de la garnison ou de la troupe la plus voisine.

20. A moins de maladie bien constatée, ou autre empêchement légitime, nul officier ne pourra refuser de remplir les fonctions auxquelles il aura été appelé près le conseil de guerre spécial, sous peine de destitution.

21. Le conseil de guerre spécial ne connaîtra que du crime de désertion, et des circonstances aggravantes ci-après exprimées.

22. Tout conseil de guerre spécial sera dissous dès qu'il aura prononcé sur le délit pour le jugement duquel il aura été convoqué.

Aucun des membres qui l'auront composé, ne pourra être appelé de nouveau à un conseil de guerre spécial qu'à son tour de rôle.

Le même officier ne pourra remplir les fonctions de rapporteur dans deux affaires consécutives.

### TITRE III.

#### *Procédure devant le conseil de guerre spécial.*

23. Tout chef de corps ou de détachement militaire dont un sous-officier ou soldat aura abandonné ou n'aura pas rejoint ses drapeaux, devra, sous peine de quinze jours d'arrêts forcés, et de plus forte peine s'il y a lieu, porter plainte contre ledit sous-officier ou soldat, dans les vingt-quatre heures qui suivront l'époque où, en exécution du titre IX du présent arrêté, il devra être réputé déserteur.

Cette plainte sera portée, dans l'intérieur de la république, au commandant d'armes ou du lieu; et à l'armée, au général de brigade sous les ordres duquel sera le corps ou le détachement.

Copie de ladite plainte sera inscrite sur les registres des délibérations du conseil d'administration, dans les vingt-quatre heures où elle aura été portée; le chef du corps sera tenu d'annexer au registre le récépissé de la plainte, qui lui sera donné par le commandant d'armes ou général de brigade.

24. Les nom, prénoms, lieu de naissance, domicile au moment où il est entré au service, âge, grade, signalement de l'accusé, le corps dont il fait partie, et le jour de sa désertion, seront expressément mentionnés dans la plainte. Les témoins y seront également désignés.

25. Le commandant d'armes ou du lieu, ou le général de brigade, suivant les cas ci-dessus exprimés, mettra au bas de la plainte : *Soit informé ainsi qu'il est requis.*

S'il croit devoir se refuser à donner cette autorisation, il mettra au bas de la plainte : *Il n'y a pas lieu à informer*; il signera sa décision, et dans les vingt-heures il en fera connoître les motifs au ministre, qui prononcera sans délai.

26. S'il autorise l'information, le rapporteur qu'il aura nommé au bas de la plainte, s'occupera de suite à instruire le procès, de manière qu'en trois jours l'affaire soit jugée contradictoirement ou par contumace.

27. Le rapporteur entendra de suite les témoins, interrogera le prévenu (s'il est arrêté); et s'il y a des preuves matérielles du délit, il les constatera.

28. Le témoin sera cité par une cédula, signée du rapporteur, elle lui sera remise par une ordonnance.

29. Les déclarations des témoins seront reçues à la suite les unes des autres, sur un seul cahier.

30. Chaque déclaration sera signée du témoin, du rapporteur et du greffier. Si le témoin ne sait ou ne veut signer, il en sera fait mention.

31. Le rapporteur interrogera le prévenu sur ses nom, prénoms, âge, lieu de naissance, domicile au moment de son entrée au service, sur le délit et sur ses circonstances.

32. Il lui représentera, s'il y en a, les preuves matérielles du délit, pour qu'il déclare s'il les reconnoît.

33. S'il y a plusieurs prévenus dans une même affaire, le rapporteur les interrogera séparément. Chaque interrogatoire, rédigé sur un cahier séparé, sera clos par la signature de l'accusé, du rapporteur et du greffier. Si l'accusé ne sait ou ne veut signer, il en sera fait mention.

34. L'information étant terminée, le conseil de guerre sera assemblé.

Si le conseil ne trouve pas que l'instruction soit complète, il ordonnera un plus amplement informé, qui ne pourra être prolongé au-delà de deux fois vingt-quatre heures.

Si, outre le crime de désertion, le conseil de guerre trouve que l'accusé en a commis un plus sévèrement puni par les lois, il renverra l'accusé, la procédure et les pièces du procès, pardevant le tribunal compétent, et il en rendra compte au ministre.

Si, au contraire, le conseil trouve que l'accusé n'a pas commis le crime de désertion, mais un délit moins grave, après l'avoir acquitté du crime de désertion, il le renverra, pour être puni, au tribunal ou chef militaire compétent.

Tout tribunal auquel un conseil de guerre spécial aura renvoyé un accusé de désertion comme en même temps accusé d'un crime, plus sévèrement puni par les lois, renverra l'accusé après son jugement, s'il n'est pas condamné à une peine plus grave que celles portées contre la désertion, au conseil de guerre spécial, pour prononcer sur le crime de désertion dont la connoissance lui est expressément et privativement attribuée.

Il en sera usé de même par tout tribunal qui devra prononcer sur un individu accusé de désertion.

35. Hormis dans le cas prévu dans le paragraphe 2 de l'article 34, le conseil de guerre, une fois assemblé, ne pourra déssemparer avant d'avoir jugé le procès pour lequel il aura été convoqué. Il entendra la lecture de l'information, celle des pièces du procès, s'il y en a; l'interrogatoire de l'accusé; fera ensuite introduire dans

la salle de la séance l'accusé, entendra les témoins, les conclusions du rapporteur, et enfin l'accusé.

36. Le président, au nom et de l'avis du conseil de guerre spécial, posera toutes les questions qui résultent de la plainte. Elles seront posées de la manière suivante :

« N. . . . est-il convaincu de s'être rendu coupable du crime de désertion ?

« N. . . . est-il déserté à l'intérieur ?

« N. . . . etc. ».

Les questions relatives aux circonstances de la désertion seront présentées chacune séparément, sans qu'il soit nécessaire de commencer par les plus aggravantes.

37. Les questions étant définitivement posées en public, et en présence de l'accusé, celui-ci sera reconduit en prison. Le président se retirera ensuite avec les autres membres du conseil de guerre spécial, dans la salle voisine, ou bien il fera sortir les spectateurs ; et les membres du conseil de guerre délibéreront à huis clos, en présence seulement du rapporteur.

38. Le président recueillera les voix en commençant par le grade inférieur, et par le moins ancien dans chaque grade : il émettra son opinion le dernier. Chacun des juges émettra son opinion par écrit, et la signera.

39. Si l'accusé est acquitté, il sera renvoyé à son corps pour y reprendre son service.

S'il est déclaré déserteur, le conseil le condamnera aux peines portées contre les coupables de ce crime.

40. Le jugement sera rendu à la majorité absolue des voix, et inscrit sur un registre à ce destiné et appartenant au corps du prévenu. L'information et les autres pièces du procès seront transcrites sur le même registre, et y seront annexées. L'énoncé du jugement rappellera les nom, prénoms, lieu de naissance, domicile, âge, grade et signalement de l'accusé.

41. Il est expressément défendu au conseil de guerre spécial, sous peine de forfaiture, de commuer ni de diminuer les peines ci-après portées contre les déserteurs.

42. Les jugemens des conseils de guerre spéciaux ne seront sujets ni à appel, ni à cassation, ni à révision : ils seront exécutés à la diligence du rapporteur, et, en ce qui concerne l'amende, à celle de l'administration des domaines et de l'enregistrement, ainsi qu'il sera dit ci-après.

43. Les conseils de guerre spéciaux tiendront leurs séances chez le commandant d'armes de la place, qui sera tenu de chauffer et éclairer le lieu de la séance, sans qu'il puisse pour cela réclamer aucune somme ni dédommagement.



Dans les lieux où il n'y aura pas de commandant d'armes en titre, la séance se tiendra à l'hôtel de la mairie, et aux frais de la commune;

A l'armée, sous une tente qui sera dressée à cet effet.

## TITRE IV.

### *Des peines contre la désertion.*

44. Les peines de la désertion seront, suivant les circonstances du délit,

- 1.<sup>o</sup> La mort;
- 2.<sup>o</sup> Le boulet;
- 3.<sup>o</sup> Les travaux publics;
- 4.<sup>o</sup> L'amende dans tous les cas.

## TITRE V.

### *De la peine de mort.*

45. Les déserteurs condamnés à la mort continueront à être passés par les armes.

L'amende à laquelle ils seront condamnés, sera recouvrée ainsi qu'il sera dit titre VIII.

## TITRE VI.

### *De la peine du boulet.*

46. Les condamnés à la peine du boulet seront employés, dans les grandes places de guerre, à des travaux spéciaux.

Ils traineront un boulet de huit, attaché à une chaîne de fer de deux mètres et demi de longueur.

Ils travailleront huit heures par jour, depuis le premier brumaire jusqu'au premier germinal, et dix heures pendant le reste de l'année. Leurs ateliers seront toujours isolés de tous autres ateliers.

Ils porteront un vêtement particulier, dont la forme et les couleurs différeront absolument de la forme et des couleurs affectées à l'armée : ils n'auront que des sabots pour chaussure.

Ils ne pourront ni couper ni raser leur barbe : leurs cheveux et leurs moustaches seront rasés tous les huit jours.

Hors le temps des travaux, ils seront détenus et enchaînés dans des prisons particulières destinées à cet effet.

47. Le ministre de la guerre déterminera le nombre de places dans lesquelles il y aura des condamnés au boulet; celui des condamnés au boulet qui seront dans chaque place; les travaux auxquels ils seront employés; l'étoffe, la forme et la couleur de leurs vêtemens, leur régime, police et discipline en santé et en maladie, dans leurs prisons et pendant leurs travaux : il déterminera enfin le nombre, l'espèce et la solde de leurs surveillans, et la manière de prévenir leur évasion.

Il sera successivement désigné au moins dix places de guerre dans lesquelles des condamnés au boulet seront détenus.

48. Les journées des condamnés au boulet leur seront payées moitié moins que celles des journaliers ordinaires du pays.

Un tiers des sommes que chaque condamné au boulet aura gagnées, lui sera remis pour être employé à améliorer sa nourriture; un tiers lui sera remis au moment où il sera mis en liberté; le dernier tiers restera à la disposition du ministre de la guerre, pour subvenir à une partie des dépenses des condamnés au boulet.

49. Il sera passé chaque année une revue des condamnés au boulet par un inspecteur délégué à cet effet par le ministre de la guerre. Cet inspecteur, après avoir recueilli tous les renseignemens relatifs à la subordination, à la conduite et à l'activité dans les travaux de chacun des condamnés au boulet, désignera, dans son rapport au ministre de la guerre, ceux qui lui paroîtront avoir des titres à l'indulgence du gouvernement. Le ministre fera son rapport au premier consul, qui prononcera.

50. Il est expressément défendu à qui que ce soit de procurer aux condamnés au boulet d'autres vêtemens que ceux qui leur sont assignés, de leur en laisser porter d'autres, de leur couper ou faciliter les moyens de couper leur barbe, d'exciter ou favoriser leur évasion de toute autre manière.

Sera réputé fauteur de desertion, et, comme tel, puni par voie de police correctionnelle, des peines portées par la loi du 24 brumaire an 6, tout individu convaincu de leur avoir procuré ou laissé porter d'autres vêtemens que ceux qui leur seront assignés; de leur avoir fourni ou facilité les moyens de couper ou raser leur barbe; ou d'avoir de toute autre manière excité ou favorisé leur évasion.

Tout individu qui aura arrêté un condamné au boulet qui s'évadé, recevra une gratification de cent francs.

La peine de tout condamné au boulet qui révélera un complot d'évasion formé par un ou plusieurs de ces condamnés sera commuée en celle des travaux publics.

Tout condamné au boulet qui s'évadé, sera condamné par la commission qui sera désignée ci-après, soit à une détention double

de celle qu'il devoit subir, soit à trainer deux boulets pendant tout le temps de sa détention.

51. Les peines de discipline et police seront prononcées, contre les condamnés au boulet, par le commandant de la place, d'après une instruction dressée à cet effet par le ministre de la guerre.

Pour les délits graves qu'ils pourront commettre, ils seront déférés à une commission militaire composée du commandant de la place, et de quatre officiers supérieurs les plus anciens du grade le plus élevé dans la garnison. Le commandant de la gendarmerie, dans ladite place, fera, près de cette commission, les fonctions de rapporteur. Cette commission les condamnera, suivant la nature et la gravité du délit, soit à la mort, soit à une plus longue détention, soit au double boulet pendant un temps déterminé. Le jugement de la commission ne pourra être exécuté qu'avec l'approbation du général commandant la division.

Toutes les fois qu'un condamné au boulet aura été condamné par la commission ci-dessus, soit au double boulet, soit à une plus longue détention, il lui sera fait, par son jugement, défense, sous peine de deux ans de fers, de fixer sa résidence, lorsqu'il aura été mis en liberté, à moins de vingt lieues de la ville où siège le gouvernement. Cette peine lui sera infligée par le conseil de guerre devant lequel il sera traduit.

## TITRE VII.

### *De la peine des travaux publics.*

52. Les déserteurs condamnés aux travaux publics seront employés, soit à des travaux militaires, soit à des travaux civils.

Ils ne porteront ni chaîne ni fers, que lorsqu'ils y auront été momentanément condamnés par mesure de police ou discipline.

Ils travailleront le même nombre d'heures que les ouvriers du pays.

Leurs vêtemens pourront conserver quelque chose des formes militaires, mais différeront des couleurs affectées à l'armée et de celles qui le seront aux condamnés au boulet : ils porteront des souliers.

Ils ne pourront ni couper, ni raser leur barbe ; ils conserveront leurs moustaches ; leurs cheveux seront rasés tous les huit jours.

Ils seront ou logés dans les casernes particulières, qui n'auront aucune communication avec celles de la garnison, ou bien campés ou baraqués proche de leurs travaux.

Dans leurs casernes ils auront des demi-fouritures ; dans leurs tentes ou baraques, les effets ordinaires de campement.

Ils recevront le pain militaire, et une ration de riz ou légumes secs.

53. Chaque atelier sera composé de soixante-douze hommes, et sera divisé en six sections.

Il y aura pour chaque atelier une garde de police et de sûreté, composée de sous-officiers et gendarmes pris dans les dépôts de ce corps.

La force en sera réglée par le ministre de la guerre.

Ces sous-officiers et gendarmes recevront une augmentation de traitement d'un quart en sus.

Chaque section sera commandée par un chef de section pris parmi les condamnés.

Le chef de section aura un traitement particulier de dix centimes par jour.

Il ne sera formé un second atelier que lorsque le premier sera complet. Lorsqu'il y aura plusieurs ateliers formés, on n'en formera de nouveaux qu'après avoir complété les premiers.

Le ministre de la guerre et le ministre de l'intérieur se concerteront à l'effet de procurer sans cesse du travail aux ateliers : mais on ne mettra jamais plus de quatre ateliers les uns à portée des autres.

Le ministre de la guerre déterminera la forme et la couleur des vêtemens des condamnés aux travaux leur régime, police et discipline, tant en santé qu'en maladie, dans leurs camps ou casernes, et pendant leurs travaux, et donnera tous les ordres nécessaires pour prévenir leur évasion.

Les journées des déserteurs condamnés aux travaux seront payées un quart moins que celles des journaliers ordinaires du pays.

Le prix de ces travaux sera réparti ainsi qu'il est dit article 48.

Il sera passé, tous les six mois, une revue de chaque atelier par un inspecteur délégué à cet effet par le ministre de la guerre. Cet inspecteur désignera, dans son rapport au ministre, ceux des condamnés qui lui paroîtront dignes par leur conduite, leur subordination, leur activité aux travaux, d'obtenir leur grâce. Le ministre fera son rapport au premier consul, qui prononcera.

54. Les paragraphes 1 et 2 de l'article 50, relatifs aux auteurs de désertion des condamnés au boulet, sont déclarés communs aux auteurs de désertion des condamnés aux travaux publics.

Tout individu qui arrêtera un condamné aux travaux qui s'évadera, recevra une gratification de cent francs.

Tout condamné aux travaux qui révélera un complot d'évasion formé par un ou plusieurs condamnés aux travaux, recevra sa grâce.

55. Les peines de discipline et police seront prononcées contre

les condamnés aux travaux, par le maréchal-des-logis de gendarmerie chargé de la surveillance de l'atelier; et ce, d'après une instruction rédigée à cet effet par le ministre de la guerre.

Pour les délits graves, ils seront traduits devant une commission militaire composée ainsi qu'il est dit article 51. Cette commission les condamnera, suivant la nature et la gravité du délit, soit à mort, soit à la peine du boulet, pendant un temps qui ne pourra excéder dix ans, soit à une prolongation à la peine des travaux publics. Le jugement de la commission ne pourra être exécuté qu'avec l'approbation du général commandant la division.

## TITRE VIII.

### *De la peine de l'amende.*

56. Conformément à la loi du 17 ventose an 8, tout déserteur sera condamné à une amende de quinze cents francs.

57. Dans la huitaine qui suivra la condamnation d'un déserteur, le commandant du corps enverra au ministre deux copies du jugement. Ces copies seront certifiées conformes à l'original par le commandant d'armes ou du lieu, ou par le général de brigade qui aura assemblé le conseil de guerre.

58. Le ministre de la guerre légalisera l'une de ces copies, et l'enverra au directeur-général de l'administration de l'enregistrement et des domaines, pour faire poursuivre le paiement de l'amende, par les voies prescrites par la loi du 17 ventose an 8.

Le ministre de la guerre adressera chaque mois, au ministre du trésor public, un état nominatif de tous les déserteurs condamnés à l'amende pendant le mois précédent. Cet état fera connaître le département dans lequel se feront les poursuites, et le corps auquel l'amende devra être payée.

59. Il est alloué à l'administration de l'enregistrement, pour remises et frais, cinq centimes sur la recette desdites amendes. Ces amendes seront versées directement par les préposés de la régie aux receveurs d'arrondissement, qui s'en chargeront en recette. Ils en délivreront récépissé particulier par duplicata. Le duplicata de ce récépissé sera adressé par la régie, au conseil d'administration du régiment ou du corps auquel le condamné appartenait.

Le produit desdites amendes sera délivré aux conseils d'administration par le trésor public, sur la demande qu'ils en feront au ministre de ce département, appuyé du duplicata du récépissé dont l'envoi leur aura été fait.

Ce paiement sera ordonné en conformité de l'arrêté du 26 floréal an 11 (1).

---

(1) Ces opérations se font à la diligence de la direction générale de la conscription. Voyez le décret du 8 juillet 1806.

60. Il sera accordé au greffier du conseil de guerre spécial, dix francs pour la totalité des actes qu'il rédigera dans une même affaire jugée contradictoirement, soit auprès du rapporteur, soit auprès du conseil de guerre, y compris la transcription de la minute de la procédure et des autres pièces du procès sur le registre à ce destiné, les copies du jugement pour le ministre de la guerre, celle qui doit être déposée au lieu où sera détenu le condamné, et celle pour le général de la division.

Lorsque l'affaire aura été jugée par contumace, le greffier n'aura que six francs.

61. Les membres du conseil de guerre spécial et le rapporteur n'auront droit, en raison de leurs fonctions respectives, à aucune indemnité, ni gratification, ni traitement; ils les exerceront gratuitement.

62. Les militaires, les inspecteurs aux revues, les commissaires des guerres, les employés à l'armée ou à sa suite, qui reçoivent directement de la république un traitement d'activité, appelés en témoignage, ne pourront prétendre, à raison de leur déplacement, soit pendant le voyage, soit pendant le séjour, qu'à l'indemnité de route fixée à leur grade respectif.

63. Les citoyens non militaires et les employés à l'armée ou attachés à sa suite, auxquels la république ne paie directement aucun traitement d'activité, recevront, lorsqu'ils seront appelés en témoignage, une indemnité de deux francs cinquante centimes par jour de voyage ou de séjour.

64. Il sera également accordé une indemnité aux interprètes, laquelle ne pourra excéder six francs par séance entière de jour, et neuf francs de nuit, non compris la traduction des pièces de conviction, dont le prix sera évalué séparément, et suivant la nature du travail, par le conseil de guerre spécial.

65. Les indemnités prescrites par les articles précédens, ainsi que les gratifications accordées par les arrêtés du gouvernement aux gendarmes et préposés aux douanes qui auront arrêté un déserteur, seront payées *par le corps du condamné*; savoir, au témoin, sur la représentation de la citation, au bas de laquelle le rapporteur aura fixé le montant de la taxe; à l'interprète, sur la représentation de la citation en vertu de laquelle il aura été appelé pour remplir les fonctions d'interprète, et au bas de laquelle le conseil de guerre aura fixé le montant de ce qui lui est dû; au gendarme ou préposé aux douanes, sur la représentation du procès-verbal d'arrestation; et au greffier, lors de la remise des pièces. Les sommes ci-dessus seront prélevées sur le produit des amendes que les déserteurs condamnés doivent payer.

66. Il sera tenu, dans chaque corps, un état du produit desdites amendes, et des dépenses qui auront eu lieu en exécution de l'article précédent. L'excédant

desdites dépenses sera , conformément à l'article 12 de la loi du 17 ventose an 8 , uniquement destiné , par les corps , à remplacer par enrôlemens volontaires les déserteurs condamnés.

## TITRE IX.

### *Application des peines contre la désertion.*

67. Sera puni de mort ,

1<sup>o</sup>. Le déserteur à l'ennemi ;

2<sup>o</sup>. Tout chef de complot de désertion ;

3<sup>o</sup>. Tout déserteur étant en faction ;

4<sup>o</sup>. Tout déserteur qui aura emporté ses armes ou celles de ses camarades (1) ; .

5<sup>o</sup>. Tout déserteur à l'étranger , qui aura pris du service , ou qui y sera passé une seconde fois ;

6<sup>o</sup>. Tout condamné au boulet ou aux travaux , qui se sera rendu coupable de révolte ou soulèvement contre ses surveillans , ses chefs ou la garde ; qui aura commis un crime puni , par le code pénal ou par le code militaire , de la mort ou des fers.

68. Seront réputés déserteurs à l'ennemi , ceux qui ont été qualifiés comme tels par la loi du 21 brumaire an 5.

Seront réputés chefs de complot , ceux qui ont été qualifiés comme tels par la loi précitée (2).

69. Seront punis de la peine du boulet ,

1<sup>o</sup>. Le déserteur à l'étranger ;

2<sup>o</sup>. Le déserteur à l'intérieur qui aura emporté des vêtemens ou des effets appartenant à ses camarades ;

3<sup>o</sup>. Le déserteur à l'intérieur qui , à l'avenir , aura déserté plus d'une fois ;

4<sup>o</sup>. Le déserteur des travaux publics.

70. La durée de la peine du boulet sera toujours de dix ans , et sera augmentée de deux ans pour chacune des circonstances ci-après ; savoir :

1<sup>o</sup>. Si la désertion n'a pas été individuelle ;

2<sup>o</sup>. Si le coupable étoit d'un service quelconque , où s'il a escaladé les remparts ;

3<sup>o</sup>. S'il est déserté de l'armée , ou d'une place de première ligne.

71. Sera réputé déserteur à l'étranger , tout sous - officier ou

(1) Voir Avis du conseil d'état , du 22 ventose an 12.

(2) Voir les décrets des 23 ventose an 13 , et 8 vendémiaire an 14.

soldat qui, sans ordre ou permission par écrit de son supérieur, aura franchi les limites fixées par le commandant de la troupe dont il fait partie, et qui sera arrêté dans les deux lieues de l'extrême frontière, allant vers cette frontière, lorsque sa famille n'aura pas son domicile dans ledit espace de deux lieues, et du côté où il se dirigeoit.

72. La désertion à l'intérieur sera punie de la peine des travaux publics.

La durée de la peine des travaux publics sera toujours de trois ans ; mais elle sera augmentée de deux ans pour chacune des circonstances suivantes :

1°. Si la désertion n'a pas été individuelle ;

2°. Si le coupable étoit d'un service quelconque, ou s'il a escaladé les remparts ;

3°. S'il est déserté de l'armée ou d'une place de première ligne ;

4°. S'il a emporté des effets fournis par l'état ou par le corps ;

73. Pendant la guerre, sera réputé déserteur, tout sous-officier ou soldat qui aura abandonné son corps sans permission, ou qui, ayant obtenu un congé, n'aura pas rejoint après l'expiration dudit congé ;

Sera réputé avoir abandonné son corps, celui qui, à l'armée, ou dans une place de guerre, en sera absent depuis vingt-quatre heures, et en tout autre lieu depuis quarante-huit heures.

Sera réputé n'avoir pas rejoint après l'expiration de son congé, celui qui aura dépassé de huit jours la durée dudit congé.

74. Pendant la paix, sera réputé déserteur, tout sous-officier ou soldat qui, ayant plus de six mois de service, aura abandonné son corps depuis trois fois vingt-quatre heures, dans un camp ou une place de guerre, et depuis huit jours dans tout autre lieu, ou qui aura dépassé de quinze jours la durée de son congé.

Celui qui, ayant moins de six mois de service, abandonnera son corps dans un camp ou une place de guerre, ne sera déclaré déserteur qu'après quinze jours d'absence, et qu'après un mois dans tout autre lieu.

Celui qui aura moins de six mois de service, et qui aura obtenu un congé, ne sera déclaré déserteur qu'après un mois du jour de l'expiration de son congé.

Ne pourront prétendre à jouir des jours de repentir accordés par le présent article aux individus qui auront moins de six mois de service, ceux dont la désertion n'aura pas été individuelle, ceux qui auront déserté étant de service, et ceux qui auront emporté leur habit. Ils seront dénoncés comme déserteurs après le temps fixé pour ceux qui ont plus de six mois de service.

75. Sera déclaré déserteur et puni comme tel, tout conscrit qui,



condamné comme réfractaire et comme tel conduit à l'un des dépôts formés en exécution du présent arrêté, s'en sera absenté depuis vingt-quatre heures, ou aura abandonné depuis le même temps le détachement dont il faisoit partie.

## TITRE X.

### *De l'exécution des jugemens.*

76. Tout déserteur condamné à la mort sera exécuté ainsi qu'il a été prescrit par les lois antérieures.

77. Tout déserteur condamné au boulet sera conduit à la parade le lendemain du jour où il aura été jugé.

Il y paroitra trainant le boulet, et revêtu de l'habillement des condamnés au boulet.

Il entendra la lecture de sa sentence à genoux et les yeux bandés. Il parcourra, toujours les yeux bandés, le front entier des gardes et de son corps, qui sera en bataille.

Le corps dont il faisoit partie défilera ensuite devant lui à la tête des gardes du jour : sa compagnie marchera la première.

78. Le déserteur condamné aux travaux publics arrivera à la parade revêtu de l'habillement prescrit aux condamnés aux travaux publics. Il entendra sa sentence debout, n'aura point les yeux bandés ; il ne parcourra ni le front de la parade, ni celui de son corps ; les gardes et son corps défileront devant lui.

79. Les déserteurs condamnés partiront dans les vingt-quatre heures, sous l'escorte de la gendarmerie ; ils seront conduits directement au lieu où ils doivent subir leur peine.

80. Les gendarmes chargés de conduire les condamnés dans les places ou autres lieux où ils devront être mis aux travaux publics ou au boulet, seront porteurs, sous peine d'un mois de prison, d'une copie en forme du jugement de chaque condamné.

Cette copie sera enregistrée par le commissaire des guerres, et, à son défaut, par le maire du lieu, sur un registre établi à cet effet, est y demeurera annexée. Le commandant d'arme ou du lieu signera cet enregistrement.

## TITRE XI.

### *De la cessation de la peine.*

81. Il sera délivré une cartouche rouge à tout condamné au boulet qui sera mis en liberté, après avoir subi le nombre d'années de détention auquel il aura été condamné : cette cartouche portera qu'il est libéré de la peine du boulet. La cartouche de celui qui ne

devra point fixer sa résidence à moins de vingt lieues de l'endroit où siégera le gouvernement, en fera mention.

Sa cartouche lui sera délivrée par le surveillant des condamnés, visée par le commandant d'armes et par le commissaire des guerres, approuvée par le général commandant la division.

Il sera fait mention de la délivrance de la cartouche dans le registre, à la marge de l'enregistrement du jugement.

82. Tout condamné au boulet, dont la peine aura été commuée en celle de travaux publics, ne recevra point de cartouche : copie des lettres de commutation de peine qui lui auront été accordées, sera inscrite à la marge de l'enregistrement de son jugement de condamnation. Il sera conduit par la gendarmerie à l'atelier des travaux publics désigné par le ministre de la guerre.

83. Tout condamné aux travaux publics qui aura subi sa peine ou obtenu sa grace, sera mis en liberté : il recevra une cartouche sur papier blanc, portant qu'il a expié sa peine, et qu'il est, à compter de ce jour, à la disposition du gouvernement pendant huit ans.

Il sera de suite placé dans le corps de troupes qui sera indiqué par le ministre de la guerre. Il y sera inscrit au moment de son arrivée, comme un recrue ordinaire, et traité de même. Il ne sera fait sur les contrôles du corps aucune mention de la peine qu'il aura subie.

Sa cartouche lui sera délivrée par le maréchal-des-logis de la gendarmerie, visée par le commandant d'armes et par le commissaire des guerres, approuvée par le général commandant la division. Il sera fait mention de la délivrance de la cartouche à la marge de l'enregistrement du jugement.

## TITRE XII.

### *Dispositions générales.*

84. Lecture du présent arrêté sera faite, le premier dimanche de chaque mois, à tous les corps de l'armée française.

85. Pareille lecture sera faite, aux mêmes époques, aux condamnés aux travaux publics et aux condamnés au boulet.

86. Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées.

87. Les ministres sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au bulletin des lois.

FORMULES (1) et INSTRUCTIONS rédigées par le ministre de la guerre, pour l'exécution de l'Arrêté du 19 vendémiaire an 12, portant création des conseils de guerre spéciaux.

PREMIÈRE FORMULE.

Plainte (2).

Au citoyen commandant d'armes de la place d division militaire de l'intérieur (3).

Le citoyen colonel (4) du (mettre le numéro du régiment), régiment de (désigner l'arme), a l'honneur de vous représenter que (mettre les nom et prénoms du déserteur), né à département d âgé de (mettre ici son grade et son signalement, et désigner le corps dont il fait partie), a abandonné ses drapeaux (5) le du mois

(1) Voir pour les changements les Formules du 8 frimaire an 6, et la Circulaire du 5 janvier 1807.

(2) L'article 23, titre III de l'arrêté du gouvernement, du 19 vendémiaire an 12, est conçu ainsi qu'il suit :

« Tout chef de corps ou de détachement militaire, dont un sous-officier ou » soldat aura abandonné ou n'aura pas rejoint ses drapeaux, devra, sous peine » de quinze jours d'arrêts forcés, et de plus forte peine, s'il y a lieu, porter plainte, » contre ledit officier ou soldat, dans les vingt-quatre heures qui suivront » l'époque où, en exécution du titre IX du présent arrêté, il devra être réputé » déserteur. »

(3) A l'armée, cette plainte doit toujours être adressée au général de brigade sous les ordres duquel se trouve le corps ou le détachement dont fait partie l'accusé.

Dans les divisions militaires de l'intérieur, elle doit être adressée au commandant d'armes de la place dans laquelle se trouve le corps ou détachement dont fait partie l'accusé, et, à défaut de commandant d'armes, au commandant du lieu.

(4) Si celui qui porte plainte n'est pas colonel, il fera mention du corps ou du détachement militaire dont il est chef.

(5) Si l'accusé est déserteur pour avoir dépassé son congé et n'avoir pas rejoint dans le délai de faveur accordé par l'arrêté précité, au lieu des mots *a abandonné ses drapeaux le* du mois de an et *n'a plus reparu au corps depuis cette époque*, il faut mettre : *Ayant obtenu un congé limité pour en jouir, à dater du* du mois de an *jusqu'au* du mois de suivant, en a dépassé la durée, et n'a pas rejoint dans le délai de faveur accordé par le titre IX de l'arrêté du 19 vendémiaire an 12.

de an (1), et n'a plus reparu au corps depuis cette époque (*si la désertion de l'accusé est accompagnée de circonstances aggravantes, il faut les énoncer ici; il faut en outre indiquer les témoins (2), et si l'accusé a été arrêté, indiquer la prison dans laquelle il est détenu*).

Pourquoi il vous demande qu'il en soit informé, afin que ledit (*mettre ici le nom du déserteur*), soit ensuite jugé, conformément à l'arrêté du gouvernement du 19 vendémiaire an 12.

Il vous demande en outre de lui donner un récépissé de la présente plainte, afin de l'annexer, ainsi qu'il est prescrit par l'article 23, titre III de l'arrêté précité, au registre des délibérations du conseil d'administration, sur lequel registre copie de ladite plainte sera inscrite sous vingt-quatre heures.

Fait à le du mois de an

(*Place de la signature de celui qui porte la plainte (3).*)

#### DEUXIÈME FORMULE.

#### Réponse portant autorisation d'informer (4).

Soit informé ainsi qu'il est requis, en conséquence et en vertu de l'article 26, titre III de l'arrêté du gouvernement du 19 vendémiaire an 12, nommons pour rapporteur (5) le citoyen (*mettre son nom et son grade, et désigner le corps auquel il appartient*), et lui ordonnons de s'occuper de suite de l'instruction du procès, et de nous rendre compte de ses diligences, afin que nous convoquions le conseil de guerre spécial, et que l'affaire soit jugée sous trois jours, à dater de la présente (6).

Fait à le du mois de an

(*Place de la signature de celui à qui la plainte aura été adressée*).

(1) Indiquer l'heure de la disparition.

(2) En général, les témoins doivent être des sous-officiers et des soldats de la compagnie de l'accusé; ou si l'accusé a déserté étant de garde, des sous-officiers et des soldats de cette même garde.

(3) Voir la Circulaire du 5 janvier 1807.

(4) Cette réponse doit être mise au bas de la plainte.

(5) Ce rapporteur doit avoir au moins le grade de lieutenant, et être officier d'état-major, ou de gendarmerie, ou de la garrison.

Le même officier ne pourra remplir les fonctions de rapporteur dans deux affaires consécutives. (Art. 17 et 22 du titre II de l'arrêté du 19 vendémiaire an 12).

(6) Si le prévenu n'est pas en état d'arrestation, le commandant d'armes en

## TROISIÈME FORMULE.

*Réponse pour refuser la permission d'informer (1).*

Il n'y a point lieu à informer.

Fait à                      le                      du mois de                      an

( Place de la signature de celui à qui le plainte aura été adressée ).

## QUATRIÈME FORMULE.

*Cédule pour appeler un témoin (2).*

Nous                      ( mettre ici le nom et le grade du rapporteur, et désigner le corps auquel il appartient ), rapporteur nommé par ( mettre ici le nom et le grade de celui qui l'a nommé ).

Mandons à M.                      (3) ( mettre ici le nom et le grade de l'ordonnance, et désigner le corps auquel elle appartient ), de citer M.                      ( mettre ici le nom et le grade du témoin, et désigner le corps auquel il appartient; mais si le témoin n'est pas militaire, mettre son nom, son état ou profession et son domicile ) à comparoître à                      heure du                      ( dire si c'est du matin ou du soir ), le                      du mois de                      pardevant nous à                      ( désigner le lieu qui doit être celui où le conseil de guerre spécial tiendra sa séance ), pour faire sa déclaration sur les faits et circonstances mentionnés dans la plainte portée contre                      ( mettre ici les nom,

du lien, ou le général de brigade, qui aura répondu cette plainte, mettra le lendemain à l'ordre, qu'un tel                      est prévenu de désertion, que son procès va lui être fait dans les trois jours, et qu'en conséquence, il est ordonné à tout militaire de l'arrêter et conduire dans la prison militaire.

Copie de cet ordre du jour sera jointe au procès.

(1) « Cette réponse sera mise au bas de la plainte; et dans les vingt-quatre heures après, le général de brigade, le commandant d'armes ou du lien, qui l'aura donnée, en fera connoître les motifs au ministre de la guerre. (Art. 25, titre III, de l'arrêté du 19 vendémiaire an 12). »

(2) Les interprètes seront cités de la même manière que les témoins.

(3) Le témoin sera cité par une cédule signée du rapporteur. Elle lui sera remise par une ordonnance, (Article 28, titre III de l'arrêté du 19 vendémiaire an 12).

prénoms et grade de l'accusé, et désigner le corps auquel il appartient).

Ladite ordonnance chargée de notifier la présente citation, prévendra le témoin de s'y conformer, à peine d'y être contraint par les voies de droit, et lui en remettra copie (1).

Donné à                      le                      du mois de                      an

(Place de la signature du rapporteur).

*Si l'ordonnance sait écrire, elle mettra au bas de la cédule ci-dessus :*

Cejourd'hui                      du mois de                      an                      (2), j'ai remis à M.                      (*mettre le nom du témoin*), parlant à sa personne (3), copie de la cédule ci-dessus, et lui ai recommandé de s'y conformer, à peine d'y être contraint, dont acte; et j'ai signé.

*Si l'ordonnance ne sait pas écrire, elle fera un rapport verbal au rapporteur, qui en dressera acte au bas de la cédule.*

#### CINQUIÈME FORMULE.

#### *Taxe du témoin et de l'interprète (4).*

Le quartier-maitre du                      (*désigner ici le corps du déserteur*) paiera, sur la représentation de la présente, la somme de                      (5), à                      (*mettre ici le nom du témoin ou de l'interprète*), lequel a

(1) Le rapporteur remettra l'original et la copie de chaque cédule à l'ordonnance.

(2) Indiquer l'heure.

(3) Si l'ordonnance n'a pas trouvé le témoin, copie de la cédule sera laissée à la porte de son logement, en présence de deux voisins.

(4) Cette taxe sera faite au bas de la citation par le rapporteur, s'il s'agit d'un témoin; et par le conseil de guerre spécial, s'il s'agit d'un interprète.

(5) Cette somme sera payée par le corps auquel l'accusé appartient, et sera prélevée sur le produit des amendes; mais si le corps n'a pas de fonds provenant de ces amendes, il en fera provisoirement l'avance.

requis taxe pour indemnité, à raison de (1) par jour de voyage et de séjour, étant parti de pour se rendre à lieu de la séance du conseil de guerre spécial, en vertu de la citation ci-dessus.

Fait à le du mois de an

(Place de la signature du rapporteur).

*Nota.* Le témoin et l'interprète mettront leur acquit au bas de la taxe, et si le témoin ne sait signer, le rapporteur en fera mention.

SIXIÈME FORMULE.

*Mandat de paiement pour le greffier (2).*

Le quartier-maître du (designer ici le corps du déserteur) paiera, sur la représentation du présent, la somme de (3) à M. (mettre ici le nom et le grade du greffier, et designer le corps auquel il appartient), pour la totalité des actes qu'il a rédigés en qualité de greffier du conseil de guerre spécial, dans l'affaire du nommé (mettre ici le nom et le grade du déserteur, et designer le corps auquel il appartient), jugé le ainsi qu'il conste de l'information et de toutes les pièces du procès qui ont été inscrites et annexées au registre à ce destiné, et des-

(1) Le titre VIII de l'arrêté du 19 vendémiaire an 12, fait connaître les témoins à qui il est dû une indemnité, et la somme à leur allouer par journée de voyage et de séjour.

La journée de voyage est de 2 myriamètres 2 kilomètres et 222 mètres (5 lieues).

Quant aux interprètes, on peut leur allouer jusqu'à 6 francs par séance entière de jour, et 9 francs de nuit, non compris la traduction des pièces de conviction, dont le prix sera évalué séparément, et suivant la nature du travail.

Le conseil fera, en conséquence, mention dans la taxe, du nombre des séances de jour ou de nuit, etc.

(2) Ce mandat sera délivré et signé par le rapporteur du conseil de guerre spécial.

(3) Cette somme sera de 10 francs pour chaque affaire jugée contradictoirement, et de 6 francs pour chaque affaire jugée par contumace : elle sera payée par le corps auquel l'accusé appartient, et sera prélevée sur le produit des amendes ; mais si le corps n'a pas de fonds provenant de ces amendes, il en fera provisoirement l'avance.

Moyennant cette somme, le greffier sera tenu de se fournir et de fournir le conseil de papier, de plumes, d'encre, de canifs et d'écrivoires.

quels registre et pièces j'ai fait la remise au conseil d'administra-  
tion du corps, le du mois de an (1).

Fait à le du mois de an

## SEPTIÈME FORMULE.

*Information (2).*

L'an le du  
mois de

Nous (*mettre ici le nom et le grade du rapporteur, et désigner le corps auquel il appartient*), rapporteur nommé par (*mettre ici le nom et le grade de celui qui a répondu la plainte*), pour informer sur la plainte portée contre (*mettre ici les nom, prénoms, grade de l'accusé, et désigner le corps dont il fait partie*).

Assistés de M. (*mettre ici ses nom, prénoms, grade, et désigner le corps auquel il appartient*), dont nous avons fait choix (3) pour être notre greffier, et auquel nous avons fait prêter serment d'en bien et fidèlement remplir les fonctions,

Avons fait venir devant nous (4) (*mettre ici les nom, prénoms, âge, grade, état ou profession du témoin, et en outre faire mention du corps auquel il appartient, et s'il n'est pas militaire, du lieu de son domicile*), lequel, après avoir prêté serment entre nos mains de parler sans haine et sans crainte, et de dire la

(1) Le quartier-maître s'assurera, avant de payer, si la remise du registre et des pièces a été faite, de même que celle des copies du jugement à envoyer à qui de droit, et fera mettre au greffier son acquit au bas du mandat.

(2) Il faut qu'elle soit faite sans chiffre, abréviation ni interligne : les changements se font par renvoi; ils doivent être signés du témoin et du rapporteur.

Les ratures doivent être approuvées. Pour les approuver il faut les compter, et en les approuvant, marquer le nombre des mots et des lignes raturées. Cette approbation doit être signée du témoin et du rapporteur.

Chaque page de l'information doit être cotée, paraphée par le rapporteur, et signée du témoin.

(3) « Un officier d'état-major, ou de gendarmerie, ou de la garnison, ayant au moins le grade de lieutenant, fera les fonctions de rapporteur et de commissaire du gouvernement; et un sous-officier à son choix, celles de greffier. » (Article 17, titre II de l'arrêté du 19 vendémiaire an 12).

(4) Les témoins ne doivent pas faire leurs déclarations en présence les uns des autres.



vérité, toute la vérité et rien que la vérité, sur le contenu en la plainte contre le nommé (mettre ici le nom de l'accusé), dont nous lui avons fait donner lecture en notre présence, par notre greffier, a dit n'être parent, allié (1), serviteur ni domestique du plaignant ni de l'accusé, et a déclaré qu'il connoit le nommé pour avoir été de la compagnie de depuis environ qu'il l'a vu recevoir le prêt, faire le service, passer en revue; qu'il a été présent à ladite compagnie jusqu'au du mois de an que depuis ce jour-là il n'a pas paru, etc.

*(Le témoin doit déclarer tout ce qu'il sait sur le délit et sur ses circonstances.*

Lecture faite audit témoin de sa déclaration, a dit qu'elle contient vérité, et qu'il n'a rien à y changer, augmenter ou diminuer, et a signé (2) avec nous et notre greffier.

Avons (3) fait venir ensuite M. etc.

(1) L'article 358 du Code des délits et des peines, du 3 brumaire an 4, porte :

« Ne peuvent être entendus en témoignage, soit à la requête de l'accusé, soit à celle de l'accusateur public, soit à celle de la partie plaignante,

» 1°. Le père, la mère, l'aïeul, l'aïeule ou autre ascendant de l'accusé;

» 2°. Son fils, sa fille, son petit-fils, sa petite-fille, ou autre descendant;

» 3°. Son frère ou sa sœur;

» 4°. Ses alliés au degré ci-dessus;

» 5°. Sa femme ou son mari, même après le divorce légalement prononcé.

» L'accusateur public et la partie plaignante ne peuvent pareillement produire pour témoins les dénonciateurs, quand il s'agit de délits dont la dénonciation est récompensée pécuniairement par la loi, ou lorsque le dénonciateur peut de toute autre manière profiter de l'effet de sa dénonciation. »

La loi du 15 ventose an 4, porte « que les parents et alliés d'un des coaccusés du même fait et compris dans le même acte d'accusation, ne seront pas entendus comme témoins contre les autres accusés »

Si le témoin est parent ou allié hors du degré prohibé, il faut en faire mention et recevoir sa déposition.

On suivra la même marche s'il est serviteur ou domestique de l'accusé ou du plaignant.

Dans ces deux cas, les juges ont tel égard que de raison aux déclarations de ces témoins.

(2) « Chaque déclaration sera signée du témoin, du rapporteur et du greffier

» Si le témoin ne sait ou ne veut signer, il en sera fait mention. » (Article 30 de l'arrêté du 19 vendémiaire an 12).

(3) » Les déclarations des témoins seront reçues à la suite les unes des autres, sur un seul cahier. » (Article 29, titre III de l'arrêté du 19 vendémiaire an 12.



Avons fait venir devant nous un homme de la taille de  
mètres                      cheveux et sourcils                      les yeux  
le visage                      le nez                      le menton                      la bouche  
et après lui avoir fait donner lecture par notre greffier  
de la plainte ci-dessus relatée, lui avoir demandé ses nom et pré-  
noms, son âge, lieu de naissance, domicile au moment de son  
entrée au service, son grade, et à quel corps il appartient ;

A répondu se nommer                      être âgé de                      né à  
département de                      domicilié au moment de son entrée au  
service, à                      département de                      être  
(indiquer ici quel est son grade et le corps auquel il appartient).

1°. Interrogé pourquoi il a été conduit où il est détenu ;

A répondu....

2°. Interrogé pourquoi il a été arrêté, par qui et en quel endroit ;

A répondu....

3°. Interrogé s'il n'a pas abandonné (1) le                      ( désigner  
ici le corps ou le détachement militaire ) ;

A répondu....

4°. Enquis du lieu d'où il a déserté, et de l'époque de sa dé-  
sertion ;

A répondu....

5°. Enquis de ce qu'il est devenu depuis qu'il a abandonné ses  
drapeaux, et de ce qu'il a fait ;

A répondu....

6°. Interrogé s'il n'est pas informé de la rigueur des lois, et des  
arrêtés du Gouvernement contre les déserteurs ;

A répondu....

7°. Interrogé s'il ne sait pas que tout sous-officier ou soldat  
qui abandonne son corps sans permission, ou qui ayant obtenu un  
congé, ne rejoint pas après l'expiration dudit congé, est réputé  
déserteur ;

A répondu....

(1) Au lieu de cette demande et de celle qui suit, si l'accusé est déserteur pour  
n'avoir pas rejoint ses drapeaux, après l'expiration de son congé, on lui fera les  
deux demandes suivantes :

Interrogé s'il n'avait pas obtenu un congé limité pour en jouir, à compter  
de                      jusqu'à

A répondu.....

Interrogé pourquoi il a dépassé la durée de ce congé, et n'a pas rejoint dans le  
délai de faveur après l'expiration dudit congé.

A répondu.....

Interrogé (les demandes à faire après celles ci-dessus doivent porter sur l'espèce et les circonstances de la désertion de l'accusé. Le rapporteur représentera à l'accusé les preuves matérielles du délit, s'il y en a, lui demandera s'il les reconnoît, et, après avoir reçu ses réponses, il terminera l'interrogatoire ainsi qu'il suit :

Lecture à lui faite de ses réponses, a dit qu'elles contiennent vérité, et qu'il n'y a rien à y changer, augmenter ni diminuer, et a signé (1) avec nous et notre greffier.

## NEUVIÈME FORMULE.

*Jugement du conseil de guerre spécial portant condamnation (2).*

## AU NOM DE L'EMPEREUR ET ROI.

Aujourd'hui (mettre la date du mois et l'année)

Le conseil de guerre spécial séant à dans la division  
(indiquer si c'est une division militaire de l'intérieur ou d'une armée) créé par l'arrêté du Gouvernement, en date du 19 vendémiaire an 12, et composé conformément à cet arrêté, de MM. (3), (mettre les noms et les grades des sept juges),  
M. (mettre le nom et le grade du rapporteur), faisant

(1) Si l'accusé ne sait ou ne veut signer, il en sera fait mention, et l'interrogatoire sera clos par la signature du rapporteur et de son greffier.

(2) Le conseil de guerre spécial ne connoitra que du crime de désertion, et des circonstances aggravantes exprimées dans l'arrêté du 19 vendémiaire an 12.

Son jugement n'est sujet, ni à appel, ni à cassation, ni à révision; il doit être inscrit sur un registre à ce destiné, et appartenant au corps du prévenu. Le conseil d'administration sera dépositaire de ce registre. Il ne s'en dessaisira qu'entre les mains des rapporteurs nommés pour instruire les procès des déserteurs du corps, et chaque rapporteur lui en fera la remise dès que le jugement aura été rendu, et que l'information, l'interrogatoire, et toutes les autres pièces du procès qui doivent y être annexées, y auront été inscrites par le greffier.

Une fois assemblé, le conseil de guerre spécial ne pourra déssemparer avant d'avoir jugé le procès pour lequel il aura été convoqué, excepté le cas où il trouveroit que l'instruction n'est pas complète; alors il ordonnera un plus ample informé, qui ne pourra être prolongé au-delà de deux fois vingt-quatre heures.

(3) Le conseil de guerre sera composé de sept membres, savoir:

Un officier supérieur,  
Quatre capitaines,  
Deux lieutenans.

plète (1), le président a ordonné à la garde d'amener l'accusé, lequel a été introduit libre et sans fers devant le conseil, accompagné de son défenseur officieux.

Interrogé de ses nom, prénoms, âge, état, grade, lieu de naissance, domicile avant d'entrer au service ; a répondu  
(mettre ici la réponse de l'accusé).

Après avoir donné à l'accusé connoissance des faits à sa charge, lui avoir fait prêter interrogatoire par l'organe de son président, avoir entendu séparément les témoins (s'il y a des pièces de conviction, on ajoutera : représenté les pièces de conviction) ;

Où le rapporteur dans ses conclusions, et l'accusé dans ses moyens de défense, tant par lui que par son défenseur officieux, lesquels ont déclaré n'avoir rien à ajouter à leurs moyens de défense, le président a demandé aux membres du conseil s'il avoient des observations à faire ; sur leur réponse négative, le président, au nom et de l'avis du conseil, a posé les questions (2) ainsi qu'il suit :

plus amplement informé : en conséquence, enjoint au rapporteur de recevoir les dépositions de (designer les témoins), ou d'informer sur les faits suivants (mentionner ces faits), ou de se procurer les pièces ci-après (designer ces pièces), dans le délai de (dire dans combien d'heures, et ne pas dépasser le nombre de quarante-huit), à l'expiration duquel délai le conseil de guerre spécial reprendra sa séance.

» Fait en séance publique, à les jour, mois et an que dessus ; et les membres du conseil ont signé avec le rapporteur et le greffier. »

(1) Si, outre le crime de désertion, le conseil trouve que l'accusé en a commis un plus sévèrement puni par les lois, il renverra l'accusé, la procédure et les pièces du procès pardevant le tribunal compétent, et il en rendra compte au ministre de la guerre. Dans ce cas, il s'exprimera ainsi qu'il suit :

« Cette lecture terminée, le conseil de guerre, considérant que ledit (mettre ici les nom et prénoms de l'accusé), accusé de désertion (énoncer l'espèce et les circonstances de la désertion dont s'agit), est en outre prévenu de (faire mention des faits dont il est prévenu) ; considérant que ce crime est plus grave que celui de la désertion dont s'agit ; attendu qu'il est puni de par la loi du (citer l'article et la date de la loi), et que celui de la désertion, dont il est ici question, est puni seulement de quinze cents francs d'amende, et de (indiquer la peine suivant l'article), titre de l'arrêté du 19 vendémiaire au 12 ;

» Ordonne, conformément à l'article 34, titre III dudit arrêté, que l'accusé, la procédure et les pièces du procès seront envoyés pardevant le (indiquer quel est ce tribunal) et que séance tenante, le conseil de guerre spécial en rendra compte au ministre de la guerre ;

» Charge, au surplus, le rapporteur de faire exécuter le présent jugement dans tout son contenu.

» Fait à etc. »

(2) Si deux ou plusieurs sous-officiers ou soldats sont accusés d'avoir déserté ensemble, ou d'avoir formé le projet de désertir, il faudra poser séparément, pour chacun d'eux, les questions de culpabilité.

Le nommé *mettre le nom et les prénoms de l'accusé*, qualifié ci-dessus, est-il convaincu de s'être rendu coupable du crime de désertion ?

A-t-il déserté (*mettez ici si c'est à l'ennemi, ou aux rebelles, ou à l'étranger, ou à l'intérieur*) ?

A-t-il déserté (*étant en faction ou avec armes, ou, etc. (1)*) ?

Les questions ayant été définitivement posées en public et en présence de l'accusé, le président a ordonné au défenseur et à l'accusé de se retirer. L'accusé a été reconduit par son escorte à la prison : le greffier et les citoyens assistans dans l'auditoire se sont retirés sur l'invitation du président.

Le conseil après avoir délibéré à huis clos, en présence seulement du commissaire du gouvernement, le président ayant recueilli les voix, en commençant par le grade inférieur et par le moins ancien dans chaque grade, et ayant émis son opinion le dernier (2), le conseil déclare à la majorité de (3) (*quatre, cinq, six voix, ou à l'unanimité*), que le nommé (*mettre le nom et les prénoms de l'accusé*) est coupable.

1<sup>o</sup>. De (*il faut mettre ici, à la suite les unes des autres, les réponses du conseil sur les questions posées*).

Sur quoi le commissaire du gouvernement a fait son réquisitoire pour l'application de la peine.

Les voix recueillies de nouveau par le président, dans la forme indiquée ci-dessus, le conseil faisant droit sur ledit réquisitoire, condamne à la majorité de (*quatre, cinq, six voix, ou à l'unanimité*) le nommé *mettre ici le nom, les prénoms, l'état et le grade de l'accusé* à la peine de (4) (*indiquer la peine*), et à l'amende de quinze cents francs, conformément aux articles de l'arrêté du 19 vendémiaire an 12, conçus ainsi qu'il suit : (*insérer ici tout au long ces articles*).

(1) Les questions relatives aux circonstances de la désertion, seront présentées chacune séparément, sans qu'il soit nécessaire de commencer par les plus aggravantes.

(2) Chacun des juges émettra son opinion par écrit, et la signera ; c'est-à-dire, que chaque juge écrira son opinion sur une feuille de papier autre que celle sur laquelle le jugement sera écrit. Cette feuille sera jointe au dossier du procès, et transcrite, comme les autres, sur le registre dont il a été parlé ci-dessus.

(3) Le jugement sera rendu à la majorité absolue des voix. (Article 40, titre III de l'arrêté du 19 vendémiaire an 12).

(4) Il est expressément défendu au conseil de guerre spécial, sous peine de forfaiture, de commuer ni diminuer les peines portées contre les déserteurs, par l'arrêté du 19 vendémiaire an 12, article 41, titre III dudit arrêté.

Ordonne que l'information et autres pièces du procès seront inscrites sur le présent registre, et qu'elles y seront annexées;

Ordonne qu'il sera fait par notre greffier quatre copies du présent jugement : savoir : deux pour le ministre de la guerre (1), une pour le général de la division (2), et une pour être déposée au lieu où sera détenu le condamné;

Enjoint au rapporteur de faire exécuter ledit jugement dans tout son contenu, excepté en ce qui concerne l'amende de quinze cents francs, dont le paiement sera poursuivi à la diligence de l'administration des domaines et de l'enregistrement, conformément aux dispositions de l'arrêté précité.

Fait, clos et jugé sans déscomparer, en séance publique, les jour, mois et an que dessus; et les membres du conseil ont signé, avec le rapporteur et le greffier, la minute du présent jugement (3).

*(Ici les juges, le rapporteur et le greffier signent.)*

#### DIXIÈME FORMULE.

*Jugement du conseil de guerre spécial, portant absolution du crime de désertion, et mise en liberté de l'accusé.*

Cejourd'hui (il faut suivre la formule du jugement du conseil

(1) Ces copies seront envoyées, dans la huitaine qui suivra la condamnation, au ministre de la guerre, par le commandant du corps du condamné, qui les fera préalablement certifier conformes à l'original par le commandant d'armes ou du lien, ou par le général de brigade qui aura assemblé le conseil de guerre spécial.

Il faut que ces copies soient bien écrites, et faites de manière qu'après le certifié conforme à l'original, il reste au moins une demi-page de papier en blanc, afin que le ministre de la guerre puisse légaliser celle de ces copies qu'il doit envoyer à l'administration des domaines et de l'enregistrement, pour faire poursuivre le paiement de l'amende de quinze cents francs (\*).

(2) La copie pour le général de la division, et celle qui doit être déposée au lieu où sera détenu le condamné, seront également certifiées conformes à l'original, par le commandant d'armes ou du lien, ou par le général de brigade qui aura assemblé le conseil de guerre. Le rapporteur fera la remise de cette dernière au lien indiqué, et le commandant du corps enverra l'autre au général de la division.

(3) Le rapporteur fera exécuter le jugement dans les vingt-quatre heures.

(\*) Maintenant les copies s'adressent à la direction générale de la conscription, par le commandant du dépôt. Voyez Circulaire du 3 janvier 1807.

de guerre portant condamnation, jusqu'à l'alinéa qui commence, ainsi que l'alinéa suivant de la présente formule) :

Le conseil, après avoir délibéré à huis clos, en présence seulement du commissaire du gouvernement, le président, ayant recueilli les voix, en commençant par le grade inférieur et par le moins ancien dans chaque grade, et ayant émis son opinion le dernier, le conseil déclare à la majorité (1) de (de quatre, cinq, six voix, ou à l'unanimité) que le nommé (mettre le nom, les prénoms, l'état et le grade de l'accusé), n'est pas coupable,

1<sup>o</sup>. De (il faut mettre ici, à la suite les unes des autres, les réponses du conseil sur les questions posées).

Sur quoi le commissaire du gouvernement ayant été entendu, les voix recueillies de nouveau par le président, dans la forme indiquée ci-dessus,

Le conseil de guerre spécial déclare que (mettre ici les nom et prénoms et le grade de l'accusé) est acquitté de l'accusation dirigée contre lui (2), ordonne qu'il sera mis en liberté et renvoyé à son corps pour y continuer son service;

Ordonne que l'information et les autres pièces du procès seront transcrites sur le présent registre, et qu'elles y seront annexées;

Ordonne en outre que copie du présent jugement sera adressée, sous huitaine, au ministre de la guerre, et au général commandant la division, par le chef du (indiquer le corps auquel l'acquitte appartient), et charge le rapporteur de le faire exécuter dans tout son contenu.

Fait, clos et jugé sans déssemparer, en séance publique, à les jour, mois et an que dessus; et les membres du conseil ont signé avec le rapporteur et le greffier.

(Les juges et le rapporteur signent ici, et le greffier après eux).

(1) Le jugement sera rendu à la majorité absolue des voix. (Article 40, titre III).

(2) Si l'acquitte est prévenu d'un autre délit moins grave, et dont la répression n'est pas du ressort du conseil de guerre spécial, le conseil, après l'avoir acquitté du crime de désertion, le renverra au tribunal ou chef militaire compétent, auquel l'information et les autres pièces du procès, après avoir été transcrites sur le registre, seront adressées avec copie du jugement.



## CONTUMAX.

Les formalités à suivre envers les contumax, sont les mêmes que celles prescrites envers les accusés présents; avec cette différence pourtant, que lorsque l'accusé est contumax, la formule de l'interrogatoire devient inutile, et qu'il faut omettre des autres formules tout ce qui suppose l'accusé présent et tout ce qui ne peut se faire qu'en sa présence. Il faut en outre faire mention dans le jugement, que l'accusé est contumax.

La contumace ne peut se purger que devant un conseil de guerre spécial, assemblé dans le lieu où se trouve le corps ou le détachement auquel l'accusé appartient.

Si le condamné par contumace se constitue prisonnier, ou s'il est pris ou arrêté, le jugement rendu et les procédures faites contre lui par suite de la plainte et de l'ordonnance portant permission d'informer, sont anéantis de plein droit; et il est procédé à son égard dans la forme indiquée pour les accusés présents.

Dans ce cas, la plainte et l'ordonnance portant permission d'informer, doivent être présentées, par le chef dudit corps ou détachement, au commandant d'armes ou du lieu, si c'est dans l'intérieur de la république, et au général de brigade sous les ordres duquel il est, si c'est à l'armée, pour qu'il nomme un nouveau rapporteur et le charge d'instruire le procès contradictoirement.

Fait à Paris le 22 du mois de frimaire an 12 de la république française. *Signé* Alex. BERTHIER.

Le ministre de la guerre ordonne que les formules et instructions ci-dessus seront suivies, tant aux armées que dans les divisions militaires de l'intérieur de la république, et qu'elles seront imprimées et annexées aux exemplaires de l'arrêté du 19 vendémiaire an 12, concernant les dépôts de conscrits réfractaires, la composition et la compétence des conseils de guerre spéciaux, la procédure de ces conseils et la peine contre la désertion.

N<sup>o</sup>. 79.*EXTRAIT des registres des délibérations du gouvernement de la république.*DU 1<sup>er</sup>. PRIMAIRE AN 12.

Le gouvernement de la république,

Considérant que les conscrits qui n'ont pas rejoint, se sont mis en état de désertion dans un temps où la république n'étant point en guerre, l'honneur ne leur ordonnoit pas aussi impérieusement de se rendre à leurs drapeaux ;

Sur le rapport du ministre de la guerre ; le conseil d'état entendu,

Arrête ce qui suit :

Art. 1. Amnistie est accordée aux conscrits des années 8, 9 et 10, en état de désertion, et non jugés définitivement, qui se présenteront, avant le 10 nivose prochain, pardevant les préfets, sous-préfets et officiers de recrutement dans leurs arrondissemens respectifs, et y feront la déclaration qu'ils sont disposés à rejoindre leurs corps.

2. Les préfets, sous-préfets et commissaires des guerres leur feront délivrer immédiatement des feuilles de route pour se rendre à leurs régimens.

3. Tout conscrit actuellement arrêté en état de désertion, et non jugé définitivement, sera renvoyé à son régiment.

4. Tout conscrit en état de désertion qui, au 10 nivose prochain, n'aura pas fait la déclaration prescrite par l'article 1.<sup>er</sup> du présent arrêté, et n'aura pas rejoint son corps, sera dénoncé au conseil de guerre du régiment, arrêté, jugé et puni conformément à l'arrêté du 19 vendémiaire dernier.

5. Les conseils de guerre et de révision cesseront de connoître du crime de désertion, et renverront toutes les affaires de cette nature, dont ils sont actuellement saisis, aux conseils de guerre des régimens.

6. L'an 7 ayant fourni son contingent, amnistie entière et absolue est accordée aux conscrits de l'an 7 et années antérieures.

7. Le grand-juge, et les ministres de l'intérieur et de la guerre, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au bulletin des lois.

## N°. 80.

EXTRAIT *du registre des délibérations du conseil d'état.*

DU 17 VENTÔSE AN 12.

## A V I S.

Le conseil d'état, qui, d'après le renvoi du gouvernement, a entendu le rapport de la section de la guerre sur celui du ministre chargé de ce département, tendant à faire décider si le déserteur qui n'a emporté qu'une partie de ses armes ou de celles de ses camarades, doit être puni de mort, en vertu de l'article 67 de l'arrêté du 19 vendémiaire an 12 ;

Vu l'article 67 de l'arrêté précité, qui s'exprime ainsi qu'il suit :

« Sera puni de mort tout déserteur qui aura emporté ses armes » ou celles de ses camarades ; »

Considérant, 1.<sup>o</sup> que le mot *ses* a toujours emporté l'idée de la totalité des objets dont il s'agit, et non celle d'une partie desdits objets ;

2.<sup>o</sup> Que les armes à feu constituent essentiellement l'armement des troupes françoises ; que ce sont les seules qui puissent être très-dangereuses dans les mains des déserteurs, celles dont la conservation importe le plus à l'état, celles que le déserteur ne peut emporter qu'avec le projet bien formel, ou de nuire aux citoyens et à l'état, ou d'opposer une forte résistance aux individus chargés d'arrêter les déserteurs ;

3.<sup>o</sup> Enfin, que si l'on peut laisser fléchir la rigueur des lois en faveur des déserteurs qui n'ont emporté que leur propre sabre ou leur baïonnette, il est impossible d'user de la même indulgence en faveur de ceux qui ont emporté même une seule des armes blanches de leurs camarades ;

Est d'avis que le n.<sup>o</sup> 4 de l'article 67 de l'arrêté du 19 vendémiaire an 12, doit être rédigé ainsi qu'il suit :

« Sera puni de mort,

» Tout déserteur qui aura emmené son cheval ou celui d'un militaire quelconque ;

» Tout déserteur qui aura emporté son arme ou ses armes à feu ;

- » Tout déserteur qui aura emporté, soit une arme à feu, soit une
- » arme blanche de l'un de ses camarades ;
- » L'enlèvement de la baïonnette ou celui du sabre seront consi-
- » dérés comme circonstance aggravante de la désertion, et en
- » conséquence la durée de la peine du boulet et celle des travaux
- » publics sera augmentée de deux ans contre le déserteur qui aura
- » emporté son sabre ou sa baïonnette ».

Pour extrait conforme :

*Le secrétaire général du conseil d'état*, signé J. G. LOCRÉ.

Approuvé le 22 ventose an 12.

*Le premier consul*, signé BONAPARTE. Par le premier consul,  
*le secrétaire d'état*, signé HUGUES B. MARET.

## N<sup>o</sup>. 81.

### EXTRAIT des registres des délibérations du gouverne- ment de la république.

DU 24 VENTOSE AN 12.

Le gouvernement de la république, le conseil d'état entendu, arrête :

Art. 1. La qualité de membre de la légion d'honneur se perdra par les mêmes causes que celles qui font perdre la qualité de citoyen françois, d'après l'article 4 de la constitution.

2. L'exercice des droits et prérogatives de membres de la légion d'honneur sera suspendu par les mêmes causes que celles qui suspendent les droits de citoyen françois, d'après l'article 5 de la constitution.

3. Le grand-juge, le ministre de la guerre et celui de la marine, transmettront au grand chancelier, des copies de tous les jugemens en matière criminelle, correctionnelle, et de police, relatifs à des membres de la légion.

4. Toutes les fois qu'il y aura recours en cassation contre un jugement rendu en matière criminelle, correctionnelle et de police, et relatif à un légionnaire, le commissaire du gouvernement auprès du tribunal de cassation en rendra compte, sans délai, au

grand-juge, qui en donnera avis au grand chancelier de la légion d'honneur.

5. Le commissaire du gouvernement auprès des tribunaux criminels, et le rapporteur auprès des conseils de guerre, ne pourront faire exécuter aucune peine infamante contre un membre de la légion, que le légionnaire n'ait été dégradé.

6. Pour cette dégradation, le président du tribunal, sur le réquisitoire du commissaire du gouvernement, ou le président du conseil de guerre, sur le réquisitoire du rapporteur, prononcera, immédiatement après la lecture du jugement, la formule suivante : *Vous avez manqué à l'honneur ; je déclare, au nom de la légion, que vous avez cessé d'en être membre.*

7. Les chefs militaires de terre et de mer, et les commandans des corps et des bâtimens de l'état, rendront aux ministres de la guerre et de la marine, un compte particulier de toutes les peines de discipline qui auront été infligées à des légionnaires sous leurs ordres : ces ministres transmettront des copies de ce compte au grand chancelier.

8. La cassation d'un légionnaire sous-officier en activité, et le renvoi d'un soldat ou d'un marin légionnaire, ne pourront avoir lieu que d'après l'autorisation du ministre de la guerre ou du ministre de la marine : ces ministres ne pourront donner cette autorisation qu'après en avoir informé le grand chancelier, qui prendra les ordres du chef de légion.

9. Le grand conseil pourra suspendre, en tout ou en partie, l'exercice des droits et prérogatives attachés à la qualité de membre de la légion d'honneur, et même exclure de la légion, lorsque la nature du délit et la gravité de la peine prononcée correctionnellement paraîtront rendre cette mesure nécessaire.

10. Les avis que les conseils d'administration des cohortes jugeront convenable de donner aux légionnaires sur leur conduite, seront transmis par le chef de la cohorte, qui en instruira le grand chancelier, lequel en rendra compte au grand conseil.

11. Les ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

*Le premier consul, signé BONAPARTE. Par le premier consul, le secrétaire d'état, signé HUGUES B. MAREY.*

## N°. 82.

*EXTRAIT des registres des délibérations du gouvernement de la république.*

DU 16 GERMINAL AN 12.

Le conseil d'état, qui, d'après le renvoi du gouvernement, a entendu le rapport de la section de la guerre sur celui du ministre chargé de ce département, relatif au ..... quartier-maitre trésorier du trentième régiment d'infanterie de bataille ;

Vu la délibération prise par le conseil d'administration dudit régiment, en date du cinquième jour complémentaire de l'an 11, par laquelle ce conseil, conjointement et de l'avis du sous-inspecteur aux revues, mu par neuf considérations importantes, suspend de ses fonctions ledit quartier-maitre ;

Vu la lettre dudit quartier-maitre au ..... en date du 13 vendémiaire an 12 ;

Considérant que ledit quartier-maitre est accusé par le conseil d'administration, d'avoir trompé sa confiance et sa bonne foi, en soumettant à sa signature des comptes qui présentoient des faux et des délibérations intercalées ; d'avoir porté au registre de caisse, des sommes comme versées en caisse ; quoique lesdites sommes fussent dans ses mains, et que le versement n'en eût pas été effectué ; d'avoir disposé à son usage, et sans l'aveu du conseil, d'une somme de quatre mille francs ; d'avoir fait, avec les deniers du corps, des avances et des prêts non autorisés ;

Considérant que les délits dénoncés par le conseil d'administration n'auroient point eu lieu, si ledit conseil avoit rempli avec exactitude les fonctions qui lui sont imposées par les réglemens, et que lesdits réglemens rendent les conseils d'administration responsables des fonds qui appartiennent aux corps,

Est d'avis,

1.° Que le ..... quartier-maitre du trentième régiment d'infanterie de bataille, doit être traduit pardevant un conseil de guerre, pour être poursuivi et puni suivant la rigueur des lois ;

2.° Que les membres du conseil d'administration du trentième régiment d'infanterie pour l'an 11, doivent être tenus solidaire-

ment, et au *prorata* de leurs appointemens, de réintégrer dans la caisse, par une retenue d'un cinquième par mois sur leur solde, jusqu'à due concurrence, les sommes qui ont été détournées par le quartier-maître, sauf leur recours contre qui de droit;

3.<sup>o</sup> Que la décision du gouvernement doit être insérée au bulletin des lois, et mise à l'ordre des armées et des divisions militaires.

Pour extrait conforme :

*Le secrétaire général du conseil d'état*, signé J. G. LOCKÉ.

Approuvé :

Le premier consul, *signé BONAPARTE*. Par le premier consul, *le secrétaire d'état*, signé HUGUES B. MARET.

## N<sup>o</sup>. 83.

### EXTRAIT des minutes de la secrétairerie d'état.

Au palais de Saint-Cloud, le 23 prairial an 12.

Napoléon, par la grace de Dieu et les constitutions de la république, Empereur des François, voulant marquer le moment de son avènement à l'empire par des actes d'indulgence et de bienfaisance :

Sur le rapport des ministres ;

Le conseil d'état entendu, décrète :

## TITRE PREMIER.

*Mise en liberté des individus condamnés correctionnellement, qui ne sont plus détenus que pour le paiement de l'amende et des frais.*

Art. 1. Les individus actuellement détenus en vertu de jugemens de police correctionnelle, et qui ayant subi le temps de détention porté à leur jugement, sont encore retenus ou seroient dans le cas de l'être, après leur temps expiré, faute de paiement de l'amende ou des frais, seront dispensés de payer lesdits frais ou amende, et mis en liberté à l'expiration du temps fixé pour la peine.

## TITRE II.

*Débiteurs de l'état contraints ou poursuivables par corps, qui pourront être déchargés de la contrainte par corps.*

2. Les ministres du trésor public et des finances feront à l'Empereur un rapport sur chacun des individus détenus pour dettes, à la requête de l'agent du trésor public ou des préposés à la perception des contributions publiques, pour que Sa Majesté juge quels sont ceux qui peuvent obtenir, en faveur des circonstances, leur élargissement ou la décharge du droit de contrainte par corps, et les conditions auxquelles on peut leur accorder l'un ou l'autre.

## TITRE III.

*Paiement par le trésorier de la liste civile, des mois de nourrice dus par les habitans de Paris et de la banlieue, qui seront jugés hors d'état de payer eux-mêmes.*

3. Les sommes dues au bureau des nourrices de la ville et banlieue de Paris, depuis le 18 brumaire an 8, par les pères ou mères les plus nécessairement, seront payées à leur décharge par le trésorier de la liste civile.

4. Le ministre de l'intérieur nommera, en conséquence, une commission extraordinaire, qui, de concert avec chacun des bureaux de bienfaisance de Paris et des municipalités de la banlieue, fera l'état des pères ou mères qui devront jouir du bénéfice de l'article précédent.

5. Le trésorier de la liste civile tiendra, à la disposition de la commission, une somme de cent cinquante mille francs.

6. Toutes les sommes payées au bureau des nourrices, en vertu du présent décret impérial, seront employées sans délai au paiement des nourrices auxquelles il est dû des mois arriérés.

## TITRE IV.

*Dotation d'une fille pauvre et honnête par arrondissement communal, et par chaque municipalité des villes de Paris, Lyon, Bordeaux et Marseille.*

7. Il est accordé, pour chacune des municipalités de Paris, Lyon, Marseille et Bordeaux, et pour chaque arrondissement communal de l'empire, une somme de six cents francs, destinée à la dotation d'une fille pauvre et de bonne conduite.



8. La désignation en sera faite à Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, et dans les arrondissemens du chef-lieu des préfectures, par les préfets; dans les autres arrondissemens, par les sous-préfets.

9. Les mariages se célébreront au jour qui sera fixé pour le couronnement de l'Empereur.

## TITRE V.

*Amnistie aux sous-officiers et soldats des troupes de terre et de mer, déserteurs à l'intérieur, qui rejoindront au terme fixé, et remise de l'amende encourue par eux ou leurs pères et mères.*

10. Amnistié est accordée à tout sous-officier ou soldat des troupes de terre ou de mer, condamné aux travaux publics pour fait de désertion.

11. Tout individu condamné auxdits travaux, et actuellement détenu dans les ateliers ou dans les prisons civiles ou militaires, sera conduit à son corps par la gendarmerie.

Tout individu condamné auxdits travaux, mais non détenu, devra, pour jouir du bienfait du présent décret impérial, se présenter, au plus tard, dans le mois qui suivra sa publication, pardevant un sous-préfet, inspecteur ou sous-inspecteur aux revues ou commissaire des guerres, et déclarer qu'il est repentant de son crime, qu'il demande à reprendre du service et à rejoindre de suite son corps.

12. Amnistie est pareillement accordée à tout sous-officier et soldat actuellement en congé expiré, ou en état de désertion, et non jugé, en par lui faisant, dans le délai prescrit par l'article 11, la déclaration y contenue, entre les mains de l'un des fonctionnaires y dénommés.

13. Ceux des individus désignés dans l'article précédent, qui sont détenus dans les prisons civiles ou militaires, seront conduits par la gendarmerie à leurs corps respectifs.

Les déserteurs condamnés ou non condamnés, qui se seront librement présentés pour faire leur déclaration, recevront des fonctionnaires, entre les mains desquels ils l'auront faite, une route pour se rendre à leurs corps respectifs : cette route fera mention de leur déclaration. Lesdits fonctionnaires publics donneront avis aux corps respectifs, des déclarations qu'ils auront reçues, et de l'époque à laquelle les déclarans devront avoir rejoint.

14. Rémission est accordée à tout conscrit réfractaire qui, dans le mois de la publication du présent décret impérial, fera à l'un des

fonctionnaires dénommés dans l'article 11, la déclaration prescrite par le même article.

Tous les conserits réfractaires réunis dans les dépôts créés par l'arrêté du 19 vendémiaire, seront conduits à leurs corps respectifs, par des officiers ou sous-officiers desdits dépôts. Ceux qui sont actuellement détenus dans des prisons civiles ou militaires, y seront conduits par la gendarmerie.

Ceux qui se seront librement présentés, recevront une route pour s'y rendre, ainsi qu'il est prescrit par l'article 13 ci-dessus, à l'égard des sous-officiers et soldats déserteurs.

Les conserits réfractaires qui n'auroient pas précédemment reçu de destination, seront envoyés au corps d'infanterie le plus voisin du lieu où ils auront fait leur déclaration.

15. Tout déserteur ou conserit réfractaire sera, en arrivant à son corps, présenté au conseil d'administration chargé de l'admettre à l'amnistie ou à la rémission : après que le conseil aura prononcé l'amnistie ou la rémission, lesdits individus passeront en présence du corps sous le drapeau ou étendard du premier bataillon ou escadron ; puis ils seront admis à prêter individuellement le serment prescrit par le sénatus-consulte du 28 floréal dernier.

16. Le chef du corps remettra à chaque individu, en faveur duquel on aura prononcé l'amnistie ou la rémission, un certificat signé par les membres du conseil, et visé par l'inspecteur aux revues. Ce certificat, qui constatera la prestation du serment de l'individu y dénommé et signalé, sera de suite adressé au conseiller d'état directeur général de la régie de l'enregistrement. Au vu dudit certificat, le directeur général fera cesser toute poursuite en paiement de l'amende encourue par ledit individu ou par ses père et mère.

17. Le chef de chaque corps dénoncera de nouveau, au 15 fructidor prochain, au premier inspecteur général de la gendarmerie, et à leurs préfets respectifs, tous les individus de son corps qui, appelés à jouir du bénéfice du présent décret impérial, n'auront pas rejoint leurs drapeaux.

Il dénoncera, à la même époque, au conseil de guerre spécial, ceux qui, ayant fait leur déclaration, n'auront pas rejoint au terme qui leur aura été fixé ; les conseils de guerre les jugeront de suite, et les condamneront à la peine du boulet, comme coupables d'avoir déserté une seconde fois.

18. Le terme de rigueur fixé par l'arrêté du 15 floréal dernier aux marins déserteurs et aux individus soumis à la conscription maritime, pour être admis à jouir de l'amnistie accordée par le susdit arrêté, est prorogé jusqu'au premier fructidor, dans le cas prévu par l'article 2 de l'arrêté précité ; jusqu'au premier brumaire, dans le

premier cas prévu par l'article 3; et jusqu'au premier ventose, dans le deuxième cas prévu par cet article.

19. Les ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret impérial, qui sera inséré au bulletin des lois.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur, le secrétaire d'état, signé HUGUES B. MARET.

---

## N<sup>o</sup>. 84.

### DÉCRET IMPÉRIAL *relatif à l'établissement de commissions militaires spéciales, pour le jugement des espions et embaucheurs.*

Au palais de Saint-Cloud, le 17 messidor an 12.

NAPOLÉON, Empereur des François;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

Décète ce qui suit :

Art. 1. A l'avenir, les espions et les embaucheurs seront, ainsi que leurs complices, jugés par des commissions militaires spéciales.

2. Ces commissions seront composées de sept membres, parmi lesquels il y aura au moins un officier supérieur.

3. Les membres de la commission seront nommés, savoir : dans les camps et armées, et dans les lieux où sont stationnées les troupes françaises, par le général commandant en chef; et, dans l'intérieur, par le général commandant la division, et choisis parmi les officiers en activité.

4. La commission sera présidée par celui de ses membres le plus élevé en grade; et à grade égal, par le plus ancien dans ce grade.

5. Un des membres de la commission remplira les fonctions de rapporteur; il aura voix délibérative au jugement.

6. Un sous-officier, au choix du rapporteur, fera les fonctions de greffier.

7. Les jugemens de la commission ne pourront être attaqués par recours à aucun autre tribunal, et seront exécutés dans les vingt-quatre heures de leur prononciation.

8. Toute commission militaire sera dissoute dès qu'elle aura prononcé sur les accusés pour le jugement desquels elle aura été convoquée.

9. Les dépenses auxquelles donneront lieu les opérations des commissions militaires spéciales, seront assimilées à celles des conseils de guerre permanens, et seront payées conformément aux arrêtés des 17 floréal an 5 et 18 germinal an 9.

10. Les officiers qui seront appelés à composer ces commissions, n'auront droit à aucune indemnité pour ce service extraordinaire.

11. A compter du jour de la publication du présent décret, les conseils de guerre permanens cesseront de connoître des crimes d'embauchage et d'espionnage.

12. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois.

*Signé*, NAPOLEON.

Par l'Empereur, le secrétaire d'état, signé HUGUES B. MARET.

---

## N<sup>o</sup>. 85.

### DÉCRET IMPÉRIAL *qui change la dénomination des tribunaux criminels spéciaux.*

DU 17 MESSIDOR AN 12.

Art. 1. A compter de la publication du présent, les tribunaux criminels spéciaux, créés par les lois des 18 pluviôse an 9 et 23 floréal an 10, prendront la dénomination de cours de justice criminelle spéciale.

2. Le grand juge ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois.

*Signé*, NAPOLEON.

Par l'Empereur, le secrétaire d'état, signé HUGUES B. MARET.

## . N°. 86.

EXTRAIT *du registre des délibérations du conseil d'état.*

DU 30 THERMIDOR AN 12.

Le conseil d'état, sur le renvoi à lui fait par Sa Majesté impériale, d'un rapport du grand juge ministre de la justice, sur la question de savoir à qui doit appartenir la connoissance des délits commis par les militaires en congé ;

Vu les diverses lois rendues sur la matière, et notamment celles du 16 mai 1792, du 3 pluviôse an 2, du deuxième complémentaire an 3, du 22 messidor an 4, du 13 brumaire an 5, de l'article 85 de la constitution de l'an 8, et l'avis du conseil d'état du 27 floréal an 11 ;

Considérant qu'on a toujours distingué dans les délits des militaires, ceux qu'ils commettent en contravention aux lois militaires, de ceux qu'ils commettent en contravention aux lois générales qui obligent tous les habitans de l'empire ;

Qu'on a ensuite distingué, parmi ces derniers délits, ceux qui sont commis aux armées, dans leurs arrondissemens, dans les garnisons ou au corps, d'avec ceux qui sont commis hors du corps ou en congé ;

Que la connoissance des uns a été attribuée aux tribunaux militaires, et la connoissance des autres laissée aux tribunaux ordinaires ;

Que, par les mots *délits des militaires*, on ne peut entendre que les délits commis par les militaires contre leurs lois particulières ou contre les lois générales, lorsque, se trouvant sous les drapeaux ou à leurs corps, ils sont astreints à une discipline et à une surveillance plus sévères ;

Que les délits qu'ils commettent hors de leurs corps et de leur garnison ou cantonnement, ne sont pas des *délits de militaires*, mais des délits d'un infracteur des lois, quelle que soit sa qualité ou sa profession,

Est d'avis que la connoissance des délits communs commis par

des militaires en congé ou hors de leurs corps, est de la compétence des tribunaux ordinaires.

Pour extrait conforme :

*Le secrétaire général du conseil d'état*, signé J. G. LOCRÉ.

Approuvé, au quartier-général impérial du Pont-de-Brique près Boulogne, le 7 fructidor an 12.

*Signé*, NAPOLEON.

Par l'Empereur, *le secrétaire d'état*, signé HUGUES B. MARET.

---

## N<sup>o</sup>. 87.

### EXTRAIT des minutes de la secrétairerie d'état.

Au palais des Tuileries, le 7 ventose an 13.

*Avis du conseil d'état, relatif aux jugemens des commissions militaires, du 30 pluviose an 13.*

Le conseil d'état, qui d'après le renvoi fait par Sa Majesté l'Empereur, a entendu le rapport de la section de législation sur celui du grand juge ministre de la justice, relatif à la question de savoir si les jugemens des commissions militaires spéciales doivent être rendus à la simple majorité des voix, ou si les condamnations ne peuvent être prononcées qu'à la majorité prescrite par la loi du 13 brumaire an 5, concernant les conseils de guerre;

Vu les lois des 4 et 6 prairial an 3, celle du 19 fructidor an 5, et les arrêtés des consuls des 3 frimaire an 8 et 29 frimaire an 10; lesdites lois et arrêtés portant établissement de commissions militaires pour certains cas et certains événemens politiques;

La loi du 9 octobre 1792, et l'article 7 du titre V de celle du 25 brumaire an 3, qui ordonnent de traduire devant des commissions militaires les émigrés qui seroient pris les armes à la main;

Le décret impérial du 17 messidor an 12, qui renvoie devant des commissions militaires les espions et embaucheurs, précédemment justiciables des conseils de guerre établis par la loi du 13 brumaire an 5;

Vu enfin ladite loi du 13 brumaire an 5;

Considérant que les commissions militaires, qui étoient, avant la

loi du 13 brumaire an 5, composées de cinq membres, le sont aujourd'hui de sept, nombre égal à celui des membres composant les conseils de guerre ;

Que la disposition relative à la computation des suffrages dans ces conseils, fondée sur le principe qu'il faut au moins deux voix de plus pour la condamnation, s'applique également aux commissions militaires ;

Qu'outre ce motif général il existe, à l'égard des espions et embaucheurs, un moyen déduit de la loi du 13 brumaire an 5, dans les dispositions de laquelle ils étoient nominativement compris avant le décret impérial du 17 messidor an 12 ;

Que ce décret, en leur donnant d'autres juges, n'a dérogé ni explicitement ni implicitement à la disposition qui avoit statué que trois voix sur sept suffiroient pour l'absolution, et qu'en matière pénale sur-tout cette dérogation ne sauroit être présumée ni supplée,

Est d'avis que les articles 31, et 32 de la loi du 13 brumaire an 5, concernant les conseils de guerre, sont applicables aux jugemens rendus par les commissions militaires.

Pour extrait conforme :

*Le secrétaire général du conseil d'état*, signé J. G. LOCRÉ.

Approuvé au palais des Tuileries, le 7 ventose an 13.

*Signé*, NAPOLÉON.

Par l'Empereur, *le secrétaire d'état*, signé HUGUES B. MARET.

## N°. 88.

### DÉCRET IMPÉRIAL *concernant la résidence des forçats libérés.*

Au palais des Tuileries, le 19 ventose an 13.

NAPOLÉON, Empereur des Français, roi d'Italie,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1. Tout forçat libéré sera tenu de déclarer dans quel département et dans quelle commune il veut établir sa résidence.

Il ne pourra l'établir ni dans une ville de guerre, ni à moins de trois myriamètres de la frontière.

2. Le département et la commune qu'il aura choisis pour sa résidence, seront désignés sur la feuille de route qui lui sera délivrée.

3. Arrivé dans le département où il aura fixé sa résidence, il se présentera à la préfecture, y déclarera la commune où il veut aller résider, et sera mis par le préfet sous la surveillance de l'autorité locale.

4. Les ministres de la marine et de la police générale sont chargés de l'exécution du présent décret.

*Signé, NAPOLEON.*

Par l'Empereur, le secrétaire d'état, signé HUGUES B. MARRE.

## N°. 89.

### DÉCRET IMPÉRIAL concernant les militaires ou employés à la suite de l'armée, convaincus d'avoir excité leurs camarades à la désertion.

Au palais des Tuileries, le 23 ventose an 13.

NAPOLEON, Empereur des Français;

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Vu l'article 67 de l'arrêté du 19 vendémiaire an 12, ainsi conçu :

« Sera puni de mort,

1°. Le déserteur à l'ennemi;

2°. Tout chef de complot de désertion;

3°. Tout déserteur étant en faction, etc. »

L'article 68 du même arrêté, portant :

« Seront réputés déserteurs à l'ennemi, ceux qui ont été qualifiés comme tels par la loi du 21 brumaire an 5.

« Seront réputés chefs de complot, ceux qui ont été qualifiés comme tels par la loi précitée. »

Les articles 5 et 6 du titre 1<sup>er</sup>. de la loi du 21 brumaire an 5, ainsi conçus :

« Art. 5. Tout militaire ou autre individu employé à l'armée et à sa suite, qui sera convaincu d'avoir excité ses camarades à passer à l'ennemi, sera réputé chef de complot, et puni de mort, quand même la désertion n'auroit point eu lieu.



« 6. Lorsque des militaires auront formé le complot de passer à l'ennemi, et que le chef du complot ne sera pas connu, le plus élevé en grade des militaires complices, ou, à grade égal, le plus ancien de service, sera réputé chef de complot, et puni comme tel. »

« Si le complot a été formé seulement par des employés à la suite de l'armée, le plus élevé en grade, et à grade égal, le plus ancien de service, sera réputé chef du complot, et puni comme tel. »

Considérant que la loi du 21 brumaire an 5, à laquelle renvoie l'arrêté du 19 vendémiaire an 12, pour la définition du chef de complot de désertion, ne contient aucune disposition qu'on puisse appliquer textuellement aux chefs de complot de désertion à l'étranger ou à l'intérieur, qu'il est urgent de s'expliquer à ce sujet;

Le conseil d'état entendu, décrète :

Art. 1. A l'avenir, tout militaire ou autre individu employé à la suite de l'armée, qui sera convaincu d'avoir excité ses camarades à désertir, soit à l'ennemi, soit à l'étranger, soit à l'intérieur, sera réputé chef de complot, et, comme tel, puni de mort.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

*Signé, NAPOLEON.*

Par l'Empereur, *le secrétaire d'état, signé HUGUES B. MARET.*

## N<sup>o</sup>. 90.

### EXTRAIT du décret du 24 floréal an 13, sur l'organisation des compagnies de la réserve.

Art. 1. Il sera formé dans chaque département une compagnie d'infanterie qui portera le nom de compagnie de la réserve du département d

2. Ces compagnies seront particulièrement destinées à fournir la garde des hôtels de préfecture, des archives des départemens, des maisons de détention, des dépôts de mendicité, des prisons de police et des prisons criminelles, sans que leur service doive apporter aucun changement aux obligations et à la surveillance de la gendarmerie.

18. Les préfets exercront sur les officiers, sous-officiers et soldats des compagnies de la réserve de leurs départemens respectifs, la même autorité et les mêmes droits que les colonels ont sur les

officiers, sous-officiers et soldats des régimens de ligne qu'ils commandent.

19. Dans les villes où il n'y a point de général employé ou de commandant d'armes, ils donnent le mot d'*ordre* au capitaine, qui le transmet aux gardes et patrouilles fournies par la compagnie; ils règlent son service et lui donnent les consignes générales et particulières.

Dans les villes où il y a un général commandant, ou un commandant d'armes, établi en vertu d'un décret de Sa Majesté, les préfets reçoivent, chaque jour, cacheté, le mot d'*ordre* dudit commandant, et le font donner, par les officiers de la compagnie, aux gardes et patrouilles qu'elle fournit. Ils continuent à régler le service desdites compagnies; mais ils doivent ajouter aux consignes générales et particulières qu'ils ont cru devoir donner, celles qui leur sont transmises par écrit et cachetées, par lesdits commandans d'armes.

20. Si le général employé, ou le commandant d'armes, juge le service de la compagnie de la réserve nécessaire à la sûreté de la place, il adresse sa demande au préfet, qui n'est pas tenu d'y adhérer; mais qui en rend immédiatement compte au ministre de la guerre.

Dans les places en état de siège et dans les villes frontières, les préfets sont tenus pendant la guerre, de transmettre, sans délai, les ordres des commandans militaires, et de veiller à leur prompt exécution.

21. Dans tout autre cas que ceux prévus par les articles ci-dessus, les officiers-généraux, supérieurs ou autres, ne pourront, sous aucun prétexte, à moins d'un ordre exprès de Sa Majesté, qui aura été préalablement communiqué au préfet par l'un des ministres, s'immiscer dans le service, discipline, police, administration, exercice relatifs aux compagnies de la réserve, à moins d'en être requis par le préfet lui-même.

Si les officiers de la réserve, dans le cours de leurs fonctions, reconnoissent des abus à réprimer dans les compagnies de la réserve, ils en donneront avis au préfet; et s'ils le jugent convenable, au ministre de la guerre, qui seul a droit de donner des ordres aux préfets, comme exerçant les fonctions de chefs de compagnie de la réserve.

22. Le colonel de la gendarmerie, en sa qualité d'inspecteur, ne pourra non plus, sous aucun prétexte, donner aucun ordre aux compagnies dont il aura l'inspection, ni les faire sortir des villes où elles seront stationnées, pour les inspecter; ses fonctions se bornant à arrêter la comptabilité, et à demander au conseil d'administration, ainsi qu'au capitaine, tous les renseignemens qu'il croira lui être utiles pour rendre compte au ministre, de l'instruction, administration, police, discipline, tenue et service desdites compagnies.

L'inspecteur sera tenu de faire donner l'ordre par le préfet, toutes les fois qu'il jugera convenable, ou de faire prendre les armes à la compagnie pour l'inspecter, ou d'assembler le conseil d'administration pour examiner sa comptabilité.

L'inspecteur donnera au préfet communication de ses observations sur la comptabilité, administration, tenue, discipline, police et instruction de la compagnie.

23. Les ministres adresseront aux préfets les ordres qu'ils voudront transmettre aux compagnies de la réserve; les préfets en assureront l'exécution.

Les autorités civiles, militaires, et judiciaires, adresseront de même aux préfets toutes les réquisitions à l'exécution desquelles elles jugeront que la compagnie de la réserve doit concourir. Les préfets pourront, sous leur responsabilité, refuser l'ordre d'exécuter lesdites réquisitions : ils seront tenus de faire connaître leurs motifs aux ministres respectifs de l'autorité requérante, et à cette autorité elle-même.

Tous les ordres que les préfets auront à donner, ou à transmettre à la compagnie de la réserve de leur département, seront adressés par eux au commandant de ladite compagnie.

24. Toutes les fois que, pour l'exécution d'une réquisition, les membres des compagnies de la réserve seront obligés de découcher, ils recevront le supplément de traitement accordé aux troupes de ligne en marche.

Ce supplément de traitement sera payé sur les fonds du ministère de la guerre, toutes les fois que des membres de la compagnie de réserve seront hors de leur département, et dans toute autre circonstance, sur la masse d'étape du corps.

25. Les préfets, lorsqu'ils le jugeront utile à la sûreté publique, et qu'ils y auront été autorisés par le ministre de la guerre, pourront ou changer la résidence des détachemens de leurs compagnies, ou même former un nouveau détachement tiré de la portion de la compagnie stationnée au chef-lieu : toutes les fois que, par suite d'un ordre exprès de Sa Majesté, d'un ordre du préfet, d'une réquisition de généraux-commandans, ou de commandans d'armes, une compagnie ou partie d'une compagnie de la réserve sera employée au service de la place, ou fera partie d'une force inobile quelconque, elle sera sous les ordres des commandans militaires, et suivra la même discipline que les troupes de ligne.

26. Les officiers et sous-officiers des compagnies de la réserve prendront rang à la gauche des troupes de ligne; à égalité de grade, ils seront commandés par les officiers et sous-officiers desdites troupes.

Lorsque plusieurs détachemens de compagnie de la réserve seront réunis, ils prendront leur rang dans l'ordre des numéros de leur compagnie.

Le commandement sera déferé au plus ancien officier ou sous-officier du grade le plus élevé, à moins qu'il n'en ait été autrement ordonné par l'officier de la gendarmerie ou de la ligne, commandant la force réunie.

27. Les compagnies ou portions de compagnie de la réserve devant entrer en activité dès le 1.<sup>er</sup> vendémiaire an 14, les préfets seront d'avance tous les préparatifs nécessaires pour que les hommes qui les composeront, soient, à dater du 1.<sup>er</sup> vendémiaire, habillés, nourris, logés, etc., ainsi qu'il est prescrit par le présent décret.

28. Le ministre de la guerre fera fournir, au compte de l'état, les armes nécessaires aux compagnies de la réserve.

Ces armes seront entretenues aux dépens de la masse générale de la compagnie; elles seront renouvelées au fur et à mesure des besoins constatés par l'inspecteur de la compagnie.

L'équipement militaire sera fourni et renouvelé aux dépens de la masse générale de chaque compagnie.

---

## N<sup>o</sup>. 91.

### EXTRAIT du décret impérial relatif à la levée de la conscription de l'an 14.

Au camp impérial de Boulogne, le 8 fructidor an 13.

57. Si un conscrit remplacé vient à mourir, le remplaçant restera aux drapeaux comme s'il eût marché pour son propre compte; il en sera spécialement prévenu par le préfet ou sous-préfet, qui dressera l'acte de remplacement. Si c'est le remplaçant qui meurt, après avoir été admis au corps, le remplacé est dégagé de tout service.

58. Les suppléans qui ne rejoindront pas, ou qui désertent après avoir rejoint, seront dénoncés par le commandant du corps pour lequel ils étoient destinés ou dont ils faisoient partie, pour être traduits devant un conseil de guerre spécial, et condamnés par ledit conseil à cinq ans de la peine du boulet, sans que leurs père et mère soient solidaires de l'amende qui fera partie de la condamnation.

A cet effet, le capitaine de recrutement préviendra particulièrement chaque colonel du départ des suppléans, et de l'époque présumée de leur arrivée aux drapeaux.

Lorsque le suppléant condamné pour n'avoir pas rejoint ou pour

avoir déserté, sera arrêté dans le mois de sa condamnation, le remplacé, en en justifiant, sera dispensé de fournir un nouveau suppléant ou de marcher lui-même.

Toutes les fois qu'un suppléant désertera, ou sera réformé pour des causes non provenant du service, les engagements contractés avec lui par le remplacé seront déclarés comme non avenus, et il sera tenu à rembourser toutes les sommes par lui reçues du remplacé.

59. Il est défendu, sous peine de destitution, tant aux officiers conducteurs qu'aux colonels ou conseils d'administration, d'autoriser ou laisser opérer aucun remplacement de conscrits, de les réformer ou congédier sous quelque prétexte que ce soit, avant ou après leur admission aux drapeaux, sans en avoir reçu l'autorisation par écrit du ministre de la guerre, sur le rapport que lui en fera le général commandant le département ; sauf toutefois les conscrits qui, ayant été désignés quoique absens, ne se seront pas conformés à ce qui est prescrit article 46 : l'officier-général, sur la demande du colonel, les fera visiter, et prononcera, s'il y a lieu, leur réforme ; ils seront aussitôt renvoyés dans leurs foyers. L'officier-général en rendra compte au ministre de la guerre, et en prévendra le préfet du département auquel appartiendront ces conscrits, pour qu'ils soient remplacés de suite, et soumis, s'il y a lieu, à payer l'indemnité réglée par l'article 46.

## TITRE X.

### *Des peines pour les malversations commises dans les opérations relatives à la conscription.*

60. Conformément à la loi du 28 nivose an 7, tout docteur en médecine ou en chirurgie, tout officier de santé, tout agent de l'administration civile, tout officier ou sous-officier de l'armée, convaincus d'avoir attesté à faux des infirmités ou des incapacités ; ou d'avoir, à raison de leurs visites ou fonctions, reçu des présens ou gratifications, soit avant, soit après, seront punis, par voie de police correctionnelle, d'une peine qui ne pourra être moindre d'une année d'emprisonnement, ni excéder deux ans ; et, en outre, d'une amende qui ne pourra être moindre de trois cents francs, ni excéder mille francs. Ils seront en outre poursuivis, s'il y a lieu, pour le remboursement, en faveur des hôpitaux, des présens ou gratifications qu'ils auront reçus.

N<sup>o</sup>. 92.**DÉCRET IMPÉRIAL relatif à la désertion.**

An quartier-général impérial de Strasbourg, le 8 vendémiaire an 14.

NAPOLÉON, Empereur des François, Roi d'Italie;

Sur le rapport de notre ministre de la guerre; notre conseil d'état entendu,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1. A compter de la publication du présent décret, tout militaire ou autre individu employé à la suite de l'armée, qui sera convaincu d'avoir excité ses camarades à désertre, soit à l'ennemi, soit à l'étranger, soit à l'intérieur, sera réputé chef de complot, et, comme tel, puni de mort.

2. Lorsque des militaires auront formé le complot de désertre, soit à l'ennemi, soit à l'étranger, soit à l'intérieur, et que le chef du complot ne sera pas connu, le plus élevé en grade des militaires complices, ou, à grade égal, le plus ancien de service, ou, à égalité d'ancienneté de service, le plus âgé sera réputé chef de complot, et puni comme tel.

Si le complot a été formé seulement par des employés à la suite de l'armée, le plus élevé en grade, ou, à grade égal, le plus ancien de service, ou, à égalité d'ancienneté de service, le plus âgé, sera réputé chef de complot, et puni comme tel.

3. Notre ministre de la guerre et notre grand-juge ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

*Signé* NAPOLÉON.

Par l'Empereur, le secrétaire d'état, signé HUGUES B. MARTEL.

## N°. 93.

**DÉCRET IMPÉRIAL *relatif au jugement des délits commis par les prisonniers de guerre.***

Au quartier impérial de Brunn, le 17 frimaire an 14.

NAPOLÉON, Empereur des François, Roi d'Italie.

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1. Les délits commis par les prisonniers de guerre dans toute l'étendue de notre empire, sont justiciables des commissions militaires.

2. Le général commandant la division dans l'arrondissement de laquelle se commettra un délit, réunira une commission militaire composée d'un officier de gendarmerie faisant les fonctions de rapporteur, et de cinq officiers; le président ayant au moins le grade de chef de bataillon.

3. Toute mutinerie, résistance à la gendarmerie, à la garde nationale, tout complot dont se rendroient coupables des prisonniers de guerre, seront punis de mort.

4. Nos ministres de la guerre, de la justice et de la police générale, sont chargés de l'exécution du présent décret.

*Signé* NAPOLÉON.

Par l'Empereur, le secrétaire d'état, signé HUGUES B. MARET.

## N°. 94.

**EXTRAIT des minutes de la secrétairerie d'état.**

Au quartier impérial de Brunn, le 17 frimaire an 14.

**NAPOLÉON**, Empereur des Français, roi d'Italie ;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

**Art. 1.** Dans les villes de l'intérieur de l'empire français, où il ne se trouve pas un nombre suffisant d'officiers-généraux ou d'officiers supérieurs pour la formation des commissions militaires, des conseils de guerre et des conseils de révision permanens, on pourra, pour compléter ces tribunaux militaires, mettre un officier supérieur à la place de général de brigade, et un capitaine à la place de chaque officier supérieur manquant.

2. L'officier le plus élevé en grade parmi les membres de chacun de ces tribunaux, en sera le président; à grade égal, ce sera le plus ancien de service dans ledit grade; et à l'égalité d'ancienneté de service, le plus âgé.

Notre ministre de la guerre, et notre grand-juge ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

*Signé* **NAPOLÉON.**

Par l'Empereur, *le secrétaire d'état*, signé **HUGUES B. MARET.**



N<sup>o</sup>. 95.*Avis du conseil d'état sur la compétence en matière de délits de chasse commis par des militaires, séance du 30 frimaire an 14.*

DU 4 JANVIER 1806.

Le conseil d'état qui, d'après le renvoi de Sa Majesté impériale et royale, a entendu le rapport de la section de législation sur celui du ministre de la police générale, tendant à modifier, relativement aux délits pour faits de chasse, l'avis du 7 fructidor an 12, qui déclare que les délits communs commis par des militaires en garnison ou présents à leurs corps, sont de la compétence des tribunaux militaires :

Est d'avis que les contraventions et délits pour faits de chasse, intéressant les règles de la police générale et la conservation des forêts, la répression n'en peut appartenir aux tribunaux militaires, même à l'égard des militaires; que l'avis approuvé par Sa Majesté, le 7 fructidor an 12, ne s'applique point à un tel cas, et que si de pareils délits n'étoient pas prévenus dans les garnisons par la bonne discipline des corps et par les exemples des chefs, la poursuite en appartiendrait, conformément au droit commun, aux tribunaux correctionnels.

Pour extrait conforme :

*Le secrétaire général du conseil d'état, signé J. G. LOCKÉ.*

Approuvé, à Munich, le 4 janvier 1806.

*Signé* NAPOLEON.

Par l'Empereur, *le secrétaire d'état, signé* HUGUES B. MARET.

N<sup>o</sup>. 96.

## CIRCULAIRE sur la désertion.

A Lintz, le 23 janvier 1806.

*Le ministre de la guerre, au colonel du  
régiment.*

Je suis informé, Monsieur, que parmi les militaires qui entrent aux hôpitaux, il en est qui, au lieu de s'empresser de rejoindre leurs drapeaux lorsque leur santé est rétablie, les abandonnent, se retirent sans permission dans l'intérieur de l'empire, et parviennent ainsi à se soustraire au service militaire, et à la peine qu'ils ont encourue, attendu que les corps auxquels ils appartiennent n'exercent aucune poursuite contre eux, et se bornent à mettre à exécution une des dispositions de l'article 15 du décret du 25 germinal an 13, conçue ainsi qu'il suit : « Les militaires aux hôpitaux » externes dont l'existence n'auroit pas été justifiée depuis trois » mois au conseil d'administration de leurs corps, seront rayés » des contrôles ».

Pour réprimer cette désertion, je vous ordonne de porter plainte contre tout sous-officier ou soldat de votre corps qui vous sera signalé, soit sur les états des économes des hôpitaux civils ou militaires, soit par un membre du corps des commissaires des guerres, comme s'étant évadé d'un hôpital, ou comme en étant sorti pour rejoindre, et qui n'auroit pas rejoint dans le délai fixé par les réglemens, en raison de la longueur de la route.

Sur cette plainte, à laquelle vous aurez soin de joindre un extrait de l'état formé par l'économe ou de la lettre du commissaire des guerres, certifié par le conseil d'administration du corps, et sur la déclaration de deux témoins, attestant qu'ils connoissent le délinquant pour avoir fait partie du corps, qu'ils l'ont vu y faire le service et recevoir le prêt, qu'il y a été présent jusqu'à telle époque, et qu'il n'y a pas reparu depuis, le conseil de guerre spécial rendra un jugement par contumace.

Je viens d'inviter S. Excellence le ministre directeur de l'administration de la guerre, à donner des ordres pour que les économes des hôpitaux civils ou militaires, et les commissaires des guerres, exécutent ponctuellement les dispositions suivantes de l'article 15 du décret précité : « A l'expiration de chaque mois, l'économe de » chaque hôpital civil ou militaire formera des états par corps de » tous les militaires qui se trouveront audit hôpital, et qui appar-

» tiendront à des corps non stationnés dans la même place que  
 » l'hôpital. Ces états présenteront les noms, prénoms, grade et  
 » l'époque de l'entrée à l'hôpital de chaque militaire. L'économe  
 » les certifiera véritables, et les remettra, dans les dix premiers jours  
 » du mois suivant, au commissaire des guerres ayant la police mi-  
 » litaire de l'hôpital, lequel sera tenu de les adresser de suite, et  
 » par la poste, s'il y a lieu, aux conseils d'administration des corps  
 » qu'ils concerneront respectivement ».

De votre côté, vous ne devez jamais perdre de vue aucun des hommes du corps que vous commandez. Il faut, lorsque vous n'aurez pas reçu des nouvelles de quelqu'un d'entreux, vous adresser pour en avoir, au commissaire-ordonnateur ayant la police de l'hôpital où il seroit entré, et si vos soins étoient infructueux, m'en instruire, me faire connoître ce que vous auriez fait pour savoir ce que ce militaire seroit devenu, le rayer des contrôles, en vous conformant au décret du 25 germinal an 13, et m'adresser son signalement en double expédition.

Je compte, Monsieur, sur votre empressement et votre exactitude à exécuter les ordres que contient la présente, et vous charge de m'en faire connoître les résultats, tous les trois mois, à dater du 15 avril prochain.

## N<sup>o</sup>. 97.

### DÉCRET IMPÉRIAL sur la mise en jugement des préposés de l'administration des poudres et salpêtres.

Au palais des Tuileries, le 28 février 1806.

NAPOLÉON, Empereur des François, Roi d'Italie;  
 Sur le rapport de notre grand-juge ministre de la justice;  
 Notre conseil d'état entendu, .  
 Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art 1. Les administrateurs généraux des poudres et salpêtres de l'empire pourrout désormais autoriser la mise en jugement des préposés qui leur sont subordonnés, sans qu'il soit besoin de recourir au conseil d'état.

2. Notre grand-juge ministre de la justice, et nos ministres des finances et de la guerre, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur, le secrétaire d'état, signé HUGUES B. MARET.

N<sup>o</sup>. 98.*LOI qui prescrit des mesures pour la répression des délits commis dans les établissemens militaires.*

DU 29 MARS 1806.

Art. 1. Les lois qui ont pour but la conservation des domaines nationaux, des eaux et forêts, édifices et établissemens publics, seront applicables à la conservation des fortifications et de leurs dépendances, des casernes, hôpitaux, magasins, arsenaux, et, en général, de tout ce qui constitue le domaine militaire de l'état dans les places de guerre et la garnison de l'intérieur.

2. Les gardes du génie seront, pour l'exécution du précédent article, assimilés aux gardes forestiers et champêtres et autres agens conservateurs. Leurs procès-verbaux feront foi auprès de toutes les autorités jusqu'à inscription de faux. Les procureurs impériaux sont chargés, sous leur responsabilité personnelle, de poursuivre, au nom du gouvernement, par voie de police correctionnelle et sans préjudice de poursuites extraordinaires, s'il y a lieu, la réparation des délits constatés par ces procès-verbaux, sur la simple transmission qui leur en sera faite par le directeur des fortifications.

3. Tous les procès-verbaux que les gardes du génie dresseront dans les cas prévus par l'article premier, relateront, afin d'être admis en justice, la date du jour et du lieu de l'enregistrement et de la prestation du serment; ces procès-verbaux seront visés pour timbre, et enregistrés en débet, ainsi que les actes et jugemens qui interviendront sur lesdits procès-verbaux conformément à la loi du 13 brumaire an 7, et à l'article 70, paragraphe premier, n<sup>os</sup>. 4 et 5 du titre II de celle du 22 frimaire suivant.

*Signé* NAPOLEON.Par l'empereur, *le ministre secrétaire d'état,**Signé* HUGUES B. MARET.

## N°. 99.

**DÉCRET IMPÉRIAL** *qui remplace le comité des inspecteurs en chef aux revues, par un conseiller d'état directeur général des revues et de la conscription militaire.*

Au palais de Saint-Cloud, le 8 juillet 1806.

NAPOLEON, Empereur des François, Roi d'Italie ;  
Sur le rapport de notre ministre de la guerre ;  
Notre conseil d'état en v.endu,  
Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

## TITRE PREMIER.

Art. 1. Le comité des inspecteurs en chef aux revues est supprimé.

2. Il est remplacé par un conseiller d'état directeur général des revues et de la conscription militaire, sous l'autorité de notre ministre de la guerre.

3. Le directeur général aura sous ses ordres, pour chaque exercice, six inspecteurs ou sous-inspecteurs aux revues, qui seront, sur sa proposition, nommés par le ministre de la guerre, pour être chargés de suivre le travail relatif à cette partie de l'administration, pendant un exercice.

4. Les inspecteurs ou sous-inspecteurs employés près le directeur général, ne seront jamais chargés du travail de deux exercices consécutifs, et ne seront susceptibles d'être appelés une seconde fois à seconder le directeur général, que lorsqu'ils auront complété, dans le délai de six mois, la comptabilité de l'exercice qui leur aura été confié.

## TITRE II.

*Des fonctions du directeur-général, relativement à la conscription.*

5. Le directeur général sera chargé, sous les ordres immédiats du ministre de la guerre, de tout ce qui est relatif à la levée de la conscription.

6. Il surveillera tous les actes et opérations relatifs à la poursuite, translation, jugement et punition des conscrits réfractaires, et des sous-officiers et soldats déserteurs, ainsi que de leurs auteurs et complices.

### TITRE III.

#### *Des recettes et dépenses sur les produits de la conscription.*

7. Le directeur général administrera, sous les ordres du ministre tout ce qui est relatif à la recette et à la dépense de la conscription, les amendes encourues à raison du fait de la conscription, celles des sous-officiers et soldats déserteurs; les indemnités des conscrits réformés, ainsi que les sommes que doivent verser au trésor public les conscrits qui ont obtenu la faculté de se faire remplacer, excepté dans les compagnies de réserve, entreront au trésor public pour y former un fonds spécial.

8. Les fonds provenant des amendes prononcées par les lois, relativement au fait de la conscription et de la désertion, seront affectés aux dépenses de recrutement.

9. Aucune dépense sur les produits de la conscription ne pourra être faite qu'en vertu d'une ordonnance du ministre de la guerre, à lui présentée par le directeur général, et que pour les objets déterminés ci-après :

1<sup>o</sup>. Indemnités qui devront être payées aux officiers de santé pour la visite des conscrits;

2<sup>o</sup>. Frais d'administration des bataillons de réserve;

3<sup>o</sup>. Dépenses générales d'administration pour la conscription;

4<sup>o</sup>. Paiement des gratifications accordées par les lois aux gendarmes, gardes forestiers des domaines, gardes champêtres des communes, qui auront arrêté des conscrits et des déserteurs;

5<sup>o</sup>. Dépenses des jugemens des déserteurs condamnés.

Nulle autre dépense sur les produits de la conscription ne pourra être faite qu'en exécution d'un décret impérial.

10. Nos ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

*Signé*, NAPOLEON.

Par l'Empereur, le secrétaire d'état, signé HUGUES, B. MARET.

N<sup>o</sup>. 100.**DÉCRET IMPÉRIAL *relatif au temps de nuit pendant lequel la gendarmerie ne peut entrer dans les maisons des citoyens.***

Au palais de Saint-Cloud, le 4 août 1806.

NAPOLÉON, Empereur des François, Roi d'Italie;  
Sur le rapport de notre grand-juge ministre de la justice;  
Notre conseil d'état entendu,  
Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1. Le temps de nuit où l'article 131 de la loi du 28 germinal an 6 défend à la gendarmerie d'entrer dans les maisons des citoyens, sera réglé par les dispositions de l'article 1037 du Code de procédure civile. En conséquence, la gendarmerie ne pourra, sauf les exceptions établies par ladite loi du 28 germinal, entrer dans les maisons; savoir, depuis le 1<sup>er</sup>. octobre jusqu'au 31 mars, avant six heures du matin et après six heures du soir; et depuis le 1<sup>er</sup>. avril jusqu'au 30 septembre, avant quatre heures du matin et après neuf heures du soir.

2. Quand il s'agira de recherches à faire dans les maisons de particuliers prévenus de recéler des conscrits ou déserteurs, le mandat spécial de perquisition prescrit par le même article 131 de la loi du 28 germinal an 6, pourra être suppléé par l'assistance du maire ou de son adjoint, ou du commissaire de police.

Notre grand-juge ministre de la justice est chargé de l'exécution de notre présent décret.

*Signé*, NAPOLÉON.

Par l'Empereur, le secrétaire d'état, *signé* HUGUES B. MARET.

N<sup>o</sup>. 101.**DÉCRET IMPÉRIAL *relatif aux formalités à observer pour la mise en jugement des agens du gouvernement.***

Au palais de Saint-Cloud, le 9 août 1806.

NAPOLÉON, Empereur des François, roi d'Italie;

Sur le rapport de notre grand-Juge ministre de la justice et de notre ministre de l'intérieur;

Notre conseil d'état entendu,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1. Lorsque, sur la demande d'autorités locales ou de parties, à nous transmise par nos ministres, il écherra d'autoriser ou non la mise en jugement d'aucuns de nos agens inculpés dans l'exercice de leurs fonctions, il y sera pourvu comme avant notre décret du 11 juin 1806, que nous déclarons non applicable au cas où la poursuite n'émanera point de nos ordres exprès.

2. Si la demande mentionnée en l'article précédent nous est transmise par notre grand-juge, et qu'elle soit dirigée contre un agent ou fonctionnaire étranger à son département, il en donnera avis au ministre du département de l'agent inculpé, en même temps qu'il nous remettra son rapport.

3. La disposition de l'article 75 de l'acte constitutionnel de l'an 8 ne fait point obstacle à ce que les magistrats chargés de la poursuite des délits, informent, et recueillent tous les renseignemens relatifs aux délits commis par nos agens dans l'exercice de leurs fonctions; mais il ne peut être, en ce cas, décerné aucun mandat, ni subi aucun interrogatoire juridique sans l'autorisation préalable du Gouvernement.

4. Nos ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de notre présent décret.

*Signé* NAPOLÉON.

Par l'Empereur, le secrétaire d'état, signé HUGUES MARRY.



N<sup>o</sup>. 102.*Circulaire du directeur-général des revues et de la conscription militaire, sur la désertion.*

Paris, le 5 janvier 1807.

Ayant eu occasion de remarquer, Messieurs, que les lois relatives à la désertion ne produisent pas tout l'effet que Sa Majesté l'Empereur et Roi avoit droit d'en attendre, parce qu'elles ne sont pas assez exactement observées, il est de mon devoir de fixer votre attention sur les obligations qu'elles vous imposent, et d'ajouter aux instructions données par son altesse le ministre de la guerre, celles que le décret du 8 juillet 1806 a rendu nécessaires.

Art. 1. Tout chef de corps ou de détachement militaire, dont un sous-officier ou soldat aura abandonné ou n'aura pas rejoint ses drapeaux, devra, sous peine de quinze jours d'arrêts forcés, et de plus forte peine, s'il y a lieu, ainsi que le prescrit l'article 23, titre III de l'arrêté du 19 vendémiaire an 12, porter plainte contre ledit sous-officier ou soldat, dans les vingt-quatre heures qui suivront l'époque où, en exécution du titre IX du même arrêté, il devra être réputé déserteur.

2. La plainte sera dressée suivant le modèle ci-joint, n<sup>o</sup>. 1<sup>er</sup>, qui, à quelques additions près, destinées à compléter le signalement de l'accusé, est en tout semblable à la formule n<sup>o</sup>. 1<sup>er</sup>., annexée à l'arrêté précité et aux circulaires de Son Altesse.

3. Toutes les fois que la plainte devra être portée contre un déserteur non ramené au corps, cette plainte sera accompagnée de deux expéditions de son signalement, rédigées dans la forme du modèle n<sup>o</sup>. 2. Elles seront visées par le commandant de la place ou par l'officier général à qui la plainte aura été remise, et adressées par lui, l'une à l'officier de gendarmerie du lieu où l'accusé aura déserté, et l'autre au premier inspecteur-général de la gendarmerie.

4. La plainte ne devra jamais comprendre qu'un seul déserteur, si ce n'est lorsqu'il s'agira d'un complot; car alors il ne faut pour tous les coaccusés qu'une plainte, qu'une information, qu'un jugement.

5. Dans aucun cas, on ne devra porter plus d'un déserteur sur la même feuille de signalement.

6. Le 15 de chaque mois, il me sera adressé par le major, et en cas d'absence, par l'officier commandant la portion du corps près

de laquelle le conseil d'administration résidera , les quatre états suivans.

1<sup>o</sup>. Un état nominatif des déserteurs du corps pendant le mois précédent. Cet état sera conforme au modèle n<sup>o</sup>. 3 ; et quand il n'y aura point eu de désertion , cet état sera négatif (1).

Cet état devra comprendre aussi ceux des sous-officiers et soldats qui , entrés dans les hôpitaux , doivent être jugés comme déserteurs , en exécution de la circulaire de Son Altesse le ministre de la guerre , du 23 janvier 1806 ;

2<sup>o</sup>. Un état nominatif des déserteurs rentrés ou reconduits au corps pendant le mois précédent. Cet état sera conforme au modèle n<sup>o</sup>. 4 , et quand il ne sera rentré aucun déserteur , il sera négatif ;

3<sup>o</sup>. Un état nominatif des sous-officiers et soldats rayés des contrôles pour cause de longue absence. Cet état sera conforme au modèle n<sup>o</sup>. 5 ; et quand nul homme n'aura été rayé , il sera négatif.

4<sup>o</sup>. Enfin , un état nominatif des sous-officiers et soldats qui , précédemment rayés des contrôles pour cause de longue absence , seront rentrés pendant le mois précédent. Cet état sera conforme au modèle n<sup>o</sup>. 6 , et négatif , s'il y a lieu.

7. Afin que le major puisse m'adresser , à l'époque ci-dessus prescrite , les états demandés , le commandant de tout détachement séparé du dépôt général du corps (que ce détachement soit composé de bataillons ou escadrons de guerre , de compagnies ou fractions de compagnie) , adressera au major , du premier au cinq de chaque mois , les élémens des états ci-dessus demandés. Ils seront rédigés de la même manière que ceux qui doivent m'être adressés le 15 par le major.

8. Lorsqu'un corps ou un détachement militaire sera en route , et qu'un ou plusieurs sous-officiers et soldats en désertent , le chef de ce corps ou détachement fera de suite , conformément au modèle ci-joint n<sup>o</sup>. 2 , sauf le vu du général de brigade ou commandant d'armes , deux expéditions du signalement de chacun de ces déserteurs : il en adressera une au commandant de la gendarmerie du lieu où ils auront déserté , et l'autre au premier inspecteur-général de la gendarmerie impériale , et portera plainte contre les prévenus dans les vingt-quatre heures qui suivront son arrivée à sa destination , ou son arrivée dans un lieu où il aura reçu ordre de séjourner assez de temps pour faire juger une partie ou la totalité de ces déserteurs.

9. Lorsqu'un jugement pour cause de désertion aura été rendu par contumace ou contradictoirement le chef du corps ou du détachement militaire auquel l'individu acquitté ou condamné appartient , au lieu d'en adresser lui-même directement au ministre de la

---

(1) Voir la Circulaire du 17 septembre 1810.

guerre, deux copies, ainsi que le prescrivait l'article 58 de l'arrêté du 19 vendémiaire an 12, les fera parvenir au major, lorsque celui-ci commandera le dépôt général du corps, ou, en son absence, à celui qui le commandera.

10. Lorsque le jugement comprendra plusieurs individus, ce chef de corps ou de détachement enverra au major un nombre de copies égal à celui des individus jugés, en observant d'ajouter à ce nombre une copie pour tenir lieu de double expédition.

11. Lorsqu'un jugement portant condamnation pour cause de désertion, aura été rendu contradictoirement, le chef du corps ou du détachement auquel appartient l'individu jugé, fera faire une copie de plus, pour, conformément à l'article 80 de l'arrêté du 19 vendémiaire an 12, être remise de suite à la gendarmerie chargée de conduire le condamné à sa destination.

12. Ces copies devront être bien écrites et certifiées conformes à l'original par le commandant d'armes ou du lieu, si le jugement a été rendu dans l'intérieur de l'empire; et par un général de brigade, s'il a été rendu à l'armée.

13. Les chefs de chaque corps et détachement militaire examineront particulièrement, avant d'envoyer ou de remettre ces copies,

1<sup>o</sup>. Si les individus jugés y sont bien signalés;

2<sup>o</sup>. Si l'on y a indiqué le lieu de naissance de chacun d'eux, canton et département;

3<sup>o</sup>. Le lieu de leur domicile respectif au moment de leur entrée au service, canton et département;

4<sup>o</sup>. Le numéro de leur inscription sur le tableau général de la conscription de leur département,

5<sup>o</sup>. Le numéro sous lequel ils sont compris dans la liste formée en exécution de l'article 12 du décret du 8 fructidor an 13.

6<sup>o</sup>. Le numéro d'inscription sur le contrôle du corps;

7<sup>o</sup>. Le domicile de leurs père et mère, canton, et département;

8<sup>o</sup>. Enfin, si l'on a indiqué le jugement par contumace qui auroit pu être rendu précédemment.

14. S'ils s'aperçoivent de quelque erreur ou omission, ils la répareront, en écrivant en marge de chaque copie les renseignements convenables, dont ils certifieront l'exactitude par leur signature.

15. Dès que le major aura reçu les copies des jugemens, il fera faire une expédition du signalement de chaque condamné par contumace, et l'adressera, après l'avoir certifiée au premier inspecteur général de la gendarmerie. Ces signalements seront rédigés suivant le modèle ci-joint n<sup>o</sup>. 3, en supprimant seulement la colonne où doit être inscrit le prononcé du jugement contradictoire.

16. Le 15 de chaque mois, le major me fera l'envoi des copies de

tous les jugemens rendus dans le mois précédent contre des déserteurs; mais avant, il examinera si elles sont en nombre suffisant, si elles sont certifiées conformes par qui de droit, et si elles contiennent tous les renseignemens spécifiés dans le treizième paragraphe ci-dessus.

17. Il rectifiera lui même, s'il le peut, de la manière ci-dessus indiquée, les erreurs ou omissions qu'il reconnoitra dans ces copies.

18. Si les vices de ces copies sont tels qu'ils ne puisse les rectifier, ou s'il manque des renseignemens nécessaires pour opérer les rectifications, il renverra ces copies au chef du corps ou du détachement militaire qui les lui aura transmises, en lui indiquant les motifs du renvoi et les rectifications à faire.

19. Dans tous les cas, il ne devra m'envoyer aucune copie qui ne soit conforme aux dispositions ci-dessus prescrites, ou sans qu'il me fasse connoître les motifs qui ne l'auroient pas permis.

20. Je recommande particulièrement aux majors de ne point perdre de vue les hommes qui leur seront désignés comme étant entrés aux hôpitaux; ils doivent veiller à ce qu'ils rejoignent dès que leur santé est rétablie, et à ce qu'ils ne puissent se soustraire impunément au service militaire : à cet effet, ils entretiendront une correspondance suivie avec les commissaires-ordonnateurs ou des guerres ayant la police de ces établissemens.

21. Si le major apprend, soit par les états des économes des hôpitaux civils ou militaires, soit par un inspecteur, sous-inspecteur aux revues ou par un commissaire des guerres, que quelqu'un de ces hommes se soit évadé de l'hôpital, ou qu'il en soit sorti pour rejoindre, et qu'il n'ait pas paru au corps dans le délai fixé par les réglemens, en raison de la longueur de la route, il portera plainte en désertion contre lui.

22. A cette plainte, il joindra, conformément à la circulaire de son altesse le ministre de la guerre, en date du 23 janvier 1806, un extrait de l'état fourni par l'économe, ou de la lettre de l'inspecteur, sous-inspecteurs aux revues ou commissaires des guerres, certifié par le conseil d'administration du corps.

23. Au vu de ces pièces, et sur la déclaration de deux témoins, attestant qu'ils connoissent le délinquant pour avoir fait partie du corps; qu'ils l'ont vu y faire le service, y recevoir le prêt, qu'il a été présent jusqu'à telle époque, et qu'il n'a pas reparu depuis, le conseil de guerres spécial rendra un jugement par contumace.

24. Si, malgré ses demandes réitérées aux commissaires-ordonnateurs ou des guerres, ayant la police des hôpitaux, le major ne peut parvenir à savoir ce que les hommes entrés dans ces établissemens sont devenus, il les fera rayer des contrôles, en se conformant toutefois aux dispositions du décret du 25 germinal an 13; ne les fera point juger comme déserteurs, mais ils ne les fera connoître

au moyen du troisième état exigé ci-dessus, paragraphe 5, et il enverra leurs signalements, rédigés suivant le modèle n. 5, au premier inspecteur-général de la gendarmerie, qui les fera rechercher.

25. Dans les corps où il n'y a pas de major, les dispositions qui leur sont prescrites par la présente, seront exécutées par le chef de chacun de ces corps.

26. Les chefs de corps remettent un exemplaire ou une copie de la présente instruction à chaque chef de détachement qui se séparera du corps.

Je vous recommande, Messieurs, de m'accuser la réception de la présente, et de ne rien négliger pour assurer l'exécution des mesures qui en sont l'objet.

MODELE N<sup>o</sup>. I.

*Plainte à M.            commandant d'armes de la place  
division militaire de l'intérieur (1).*

(mettre le numéro du  
régiment) régiment de  
de vous représenter que le nommé  
et de  
domiciliés à canton  
d département d né le à canton  
d département d domicilié, avant d'entrer au  
service, à canton d département d  
taille cheveux sourcils  
yeux front nez bouche  
menton visage teint

(Marques particulières).

(Désigner ici le grade de l'accusé, la compagnie, le bataillon ou

(1) A l'armée, cette plainte doit toujours être adressée au général de brigade sous les ordres duquel se trouve le corps ou le détachement dont fait partie l'accusé.

Dans les divisions militaires de l'intérieur, elle doit être adressée au commandant d'armes de la place dans laquelle se trouve le corps ou le détachement dont fait partie l'accusé, et, à défaut de commandant d'armes, au commandant du lieu.

(2) Si celui qui porte plainte n'est pas colonel, il fera mention du corps ou du détachement militaire dont il est chef.

escadron dont il fait partie, ainsi que le numéro et l'arme du corps auquel il appartient).

Entré au service le (1).

Inscrit sur le contrôle du corps sous le n°.

Sur le tableau général de la conscription du département d sous le n°.

Sur la liste formée en exécution de l'article 12 du décret du 8 fructidor an 13, sous le n°. (2).

A abandonné ses drapeaux (3) le  
du mois d an à heure du (4)

(1) Si l'accusé est conscrit, il faut ajouter, *comme conscrit de l'an*

S'il est remplaçant, il faudra mettre, *comme remplaçant de*  
(indiquer les nom et prénoms du remplacé), *conscrit de l'an*

Si l'accusé est enrôlé volontaire, on mettra, *comme enrôlé volontaire devant*  
*la municipalité d* *canton d* *département*  
*d* *le*

Si l'accusé a été appelé au service par les lois antérieures à la conscription, on se bornera à mettre, *entré au service le*

(2) Si l'accusé est enrôlé volontaire, ou s'il a été appelé au service avant la loi sur la conscription, on ne le signalera que sous le numéro d'inscription au contrôle du corps.

(3) Si l'accusé, étant enrôlé volontaire, est déserteur pour n'avoir pas rejoint dans le délai déterminé par la loi, au lieu de ces mots : *a abandonné ses drapeaux le* *du mois d* *an* *à* *heures*  
*du* *et n'a plus reparu au corps depuis cette époque*, on mettra  
ceux-ci : *n'a pas paru au corps depuis l'époque de son enrôlement*.

Si l'accusé est déserteur pour avoir dépassé son congé, et n'avoir pas rejoint dans le délai de faveur accordé par l'arrêté du 19 vendémiaire an 12, au lieu de ces mots : *a abandonné ses drapeaux*, il faudra mettre ceux-ci : *ayant obtenu un congé limité pour en jouir du* *du mois d*  
*de l'an* *jusqu'au* *du mois d*  
*suivant*, en a dépassé la durée, et n'a pas rejoint dans le délai de faveur accordé par le titre IX de l'arrêté du 19 vendémiaire an 12.

Si l'accusé est déserteur pour s'être évadé d'un hôpital, on n'avoir pas rejoint après sa sortie dudit hôpital; dans le premier cas, au lieu de ces mots : *a abandonné*, on mettra : *n'a pas rejoint à sa sortie de l'hôpital d*  
*département d* *le* : dans le second cas, on mettra : *s'est évadé de l'hôpital d* *département d*  
*le* : et dans l'un et l'autre cas, on ajoutera : *suivant la déclaration d* . (Faire mention de qui l'un tiendra les renseignements sur la sortie ou l'évasion de l'hôpital, et joindre l'extrait de l'état de l'économie, ou de la lettre du commissaire-ordonnateur ou des guerres, de l'inspecteur ou sous-inspecteur aux revues).

(4) Si la désertion est accompagnée de circonstances aggravantes, il faut les énoncer ici en détail.

et n'a plus reparu au corps depuis cette époque (1).

Les témoins de sa désertion sont (2),

1°. *(Indiquer les noms, prénoms, grades et compagnies des témoins).*

2°.

3°. (3)

Pourquoi il vous demande, qu'il soit informé, afin que ledit *(rappeler les noms et prénoms de l'accusé)* soit ensuite jugé conformément à l'arrêté du 19 vendémiaire an 12.

Il vous remet ci-jointes les deux copies de signalement dudit *(nom de l'accusé)*, qu'il vous prie de viser et de transmettre à qui de droit.

Il vous demande en outre de lui donner un récépissé de la présente plainte et des signalements, afin de l'annexer, ainsi qu'il est prescrit par l'article 23 du titre III de l'arrêté précité, au registre des délibérations du conseil d'administration, sur lequel registre copie de ladite plainte sera inscrite sous vingt-quatre-heures.

Fait à le du mois  
d an

*(Place de la signature de celui qui porte la plainte).*

(1) Si l'accusé avoit été recounit au corps, ou s'il s'y étoit rendu volontairement, il faudroit s'exprimer ainsi qu'il suit : Après le mot *époque*, on ajouteroit : jusqu'au qu'il est rentré au corps, et est en ce moment détenu à (indiquer la prison).

(2) En général, les témoins doivent être des sous-officiers et des soldats de la compagnie de l'accusé, ou si l'accusé a déserté étant de garde, des sous-officiers et des soldats de cette même garde.

(3) On pourra entendre plus de deux témoins lorsque l'instruction de l'affaire l'exigera.

(1) RÉGIMENT d

MODELE N<sup>o</sup>. 2.*Feuille de signalement d'un déserteur.*

| NOM<br>et<br>PRÉNOMS. | SIGNALEMENT.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | ENTRÉ<br>AU SERVICE<br>en qualité de                                                                                                                                                                                                                                                         | GRADE. | Date<br>de la désertion. | Observations. |
|-----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|--------------------------|---------------|
|                       | Fils d                      et d<br>domiciliés à                      canton<br>d                      département d<br>né le                      à<br>canton d                      département<br>d                      domicilié, avant<br>son entrée au service, à<br>canton d<br>département d<br>taille                      cheveux<br>sourcils                      yeux<br>front                      nez<br>bouche                      menton<br>visage                      teint<br>(marques particulières). | Conscrit (2) de<br>l'an                      inscrit sur<br>le contrôle du corps<br>sous le numéro<br>Sur le tableau gé-<br>néral du départe-<br>ment, sous le nu-<br>méro.<br>Sur la liste formée<br>en exécution de l'ar-<br>ticle 12 du décret du<br>8 fructidor an 13,<br>sous le numéro |        |                          |               |

(1) Mettre le numéro du régiment; et si ce n'est pas un régiment, désigner le corps: dans l'un et l'autre cas, désigner l'arme.

*Vu par nous, général de brigade (ou commandant d'armes).*

(2) Si le déserteur est un remplaçant, il faut indiquer les nom et prénoms du remplaçant, et l'année de la conscription à laquelle appartient ce dernier; et s'il est enrôlé volontaire, ou s'il a été appelé au service par une loi antérieure à la conscription, il faut en faire mention.

Certifié véritable par nous

Fait à                      le  
 du mois d                      an

RÉGIMENT d

MODELE N<sup>o</sup>. 3.

*Etat (1) des hommes qui ont déserté de ce corps pendant le*  
*mois d                      an*

(1) Voir la Circulaire du 17 septembre 1810.



(1) RÉGIMENT d

MODELE N°. 4.

*Etat des déserteurs reconduits ou rentrés volontairement au corps pendant le mois d an*

| NOM ET PRÉNOMS<br>des déserteurs.<br>N° d'ordre. | SIGNALEMENT.                                                               | ENTRÉ<br>AU SERVICE<br>comme                                               | GRADE. | DATES               |                                                   | COMMENT<br>RENTRE<br>au corps.                                         | Promesse du jugement.<br>DATE DU JUGEMENT<br>contradictoire. | Observations. |
|--------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|--------|---------------------|---------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|---------------|
|                                                  |                                                                            |                                                                            |        | du retour au corps, | du jugement par<br>contumace,<br>de la désertion. |                                                                        |                                                              |               |
|                                                  | Il faut remplir la présente colonne, ainsi que le prescrit le modèle n° 2. | Il faut remplir la présente colonne, ainsi que le prescrit le modèle n° 2. |        |                     |                                                   | Indiquer ici si c'est volontairement, ou reconduit par la gendarmerie. |                                                              |               |

(1) Voir la note au modèle n° 2.

*Certifié véritable par nous major.*  
Fait à le du mois d an

(1) RÉGIMENT d

MODELE N°. 5.

*Etat (1) nominatif des sous-officiers et soldats rayés des contrôles pour cause de longue absence, pendant le mois d*

(1) Voir la Circulaire du 17 septembre 1810.



N<sup>o</sup>. 103.

*Avis du conseil d'état, sur la remise de l'amende en faveur des déserteurs condamnés, et qui ont obtenu leur grace avant de l'avoir acquittée; séance du 3 janvier 1807.*

DU 25 JANVIER 1807.

Le conseil d'état qui, d'après le renvoi ordonné par Sa Majesté, a entendu le rapport de la section de législation, sur celui du grand-juge ministre de la justice, duquel il résulte que Sa Majesté, en exécution de l'article 53 du décret du 19 vendémiaire an 12, ayant accordé, le 16 frimaire an 14, au camp d'Austerlitz, grace à trois cent quatre-vingt-six condamnés aux travaux publics, et ordonné leur incorporation dans divers régimens, la question se présente, si ceux qui ont payé l'amende de quinze cents francs doivent la recouvrer, et si ceux qui en sont encore débiteurs doivent en être déchargés ?

Est d'avis, sur la première partie de la question, que la grace ne sauroit emporter un effet rétroactif; elle fait cesser la peine, mais elle prend le condamné dans l'état où il est; elle ne lui rend point ce qu'il a perdu ou payé; elle ne doit point être onéreuse au trésor public, en le soumettant à des restitutions.

Quant à la seconde partie de la question, il est à considérer que si la grace n'a pas d'effet rétroactif, elle doit avoir un effet présent, qui fasse cesser toute peine et toute poursuite de la part de la partie publique ;

Que si la grace ne remet pas les amendes acquises à des parties civiles, ou à des tiers auxquels elle tient lieu d'indemnité, il n'en est point ainsi à l'égard du prince, dont les grâces, à moins qu'il ne les restreigne, sont de plein droit entières et absolues ;

Que l'amende de quinze cents francs, étant destinée par l'article 12 de la loi du 17 ventose an 8, à remplacer, par des enrôlemens volontaires, les déserteurs condamnés, les déserteurs qui ont obtenu leur grace, et qui sont incorporés pour huit ans dans la ligne, acquittent de leur personne cette destination ;

Que le non-recouvrement de l'amende pendant leur détention, prouve qu'elle est d'une exécution difficile, et peut-être impossible ;

en sorte qu'en donnant à la grace toute l'étendue dont elle est susceptible, on fera cesser, d'une part, des poursuites vraisemblablement frustratoires, et, d'autre part, on ne distraira pas de leur devoir, par des inquiétudes sur leurs biens ou sur ceux de leurs parens, des soldats que Sa Majesté a jugés dignes, d'après leur meilleure conduite, de rentrer au service. Comme on les rappelle à l'inviolable fidélité qu'ils doivent à leurs drapeaux, il paroît convenable qu'ils y trouvent un entier oubli de leur faute;

Par ces motifs,

Le conseil d'état est d'avis que la grace accordée, en exécution de l'article 53 du décret du 19 vendémiaire an 12, aux déserteurs condamnés, leur remet l'amende de quinze cent francs, si elle n'a pas été acquittée.

Pour extrait conforme :

*Le secrétaire général du conseil d'état, signé J. G. LOCRÉ.*

Approuvé, au camp impérial de Varsovie, le 27 janvier 1807.

*Signé NAPOLEON.*

Par l'Empereur, *le secrétaire d'état, Signé HUGUES B. MARY.*

---

## N<sup>o</sup>. 104.

### EXTRAIT des minutes de la secrétairerie d'état.

Au camp impérial de Varsovie, le 25 janvier 1807.

---

*Extrait du registre des délibérations du conseil d'état, séance du décembre 1806.*

### A V I S.

Le conseil d'état qui, d'après le renvoi ordonné par Sa Majesté l'Empereur et Roi, a entendu le rapport de la section de la guerre, sur celui du ministre de ce département, au sujet de deux procès-verbaux dressés le 14 août dernier, l'un par le maire de la commune de Mâcon, et l'autre par le préfet du département de la Saône-

et-Loire, lesquels procès-verbaux ont donné lieu aux questions suivantes.

1<sup>o</sup>. Les gardes-magasins des vivres, dans les places ouvertes de l'intérieur, sont-ils justiciables d'un conseil de guerre?

2<sup>o</sup>. Un habitant de l'intérieur, employé par circonstance comme boulanger à la *munitionnaire* d'une des places d'une division militaire de l'intérieur, doit-il être considéré comme boulanger de l'armée, et, comme tel, justiciable d'un conseil de guerre?

Vu l'article 10 de la loi du 13 brumaire, et l'article 6 du titre VII de la loi du 21 brumaire an 5,

Est d'avis que les gardes-magasins des vivres, même dans les places ouvertes de l'intérieur et les divisions militaires, doivent pour tous les faits relatifs à l'exercice de leurs fonctions, être traduits devant les tribunaux militaires; mais que les habitants employés momentanément et par circonstance, sans commission du ministre ou du *munitionnaire-général*, comme boulangers à la *munitionnaire* d'une des places de l'intérieur d'une division militaire, ne pouvant être considérés comme boulangers de l'armée, doivent pour les faits relatifs à ces fonctions momentanées, être traduits devant les tribunaux ordinaires.

Pour extrait conforme:

*Le secrétaire général du conseil d'état*, signé J. G. LOCRÉ.

Approuvé au camp impérial de Varsovie, le 25 janvier 1807.

*Signé* NAPOLEON.

Par l'Empereur, *le secrétaire d'état*, signé HUGUES B. MARET.

## N°. 105.

**AVIS du conseil d'état sur le paiement des dépenses de prisonniers ou accusés transférés; séance du 10 janvier 1807.**

De notre camp impérial de Preussich-Eylau, le 16 février 1807.

Le conseil d'état qui, en exécution du renvoi ordonné par Sa Majesté, a entendu le rapport de la section de l'intérieur, sur celui du ministre de ce département, contenant diverses questions relatives au paiement des dépenses de certains prisonniers ou accusés transférés,

Est d'avis,

1°. Que les dépenses de prison, et conduite relatives aux marins ou militaires condamnés aux travaux publics ou au boulet, sont à la charge des ministres respectifs de la marine et de la guerre ;

2°. Que les dépenses des condamnés aux fers, pour leur séjour, ou conduite, par les tribunaux militaires, maritimes ou civils, et même des militaires ou marins, sont à la charge du ministre de l'intérieur ;

3°. Enfin que les dépenses de route ou séjour momentané, pendant la translation des prisonniers transférés par ordre des tribunaux ou cours, procureurs-généraux impériaux ou procureurs impériaux, doivent être acquittées, comme frais généraux de justice, par le domaine, et allouées sur les ordonnances du grand-juge ministre de la justice, et non sur les centimes variables des départemens, affectés aux dépenses des prisons, lesquels n'ont été fixées que comme dépenses locales et particulières à chaque département.

Pour extrait conforme,

*Le secrétaire général du conseil d'état, signé J. G. LOCRÉ.*

Approuvé, de notre camp impérial de Preussich-Eylau, le 16 février 1807.

*Signé NAPOLÉON.*

Par l'Empereur, *le secrétaire d'état, signé HUGUES B. MARZ.*

N<sup>o</sup>. 106.**EXTRAIT des minutes de la secrétairerie d'état.**

Au camp impérial de Preussich-Eylan, le 16 février 1807.

**NAPOLÉON**, Empereur des François et Roi d'Italie;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1. Dans les divisions militaires de l'intérieur où il ne se trouveroit pas au chef-lieu un nombre suffisant d'officiers du grade prescrit par les lois et arrêtés, pour former les conseils de guerre et de révision permanens, on pourra, pour compléter ces tribunaux militaires, mettre à la place de chaque officier manquant, un officier de tout autre grade inférieur, pourvu qu'il ait au moins celui de sous-lieutenant.

Dans tous les cas, chacun de ces conseils ne pourra être présidé que par un officier supérieur.

2. Notre ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

*Signé* **NAPOLÉON**.

*Par l'Empereur, le secrétaire d'état, signé* **HUGUES B. MARET**.

N<sup>o</sup>. 107.*EXTRAIT des minutes de la secrétairerie d'état.*

Au camp impérial de Preussich-Eylau, le 16 février 1807.

NAPOLÉON, Empereur des François, Roi d'Italie;  
Sur le rapport de notre ministre de la guerre,  
Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1. Conformément à la loi du 19 fructidor an 6, sont considérés comme déserteurs les enrôlés volontaires et les conscrits de la réserve ou du dépôt, qui, ayant contracté l'engagement d'entrer dans l'armée active, ne se seront pas rendus, dans le délai qui leur aura été prescrit, au corps pour lequel ils étoient destinés; en conséquence, ils seront jugés par le conseil de guerre spécial de ce corps, au vu de leur acte d'enrôlement ou de déclaration, certifié par le maire qui l'aura reçu; et punis des peines portées par l'arrêté du 19 vendémiaire an 12, contre la désertion.

2. Il est accordé un délai de trois mois, pour rejoindre leurs corps, aux hommes qui, antérieurement à la publication du présent décret, se sont enrôlés volontairement, ou qui, étant conscrits de la réserve ou du dépôt, ont contracté l'engagement de servir dans l'armée active, et n'ont pas encore rejoint.

3. A l'expiration de ce délai ils seront jugés et punis conformément à l'article premier du présent décret.

4. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

*Signé* NAPOLÉON.

Par l'Empereur, le secrétaire d'état, signé HUGUES B. MARET.



N<sup>o</sup>. 108.*Avis du conseil d'état, sur les comptables destitués par ordre de Sa Majesté; séance du 19 février 1807.*

De notre camp impérial d'Osterode, le 16 mars 1807.

Le conseil d'état qui, d'après le renvoi ordonné par Sa Majesté l'Empereur et Roi, a entendu le rapport de la section des finances, sur celui du ministre du trésor public, tendant à faire décider que l'article 75 de l'acte constitutionnel du 22 frimaire an 8, n'est point applicable aux comptables destitués par ordre de Sa Majesté;

Considérant que ce n'est pas aux comptables infidèles et destitués que la constitution a voulu donner contre leur mise en jugement, si la vindicte publique la réclame, une sauve-garde que l'autorité suprême pourroit seule leur ôter; que toutes les lois anciennes et nouvelles assimilent les comptables rétentionnaires de deniers publics aux banqueroutiers frauduleux, et qu'il n'est pas moins contraire à l'esprit de la constitution qu'à l'intérêt du gouvernement de supposer que des ex-comptables sans fonctions, devenus étrangers à l'action administrative, puissent, même encore après qu'ils ont été frappés d'une destitution, réclamer un privilège qui n'a été accordé qu'aux agens publics, dont la cessation des fonctions et de la coopération au mouvement administratif pourroit en paralyser l'action,

Est d'avis, 1<sup>o</sup>. que les comptables destitués par ordre de Sa Majesté, ne peuvent pas être admis à se prévaloir de la prérogative constitutionnelle, d'après laquelle les agens publics ne peuvent être mis en jugement qu'en vertu d'une décision du conseil d'état;

2<sup>o</sup>. Que les ex-comptables rétentionnaires de deniers publics peuvent être traduits devant les tribunaux criminels, sur la simple dénonciation du ministre du trésor public au grand-juge ministre de la justice, qui se fera rendre compte de l'instruction et des suites de la procédure.

Pour extrait conforme,

*Le secrétaire général du conseil d'état*, signé J. G. Locré.

Approuvé de notre camp impérial d'Osterode, le 16 mars 1807.

*Signé* NAPOLEON.

Par l'Empereur, *le ministre secrétaire d'état*,

Signé HUGUES B. MARET.

N<sup>o</sup>. 109.**DÉCRET IMPÉRIAL** *concernant les militaires détenus dans les bagnes de Cherbourg et de Nice, pour cause de désertion et d'insubordination.*

De notre camp impérial d'Osterode, le 16 mars 1807.

NAPOLÉON, Empereur des François, Roi d'Italie;  
Sur le rapport de notre ministre de la marine et des colonies,  
Notre conseil d'état entendu,  
Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1. Les dispositions contenues dans les articles 49 et 53 de l'arrêté du 19 vendémiaire an 12, concernant les déserteurs de l'armée de terre, sont rendus applicables aux militaires détenus dans les bagnes de Cherbourg et de Nice, pour cause de désertion et d'insubordination.

2. Notre ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

*Signé* NAPOLÉON.

Par l'Empereur, *le ministre secrétaire d'état*

*Signé* HUGUES B. MARET.

## N°. 110.

*Le directeur-général, à MM. les généraux de brigade, commandans d'armes, chefs de corps, et majors de toutes armes.*

Paris, le 8 avril 1807.

Je vous transmets ci-joint, messieurs, un exemplaire du décret rendu au camp impérial de Preussich-Eylau, le 16 février dernier (1), sur le mode de juger les enrôlés volontaires ou conscrits de la réserve ou du dépôt, qui, ayant contracté l'engagement d'entrer dans l'armée active, ne se sont pas rendus, dans le délai qui leur a été prescrit, au corps pour lequel ils étoient destinés.

Vous remarquerez que ce décret déroge aux dispositions de l'arrêté du 19 vendémiaire an 12, relatives à l'audition des témoins requis pour déposer du fait de désertion ; et que, dans le cas particulier, le conseil de guerre spécial est tenu de juger les prévenus, au vu de leur acte d'enrôlement ou de déclaration, certifié par le maire qui l'aura reçu. En conséquence, après l'expiration des trois mois de grace accordés par ce décret, tout chef de dépôt ou de corps qui aura reçu, en exécution de ma circulaire du 27 novembre dernier, l'acte d'enrôlement volontaire ou la déclaration d'un conscrit de la réserve ou du dépôt, d'entrer dans l'armée active, certifié par le maire, devra, si cet homme n'est pas arrivé au corps dans le délai fixé par la même circulaire, le dénoncer pour qu'il soit jugé comme déserteur, conformément à la loi du 19 fructidor an 6, à l'arrêté du 19 vendémiaire an 12, et au décret impérial du 16 février dernier ; il devra, pour le jugement, les signemens et les états, se conformer à ma circulaire du 5 janvier dernier.

J'ai remarqué, messieurs, qu'il est très-difficile de faire conduire aux bataillons ou escadrons de guerre, des prévenus de désertion arrêtés dans l'intérieur de l'empire ; que ceux d'entre eux que l'on reconduit au dépôt général de leurs corps, après avoir été jugés par *contumace* à l'armée, languissent dans les prisons sans pouvoir être jugés contradictoirement, parce que la procédure n'existe point au

(1) Voyez ce décret à sa date.

dépôt, que les témoins à entendre sont éloignés, et qu'il est presque impossible de suppléer à leur absence par des séries de questions à répondre, sur-tout depuis l'établissement des conseils de guerre spéciaux, qui sont, ainsi que les capitaines-rapporteurs, renouvelés pour chaque affaire.

Pour remédier à ces inconvéniens, 1<sup>o</sup>. toutes les fois qu'un corps sera divisé en deux ou plusieurs parties; le chef de toute fraction de ce corps, (autre que le dépôt général), dont il désertera un sous-officier ou soldat, rédigera, en double expédition, la plainte ordonnée par l'arrêté du 19 vendémiaire an 12, et ma circulaire du 5 janvier dernier ;

2<sup>o</sup>. Dans ce cas, l'instruction et la procédure concernant un *contumax*, seront toujours rédigées en double expédition.

3<sup>o</sup>. Il sera envoyé, avec la copie du jugement exigée par l'article 9 de ma circulaire du 5 janvier 1807, l'un des doubles de la plainte et de la procédure, au major, ou, en son absence, à celui qui commandera le dépôt général du corps.

4<sup>o</sup>. Ces pièces resteront au dépôt général du corps, pour servir au jugement contradictoire de l'accusé, dès qu'il s'y sera présenté ou qu'il y aura été reconduit.

5<sup>o</sup>. Tout déserteur qui sera arrêté dans l'intérieur de l'empire, sera reconduit au dépôt général de son corps.

6<sup>o</sup>. Tout déserteur qui sera pris hors des frontières, sera conduit au dépôt général de son corps, si, au moment de cette arrestation, il se trouve plus près de ce dépôt que des bataillons ou escadrons de guerre.

7<sup>o</sup>. S'il se trouve arrêté dans un endroit plus voisin des bataillons ou escadrons de guerre que du dépôt général, il sera conduit à ces bataillons ou escadrons.

8<sup>o</sup>. Tout homme ainsi reconduit au dépôt général, devra être jugé de suite contradictoirement.

9<sup>o</sup>. Conformément aux articles 31, 32, et 33 de l'arrêté du 19 vendémiaire an 12, le capitaine-rapporteur, pour procéder à l'information, se fera représenter la copie de la procédure qui aura été envoyée au dépôt au moment de la désertion de l'accusé. Si ce capitaine-rapporteur croit l'information terminée, le conseil de guerre spécial, convoqué en exécution de l'article 34 de l'arrêté précité, prononcera sur le sort de l'accusé.

10<sup>o</sup>. Ce n'est que dans le cas où l'information ne paroitroit pas terminée, qu'il y auroit lieu de recourir à la loi du 18 prairial an 2, relative au mode d'entendre les témoins absens.

11<sup>o</sup>. Si l'accusé est reconduit aux bataillons ou escadrons de guerre, qu'il n'y ait point été jugé par *contumace*, et que les pièces ou les témoins se trouvent au dépôt, le chef de ces bataillons ou esca-

Je vous écrirai de suite au dépôt, pour demander la première procédure, et m'en rendra compte.

12°. Tous les chefs de corps ou de dépôt où il existe maintenant des accusés de désertion dont la mise en jugement est retardée faute de témoins ou de renseignemens, en formeront un état nominatif, avec indication des témoins à entendre et des renseignemens à recueillir, et me l'adresseront, afin que je donne des ordres pour qu'il puisse être prononcé sur le sort de ces accusés.

Votre zèle et votre attachement à vos devoirs, m'assurent que vous vous empresserez, messieurs, d'exécuter, chacun en ce qui vous concerne, les dispositions comprises dans la présente, dont vous m'accuserez réception.

## N°. III.

### EXTRAIT des minutes de la secrétairerie d'état.

Au camp impérial de Tilsit, le 20 juin 1807.

NAPOLEON, Empereur des Français, et Roi d'Italie, sur le rapport de notre ministre de la guerre, notre conseil d'état entendu, nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1. Amnistie est accordée à tout sous-officier ou soldat en état de désertion, non jugé définitivement, qui, dans le délai de deux mois, à compter de la publication du présent décret, se présentera devant l'une des autorités désignées dans l'article 3, s'y déclarera coupable de désertion, réclamera son pardon, demandera une feuille de route pour rejoindre un corps, et y sera rendu dans le délai qui lui aura été fixé.

2. Amnistie est accordée également à tout sous-officier ou soldat en état de désertion, non jugé définitivement, et détenu lors de la publication du présent décret.

3. Les individus désignés dans l'article premier pourront faire leur déclaration devant les autorités ci-après.

#### SAVOIR :

- 1°. Les généraux commandant les divisions ou les départemens ;
- 2°. Les préfets ou sous-préfets.
- 3°. Les inspecteurs ou sous-inspecteurs aux revues ;
- 4°. Les commissaires des guerres.

4. Celui de ces fonctionnaires qui aura reçu d'un sous-officier ou soldat déserteur la déclaration prescrite par l'article premier, délivrera de suite une feuille de route au réclamant, le dirigera sur un des corps les plus voisins du lieu où cette déclaration aura été faite, en observant de ne faire entrer un militaire que dans l'arme d'où il sortoit; indiquera sur la feuille de route l'époque à laquelle l'amnistié devra être rendu à son nouveau corps, et exécutera les autres dispositions prescrites par l'article 7.

5. Tout individu compris dans l'article 2 du présent décret, sera de suite, s'il n'est détenu pour une autre cause que pour la désertion, remis à la disposition du commandant de la gendarmerie du lieu de sa détention.

S'il est détenu à son corps, il y rentrera comme recrue.

6. Le commandant de gendarmerie qui aura reçu un de ces déserteurs détenus, le dirigera sur l'un des corps les plus voisins de sa détention, en se conformant pour le surplus aux dispositions de l'article 4 du présent décret.

7. Celui des fonctionnaires désignés dans les articles 3 et 6 ci-dessus, qui aura dirigé un déserteur sur un corps, en donnera de suite avis au commandant de ce corps, lui transmettra le signalement du déserteur, fera connoître l'époque à laquelle il doit y arriver, et tiendra un contrôle de tous individus ainsi dirigés.

Ce contrôle fera mention des nom, prénoms, signalement de l'amnistié, de l'époque de sa désertion, de son lieu de naissance et de domicile, de l'arme et du corps où il servoit avant l'amnistie, de l'époque de sa désertion, de celle de sa condamnation, *si elle est connue*; enfin, du nom du corps sur lequel il a été dirigé, et de l'époque à laquelle il a dû y être rendu.

Le contrôle de ceux des hommes en état de désertion maintenant détenus à leurs corps, et qui y rentreront en exécution de l'article 5 du présent décret, sera formé par le major ou commandant du corps.

8. A l'expiration du délai prescrit par l'article premier, le contrôle à former, en exécution de l'article 7 ci-dessus, sera clos et arrêté; et un double, signé du fonctionnaire qui l'aura formé, sera adressé au directeur-général des revues et de la conscription militaire.

9. Tout individu qui ne sera pas rendu à sa destination dans le délai fixé par sa feuille de route, sera, huit jours après l'expiration de ce délai, dénoncé comme prévenu de désertion avec récidive, par le chef de son nouveau corps, qui joindra, à l'appui de la plainte, la lettre d'avis et le signalement à lui transmis, d'après l'article 7 du présent décret.

Le conseil de guerre spécial jugera, au vu de ces pièces, et condamnera le coupable à la peine du boulet, conformément à l'article 69 de l'arrêté du 19 vendémiaire an 12.

10. Les hommes entrés dans un corps, par suite du présent décret, seront, s'ils en désertent, jugés comme déserteurs avec récidive, et punis comme tels.

11. A l'expiration du troisième mois qui suivra la publication du présent décret, les chefs des corps sur lesquels les hommes susceptibles d'être amnistiés auront été dirigés en exécution des articles 4 et 6, ou dans lesquels ils seront rentrés en exécution de l'article 5, formeront les deux états ci-après ordonnés, et les adresseront au directeur-général des revues et de la conscription militaire.

Le premier comprendra ceux de ces hommes présents au régiment ;

Le second, ceux qui auroient négligé de s'y rendre, ou qui auroient déserté depuis leur rentrée.

L'un et l'autre indiqueront l'autorité qui avoit dirigé le militaire sur ce corps, ou s'il y est rentré, parce qu'il étoit détenu à ce corps au moment de l'amnistie.

12. Au reçu des états et des contrôles mentionnés dans les articles 7 et 11 du présent décret, le directeur-général des revues et de la conscription militaire fera rayer les hommes y compris, du contrôle général de la désertion tenu dans ses bureaux ; il fera cesser les poursuites résultant du premier jugement prononcé contre eux : mais en exécution du nouveau jugement qui aura dû être rendu conformément à l'article 9 du présent décret, il fera poursuivre et rechercher ceux des amnistiés qui n'auroient pas rejoint après leur déclaration, ou qui auroient déserté depuis, et informera de ces dispositions les chefs de leurs anciens corps.

13. L'arrêté du premier frimaire an 12, ayant accordé amnistie entière en absolu aux conscrits de l'an 7 et années antérieures, alors en état de désertion, ceux de ces hommes qui n'ont pas rejoint un corps depuis l'époque de cet arrêté, seront dispensés de toute déclaration ; ceux qui ont rejoint depuis, et qui sont actuellement en état de désertion, sont soumis aux dispositions du présent décret.

14. Notre ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

*Signé* NAPOLEON.

Par l'empereur, le secrétaire d'état, *signé* HUGUES B. MARTEL.

## N°. 112.

*Le directeur général, à MM. les chefs des corps de toutes armes.*

Paris, le 18 août 1807.

Les états nominatifs de déserteurs que les corps m'adressent, messieurs, le 15 de chaque mois, en exécution de l'article 6 de ma circulaire du 5 janvier dernier, et conformément au modèle n°. 3 qui y est joint, ne contiennent pas, relativement aux remplaçans, tous les renseignemens dont j'ai besoin pour astreindre, lorsqu'il y a lieu, les remplacés à fournir de nouveaux remplaçans ou à marcher en personne, et pour m'assurer que les remplaçans déserteurs sont condamnés à la peine portée dans les articles 52 du décret du 8 nivose an 13, et 58 de celui du 8 fructidor suivant, ainsi conçus.

Article 52 du décret du 8 nivose an 13. *Les suppléans qui ne rejoindront pas, ou qui désertent après avoir rejoint, seront dénoncés par le colonel du corps pour lequel ils étoient destinés ou dont ils faisoient partie, au conseil de guerre spécial, et condamnés par ledit conseil à cinq ans de la peine du boulet.*

Article 58 du décret du 8 fructidor an 13. *Les suppléans qui ne rejoindront pas, ou qui désertent après avoir rejoint, seront dénoncés par le commandant du corps pour lequel ils étoient destinés ou dont ils faisoient partie, pour être traduits devant un conseil de guerre spécial, et condamnés, par ledit conseil, à cinq ans de la peine du boulet, sans que leurs père et mère soient solidaires de l'amende qui fera partie de la condamnation.*

D'après ces motifs, je me suis déterminé à faire former pour les remplaçans qui ont déserté, soit en rejoignant le corps, soit après l'avoir rejoint, un état conforme au modèle ci-annexé. Il me sera adressé le 15 de chaque mois, en même temps que l'état n°. 3, sur lequel ne figureront plus les remplaçans déserteurs; vous m'en enverrez deux expéditions.

Les contrôles de signalement qui vous ont été adressés, à compter de la levée de 1806, rendront facile la formation de l'état que je



demande, lorsqu'il s'agira de me faire connoître la désertion d'un suppléant admis dans les départemens. Les registres - matricules doivent d'ailleurs contenir à cet égard, comme à l'égard des remplaçans admis dans les corps d'après mon autorisation, tous les éclaircissemens nécessaires.

Dans le cas où vous ne trouveriez ni sur les contrôles de signalement, ni sur les registres-matricules, les renseignemens que cet état doit contenir, vous pourriez vous les procurer, en interrogeant les militaires qui auroient connu le remplaçant déserteur. Vous sentirez que la responsabilité des remplacés deviendrait illusoire, si les corps ne me mettoient pas à portée de les forcer à remplir les obligations que la loi leur impose.

Vous voudrez bien, monsieur, prendre les mesures convenables pour que les conseils de guerre spéciaux qui auront à prononcer sur la désertion des remplaçans, soient informés des dispositions pénales portées par les décrets précités contre ces déserteurs; veiller à ce que les états qui devront m'être adressés, soient entièrement conformes au modèle ci-joint, et m'accuser la réception de la présente.

17

*ETAT des remplaçans qui ont déserté de ce corps pendant le mois de*

| Numéro<br>du contrôle<br>de l'acte<br>de naissance<br>ou<br>le contrôle est<br>cote. | NOM<br>et patron<br>du déserteur. | SIGNALEMENT. | DATE<br>de<br>l'entrée<br>au<br>service.                              | NOM ET PRÉNOMS<br>du remplaçant,<br>anciennement<br>de conscription,<br>canton,<br>département. | DATE<br>du<br>remplacement. | INDICATION<br>de l'autorité<br>qui<br>l'a reçu. | DATES                 |                   | PRONONCÉ<br>DU JUGEMENT. |                             | Observations. |
|--------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|--------------|-----------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|-------------------------------------------------|-----------------------|-------------------|--------------------------|-----------------------------|---------------|
|                                                                                      |                                   |              |                                                                       |                                                                                                 |                             |                                                 | { de la<br>désertion. | { du<br>jugement. | { par<br>contumace.      | { con-<br>tradic-<br>toire. |               |
|                                                                                      |                                   |              | NOTA. Si<br>le remplaçant a déserté en route, on en fera mention ici. |                                                                                                 |                             |                                                 |                       |                   |                          |                             |               |

N<sup>o</sup>. 113.

*Loi qui proroge les lois par lesquelles la connoissance des crimes de faux avoit été attribuée au tribunal criminel et à la cour de justice criminelle spéciale du département de la Seine.*

DU 17 SEPTEMBRE 1807.

La loi du 2 floréal an 11, qui attribue, pendant cinq ans, à la cour de justice criminelle spéciale du département de la Seine, la connoissance de tous les crimes de faux, soit en effets nationaux, soit sur les pièces de comptabilité qui intéressent le trésor public,

Et la loi du 23 ventose an 12, qui attribue exclusivement au tribunal criminel du département de la Seine la connoissance des crimes de contrefaçon du timbre national et de fabrication de faux billets de banque, sont prorogées pendant trois ans, à compter de l'expiration du délai fixé par la loi du 2 floréal an 11.

N<sup>o</sup>. 114.

*DÉCRET IMPÉRIAL sur la composition des conseils de guerre pour le jugement des majors.*

Au palais de Fontainebleau, le 3 novembre 1807.

NAPOLÉON, Empereur des François, Roi d'Italie, et Protecteur de la confédération du Rhin;

Sur le rapport de notre ministre de la guerre,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1. Les dispositions de la loi du 4 fructidor an 5, relatives à la composition des conseils de guerre devant lesquels doivent être traduits, en cas de délit, les officiers supérieurs, et à la

manière de procéder au jugement de ces officiers, sont applicables aux majors.

2. Notre grand-juge ministre de la justice et notre ministre de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

*Signé* NAPOLEON.

Par l'Empereur, le *secrétaire d'état*, signé HUGUES B. MARET.

## N<sup>o</sup>. 115.

**DÉCRET IMPÉRIAL portant que nul canonnier-garde-côte sédentaire ne peut, sous prétexte de changement de domicile, se soustraire à son service.**

Au palais des Tuileries, le 11 janvier 1808.

NAPOLEON, Empereur des François, Roi d'Italie, et Protecteur de la confédération du Rhin;

Sur le rapport de notre ministre de la guerre,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1. Nul canonnier-garde-côtes sédentaire ne pourra, sous prétexte de changement de domicile, se soustraire au service qu'il est tenu de faire en exécution de l'arrêté du gouvernement, en date du 8 prairial an 11, à moins que le maire de la commune où sa compagnie est établie, après avoir obtenu l'agrément du commandant d'armes, ne l'y ait formellement autorisé, et n'ait pourvu à son remplacement.

2. Tout canonnier-garde-côtes sédentaire qui contreviendra aux dispositions ci-dessus, sera réputé déserteur, et jugé conformément à l'arrêté du 19 vendémiaire an 12.

3. Notre grand-juge ministre de la justice et notre ministre de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

*Signé* NAPOLEON.

Par l'Empereur, le *secrétaire d'état*, signé HUGUES B. MARET.

N<sup>o</sup>. 116.**DÉCRET IMPÉRIAL concernant le jugement des militaires  
prévenus de délits, sous les drapeaux.**

Au palais des Tuileries, le 21 février 1808.

NAPOLÉON, Empereur des François, Roi d'Italie et Protecteur de  
la confédération du Rhin;

Sur le rapport de notre grand-juge, ministre de la justice;

Notre conseil d'état entendu,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1. Tout militaire sous les drapeaux, marchant avec son corps  
dans un pays ami ou neutre, prévenu d'un délit, doit être traduit  
au conseil de guerre de la division à laquelle il appartient.

2. Notre grand-juge ministre de la justice est chargé de l'exécution  
de notre présent décret.

*Signé* NAPOLÉON.

Par l'Empereur, le ministre secrétaire d'état,

*Signé* HUGUES B. MARTEL.

N<sup>o</sup>. 117.

**DÉCRET IMPÉRIAL concernant les condamnés aux travaux publics ou au boulet qui, ayant obtenu leur grace, ne se rendroient pas à leur destination.**

Au palais des Tuileries, le 7 mars 1808.

NAPOLÉON, Empereur des François, Roi d'Italie, et protecteur de la confédération du Rhin;

Sur le rapport de notre ministre de la guerre;

Notre conseil d'état entendu,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1. Tout condamné aux travaux publics qui, après avoir subi sa peine ou obtenu sa grace, et tout condamné au boulet qui, après avoir obtenu sa grace, ne se seroit pas rendu à sa destination huit jours après l'époque qui lui aura été prescrite, sera, conformément à notre décret du 16 février 1807, traduit à un conseil de guerrespécial, jugé au vu des pièces mentionnées aux articles 3 et 4 du présent décret, et condamné au boulet comme déserteur avec récidive, conformément à l'article 69 de l'arrêté du 19 vendémiaire an 12.

2. La durée de la peine du boulet sera augmentée de deux ans pour celui qui avoit été condamné à la même peine, dans les cas prévus par l'article 70 de l'arrêté précité.

3. Le chef d'atelier chargé de diriger sur un corps, des condamnés qui auroient obtenu leur grace ou qui auroient subi leur peine, formera un double état indiquant les signalemens de ces hommes; il adressera l'un de ces doubles au chef du corps, et l'autre au directeur-général des revues de la conscription, en y indiquant l'époque de leur départ et celle présumée de leur arrivée au corps.

Dans le cas où le condamné qui auroit obtenu sa grace ne feroit pas partie d'un atelier, le commissaire des guerres chargé de lui délivrer une feuille de route, formera en double l'état indiqué ci-dessus, et en fera l'envoi.

4. Si l'un de ces hommes est forcé d'entrer à l'hôpital, le commissaire des guerres chargé de la police de cet hôpital, en rendra compte de suite au chef du corps sur lequel l'homme étoit dirigé; et dès que

cet homme pourra supporter la route, le commissaire des guerres donnera avis de son départ au chef du corps et au directeur-général des revues et de la conscription, en indiquant la nouvelle époque présumée de l'arrivée au corps.

5. Tout chef du corps auquel un des hommes désignés aux articles 3 et 4, ne se sera point rendu dans le délai qui lui aura été fixé, le dénoncera, conformément à l'article 23 de l'arrêté du 19 vendémiaire an 12, pour qu'il soit jugé par un conseil de guerre spécial, et joindra à la plainte les pièces indiquées par les articles 3 et 4 du présent décret.

6. Notre ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur, le ministre secrétaire d'état,

Signé HUGUES B. MARET.

## N°. 118.

### DÉCRET IMPÉRIAL *relatif à l'établissement de nouveaux dépôts de conscrits réfractaires.*

An palais de Bayonne, le 8 juin 1808.

NAPOLÉON, Empereur des François, Roi d'Italie, et Protecteur de la confédération du Rhin ;

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1. Le nombre des dépôts de réfractaires, fixé à onze par l'arrêté du 19 vendémiaire an 12, est réduit à huit.

2. Ces dépôts seront établis :

- Le 1<sup>er</sup>. à Flessingue,
- Le 2<sup>e</sup>. à Cherbourg,
- Le 3<sup>e</sup>. au château de Nantes,
- Le 4<sup>e</sup>. à Saint-Martin-de-Ré,
- Le 5<sup>e</sup>. à Bordeaux,
- Le 6<sup>e</sup>. à Bayonne,
- Le 7<sup>e</sup>. au fort Lamalgue,
- Le 8<sup>e</sup>. à Gènes,

3. La circonscription des dépôts sera conforme au tableau annexé au présent décret.

4. Les conscrits réfractaires seront conduits au dépôt auquel est affecté le département où ils auront été arrêtés.

5. Tous les réfractaires arrêtés dans chaque département, pendant le cours d'un mois, seront réunis en un seul détachement, qui sera conduit au dépôt sous l'escorte de la gendarmerie : au besoin, la gendarmerie sera assistée par des militaires tirés des compagnies de réserve. Le détachement du département le plus éloigné du dépôt, se réunira, à jour fixe, à celui du département situé le premier sur sa route : celui-ci se réunira de même au détachement d'un troisième département, et ainsi de suite, de manière que les détachemens de tous les départemens, sur chacune des lignes qui aboutissent au même dépôt, y arrivent ensemble. En conséquence, notre ministre d'état directeur général des revues et de la conscription militaire fixera les jours de départ et d'arrivée, ainsi que l'itinéraire des divers détachemens.

6. Les réfractaires conduits au fort Lamalgue et à Gênes, seront successivement embarqués et dirigés sur Saint-Florent, et de là envoyés à Bastia où ils seront formés en un bataillon de six cents hommes qui sera employé à la défense de l'île. Lorsqu'il auront été admis dans ce bataillon, ils seront traités comme les militaires servant dans l'infanterie.

7. Les réfractaires des dépôts de Bayonne, Bordeaux, Saint-Martin-de-Ré, Nantes et Cherbourg, seront à la disposition de notre ministre de la marine, pour être embarqués pour recruter les 82<sup>e</sup>, 66<sup>e</sup> et 26<sup>e</sup> de ligne. Il y en aura toujours un détachement prêt à partir dans chacun de ces dépôts.

8. La destination à donner aux réfractaires du dépôt de Flessingue, sera ultérieurement fixée.

9. L'arrêté du 19 vendémiaire an 12, est maintenu en tout ce qui n'est pas contraire aux présentes dispositions.

10. Nos ministres de la guerre et de l'administration de la guerre sont chargés de l'exécution du présent décret.

*Signé* NAPOLEON.

*Par l'Empereur, le ministre secrétaire d'état,*

*Signé* HUGUES B. MARTEL.



*Circonscription des nouveaux Dépôts de conscrits réfractaires,  
établis par le décret du 8 juin 1808.*

| NUMÉROS<br>et<br>DÉSIGNATION<br>des dépôts créés<br>par le décret du<br>8 juin 1808. | DÉPARTEMENTS<br>qui leur fourniront<br>des<br>conscrits réfractaires.                                                                                                                                                                                                                               | NUMÉROS<br>et<br>DÉSIGNATION<br>des dépôts créés<br>par le décret du<br>8 juin 1808. | DÉPARTEMENTS<br>qui leur fourniront<br>des<br>conscrits réfractaires.                                                                                                                                               |
|--------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1. <i>Flessingus.</i>                                                                | Ardennes.<br>Dyle.<br>Escaut.<br>Forêts.<br>Jemmappe.<br>Lys.<br>Meurthe.<br>Meuse.<br>Meuse inférieure.<br>Mont-Tonnerre.<br>Moselle.<br>Nèthes (Deux).<br>Nord.<br>Ourthe.<br>Pas-de-Calais.<br>Rhin (Bas).<br>Rhin (Haut).<br>Rhin et Moselle.<br>Roer.<br>Sambre et Meuse.<br>Sarre.<br>Vosges. | 3. <i>Nantes...</i>                                                                  | Cher.<br>Côtes-du-Nord.<br>Finistère.<br>Ille et Vilaine.<br>Indre.<br>Indre et Loire.<br>Loir et Cher.<br>Loire inférieure.<br>Loiret.<br>Maine et Loire.<br>Mayenne.<br>Morbihan.<br>Nièvre.<br>Sarthe.<br>Yonne. |
|                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                     |
| 2. <i>Cherbourg.</i>                                                                 | Aisne.<br>Aube.<br>Calvados.<br>Eure.<br>Eure et Loir.<br>Manche.<br>Marne.<br>Marne (Hante).<br>Oise.<br>Orne.<br>Seine.<br>Seine et Marne.<br>Seine et Oise.<br>Seine inférieure.<br>Somme.                                                                                                       | 4. <i>Saint-Martin-de-Ré.</i>                                                        | Allier.<br>Charente.<br>Charente inférieure.<br>Creuse.<br>Sèvres (Deux).<br>Vendée.<br>Vienne.<br>Vienne (Haute).                                                                                                  |
|                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                     |
|                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | 5. <i>Bordeaux.</i>                                                                  | Ardèche.<br>Aveyron.<br>Cantal.<br>Corrèze.<br>Dordogne.<br>Gironde.<br>Loire.<br>Loire (Hante).<br>Lot.<br>Lot et Garonne.<br>Lozère.<br>Puy-de-Dôme.<br>Rhône.                                                    |
|                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                     |

| NUMÉROS<br>et<br>DÉSIGNATION<br>des dépôts créés<br>par le décret du<br>8 juin 1808. | DÉPARTEMENTS<br>qui leur fourniront<br>des<br>conservés réfractaires.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | NUMÉROS<br>et<br>DÉSIGNATION<br>des dépôts créés<br>par le décret du<br>8 juin 1808. | DÉPARTEMENTS.<br>qui leur fourniront<br>des<br>conservés réfractaires.                                                                                                                                                                                                         |
|--------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 6. Bayonne.                                                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>Ariège.</li> <li>Aude.</li> <li>Garonne (Haute).</li> <li>Gers.</li> <li>Hérault.</li> <li>Landes.</li> <li>Pyrénées (Basses).</li> <li>Pyrénées (Hautes).</li> <li>Pyrénées orientales.</li> <li>Tarn.</li> </ul>                                                                                                                                                               | 8. Gènes....                                                                         | <ul style="list-style-type: none"> <li>Apennins.</li> <li>Arno.</li> <li>Doire.</li> <li>Elbe (Ile d').</li> <li>Gènes.</li> <li>Marengo.</li> <li>Méditerranée.</li> <li>Montenotte.</li> <li>Ombrone.</li> <li>Pô.</li> <li>Sesia.</li> <li>Stura.</li> <li>Taro.</li> </ul> |
| 7. Fort La-malgue.                                                                   | <ul style="list-style-type: none"> <li>Ain.</li> <li>Alpes (Basses).</li> <li>Alpes (Hautes).</li> <li>Alpes Maritimes.</li> <li>Bouches-du-Rhône.</li> <li>Côte-d'Or.</li> <li>Doubs.</li> <li>Drôme.</li> <li>Gard.</li> <li>Golo.</li> <li>Isère.</li> <li>Jura.</li> <li>Léman.</li> <li>Liamone.</li> <li>Mont-Blanc.</li> <li>Saône (Haute).</li> <li>Saône et Loire.</li> <li>Var.</li> <li>Vaucluse.</li> </ul> |                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                |

Certifié conforme :

*Le ministre secrétaire d'état*, Signé HUCUES B. MARET.

*Nota.* Le département de Tarn-et-Garonne enverra ses réfractaires au dépôt de Blaye, qui remplace Bordeaux et Bayonne.

## N°. 119.

**DÉCRET IMPÉRIAL relatif à l'établissement de nouveaux dépôts de conscrits réfractaires.**

Au palais des Tuileries, le 28 octobre 1808.

NAPOLÉON, Empereur des François, Roi d'Italie, et Protecteur de la confédération du Rhin;

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1. Le nombre des dépôts de réfractaires, fixé à huit par le décret du 8 juin 1808, est réduit à sept.

2. Le dépôt établi à Flessingue par ce décret sera transféré au fort Lillo.

3. Le dépôt établi à Nantes, sera transféré à Port-Louis.

4. Les deux dépôts de Bordeaux et de Bayonne seront réunis à Blaye.

5. Les autres dépôts sont maintenus à Cherbourg, à Saint-Martin-de-Ré, au fort Lamalgue et à Gènes.

6. Les départemens compris dans la circonscription annexée au décret du 8 juin, comme devant envoyer les conscrits réfractaires à Flessingue, les enverront au fort Lillo; ceux qui devoient les faire conduire à Nantes, les dirigeront sur Port-Louis; et ceux qui devoient les diriger sur Bayonne et Bordeaux, les enverront à Blaye.

7. Les dispositions de l'article 7 du décret du 8 juin, relatives aux dépôts de Nantes, de Bordeaux et de Bayonne, sont applicables à ceux de Port-Louis et de Blaye qui les remplacent.

8. Les dispositions de l'article 8 du même décret, relatives aux réfractaires du dépôt de Flessingue, s'appliquent également à ceux qui sont détenus au fort Lillo.

9. Les autres dispositions du décret du 8 juin sont maintenues.

10. Nos ministres de la guerre et de l'administration de la guerre sont chargés de l'exécution du présent décret.

*Signé* NAPOLÉON.

Par l'Empereur, le ministre secrétaire d'état,

*Signé* HUGUES B. MARET.

N<sup>o</sup>. 120.*EXTRAIT des minutes de la secrétairerie d'état.*

Au quartier impérial de Valladolid, le 15 janvier 1809.

• NAPOLÉON, Empereur des François, Roi d'Italie, et Protecteur de la confédération du Rhin ;

Sur le rapport de notre ministre de la guerre ;

Notre conseil d'état entendu,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1. Tout sous-officier et soldat accusé de désertion, dont le corps ne seroit pas positivement connu, ou dont le dépôt seroit hors de France, sera, s'il est arrêté en France, conduit au dépôt des réfractaires.

2. Ces hommes seront traités et employés comme les réfractaires; et si on parvient à découvrir qu'ils aient été condamnés par contumace pour désertion, ils seront jugés contradictoirement au dépôt des réfractaires, ou au corps sur lequel ils auroient été dirigés en sortant de ce dépôt : à cet effet, le conseil de guerre spécial réclamera la procédure à leur ancien corps, et prononcera au vu des pièces, conformément à nos décrets des 16 février 1807, et 7 mars 1808.

3. Notre ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

*Signé* NAPOLÉON.

Par l'Empereur, le ministre secrétaire d'état,

*Signé* HUGUES B. MARET.

N<sup>o</sup>. 121.**DÉCRET IMPÉRIAL** *relatif au jugement des conscrits réfractaires.*

Au palais des Tuileries, le 28 février 1809.

NAPOLEON, Empereur des François, Roi d'Italie, et Protecteur de la confédération du Rhin;

Sur le rapport de notre ministre de la guerre :

Notre conseil d'état entendu ,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1. Tout homme arrêté comme réfractaire , qui , après avoir été conduit au chef-lieu du département en exécution de notre décret du 8 juin 1808, y aura été reconnu réfractaire et annoté comme tel par le préfet , sera jugé et condamné comme déserteur , conformément à l'arrêté du 19 vendémiaire an 12, s'il s'évade de ce dépôt ou de l'hôpital où il aura été laissé, ou s'il abandonne le convoi périodique dont il faisoit partie.

2. Le commandant du dépôt de conscrits établi en exécution de notre décret du 8 juin 1808, à la réception des procès-verbaux d'évasion, ou du contrôle signalétique, constatant l'absence non autorisée du conscrit réfractaire , portera plainte en désertion au commandant d'armes , contre le conscrit évadé.

3. Au vu de la plainte et des pièces indiquées en l'article 2 du présent décret, le conseil de guerre spécial sera convoqué pour juger l'accusé, soit par *contumace*, soit contradictoirement, et il prononcera contre le délinquant, les peines encourues par les conscrits réfractaires, en exécution de l'article 16 de l'arrêté du 19 vendémiaire an 12.

4. Tout réfractaire mentionné en l'article 1<sup>er</sup>, qui avant le départ du convoi périodique dont il devoit faire partie, rejoindra volontairement le dépôt du chef-lieu de département où il avoit été conduit, ne sera puni, en arrivant au dépôt général, que d'un mois de prison. Celui qui n'aura rejoint qu'après le départ du détachement, ou qui aura été arrêté après son évasion, sera toujours déposé à la prison

pendant la route, et jugé contradictoirement au dépôt, conformément à l'article 3 du présent décret.

5. Notre ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

*Signé* NAPOLEON.

Par l'Empereur, *le ministre secrétaire d'état*,

Signé HUGUES B. MARET.

---

N<sup>o</sup>. 122.

DÉCRET IMPÉRIAL *qui ordonne la publication dans les départemens du Pô, de la Doire, etc., d'un article de loi concernant les ventes d'armes et équipement par les soldats.*

Au camp impérial de Wolkersdorf, le 7 juillet 1809.

Art. 1. L'article 5 de la loi du 28 Mars 1793, relatif aux soldats qui vendent leurs armes ou leur équipement, et à ceux qui achètent ces objets, ainsi qu'aux entremetteurs et complices de ces achats, sera publié dans les départemens du Pô, de la Doire, de la Stura, de Marengo, de la Sesia, de Gênes, de Montenotte, des Apennins, et du Taro.

2. Notre grand-juge ministre de la justice, et notre ministre de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

*Signé* NAPOLEON.

Par l'Empereur, *le ministre-secrétaire d'état*,

Signé HUGUES B. MARET.

## N°. 123.

*EXTRAIT des minutes de la secrétairerie d'état.*

\*  
Au palais des Tuileries, le 8 janvier 1810.

NAPOLEON, Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la Confédération du Rhin.

Sur le rapport de notre ministre de la guerre;

Notre conseil d'état entendu,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

## TITRE PREMIER.

*De l'évasion des détenus aux hôpitaux.*

Art. 1. Conformément à la loi du 4 vendémiaire an 6, il y aura toujours un responsable direct de l'évasion des militaires détenus dans les hôpitaux civils ou militaires.

2. Les tribunaux civils, si l'accusé est civil, ou militaires, si l'accusé est militaire, peuvent seuls, suivant la nature du délit et la qualité des accusés, prononcer sur la culpabilité des individus responsables d'une évasion.

## TITRE II.

*Des devoirs des préposés à la garde des détenus.*

3. Toutes les fois qu'un sous-officier ou soldat détenu devra être transféré dans un hôpital civil ou militaire, la personne chargée de veiller à sa garde devra, avant de le déposer dans ledit hôpital, requérir l'autorité militaire, s'il s'en trouve une dans le lieu, de lui donner un récépissé, et de prendre les précautions nécessaires pour prévenir l'évasion du détenu.

4. S'il n'existe dans le lieu ni troupe de ligne, ni vétérans nationaux en activité, ni compagnie de réserve départementale, la personne, chargée de veiller à la garde du détenu, requerra notre

83. Quiconque aura recélé ou aura fait receler les espions ou les soldats ennemis envoyés à la découverte, et qu'il aura connus pour tels, sera condamné à la peine de mort.

84. Quiconque aura, par des actions hostiles non approuvées par le Gouvernement, exposé l'Etat à une déclaration de guerre, sera puni du bannissement; et, si la guerre s'en est suivie, de la déportation.

85. Quiconque aura, par des actes non approuvés par le Gouvernement, exposé des François à éprouver des représailles, sera puni du bannissement.

156. Quiconque fabriquera une fausse feuille de route, ou falsifiera une feuille de route originairement véritable, ou fera usage d'une feuille de route fabriquée ou falsifiée, sera puni, savoir :

D'un emprisonnement d'une année au moins, et de cinq ans au plus si la fausse feuille de route n'a eu pour objet que de tromper la surveillance de l'autorité publique ;

Du bannissement, si le trésor public a payé au porteur de la fausse feuille des frais de route qui ne lui étoient pas dus ou qui excédoient ceux auxquels il pouvoit avoir droit, le tout néanmoins au-dessous de cent francs ;

Et de la réclusion, si les sommes indûment reçues par le porteur de la feuille s'élèvent à cent francs ou au-delà.

157. Les peines portées en l'article précédent seront appliquées, selon les distinctions qui y sont posées, à toute personne qui se sera fait délivrer, par l'officier public, une feuille de route sous un nom supposé.

158. Si l'officier public étoit instruit de la supposition de nom lorsqu'il a délivré la feuille, il sera puni, savoir :

Dans le premier cas posé par l'article 156, du bannissement ;

Dans le second cas du même article, de la réclusion.

Et dans le troisième cas, des travaux forcés à temps.

159. Toute personne qui, pour se rédimier elle-même ou en affranchir une autre d'un service public quelconque, fabriquera, sous le nom d'un médecin, chirurgien, ou autre officier de santé, un certificat de maladie ou d'infirmité, sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans.

160. Tout médecin, chirurgien, ou autre officier de santé qui, pour favoriser quelqu'un, certifiera faussement des maladies ou infirmités propres à dispenser d'un service public, sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans.

S'il y a été mu par dons ou promesses, il sera puni du bannissement : les corrupteurs seront, en ce cas, punis de la même peine.

169. Tout percepteur, tout commis à une perception, dépositaire ou comptable public, qui aura détourné ou soustrait des de-



## TITRE IV.

*Des personnes reconnues responsables de l'évasion du détenu à l'hôpital.*

11. Seront responsables ,

1<sup>o</sup>. Le commandant de la force armée, ou la personne qui transférera un militaire détenu à l'hôpital, qui aura négligé de retirer le récépissé, et de faire la réquisition prescrite par les articles 3 et 4, titre II ;

2<sup>o</sup>. Le commandant de la force armée, s'il y en a un, ou à défaut de force armée, notre procureur impérial, et, en son absence, le maire, lorsque, nonobstant la réquisition qui leur aura été faite, ils n'auront pas pourvu à la garde du détenu, conformément à ce qui est prescrit par les articles 3 et 4 du présent décret ;

3<sup>o</sup>. La personne chargée de la police de l'hôpital, qui n'aura pas rédigé ou fait rédiger le procès-verbal d'évasion prescrit par l'article 5, et qui ne l'aura pas transmis, conformément aux articles 7 et 8 ;

4<sup>o</sup>. Les militaires ou autres qui auront été spécialement chargés de la garde du détenu.

12. Notre ministre de l'intérieur prendra des mesures pour qu'il soit établi, autant que faire se pourra, dans les principaux hospices et hôpitaux, une chambre de sûreté destinée à recevoir les malades en état d'arrestation.

13. Notre grand-juge ministre de la justice, et nos ministres de la guerre, de l'administration de la guerre et de l'intérieur, sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois.

*Signé* NAPOLÉON.

Par l'Empereur, le ministre secrétaire, d'état,

Signé H. B. duc DE BASSANO.

procuré ou facilité l'évasion, seront punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans.

240. Si les évadés ou l'un d'eux, sont prévenus ou accusés de crimes de nature à entraîner la peine de mort ou des peines perpétuelles, ou s'ils sont condamnés à l'une de ces peines, leurs conducteurs ou gardiens seront punis d'un an à deux ans d'emprisonnement, en cas de négligence, et des travaux forcés à temps, en cas de connivence.

Les individus non chargés de la conduite ou de la garde qui auront facilité ou procuré l'évasion, seront punis d'un emprisonnement d'un an au moins, et de cinq ans au plus.

241. Si l'évasion a eu lieu ou a été tentée avec violence ou bris de prison, les peines contre ceux qui l'auront favorisée en fournissant des instrumens propres à l'opérer, seront, au cas que l'évadé fût de la qualité exprimée en l'article 238, trois mois à deux ans d'emprisonnement;

Au cas de l'article 239, deux à cinq ans d'emprisonnement; et au cas de l'article 240, la réclusion.

242. Dans tous les cas ci-dessus, lorsque les tiers qui auront procuré ou facilité l'évasion, y seront parvenus en corrompant les gardiens ou geoliers, ou de connivence avec eux, ils seront punis des mêmes peines que lesdits gardiens et geoliers.

243. Si l'évasion avec bris ou violence a été favorisée par transmission d'armes, les gardiens et conducteurs qui y auront participé seront punis des travaux forcés à perpétuité; les autres personnes, des travaux forcés à temps.

244. Tous ceux qui auront connivé à l'évasion d'un détenu, seront solidairement condamnés, à titre de dommages-intérêts, à tout ce que la partie civile du détenu auroit eu droit d'obtenir contre lui.

245. A l'égard des détenus qui se seront évadés ou qui auront tenté de s'évader par bris de prison ou par violence, ils seront, pour ce seul fait, punis de six mois à un an d'emprisonnement, et subiront cette peine immédiatement après l'expiration de celle qu'ils auront encourue pour le crime ou délit à raison duquel ils étoient détenus, ou immédiatement après l'arrêt ou jugement qui les aura acquittés ou renvoyés absous dudit crime ou délit; le tout sans préjudice des plus fortes peines qu'ils auroient pu encourir pour d'autres crimes qu'ils auroient commis dans leurs violences.

246. Quiconque sera condamné pour avoir favorisé une évasion, ou des tentatives d'évasion, à un emprisonnement de plus de six mois, pourra, en outre, être mis sous la surveillance spéciale de la haute police, pour un intervalle de cinq à dix ans.

247. Les peines d'emprisonnement ci-dessus établies contre les conducteurs ou les gardiens en cas de négligence seulement, cesseront lorsque les évadés seront repris ou représentés, pourvu que ce soit

dans les quatre mois de l'évasion, et qu'ils ne soient pas arrêtés pour d'autres crimes ou délits commis postérieurement.

248. Ceux qui auront recélé ou fait receler des personnes qu'ils savaient avoir commis des crimes emportant peine afflictive, seront punis de trois mois d'emprisonnement au moins, et de deux ans au plus.

Sont exceptés de la présente disposition les ascendans ou descendans, époux ou épouse même divorcés, frères ou sœurs des criminels recelés, ou leurs alliés au même degré.

259. Toute personne qui aura publiquement porté un costume, un uniforme ou une décoration qui ne lui appartenoit pas, ou qui se sera attribué des titres impériaux qui ne lui auroient pas été légalement conférés, sera punie d'un emprisonnement de six mois à deux ans.

295. L'homicide commis volontairement est qualifié meurtre.

296. Tout meurtre commis avec préméditation ou de guet-apens, est qualifié assassinat.

297. La préméditation consiste dans le dessein formé, avant l'action, d'attenter à la personne d'un individu déterminé, ou même de celui qui sera trouvé ou rencontré, quand même ce dessein seroit dépendant de quelque circonstance ou de quelque condition.

301. Est qualifié empoisonnement tout attentat à la vie d'une personne, par l'effet de substances qui peuvent donner la mort plus ou moins promptement, de quelque manière que ces substances aient été employées ou administrées, et quelles qu'en aient été les suites.

302. Tout coupable d'assassinat, de parricide, d'infanticide et d'empoisonnement, sera puni de mort, sans préjudice de la disposition particulière contenue en l'article 13, relativement au parricide.

304. Le meurtre emportera la peine de mort, lorsqu'il aura précédé, accompagné ou suivi un autre crime ou délit.

En tout autre cas, le coupable de meurtre sera puni de la peine des travaux forcés à perpétuité.

306. Toute personne coupable du crime de castration subira la peine des travaux forcés à perpétuité.

Si la mort en est résultée avant l'expiration des quarante jours qui auront suivi le crime, le coupable subira la peine de mort.

319. Quiconque, par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des réglemens, aura commis involontairement un homicide ou en aura involontairement été la cause, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, et d'une amende de cinquante francs à six cents francs.

320. S'il n'est résulté du défaut d'adresse ou de précaution que

des blessures ou coups, l'emprisonnement sera de six jours à deux mois, et l'amende sera de seize francs à cent francs.

321. Le meurtre, ainsi que les blessures et les coups, sont excusables s'ils ont été provoqués par des coups ou violences graves envers les personnes.

325. Le crime de castration, s'il a été immédiatement provoqué par un outrage violent à la pudeur, sera considéré comme meurtre ou blessures excusables.

327. Il n'y a ni crime ni délit, lorsque l'homicide, les blessures et les coups étoient ordonnés par la loi, et commandés par l'autorité légitime.

328. Il n'y a ni crime ni délit, lorsque l'homicide, les blessures et les coups étoient commandés par la nécessité actuelle de la légitime défense de soi-même ou d'autrui.

329. Sont compris dans les cas de nécessité actuelle de défense, les deux cas suivans.

1°. Si l'homicide a été commis, si les blessures ont été faites, ou si les coups ont été portés en repossant, pendant la nuit, l'escalade ou l'effraction des clôtures, murs ou entrée d'une maison ou d'un appartement habité ou de leurs dépendances,

2°. Si le fait a eu lieu en se défendant contre les auteurs de vols ou de pillage exécuté avec violence.

340. Quiconque étant engagé dans les liens du mariage en aura contracté un autre avant la dissolution du précédent, sera puni de la peine des travaux forcés à temps.

L'officier public qui aura prêté son ministère à ce mariage, connoissant l'existence du précédent, sera condamné à la même peine.

361. Quiconque sera coupable de faux témoignage en matière criminelle, soit contre l'accusé, soit en sa faveur, sera puni de la peine des travaux forcés à temps.

Si néanmoins l'accusé a été condamné à une peine plus forte que celle des travaux forcés à temps, le faux témoin qui a déposé contre lui subira la même peine.

N<sup>o</sup>. 125.**DÉCRET IMPÉRIAL** *qui accorde amnistie à tous les déserteurs des troupes de terre et de mer.*

Au palais de Compiègne, le 25 mars 1810.

NAPOLEON, Empereur des François, Roi d'Italie, Protecteur de la confédération du Rhin, Médiateur de la confédération Suisse, etc.

Voulant marquer l'époque de notre mariage par des actes d'indulgence et de bienfaisance ;

Notre conseil d'état entendu,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

**TITRE V.***Amnistie.*

Art. 8. Amnistie est accordée à tous sous-officiers et soldats de nos troupes de terre et de mer, et à tous gens de mer qui étoient en état de désertion, soit qu'ils aient été condamnés ou non, à l'époque de la date du présent décret.

9. L'amnistie sera entière et absolue pour les déserteurs dont la désertion aura eu lieu avant le premier janvier 1806.

10. Les individus dont la désertion est postérieure au 1<sup>er</sup>. janvier 1806, seront tenus de rentrer dans les corps de l'armée.

11. Ceux des déserteurs qui ont été condamnés, et qui seroient actuellement détenus dans les ateliers ou dans les prisons civiles et militaires, seront conduits par la gendarmerie aux corps qui seront désignés par notre ministre de la guerre.

12. Tout déserteur condamné ou non condamné, mais non détenu, devra, pour jouir du bienfait de l'amnistie, se présenter, au plus tard, dans le délai de deux mois, à dater de sa publication, soit à l'inspecteur ou sous-inspecteur aux revues, soit au commissaire des guerres, soit au préfet ou au sous-préfet de l'arrondissement, pour faire sa déclaration de repentir, et de demande de service.

Il lui sera délivré, sans délai, une feuille de route pour se rendre

et être incorporé dans le corps de son arme le plus voisin du lieu où il aura fait sa déclaration.

13. L'amnistie sera entière et absolue pour les déserteurs des troupes de la marine et les gens de mer dont la désertion sera antérieure au 1<sup>er</sup>. janvier 1806. Ceux dont la désertion sera postérieure au 1<sup>er</sup>. janvier 1806, seront tenus de reprendre du service : ils devront, s'ils sont sur le territoire européen de l'Empire, se présenter dans le délai de deux mois, soit aux commissaires de l'inscription maritime, soit aux autres officiers civils et militaires désignés par l'article 12 ci-dessus; ils feront la déclaration prescrite par le même article : ils seront dirigés sur le corps ou le port le plus voisin, d'après les besoins du service, ou bien ils recevront un congé provisoire et limité.

On suivra, pour les déserteurs de terre et de mer qui sont hors du territoire européen de l'Empire, les dispositions de l'article 4 de notre décret du 12 août 1807 (1).

14. Tout déserteur arrivant au corps qu'il lui aura été assigné, recevra son acte de rémission en passant sous les aigles : il prêtera, immédiatement après, le serment prescrit par le sénatus-consulte du 18 mai 1804.

15. Rémission entière et absolue est accordée à tout réfractaire des classes antérieures à 1806; et il ne sera exercé aucune poursuite pour le recouvrement de ce qui pourroit être encore dû sur les amendes dont les parens sont civilement responsables.

16. Les réfractaires des classes de 1806, 1807, 1808, 1809 et 1810, sont aussi amnistiés, mais à la condition de servir.

17. Les réfractaires amnistiés des cinq classes ci-dessus seront tenus de se représenter dans le délai de trois mois, à dater de la publication du présent décret, devant le préfet ou devant un sous-préfet du département où ils se trouveront.

18. Les réfractaires amnistiés, désignés dans l'article ci-dessus, auront la faculté de choisir le corps de l'armée dans lequel ils désireront servir; et pourvu qu'ils réunissent les qualités physiques nécessaires, ils recevront immédiatement des feuilles de route pour s'y rendre.

(1) Article 4 du décret du 12 août 1807 :

« Le délai accordé aux sous-officiers et soldats de nos troupes de marine, aux  
 » ouvriers militaires et gens de mer qui sont hors du territoire européen de l'Em-  
 » pire, pour se rendre dans un de nos ports, est fixé à six mois pour ceux qui se  
 » trouvent en Europe; à un an pour ceux qui sont en Amérique, ou dans les pays  
 » hors de l'Europe qui tiennent à la Méditerranée et à l'Océan, jusqu'au Cap de  
 » Bonne-Espérance; et à dix-huit mois pour ceux qui ont passé au-delà du Cap de  
 » Bonne-Espérance et en Asie ».

19. Les préfets et sous-préfets pourront destiner, pour servir dans les troupes ci-après désignées le nombre de conscrits amnistiés qui seroit nécessaire pour le complément desdites troupes ;

## S A V O I R :

|                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                             |
|------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Pour...                                                                | <div style="display: inline-block; vertical-align: middle;">           { Les Basses Pyrénées.....<br/>           Les Landes.....<br/>           La Gironde.....<br/>           Lot-et-Garonne.....<br/>           Tarn-et-Garonne.....<br/>           Gers.....<br/>           Pyrénées (Hautes).....<br/>           Garonne (Haute).....<br/>           L'Arriège.....<br/>           Les Pyrénées-Orientales.....<br/>           L'Aude.....         </div> | <div style="display: inline-block; vertical-align: middle; font-size: 4em; line-height: 1;">}</div> Dans les bataillons des<br>chasseurs des montagnes.     |
| Pour les départemens maritimes.....                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | <div style="display: inline-block; vertical-align: middle; font-size: 4em; line-height: 1;">}</div> Dans les compagnies<br>de caouonniers gardes-<br>côtes. |
| Pour les sept départemens de la première di-<br>vision militaire.....  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | <div style="display: inline-block; vertical-align: middle; font-size: 4em; line-height: 1;">}</div> Dans la garde muni-<br>cipale de Paris.                 |
| Pour les départemens des Deux-Nèthes, de la<br>Lys et de l'Escaut..... |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | <div style="display: inline-block; vertical-align: middle; font-size: 4em; line-height: 1;">}</div> Dans la cohorte dite<br><i>de l'Escaut</i> .            |
| Pour tous les départemens de l'Empire.....                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | <div style="display: inline-block; vertical-align: middle; font-size: 4em; line-height: 1;">}</div> Dans les compagnies<br>de réserve.                      |

20. Il ne sera plus exercé aucune poursuite pour le recouvrement de ce qui pourroit être dû sur les amendes et frais dont les parens sont civilement responsables pour les réfractaires antérieurs à 1806, dont il est parlé à l'article 15 : ces poursuites cesseront à l'instant.

Les poursuites exercées contre les parens des réfractaires dont il est question à l'article 16, seront seulement suspendues pendant le délai accordé aux réfractaires pour se représenter : elles seront reprises aussitôt après l'expiration du délai, si les conscrits réfractaires ne se sont pas représentés, et si les parens n'en justifient.

21. Les dispositions du présent décret ne seront, en aucun cas, applicables à un délit postérieur au 30 mars.

22. Les déserteurs admis à reprendre du service, qui, après s'être volontairement représentés, ne rejoindront pas les drapeaux, seront punis comme coupables de désertion par récidive.

Les réfractaires qui, après s'être volontairement représentés,

ne se rendront pas à leur destination, seront condamnés comme déserteurs.

23. Nos ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

*Signé*, NAPOLEON.

Par l'Empereur, *le ministre secrétaire d'état*,

signé H. B. DUC DE BASSANO.

## N<sup>o</sup>. 126.

*DÉCRET IMPÉRIAL rendu en interprétation de celui du 25 mars dernier, portant amnistie à tous sous-officiers et soldats des troupes de terre et de mer, et à tous gens de mer en état de désertion, ainsi qu'à tous conscrits réfractaires.*

\* Au palais de Saint-Cloud, le 30 juin 1810.

NAPOLEON, Empereur des François, Roi d'Italie, et Protecteur de la confédération du Rhin;

Des difficultés se sont élevées sur l'application de notre décret du 25 mars dernier, portant amnistie à tous sous-officiers et soldats de nos troupes de terre et de mer, et à tous gens de mer en état de désertion, ainsi qu'à tous conscrits réfractaires; nous avons pensé qu'il étoit nécessaire de prévenir, par une explication l'abus qu'on pourroit faire d'un acte d'indulgence en l'étendant à des personnes et à des délits qu'il n'a pas été dans notre intention d'y comprendre.

A ces causes,

Sur le rapport de notre grand-juge, ministre de la justice;

Notre conseil d'état entendu,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1. L'amnistie accordée par notre décret du 25 mars dernier aux sous-officiers et soldats de nos troupes de terre et de mer, et à tous gens de mer en état de désertion, ainsi qu'aux conscrits réfractaires, n'est pas applicable à leurs fauteurs et complices dans



le cas d'attaque, résistance ou assistance donnée contre la force armée, ni en cas de fabrication ou d'altération de passeports, certificats d'infirmités, de service, de remplacement, d'obéissance aux lois de la conscription, et autres pièces publiques ou privées.

2. Nos ministres sont chargés, chacun en qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois.

*Signé*, NAPOLÉON.

Par l'Empereur, *le ministre secrétaire d'état*,

Signé H. B. DUC DE BASSANO.

## N<sup>o</sup>. 127.

**DÉCRET IMPÉRIAL portant que l'amnistie du 25 mars dernier est applicable aux militaires hollandais qui auroient déserté avant le 9 juillet de la présente année.**

Au palais de Trianon, le 9 août 1810.

NAPOLÉON, Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la confédération du Rhin, Médiateur de la confédération Suisse :

Sur le rapport de notre ministre de la guerre ;

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1. L'amnistie du 25 mars dernier est applicable aux militaires des troupes hollandaises, qui auroient déserté antérieurement au 9 juillet de la présente année, époque de la réunion de la Hollande à la France, à la charge par eux de se présenter dans le délai de deux mois, à dater de la publication du présent décret, soit aux autorités civiles, soit aux autorités militaires de l'arrondissement où ils pourroient se trouver, pour faire leur déclaration de repentir et de demande de service.

4. Notre ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

*Signé*, NAPOLÉON.

Par l'Empereur, *le ministre secrétaire d'état*,

Signé H. B. DUC DE BASSANO.

N<sup>o</sup>. 128.

*Le conseiller d'état directeur général des revues et de la conscription, à MM. les généraux de division, généraux de brigade, commandans d'armes, colonels, majors, chefs de corps de toutes armes.*

Paris, le 17 septembre 1810.

Son Exc. le ministre de la guerre, par sa circulaire du 23 janvier 1806, et mon prédécesseur, par celle du 5 janvier 1807, en appelant, Messieurs, l'attention particulière des chefs des corps sur les hommes qui entrent dans les hôpitaux, ont indiqué les moyens de surveillance nécessaires afin qu'aucun de ces hommes ne pût se soustraire impunément au service militaire, et qu'on poursuivît, comme déserteurs, ceux d'entre eux dont le délit seroit constaté, soit pour s'être évadés de l'hôpital, soit pour n'avoir pas rejoint leurs corps en sortant de cet établissement. En vous recommandant la stricte exécution des dispositions prescrites par ces circulaires, je dois aussi vous entretenir d'une certaine classe d'hommes à l'égard desquels il n'a encore été rien statué jusqu'à présent : ce sont ceux qui, après un jour de bataille, dans des marches longues et forcées, ou dans un pays ennemi ou infesté de brigands, ont disparu, sans qu'on puisse savoir ce qu'ils sont devenus.

Quelques corps, assimilant ces hommes à ceux entrés dans les hôpitaux, et sur lesquels on n'a pu obtenir aucune nouvelle, se bornent à les rayer des contrôles pour cause de longue absence, après les six mois prescrits par les réglemens, et ne les signalent qu'à cette époque.

D'autres, les considérant comme déserteurs, les font juger par contumace. Ces deux mesures opposées présentent des inconvéniens qu'il est important d'éviter. La première ne place pas assez promptement sous la surveillance de l'autorité locale les lâches qui, profitant des mouvemens rapides de l'armée, parviennent à se soustraire au service militaire; la seconde porte avec elle le caractère de l'injustice, parce qu'elle peut mettre sous le poids d'une condamnation, des hommes qui sont morts en défendant l'Etat, ou qui sont prisonniers de guerre, ou retenus par tout autre circonstance indé-

pendante de leur volonté : d'ailleurs, ce dernier moyen, outre ce qu'il a de vexatoire contre des militaires fidèles aux lois de l'honneur, et contre leurs familles dont il trouble le repos et la tranquillité, multiplie le nombre des jugemens par contumace et en affoiblit l'effet moral, en ce qu'il oblige à acquitter contradictoirement des hommes qui n'auroient pas dû être mis en jugement, si l'on manquoit d'indices suffisans pour faire présumer la désertion.

Pour concilier, en cette circonstance, les intérêts de l'Etat et la justice due à tous les militaires, je recommande à MM. les Généraux de brigade ou commandans d'armes, de n'autoriser l'information sur aucune plainte en désertion contre des hommes entrés dans les hôpitaux ou contre des militaires absens, sans qu'on y ait joint des indices du délit, c'est-à-dire des pièces ou déclarations formelles qui tendent à prouver la désertion. Ils parapheront ces pièces, et veilleront à ce que les jugemens par contumace ne se multiplient pas inutilement.

Persuadé que le meilleur moyen de réprimer la désertion et l'absence illégale, consiste dans la célérité de l'envoi des signemens à la gendarmerie et à tous les agens de la force publique, je preseris à MM. les commandans du dépôt général de chaque corps, de m'adresser, aux époques fixées par les instructions antérieures à la présente, des signemens particuliers des déserteurs et des absens, sauf à rayer ensuite ces derniers dans les délais preserits par les réglemens, s'ils ne sont pas rentrés. Ces feuilles de signemens individuelles, qui devront être rédigées conformément aux modèles ci-joints n<sup>os</sup>. 1 et 2, remplaceront les états n<sup>os</sup>. 3 et 5, dont l'envoi étoit ordonné par la circulaire dn 5 janvier 1807. Les hommes qui seront rentrés après désertion, continueront à m'être signalés comme par le passé, suivant le modèle n<sup>o</sup>. 4 annexé à ladite circulaire ; et ceux enfin qui rentreront après m'avoir été signalés comme absens, seront portés sur un état conforme au modèle ci-joint, n<sup>o</sup>. 3.

Ces envois sont indépendans de celui des signemens à faire à Son Excellence le premier inspecteur général de la gendarmerie impériale, et aux divers commandans de cette arme.

MM. les commandans des bataillons ou escadrons de guerre, et MM. les commandans de détachemens, devant se rappeler constamment que le dépôt général de leurs corps est le centre où doivent se réunir tous les renseignemens qui constatent les mutations survenues dans toutes les portions qui en sont séparées, auront soin de transmettre, chaque mois, au commandant du dépôt général qui doit me les faire passer, les signemens des hommes à poursuivre comme déserteurs ou à rechercher comme absens, ainsi que les jugemens qui auront été légalement rendus contre les coupables de désertion. Ils doivent sentir que c'est de leur exactitude à satisfaire à cette obligation, que dépendent l'activité des poursuites à exercer

contre les déserteurs, et la cessation de celles dirigées contre ceux qui seroient rentrés sous les drapeaux.

Je vous invite, messieurs, à vous bien pénétrer des dispositions de la présente, à en assurer l'exécution, chacun en ce qui vous concerne, et à m'en accuser la réception.

(1) RÉGIMENT d

MODELE N°. 1<sup>er</sup>.*Feuille de signalement d'un déserteur.*

| NOM<br>ET PRÉNOM. | SIGNALEMENT.                                                                                                                                                                                                                       | ÉTAT MILITAIRE.                                                                                                                                                                                                                      | GRADE. | DATES               |                 | PRONONCÉ<br>DU JUGEMENT. |                           | Observations. |
|-------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|---------------------|-----------------|--------------------------|---------------------------|---------------|
|                   |                                                                                                                                                                                                                                    |                                                                                                                                                                                                                                      |        | de la<br>désertion. | du<br>jugement. | par<br>conu-<br>macc.    | con-<br>tradic-<br>toire. |               |
|                   | Fils d et d<br>domiciliés à canton<br>d département d<br>né le à<br>canton d<br>département d taille<br>d'un mètre millimètres,<br>cheveux sourcils<br>yeux front nez<br>bouche menton<br>visage teint<br>(Marques particulières.) | Conscrit (2) de<br>l'an inscrit au<br>contrôle du corps,<br>sous le n°<br>Sur le tableau gé-<br>néral du départe-<br>ment, sous le n°<br>Sur la liste for-<br>mée en exécution<br>du décret du 5 fruc-<br>tidor an 13, sous<br>le n° |        |                     |                 |                          |                           |               |

(1) Mettre le numéro du régiment; et si ce n'est pas un régiment, désigner le corps: dans l'un et l'autre cas, désigner l'arme.

*Certifié véritable par moi  
commandant du dépôt.*

A le 18

(2) Si le déserteur est un remplaçant, en faire mention: indiquer les nom et prénoms du remplacé, et l'année de la conscription à laquelle appartient ce dernier, et transmettre ce signalement en double expédition, en exécution de la circulaire du 18 août 1807.

Si le déserteur est enrôlé volontaire, ou s'il a été appelé au service d'une autre manière que par la conscription, il faut en faire mention.

## (1) RÉGIMENT d

MODELE N<sup>o</sup>. 2.

*Feuille de signalement d'un militaire à rechercher pour cause d'absence.*

| NOM<br>et<br>PRÉNOMS | SIGNALEMENT.                                                                                    | ETAT<br>MILITAIRE. | GRADE. | DATE<br>de l'absence. | Observations.                                                                                                                                                             |
|----------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------|-----------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                      | Il faut remplir ces deux colonnes,<br>ainsi que le prescrit le n <sup>o</sup> 1 <sup>er</sup> . |                    |        |                       | Le commandant du<br>dépôt relatera sa cor-<br>respondance sur les<br>hommes envoyés aux<br>hôpitaux, ou indi-<br>quera les autres mo-<br>tifs présumés de l'ab-<br>sence. |

(1) Voir la note au modèle n<sup>o</sup> 1<sup>er</sup>. Certifié véritable par moi le com-  
mandant du dépôt. A 181

## (2) RÉGIMENT d

MODELE N<sup>o</sup>. 3.

*Etat nominatif des hommes qui, après avoir été signalés  
comme absents, sont rentrés pendant le mois d*

| NOM<br>ET PRÉNOM. | NOM<br>D'ONCLE. | SIGNALEMENTS.                                                                                                  | ETAT<br>MILITAIRE. | GRADE. | DATE<br>de la rentrée<br>de l'absence. | Observations.                                                                                                                                                                                    |
|-------------------|-----------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------|----------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                   |                 | Il faut remplir ces deux colon-<br>nes, ainsi qu'il est prescrit au<br>modèle n <sup>o</sup> 1 <sup>er</sup> . |                    |        |                                        | Indiquer ici si l'absence<br>a été reconnue légitime,<br>ou si l'individu a été re-<br>connu déserteur; dans<br>ce dernier cas, relater la<br>date et le prononcé du<br>jugement contradictoire. |

(2) Voir la note au modèle n<sup>o</sup> 1<sup>er</sup>. Certifié véritable par moi le com-  
mandant du dépôt. A 181

# DEUXIEME PARTIE.

## ARMEE NAVALE.

N<sup>o</sup>. I<sup>er</sup>.

EXTRAIT du décret de l'Assemblée nationale.

DES 16, 19 et 21 AOUT 1790.

### TITRE II.

#### *Des Peines et Délits.*

Art. 1. On ne pourra infliger aux matelots et officiers-mariniers, comme peines de discipline, que celles ci-après dénommées :

Le retranchement de vin, qui ne pourra avoir lieu pendant plus de trois jours ;

Les fers, seulement avec un anneau au pied ;

Les fers, avec un anneau et une petite chaîne traînante ;

Les fers sur le pont, au plus pendant deux jours et une nuit ;

La peine d'être à cheval sur une barre de cabestan, au plus pendant trois jours, et deux heures chaque jour ;

Celle d'être attaché au grand mât, au plus pendant trois jours, et deux heures chaque jour.

2. Seront regardés comme délits contre la discipline, et ne pourront être punis que par les peines énoncées dans l'article 1<sup>er</sup>, les délits suivans :

Tout défaut d'obéissance d'un officier à son supérieur, d'un matelot à un officier-marinier, lorsqu'il n'est point accompagné d'un refus formellement énoncé d'obéir.

L'ivresse, lorsqu'elle n'est point accompagnée de désordres.

Les querelles entre les gens de l'équipage, lorsqu'il n'en résulte aucune plaie, et qu'on n'y a point fait usage d'armes ou de bâtons.

Toute absence du vaisseau sans permission de celui qui doit la donner.

Les feux allumés ou portés de terre à bord du vaisseau, dans le temps et aux postes où ils sont défendus, dans les cas non prévus par les articles suivans.

Toute infraction aux règles de police.

Tout manque à l'appel, au quart, et en général toutes les fautes contre la discipline, le service du vaisseau, provenant de négligence ou de paresse.

3. Les délits ci-dessus énoncés seront toujours regardés comme plus graves lorsqu'ils auront lieu la nuit, et le temps de la punition sera doublé.

4. Les peines de discipline pour les officiers seront les arrêts, la prison, la suspension de leurs fonctions pendant un mois au plus, avec ou sans privation de solde pendant le même temps.

5. Seront censées peines afflictives, et ne pourront être prononcées que par un conseil de justice ou un conseil martial, toutes les peines énoncées ci-après :

Les coups de corde au cabestan.

La prison ou les fers sur le pont pendant plus de trois jours.

Les réductions de grade et de solde.

La cale.

La bouline.

Les galères.

La mort.

6. L'homme condamné à la mort, et qui devra être exécuté à bord, sera fusillé jusqu'à ce que mort s'ensuive.

Celui condamné à courir la bouline, ne pourra être frappé que par trente hommes au plus, et ne pourra l'être pendant plus de quatre courses.

En donnant la cale, on ne pourra plonger plus de trois fois dans l'eau l'homme qui aura été condamné à cette peine.

7. Tout homme condamné aux galères pour un temps quelconque, ne pourra plus être employé sur les vaisseaux de l'état, en quelque qualité que ce soit.

8. Tout officier-marinier condamné à la bouline ou à la cale, sera, par l'effet même de cette condamnation, cassé de son grade d'officier-marinier, et réduit à la basse-paie des matelots. Tout matelot qui aura subi pareille condamnation, sera réduit à la basse-paie.

9. Tout homme coupable d'avoir tenu des propos séditieux ou tendant à affaiblir le respect dû à tout genre d'autorité qui s'exerce à bord du vaisseau ou de l'escadre, sera mis en prison ou aux fers sur le pont pendant six jours.

10. Tout homme coupable d'avoir concerté aucun projet pour changer ou arrêter l'ordre du service, s'opposer à l'exécution d'un ordre donné ou d'une mesure prise, sera mis à la queue de l'équipage ; et s'il est officier, sera renvoyé du service.

11. Tout matelot ou officier-marinier coupable d'un complot

contre la sûreté ou la liberté d'un officier de l'état-major, sera condamné à trois ans de galères.

12. Tout matelot, officier-marinier ou officier de l'état-major, coupable d'un complot contre la sûreté, la liberté ou l'autorité du commandant du vaisseau, ou de tout autre officier occupant un poste supérieur, sera condamné aux galères perpétuelles.

13. Tout homme coupable de trahison ou d'une intelligence perfide avec l'ennemi, sera condamné à la mort; et si quelque malheur public avoit été la suite de ses mesures, il sera exécuté sur-le-champ à bord du vaisseau.

14. Tout matelot ou officier-marinier coupable d'une désobéissance envers un officier, pour fait de service, sera frappé de douze coups de corde au cabestan.

15. Si la désobéissance est accompagnée d'injures et de menaces, le matelot ou l'officier-marinier qui s'en sera rendu coupable sera condamné à la cale.

16. Tout matelot ou officier-marinier coupable d'avoir levé la main contre un officier pour le frapper, sera condamné à trois ans de galères.

17. Tout matelot ou officier-marinier coupable d'avoir frappé un officier, sera condamné à la mort.

18. Tout officier coupable d'avoir désobéi à son chef, et d'avoir accompagné sa désobéissance d'un refus formellement énoncé d'obéir, sera mis au grade immédiatement inférieur à celui qu'il remplit; et s'il est au dernier grade d'officier, il sera fait élève.

Si sa désobéissance est accompagnée d'injures et de menaces, il sera cassé;

Et sera dans tous les cas responsable, sur sa tête, des suites de sa désobéissance.

19. Tout commandant d'un bâtiment de guerre, coupable d'avoir désobéi aux ordres ou aux signaux du commandant de l'armée, escadre ou division, sera privé de son commandement; et si sa désobéissance occasionne une séparation, soit de son vaisseau, soit d'un autre vaisseau de l'escadre, il sera cassé et déclaré indigne de servir.

Si elle a lieu en présence de l'ennemi, il sera condamné à la mort.

20. Tout matelot ou officier-marinier coupable d'avoir quitté dans le cours ordinaire du service, soit un poste particulier, soit une embarcation du vaisseau à la garde duquel il auroit été préposé;

Si c'est pendant le jour, sera attaché au grand mât pendant une heure, et mis à la paie immédiatement inférieure à la sienne;

Si c'est pendant la nuit, il sera attaché au grand mât pendant deux jours, deux heures chaque jour, et mis à deux paies au-dessous de la sienne.



21. Tout officier commandant le quart, coupable de l'avoir quitté pour se coucher, sera mis au grade immédiatement inférieur au sien, et sera responsable, sur sa tête, de tous les accidens que le vaisseau éprouveroit par son absence du quart.

22. Tout matelot ou officier-marinier coupable d'avoir, dans un combat ou dans un danger quelconque, abandonné son poste pour se cacher, sera condamné à courir la bouline.

23. Tout officier coupable d'avoir, pendant le combat, abandonné son poste pour se cacher, sera, s'il est à sa première campagne de guerre, renvoyé du service, et dans tout autre cas, cassé et déclaré infame.

24. Tout homme qui, sans l'ordre du capitaine, aura crié de se rendre ou d'amener le pavillon, sera condamné à trois ans de galères; et celui qui, par sa conduite lâche et ses discours séditieux et répétés, produira dans l'équipage un découragement marqué, sera condamné à la mort et jugé conformément à la disposition de l'article 4 du titre I<sup>er</sup>.

25. Tout homme coupable d'avoir amené le pavillon pendant le combat, sans l'ordre exprès du commandant du vaisseau, sera condamné à la mort.

26. Tout homme coupable d'avoir embarqué ou permis d'embarquer, sans ordre, des effets commercables étrangers au service du vaisseau, sera, s'il commande le vaisseau ou bâtiment de l'état, déchu pendant deux ans de tout commandement, et, en cas de récidive, renvoyé du service;

S'il est officier de l'état-major ou officier-marinier, il perdra deux ans de service effectif sur mer, pendant lesquels il sera privé de tous les avancements auxquels il pourroit prétendre;

S'il n'est ni officier marinier ou sous-officier, ni matelot ou soldat, il paiera, par forme d'amende, deux fois la valeur de la marchandise, au profit de la caisse des invalides.

Dans tous les cas, la marchandise sera confisquée au profit de la caisse des invalides.

27. Tout homme coupable d'avoir transporté à bord, sans en avoir reçu l'ordre ou la permission, aucune matière inflammable, telle que poudre, soufre, eau-de-vie et autre liqueur spiritueuse et inflammable;

S'il est officier, sera renvoyé du service;

S'il est matelot ou officier-marinier, sera frappé de douze coups de corde au cabestan; et, en cas de récidive, aura la cale.

28. Tout homme coupable, en temps de guerre, d'avoir allumé ou tenu allumés pendant la nuit, des feux défendus, ou, dans tous les temps, de les avoir allumés ou tenus allumés, soit le jour, soit la nuit, sans précaution et de manière à compromettre la sûreté du

vaisseau, s'il est officier ou officier-marinier, sera cassé; s'il est matelot, recevra la cale; et dans le cas où il en auroit été fait défense expresse par une proclamation faite dans les formes ordinaires, ou si son action avoit donné lieu à quelque accident, de ce reconnu coupable, il sera condamné à trois ans de galères.

29. Tout matelot ou officier-marinier préposé à la garde d'un feu, et qui n'y auroit pas apporté l'attention prescrite, sera puni comme si lui même avoit allumé ou tenu allumé le feu conformément à la disposition de l'article précédent.

30. Tout matelot ou officier-marinier coupable d'avoir, dans une circonstance quelconque, frappé avec armes ou bâton un autre homme de l'équipage, sera frappé de douze coups de corde au cabestan.

31. Tout matelot ou officier-marinier coupable d'avoir fait une blessure dangereuse, aura la calle, sans préjudice de la réparation civile réservée aux tribunaux ordinaires.

32. Tout officier coupable d'avoir maltraité et blessé un homme de l'équipage, sera interdit de ses fonctions, et mis en prison pendant le temps déterminé par le conseil de justice, suivant la nature du délit, sans préjudice, dans le cas de blessure dangereuse, de la réparation civile réservée aux tribunaux ordinaires.

33. Tout officier commandant une portion quelconque des forces navales de la nation, coupable d'avoir suspendu la poursuite, soit de vaisseaux de guerre ou d'une flotte marchande, fuyant devant lui, soit d'un ennemi battu par lui, lorsqu'il n'y aura pas été obligé par des forces ou des raisons supérieures, sera cassé et déclaré incapable de servir.

34. Ainsi sera traité tout commandant d'escadre ou de vaisseaux, coupable d'avoir refusé des secours à un ou plusieurs bâtimens amis ou ennemis dans la détresse, implorant son assistance, ou refusé protection à des bâtimens de commerce français qui l'auroient réclamée.

35. Tout commandant d'un bâtiment de guerre, coupable d'avoir abandonné, dans quelque circonstance critique que ce soit, le commandement de son vaisseau pour se cacher, ou d'avoir fait amener son pavillon, lorsqu'il étoit encore en état de se défendre, sera condamné à la mort.

Sera condamné à la même peine tout commandant coupable, après la perte de son vaisseau, de ne l'avoir pas abandonné le dernier.

36. Tout officier chargé de la conduite d'un convoi, coupable de l'avoir abandonné volontairement, sera condamné à la mort.

37. Tout capitaine de navire du commerce, faisant partie d'un convoi, coupable d'avoir volontairement abandonné le convoi, sera condamné à trois ans de galères.

38. Tout officier commandant une escadre ou un bâtiment de guerre quelconque, coupable de n'avoir pas rempli la mission dont il étoit chargé, et cela par impéritie ou négligence, sera, s'il est officier-général ou capitaine de vaisseau, déclaré incapable de commander; et s'il a tout autre grade, il sera déchu de tout commandement pendant trois ans.

S'il est coupable d'avoir volontairement manqué la mission dont il étoit chargé, il sera condamné à la mort.

39. Tout commandant d'un bâtiment de guerre quelconque, coupable de l'avoir perdu, si c'est par impéritie, sera cassé et déclaré incapable de servir; si c'est volontairement, il sera condamné à la mort.

40. Tout pilote-côtier coupable d'avoir perdu un bâtiment quelconque de l'état ou du commerce, lorsqu'il s'étoit chargé de sa conduite, et qu'il avoit déclaré en répondre, si c'est par négligence ou ignorance, sera condamné à trois ans de galères;

Si c'est volontairement, il sera condamné à la mort.

41. Tout officier particulier chargé d'une expédition, mission ou corvée quelconque, coupable de s'être écarté des ordres qu'il avoit reçus, et d'avoir par-là fait échouer ou mal rempli la mission dont il étoit chargé, sera interdit de ses fonctions, et privé d'avancement pendant le temps déterminé par le conseil de justice.

42. Tout commandant d'un vaisseau de guerre, coupable d'avoir perdu son vaisseau par la suite d'une inexécution non forcée des ordres qu'il avoit reçus, sera cassé, et condamné à cinq ans de prison.

43. Tout homme, sans distinction de grade ou emploi, coupable d'avoir volé à bord des effets appartenant à quelque particulier, sera frappé de douze coups de corde au cabestan; en cas de récidive, il courra la bouline.

Dans tous les cas de vol quelconque, le voleur sera obligé à la restitution des effets volés.

44. Tout homme coupable d'un vol avec effraction d'effets appartenant à des particuliers, soit à bord, soit à terre, sera condamné à recevoir la cale; en cas de récidive, il sera condamné à six ans de galères.

45. Tout homme qui, descendu à terre, s'y rendra coupable d'un vol, si c'est sur territoire françois, sera frappé de douze coups de corde au cabestan; si c'est sur territoire étranger, recevra la cale.

Si le vol excède la valeur de douze francs, l'homme qui s'en sera rendu coupable, sera condamné à courir la bouline; et en cas de récidive, à six ans de galères.

46. Tout homme coupable d'avoir volé et fait transporter à terre

des vivres , munitions , agrès ou autres effets publics du vaisseau , sera condamné à courir la bonline.

47. En cas de récidive , ou si un premier vol de vivres et autres effets publics , excédoit en vivres une valeur de cinquante rations , et en autres effets , une valeur de cinquante livres , l'homme qui s'en sera rendu coupable , sera condamné à trois ans de galères.

48. Tout homme coupable d'avoir volé , en tout ou en partie , l'argent de la caisse du vaisseau ou de telle autre caisse publique , déposé à bord du vaisseau , sera condamné à neuf ans de galères.

49. Tout homme coupable d'avoir volé à bord de la poudre , ou d'avoir recelé de la poudre volée , sera condamné à trois ans de galères.

50. Tout homme coupable d'avoir volé ou tenté de voler de la poudre dans la soute aux poudres , sera condamné à neuf ans de galères.

51. Tout vol d'effets quelconques fait à bord d'une prise , lorsqu'elle n'est pas encore amarinée , sera regardé comme un vol d'effets particuliers , et l'homme qui s'en sera rendu coupable , sera frappé de douze coups de corde au cabestan.

52. Tout homme coupable d'avoir dépouillé un prisonnier de ses vêtemens et de les avoir volés , sera frappé de vingt-quatre coups de corde au cabestan.

53. Lorsqu'une prise sera amarinée , elle sera regardée comme possession nationale ; et tout vol d'agrès , munitions , vivres et marchandises , sera censé vol d'effets publics , et puni conformément aux articles 46 , 47 , 48 , 49 et 50.

54. Les dégâts commis à terre par les marins , seront rangés dans la classe des délits emportant peine afflictive ; s'ils excèdent la valeur de douze livres , ils seront punis , en ce cas , de douze coups de corde frappés au cabestan , outre la restitution des dommages civils. Tous autres dégâts au-dessous de cette valeur , seront soumis aux peines de discipline.

55. Le titre XVIII de l'ordonnance de 1784 , sur les classes , ayant pour titre : *Des déserteurs* , continuera d'être exécuté , sauf les modifications suivantes :

1°. Aux campagnes extraordinaires à la demi-solde et aux deux tiers de solde , seront substituées des campagnes extraordinaires à la base-paie de son grade ;

2°. Aux campagnes extraordinaires , auxquelles sont condamnés des ouvriers non navigans , sera substituée l'obligation de travailler dans le port pendant le même temps.

3°. Les peines qui devront être prononcées , ou par le commandant du port , ou par le chef des classes , ne pourront plus l'être que par le concours du commandant et intendant , et du major-général de la marine.

4°. L'article 29 sera supprimé.

56. Tous les hommes sans distinction , composant l'état-major ,

ou l'équipage d'un vaisseau naufragé, continueront d'être soumis à la présente loi, ainsi qu'à toutes les règles de discipline militaire, jusqu'au moment où ils auront été légalement congédiés.

57. Les officiers, sous-officiers et soldats, soit des troupes de la marine, soit des troupes de terre, embarqués sur les bâtimens de guerre, seront assujétis, comme les officiers de la marine, officiers-mariniers et matelots, à toutes les dispositions de la présente loi, pendant le temps de leur séjour sur les vaisseaux.

58. Toute autre personne embarquée sur un vaisseau, sera également soumise à la présente loi, et à toutes les règles de police établies dans le vaisseau.

59. Les peines de discipline et les peines afflictives prononcées dans les cas ci-dessus énoncés, seront applicables à tous les délits commis dans les arsenaux, par les officiers-mariniers, matelots et soldats.

60. En ce qui concerne les manquemens au service, par négligence ou désobéissance de la part des maîtres d'ouvrages, ouvriers et autres employés dans les arsenaux, le commandant et l'intendant du port, chacun en ce qui le concerne, pourront, selon le cas, prononcer les arrêts, la prison pendant trois jours, la privation d'un mois de solde, ou appointemens : pour tous autres délits majeurs, les délinquans seront légalement poursuivis, conformément aux ordonnances actuellement subsistantes pour l'exercice de la justice dans les arsenaux, en observant toutefois ce qui est prescrit pour la formation et le prononcé d'un jury.

61. L'assemblée nationale abroge toutes les dispositions pénales contenues dans les ordonnances de la marine militaire qui ont paru jusqu'à ce jour, entendant néanmoins ne porter aucune atteinte aux autres lois sur le fait de la marine, qui devoient être exécutées jusqu'à ce qu'il y ait été autrement statué.

## N<sup>o</sup>. II.

### *Loi qui modifie le Code pénal de la marine.*

Donné à Paris, le 2 novembre 1790.

Art. 1. L'article 2 du titre I<sup>er</sup>. du Code pénal de la marine, sera rédigé de la manière suivante :

Le commandant du bâtiment et l'officier commandant le quart ou la garde pourront prononcer les peines de discipline contre les

délinquans ; le commandant de la garnison pourra aussi prononcer les peines de discipline contre ceux qui la composent, à la charge par ces officiers d'en rendre compte au commandant du vaisseau, après le quart ou la garde.

2. L'article 1<sup>er</sup>. du titre II sera ainsi conçu :

Seront infligées aux matelots et officiers-mariniers, comme peines de discipline, celles ci-après dénommées :

Le retranchement de vin ne pourra avoir lieu pendant plus de trois jours ;

Les fers sous le gaillard, au plus pendant trois jours ;

La prison, au plus, pendant le même temps.

## N<sup>o</sup>. III.

### EXTRAIT du décret de l'Assemblée nationale.

DU 20 SEPTEMBRE 1791.

## TITRE II.

### *Police des Arsenaux.*

Art. 1. La police du port appartient à l'ordonnateur ; elle sera exercée sous son autorité par le commissaire-auditeur, et à son défaut par l'officier commandant des brigades de gendarmerie nationale, attaché au service de l'arsenal.

2. Seront réputés délits de police, tous ceux commis contre l'ordre public et le service des arsenaux, ou en contravention des réglemens particuliers des ports, lesquels ne sont point énoncés dans le titre suivant, et dans le titre II du Code pénal des vaisseaux, du 21 août 1790.

3. Seront aussi réputés délits de police, tous les vols simples au-dessous de six livres, commis dans les arsenaux.

4. Les peines de police pour délits commis dans les arsenaux, sont les arrêts, la prison au-dessous de trois mois, l'amende au-

dessous de cent livres, l'interdiction, la réduction de paie, l'expulsion de l'arsenal et du service.

5. Les arrêts et la prison pendant huit jours au plus, pourront être prononcés en simple police par l'ordonnateur et le commissaire-auditeur; toute autre peine ne pourra être ordonnée que par le conseil d'administration, qui, dans ce cas, prendra le titre de tribunal de police correctionnelle, et sur le rapport du commissaire-auditeur.

6. Ce tribunal renverra à la cour martiale, tous les délits emportant une peine plus grave que ceux énoncés à l'article 4.

7. Cette juridiction de police s'étendra sur toutes les personnes indistinctement, qui se rendront coupables de délits ou de fautes dans l'intérieur de l'arsenal.

8. Les chefs et les sous-chefs d'administration auront le droit de faire arrêter et conduire en prison tout homme prévenu d'un délit ou faute, à la charge d'en faire prévenir aussitôt le commissaire-auditeur.

9. La discipline intérieure des troupes de la marine, lorsqu'elles ne seront point embarquées, sera réglée par le décret relatif à la discipline intérieure des corps militaires, du 15 septembre 1790, dont toutes les dispositions sont rendues applicables aux troupes de la marine.

10. Il y aura des brigades de gendarmes employés dans les principaux ports, et spécialement destinés au service des arsenaux de marine.

Chaque brigade sera composée de quatre gendarmes, et commandée par un maréchal-des-logis ou par un brigadier. Il y aura de plus dans chacun des trois grands ports, Brest, Toulon et Rochefort, un commandant des brigades, qui sera au moins lieutenant.

11. Les gendarmes de tous les ports rouleront entre eux pour parvenir aux places de brigadier, et ensuite de maréchal-des-logis. Une moitié de ces places sera donnée à l'ancienneté, et l'autre au choix du roi.

12. Sur deux places de lieutenant vacantes, une sera donnée au plus ancien maréchal-des-logis, et l'autre sera laissée au choix du roi, qui pourra choisir parmi les officiers attachés au département de la marine, ou parmi les maréchaux-des-logis des brigades de la gendarmerie des arsenaux.

13. Le lieutenant nouvellement promu, prendra rang avec les lieutenans de la division de gendarmerie nationale où sera situé le port, et deviendra comme eux, capitaine à son tour d'ancienneté; mais il ne cessera pas d'être attaché au service de l'arsenal, et il ne sera point remplacé dans son grade de lieutenant.

14. Ces brigades feront leur service à pied pour la garde des arsenaux, sous les ordres des ordonnateurs des ports et des commissaires-auditeurs. Il y en aura chaque jour au moins la moitié employée dans les ports d'une manière active.

15. Le traitement des gendarmes et brigadiers attachés au service des arsenaux, sera d'un quart en sus de celui fixé pour les gendarmes nationaux, par le titre 4 de la loi du 16 janvier 1791.

Celui des lieutenans, maréchaux-des-logis, et brigadiers sera conforme au même titre IV, et ils ne seront pas tenus à l'entretien des chevaux.

16. Les fonctions des gendarmes attachés au service des ports, seront analogues à celles attribuées à la gendarmerie nationale, par la loi du 16 janvier 1791, dans tout ce qui peut intéresser le service et la sûreté des ports et arsenaux.

17. Les compagnies des prévôtés de la marine sont supprimées; elles feront partie des brigades de gendarmerie des ports dans lesquels elles seront incorporées, et les officiers, sous-officiers et archers seront placés chacun dans son grade et selon son rang.

18. Les officiers, sous-officiers et archers des prévôtés de la marine, qui seront compris dans la nouvelle formation, compleront leur service en cette qualité pour la décoration militaire.

19. Les commissaires-auditeurs seront pris, pour cette fois, parmi les prévôts des prévôtés de la marine; et, à défaut, parmi les lieutenans ou les procureurs du roi actuels, selon leur capacité.

Les prévôts de la marine qui ne seront pas remplacés, auront pour retraite les deux tiers de leur traitement d'activité.

20. Les archers employés dans les quartiers des classes, seront supprimés, et seront remplacés dans les brigades de gendarmerie des arsenaux; et, à défaut, dans la gendarmerie nationale.

21. Les officiers d'administration et syndics des gens de mer, pour l'exécution des ordres relatifs au service des classes, pourront requérir la gendarmerie nationale de leurs quartiers, qui ne pourra se refuser à leurs réquisitions.

### TITRE III.

#### *Des Délits et des Peines.*

Art. 1. Les peines énoncées dans ce titre ne pourront être infligées que par jugement de la cour martiale.

2. Les délits militaires commis dans les ports et arsenaux, seront jugés en conformité du décret du 21 août 1790, concernant les délits



sur les vaisseaux; et dans les cas non prévus par ce décret, ou dans le cas de peines qui ne seroient pas de nature à être exécutées à terre, on aura recours aux décrets rendus ou à rendre pour les délits de troupes de terre.

3. Tout homme convaincu d'un vol de la valeur de six livres et au dessus, sera condamné au carcan, à une amende triple de la valeur de la chose volée, à l'expulsion de l'arsenal, et à la dégradation civique. Dans tous les cas de vol ou larcin, l'accusé sera condamné à la restitution de l'effet volé.

4. Lorsque le vol aura été commis ou favorisé par des personnes spécialement chargées de veiller à la conservation des effets, tels que gardes-magasins, gardiens de vaisseaux, maîtres, contre-maîtres, commis d'administration, embarquans, commis des vivres, et autres chargés d'un maniemment ou d'un dépôt, la peine sera celle de la chaîne pour six ans.

5. La même peine aura lieu contre les suisses, gendarmes, gardiens et consignes, qui auront commis ou favorisé ledit vol.

6. Tous vols caractérisés seront punis, ainsi qu'il a été décrété dans le Code général des délits et peines, au titre II de la seconde section, dans les dispositions applicables aux arsenaux; de telle sorte que la peine de la chaîne prononcée par ce Code, dans tous les cas où le vol sera commis de nuit, avec armes, fausses clefs, attroupement, effraction et autres circonstances aggravantes, soit toujours augmentée de trois années en sus du nombre déterminé dans ledit Code, lorsqu'il aura été commis avec les mêmes circonstances, par les personnes désignées dans les cinquième et sixième articles ci-dessus : toutefois la durée de ladite peine ne pourra excéder trente ans, à raison desdites circonstances, en quelque nombre qu'elles se trouvent réunies.

7. Les maîtres, contre-maîtres, et ouvriers qui seroient convaincus d'avoir fabriqué dans leurs ateliers des ouvrages pour leur compte, seront condamnés aux mêmes peines prononcées contre le vol, si la matière desdits ouvrages est reconnu avoir été prise dans l'arsenal; et si elle leur appartient, ils seront condamnés à perdre ce qui pourra leur être dû en appointemens ou en journées, et à être renvoyés du service.

8. Si aucun des entrepreneurs et maîtres d'ouvrages dans l'arsenal, étoit convaincu d'avoir substitué aux matières ou marchandises qui leur sont délivrées du magasin général pour être fabriquées, d'autres matières d'une moindre valeur et qualité, il sera condamné au paiement de la plus value, à une amende qui ne pourra excéder trois cents livres, et à la dégradation civique.

9. Il est défendu à tous maîtres et autres à la solde de l'état, de recevoir aucune espèce d'intérêt, présent ou gratification de la part d'un entrepreneur ou fournisseur, lorsque leur fonction pourra

influera sur le bénéfice de la fourniture , à peine d'une amende qui ne pourra excéder cent livres , d'un mois de prison , et d'être renvoyé du service , et contre ledit fournisseur ou entrepreneur qui leur auroit accordé cet avantage illicite , d'une amende qui ne pourra excéder trois cents livres.

10. Ceux qui troubleront et compromettront le service par des discours séditieux , seront condamnés à la gêne pendant un an , et ceux qui se porteront à des actes de révolte , seront punis de six années de chaîne. La peine sera double contre ceux qui seront convaincus d'avoir excité lesdites séditions et révoltes.

11. Les voies de fait commises envers l'ordonnateur , les chefs , sous-chefs et autres supérieurs , seront punies par cinq ans de gêne au plus , et l'expulsion de l'arsenal.

Les autres actes d'insubordination qui ne porteront pas de caractère grave , seront punis par voie de police.

12. Ceux qui auront falsifié ou altéré les registres , rôles , quittances et autres papiers du service , ou qui auront fabriqué ou fait fabriquer de faux rôles , fausses quittances et autres actes , ou qui les emploieront à leur profit , ou enfin qui supposeront effectifs au détriment des deniers de la nation , des hommes , des matières et des sommes non existans , seront condamnés à dix ans de chaîne.

13. Ceux qui se présenteront aux bureaux des classes , et qui prendront frauduleusement le nom d'un marin employé sur les vaisseaux de l'état , pour s'approprier ses salaires , parts de prise , ou autres sommes à lui revenant , seront condamnés au carcan et à la prison pendant une année. La même peine aura lieu contre tous ceux indistinctement qui auront eu part à ce faux , soit en attestant l'identité de l'homme , soit en concourant , de toute autre manière , à l'infidélité du faussaire.

14. Seront punis de la même manière les faux créanciers et leurs complices qui emploieront des moyens frauduleux pour constater leur prétendu titre à l'égard d'un marin mort ou absent.

15. Il est défendu , sous peine d'être mis à la gêne pendant trois ans , de faire du feu dans l'arsenal , si ce n'est dans les bureaux et autres lieux qui seront déterminés par l'ordonnateur pour les besoins indispensables du service ; la même peine aura lieu contre ceux qui étant commis pour veiller lesdits feux , les quitteroient avant qu'ils soient entièrement éteints.

16. Les délits commis par les bas-officiers des galères et par les forçats , continueront d'être punis en conformité des réglemens rendus pour la police et la justice des chiourmes , avec cette seule exception que chaque évasion de forçats sera punie seulement par trois années de chaîne de plus pour les forçats à terme , et par l'appli-

cation à la double chaîne pendant le même temps, pour les forçats qui sont actuellement condamnés à vie.

17. A l'égard des autres crimes et délits non prévus par le présent décret, et qui seroient commis dans l'arsenal, ils seront jugés conformément aux dispositions décrétées par le Code pénal des vaisseaux, du 21 août 1790, par le Code général des peines et délits, et le Code de la police correctionnelle.

18. Ledit Code pénal des vaisseaux sera également suppléé pour les dispositions qui n'y seront pas prévues par le présent Code et par le Code général des peines et des délits.

19. Les articles 59 et 60 du Code pénal des vaisseaux, n'étant que provisoires, et en attendant le présent décret, seront supprimés, ainsi que les dispositions pénales des anciennes ordonnances relatives aux arsenaux.

## N<sup>o</sup>. IV.

### *Loi relative au recours en cassation et en révision contre les jugemens émanés des cours martiales, des conseils de justice, et des conseils martiaux maritimes.*

DU 13 THERMIDOR AN 7.

Art. 1. Les dispositions des lois des 17 germinal et 21 fructidor an 4, qui permettent de se pourvoir en révision contre les jugemens militaires rendus antérieurement à leur promulgation, sont applicables aux jugemens rendus par les tribunaux maritimes, à dater du mois d'août 1790; en conséquence, ces jugemens seront susceptibles d'être révisés suivant les formes, et dans les délais ci-après exprimés.

2. Tout jugement rendu, en matière de délits emportant peine afflictive ou infamante, par une cour martiale maritime, pourra être attaqué par la voie de la cassation. Le tribunal de cassation prononcera sur les demandes de cette nature, dans les formes et suivant les bases usitées pour les jugemens rendus en pareille matière par les tribunaux criminels ordinaires.

3. En cas d'annulation du jugement attaqué, le tribunal de cassation renverra la connaissance du procès pardevant celle des cours martiales maritimes la plus rapprochée du port où siègent celle qui avoit originairement statué sur ce délit, ou, en cas d'incompétence des premiers juges, devant ceux qui en devoient connaître.

4. Ce second jugement sera susceptible d'être attaqué comme le premier, par

la même voie, et dans le délai fixé pour le pourvoi contre les jugemens qui suivront la publication de la présente loi.

5. Ce mode de pourvoi aura lieu, à l'avenir, à l'égard de tous les jugemens rendus par les cours martiales maritimes en matière de délits emportant peine afflictive ou infamante, et jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné : néanmoins les parties condamnées ne pourront, dans ce dernier cas, user de cette faculté qu'après en avoir manifesté l'intention par acte signé d'elles ou de leurs fondés de pouvoir, et déposé au greffe du tribunal saisi du procès, dans les trois jours qui suivront le jugement attaqué.

6. Les jugemens rendus par les conseils de justice, institués par la loi du 22 août 1790, dans le cas où ils ne devoient pas être révisés par les conseils martiaux; ceux prononcés en matière de délits emportant peine afflictive ou infamante, par les conseils de discipline établis par la loi du 16 nivose an 2, ainsi que par les tribunaux révolutionnaires, dans les cas y exprimés; enfin, ceux émanés des conseils martiaux, dans le cas prévu par l'article 18 du titre premier de la loi du 22 août ci-dessus énoncée, seront également sujets à révision.

7. La révision prévue par l'article précédent sera opérée par un conseil martial, conformément à la loi du 22 août 1790.

8. En cas d'annulation d'un jugement émané de l'un des tribunaux énoncés en l'article 6, le renvoi de l'affaire en sera fait, soit devant un conseil spécial de justice, soit devant un conseil martial, suivant la nature des peines prononcées, et en conformité de la loi du 22 août 1790, suit enfin, en cas d'incompétence des premiers juges, devant ceux qui devoient en connaître.

9. Ce second jugement sera susceptible d'être révisé comme le premier, et dans les mêmes formes.

10. Le délai pour se pourvoir en révision contre les jugemens de cette nature, rendus antérieurement à la présente loi, sera de trois mois, à compter de sa publication : néanmoins il ne pourra être opposé à tout marin employé actuellement hors de France; il ne courra contre lui qu'à dater de sa rentrée sur le territoire de la république. Cette dernière disposition est applicable au cas prévu par l'article 5 ci-dessus.

11. Le délai pour se pourvoir en cassation ou en révision contre tout jugement rendu par un conseil de justice ou un conseil martial maritime, postérieurement à la publication de la présente loi, sera de trois jours, à compter du jugement rendu. Les parties qui voudront user de cette faculté, seront tenues de le déclarer à l'officier chargé des fonctions de greffier, par acte signé d'elles ou de leurs fondés de pouvoir. Le greffier en fera mention à la suite du jugement, à peine de quatre années de fers.

12. Toutes dispositions contraires à la présente loi sont abrogées.

N<sup>o</sup>. V.*EXTRAIT des registres des délibérations du gouvernement de la république.*

DU 18 VENTOSE AN 12.

Le gouvernement de la république, sur le rapport des ministres de la guerre et de la marine ; le conseil d'état entendu ,

Arrête ,

## TITRE PREMIER.

*Etablissement de conseils de guerre spéciaux pour la flottille nationale.*

Art. 1. Il sera établi un conseil de guerre spécial pour chacune des grandes divisions de la flottille nationale.

2. Tout individu faisant partie des équipages de la flottille, et tous ceux qui seront embarqués, à quelque titre que ce soit, sur un des bâtimens qui la composent, seront justiciables du conseil de guerre spécial de la division à laquelle ils appartiendront, pour tout délit qu'ils commettraient pendant la durée de leur embarquement.

3. Seront aussi justiciables d'un conseil de guerre spécial, quoique non encore embarqués, les officiers d'administration de terre et de mer, les employés et ouvriers de tout genre qui sont ou seront attachés aux divisions de la flottille nationale, à ses chantiers, ateliers, magasins, hôpitaux et autres dépendances, lorsque lesdits hôpitaux, magasins, ateliers, chantiers et dépendances se trouveront établis dans les villes, ports ou havres où les grandes divisions de la flottille seront stationnées.

4. Les troupes de l'armée de terre et les administrateurs uniquement attachés audit troupes, ne seront justiciables des conseils de guerre spéciaux de la flottille que depuis le jour où ils auront l'ordre de s'embarquer, jusqu'à celui de leur débarquement.

## TITRE II.

*Composition des conseils de guerre spéciaux de la flottille.*

5. Le conseil de guerre spécial de chaque division de la flottille sera composé de neuf membres, savoir :

- Un officier-général ou supérieur, président ;
- Un colonel de troupes de terre ;
- Un capitaine de vaisseau ;
- Un chef de bataillon de troupes de terre ;
- Un capitaine de frégate ;
- Deux capitaines des troupes de terre ;
- Deux lieutenans de vaisseau.

Et si le prévenu appartient à l'administration de terre ou à celle de mer, un officier de l'une et de l'autre administration, d'un grade égal ou supérieur à celui du prévenu, remplacera dans la composition du conseil, un des capitaines de terre et un des lieutenans de vaisseau.

6. L'officier-général ou supérieur qui devra présider le conseil, sera pris parmi ceux de l'armée de terre, si le prévenu appartient à cette armée, et parmi les officiers militaires de la marine, si le prévenu appartient à l'armée navale.

7. Un officier d'état-major appartenant à la même armée et à la même arme que le prévenu, et ayant le grade de capitaine des troupes de terre ou de lieutenant de vaisseau, fera les fonctions de rapporteur et de commissaire du Gouvernement.

Un sous-officier remplira les fonctions de greffier.

8. Le président, le rapporteur et le greffier du conseil seront nommés par le général commandant les troupes de terre, et pris dans cette arme si le prévenu appartient à l'armée de terre.

Ils seront nommés par le commandant de la flottille, et pris parmi les officiers militaires de la marine, si le prévenu appartient à l'armée navale.

9. Les autres membres du conseil, dans l'un et l'autre cas, seront pris à tour de rôle, en nombre égal, dans l'un et l'autre service, et dans les grades fixés ci-dessus par l'article 5.

10. Hors les cas de maladie ou d'empêchement dûment constatés, ou de motifs de récusation déterminés par les lois, nul officier militaire ou d'administration ne pourra refuser de remplir les fonctions auxquelles il aura été appelé pour la formation d'un des conseils de guerre spéciaux de la flottille nationale, sous peine de destitution.

11. Le conseil tiendra sa séance sous une tente qui sera dressée à cet effet, si le prévenu appartient à l'armée de terre, et sur le bâtiment monté par le commandant de la division de la flottille, si le prévenu appartient à l'armée navale.

### TITRE III.

#### *Forme de la procédure des conseils de guerre spéciaux de la flottille nationale.*

12. Tout commandant en chef d'un corps ou d'un détachement militaire, et tout officier d'administration en chef, employé dans une des divisions de la flottille, ou dans un service en dépendant, devra porter plainte au commandant des troupes de terre, ou au commandant de la division de la flottille, suivant la qualité de l'accusé, contre l'individu appartenant à l'armée de terre ou à l'armée navale, qui se seroit rendu coupable d'un délit, et la plainte devra être portée dans les vingt-quatre heures qui suivront le moment où le délit sera parvenu à la connoissance de l'officier qui devra la porter.

Les nom, prénoms, lieu de naissance, âge, signalment et grade de l'accusé, et le corps ou le bâtiment auquel il appartiendra, si c'est un officier militaire ou un administrateur; sa profession, s'il est employé dans les ateliers, magasins, hôpitaux et autres dépendances de l'armée de terre ou de l'armée navale attachés à la flottille, ainsi que la qualité, les circonstances et le lieu du délit, et les témoins qui auront été connus, devront être expressément mentionnés dans la plainte.

13. Le commandant des troupes de terre ou le commandant de la flottille qui recevra la plainte, en donnera récépissé à celui qui l'aura portée.

Il mettra au bas de ladite plainte : *Soit informé ainsi qu'il est requis*, et il y inscrira le nom du rapporteur et du greffier qu'il aura choisi, et signera sa décision.

Où, en cas de refus de son autorisation, il fera connoître le refus par ces mots : *Il n'y a point lieu à informer*, et dans les vingt-quatre heures il fera connoître les motifs de cette décision; savoir, le commandant des troupes de terre au ministre de la guerre; le commandant de la division de la flottille au ministre de la marine, et l'un ou l'autre ministre prononcera sans délai.

14. Si ledit commandant de terre ou celui de mer autorise l'information, le rapporteur qu'il aura nommé s'occupera sans délai à instruire le procès, de manière que dans l'espace de trois jours l'affaire soit jugée ou contradictoirement ou par contumace.

15. Le rapporteur entendra les témoins, s'il en existe, interrogera le prévenu, s'il est arrêté, et les auteurs ou complices qui pourroient être connus; et s'il y a des preuves matérielles, il les constatera.

16. Chaque témoin sera cité par une cédule signée du rapporteur; elle lui sera remise par une ordonnance.

17. Les déclarations des témoins seront reçues à la suite les unes des autres, sur un seul cahier.

18. Chaque déclaration sera signée du témoin, du rapporteur et du greffier.

Si le témoin ne sait ou ne veut signer, il en sera fait mention.

19. Le rapporteur interrogera l'accusé sur ses nom, prénoms, âge, lieu de naissance et grade ou profession, ainsi que sur le délit et sur ses circonstances.

20. S'il existe des preuves matérielles du délit, elles seront représentées à l'accusé pour qu'il déclare s'il les reconnoît.

21. S'il y a plusieurs prévenus dans une même affaire, le rapporteur les interrogera séparément. Chaque interrogatoire, rédigé sur un cahier séparé, sera clos par la signature de l'accusé, du rapporteur et du greffier.

Si l'accusé ne sait ou ne veut signer, il en sera fait mention.

22. L'information étant terminée, le conseil de guerre sera assemblé.

Si le conseil de guerre ne trouve pas que l'instruction soit complète, il ordonnera un plus amplement informé, qui ne pourra être prolongé au-delà de deux fois vingt-quatre heures.

23. Hors dans le cas prévu par le second paragraphe du précédent article, le conseil de guerre, une fois assemblé, ne pourra désemparer avant d'avoir jugé le procès pour lequel il aura été convoqué.

Il entendra la lecture de l'information et des pièces du procès, s'il y en a, et l'interrogatoire de l'accusé.

Il fera ensuite introduire l'accusé, entendra les témoins, les conclusions du rapporteur, et enfin la défense de l'accusé.

24. Le président, au nom et de l'avis du conseil de guerre, posera toutes les questions qui résulteront de la plainte; elles seront posées de la manière suivante : N..... est-il coupable de, etc. (*qualifier et spécifier le délit*).

Si les circonstances relatives au délit exigent des questions particulières, elles seront posées chacune séparément, sans qu'il soit nécessaire de commencer par les circonstances les plus aggravantes.

25. Les questions ayant été ainsi définitivement posées en public, et en présence de l'accusé, celui-ci sera reconduit en prison.



Le président se retirera alors avec les autres membres du conseil pour délibérer, ou bien il fera sortir les spectateurs.

Les membres du conseil délibéreront à huis clos, en présence du rapporteur seul.

26. Le président recueillera les voix en commençant par le grade inférieur, et par le moins ancien dans chaque grade : il émettra son opinion le dernier.

Chacun des juges émettra son opinion par écrit, et la signera.

27. Le jugement sera rendu à la majorité absolue des voix ; il sera inscrit sur un registre à ce destiné, lequel demeurera déposé entre les mains du chef d'état-major de l'armée de terre, pour les délits qui auroient pu être commis par des individus appartenant à cette armée ; et entre les mains du chef de l'état-major de la division de la flottille, pour les délits commis par des individus dépendans de l'armée navale.

L'information, et les autres pièces du procès, seront transcrites sur le même registre, et y seront annexées en original.

L'énoncé du jugement rappellera les nom, prénoms, lieu de naissance, âge, signalement et grade de l'individu jugé, ainsi que le corps ou le bâtiment auquel il appartient ; ou sa profession, s'il est employé dans les chantiers, ateliers, magasins, hôpitaux, ou autres dépendances de l'armée de terre ou de l'armée navale, actuellement affectés au service de la division de la flottille.

28. Si l'accusé est acquitté, il sera renvoyé à son corps ou au bâtiment auquel il appartient, ou au chantier, à l'atelier, au magasin ou hôpital dans lequel il étoit employé, pour y continuer son service.

29. Tout citoyen qui sera coaccusé ou complice d'un individu justiciable d'un conseil de guerre spécial de la flottille nationale, pour un délit commis sur un bâtiment de mer, ou dans quelque dépendance du service de terre ou de mer de ladite flottille, sera traduit audit conseil de guerre.

## TITRE IV.

### *Des Peines.*

30. Les coupables appartenant à l'armée de terre, seront condamnés aux peines portées par le Code pénal militaire, pour les délits dont ils auront été convaincus.

31. Les coupables appartenant à l'armée navale, seront condamnés aux peines portées par le Code pénal maritime, excepté dans les cas de désertion spécifiés dans les articles suivans.

32. Tout marin qui désertera de son bâtiment à vue de l'ennemi, sera condamné à mort, et fusillé.

33. Sera considéré comme déserteur à vue de l'ennemi, le marin embarqué sur un bâtiment de la flottille nationale, qui, dans les relâches auxquelles peuvent donner lieu les passages d'un port dans un autre, auroit abandonné, pendant trois jours, le bâtiment sur lequel il est employé, ou ne se trouveroit pas présent à bord au moment du départ.

34. Il est défendu aux conseils de guerre spéciaux de la flottille nationale, sous peine de forfaiture, de commuer ni de diminuer les peines portées contre les coupables de délits, par les lois pénales militaires et les lois pénales maritimes.

35. Les jugemens des conseils de guerre spéciaux de la flottille nationale, ne seront sujets ni à appel, ni à cassation, ni à révision : ils seront exécutés à la diligence du rapporteur.

## TITRE V.

### *De l'exécution des jugemens.*

36. Tout jugement d'un conseil de guerre spécial de la flottille nationale sera exécuté dans les vingt-quatre heures.

37. Pourra néanmoins le commandant de terre ou le commandant de mer de la division de la flottille, suivant l'arme ou le corps dans lequel servoit le condamné, après avoir pris l'avis des deux officiers les plus anciens des grades les plus élevés parmi ceux qui sont employés sous ses ordres, suspendre l'exécution du jugement rendu par le conseil de guerre spécial de la division, à la charge par ledit commandant d'en rendre compte, dans les vingt-quatre heures, au ministre de la guerre ou à celui de la marine.

38. Si le condamné appartient à l'armée de terre, le jugement sera exécuté à la tête du camp ; s'il appartient à l'armée navale, l'exécution sera faite sur le bâtiment sur lequel le condamné étoit employé.

39. Le ministre de la guerre et celui de la marine et des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au Bulletin des lois.

## N°. VI.

*ARRÊTÉ relatif aux conseils de guerre maritimes  
spéciaux.*

DU 5 GERMINAL AN 12.

Le gouvernement de la république, sur le rapport du ministre de la marine et des colonies;

Le conseil d'état entendu, arrête :

## TITRE PREMIER.

*Composition et compétence des conseils de guerre maritimes  
spéciaux.*

Art. 1. Les officiers-mariniers, matelots et novices embarqués, ou levés pour être embarqués sur les bâtimens de la république, qui seront accusés de désertion, seront jugés par un conseil de guerre maritime spécial.

2. Le conseil de guerre maritime spécial sera composé de sept juges;

## S A V O I R :

Un capitaine de vaisseau ou de frégate, président;  
Quatre lieutenans,  
Et deux enseignes.

Un lieutenant de vaisseau fera les fonctions de rapporteur et de commissaire du gouvernement; et un agent comptable celles de greffier.

3. Les juges du conseil de guerre maritime spécial, le rapporteur et le greffier, seront nommés par le préfet maritime, lorsque le prévenu n'aura pas une destination fixe, ou lorsqu'il sera embarqué sur un bâtiment ne faisant point partie d'une armée navale, escadre ou division commandée par un officier-général ou supérieur.

Dans les rades, les colonies et les lieux de relâche, dans les armées navales, escadres ou divisions, les juges du conseil de

guerre maritime spécial, le rapporteur et le greffier, seront nommés par l'officier-général ou supérieur commandant les forces navales.

4. Les membres du conseil de guerre seront pris, à tour de rôle, soit parmi ceux présens dans le port, soit parmi ceux embarqués sur les différens bâtimens composant les divisions des forces navales réunies sous le même pavillon.

L'officier - commandant joindra à sa plainte toutes les pièces qui serviront à constater le délit.

Les mêmes dispositions seront observées par les capitaines commandant les bâtimens naviguant isolément.

5. Hors les cas de maladie ou d'empêchement dûment constatés, ou de motifs de récusation déterminés par les lois, nul officier ne pourra refuser de remplir les fonctions auxquelles il aura été appelé près le conseil de guerre maritime, sous peine de destitution.

6. Le conseil de guerre maritime spécial ne connaîtra que du crime de désertion et des circonstances aggravantes de ce crime.

7. Tout conseil de guerre maritime spécial sera dissous dès qu'il aura prononcé sur le délit pour le jugement duquel il aura été convoqué.

Aucun des membres qui l'auront composé ne pourra être appelé de nouveau à un conseil de guerre spécial qu'à son tour de rôle.

Le même officier ne pourra remplir les fonctions de rapporteur dans deux affaires consécutives.

8. Les conseils de guerre maritimes spéciaux tiendront leurs séances, savoir :

En rade, à bord du bâtiment sur lequel sera embarqué le prévenu ;

Dans le port, à bord de l'amiral, ou dans un lieu qui sera désigné à cet effet par le préfet maritime.

## TITRE II.

### *Procédure devant le conseil de guerre maritime spécial.*

9. Tout administrateur de la marine, chargé du service de l'inscription, qui aura reçu l'ordre de faire une levée pour l'armement des bâtimens de la république, adressera au préfet maritime de son arrondissement l'état des marins compris dans cette levée, avec l'indication du jour de leur départ, et de celui auquel ils devront être rendus dans le port d'armement.

10. Huit jours après celui fixé pour l'arrivée desdits marins, le préfet maritime se fera représenter l'état ci-dessus mentionné ; et ceux qui ne seroient pas rendus au port d'armement, seront ré-

putés déserteurs et traduits comme tels au conseil de guerre maritime spécial. Les commissaires chargés des détails des armemens ou de l'inscription maritime, devront, sous peine de quinze jours d'arrêts forcés, et de plus forte peine, s'il y a lieu, porter plainte au préfet maritime contre lesdits marins, dans les vingt-quatre heures qui suivront l'époque où ils seront réputés déserteurs.

Les mêmes dispositions auront lieu à l'égard des marins qui désertèrent de l'hôpital ou de leur caserne.

La même injonction que ci-dessus, et sous la même peine, est faite aux commissaires chargés du détail de l'hôpital ou celui de la caserne.

11. Tout capitaine d'un bâtiment de la république, dont un homme de l'équipage aura déserté ou ne se sera pas rendu à bord après avoir reçu sa destination, devra, sous peine de quinze jours d'arrêts forcés, et de plus forte peine s'il y a lieu, porter plainte contre ledit marin, dans les vingt-quatre heures qui suivront l'époque où il aura été déclaré déserteur.

Cette plainte sera portée, savoir : à l'amiral ou à l'officier-général ou supérieur commandant, lorsque le bâtiment sur lequel sera embarqué le prévenu, fera partie d'une armée navale, escadre ou division ;

Et au préfet maritime, lorsque le bâtiment sera dans le port en armement, ou lorsqu'il ne fera pas partie d'une armée navale, escadre ou division.

Copie de la plainte sera inscrite sur un registre tenu à cet effet par chaque capitaine, dans les vingt-quatre heures où elle aura été portée : le capitaine sera tenu d'annexer au registre le récépissé de la plainte, qui, suivant les cas énoncés ci-dessus, lui sera donné par l'amiral, l'officier-général commandant une escadre ou division, ou par le préfet maritime.

Il sera fait mention du tout sur le rôle d'équipage du bâtiment.

12. Les nom, prénoms, lieu de naissance, âge, grade, signalement et domicile de l'accusé, le bâtiment sur lequel il est embarqué, et le jour de sa désertion, seront expressément mentionnés dans la plainte. Les témoins, s'il en existe, y seront également désignés.

13. L'amiral, l'officier-général ou supérieur commandant, ou le préfet maritime, à qui la plainte aura été portée, mettra au bas de cette plainte : *Soit fait ainsi qu'il est requis.*

S'il eût devoir se refuser à donner cette autorisation, il mettra au bas de la plainte : *Il n'y a pas lieu à informer.* Il signera cette décision, et dans les vingt-quatre heures, il en fera connaître les motifs au ministre de la marine, qui prononcera sans délai.

14. S'il autorise l'information, le rapporteur qu'il aura nommé

du bas de la plainte , s'occupera , sans délai , à instruire le procès , de manière qu'en trois jours l'affaire soit jugée , ou contradictoirement , ou par contumace.

15. Le rapporteur entendra les témoins , s'il en existe , interrogera le prévenu , s'il est arrêté ; et s'il y a des preuves matérielles du délit , il les constatera.

16. Le témoin sera cité par une cédula signée du rapporteur ; elle lui sera remise par une ordonnance.

17. Les déclarations des témoins seront reçues à la suite les unes des autres sur un seul cahier.

18. Chaque déclaration sera signée du témoin , du rapporteur et du greffier.

Si le témoin ne sait ou ne veut signer , il en sera fait mention.

19. Le rapporteur interrogera le prévenu sur ses nom , prénoms , âge , lieu de naissance , domicile , et sur le délit et ses circonstances.

20. S'il existe des preuves matérielles du délit , elles lui seront représentées pour qu'il déclare s'il les reconnoît.

21. S'il y a plusieurs prévenus dans une même affaire , le rapporteur les interrogera séparément. Chaque interrogatoire , rédigé sur un cahier séparé , sera clos par la signature de l'accusé , du rapporteur et du greffier.

Si l'accusé ne sait ou ne veut signer , il en sera fait mention.

22. L'information étant terminée , le conseil de guerre maritime spécial sera assemblé.

Si le conseil ne trouve pas que l'instruction soit complète , il ordonnera *un plus amplement informé* , qui ne pourra être prolongé au-delà de deux fois vingt-quatre-heures.

Si , outre le crime de désertion , le conseil trouve que l'accusé en a commis un de nature à être plus sévèrement puni par les lois , il renverra l'accusé , la procédure et les pièces du procès pardevant le tribunal compétent , et il en rendra compte au ministre de la marine.

Si , au contraire , le conseil trouve que l'accusé n'a pas commis le crime de désertion , mais un délit moins grave , après l'avoir acquitté du crime de désertion , il le renverra , pour être puni , au tribunal ou chef militaire compétent.

Tout tribunal auquel un conseil de guerre maritime spécial aura renvoyé un accusé de désertion , comme en même temps accusé d'un crime plus sévèrement puni par les lois , renverra l'accusé après son jugement , s'il n'est pas condamné à une peine plus grave que celle portée contre la désertion , au conseil de guerre maritime spécial , pour prononcer sur le crime de désertion , dont la connoissance lui est expressément et privativement attribuée.

Il en sera usé de même par tout tribunal qui devra prononcer sur un individu accusé de désertion.

23. Excepté dans le cas prévu dans le paragraphe 2 de l'article 22, le conseil de guerre maritime spécial, une fois assemblé, ne pourra désemparer avant d'avoir jugé le procès pour lequel il il aura été convoqué. Il entendra la lecture de l'information, celle des pièces du procès, s'il y en a, l'interrogatoire de l'accusé, fera ensuite introduire l'accusé dans la salle de la séance, entendra les témoins, les conclusions du rapporteur, et enfin la défense de l'accusé.

24. Le président, au nom et de l'avis du conseil de guerre maritime spécial, posera toutes les questions qui résultent de la plainte; elles seront posées de la manière suivante :

*N..... est-il convaincu de s'être rendu coupable du crime de désertion ?*

*N..... est-il déserté à l'intérieur ?*

*N..... est-il déserté à vue de l'ennemi ?*

*N..... etc., etc. ?*

Les questions relatives aux circonstances de la désertion seront présentées chacune séparément, sans qu'il soit nécessaire de commencer par les plus aggravantes.

25. Les questions étant définitivement posées en public, en présence de l'accusé, celui-ci sera reconduit en prison.

Le président se retirera alors avec les autres membres du conseil de guerre maritime spécial, pour délibérer, ou bien il fera sortir les spectateurs.

Les membres du conseil délibéreront à huis-clos, en présence du rapporteur seul.

26. Le président recueillera les voix en commençant par le grade inférieur, et par le moins ancien dans chaque grade : il émettra son opinion le dernier. Chacun des juges émettra son opinion par écrit, et la signera.

27. Le jugement sera rendu à la majorité absolue des voix, et inscrit sur un registre à ce destiné.

L'information et les autres pièces du procès seront transcrites sur le même registre, et y seront annexées en original.

L'énoncé du jugement rappellera les nom, prénoms, lieu de naissance, domicile, âge, grade et signalement de l'accusé, ainsi que le bâtiment auquel il appartenait, ou la destination qu'il avait.

28. Si l'accusé est acquitté, il sera renvoyé au bâtiment auquel il appartenait, pour y continuer son service, ou à la destination qu'il avait avant sa mise en jugement.

S'il est déclaré déserteur, le conseil le condamnera aux peines portées contre les coupables de ce crime.

## TITRE III.

*Des peines contre la désertion.*

29. Les peines contre la désertion seront , snivant les circonstances du délit ,

1<sup>o</sup>. La mort ;

2<sup>o</sup>. La chaîne ;

3<sup>o</sup>. La bouline ;

## TITRE IV.

*De la peine de mort.*

30. Les déserteurs condamnés à mort seront passés par les armes.

## TITRE V.

*De la peine de la chaîne.*

31. Les déserteurs condamnés à la chaîne seront conduits dans un des bagnes établis dans les ports de la république , pour y être employés au travaux de l'arsenal.

Ils porteront un vêtement particulier, dont les couleurs diffèrent absolument de celles affectées aux autres condamnés.

Hors le temps des travaux , ils seront détenus dans un local particulier et séparé de celui des autres condamnés.

## TITRE VI.

*De la peine de la bouline.*

32. Le déserteur condamné à courir la bouline , ne pourra être frappé que par trente hommes au plus, et pendant trois courses.

## TITRE VII.

*Application des peines contre la désertion.*

33. Sera puni de mort ;

1<sup>o</sup>. Le marin déserteur à l'ennemi ;

2<sup>o</sup>. Tout chef de complot de désertion ;



3<sup>o</sup>. Tout marin qui aura déserté en présence de l'ennemi, étant commandé spécialement pour le service ;

4<sup>o</sup>. Tout marin déserteur qui auroit emporté des armes ou des munitions de son bord ou de l'arsenal.

34. Sera puni de la peine de la chaîne ,

1<sup>o</sup>. Le marin déserteur à l'étranger ;

2<sup>o</sup>. Le marin déserteur à l'intérieur, qui sera redevable à la république de tout ou partie d'avances qui lui auront été faites, soit sur sa solde, soit en effets d'habillement, ou qui aura emporté des vêtemens ou effets appartenant à ses camarades ;

3<sup>o</sup>. Le marin déserteur à l'intérieur, qui aura déserté plus d'une fois depuis la publication du présent arrêté.

35. La durée de la peine de la chaîne sera toujours de trois ans.

Elle sera du double de ce temps pour les déserteurs à l'étranger qui y auroient pris du service.

La peine de la chaîne sera augmentée d'une année seulement pour chacune des circonstances ci-après :

1<sup>o</sup>. Si la désertion n'a pas été individuelle ;

2<sup>o</sup>. Si le coupable étoit de service sur quelque embarcation, ou s'il étoit de quart ou de garde à bord.

36. Sera réputé déserteur à l'étranger, tout marin, qui, n'étant muni ni d'ordre, ni de permission, sera arrêté dans la distance de deux lieues de l'extrême frontière, lorsque sa famille n'aura pas son domicile dans ledit espace de deux lieues, et du côté où il se dirigeroit.

37. La désertion à l'intérieur sera punie de la peine de la bouline.

38. Sera réputé déserteur à l'intérieur ,

1<sup>o</sup>. Tout marin qui aura été absent de son bord pendant trois jours de suite sans permission ;

2<sup>o</sup>. Tout marin qui aura déserté d'un bâtiment de la république pour s'engager sur un bâtiment particulier ;

3<sup>o</sup>. Tout marin qui, ayant reçu l'ordre du départ de son quartier, et ayant touché sa conduite, ne sera pas rendu à sa destination dans le délai de trois jours après le jour fixé, s'il ne justifie pas en avoir été empêché par un motif légitime ;

4<sup>o</sup>. Tout marin qui se sera évadé de la caserne des matelots ou de l'hôpital, et qui n'aura pas reparu dans le délai de trois jours ;

5<sup>o</sup>. Tout marin qui, ayant quitté l'hôpital avec un billet de sortie, ne se sera pas rendu, dans ledit délai, à son bord ou à sa destination ;

6<sup>o</sup>. Tout marin qui, ayant obtenu un congé limité, n'aura pas rejoint huit jours après l'expiration du temps fixé pour son retour.

39. La peine de la bouline sera augmentée d'une course pour chacune des circonstances suivantes :

- 1<sup>o</sup>. Si la désertion n'a pas été individuelle ;
- 2<sup>o</sup>. Si le bâtiment étoit en partance.

40. Il est défendu aux conseils de guerre maritimes spéciaux , sous peine de forfaiture , de commuer ni de diminuer les peines portées contre les déserteurs.

41. Les jugemens des conseils de guerre maritimes spéciaux ne seront sujets ni à appel , ni à pourvoi en cassation : ils seront exécutés à la diligence du rapporteur , dans les vingt-quatre heures.

Toutfois , s'il s'agit de la peine de mort , pourra le préfet maritime , l'officier-général ou supérieur , ou le commandant d'une division qui aura convoqué le conseil , après avoir pris l'avis des deux officiers les plus anciens dans les grades les plus élevés parmi ceux qui sont employés sous ses ordres , suspendre l'exécution du jugement ; à la charge par lui d'en rendre compte , dans les vingt-quatre heures , au ministre de la marine et des colonies.

## TITRE VIII.

### *De l'exécution des jugemens.*

42. Tout marin déserteur condamné à mort , sera exécuté à bord du bâtiment sur lequel il étoit embarqué : en cas d'empêchement , ou si , avant d'être mis en jugement , il n'étoit pas embarqué , l'exécution se fera à bord de l'amiral , ou dans le lieu qui sera indiqué par l'officier-général ou supérieur commandant l'escadre ou la division , ou par le préfet maritime.

43. Tout marin déserteur condamné à la chaîne sera conduit soit à bord du bâtiment d'où il a déserté , soit à terre , soit à bord de l'amiral , ou dans un lieu qui sera désigné à cet effet , le lendemain du jour où il aura été jugé.

Il y paroîtra en présence de détachemens de marins des divers bâtimens ou de la caserne , avec la chaîne au pied , et revêtu de l'habillement des condamnés à la chaîne.

Il entendra la lecture de sa sentence à genoux : il passera devant les détachemens de marins , lesquels seront placés comme il en aura été ordonné par l'amiral , l'officier-général ou officier supérieur commandant , ou le préfet maritime.

Les détachemens défilèrent ensuite devant lui.

44. Le marin déserteur condamné à la bouline sera conduit au lieu désigné comme il est dit à l'article ci dessus. Il entendra sa sentence debout ; après quoi il subira sa peine en présence des détachemens de marins rassemblés à cet effet.

45. Les marins condamnés à la peine de la chaîne seront remis dans le délai de vingt-quatre heures, après que le jugement aura été rendu, entre les mains de la gendarmerie nationale, pour être conduits de brigade en brigade jusqu'aux lieux où ils devront subir cette peine.

Il sera remis au commandant de la gendarmerie une expédition du jugement porté contre l'individu, laquelle sera déposée et enregistrée dans le bureau du commissaire de marine préposé au détail des chiourmes dans le port où le condamné aura été conduit.

## TITRE IX.

### *Dispositions générales.*

46. Lecture du présent arrêté sera faite, le premier dimanche de chaque mois, sur les bâtimens de la république, et aux casernes des marins.

47. Il sera envoyé une expédition du jugement rendu contre tout marin déserteur, à l'administrateur de marine chargé de l'inscription maritime dans le quartier où le condamné aura été inscrit; et ledit administrateur sera tenu de donner la plus grande publicité au jugement.

48. Toutes les dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées.

49. Le ministre de la marine et des colonies, et le ministre de la guerre, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au bulletin des lois.

Le premier consul, *signé* BONAPARTE.

Par le premier consul, *le secrétaire d'état, signé* HUGUES B. MARET.

N<sup>o</sup>. VI bis.

ARRÊTÉ additionnel à celui du 5 germinal an 12 ,  
sur les conseils de guerre maritime spéciaux.

Saint-Cloud, le 1<sup>er</sup> floréal an 12.

Le Gouvernement de la république, sur le rapport du ministre  
de la marine et des colonies ;

Le conseil d'état entendu ,

Arrête ce qui suit :

*Supplément à l'arrêté du 5 germinal an 12, concernant les  
conseils de guerre maritimes spéciaux.*

## TITRE PREMIER.

*Deuxième paragraphe.*

« Art. 4. S'il ne se trouve pas dans un port assez d'officiers pour  
« former le conseil de guerre maritime spécial, il en sera appelé  
« un nombre suffisant du port le plus voisin.

« Si dans une division il ne se trouve pas assez d'officiers pour  
« former ledit conseil de guerre, le prévenu sera détenu à bord ,  
« et dénoncé par l'officier-commandant, à l'autorité supérieure de  
« la rade ou du port où il viendra relâcher.

## TITRE VII.

*Nouvelle rédaction du second paragraphe.*

« Art. 35. En temps de guerre, la durée de la peine sera double  
« pour les déserteurs à l'étranger.

## TITRE IX.

*Des fauteurs et complices de désertion.*

« Art. 46. Tout individu attaché à l'armée navale ou au service des  
« ports et arsenaux, prévenu d'être fauteur ou complice de désertion,  
« sera jugé par le conseil de guerre maritime spécial, suivant les  
« formes établies par le présent arrêté.

« 47. S'il est convaincu d'avoir provoqué ou favorisé la désertion à l'ennemi, d'un ou de plusieurs marins, il sera puni de mort.

« 48. S'il est convaincu d'avoir provoqué ou favorisé la désertion à l'étranger, d'un ou de plusieurs marins, il sera puni de six ans de chaîne si c'est en temps de guerre, et de trois ans si c'est en temps de paix.

« 49. Tout armateur ou propriétaire de navire ou autres embarcations quelconques, ou tout habitant de l'intérieur, convaincu d'avoir recélé un marin déserteur, d'avoir favorisé son évasion, ou de l'avoir, de quelque manière que ce soit, soustrait au service de l'état ou aux recherches de sa personne, sera dénoncé au substitut du commissaire du Gouvernement près le tribunal criminel, par le préfet maritime ou chef d'administration du port, et jugé conformément à la loi du 24 brumaire an 6, concernant l'exécution de celles relatives aux déserteurs, et condamné, par voie de police correctionnelle, à une amende qui ne pourra être moindre de trois cents francs, ni excéder trois mille francs, et à l'emprisonnement d'un an.

« L'emprisonnement sera de deux ans, si la désertion a eu lieu en temps de guerre.

« Si la désertion a eu lieu à l'ennemi, l'individu qui l'aura provoquée ou favorisée, sera jugé conformément au Code des délits et des peines du 21 brumaire an 5, pour les troupes de la république, titre IV, de l'embauchage ».

(Le titre IX de l'arrêté du 5 germinal deviendra le titre X; et les trois articles dont il est formé seront les L, LI et LII).

## N<sup>o</sup>. VII.

### DÉCRET IMPÉRIAL concernant la peine encourue pour recellement de marins déserteurs.

Au palais de Plaisance, le 9 messidor an 13.

NAPOLEON, Empereur des Français;

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies;

Le conseil d'état entendu,

Décète ce qui suit :

Art. 1. Tout capitaine de navire, ou autre soumis à l'inscription maritime, convaincu d'avoir recélé un marin déserteur, d'avoir

favorisé son évasion, ou de l'avoir, de quelque manière que ce soit, soustrait au service de l'état et aux recherches de sa personne, sera, conformément aux dispositions de l'article 49 de l'arrêté du 1<sup>er</sup>. floréal an 12, additionnel à celui du 5 germinal précédent, si c'est en temps de paix, condamné, par voie de police correctionnelle, à une amende qui ne pourra être moindre de trois cents francs, ni excéder trois mille francs, et à l'emprisonnement d'un an.

Si c'est en temps de guerre, l'emprisonnement sera de deux ans.

Sont, au surplus, applicables à tous les individus tenant à la marine, les dispositions des articles 46, 47 et 48 de l'arrêté du 1<sup>er</sup>. floréal an 12.

2. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

*Signé*, NAPOLÉON.

Par l'Empereur, *le secrétaire d'état*, signé HUGUES B. MAREY.

## N<sup>o</sup>. VIII.

**DÉCRET IMPÉRIAL relatif à la formation d'une cour martiale maritime dans le chef-lieu du septième arrondissement maritime.**

Au palais de Saint-Cloud, le 23 mai 1806.

NAPOLÉON, Empereur des Français, Roi d'Italie;

Sur le rapport de notre ministre de la marine et des colonies;

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1. Une cour martiale maritime pourra être formée dans le chef-lieu du 7<sup>e</sup>. arrondissement maritime, conformément à notre décret impérial du 25 thermidor an 12.

2. La loi du 12 octobre 1791, celle du 13 thermidor an 7, et l'arrêté du 3 vendémiaire an 9, seront observés par ladite cour martiale maritime.

*Signé* NAPOLÉON.

Par l'Empereur, *le secrétaire d'état*, signé HUGUES B. MAREY.

N<sup>o</sup>. IX.**DÉCRET IMPÉRIAL** *relatif à l'organisation des conseils de marine, et à l'exercice de police et de la justice à bord des vaisseaux.*

An palais de Saint-Cloud, le 22 juillet 1806.

NAPOLEON, Empereur des François, roi d'Italie ;  
Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies ;  
Notre conseil d'état entendu ,  
Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

**TITRE PREMIER.***Du conseil de marine.*

Art. 1. Lorsque nous estimerons du bien de notre service de faire examiner la conduite des officiers - généraux , capitaines de vaisseau et autres officiers que nous aurons chargés du commandement de nos escadres , divisions ou vaisseaux particuliers , relativement aux missions que nous leur aurons confiées , à l'économie dans les dépenses et consommations , nous ferons assembler à cet effet un conseil de marine , dans tel port que nous jugerons à propos , pour procéder audit examen.

2. Le conseil de marine sera composé du nombre d'officiers-généraux ou capitaines de vaisseau que nous jugerons , à propos , lesquels prendront séance suivant leur ancienneté dans leurs grades respectifs.

3. Lorsqu'il sera question d'examiner la conduite d'un officier-général , le conseil de marine ne sera composé, autant que possible , que d'officiers-généraux.

4. Le chef d'administration et l'inspecteur devront assister au conseil , lorsque , d'après nos ordres , le conseil sera chargé d'un examen extraordinaire des objets relatifs à l'économie dans les dépenses et consommations.

L'inspecteur n'aura pas voix délibérative.

5. Le commandant en chef d'une escadre , ainsi que les officiers-

généraux employés sous ses ordres, et le commandant d'un bâtiment particulier, au retour de la mer, enverront leurs journaux au ministre de la marine, pour nous être soumis; et si nous jugeons à propos de faire tenir un conseil de marine, en même temps que nous nommerons les officiers qui devront le composer, nous ferons adresser au plus ancien, qui en sera le président, lesdits journaux, et une copie des instructions que nous aurons données aux commandans.

6. Le président du conseil ayant assemblé les officiers qui devront le composer, dans le lieu destiné à cet effet, leur dira qu'ils sont tenus envers nous et envers leur propre honneur et conscience, d'écarter tout préjugé et toute partialité dans l'examen que nous leur envoyons, en sorte qu'aucune considération étrangère à notre service ne détermine l'avis qui leur est demandé.

7. Il leur ajoutera qu'ils sont tenus, ainsi que nous l'exigeons d'eux, au secret le plus inviolable sur tout ce qui aura été agité et délibéré dans les assemblées, hors desquelles ils ne s'entretiendront pas de ce qui aura fait le sujet de leurs délibérations.

8. Le président du conseil en nommera ensuite un des membres pour être le rapporteur.

9. Celui qui devra être examiné au conseil, ou qui y sera appelé, s'y rendra lorsque le président l'en aura fait avvertir, il répondra à toutes les interrogations qui lui seront faites : après avoir préalablement fait serment de dire vérité, et fournira tous les mémoires qui lui seront demandés.

10. Le conseil de marine verra si les commandans ont rempli, dans toute leur étendue, les instructions qui leur ont été données par nous; s'ils n'ont pas usé, sans nécessité reconnue, du droit qui leur est conféré par l'article 34, et s'ils se sont conformés à tout ce qui leur est prescrit par les lois et réglemens.

11. Le commandant d'une escadre rendra compte au conseil de la conduite de chacun des officiers-généraux embarqués sous ses ordres, et de celle des capitaines commandans les vaisseaux et autres bâtimens qui la composoient; et ceux-ci, lorsqu'ils seront appelés au conseil, de celle des officiers qui auront servi sous eux; et lesdits capitaines et officiers subalternes remettront leurs journaux au président du conseil, ainsi que les casernets des vaisseaux.

12. A l'égard des dépenses et consommations, les fonctions du conseil de marine, si des ordres particuliers de nous l'ont chargé de leur examen, seront de vérifier celles qui auront été faites; et pour cet effet, il nommera deux de ses membres qui seront chargés de lui en faire le rapport.

13. Les délibérations du conseil de marine seront signées de tous les membres et à la pluralité des voix; si les voix sont égales, l'avis dont sera le président, sera prépondérant; mais, en ce cas,



nous ordonnons à ceux qui auront un avis différent, d'en exposer les motifs, et de le signer au bas de la délibération, qui sera adressée par le président à notre ministre de la marine, pour nous être présentée, nous réservant ensuite de faire connaître nos intentions.

14. Le rapporteur du conseil portera sur un registre le résultat de l'examen qui aura été fait à chaque assemblée, et les délibérations.

15. Seront envoyés au ministre de la marine, les journaux, plans et mémoires des officiers dont la conduite aura été examinée au conseil de marine; et nos ordres en conséquence desquels il aura été procédé audit examen, ainsi que le registre où seront portés les résultats et délibérations dudit conseil, resteront en dépôt dans les ports.

## TITRE II.

### *De la police et discipline.*

16. La police sur nos vaisseaux et sur nos autres bâtimens, sera exercée par les capitaines qui les commanderont, sous l'autorité des commandans des armées navales, escadres ou divisions.

17. Les officiers, et autres embarqués, sont tenus d'avertir les capitaines, et ceux-ci leur commandant supérieur, des faits qui seront venus à leur connoissance, et qui seront de nature à être dénoncés.

18. Les commandans de nos bâtimens, et officiers commandant le quart ou la garde, pourront prononcer contre les délinquans les peines de discipline portées au Code pénal maritime : le commandant de la garnison d'un bâtiment peut aussi prononcer la peine de discipline contre ceux qui la composent; à la charge par eux d'en rendre compte immédiatement au commandant du vaisseau, qui seul pourra prononcer sur la durée de la peine.

19. Aucune peine plus grave que celle des fers, ne pourra être infligée dans l'absence du capitaine, et par d'autres que par lui.

20. Tout officier commandant une escadre ou division, peut suspendre de leur commandement et faire remplacer provisoirement les officiers commandant sous ses ordres, à la charge d'en rendre compte au ministre de la marine et des colonies.

Il en sera de même pour les commandans particuliers de nos bâtimens, à l'égard des officiers employés sous leurs ordres, à la charge par lesdits commandans d'en rendre compte, soit au commandant de l'escadre ou division dont ils font partie, soit, s'ils ne font pas partie d'une escadre ou division, au préfet maritime de l'arrondissement dans lequel ils se trouveront, soit enfin au ministre de la marine, s'ils se trouvent dans un port étranger ou à la mer.

## TITRE III.

*De la justice.*

## SECTION PREMIÈRE.

*Du conseil de justice.*

21. Tout délit emportant peine de la cale ou de la bouline, sera jugé par un conseil de justice.

22. Le conseil de justice sera assemblé et présidé par le capitaine du vaisseau ou autre bâtiment sur lequel est embarqué le prévenu.

23. Le conseil de justice sera composé de cinq officiers, y compris le président, nommés, autant qu'il se pourra, parmi ceux embarqués à bord du bâtiment auquel appartient le prévenu.

24. L'affaire sera instruite oralement ; le jugement sera porté à la pluralité des voix.

Pourra le capitaine, suivant les circonstances, commuer la peine prononcée par le conseil de justice, en une peine plus légère d'un degré seulement.

25. L'agent comptable du bâtiment rédigera le jugement ; il y sera fait mention du délit, de ses circonstances, et du nombre des voix qui auront déterminé le jugement.

26. Le jugement sera signé par tous les juges, quel qu'ait été leur avis.

27. Le capitaine ordonnera l'exécution du jugement, en écrivant au bas : *Soit exécuté selon sa forme et teneur, ou bien : Soit commuée la peine portée au présent en celle de. . . . . conformément à l'article. . . . . du décret impérial du. . . . .*

28. Dans tous les cas où le capitaine ne seroit pas commandant supérieur, il prendra les ordres de l'officier qui commandera en chef, soit en rade, soit à la mer, pour la tenue du conseil de justice et l'exécution du jugement.

29. Avant et au moment de l'exécution du jugement, il sera lu sur le pont, au condamné, par l'agent comptable du bâtiment, la garde sous les armes, et l'équipage assemblé et en silence.

30. Il sera tenu, à bord de chaque bâtiment, un registre particulier des jugemens rendus par les conseils de justice.

31. S'il est résulté de l'examen d'une affaire portée devant le conseil de justice, que la peine encourue par le prévenu paroît au conseil devoir être plus grave que celle de la cale ou de la bouline,

le conseil déclarera que l'objet passe sa compétence. Cette déclaration exprimera les motifs sur lesquels elle est fondée. Le prévenu sera détenu jusqu'à ce qu'il soit remis, avec ladite déclaration, à qui de droit, pour statuer s'il y a lieu à le traduire pardevant un conseil de guerre, qui jugera définitivement, quel que soit le mérite de la déclaration du conseil de justice.

## SECTION II.

### *Des conseils de guerre.*

32. Les crimes de désertion seront jugés par les conseils de guerre maritimes spéciaux, conformément aux décrets des 5 germinal et 1<sup>er</sup> floréal an 12.

33. Tous délits commis par les personnes embarquées sur nos vaisseaux et autres de nos bâtimens, sur le jugement desquels il n'est pas pourvu par les dispositions ci-dessus, seront jugés par un conseil de guerre.

34. Dans les cas de crimes de lâcheté devant l'ennemi, de rébellion ou de sédition, ou tous autres crimes commis dans quelque danger pressant, le commandant, sous sa responsabilité, pourra punir ou faire punir, sans formalité, les coupables, suivant l'exigence des cas.

Toutefois ledit commandant sera tenu de dresser procès-verbal de l'événement, et de justifier devant le conseil de marine, conformément aux dispositions de l'article 10 du titre premier, de la nécessité où il s'est trouvé de faire usage de la faculté à lui donnée par le présent article.

35. Aucun officier, ou autre ayant rang d'officier, ne sera traduit au conseil de guerre sans nos ordres. Devront cependant les préfets maritimes, ou tout commandant en chef de nos forces navales, ou commandant supérieur dans un port, faire arrêter les officiers qui auront commis un délit, faire entendre les témoins, dans les cas qui exigent célérité, pour constater la vérité des faits, à la charge d'en informer aussitôt le ministre de la marine et des colonies pour recevoir nos ordres.

36. Si l'accusé n'est pas officier, ou n'a pas rang d'officier, le conseil de guerre sera convoqué, soit par le commandant de l'armée navale, escadre ou division dont il fera partie, soit par le préfet maritime de l'arrondissement, si ledit accusé est embarqué sur un bâtiment soumis à l'autorité du préfet.

37. Si un de nos bâtimens navigue isolément, ou s'il ne se trouve pas dans l'escadre ou division dont il feroit partie, un nombre suffisant d'officiers du grade requis pour former un conseil de guerre, le commandant fera arrêter et détener le prévenu. Il sera dressé

procès-verbal du délit et de la déposition des témoins : toutes les pièces de conviction seront recueillies ; le tout sera remis, à la première occasion, ainsi que le prévenu, à la disposition d'un préfet maritime ou d'un commandant de nos forces navales, pour être procédé, s'il y a lieu, ainsi qu'il sera dit ci-après.

38. Les attributions concernant les conseils de guerre, conférées par le présent décret à nos préfets maritimes, le sont également à nos capitaines généraux dans les colonies.

### SECTION III.

#### *De la composition des conseils de guerre.*

39. Le conseil de guerre sera composé de huit juges au moins, y compris le président : ils seront âgés de vingt-cinq ans accomplis, et nommés parmi les officiers-généraux et les plus anciens capitaines de vaisseau ou de frégate.

40. Si c'est un officier, ou tout autre ayant rang d'officier, qui est traduit au conseil de guerre, les juges seront nommés par nous.

Si le prévenu est tout autre qu'un officier, ils seront nommés, soit par le préfet maritime, soit par le commandant en chef de nos forces navales, selon que le conseil aura dû être convoqué par l'un ou par l'autre.

41. Il y aura près chaque conseil de guerre un rapporteur qui remplira les fonctions de notre procureur ; il devra être âgé de vingt-cinq ans accomplis.

Ce rapporteur sera nommé par nous, si c'est un officier qui est traduit au conseil de guerre.

Si le prévenu est autre qu'un officier, le rapporteur sera nommé, soit par le préfet maritime, soit par le commandant en chef de nos forces navales, selon que le conseil, conformément à l'article 36, aura dû être convoqué par l'un ou par l'autre.

42. Les fonctions de greffier seront remplies par le greffier du tribunal maritime de l'arrondissement, et, à défaut, par un greffier nommé d'office.

### SECTION IV.

#### *De la forme de procéder dans les conseils de guerre.*

43. Le rapporteur, après avoir reçu la plainte, recevra la déposition des témoins ; s'il y a des preuves matérielles du délit, il les constatera. Les témoins signeront leurs déclarations ; s'ils ne savent signer, il en sera fait mention.

Dans le cas où les témoins refuseroient de déposer ou de signer leur déposition, il sera passé outre à l'interrogatoire du prévenu.

44. Pour l'information, comme pour le reste de la procédure, jusqu'au jugement définitif, le rapporteur se fera aider du greffier.

Le greffier rédigera le procès-verbal de chaque séance.

45. Après avoir constaté le corps et les circonstances du délit, et reçu la déposition des témoins, le rapporteur interrogera le prévenu sur ses nom, prénoms, âge, lieu de naissance, profession et domicile, et sur les circonstances du délit : s'il y a des preuves matérielles du délit, elles seront représentées au prévenu pour qu'il ait à déclarer s'il les reconnoît.

46. S'il y a plusieurs prévenus du même délit, chacun d'eux sera interrogé séparément.

47. L'interrogatoire fini, il en sera donné lecture au prévenu, afin qu'il déclare si ses réponses ont été fidèlement transcrites, si elles contiennent vérité, et s'il y persiste, auquel cas il signera : s'il ne peut ou ne veut signer, il en sera fait mention, et l'interrogatoire sera clos par la signature du rapporteur et celle du greffier. Il sera pareillement donné lecture au prévenu du procès-verbal d'information.

48. Les interrogatoires et réponses de prévenus du même délit, seront inscrits de suite sur un seul et même procès-verbal, et séparés seulement par leurs signatures et celles du rapporteur et du greffier.

49. Après avoir clos l'interrogatoire, le rapporteur dira au prévenu de faire choix d'un défenseur.

Le prévenu aura la faculté de choisir ce défenseur dans toutes les classes des citoyens présens sur les lieux : s'il déclare qu'il ne peut faire ce choix, le rapporteur le fera pour lui.

50. Dans aucun cas, le défenseur ne pourra retarder la convocation du conseil de guerre.

51. Il sera donné au défenseur communication du procès-verbal d'information, de l'interrogatoire subi par le prévenu, et de toutes les pièces tant à charge qu'à décharge envers ledit prévenu.

52. Le rapporteur rendra, sans délai, compte de la procédure à l'officier-général commandant l'armée navale, l'escadre ou division, ou au préfet maritime, si c'est ce dernier qui a donné ordre d'assembler le conseil de guerre.

Le conseil de guerre sera aussitôt convoqué.

53. Les juges qui devront composer le conseil de guerre se rendront au lieu destiné à cet effet, à l'heure de la matinée qui aura été prescrite la veille par le président : ils devront être en grand uniforme.

54. Les séances du conseil de guerre seront publiques, mais le

nombre des spectateurs ne pourra excéder le triple de celui des juges : ils ne pourront entrer avec armes, cannes ni bâtons ; ils s'y tiendront chapeau bas, et en silence ; et si quelqu'un d'entre eux s'écartoit du respect dû au tribunal, le président pourra le reprendre, et le condamner à garder prison jusqu'au terme de quinze jours, suivant la gravité du fait.

55. Le conseil étant assemblé, le président fera apporter et déposer devant lui, sur le bureau, un exemplaire de la loi : le procès-verbal fera mention de cette formalité indispensable. Il demandera ensuite au rapporteur la lecture du procès-verbal d'information, et celle des pièces à charge comme à décharge envers le prévenu.

56. Lecture faite du procès-verbal et des pièces, le président ordonnera que l'accusé soit amené devant le conseil : l'accusé paroitra devant ses juges, libre et sans fers, accompagné de son défenseur ; l'escorte restera en dehors de la salle du conseil, ou elle y sera introduite, selon que le président en ordonnera.

57. Le président interrogera l'accusé, lequel répondra par lui ou par son défenseur, excepté sur les questions auxquelles il sera interpellé de répondre personnellement.

Les membres du conseil pourront faire des questions à l'accusé.

58. Si la partie plaignante se présente au conseil, elle y sera admise et entendue ; elle pourra faire ses observations, auxquelles l'accusé répondra, ou son défenseur pour lui.

59. Les témoins seront introduits ; ils seront nommés et désignés l'un après l'autre par leurs nom, prénoms, âge, état, profession et domicile. Le président leur ordonnera de prêter le serment de dire la vérité ; ce qu'ils seront tenus de faire, en levant la main, et en disant : *Je le jure.*

60. Il sera libre aux accusés, ou à leur conseil, non seulement de proposer les motifs de récusation qu'ils peuvent avoir contre le témoin, mais encore de faire telles observations qu'ils jugeront à propos sur son témoignage, même de demander au président de proposer, pour l'éclaircissement des faits, telles questions qu'ils voudront, et auxquelles le témoin sera tenu de répondre, si le président juge convenable de l'interpeller.

61. Le rapporteur et les juges pourront ensuite demander successivement au témoin les explications dont ils croiront sa déposition susceptible.

62. Les témoins ayant été tous entendus et examinés l'un après l'autre, dans une ou plusieurs séances, suivant l'exigence des cas, le rapporteur établira le mérite de la plainte par les divers témoignages qu'il résumera. Il conclura, s'il y a lieu, à ce que l'accusé soit déclaré coupable, et condamné à la peine que la loi prononce pour son délit.

63. L'accusé ou les accusés pourront, soit par eux-mêmes, soit par l'organe de leur conseil, proposer leurs moyens de justification, de défense ou d'atténuation. Il sera libre au rapporteur de reprendre la parole après les accusés, et ceux-ci seront les maîtres de lui répondre à leur tour, mais les plaidoieries ne s'étendront pas plus loin, et il ne sera jamais accordé de duplicque.

64. Lorsque l'accusé ou les accusés produiront des témoins présents sur les lieux, soit à l'appui des moyens de récusation qu'ils auront proposés contre les témoins du plaignant, soit pour établir des faits tendant à leur justification ou à leur décharge, on ne pourra pas leur refuser d'entendre les témoins.

65. Les mêmes formalités seront observées, tant pour l'audition et l'examen des témoins produits par les accusés, que pour l'audition et l'examen des témoins produits par le plaignant.

66. Toutes les dispositions prescrites ci-dessus étant remplies, le président demandera à l'accusé s'il n'a rien à ajouter à sa défense; il fera la même question au défenseur; et après les avoir entendus, il demandera aux membres du conseil s'ils ont des observations à faire: s'ils déclarent à la majorité des voix que la cause est instruite, il ordonnera que le défenseur se retire, et que l'accusé soit reconduit en prison.

67. Les membres du conseil opineront à huis clos, et sans désen-parer. Le président recueillera les voix, en commençant par le grade inférieur: il émettra son opinion le dernier.

68. Celui qui opinera ôtera son chapeau, et dira à voix haute, que trouvant l'accusé convaincu, il le condamne à telle peine ordonnée pour tel crime; ou que le jugeant innocent, il le renvoie absous.

69. Les jugemens seront rendus à la majorité absolue des voix.

En cas de partage, l'avis le plus doux prévaudra.

A mesure que chaque juge donnera son avis, il l'écrira au bas des conclusions, et signera.

70. L'accusé étant jugé, le président fera dresser le jugement: tous les juges signeront au bas, quand bien même ils auroient été d'avis différent de celui qui aura prévalu; et il en sera envoyé une expédition au ministre de la marine et des colonies.

71. Après que les juges auront signé le jugement, les portes du conseil s'ouvriront, et le président prononcera le jugement en présence de l'auditoire.

72. Le jugement ainsi prononcé, le président ordonnera au rapporteur de faire ses diligences pour qu'il soit mis de suite à exécution.

73. Le greffier se transportera immédiatement à la prison, où il donnera lecture du jugement aux accusés. Le procès-verbal

de la lecture sera écrit au bas du jugement, et signé seulement du greffier.

74. Les jugemens rendus par un conseil de guerre seront exécutés dans les vingt quatre heures, à moins d'un ordre contraire émané de nous; et le greffier assistera et veillera aux exécutions, dont il dressera procès-verbal au bas du jugement.

75. Sont toutefois autorisés, les capitaines-généraux de nos colonies, et les commandans en chef de nos forces navales, à la mer seulement, dans les pays étrangers ou dans les colonies, à surseoir, lorsqu'ils le jugeront à propos, à l'exécution des jugemens entraînant la mort civile ou naturelle. Il leur est prescrit de ne faire usage de cette faculté que dans des circonstances qui leur paroîtront de nature à appeler notre clémence sur les condamnés; et, dans tous les cas, ils en rendront compte immédiatement au ministre de la marine et des colonies, qui prendra nos ordres.

76. La connoissance des crimes et délits commis contre les habitans par les officiers, matelots et soldats, appartiendra aux juges des lieux; et les conseils de guerre ne connoîtront que de ceux qui seront commis contre notre service, ou entre les officiers, matelots et soldats; même en ce cas, si aucuns des coupables sont emprisonnés de l'autorité des juges, nous défendons aux préfets maritimes et commandans de nos forces navales, de les retirer ou faire retirer de prison: ils pourront cependant requérir les juges de les leur remettre; et, en cas de refus, ils se pourvoiront par-devant nous.

77. Toutes dispositions contraires au présent décret sont et demeurent abrogées.

78. Notre ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

*Signé* NAPOLÉON.

Par l'Empereur, *le secrétaire d'état*, signé HUGUES B. MARTEL.



N<sup>o</sup>. X.DÉCRET IMPÉRIAL *contenant création et organisation  
de tribunaux maritimes.*

Au quartier-impérial de Berlin, le 12 novembre 1806.

NAPOLEON, par la grace de Dieu et les constitutions de la république, Empereur des François;

Sur le rapport de notre ministre de la marine et des colonies;

Notre conseil d'état entendu,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

## TITRE PREMIER.

*Organisation des tribunaux maritimes.*

Art. 1. Les cours martiales maritimes établies dans les ports de Brest, Toulon, Rochefort et Lorient, sont supprimées : elles seront remplacées par des tribunaux maritimes.

2. Les tribunaux maritimes seront composés de huit juges, y compris le président, d'un commissaire-rapporteur et d'un greffier. Nul ne pourra être membre de ces tribunaux, s'il n'est âgé de vingt-cinq ans accomplis.

3. Le président sera un des contre-amiraux présens dans le port, et, à défaut de contre-amiraux, l'officier le plus élevé en grade et le plus ancien. Dans l'un et l'autre cas il sera désigné par le préfet maritime.

4. Les juges seront deux capitaines de vaisseau, deux commissaires de marine, un ingénieur de la marine, et deux membres du tribunal de première instance de l'arrondissement.

5. Les capitaines de vaisseau, commissaires et ingénieurs de marine présens dans le port, siégeront à tour de rôle, et par rang d'ancienneté dans le tribunal : ils seront convoqués à cet effet par le préfet maritime; en son absence, par celui qui le remplace dans ses fonctions. A défaut de capitaines de vaisseau, il sera pris des

capitaines de frégate ; à défaut de commissaires de marine, des sous-commissaires ; et à défaut d'ingénieur, des sous-ingénieurs : le tout dans le même ordre et d'après la même convocation réglée ci-dessus.

Les juges des tribunaux de première instance, à leur défaut les suppléans, suivant l'ordre du tableau, et, à défaut de ceux-ci, des gradués, suivant le même ordre, seront appelés à prendre séance au tribunal maritime, d'après la demande officielle qui en sera faite au président par le chef du service de la marine.

6. Le commissaire-rapporteur est nommé par l'Empereur ; les conditions de son éligibilité seront les mêmes que celles exigées pour les procureurs-généraux impériaux près les cours de justice criminelle.

7. Le greffier est à la nomination de l'Empereur : les commissaires-auditeurs actuellement en exercice continueront près les tribunaux maritimes, les fonctions de commissaire-rapporteur ; il en sera de même des greffiers actuels.

8. Les fonctions du commissaire-rapporteur et du greffier sont permanentes.

9. Les tribunaux maritimes seront dissous des qu'ils auront prononcé sur le délit pour le jugement duquel ils auront été convoqués.

## TITRE II.

### *Compétence des tribunaux maritimes.*

10. Ces tribunaux connoîtront de tous les délits commis dans les ports et arsenaux, qui seront relatifs soit à leur police ou sûreté, soit au service maritime.

11. Ils connoîtront de ces délits à l'égard de tous ceux qui en seroient auteurs, fauteurs ou complices, encore qu'ils ne fussent pas gens de guerre ou attachés au service de la marine.

12. Les équipages des bâtimens en armement seront de même soumis à leur juridiction pour les délits relatifs au service maritime, commis jusqu'au moment de la mise en rade, et, au désarmement, depuis la rentrée dans le port jusqu'au licenciement de l'équipage.

13. Dans le cas où les délits commis dans les ports et arsenaux, ne seront relatifs ni à la police ni à la sûreté desdits ports et arsenaux, ni au service maritime, les prévenus seront renvoyés devant les tribunaux qui en doivent connoître.

## TITRE III.

*De la forme de procéder.*

14. Lorsqu'un délit de la compétence du tribunal maritime aura été commis, le commissaire-rapporteur, soit sur la plainte qui lui en sera portée, soit d'office, dressera procès-verbal du corps du délit : s'il y a lieu, il entendra les témoins qui lui seront indiqués comme ayant ou qu'il jugera avoir connoissance des faits. Les témoins signeront leurs déclarations; s'ils ne savent ou ne veulent signer, il en sera fait mention.

Si les témoins présentent des pièces de conviction, il les paraphera et les fera parapher par les témoins; et s'ils ne le savent ou ne le veulent, il en fera mention.

Si les pièces de conviction ne sont pas susceptibles de recevoir des caractères d'écriture, le commissaire-rapporteur y attachera une bande de papier qu'il scellera de son sceau, et qu'il paraphera et fera parapher ainsi qu'il vient d'être dit.

Si les témoins qu'il aura fait citer refusent de comparoître, il décrètera contre eux un mandat d'amener, en vertu duquel ils seront conduits devant lui par la force publique.

Si, comparoissant ou amenés devant lui, les témoins refusent de déposer, il décrètera contre eux un mandat d'arrêt, en vertu duquel ils seront traduits devant le tribunal maritime, et condamnés aux peines portées par la loi du 11 prairial an 4.

15. Pour l'information, comme pour le reste de la procédure jusqu'au jugement définitif, le rapporteur se fera aider du greffier.

16. Après avoir constaté le corps et les circonstances du délit, et reçu la déposition des témoins, le rapporteur interrogera le prévenu sur ses nom, prénoms, âge, lieu de naissance, profession et domicile, et sur les circonstances du délit : s'il y a des preuves matérielles du délit, elles seront représentées au prévenu, pour qu'il ait à déclarer s'il les reconnoît, et qu'il les paraphrase ainsi qu'il est expliqué par l'article 14.

17. S'il y a plusieurs prévenus du même délit, chacun d'eux sera interrogé séparément.

18. L'interrogatoire fini, il en sera donné lecture au prévenu, afin qu'il déclare si ses réponses ont été fidèlement transcrites, si elles contiennent vérité, et s'il y persiste, auquel cas il signera : s'il ne peut ou ne veut signer, il en sera fait mention; et l'interrogatoire sera clos par la signature du rapporteur et celle du greffier : il sera parcellément donné lecture au prévenu, du procès-verbal d'information.

19. Les interrogatoires et réponses des prévenus du même délit seront inscrits de suite sur un seul et même procès-verbal, et séparés seulement par leurs signatures et celles du rapporteur et du greffier.

20. Après avoir clos l'interrogatoire, le rapporteur dira au prévenu de faire choix d'un défenseur.

Le prévenu aura la faculté de choisir ce défenseur dans toutes les classes des citoyens présens sur les lieux : s'il déclare qu'il ne peut faire ce choix, le rapporteur le fera pour lui.

21. Dans aucun cas le défenseur ne pourra retarder la convocation du tribunal maritime.

22. Il sera donné au défenseur communication du procès-verbal d'information, de l'interrogatoire subi par le prévenu, et de toutes les pièces tant à charge qu'à décharge envers ledit prévenu.

23. Le rapporteur rendra, sans délai, compte de la procédure au préfet maritime, qui ordonnera aussitôt la convocation du tribunal.

24. Les juges qui devront composer le tribunal se rendront au lieu destiné à cet effet, à l'heure de la matinée qui aura été prescrite la veille par le président.

25. Les séances du tribunal seront publiques, mais le nombre des spectateurs ne pourra excéder le triple de celui des juges : ils ne pourront entrer avec armes, cannes ni bâtons ; ils s'y tiendront chapeau bas et en silence ; et si quelqu'un d'entre eux s'écarteroit du respect dû au tribunal, le président pourra le reprendre, et le condamner à garder prison jusqu'au terme de quinze jours, suivant la gravité du fait.

26. Le tribunal étant assemblé, le président fera apporter et déposer devant lui, sur le bureau, un exemplaire de la loi : le procès-verbal fera mention de cette formalité indispensable. Il demandera ensuite au rapporteur la lecture du procès-verbal d'information, et celle des pièces à charge comme à décharge envers le prévenu.

27. Lecture faite du procès-verbal et des pièces, le président ordonnera que l'accusé soit amené devant le tribunal : l'accusé paraîtra devant ses juges, libre et sans fers, accompagné de son défenseur ; l'escorte restera en dehors de la salle du tribunal, ou elle y sera introduite, selon que le président en ordonnera.

28. Le président interrogera l'accusé, lequel répondra par lui ou par son défenseur, excepté sur les questions auxquelles il sera interpellé de répondre personnellement.

Les membres du tribunal pourront faire des questions à l'accusé.

29. Les témoins seront introduits ; ils seront nommés et désignés l'un après l'autre par leurs nom, prénoms, âge, état, pro-

fession et domicile. Le président leur ordonnera de prêter le serment de dire la vérité; ce qu'ils seront tenus de faire, en levant la main, et en disant : *Je le jure.*

30. Il sera libre aux accusés, ou à leur conseil, non-seulement de proposer les motifs de reproches qu'ils peuvent avoir contre le témoin, mais encore de faire telles observations qu'ils jugeront à propos sur son témoignage, même de demander au président de proposer, pour l'éclaircissement des faits, telles questions qu'ils voudront, et auxquelles le témoin sera tenu de répondre, si le président juge convenable de l'interpeller.

31. Le rapporteur et les juges pourront ensuite demander successivement au témoin les explications dont ils croiront sa déposition susceptible.

32. Les témoins ayant été tous entendus et examinés, l'un après l'autre, dans une ou plusieurs séances, suivant l'exigence des cas, le rapporteur établira le mérite de l'accusation par les divers témoignages et autres preuves qu'il résumera. Il conclura, s'il y a lieu, à ce que l'accusé soit déclaré coupable, et condamné à la peine que la loi prononce pour son délit.

33. L'accusé ou les accusés pourront, soit par eux-mêmes, soit par l'organe de leur conseil, proposer leurs moyens de justification, de défense ou d'atténuation. Il sera libre au rapporteur de reprendre la parole après les accusés, et ceux-ci seront les maîtres de lui répondre à leur tour; mais les plaidoieries ne s'étendront pas plus loin, et il ne sera jamais accordé de duplique.

34. Lorsque l'accusé ou les accusés produiront des témoins présents, soit à l'appui des moyens de reproches qu'ils auront proposés contre les témoins à charge, soit pour établir des faits tendant à leur justification ou à leur décharge, on ne pourra pas leur refuser d'entendre ces témoins.

35. Les mêmes formalités seront observées, tant pour l'audition et l'examen des témoins produits par les accusés, que pour l'audition et l'examen des témoins produits par le plaignant, ou d'office par le commissaire-rapporteur.

36. Si la partie plaignante se présente au conseil, elle y sera admise; elle pourra faire ses observations, auxquelles l'accusé répondra, ou son défenseur pour lui.

37. Le greffier rédigera le procès-verbal de chaque séance, de manière qu'il puisse servir à constater l'accomplissement ou l'inobservation de chacune des formalités qui doivent avoir lieu dans le cours de l'instruction, pour assurer la régularité du jugement.

38. Toutes les formalités prescrites ci-dessus étant remplies, le président demandera à l'accusé s'il n'a rien à ajouter à sa défense; il fera la même question au défenseur; et, après les avoir entendus, il demandera aux membres du tribunal s'ils ont des observations à

faire ; s'ils déclarent , à la majorité des voix , que la cause est instruite , il ordonnera que le défenseur se retire , et que l'accusé soit reconduit en prison.

39. Les membres du tribunal pourront , s'ils le jugent à propos , se retirer dans une salle voisine pour délibérer. Le président recueillera les voix , en commençant par le grade inférieur : il émettra son opinion le dernier.

40. Les jugemens seront rendus à la majorité absolue des voix.

En cas de partage , l'avis le plus doux prévaudra.

41. L'accusé étant jugé , le président fera dresser le jugement : tous les juges signeront au bas , quand bien même ils auroient été d'avis différent de celui qui aura prévalu ; et il en sera envoyé une expédition au ministre de la marine et des colonies.

42. Après que les juges auront signé le jugement , les portes du tribunal s'ouvriront , et le président prononcera le jugement en présence de l'auditoire.

43. Le jugement ainsi prononcé , le président ordonnera au rapporteur de faire ses diligences pour qu'il soit mis de suite à exécution.

44. Le greffier se transportera immédiatement à la prison , où il donnera lecture du jugement aux accusés , et les préviendra qu'ils ont vingt-quatre heures pour se pourvoir en révision. Le procès-verbal de la lecture sera écrit au bas du jugement , et signé seulement du greffier.

45. Les jugemens rendus par les tribunaux maritimes seront exécutés dans les vingt-quatre heures , à moins du recours en révision , ainsi qu'il sera dit au titre VI ci-après , ou d'un ordre contraire émané de nous.

Le greffier assistera et veillera aux exécutions , dont il dressera procès-verbal au bas du jugement.

46. Les pièces de toutes les procédures instruites , et les minutes des jugemens rendus en conséquence , seront remises par le commissaire-rapporteur au greffe de la marine.

47. Les minutes des jugemens seront inscrites sur un registre qui sera déposé , à la fin de chaque année , au bureau de l'inscription de la marine , pour y avoir recours en cas de besoin.

48. Le commissaire-rapporteur sera tenu d'adresser au ministre de la marine les copies certifiées de tous les jugemens rendus par le tribunal.

## TITRE IV.

*Des contumaces.*

49. Lorsqu'un accusé n'aura pu être arrêté ni constitué prisonnier, il sera déclaré contumax, et la procédure sera instruite contre lui, à la diligence du commissaire-rapporteur, conformément aux dispositions du titre IX du Code des délits et des peines, du 3 brumaire an 4.

## TITRE V.

*Des Délits et des Peines.*

50. Les tribunaux maritimes se conformeront, quant aux délits et aux peines, aux dispositions des titres II et III de la loi du 20 septembre 1791, sur l'organisation des cours martiales maritimes.

Les délits non prévus par cette loi seront punis conformément aux lois pénales suivies par les tribunaux criminels ordinaires,

## TITRE VI.

*De la révision.*

51. Les jugemens rendus par les tribunaux maritimes peuvent être soumis à la révision.

52. La révision ne doit être ordonnée que lorsqu'il y a violation des formes prescrites, ou fausse application des lois pénales.

53. Le recours en révision peut être exercé, soit par le commissaire-rapporteur, soit par l'accusé ou son défenseur. Il doit avoir lieu dans les vingt-quatre heures qui suivront la prononciation du jugement.

54. Pour décider s'il y a lieu d'admettre ou de rejeter le recours en révision, il sera formé un conseil composé du préfet maritime, du chef militaire, du chef d'administration, du président et du procureur impérial près le tribunal de première instance; et, en leur absence, par ceux qui les remplacent dans leurs fonctions.

Ils se réuniront à la préfecture maritime.

Les pièces de la procédure leur seront remises; ils examineront,

dans les vingt-quatre heures, si le jugement est conforme aux lois, tant pour la forme que pour l'application de la peine.

55. Si ces officiers et magistrats décident que le jugement a été rendu dans les formes déterminées par la loi, et que la peine est conforme aux dispositions qu'elle prescrit, ils approuveront le jugement, le signeront, et il sera exécuté dans les vingt-quatre heures.

56. S'ils prononcent à la majorité des voix que le jugement a été illégalement rendu, ils en ordonneront la révision, fondée sur l'article de la loi dont ils rapporteront le texte dans le procès-verbal.

57. Dans ce cas, le préfet maritime sera tenu de convoquer sur-le-champ un autre tribunal.

Ce tribunal sera composé d'un nouveau président et de nouveaux juges, en se conformant aux articles 2, 3, 4 et 5 du titre premier.

Le commissaire-rapporteur et le greffier seront les mêmes que près le tribunal maritime.

58. Il sera procédé, sans délai, au nouveau jugement (1).

## TITRE VII.

### *Dispositions relatives aux autres ports de l'Empire non compris dans l'article premier.*

59. Dans les ports et arsenaux de marine non désignés dans l'article premier, il sera, lorsque le cas le requerra, établi un tribunal maritime. Ce tribunal sera composé conformément aux dispositions du titre premier du présent décret.

60. Dans ceux desdits ports où il n'y auroit pas de préfet maritime, les fonctions qui lui sont attribuées par le présent décret, seront remplies par le chef du service de la marine.

61. Il désignera le président parmi les officiers militaires les plus élevés en grade, présents dans le port.

62. Dans le cas où le nombre de juges à prendre parmi les offi-

(1) Si le nouveau jugement est frappé de recours en révision, on se conformera aux articles 52, 53, 54, 55, 56 et 57.

Néanmoins, si le nouveau recours en révision est fondé sur les mêmes moyens qui ont déjà déterminé l'annulation du premier, la question ne pourra plus être agitée devant les officiers et magistrats désignés par l'article 54, sans nous avoir été préalablement soumise en conseil d'état, et lesdits officiers et magistrats seront tenus de se conformer à la décision que nous aurons donnée en conséquence.



ciers militaires et d'administration, ne pourra être rempli conformément aux dispositions de l'article 4, il sera pourvu à leur remplacement par des officiers militaires et d'administration d'un grade inférieur à celui désigné dans ledit article, mais néanmoins supérieur ou au moins égal à celui du prévenu; et, à défaut de ces officiers, par des gradués pris dans l'ordre du tableau, dans le lieu où se tiendra le tribunal.

63. Les fonctions de commissaire-rapporteur seront remplies par le procureur impérial du tribunal de première instance de l'arrondissement, ou, s'il en est empêché, par le substitut-magistrat de sûreté du même arrondissement.

64. Un commis de la marine, nommé par le chef du service, remplira les fonctions de greffier.

65. Les dispositions des articles 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57 et 58 du titre VI, seront applicables aux jugemens rendus par ces tribunaux; en conséquence, pour prononcer sur l'admission ou le rejet du recours en révision, il sera formé un conseil composé du chef du service de la marine, des deux officiers militaires et civils les plus élevés en grade, du président et du procureur impérial près le tribunal de première instance de l'arrondissement.

## TITRE VIII.

### *Dispositions relatives aux chiourmes et bagnes.*

66. Les infractions aux ordonnances et réglemens concernant la police des chiourmes et bagnes, et tous les délits y relatifs, seront portés devant les tribunaux maritimes spéciaux, lesquels seront composés,

Du préfet maritime, président; et, en son absence, de celui qui le remplace dans ses fonctions;

De deux capitaines de vaisseau ou de frégate;

D'un commissaire ou sous-commissaire de marine;

D'un ingénieur ou sous-ingénieur de la marine; les uns et les autres nommés par le préfet maritime;

Du commissaire-rapporteur et du greffier, institués par les articles 6 et 7 du présent décret.

67. Dans les ports où il n'existeroit pas de préfet maritime, et dans lesquels il seroit établi des bagnes, les fonctions attribuées au préfet maritime seront remplies par le chef du service de la marine.

Dans le cas où le nombre de juges ne pourroit pas être complété comme il est prescrit par l'article précédent, il y sera pourvu, conformément aux dispositions de l'article 62 du titre VII, par

des gradués pris dans l'ordre du tableau, dans le lieu où se tiendra le tribunal.

Il sera de même pourvu, d'après les dispositions des articles 63 et 64 du même titre, aux fonctions du commissaire-rapporteur et du greffier.

68. Il n'est rien changé à la forme de procéder dans les jugemens concernant la police des chiourmes et bagnes.

Ces jugemens ne pourront, dans aucun cas, être soumis au recours en révision.

69. Les lois concernant les délits des forçats et les peines relatives à ces délits, continueront à être exécutées, avec cette exception, que tout forcat qui s'évadera sera condamné à vingt-quatre années de fers; et, si déjà il est condamné à cette peine, il sera mis à double chaîne pendant trois ans.

70. Tous délits commis par les individus employés au service des bagnes et à la garde des forçats, seront punis en conformité des réglemens rendus pour la police et la justice des chiourmes.

71. Tous auteurs et complices d'évasion de forçats seront justiciables des tribunaux maritimes spéciaux, et jugés conformément aux ordonnances précédemment rendues sur le fait des chiourmes (1).

72. Notre grand-juge ministre de la justice, et notre ministre de la marine et des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

*Signé* NAPOLEON.

Par l'Empereur, *le secrétaire d'état*, signé HUGUES B. MARET.

---

(1) Dans le cas où ces auteurs et complices seroient étrangers au département de la marine, deux juges du tribunal de première instance, et, à leur défaut, deux suppléans ou gradués, suivant l'ordre du tableau, seront appelés à prendre séance au tribunal.

N<sup>o</sup>. XI.*EXTRAIT du décret impérial contenant règlement sur le service du pilotage.*

Au quartier impérial de Posen, le 12 décembre 1806.

Art. 28. Tout pilote convaincu d'avoir fait quelque manœuvre tendant à blesser les intérêts des autres pilotes, ou d'avoir négligé celles dont l'omission aura produit le même effet, sera tenu de restituer ce qu'il aura perçu, et, en cas de récidive, sera puni d'un mois d'interdiction.

29. Il est défendu à tout marin qui ne seroit point reçu pilote-lamaneur, de se présenter pour conduire les navires à l'entrée et sortie des ports et rivières. Les contrevenans seront punis, la première fois, d'une amende qui ne pourra excéder cinquante francs, et de trois mois de prison; la peine sera double, en cas de récidive.

30. Tout pilote est tenu de donner la préférence à un bâtiment de l'état, sous peine d'un mois de prison. La même peine sera infligée à celui qui aura évité de conduire un bâtiment de l'état, lorsqu'il en aura été requis : en cas de récidive, il sera interdit, et levé comme matelot de classe inférieure, pour le service de l'armée navale.

31. Tout pilote qui, s'étant chargé de conduire un bâtiment de l'état ou du commerce, et ayant déclaré en répondre, l'aura échoué ou perdu par négligence ou par ignorance, ou volontairement, sera jugé conformément à l'article 40 de la loi du 22 août 1790.

32. Le capitaine du bâtiment est tenu, aussitôt que le pilote-lamaneur est à son bord, de lui déclarer combien son navire tiré d'eau, sous peine de répondre des événemens, s'il a recelé plus de trois décimètres (dix pouces). Le capitaine doit aussi faire connaître la marche du navire, et ses qualités et défauts, afin qu'il puisse se régler pour la manœuvre.

33. Il sera libre aux capitaines et maîtres de navires françois et étrangers, de prendre les pilotes-lamaneurs que bon leur semblera pour entrer dans les ports et rivières, sans que, pour sortir, ils puissent être contraints de se servir de ceux qui les auront fait entrer.

34. Tout bâtiment entrant ou sortant d'un port, devant avoir un pilote, si un capitaine refusoit d'en prendre un, il seroit tenu de le payer comme s'il s'en étoit servi : dans ce cas, il demeurera responsable des événemens ; et s'il perd le bâtiment, il sera jugé suivant l'article 31 du présent règlement.

Sont exceptés de l'obligation de prendre un pilote, les maîtres au grand et petit cabotage, commandans des bâtimens françois au-dessous de quatre-vingts tonneaux, lorsqu'ils sont habituellement la navigation de port en port, et qu'ils pratiquent l'embouchure des rivières.

Mais les propriétaires des navires, chargeurs ou tous autres intéressés, pourront contraindre les capitaines, maîtres et patrons, à prendre des pilotes ; et ils auront la faculté de les poursuivre devant les tribunaux, en cas d'avaries, échouemens et naufrages occasionnés par le refus de prendre un pilote.

35. Il est expressément défendu aux pilotes de quitter les navires qu'ils conduiront, avant qu'ils soient ancrés dans les rades ou amarrés dans les ports, ainsi que d'abandonner ceux qu'ils sortiront, avant qu'ils soient en pleine mer, au-delà des dangers, à peine de la perte de leurs salaires, de 30 francs d'amende, d'interdiction pendant quinze jours, et de plus forte punition s'il y a lieu.

Il est défendu aux capitaines de retenir les pilotes au-delà du passage des dangers, et aux pilotes de monter à bord contre le gré des capitaines.

36. Tout pilote qui conduira un navire entrant sur son lest, ne souffrira pas qu'il soit mis du lest sur le pont ni à portée d'être jeté à l'eau ; il s'opposera formellement à ce qu'il en soit versé dans les passes, rades, ports et rivières ; et s'il s'aperçoit que, malgré sa défense, il en auroit été jeté à l'eau, il en rendra compte, aussitôt sa mission remplie, à l'officier militaire chef des mouvemens maritimes, à l'officier chef du pilotage, ou à l'officier de port du commerce.

Les pilotes qui négligeroient de faire de suite leurs rapports de cette contravention de la part des capitaines, seront punis de huit jours de prison : les capitaines délinquans seront condamnés, conformément à l'article 6, titre IV, livre IV de l'ordonnance de 1681, à une amende de 500 francs, pour la première fois ; et en cas de récidive, leurs bâtimens seront saisis et confisqués.

37. Il est expressément enjoint aux pilotes-lamaneurs de visiter journellement les rivières, rades et entrées des ports où ils sont établis, de lever les ancres qui y auront été laissées sans bouées ; d'en faire, dans les vingt-quatre heures, leur déclaration à l'officier militaire des mouvemens maritimes, au bureau du pilotage, et au capitaine de port du commerce.

38. S'ils reconnoissent quelques changemens dans les fonds et passages ordinaires des bâtimens, et que les bouées, tonnes ou balises ne soient pas bien placées, ils seront tenus de faire les déclarations prescrites par les articles 36 et 37.

39. Les maîtres et capitaines de navires, et les pilotes qui auront été forcés par la tempête ou autre accident, de couper leurs câbles et de laisser leurs ancres en rade, seront tenus d'y attacher, si faire se peut, des orins et bouées en bon état, et capables de lever lesdites ancres, et d'en faire la déclaration prescrite par les articles 36 et 37.

Les ancres et câbles seront levés, au premier temps opportun, par les pilotes, et conduits à bord des bâtimens auxquels ils appartiennent, dans le cas où il n'y auroit pas déjà été pourvu par les équipages même desdits bâtimens, ou par d'autres bâtimens.

Lorsque lesdites ancres seront trouvées sans bouées, il sera payé, si le bâtiment est françois, pour droit de sauvetage, le quart de la valeur desdits ancres et câbles; le sixième, si elles sont trouvées avec des bouées. Pour un bâtiment étranger, il sera payé la moitié si l'ancre est trouvée sans bouée, et le tiers si elle a une bouée; le tout au dire d'experts qui seront nommés, l'un par le chef des pilotes, et l'autre par le capitaine ou maître du bâtiment.

Si l'ancre appartient à un bâtiment de l'état, elle sera levée par les soins de l'administrateur de la marine ou du capitaine de port, et les frais de sauvetage seront payés en proportion des travaux qui auront eu lieu.

## CHAPITRE V.

### *Des tribunaux compétens pour les affaires du pilotage, en matière civile, correctionnelle et criminelle.*

50. Les contestations relatives aux droits de pilotage, indemnités et salaire de pilotes, seront jugées par le tribunal de commerce du port.

Les pilotes-lamaneurs qui devront être punis par des peines correctionnelles, telles que la prison ou l'interdiction pendant moins d'un mois, seront jugés par l'officier chef des mouvemens maritimes, ou par celui préposé à la direction du pilotage; et en l'absence de ceux-ci, par l'officier du port de commerce, sous l'autorisation de l'administrateur supérieur de la marine, ou de celui préposé à l'inscription maritime.

Les délits qui devront donner lieu à des peines plus graves, à des amendes, et à des peines afflictives, seront jugés par les tribunaux de police correctionnelle et les cours de justice criminelle.

51. Lorsque les délits auront été commis à bord d'un bâtiment

de l'état, ou que les faits seront, par leur nature, de la compétence de l'autorité maritime, et qu'ils intéresseront le service de la marine impériale, ils seront jugés suivant les lois et réglemens de la marine.

52. Dans tous les cas comportant punition, la peine sera double, lorsqu'un bâtiment de l'état aura été l'objet du délit.

53. Le montant des amendes prononcées contre les pilotes, par quelque tribunal que ce soit, sera versé dans la caisse des invalides de la marine du port où les délits et contraventions auront eu lieu.

54. Une expédition de tous les jugemens prononcés contre les pilotes, sera adressée à l'administrateur de la marine dans le quartier, sur les registres duquel le pilote sera inscrit, afin qu'il en soit pris note sur la matricule des pilotes.

## N<sup>o</sup>. XII.

### DÉCRET IMPÉRIAL relatif aux François prévenus d'avoir été employés sur les vaisseaux ennemis.

En notre camp impérial de Fischenstein, le 23 avril 1807.

NAPOLÉON, Empereur des François, roi d'Italie;

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies;

Notre conseil d'état entendu,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1. Tout François prévenu d'avoir été employé sur les vaisseaux ou autres bâtimens de nos ennemis, sera traduit devant un conseil de guerre, composé conformément aux dispositions de la troisième section, titre III de notre décret du 22 juillet 1806, qui suivra, pour l'instruction et le jugement, les formes établies par la section IV du même titre.

2. Seront jugés de la manière prescrite en l'article précédent, ceux qui, à l'époque de la publication de notre présent décret, se trouveroient prévenus du délit y énoncé.

3. Notre ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Signé, NAPOLÉON.

Par l'Empereur, le ministre secrétaire d'état,

Signé HUGUES B. MARTE.

N<sup>o</sup>. XIII.

**DÉCRET IMPÉRIAL** *qui désigne les officiers admissibles comme suppléans dans la formation des conseils de guerre maritimes spéciaux.*

Au camp impérial de Finckenstein, le 23 avril 1807.

NAPOLÉON, Empereur des François, Roi d'Italie;  
Sur le rapport de notre ministre de la marine et des colonies,  
Notre conseil d'état entendu,  
Nous avons décrété et décrétons ce qui suit:

Art. 1. Lorsqu'il ne se trouvera pas dans un port, pour former le conseil de guerre maritime spécial, le nombre d'officiers de vaisseau de chaque grade, en conformité de l'article 2 de l'arrêté du gouvernement, du 5 germinal an 12, on qu'il pourra résulter des dispositions de l'arrêté additionnel du 1<sup>er</sup> floréal suivant, des retards qu'il importe de prévenir, les lieutenans de vaisseau pourront être remplacés par des capitaines de frégate, les enseignes par des lieutenans, et réciproquement les lieutenans par des enseignes.

2. Dans le cas où le nombre des capitaines de frégate, lieutenans et enseignes présens dans le port, seroit insuffisant pour former ledit conseil de guerre, les officiers de vaisseau de chaque grade (le président excepté) pourront être suppléés dans la composition de ce conseil, par des officiers d'artillerie de marine, du génie maritime, ou de l'administration de la marine.

3. Notre ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

*Signé* NAPOLÉON.

*Par l'Empereur, le ministre secrétaire d'état,*

*Signé* HUGUES B. MARET.

N<sup>o</sup>. XIV.*DÉCRET concernant les vols commis dans les arsenaux maritimes.*

DU 14 MARS 1808.

Art. 1. Tous vols de la valeur de six francs et au-dessus, commis dans les arsenaux maritimes par des ouvriers, conscrits ou soldats d'artillerie de marine, seront jugés et punis conformément à l'article 15 de la troisième section du titre premier du Code pénal militaire, du 12 mai 1793.

N<sup>o</sup>. XV.*DÉCRET IMPÉRIAL relatif aux militaires et marins condamnés aux fers pour désertion ou insubordination.*

Au palais de Saint-Cloud, le 19 octobre 1808.

NAPOLÉON, Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la confédération du Rhin;

Sur le rapport de notre ministre de la marine et des colonies;

Notre conseil d'état entendu,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1. Les militaires et marins condamnés aux fers pour désertion ou insubordination, et qui s'évaderont, seront condamnés à une détention dont la durée sera double de celle qui leur restait à subir, à compter du jour de leur évasion.

2. Ceux desdits condamnés qui, après avoir subi leur peine, ou obtenu leur grace, se rendroient de nouveau coupables de désertion, seront condamnés à dix années de fers.

3. Notre ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

*Signé* NAPOLÉON.

Par l'Empereur, le secrétaire d'état, signé HUGUES B. MARET.



## N°. XVI.

**DÉCRET IMPÉRIAL, relatif aux peines encourues, pour crime de désertion, par les individus incorporés dans les bataillons de marine impériale.**

Au palais de Saint-Cloud, le 22 octobre 1808.

NAPOLÉON, Empereur des François, Roi d'Italie, et Protecteur de la confédération du Rhin;

Sur le rapport de notre ministre de la marine et des colonies;

Notre conseil d'état entendu,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1. Les individus incorporés dans nos bataillons de marine impériale, provenant de la conscription militaire, seront jugés, pour le crime de désertion, d'après les dispositions de nos arrêtés des 5 germinal et 1<sup>er</sup> floréal an 12.

Ils seront en outre passibles de l'amende de quinze cents francs prononcée contre les déserteurs par la loi du 17 ventose an 8, et notre arrêté du 19 vendémiaire an 12.

2. Notre ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

*Signé* NAPOLÉON.

Par l'Empereur, le secrétaire d'état, signé HUGUES B. MARET.

F I N.

---

# TABLE ALPHABÉTIQUE

## DES MATIÈRES.

---

### ARMÉE DE TERRE.

#### A.

- ABSENS.** Les militaires absens de leurs corps sont justiciables des tribunaux ordinaires, *pages* 24 et 339. — et contumax sont jugés dans les formes ordinaires, sauf à recommencer la procédure, 52 et 150.
- ACCUSÉ.** Doit avoir un défenseur officieux, 26 et 187. Sa présence au conseil de guerre, et mode de l'y interroger, 27 et 187.
- ADJUDANS-COMMANDANS** justiciables des conseils de guerre de la division, 19 et 205. Alors le conseil reçoit deux juges du grade du prévenu, *idem*.
- AGE** de trente ans requis pour être membre d'un conseil de révision, 33 et 210.
- AGENS** du Gouvernement, seront poursuivis dans les formes ordinaires, si l'ordre de mise en jugement n'émane pas de S. M. Impériale et Royale, 22 et 358. Il en sera donné avis au ministre de leur département, *idem*.
- ALIÉNÉ.** Il n'y a ni crime, ni délit, si l'accusé étoit en démence au moment de l'action, 400. On doit faire constater son état pour le juger, 77.
- ALIMENS** des détenus sont fournis par les concierges, 290. La dépense est imputée sur la solde, *idem*.
- AMENDE.** Il en sera prononcé une de 1500 francs contre tout déserteur, 51 et 306. Elle le sera par un conseil de guerre spécial, *idem*. Elle sera perçue à la diligence de la direction générale de la conscription, 356. Les fonds en provenant sont affectés aux dépenses du recrutement, 356.
- AMNISTIE** pour désertion antérieure à la guerre, 117. — autre que celle à l'ennemi et à l'étranger, avant le 10 thermidor an 3, 159. — contre les condamnés pour désertion avant le 23, 162. — Prolongation du délai jusqu'au 4 frimaire an 4, 170. — pour désertion et quelques autres délits commis avant le 17 vendémiaire an 6, 213. — pour désertion avant le 14 messidor an 7, 245. — avant le 1<sup>er</sup> floréal an 10, 277. — absolue pour désertion de l'an 7, et conditionnelle depuis, 328. — avant le 13 prairial an 12, 335. — avant le 20 juin 1807, 379. — avant le 30 mars 1810, 408. — Interprétation de cette amnistie, 411. — applicable aux hollandais, 412.

**ANNULLATION** des jugemens des conseils de guerre permanens, se prononce par le conseil de révision, 35 et 211. En ce cas l'affaire est renvoyée à un autre conseil de guerre, ou au tribunal compétent, 37, 211 et 233.—prononcée deux fois pour la même cause, renvoi à S. M. en conseil d'état, 38 et 467.

**APPARTEMENS affectés aux tribunaux militaires**, 266. Nul n'a droit d'y avoir un logement, *idem*.

**ARMES.** Défense de les vendre et de les acheter, 116. Désertion avec arme blanche, punie du boulet, 47 et 329. Désertion avec arme à feu, punie de mort, *idem*. Avec toute arme de son camarade, punie de mort, *idem*.

**ARMÉE** de terre et celle de mer, sont soumises à des lois particulières pour la répression des délits, 12 et 400.

**ARRÊTATION.** Elle s'exécute de suite contre tout justiciable d'un conseil de guerre, 25 et 186.

**AUTORISATION** d'informer pour désertion, est donnée ou refusée par le commandant d'armes ou du lieu, 48 et 299.

## B.

**BAGNES** du Havre et de Nice, destinés à recevoir les soldats condamnés aux fers, 250.

**BLANCHISSEUSES.** Il ne peut y en avoir que quatre par bataillon, et deux par escadron, 269. Leurs enfans légitimes avec un soldat sont admis comme enfans de troupe, 267.

## C.

**CANONNIERS-GARDES-CÔTES.** Formation de cent compagnies, 278. Vingt-huit autres sédentaires, 279. Nul d'entre eux ne peut se soustraire au service, 78 et 386. Il peut être jugé comme déserteur, *idem*.

**CASSATION.** Le recours en cassation est admis contre les jugemens des commissions militaires, pour incompétence, 41 et 183.

**CHASSE.** Les délits en matière de chasse commis par des militaires, même à leurs corps, sont portés aux tribunaux ordinaires, 351.

**CHEFS** de bataillon ou d'escadron, justiciables des conseils de guerre permanens, 19 et 205. Dans ce cas il entre au conseil des juges du grade du prévenu, 19 et 206.

**CIRCONSTANCES** aggravantes de la désertion, 46, 308 et 309. Enlèvement d'armes, 47 et 329. Chef de complot, 47, 342 et 348.

**COLONEL**, justiciable du conseil de guerre permanent, comme officier supérieur, 19 et 205. Alors il entre deux juges du grade du prévenu, 9 et 205.

**COMMANDANT** la division, ne peut siéger au conseil de révision s'il a convoqué le conseil de guerre, 33 et 210.

**COMMISSAIRE-IMPÉRIAL.** Il y en a toujours un près le conseil de guerre permanent, 16 et 185. Il est nommé par le commandant en chef, *id.* Il réunit ses fonctions à celles de rapporteur près le conseil de guerre spécial, 43, 298. Il est alors nommé par le commandant d'armes, 43, 298.

Pour juger un général ou officier supérieur, c'est un commissaire-ordonnateur, 20 et 204. Pour un inspecteur aux revues, 20 et 274.

**COMMISSAIRE DES GUERRES**, justiciable d'un conseil de guerre permanent, 19 et 206. Alors il entre au conseil trois juges commissaires des guerres, *idem*.

**COMMISSAIRE-ORDONNATEUR**, justiciable d'un conseil de guerre permanent, 19 et 206. Il entre au conseil un ordonnateur et deux commissaires des guerres, *id*.

**COMMISSION MILITAIRE**. Il en existe de trois espèces, pages 39, 304, 306, 337, 349. La première connoît des délits graves des condamnés contradictoirement pour désertion, 41, 304. Elle est composée du commandant de la place et de quatre officiers supérieurs, *idem*. Le commandant de gendarmerie fait fonctions de rapporteur, *id*. Le jugement est soumis à l'approbation du général de la division, *idem*. La seconde juge les espions et les embaucheurs, 40 et 337. Elle est composée de sept membres, nommés par le général commandant en chef, *idem*. Elle est dissoute aussitôt après le prononcé, 338. Un de ses membres fait les fonctions de rapporteur, 337. La troisième espèce connoît des délits commis par les prisonniers de guerre, 40 et 349. Elle est composée de cinq membres, *id*. Un officier de gendarmerie fait les fonctions de rapporteur, *idem*. Elle est réunie par le commandant de la division, *id*. Le président a au moins le grade de chef de bataillon, 40 et 349. Mode de compléter toutes les commissions militaires, 42 et 350.

**COMPÉTENCE**. Définition des délits de la compétence des tribunaux militaires, 15 et 182. Des justiciables de ces tribunaux, 15 et 185. — Des conseils de guerre spéciaux, 44 et 298. — Des commissions militaires. Voy. COMMISSIONS.

**COMLOT de désertion**. Voy. CIRCONSTANCES AGGRAVANTES. Chef de — Voy. *idem*.

**COMPTABLES** destitués, peuvent être mis en jugement, sans avoir recours à une autorisation spéciale de S. M. l. et R., 375.

**CONDAMNÉS AUX TRAVAUX PUBLICS** ou au boulet qui, après avoir obtenu grace, négligent de se rendre à leur destination, punis pour récidive, 45 et 388.

**CONDAMNÉS comme réfractaires**, envoyés à des dépôts militaires, 287. Désignation de ces dépôts, 393.

**CONFIRMATION** des jugemens des conseils de guerre permanens, par le conseil de révision, 36 et 211. Renvoi après cette confirmation de la procédure, au conseil qui a prononcé, *idem*.

**CONGÉS**. Ceux qui en obtiennent sont tenus de rejoindre à l'expiration, 45 et 163. Les autorités locales doivent surveiller le départ, *idem*. Celui qui obtient un congé pour travailler dans une manufacture, et ne s'y rend pas, est déserteur, 78 et 252.

**CONSCRIPTION**. Tout Français est soldat, et se doit à la défense de la patrie, 234. — Comprend tous les Français depuis l'âge de vingt ans, 236. Celui qui recèle un conscrit réfractaire est puni comme le receleur de déserteur, 266. Conscrit suppléant qui ne rejoint pas, est condamné au boulet, 45 et 346.

**CONSEIL DE GUERRE PERMANENT**. Il en est établi dans chaque division de l'intérieur et de l'armée, 16, 184. Il est composé de sept membres, *id*. Ils

sont nommés par le commandant de la division, 17 et 185. Nul ne peut se dispenser d'y siéger, *id.* Les parens ne peuvent y siéger ensemble, *id.* Opérations du conseil, 25 et 186. Sa police, 25 et 187. Ses séances sont publiques, *idem.*

CONSEIL DE RÉVISION, 32 et 209. Il est composé de cinq membres; le rapporteur est pris dans son sein, *idem.* Les membres sont au moins âgés de 30 ans, 33 et 210. Ils sont nommés par le général, *idem.* Ils sont réunis par le président, *idem.* Ses opérations, *idem.* La police appartient à son président, 210.

CONSEILS DE GUERRE SPÉCIAUX, 43 et 298. Ils sont composés de sept membres, *id.* Nommés par le commandant d'armes ou du lieu, *id.* Ils ne connoissent que de la désertion, *id.* Ils sont dissous après le jugement, *id.* Procédure instruite devant ces conseils, 48 et 299. Ne peuvent changer ni diminuer les peines, 51, 301. Leurs prononcés ne sont sujets ni à appel, ni à cassation, ni à révision, *id.* Ils tiennent leurs séances chez le commandant d'armes, et à l'armée sous une tente, *id.* Le rapporteur, qui est commissaire-impérial, est un officier de l'état-major, de la garnison, ou de la place, 43 et 298.

CRIMES. Définition du crime au civil, 400. Les crimes militaires sont jugés par des lois particulières, 12 et 400. Dans les cas non prévus par les lois pénales militaires, ils sont punis d'après les lois pénales ordinaires, 150.

## D.

DÉGRADATION. La condamnation d'un militaire à une peine infamante emporte la dégradation, 200. Le légionnaire ne peut subir la même peine sans avoir été dégradé, 22 et 331.

DÉFENSEUR OFFICIEUX. L'accusé doit en avoir un, et peut le choisir, 26 et 184.

DÉLAI de 24 heures pour renvoyer la procédure après que le jugement est annullé, 37 et 212.

DÉLIT. Définition du délit civil, 400. Le délit militaire est jugé par les tribunaux militaires, 12 et 184. Dans les cas non prévus par les lois militaires, il est puni d'après les lois pénales civiles, 150.

DÉPENSES des conseils de guerre permanens, sont fixées à 15 francs par mois, 202.

DÉPÔTS DE RÉFRACTAIRES, fixés à sept, 393. Indication des départemens qui fournissent à ces dépôts, 391.

DÉTÔR d'un exemplaire de la loi doit être fait sur le bureau du conseil de guerre, 26 et 187.

DÉSERTION sera jugée par le conseil de guerre spécial, 298. Définition de la désertion, 45 et 309. — à l'ennemi punie de mort, 208. — à l'étranger, de la peine du boulet, *id.* — à l'intérieur, des travaux publics, *id.* — de l'enrôlé volontaire, 45 et 374. — du suppléant, 45 et 346. Chef de complot de désertion puni de mort, 47 et 342.

DISPENSE de siéger aux conseils de guerre, ne peut être accueillie que pour maladie ou parenté, 17 et 185.

DIVISION du travail des conseils de guerre, 17 et 244.

## E.

**EMBAUCHEUR.** Est réputé tel celui qui cherche à éloigner les militaires de leurs drapeaux pour les faire passer à l'ennemi, à l'étranger ou aux rebelles, 171. — Justiciable d'une commission militaire, 40 et 337. — Est puni de mort, 171.

**EMPLOYÉS MILITAIRES** justiciables des conseils de guerre, 23 et 185.

**ENRÔLEMENT VOLONTAIRE**, se fait de 18 à 30 ans, 235. — A lieu à la municipalité, *id.* — Est signé du contractant, *id.* Si l'enrôlé ne se rend pas, réputé déserteur, 45 et 374.

**ESPION.** Indication de l'homme réputé tel, 193. — Est puni de mort, *idem.* — Est justiciable d'une commission militaire, 40 et 337.

**ETABLISSEMENT MILITAIRE.** Moyens de réprimer les délits commis dans un, 354.

**EQUIPEMENT DU SOLDAT.** Défense de le vendre et de l'acheter, 116. — Celui qui le distrait est puni des fers, 153.

## F.

**FONCTIONNAIRES PUBLICS** qui favorisent la désertion, sont destitués et condamnés à l'amende, 215. — Sont tenus de dénoncer les déserteurs, sous la même peine, 294.

**FORÇAT LIBÉRÉ.** Est tenu de déclarer où il veut demeurer et d'en obtenir la permission, 341.

**FRAIS** faits par les conseils de guerre permanens, 201.

## G.

**GARDES-CÔTES CANONNIERS.** Leur organisation, 278. — Sont traités comme déserteurs, s'ils s'absentent sans autorisation, 78 et 386.

**GARDES-MAGASINS.** Justiciables des conseils de guerre, 23 et 371.

**GARDIENS** qui laissent évader un détenu. Seront punis selon la gravité du délit de l'évadé, 208.

**GENDARMES.** (Police et discipline des), 230. — Sont justiciables des tribunaux ordinaires pour délit simple ou mixte, et des tribunaux militaires pour délits relatifs au service militaire, 231 et 292.

**GÉNÉRAL.** Justiciable d'un conseil de guerre, 18 et 204. — Mode pour former ce conseil, *idem.*

**GRATIFICATION** accordée aux capteurs des déserteurs, 356. — Payés sur les fonds de la conscription, *idem.*

**GREFFIER** du conseil de guerre permanent, choisi par le rapporteur, 16 et 185. — Du conseil de révision, choisi par le président, 33 et 209. — Du conseil de guerre spécial, choisi par le rapporteur, 43 et 298. — Des commissions militaires, au choix du rapporteur, 40 et 337.

## H.

**HABILLEMENT DU MILITAIRE.** Il est défendu de le vendre et de l'acheter, 116. — Peine des fers contre celui qui en distrait, 153.

## I.

**INFORMATION AU CONSEIL DE GUERRE PERMANENT**, 25 et 186. — Au conseil de guerre-spécial, 49 et 299.

**INSPECTEURS AUX REVUES.** Sont justiciables des conseils de guerre permanents, 20 et 274. — Ne peuvent être mis en jugement que par décision de S. E. le Ministre de la guerre, *idem*.

**INTERROGATOIRE.** Est lu au prévenu, 26 et 186.

**IMBÉCILLE.** Il n'y a pas de délit quand l'action a été commise en état de démence, 400. — Comment on doit agir si l'on traduit un imbécille ou un aliéné en jugement, 77.

## J.

**JUGEMENTS.** (Formule des), 217 et 312. — On ne doit imprimer que ceux d'une importance majeure, 202.

**JUSTICE CRIMINELLE**, 11. — Justice criminelle militaire, 12.

## L.

**LÉGION D'HONNEUR** (Le membre de la). Ne peut subir une peine infamante avant d'avoir été dégradé, 22 et 331. — Copie du jugement qui le condamne doit être envoyée au grand chancelier, 330.

## M.

**MAJOR.** Justiciable du conseil de guerre, 19 et 385.

**MANIAQUE.** Voy. ALIÉNÉ, IMBÉCILLE.

**MUETS VOLONTAIRES.** Mode de les juger, 77.

## O.

**OUVRIERS SUIVANT L'ARMÉE.** Justiciables du conseil de guerre, 23 et 185.

## P.

**PARTIE PLAIGNANTE.** Peut être admise au conseil de guerre, 27 et 188.

**PEINES** (Tableau des) et des délits, 81. — Il est défendu de changer celles encourues pour la désertion, 51 et 301.

**PLACES ASSIÉGÉES OU INVESTIES**; conseil de guerre dans ces places, 20, 230.

- PLAINTÉ.** L'officier supérieur ordonne au rapporteur de la recevoir, 25 et 186. Pour désertion, elle est portée par le chef du corps, 48 et 298.
- POURVOIS.** Les préposés à l'administration peuvent être mis en jugement sans l'intervention du conseil d'état, 355.
- POURVOI.** L'accusé a 24 heures, à partir de la lecture du jugement, pour se pourvoir en révision, 35 et 214. — Le commissaire impérial n'a que 24 heures après ce délai accordé à l'accusé, 35 et 215.
- POURSUITES.** Ne peuvent être faites après un espace de dix ans, 13 et 100.
- PRÉPOSÉS AUX ADMINISTRATIONS MILITAIRES,** justiciables des conseils de guerre, 23 et 185.
- PRESCRIPTION.** Elle a lieu en matière criminelle militaire après dix ans, 13 et 100.
- PREUVES.** Elles sont ou testimoniales, ou matérielles, ou résultant d'indices, ou par aveu, 13 et 186.
- PRISONNIERS DE GUERRE.** Sont justiciables d'une commission militaire, composée de cinq membres et un rapporteur, 40 et 349. — Pour complot et mutinerie, punis de mort, *idem*. — Pour avoir abandonné le lieu de leur détention, punis des fers, 157.
- PROCÉDURE.** Devant les conseils de guerre permanens, 25 et 186. — Devant les conseils de guerre spéciaux, 48 et 300.
- PROVOCATEUR A LA DÉsertION.** Est puni de la détention, 172. — Est réputé tel celui qui, sans être embaucheur, engage les défenseurs de l'état à quitter leurs drapeaux, 172.

## R.

- RAPPORTEUR des conseils de guerre permanens,** 17 et 185. — Est nommé par le commandant de la division, *id*. — Près le conseil de guerre spécial, réunit les fonctions de commissaire impérial, 43, 298. — Est nommé par le commandant d'armes ou du lieu, *id*. — Près les commissions militaires, 40, 337 et 349. — Est nommé par le général commandant, *idem*.
- REBELLES PRIS ARMÉS DANS DES RASSEMBLEMENTS.** Seront punis de mort, 158. — Ils seront jugés militairement, *idem*.
- RECRUTEURS DE DÉsertEURS.** Punis de l'emprisonnement et de l'amende, 215. — Des conscrits, punis de la même peine, 256.
- RÉFRACTAIRE.** Sera déclaré tel le conscrit qui ne se sera pas présenté ou fait remplacer en temps utile, 287. — Sera envoyé à un dépôt, 295. — Circonscription de ces dépôts, 391. — Qui n'aura pas rejoint après avoir réclamé l'amnistie, puni comme déserteur, 45 et 411.
- REMPLAÇANT.** Qui ne rejoint pas ou qui déserte, condamné à cinq ans de boulet, 45 et 346.
- REVOI de l'affaire par le conseil de révision,** 37 et 211.
- RÉPRESSION des crimes et des délits appartient au souverain,** 11.
- RÉSERVE (Compagnies de).** Leur organisation, 78 et 343. — Leur police, 344.
- RESPONSABILITÉ du quartier-maître.** Pèse sur le conseil d'administration, 332.



ROGATOIRE (Commission). Se fait pour éviter le déplacement des témoins, 29 et 155. — Mode d'en faire l'envoi, *idem*.

## S.

SÉRIE DE QUESTIONS. Est établie pour éviter le déplacement des témoins, 29 et 155.

SÉDENTAIRES. (Canonniers gardes-côtes). Ne peuvent s'absenter sans permission, 45 et 386.

SPÉCIAUX. (Conseils de guerre). 45 et 298. — Ces conseils connoissent du délit de désertion, *idem*.

SOURDS ET MUETS VOLONTAIRES. Mode de les juger, 77.

SUPPLÉANT qui ne rejoint pas ou qui déserte, puni de cinq ans de boulet, 45 et 346.

## T.

TÉMOINS qui ne peuvent déposer, répondent à des séries de questions, 29 et 155. — Take des, 201. — Qui refusent de comparoître, 30.

TENTATIVE DE CRIME AU CIVIL. Manifestée extérieurement, est considérée comme le crime, 400. — Du délit, n'est considéré comme délit que dans les cas prévus par la loi, *idem*.

TRAITEMENT. Celui qui le touche deux fois est puni de la destitution et de l'amende, 135.

TRANSLATION de l'accusé au conseil de guerre permanent, 187.

TROUBLE. (Département en état de). On y établit des conseils de guerre particuliers, 21 et 253.

TRIBUNAUX MILITAIRES. Savoir, conseils de guerre permanens, 16 et 184. — Conseils de révision, 32 et 209. — Conseils de guerre spéciaux, 42 et 298.

## V.

VIVANDIÈRES. Voy. BLANCHISSEUSES.

VOITURIERS DE L'ARMÉE. Sont justiciables des conseils de guerre permanens, 23 et 185.

## DEUXIEME PARTIE.

### ARMÉE NAVALE.

#### A.

**APPEL** des jugemens des conseils de guerre spéciaux de la flottille, ne sont sujets, ni à appel, ni à révision, ni à cassation, *page* 56 et 437. Ceux des conseils de guerre maritimes n'y sont pas sujets, 66 et 445.

**ARMÉE DE MER.** Les officiers et les autres hommes composant cette armée, sont jugés par des tribunaux particuliers, 53, 450 et 460.

#### B.

**BACNES, CHIOURMES et FORÇATS.** Tous les délits y relatifs sont portés devant des tribunaux maritimes spéciaux, 75 et 468.

#### C.

**CASSATION.** *Voy. Appel.*

**COMMUTATION DE PEINE.** Les conseils de guerre spéciaux de la flottille ne peuvent commuer les peines, 56 et 437. Les conseils de guerre spéciaux ne le peuvent pas non plus, 445.

**COMPÉTENCE** des conseils de guerre spéciaux de la flottille, 55 et 432. — des conseils de guerre spéciaux maritimes, 58 et 439. — des conseils de justice, 63 et 453. — des conseils de guerre, 64 et 454. — des tribunaux maritimes, 68 et 461. — des conseils de révision, 73 et 466. — des tribunaux maritimes spéciaux, 75 et 468.

**CONSEIL DE GUERRE,** 64 et 454. Sa convocation, *idem.* Sa composition, 65 et 455. Sa forme de procéder, *id.* Ses jugemens, 458.

**CONSEILS DE GUERRE MARITIMES SPÉCIAUX,** 57 et 438. Leur composition, *id.* Leur rapporteur et son greffier, *id.* Nomination des membres, 58 et 439. Leur compétence, *id.* Lieu de leur réunion, *id.* Leur forme de procéder, *id.* Leurs jugemens, 60 et 442.

**CONSEILS DE GUERRE SPÉCIAUX DE LA FLOTTILLE,** 55 et 432. Il en est établi un pour chaque grande division de la flottille, 54 et 432. Ils sont composés de neuf membres, 54 et 433. Il y entre des officiers de la marine et des officiers de l'armée de terre, *id.* Le rapporteur est de l'arme du prévenu, et le greffier est un sous-officier, *idem.* Les membres sont nommés par le commandant supérieur de l'arme, *id.* Leur compétence, 55 et 432. Ils ne peuvent continuer ni diminuer les peines, 56 et 437.

Leurs jugemens ne sont sujets ni à appel, ni à cassation, ni à révision, *idem*. Ils sont exécutés dans les vingt-quatre heures, *id*. A la tête des troupes de l'arme du condamné, *id*.

CONSEIL DE JUSTICE, 63 et 453. Sa compétence, *id*. Sa composition, *id*. Sa procédure, *id*. Ses jugemens et leur exécution, *id*.

CONSEIL DE GUERRE, 64 et 454.

CONSEIL DE MARINE, 61 et 450. Epoque de sa convocation, *id*. Sa composition, *id*. Devoirs des juges, 451. Mode de procéder de ce conseil, *id*.

CONSEIL DE RÉVISION, 72 et 466. Sa composition, *id*. Sa procédure, 75 et 647. Son prononcé, *id*. Après deux cassations, l'appel sur les mêmes moyens est porté à S. M. I. et R. en conseil d'état, *id*.

CONTUMAX, 71 et 466. Mode de les juger, *id*.

## D.

DÉLITS de l'armée navale, 53, 417, 425, 461. Ceux commis à bord des vaisseaux sont jugés par des conseils de justice, par des conseils de marine, ou par des conseils de guerre, 61 et 450. Mode de juger et de punir les délits commis dans les arsenaux, 68 et 425.

DÉLITS MARITIMES non prévus par le Code maritime, sont punis d'après le Code de l'armée de terre, 53 et 428.

DÉNONCIATION devant les conseils de guerre spéciaux maritimes, 59 et 439. Elle sera faite par le commissaire de l'inscription, 58 et 440.

DÉSERTION de l'armée navale, 58 et 444. Sa définition, 444 et 447.

DÉSERTION de la flottille en face de l'ennemi, punie de mort, 56 et 436.

## J.

JUGEMENS des conseils de guerre spéciaux de la flottille, et leur exécution, 436.—des conseils de guerre spéciaux maritimes, 56 et 445.—des conseils de justice, 64 et 453.—des conseils de guerre, 63 et 458.—des tribunaux maritimes, 71 et 465.—des conseils de révision, 78 et 467.

JUSTICIAIBLES des conseils de guerre spéciaux de la flottille, 53 et 432.—des conseils de guerre spéciaux maritimes, 58 et 438.—des conseils de justice, 63 et 453.—des conseils de guerre, 64 et 458.—des tribunaux maritimes, 68 et 465.

## P.

PEINES prononcées par les conseils de guerre spéciaux de la flottille, 56 et 436. Les coupables de l'armée de terre sont punis des peines portées au Code pénal militaire; ceux de l'armée navale, de celles portées au Code pénal maritime, *id*.—Pour désertion, 60 et 443.

POLICE à bord des bâtimens, est exercée par le capitaine, 452.

PROCÉDURE devant les divers tribunaux maritimes. (*Voyez* chacun de ces tribunaux).

## R.

REFUS DE SIÉGER au conseil de guerre spécial de la flottille, ne peut être admis sans cause légitime, 55 et 433. — au conseil de guerre maritime spécial, 57 et 439.

RÉVISION. Voy. APPEL.

## T.

TRIBUNAUX MARITIMES, 75 et 460. Leur composition, *id.* Leur compétence, 461. Leur forme de procéder, 76 et 462. Leur convocation, 460. Leur police et opération, 464. Leur jugement, 465.

TRIBUNAUX MARITIMES autres que ceux des grands ports, 67 et 467.

TRIBUNAUX MARITIMES SPÉCIAUX, 57 et 468. Leur compétence, composition, et mode de procéder, *id.*

VIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.



23014













